EDITIONS DU PEUPLE
PÉKIN
OCTOBRE 1975

Précis historique de l'économie
des grands pays capitalistes

HISTOIRE ÉCONOMIQUE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

EDITIONS DU PEUPLE
PEKIN/OCTOBRE 1975

HISTOIRE ÉCONOMIQUE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES

Texte traduit du chinois et édité par
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de Girard — 75010 Paris
Tél. : 202.87.05.

1977

OUVRAGES PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

— L'impérialisme aujourd'hui.
— Etudions l'économie politique.
— Economie rurale en Chine.
— Histoire de la Chine moderne (à paraître).

© E-100 1977

AVANT-PROPOS

En rédigeant ce livre, nous avons essayé d'expliquer les lois de l'apparition, du développement et de l'anéantissement du capitalisme, à travers une brève description historique de l'économie de cinq grands pays capitalistes : l'Angleterre, les U.S.A., la France, l'Allemagne et le Japon ; nous espérons apporter ainsi aux lecteurs un complément historique dans leur étude des œuvres marxistes-léninistes et leur compréhension de la situation actuelle de la lutte de classes internationale.

L'histoire de l'apparition et du développement du capitalisme, c'est l'histoire sanglante d'une partie de la bourgeoisie qui exploitait impitoyablement le peuple chinois et qui pillait frénétiquement ses colonies et semi-colonies ; c'est l'histoire de la lutte héroïque du prolétariat mondial, des peuples et nations opprimés contre le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme. La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie est la contradiction principale de la société capitaliste. A l'heure actuelle, dans le monde entier, le prolétariat et la bourgeoisie se livrent dans tous les domaines à une lutte de classes acharnée. Les explications apportées dans ce précis historique nous aident à mieux comprendre la nature de l'exploitation de la bourgeoisie et les lois objectives du renversement inévitable du système capitalisme par le système socialiste.

A l'heure actuelle, nous sommes encore à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. La situation internationale est caractérisée par « de grands bouleversements sous le ciel ». Ces « bouleversements » sont une manifestation de l'exacerbation continuelle des diverses contradictions fondamentales qui existent dans le mon-

de d'aujourd'hui. Contradictions et luttes deviennent chaque jour plus aiguës entre les deux superpuissances et les peuples du monde. La lutte révolutionnaire des peuples ne cesse de se développer. Les pays moyens et petits se sont largement unis dans la lutte qui les oppose à l'hégémonisme et à la politique du plus fort pratiqués par les deux superpuissances, les U.S.A. et l'U.R.S.S. Pour comprendre l'histoire économique du développement du capitalisme au stade impérialiste, il faut bien voir que les tentatives d'hégémonie des superpuissances viennent de leur domination monopoliste et sont déterminées par leur nature impérialiste agressive.

L'histoire de l'impérialisme nous montre que celui qui prétend appliquer une politique d'agression, d'expansion et de guerre en vue de dominer le monde connaît inéluctablement une fin honteuse.

L'impérialisme, c'est le capitalisme agonisant.

Le président Mao l'indique : « *L'impérialisme a préparé pour ces grandes masses populaires les conditions de lutte aussi bien matérielles que morales* » (1). Aujourd'hui, les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution ; c'est d'ores et déjà un grand courant irrésistible de l'histoire. Une analyse historique de l'expansion économique, politique et militaire des principaux pays capitalistes montre que ce courant historique se développe selon certaines lois. Ce sont précisément le capitalisme et l'impérialisme qui, par l'exploitation économique et l'oppression coloniale des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, ont contraint ces derniers à mener continuellement une lutte résolue contre le colonialisme et l'impérialisme. L'éveil et le renforcement du Tiers Monde après la guerre ne sont pas du tout acci-

(1) « Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte », Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung, t. 4, p. 445. E.P.

dentels, ils sont le développement et la poursuite de cette grande lutte. En menant la lutte jusqu'au bout, le prolétariat mondial et les peuples et nations opprimés du monde entier, unis les uns aux autres, arriveront inéluctablement à enterrer pour toujours l'impérialisme et le colonialisme. C'est là l'orientation inévitable du développement historique.

La compréhension de l'histoire économique des grands pays capitalistes peut également nous aider dans « notre étude livresque et (dans) notre compréhension du marxisme ». Elle nous aidera à mieux comprendre l'arrière-plan historique des œuvres classiques du marxisme et à saisir les fondements historiques et l'essence des grandes théories du marxisme. De plus, elle nous renforce dans notre confiance indéfectible dans la cause de la révolution prolétarienne, élève notre conscience internationaliste prolétarienne et nous permet de mieux comprendre et appliquer la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao dans la lutte héroïque pour la libération totale de l'humanité.

Pour que le lecteur ait une vision globale de l'histoire de l'apparition, du développement et de la disparition inévitable du capitalisme, nous avons fait précéder la description du processus concret du développement économique dans les cinq grands pays capitalistes d'un aperçu d'ensemble sur quelques étapes du développement historique du système capitaliste en général.

E.P. : Editions de Pékin.
E.S. : Editions sociales, Paris.
Lénine, Œuvres : Œuvres complètes de Lénine, Editions du Progrès, Moscou/Paris.

CHAPITRE I

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Depuis l'apparition en Europe des premiers rapports de production capitalistes jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme est passé par deux grands stades : le capitalisme de libre concurrence et le capitalisme monopoliste. Le développement du capitalisme mondial se divise lui-même en 4 grandes périodes :

1) du XVI[e] siècle au milieu du XVIII[e] siècle, développement de l'accumulation primitive du capital et des manufactures ;

2) de la fin du XVIII[e] siècle aux années 60 du XIX[e] siècle, apparition de la grande industrie mécanisée et formation du système capitaliste ;

3) de la Commune de Paris de 1871 et de la crise économique de 1873 jusqu'à la veille de la Révolution socialiste d'Octobre 1917, développement du capitalisme monopoliste et de son stade suprême, l'impérialisme ;

4) la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie a ébranlé les fondements du système capitaliste mondial et marqué le début d'une ère nouvelle de l'histoire mondiale.

Dès lors, le système capitaliste est entré dans une phase de crise générale.

Marx a écrit : « *L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre* » (1). C'est-à-dire que les rapports de production capitalistes sont nés de la société féodale.

Au regard de l'histoire mondiale, les premières manifestations de la dislocation de la société féodale et de la naissance des rapports de production capitalistes se sont produites en Europe. Marx indique que « *les premières ébauches de la production capitaliste [ont] été faites de bonne heure (XIV[e] et XV[e] siècles) dans quelques villes de la*

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 155. E.S.

Méditerranée » (1). Il s'agit de Venise, Gênes, Pise, Florence et Milan, au nord de l'Italie, qui vivaient au Moyen Age de la prospérité de leurs monopoles commerciaux au Proche-Orient. C'étaient aussi des centres commerciaux entre l'Europe et le Proche-Orient où l'économie marchande s'était développée très tôt et où la domination du système féodal était faible. C'est pourquoi le carcan des corporations féodales a très vite été brisé dans l'industrie textile traditionnelle et pourquoi les manufactures capitalistes sont apparues centralisées ou dispersées, dominées par les marchands.

Cependant, les rapports de production capitalistes apparus dans ces villes étaient assez limités par rapport à toute l'Europe occidentale et ne préfiguraient pas le début d'une nouvelle période. Marx indique que « *l'ère capitaliste ne date que du XVIe siècle* » (2).

Les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles constituent la période d'effondrement accéléré du système féodal en Europe occidentale, la période d'accumulation primitive du capital et du développement grandissant des manufactures, la période de transition entre le système féodal et le système capitaliste. Ce changement sans précédent de la nature historique est le résultat inévitable des contradictions entre les forces productives et les rapports de production dans la société féodale européenne. Il est dû également à l'essor des grandes découvertes géographiques des XVe et XVIe siècles. Marx et Engels ont écrit : « *La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échanges et, en général, des marchandi-*

(1) Idem, p. 155.
(2) Idem, pp. 155-156.

ses donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution » (1).

C'est surtout après les découvertes de nouvelles voies maritimes qu'un processus sanglant d'accumulation primitive du capital est apparu dans tous les pays européens, point de départ du mode de production capitaliste. Les défenseurs de la bourgeoisie déforment l'histoire en présentant hypocritement la prospérité des bourgeois comme le fruit de leurs qualités de « diligence et d'économie ». Cette interprétation de l'histoire est fausse. Les premières bases de la production capitaliste proviennent du grand nombre de prolétaires ne disposant que de leur personne et dépouillés de tous leurs moyens de production, et des grosses fortunes monétaires nécessaires à l'organisation de la production capitaliste. Mais ces bases reposent sur la force, la violence et la barbarie, et l'accumulation primitive du capital provient des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie qui, par la force, ont créé une séparation radicale entre le producteur immédiat et les moyens de production, en transformant d'une part le producteur immédiat en ouvrier serviteur, et, d'autre part, en transformant l'argent en capital. Marx écrit : « *La base de toute cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs* » (2). Cette évolution s'est accomplie de manière radicale et de façon typique en Angleterre. La découverte de nouvelles voies maritimes a brusquement élargi le marché mondial. Aussi, pour adapter l'augmentation accrue de la laine et des céréales aux besoins du marché intérieur et extérieur, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie

(1) K. Marx et F. Engels, Manifeste du Parti communiste, p. 33. E.P.

(2) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 156. E.S.

britanniques ont, pendant trois siècles consécutifs, clôturé par la force et par la violence les terres privées et les communaux pour les transformer en immenses pâturages avec de grandes fermes que les landlords louaient à des métayers. Ils ont ainsi contraint la masse des paysans à quitter la campagne, alors que l'Etat promulguait des lois sanguinaires, pour interdire aux paysans de vagabonder, sous peine d'être punis par le fouet, l'emprisonnement et même la mort, les obligeant ainsi à devenir les producteurs directs des capitalistes. Les autres pays européens connurent les uns après les autres ce processus d'expropriation des paysans, à des degrés divers et sous des formes différentes de celui de l'Angleterre. Marx déclare : « *L'histoire de cette expropriation est écrite dans les annales de l'humanité en lettres indélébiles de sang et de feu* » (1). L'exploitation du pouvoir d'Etat et l'emploi de la force brutale dans le pillage colonialiste est un facteur important de l'accumulation primitive. Marx a aussi écrit : « *La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore* » (2).

Après la découverte des nouvelles routes maritimes, les commerçants et la noblesse terrienne du Portugal, de l'Espagne, de la Hollande, de l'Angleterre et de la France se sont engagés avec le soutien des monarchies despotiques sur la voie du pillage colonialiste. Ils ont ainsi écrit la pa-

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 193. E.S.

(2) Le Nederland correspond aujourd'hui à la Belgique et à la Hollande.

ge la plus sombre et la plus honteuse de l'histoire de l'humanité.

Les Portugais et les Espagnols sont les premiers colonisateurs après l'ouverture des nouvelles routes maritimes. L'expansion colonialiste portugaise s'est surtout reportée sur l'Asie et l'Afrique. Après la découverte de la route des Indes au XVIe siècle, le Portugal a occupé l'un après l'autre un certain nombre de points d'appui sur les côtes du Sud-Est asiatique, des Indes, de Ceylan, de la Chine et du Japon, puis a étendu son contrôle à tout le littoral de la Mer Rouge et de l'océan Indien. De la moitié du XVe siècle au début du XVIe, il a créé progressivement plusieurs points d'appui sur le littoral occidental de l'Afrique, puis sur les côtes de l'Afrique du Sud et de l'Est.

En Amérique du Sud il a occupé le Brésil. En Orient d'une part, il pillait et accablait d'impôts les habitants et la noblesse locale des régions occupées et, d'autre part, il achetait de force à bon marché tous les produits orientaux (épices, sucre, riz, thé, indigo, soie, jade, objets artisanaux, etc.) qu'il revendait 6 à 7 fois plus cher sur le marché européen. Il organisait le trafic de l'opium des Indes vers la Chine, en réalisant au passage un profit considérable. En Afrique, les colonialistes portugais se livraient surtout au pillage, ou ils échangeaient de l'or ou de l'ivoire contre des produits européens sans valeur. Ils s'emparaient également des habitants pour les envoyer en Amérique comme esclaves.

L'expansion coloniale espagnole s'est principalement tournée vers l'Amérique. De la fin du XVe siècle à la première moitié du XVIe, les Espagnols ont occupé successivement Haïti, Cuba, le Mexique, le Pérou, le Chili, le Paraguay, pour s'étendre par la suite à toute l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, excepté le Brésil. Les crimes commis par les colonialistes espagnols pendant la conquête de l'Amérique centrale et du sud ne peuvent même pas se

comparer aux plus cruelles tyrannies du Moyen Age. Ils ont massacré un grand nombre d'indigènes, utilisé toute une série de moyens criminels pour extorquer et piller les trésors d'or et d'argent, forcé les indigènes à travailler comme esclaves dans les plantations et à creuser les mines d'or et d'argent. Sous l'oppression et l'esclavage des colonialistes espagnols, les indigènes d'Haïti et de Cuba ont été presque entièrement décimés en quelques dizaines d'années. Pour compenser le manque de force de travail, les colonialistes ont organisé la traite des noirs qu'ils faisaient venir d'Afrique en Amérique pour les utiliser comme esclaves.

Les atrocités de l'expansion coloniale ont permis au Portugal et surtout à l'Espagne de devenir les pays les plus prospères de l'Europe occidentale et de connaître un grand développement du commerce, de la navigation et des manufactures. Mais le système féodal de ces deux pays était encore bien assis et la plupart des richesses qui coulaient à flot d'outre-mer étaient utilisées pour satisfaire les dépenses luxueuses de la noblesse féodale parasitaire, pour maintenir l'énorme machine bureaucratique militaire de la dictature monarchique et pour faire la guerre. Une bonne part de l'or et de l'argent partait directement dans les poches de la bourgeoisie étrangère et ne contribuait dans ces pays au développement de l'accumulation primitive. A la fin du XVI[e] siècle, la puissance provisoire de l'Espagne a commencé à décliner. De 1580 à 1640, le Portugal s'est allié à l'Espagne au moment où la « grandeur » de celle-ci commençait à décliner. En 1588, l'anéantissement de la « Grande Armada » sous les coups conjugués de l'Angleterre et de la Hollande, a marqué dès lors la chute complète de l'hégémonie espagnole sur les mers et en Europe de l'Ouest.

La Hollande, l'Angleterre et la France ont supplanté l'Espagne et le Portugal, leur expansion coloniale a com-

mencé au XVII[e] siècle et s'est étendue à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique sans arriver toutefois à dépasser celle des Espagnols et des Portugais.

A l'origine, la Hollande (1) était une partie du Nederland. Le sud du Nederland se composait de deux provinces, la Flandre et le Brabant et le nord, des provinces de Hollande et de Zélande. Depuis le XIII[e] siècle, c'était l'une des régions les plus avancées économiquement de l'Europe occidentale. La découverte de nouvelles voies maritimes a contribué au développement de cette région. Anvers, dans la province du Brabant est devenue la plaque tournante du commerce mondial. La décadence des rapports féodaux et du pouvoir des corporations, beaucoup plus avancée dans les provinces du nord de la Hollande qu'au sud y a permis un grand développement des manufactures de la pêche, du commerce, de la navigation maritime et de la construction navale. Au début du XVI[e] siècle, une bourgeoisie marchande économiquement puissante s'était déjà formée dans le nord. Mais au même moment les Pays-Bas ont subi, dans tous les domaines — politique, économique et religieux — les attaques et les persécutions des Habsbourgs d'Espagne. A partir de 1456, le peuple néerlandais a lutté contre la domination espagnole en menant des soulèvements populaires et des luttes de libération. En 1572, la Hollande, à la tête des provinces du nord et sous la direction de la bourgeoisie, proclame l'indépendance. En 1579, la « République des Provinces unies » est fondée. C'est la première révolution bourgeoise de l'histoire.

Peu de temps après son indépendance, la Hollande s'est lancée dans l'expansion coloniale. Au début du XVII[e] siècle, des groupements de marchands hollandais ont créé successivement la Compagnie des Indes orientales et la

(1) Le Nederland correspond aujourd'hui à la Belgique et à la Hollande.

Compagnie des Indes occidentales, auxquelles le gouvernement accordait de nombreux privilèges et qui possédaient leur propre armement et frappaient leur propre monnaie pour leurs agressions coloniales. Dans la première moitié du XVII[e] siècle, la Compagnie des Indes orientales a occupé toute une série de petites îles d'Indonésie. Elle s'est emparée d'un bon nombre de bases portugaises en Asie du Sud-Est et aux Indes, et elle a supplanté le monopole portugais du commerce des épices.

La compagnie des Indes occidentales a créé en Amérique du nord ses propres bases coloniales. Marx révèle au sujet des crimes commis par les colonialistes hollandais aux Indes : « *L'histoire de l'administration coloniale des Hollandais — et la Hollande était au XVII[e] siècle la nation capitaliste par excellence — "offre un tableau de meurtres, de trahisons, de corruption et de bassesses, qui ne sera jamais égalé". Rien de plus caractéristique que leur système d'enlèvement des naturels des Célèbes, pour se procurer des esclaves pour Java. Partout où ils mettaient le pied, la dévastation et la dépopulation marquaient leur passage* (1). » L'expansion coloniale a fourni aux grands marchands et aux propriétaires des manufactures hollandaises une bonne part de l'accumulation primitive du capital et elle a consolidé les bases de la prospérité économique hollandaise du XVII[e] siècle. Mais la prospérité de la Hollande, comme celle du Portugal et de l'Espagne, a été de courte durée historique. La particularité du développement du capitalisme hollandais tient à la prépondérance des transports commerciaux sur l'industrie. La Hollande se voulait « le cocher sur toutes les mers du monde ». Ils ont monopolisé non seulement le commerce des Indes orientales, mais aussi celui entre l'Europe du sud et de l'ouest et l'Europe du nord, tandis qu'Amsterdam devenait la plaque

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 194. E.S.

tournante du commerce mondial. Cette particularité du capitalisme hollandais deviendra peu après le maillon faible de son développement économique. A la fin du XVII[e] siècle, les puissantes manufactures anglaises briseront l'hégémonie maritime de la Hollande et sa position économique en Europe de l'ouest.

Marx a écrit : « *L'histoire du déclin de la Hollande en tant que nation commerçante dominatrice est l'histoire même de la subordination du capital marchand au capital industriel* (1). »

Au fur et à mesure de l'établissement d'une monarchie centralisée et du développement des manufactures, l'Angleterre à la fin du XVI[e] siècle et au début du XVII[e], et la France au milieu du XVII[e] siècle ont installé elles aussi des colonies en Amérique du Nord, sur la côte occidentale du subcontinent indien et aux Indes mêmes. Au milieu du XVII[e] siècle, après la victoire de la révolution bourgeoise, l'Angleterre a développé son expansion coloniale outremer. Après trois guerres consécutives avec la Hollande, l'Angleterre obtenait à la fin du XVII[e] siècle la prépondérance du commerce maritime et de l'expansion coloniale sur la Hollande.

A la fin du XVIII[e] siècle, l'Angleterre et la France se sont lancées dans la lutte pour l'hégémonie coloniale. Au cours de sept années de guerre, de 1756 à 1763, l'Angleterre a définitivement anéanti l'influence française en Amérique du Nord et aux Indes et elle a établi sa propre hégémonie. Puis, malgré l'indépendance de l'Amérique qui a fait perdre 13 Etats coloniaux à l'Angleterre, l'exploitation et l'esclavage cruels des Indiens par la Compagnie des Indes occidentales a offert à la bourgeoisie anglaise une énorme accumulation primitive du capital, et créé les conditions favorables au déclenchement de sa révolution in-

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre III, tome 1, p. 341. E.S.

dustrielle dans les années 1760 et au développement d'un Etat industriel puissant.

Le commerce d'esclaves, en étroite liaison avec l'expansion coloniale, a aussi été pour l'Europe occidentale une source importante d'accumulation primitive du capital. Avant la fin du XVIII[e] siècle, la chasse et le trafic des Noirs étaient la base de toutes les activités coloniales de l'Europe en Afrique. Les colonialistes portugais furent les premiers trafiquants d'esclaves (XVI[e] siècle). Après le XVII[e] siècle, la Hollande, l'Angleterre et la France ont participé l'une après l'autre à ces activités criminelles. Le domaine des chasseurs de noirs s'est étendu de l'Afrique occidentale à l'Afrique orientale. La plupart des Noirs succombait dans cette chasse à l'homme des colonialistes, ou bien ils étaient rejetés dans la forêt par un harcèlement constant. Du XVI[e] au XIX[e] siècle, 15 millions de noirs ont ainsi été transportés en Amérique, tandis que ce sanguinaire commerce d'esclave faisait 100 millions de victimes en Afrique. Les premiers capitaux qui ont permis le développement du capitalisme européen et surtout anglais ont été pour la plupart échangés contre la peau de millions de Noirs.

En outre, l'utilisation de la dette nationale, du système moderne des impôts et du protectionnisme pour piller les masses travailleuses ont été un important moyen d'accumulation primitive pour tous les pays européens.

Sur ces différentes méthodes d'accumulation primitive citées plus haut, Marx dit fort justement que « *toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition* » (1).

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 193. E.S.

La période du XVIe au XVIIIe siècle est marquée dans tous les pays d'Europe occidentale par la dislocation du système féodal et le développement progressif des rapports de production capitalistes, par un grand développement des manufactures, lequel s'est appuyé sur l'emploi de la force brutale. Mais le processus et la rapidité de l'accumulation primitive du capital ne sont pas identiques dans chaque pays en raison de la force différente de la domination féodale et des contraintes des corporations. De plus les bases de l'industrie et du commerce et le détournement des voies maritimes n'ont pas eu les mêmes conséquences pour tous. C'est pourquoi le développement des rapports de production capitalistes diffère pour chaque pays et pourquoi le passage du féodalisme au capitalisme y est plus ou moins tardif. A ceci s'ajoutent les particularités propres à chaque pays.

II

Dans la dernière moitié du XVIIIe siècle, le développement des rapports de production capitalistes en Europe de l'ouest va connaître un nouvel essor. La période du système capitaliste va réellement commencer. Au début des années 60 la révolution industrielle qui débute en Angleterre sera le symbole du commencement de cette période, qui continuera jusqu'au soulèvement de la Commune de Paris en 1871, à la crise économique mondiale de 1873 et au début du processus d'évolution du capitalisme en impérialisme. C'est la période du développement ascendant du capitalisme « libre », du triomphe général du système capitaliste dans les pays avancés de l'Europe et d'Amérique.

Du XVIe au XVIIIe siècle, le développement des rapports de production capitalistes en Europe était entravé par le carcan du système féodal. Les contradictions entre la clas-

se bourgeoise naissante et la classe dominante féodale s'exacerbaient. Au même moment, l'exploitation féodale se renforçait, tandis que le féodalisme touchait à sa fin et que la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers se faisait plus violente. Les soulèvements continuels des paysans ont porté de graves coups à la domination féodale. La bourgeoisie s'est servi de la grande force des paysans pour renverser la domination féodale par la révolution et obtenir le pouvoir.

La première révolution bourgeoise a eu lieu en Hollande, mais c'est la révolution bourgeoise anglaise de 1640/1648 qui a eu pour la première fois une signification historique mondiale. La victoire de la révolution bourgeoise anglaise et l'établissement du pouvoir de la bourgeoisie annonce pour l'humanité la fin de la période féodale et le début de la période capitaliste.

Après la révolution anglaise, la révolution bourgeoise a remporté la victoire dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle en Amérique et à la fin de ce même siècle en France. En Allemagne, après l'échec de la révolution de 1848, la bourgeoisie et les grands féodaux ont établi un compromis, mis sur pied des réformes bourgeoises et établi un pouvoir fondé sur l'union des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Dans les années 60 du XIX[e] siècle, la Russie a aboli le servage, et le Japon a mis en place les « réformes Meiji », c'est-à-dire que des réformes bourgeoises ont été accomplies dans ces deux pays.

La victoire de la révolution bourgeoise a balayé les derniers obstacles qui entravaient le développement de la production capitaliste. L'Etat bourgeois, c'est-à-dire la superstructure a renforcé activement sa propre base économique et a été d'un grand soutien pour le développement de l'économie capitaliste. La plupart des Etats qui avaient connu une révolution bourgeoise ou des réformes bour-

geoises ont par la suite accompli une révolution industrielle.

La révolution industrielle, c'est le système des manufactures où la machine est le facteur principal qui remplace l'artisanat d'atelier où l'on pratiquait le travail à la main. C'est une révolution technique, c'est aussi la plus importante transformation des moyens de production. L'apparition des manufactures mécanisées a porté un grand coup aux artisans indépendants, et l'établissement du système capitaliste du travail salarié a créé deux classes irrémédiablement opposées, la classe des capitalistes et la classe ouvrière.

Lénine indique que : « *Le passage de la manufacture à la fabrique constitue une révolution technique complète qui réduit à néant toute l'habileté manuelle acquise au cours des siècles par les maîtres-artisans, révolution suivie de la démolition la plus brutale des rapports sociaux de production, d'une scission définitive entre les différents groupes participant à la production, d'une rupture totale avec la tradition, de l'aggravation et de l'extension de tous les côtés sombres du capitalisme, et en même temps de la socialisation en masse du travail par le capitalisme* (1). » Les écrivains au service de la bourgeoisie présentent la révolution industrielle comme une révolution technique mais aussi comme un événement accidentel dans l'histoire, inventé et créé par quelques génies. C'est le point de vue réactionnaire de l'idéalisme historique et du refus de considérer les travailleurs comme les créateurs de l'histoire.

La révolution industrielle correspond au besoin objectif du développement de l'économie capitaliste. Avec l'extension du marché mondial, la production des ateliers artisa-

(1) Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », Oeuvres, tome 3, pp. 480-481.

naux ne pouvait plus répondre à la demande accélérée de produits industriels, et une refonte des techniques devenait indispensable. La révolution industrielle est le résultat inévitable d'un long développement historique. Il y a eu d'abord une longue période de lutte entre la bourgeoisie et la domination féodale qui aboutit à une révolution ou à des réformes qui balayèrent les derniers obstacles qui freinaient le développement du capitalisme, créant aussi les antécédents politiques à la révolution industrielle. Puis, le long processus d'accumulation primitive du XVIe au XVIIIe siècle a fourni la grande masse des producteurs libres et les immenses richesses monétaires nécessaires à la création d'une grande industrie mécanisée. Enfin, le long développement des manufactures a accéléré la division du travail, transformé et spécialisé sans arrêt l'outil de travail, préparant ainsi les conditions techniques et matérielles indispensables au processus de production hautement mécanisé. Les innovations techniques apparues au cours de la révolution industrielle n'ont pu être créées que sur la base de la longue expérience accumulée par les travailleurs, elles sont l'œuvre de l'ensemble des travailleurs.

Comme les conditions historiques concrètes sont très différentes dans chaque pays, la révolution industrielle ne s'y est pas déclenchée au même moment ni poursuivie à la même vitesse, ni avec la même profondeur. L'Angleterre a réuni assez tôt les conditions historiques citées plus haut, ce qui lui a permis de déclencher la première révolution industrielle dans les années 60 du XVIIIe siècle. A la fin des années 1830, les manufactures mécanisées occupaient une place prépondérante dans les grandes branches de l'industrie anglaise, la révolution industrielle était achevée pour l'essentiel ; elle le sera définitivement dans les années 70/80. L'Amérique et la France au début du XIXe siècle, l'Allemagne dans les années 1830 sont elles aussi entrées dans une période de révolution industrielle. Elles ont pro-

fité des succès techniques et des expériences de l'Angleterre, et leur révolution industrielle a été assez rapide. D'une façon générale, la révolution industrielle était pratiquement achevée en Amérique vers 1860, en France vers 1870 et en Allemagne vers 1880. L'évolution du Japon a été plus tardive. Ce n'est que vers 1870 qu'il est entré dans sa période de révolution industrielle, mais l'aide accrue de l'Etat et ses guerres de conquête ont accéléré le processus, et au début du XXe siècle, le Japon avait lui aussi pratiquement accompli sa révolution industrielle.

Au cours de la révolution industrielle, les rapports de production capitalistes se sont aussi rapidement développés dans l'agriculture. Le développement de la grande industrie a peu à peu accéléré la commercialisation de la production agricole et la division de l'économie fermière, en même temps qu'elle offrait les conditions techniques et matérielles pour la création et le développement des grandes fermes capitalistes et des nouvelles méthodes de production agricole.

Parallèlement, le développement des rapports de production capitalistes dans l'agriculture et l'élévation consécutive des forces productives agricoles ont accéléré le développement de la grande industrie mécanisée.

En Angleterre, les rapports de production capitalistes dans l'agriculture se sont développés après l'abolition du servage, lorsqu'à été lancé du XVIe au XVIIIe siècle le « mouvement des enclosures » qui a ouvert une longue période d'expropriation totale des paysans. La conséquence en a été la ruine de la petite exploitation ainsi que le développement, sur ces bases, des grandes propriétés capitalistes. A la fin du XVIIIe siècle, les grandes propriétés capitalistes occupaient une position dominante dans l'agriculture anglaise. Dans les autres pays capitalistes, le développement du capitalisme à la campagne a suivi deux voies différentes qui sont, comme l'indique Lénine, « *la voie amé-*

ricaine » et « *la voie prussienne* » (1). Dans le premier cas, la révolution bourgeoise a complètement supprimé les rapports terriens foédaux et instauré en grande partie la propriété paysanne de la terre, tandis que les fermes capitalistes naissaient et se développaient dans ce processus de division naturelle des petites exploitations. Le développement de l'agriculture américaine est l'exemple le plus parfait de cette voie. En France, le développement du capitalisme dans l'agriculture a presque entièrement suivi cette voie, bien que le processus de division de la paysannerie y ait été plus lent qu'en Amérique. Dans le second cas, c'est la voie suivie en Allemagne orientale qui a valeur d'exemple : les réformes bourgeoises n'avaient pas complètement détruit les rapports fonciers féodaux, et les terres exploitées par les propriétaires fonciers féodaux ont non seulement été conservées, mais se sont aussi agrandies. Au cours du développement de l'économie marchande, les grandes propriétés foncières se sont simplement transformées en entreprises capitalistes utilisant des ouvriers agricoles en demi-servage, tandis que de l'économie de petite propriété se dégageait lentement une faible minorité de paysans riches. La plupart des paysans ruinés ont subi pendant très longtemps la double exploitation des grands fermiers capitalistes et féodaux. La voie prussienne du développement de l'agriculture capitaliste est une voie dans laquelle des résidus de féodalisme ont subsisté. Plus tard, en Europe de l'est, la Russie a elle aussi suivi en gros cette voie de développement agricole.

Dans tous les pays, l'achèvement de la révolution industrielle et le développement de l'agriculture capitaliste assuré ont établi le système capitaliste sur toute la ligne. Les forces productives de la société ont connu un très

(1) Lénine, « Programme agraire de la social-démocratie », Oeuvres, tome 13, p. 251.

grand développement. En 1848, Marx et Engels écrivent : « *La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol — quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?* (1). » Tout ceci montre le caractère progressiste du mode de production capitaliste à son étape ascendante. Cependant, c'est bien grâce à cette forme économique sortie du grand soulèvement de la révolution industrielle que les pays capitalistes avancés ont pu accélérer leur agression extérieure et leur oppression des peuples colonisés. Dans le même temps, ils ont non seulement largement étendu leurs colonies et leurs sphères d'influence en Asie, en Afrique et en Amérique latine, mais ils ont aussi transformé ces colonies en débouchés pour leurs produits industriels et en réserves de matières premières agricoles. Pendant ce temps, parallèlement à la réalisation de la révolution industrielle et à la formation du système capitaliste, les contradictions internes inhérentes au capitalisme se sont exacerbées.

La contradiction fondamentale de l'économie capitaliste est la contradiction entre la socialisation de la production et les intérêts privés des capitalistes. Cette contradiction dans les rapports de production capitalistes existe dès qu'il y a production, mais ce n'est qu'après le développement de la grande production mécanisée qu'elle se révèle com-

(1) K. Marx et F. Engels, « Manifeste du Parti communiste », p. 39. E.P.

plètement, et que la crise cyclique de surproduction du capitalisme devient inévitable. En 1825, une crise de surproduction, la première dans l'histoire du capitalisme, a éclaté en Angleterre parce qu'à ce moment-là, la révolution industrielle y obtenait des résultats surprenants. Par la suite, une nouvelle crise a éclaté environ tous les 10 ans, la tendance fondamentale du développement de cette crise étant la suivante : plus la grande industrie mécanisée se développe dans les grands pays capitalistes, plus la crise s'approfondit, et plus elle a un caractère mondial. La crise économique se caractérise par une immense perte et un énorme gaspillage de forces sociales de production et ont des conséquences désastreuses pour les masses laborieuses : accroissement du chômage, baisse des salaires, etc. La crise économique place le développement du capitalisme dans une situation d'alternance entre des phases ascendantes et des phases descendantes, de développement et de recul, ce qui entraîne un ralentissement de son développement. La crise économique est une expression concentrée, des contradictions aiguës du système capitaliste, et elle montre clairement que les rapports de production capitalistes sont une entrave au développement des forces productives.

En même temps que s'est développé la grande industrie mécanisée, le prolétariat moderne s'est constitué. La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie est devenue la contradiction principale de la société.

Le capitalisme est un système d'esclavage salarié. « *Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production* » (1). Pour extorquer le maximum de plus-value, l'exploitation des ouvriers par les capitalistes ne connaît pas de limites. Dans les mains des capitalistes, la machine est devenue l'instrument d'un cruel asservissement de l'ouvrier. Le développement de la grande indus-

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 59. E.S.

trie mécanisée a non seulement formé le prolétariat moderne, mais il l'a en plus acculé à la misère. Il est à l'origine, d'une part, de la faillite la plus extrême d'un grand nombre d'artisans qui sont venus augmenter l'armée des prolétaires, d'autre part, la grande industrie mécanisée a utilisé à bas prix le travail des femmes et des enfants, en excluant les ouvriers adultes de l'usine, qui ont alors formé une immense armée industrielle de réserve. Dans tous les pays capitalistes, les ouvrières et les enfants ouvriers ont eu à subir les traitements les plus inhumains. L'existence d'un grand nombre de chômeurs permettait de réduire le salaire des ouvriers et de rallonger leur temps de travail. La production mécanisée a élevé la productivité du travail des ouvriers à un niveau sans précédent, tandis que les accidents du travail se multipliaient sans cesse. Les mauvaises conditions de travail, les vêtements sommaires et l'alimentation frugale, les logements exigus et crasseux portaient gravement atteinte à la santé physique et morale des ouvriers, et raccourcissaient leur temps de vie. La dégradation extrême de la situation du prolétariat est un phénomène commun à tous les pays capitalistes au cours du développement de la grande industrie mécanisée.

L'accroissement du nombre de prolétaires et l'aggravation de leur misère ont poussé ces derniers à se soulever et à lutter contre l'exploitation capitaliste. Dans la première partie de la révolution industrielle, le prolétariat n'avait pas encore compris que l'origine de sa propre misère venait du système capitaliste et, dans ses luttes, il s'opposait principalement aux machines. Le mouvement de destruction des machines a été la première forme de cette lutte spontanée. Au début du XIX[e] siècle, le prolétariat s'est engagé dans la lutte pour obtenir une amélioration de ses conditions d'existence et les droits démocratiques, et a constitué pour cela des syndicats. Au même moment, le courant du socialisme utopique s'est répandu largement. Il

était représenté en France par Saint-Simon et Fourier, en Angleterre par Owen. Le socialisme utopique a dévoilé et critiqué les crimes du système capitaliste de l'esclavage salarié, et joué un rôle positif dans l'information et l'élévation de la conscience du prolétariat. Mais les socialistes utopiques ne comprenaient pas sa mission historique et ils ne savaient pas qu'il était la force sociale qui détruirait le capitalisme. C'est pourquoi les projets de réforme de la société qu'ils proposaient et les expériences qu'ils effectuaient ne pouvaient être que sans lendemains.

Vers 1830-1850, le prolétariat anglais, français, allemand était déjà très important et constituait une grande force politique. En plus des luttes économiques au jour le jour, il commençait alors à s'engager dans des luttes politiques de grande envergure. A partir de 1835, la classe ouvrière anglaise lança le mouvement populaire des Chartistes. En 1832 et 1834, les ouvriers lyonnais en France se soulèveront deux fois, et en 1844 en Allemagne, les tisserands de Silicie se soulevèrent également. Ces révoltes montrent la grande force du prolétariat et prouvent que celui-ci était déjà monté sur la scène politique et qu'il commençait à se heurter au système capitaliste, comme une force indépendante organisée. Dans les années 40, Marx et Engels, fondateurs du socialisme scientifique, éducateurs révolutionnaires du prolétariat mondial, commencèrent leurs activités théoriques et révolutionnaires. Ils participèrent en personne aux mouvements révolutionnaires de l'époque ; ils ont fait le bilan de l'expérience du mouvement révolutionnaire ouvrier, étudié et assimilé de façon critique l'économie politique anglaise, la philosophie allemande et le socialisme utopique français ; par une étude approfondie de l'histoire du capitalisme, ils ont expliqué scientifiquement l'essence de l'exploitation du système capitaliste d'esclavage salarié, révélé les lois de l'apparition, du développement et de l'anéantissement du capitalisme, et

démontré la mission historique du prolétariat comme fossoyeur du système capitaliste ; ils sont enfin les fondateurs d'une stricte conception scientifique du monde et de la théorie révolutionnaire du prolétariat — le marxisme —. En 1848, Marx et Engels publièrent le grand programme de la révolution prolétarienne — « Le Manifeste communiste ». Le socialisme scientifique commença alors à se répandre largement dans le mouvement ouvrier.

Le marxisme s'est édifié et développé dans la lutte idéologique et théorique répétée contre tout ce qui est fondamentalement hostile au prolétariat. En publiant le « manifeste du parti communiste », Marx et Engels luttèrent contre les partis et les théories socialistes, féodales, bourgeoises, et petites-bourgeoises. Ils menèrent plus particulièrement une sévère critique et une lutte résolue contre le réformisme de Proudhon en France et l'opportunisme de Lassalle en Allemagne, qui influençaient gravement le mouvement ouvrier.

C'est dans ces luttes qu'a peu à peu été rejetée l'influence de ce courant pseudo-socialiste dans le mouvement ouvrier et que l'idéologie marxiste occupa une position dirigeante dans le mouvement ouvrier international. C'est ce qui permit au mouvement ouvrier de connaître à l'époque un très grand développement, principalement en Europe de l'ouest. En 1864, sous la direction de Marx et Engels, la première Internationale (Association internationale des travailleurs) a été créée. C'était la première fois dans la lutte du prolétariat de tous les pays qu'il existait un organisme dirigeant international. Dans les années 1860, le mouvement ouvrier européen devait se généraliser.

III

Dans la première moitié du XIXe siècle, et surtout dans les années 1850-1860, la grande industrie, l'agriculture, les communications et les transports, le commerce extérieur et l'expansion coloniale n'ont cessé de s'accroître, et toutes les contradictions inhérentes au capitalisme se sont exacerbées. La révolution de la Commune de Paris en 1871 et la crise économique mondiale sans précédent de 1873 sont une des manifestations des contradictions politiques et économiques de l'époque, et elles marquent une étape dans le processus de transition du capitalisme de « libre » concurrence au capitalisme monopoliste et à l'impérialisme. Marx indique au sujet de la Commune de Paris : « *Le glorieux mouvement inauguré le 18 mars est l'aurore de la grande révolution sociale qui affranchira à jamais l'humanité du régime des classes* (1). » C'est la première tentative de renversement de la bourgeoisie par le prolétariat et d'instauration d'une dictature du prolétariat. Elle a démontré que la domination bourgeoise commençait à s'ébranler, que le système capitaliste commençait à se désagréger et que la révolution socialiste devenait un objectif réalisable. Bien qu'elle se soit soldée par un échec, « les principes de la Commune restent immortels et indestructibles », L'expérience historique de la Commune a montré que pour se libérer, le prolétariat devait prendre le pouvoir par la force révolutionnaire, briser l'appareil d'Etat bourgeois, et instaurer la dictature du prolétariat. Ces principes universels sont valables pour les prolétaires du monde entier.

La crise économique de 1873 a été une crise mondiale

(1) « Résolutions prises au meeting réuni pour célébrer l'anniversaire de la Commune de Paris du 18 mars 1871 », Oeuvres choisies de Marx et Engels, tome 2, p. 302. Ed. du Progrès.

d'une profondeur sans précédent et qui a touché tous les pays capitalistes européens. Cette crise et la dépression qui a suivi ont duré plus de 5 ans. La crise industrielle et la crise agricole étaient liées. La chute de la production industrielle et agricole, la faillite des moyennes entreprises et l'aggravation du chômage ouvrier ainsi que la chute du commerce et des finances ont été plus fortes que dans toutes les autres crises. La crise a intensifié la concurrence entre les entreprises, renforcé la concentration de la production et du capital. C'est sur ces bases que sont apparus les monopoles. L'économie capitaliste est passée du stade de la « libre » concurrence au stade monopoliste.

Après la crise de 1873, la concurrence de plus en plus acharnée entre les industries, les branches d'industries et les pays capitalistes eux-mêmes, a poussé le monde capitaliste à inventer toute une série de nouvelles techniques. Non seulement cela a contribué à développer les branches traditionnelles d'industrie lourde (métallurgie, sidérurgie, industrie minière, construction mécanique, etc.) mais cela permis également la création et le développement de nouvelles industries (énergie électrique, appareillage électrique, chimie, hydrocarbures, construction automobile et aérospatiale). A la fin du XIX[e] siècle, l'industrie lourde occupait une place prédominante dans l'industrie mondiale. Le développement progressif de la grande industrie mécanisée et l'extension du système économique capitaliste au monde entier a également contribué à accélérer le développement des transports terrestres, maritimes et aériens, des chemins de fer et du commerce international.

En même temps, la loi de l'inégalité du développement économique du capitalisme ne faisait que se confirmer. Inégalité entre l'agriculture arriérée et l'industrie avancée, entre l'industrie légère arriérée et l'industrie lourde avancée, entre les vieux secteurs industriels arriérés et les nouveaux secteurs industriels développés, entre les vieux pays

capitalistes et les pays capitalistes naissants. L'aggravation de la loi de l'inégalité du développement capitaliste a eu d'énormes conséquences sur le changement de la position des grands pays capitalistes dans l'économie mondiale. En 1870, l'Angleterre était en première place dans la production industrielle mondiale, mais vers 1880, les Etats-Unis l'ont rattrapée et ont occupé à leur tour la première place dans le monde. Au début du XXe siècle, l'Allemagne a dépassé l'Angleterre et pris la seconde place ; la production industrielle de la France était la même que celle de l'Angleterre, mais par la suite, elle s'est développée moins vite. Le Japon a été le dernier-né des pays capitalistes ; aussi sa production industrielle est-elle restée très faible pendant un temps. Mais à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, il y a eu accélération rapide de son développement.

Dans les 30 dernières années du XIXe siècle, les immenses progrès techniques, le rapide développement de l'industrie, et plus particulièrement de l'industrie lourde, ainsi que l'accroissement de la concurrence entraînèrent un élargissement des entreprises, un grand développement des sociétés par actions, tandis que l'accélération de la concentration de la production aboutissait inévitablement à la création de monopoles.

Après la crise économique mondiale de 1873, des groupements de monopoles se sont l'un après l'autre installés dans tous les pays capitalistes. Après plus de 30 années de développement, de la fin du XIXe au début du XXe siècle, les monopoles sont devenus la base de toute l'activité économique dans les pays capitalistes développés. C'était la forme achevée du capitalisme, le capitalisme monopoliste. Le capitalisme entrait dans la période de l'impérialisme.

Le degré de concentration de la production et les conditions historiques de chaque pays étant différents, la rapidité et le niveau de développement des monopoles, leur forme d'organisation ne furent pas identiques partout.

Ainsi, aux États-Unis et en Allemagne où le degré de concentration de la production était élevé et où les mesures protectionnistes avaient été prises, les monopoles se sont rapidement développés et le degré de monopolisation y a été assez élevé. Au contraire, en Angleterre où le degré de concentration de la production était assez bas et où l'on pratiquait le libre-échange, les monopoles se sont développés lentement et le degré de monopolisation y a été assez bas. Aux Etats-Unis, la principale forme d'organisation des monopoles était la création de trusts de production, alors qu'en Allemagne, c'était la création de cartels ou de syndicats patronaux de vente et de distribution (1). Malgré des différences dans le processus de formation des monopoles et dans les formes adoptées, ils sont au fond identiques. Les monopoles ne sont que des grands capitalistes réunis pour contrôler d'énormes branches de production et de vente. Ils utilisent tous les moyens, limitation de la production, partage des marchés, contrôle des matières premières, instauration de prix de monopole, etc. ; ils exploitent les habitants de leur propre pays, pillent les peuples des colonies ou des semi-colonies, absorbent les petites et moyennes entreprises, réalisent d'énormes profits monopolistes. Ce sont eux, en fait, qui contrôlent, dominent toute la vie économique de la société. Plus tard, au fur et à mesure de la concentration de la production et du capital, les monopoles de chaque pays se sont tous pro-

(1) Cartel : Les entreprises groupées en cartels fixent les prix de base en fonction d'un partage convenu des marchés de vente et d'un nombre de produits définis, mais gardent leur indépendance (liberté d'entreprise) dans la production et la vente. Les entreprises réunies en syndicats, perdent quant à elles, leur liberté de commerce, la vente des produits étant fixée par le syndicat, mais elles gardent leur indépendance dans la production. Quant aux entreprises qui intègrent les trusts, non seulement elles perdent toutes leur indépendance dans la production et la vente mais, de plus, elles sont gérées au sommet par le Conseil d'administration du trust.

gressivement développés sous la forme de konzerns (1), minorité de grands groupes financiers qui contrôlent toute l'économie nationale.

La concentration de la production industrielle dans les monopoles a accéléré la concentration des milieux bancaires. Au début du XX[e] siècle, le degré de concentration des banques et des monopoles dans les principaux pays capitalistes était déjà très élevé. Le rôle des banques a lui aussi connu des mutations. D'intermédiaires dans les emprunts de capitaux, elles sont devenues de tout-puissants monopoles, qui disposaient du capital argent de toute la société et d'une participation active dans les entreprises industrielles et commerciales. Le capital bancaire et le capital industriel ont ainsi fusionné de plusieurs façons pour former le capital financier ; l'oligarchie financière a fait son apparition, elle possédait à la fois les banques et les industries. La formation du capital de la politique économique du pays sont la caractéristique fondamentale de l'impérialisme. Lénine indique « *l'impérialisme, ou la domination du capital financier, est le stade suprême du capitalisme* » (2).

L'exportation des capitaux est un moyen essentiel par lequel les pays impérialistes s'implantent à l'étranger. C'est la base principale par laquelle le capital financier exploite et domine le monde entier. L'exportation des capitaux existait déjà avant que le capitalisme ne parvienne au stade des monopoles. C'est seulement au stade des monopoles qu'elle a revêtu une signification particulièrement importante. A cette époque, une minorité de riches pays capitalistes possédait une énorme quantité de capital « excé-

(1) Konzern : groupe monopoliste qui réunit des entreprises de gros capitalistes dans les branches d'industrie les plus diverses (entreprises commerciales, entreprises de transport, banques, compagnies d'assurance, etc.).

(2) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême... », p. 68. E.P.

dentaire », en même temps, le développement du capitalisme avait déjà engagé de nombreux pays sous-développés dans la sphère du marché mondial capitaliste, et il y avait préparé les conditions nécessaires pour pratiquer les investissements. Avant la Première Guerre mondiale, l'Angleterre et la France étaient les deux principaux pays exportateurs de capitaux. L'Allemagne et les Etats-Unis n'ont entrepris des investissements étrangers que plus tard, mais leur croissance a été plus rapide. Au début du XX[e] siècle, la Russie et le Japon avaient eux aussi une petite quantité de capitaux placés à l'étranger. Le principal but recherché par ces pays impérialistes en exportant des capitaux dans les colonies et semi-colonies, était de transformer ces dernières en dépendances agricoles et fournisseuses de matières premières, d'en faire des cibles pour l'exploitation et de les asservir au capital financier. Par le biais de l'exportation de capitaux, l'impérialisme a contrôlé la vie économique et financière de l'ancienne Chine, manipulé la politique du pays, et il l'a transformé en un pays semi-colonial misérable et sous-développé. Aujourd'hui, l'impérialisme et le social-impérialisme répandent des mensonges pour faire passer leur exportation de capitaux pour une « aide économique aux pays sous-développés ». Mais l'histoire a déjà durement dévoilé la nature d'exploitation et de pillage de cette « aide ».

A la suite de l'accroissement de l'exportation des capitaux et de l'élargissement des relations à l'étranger entre les monopoles, la lutte s'est accentuée entre les plus grands monopoles de chaque pays pour s'emparer de zones d'influence. Pour éviter la concurrence et diminuer les pertes et les dommages qu'elle leur causait, ils changeaient fréquemment de forme de lutte, recherchaient des compromis provisoires, signaient des accords internationaux, formaient des ententes internationales de monopoles et se partageaient le monde sur le plan économique en fonction

de leurs capitaux et de leur force. Mais ces accords d'entente n'étaient pas solides et suivant le changement des rapports de force, des luttes éclataient souvent entre les monopoles de chaque pays pour obtenir une part encore plus grande. C'est pourquoi l'apparition des monopoles internationaux, non seulement ne peut arrêter la lutte entre le capital monopoliste de différents pays, mais ne fait au contraire que l'aggraver.

Le capital monopoliste de chaque pays, pour préserver les acquis obtenus dans une concurrence internationale acharnée et pour réaliser des superprofits monopolistes, cherche toujours à s'emparer de davantage de colonies et de zones d'influences. A l'époque de l'impérialisme, les colonies ont joué un rôle encore plus important pour la fourniture des matières premières, l'écoulement des produits et le placement des intérêts de la métropole. L'impérialisme a également tenté, par le pillage des colonies, de trouver une issue aux contradictions de classes internes qui s'aiguisaient un peu plus chaque jour. Ainsi, en même temps qu'ils se partageaient le monde sur le plan économique, les pays impérialistes menèrent une violente lutte pour le partage des territoires mondiaux. Au début du XXe siècle, le partage du monde a été achevé, le capitalisme s'est étendu à tous les coins du globe et le système du capitalisme mondial a pris forme. Ce système était composé de deux parties opposées : d'un côté, la petite minorité des pays impérialistes qui opprimait et exploitait les colonies et les semi-colonies (parmi lesquelles l'empire colonial anglais occupait la première place, à tel point qu'on l'a appelé « l'empire sur lequel le soleil ne se couche jamais ») ; de l'autre, les colonies et semi-colonies représentant la grande majorité de la population mondiale, qui étaient la base d'existence de l'impérialisme.

Après une profonde analyse des caractéristiques fondamentales de l'impérialisme, Lénine indique : « *L'impérialis-*

me est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » (1). Chaque pays impérialiste a aussi ses propres caractéristiques dues à des conditions historiques concrètes différentes. L'Amérique est l'exemple-type du pays capitaliste et impérialiste. Lénine a dit que « *Les trusts américains sont l'expression suprême de l'économie de l'impérialisme* » (2). Il disait aussi que l'Angleterre était un « *impérialisme colonialiste* », la France un « *impérialisme usuraire* », l'Allemagne un « *impérialisme des junkers* » (3), le Japon et la Russie tsariste des « *impérialismes féodalo-militaires* ».

Au fur et à mesure que s'est instaurée la domination du capitalisme monopoliste et que se sont étendus et approfondis l'oppression et l'asservissement des colonies et semi-colonies, la nature pourrissante et parasitaire de l'impérialisme est apparue de plus en plus clairement. Lénine a écrit : « *Monopoles, oligarchies, tendances à la domination au lieu de tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme parasitaire et pourrissant* » (4). Ce pourrissement et ce parasitisme se traduisent par le fait que les monopoles, pour maintenir leurs profits exorbitants et conserver des

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême... », p. 105. E.P.

(2) Lénine, « Une caricature du marxisme... », Oeuvres, tome 23, p. 45.

(3) Junkers : propriétaires terriens appartenant à la noblesse prussienne.

(4) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême... », p. 150. E.P.

prix de monopole élevés, en arrivent à limiter sans scrupules le développement de la production, à détruire les produits en excédent ou à freiner artificiellement le progrès technique qui diminue (1) leurs profits. Toutes ces mesures entraînent un énorme gaspillage de biens et de richesses matérielles. Le parasitisme et le pourrissement se traduisent par le développement inouï d'une couche de rentiers, c'est-à-dire de gens vivant de la « *tonte des coupons* » qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. Ils se traduisent aussi par l'augmentation rapide du personnel improductif à l'intérieur du pays. Avec les exportations de capitaux et la cruelle exploitation des colonies, la minorité des pays riches devient des Etats-rentiers qui sucent le sang des peuples des régions sous-développées. L'Angleterre et la France sont des Etats-rentiers typiques de l'époque.

La nature pourrissante et parasitaire de l'impérialisme a aussi des conséquences pour le mouvement ouvrier. Pour s'opposer à la lutte anti-monopoliste de la classe ouvrière, la bourgeoisie monopoliste renforce d'une part son appareil d'Etat pour réprimer férocement le mouvement ouvrier, et elle utilise d'autre part une petite partie des surprofits tirés de l'exploitation du peuple travailleur à l'intérieur du pays et du pillage des colonies pour corrompre et acheter les couches supérieures du prolétariat. Elle a ainsi formé une aristocratie ouvrière chargée de briser le mouvement ouvrier. L'aristocratie ouvrière est la base sociale

---

(1) Chaque crise économique s'accompagne d'une chute brutale des prix des produits les plus courants, notamment ceux des produits agricoles qui ne suffisent pas à compenser les frais de conservation, de stockage et de transport. Certains monopoles détruisent alors une partie de ces produits. Soit ils détruisent ces produits après les avoir vendus au gouvernement, ce qui diminue l'offre sur le marché et bloque la chute des prix, soit les prix remontent et cela compense leurs pertes.

de l'opportunisme et du révisionnisme dans le mouvement ouvrier. C'est en Angleterre, qui a possédé très tôt de nombreuses colonies et qui a eu la première une position monopoliste sur le marché mondial, que s'est formée le plus tôt (dès le milieu du XIXe siècle) une couche d'aristocrates ouvriers.

Cette aristocratie ouvrière est la base qui permet à l'opportunisme de se développer et de s'enraciner dans le mouvement ouvrier. De la fin du XIXe au début du XXe siècle, grâce à la corruption de la bourgeoisie monopoliste, l'aristocratie ouvrière s'est étendue à tous les pays impérialistes et a constitué à l'époque la base économique et sociale des révisionnistes de la IIe Internationale. Le révisionnisme ancien, représenté par Bernstein puis par Kautsky, s'est affublé des habits du marxisme pour émasculer l'esprit révolutionnaire du marxisme, pour réviser les enseignements du marxisme sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, pour prôner la collaboration de classe et le réformisme bourgeois et pour dégénérer pendant la Première Guerre mondiale en social-chauvinisme. Lénine a mené une lutte résolue contre les révisionnistes de la IIe Internationale, et démasqué à fond leur nature renégate, jusqu'à leur écrasement complet.

L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale prolétarienne. A l'étape impérialiste, toutes les contradictions du capitalisme sont parvenues à leur point culminant ; l'impérialisme est assis sur un volcan, il est devenu un tigre de papier, fort en apparence, mais faible en réalité. Dans les pays impérialistes, l'exacerbation des contradictions entre la socialisation des moyens de production et la propriété privée capitaliste, les crises cycliques, la dégradation continuelle des conditions de vie du prolétariat, la politique de plus en plus réactionnaire de la bourgeoisie monopoliste font que les contradictions de classes s'y ai-

guisent quotidiennement et que la lutte du prolétariat contre le capitalisme monopoliste s'y renforce sans cesse.

Le pillage et l'oppression des colonies et semi-colonies par le capital monopoliste ont aggravé les contradictions entre les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux et les pays impérialistes. Les peuples des colonies et semi-colonies ont mené une lutte héroïque pour s'opposer à l'asservissement, au pillage et à l'oppression impérialistes et pour acquérir leur indépendance. Au début du XX[e] siècle, ces luttes ont connu un essor important, notamment en Asie. Lénine écrivait en 1913 que « *s'ouvrait en Asie une nouvelle source de grandes tempêtes mondiales* » (1). Il indiqua aussi : « *Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait en fait qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte entre les ouvirers d'Europe et d'Amérique contre le capital et les centaines de millions d'esclaves "coloniaux" opprimés par ce capital* » (2).

Au fur et à mesure que s'intensifie l'inégalité du développement des pays impérialistes et que se définissent les frontières nationales dans le monde, les contradictions inter-impérialistes s'aiguisent jour après jour. Ces contradictions sont clairement mises en évidence dans la lutte qui oppose entre elles les grandes puissances capitalistes pour un nouveau partage du monde et pour l'hégémonie mondiale. Lénine indique : « *Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs puissances tendant à l'hégémonie* » (3). La rivalité qui a opposé l'Allemagne à l'Angleterre dans leur lutte pour l'hégémonie européenne et mondiale, de la fin du XIX[e] au début du XX[e]

(1) Lénine, « Les destinées historiques de la doctrine de K. Marx », Oeuvres, tome 18, p. 608.

(2) Lénine, « II[e] Congrès de l'Internationale communiste », Oeuvres, tome 31, p. 280.

(3) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême... », p. 108. E.P.

siècle, a conduit tout naturellement à la création de deux camps militaires impérialistes, à l'intensification de leurs luttes et, finalement, au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Le chef de file du révisionnisme ancien, Kautsky, masquait la profondeur des contradictions inter-impérialistes en colportant sa « théorie de l'ultra-impérialisme » qui distillait ses illusions sur la possibilité de substituer à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale et sur la possibilité de supprimer la guerre et de réaliser une paix durable. Lénine a violemment réfuté cette « théorie de l'ultra-impérialisme » et démontré de façon pertinente que son objectif était de mystifier les masses en leur faisant croire que « le système capitaliste permettait d'espérer une paix profonde et durable ». La Première Guerre mondiale a balayé d'un coup toutes les inepties de Kautsky.

La guerre impérialiste de 1914-1918 a fait subir à l'humanité des souffrances sans précédent. Dix millions d'hommes ont péri sur le champ de bataille, 20 millions ont été blessés et mutilés. La plupart des pays ont supporté d'énormes dommages et pertes économiques. D'autre part, la guerre a peu à peu accentué l'inégalité de développement des pays capitalistes et engendré par conséquent des contradictions et des heurts entre eux. En même temps, les contradictions entre les peuples des colonies et semi-colonies et les pays impérialistes n'ont cessé de s'aiguiser, les contradictions de classes et les crises révolutionnaires à l'intérieur des pays impérialistes ont pris un nouvel essor. Lénine indique : « *Les dizaines de millions de cadavres et de mutilés laissés par une guerre faite pour déterminer à quel groupe — anglais ou allemand — de brigands financiers reviendra la plus grande part de butin,*

et puis ces deux "traités de paix" (1), *dessillent les yeux, avec une rapidité sans précédent à des millions et des dizaines de millions d'hommes opprimés, écrasés, dupés par la bourgeoisie. Comme conséquence de la ruine universelle engendrée par la guerre, on voit ainsi grandir une crise révolutionnaire mondiale qui, si longues et pénibles que doivent être ses péripéties, ne peut se terminer autrement que par la révolution prolétarienne et sa victoire* (2). »

La guerre entraîne la révolution. Les quatre années de guerre impérialiste ont beaucoup affaibli le système capitaliste et donné au prolétariat la possiblité de briser les maillons les plus faibles du front impérialiste, de renverser la domination bourgeoise dans leur pays et de remporter la victoire de la révolution socialiste. C'est précisément ce type de conditions qui ont permis le déclenchement de la révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie. La Révolution d'Octobre a ouvert une ère nouvelle pour l'humanité, elle a annoncé le début d'une nouvelle période de l'histoire mondiale qui verra le vieux monde capitaliste se transformer en nouveau monde socialiste. La voie de la Révolution d'Octobre est celle de la libération de l'humanité entière.

IV

La Première Guerre mondiale et la révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie ont ébranlé les fondements mê-

(1) Il s'agit ici des traités de paix de Brest-litovsk, imposé par l'Allemagne à la Russie soviétique et de Versailles, imposé par les U.S.A., la France et l'Angleterre à l'Allemagne, en 1918.

(2) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême... », p. 6. E.P.

mes du système capitaliste mondial. Depuis lors, le capitalisme est entré dans une phase de crise générale.

La crise générale du capitalisme est une crise complète du système capitaliste mondial « englobant l'économie aussi bien que la politique » (1). De la fin de la Première Guerre au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'évolution de la crise générale du capitalisme peut se diviser en trois grandes périodes.

1918-1923. C'est une période d'ébranlement profond du capitalisme. Entre les deux guerres, l'économie de chaque pays a subi de graves revers. Après la Première Guerre, les pertes de territoires et les indemnités de guerre que l'Allemagne a dû verser ont complètement désorganisé son économie. Les U.S.A., la Grande-Bretagne, le Japon et quelques autres pays ont connu une période provisoire de « prospérité » relative, du fait du passage d'une économie de guerre à une économie de paix. Cependant, alors que les peuples manquaient de produits de base et que les maigres réserves avaient été épuisées en temps de guerre, les pays capitalistes, après avoir obtenu les matériaux complémentaires nécessaires à la relance de l'industrie à la fin de la guerre, ont élargi aveuglément leurs capacités de production qui ont bientôt dépassé les limites étroites du marché mondial et abouti en 1920-1921, à une crise économique mondiale. Cette crise a touché la plupart des pays capitalistes et dépassé par son ampleur les plus graves crises connues dans le passé.

A cette époque, sous l'influence profonde de la Révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie, le mouvement révolutionnaire a pris une grande ampleur dans tous les pays. Soulèvements et révolutions ont successivement éclaté au Japon, en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie et

(1) Staline, « les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », p. 60. E.P.

dans de nombreux autres pays. En Corée, en Chine, en Egypte, en Syrie, au Maroc, aux Indes, en Afghanistan et dans d'autres régions, les luttes de libération nationale ont pris une dimension nouvelle, au même moment où de grandes grèves éclataient aux U.S.A., en Italie et dans d'autres pays. Les cliques dirigeantes des pays impérialistes ont utilisé toutes sortes de moyens pour réprimer ces révolutions et ils ont même lancé une intervention armée contre la Russie soviétique. Jusqu'en 1924, les luttes révolutionnaires ont ensuite connu des revers. Mais la Russie soviétique a repoussé, grâce au soutien du prolétariat international, l'intervention armée des pays de l'Entente et réprimé les troubles contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays, elle a percé le blocus économique des pays capitalistes, renforcé la dictature du prolétariat et commencé la remise sur pied de l'économie nationale, prouvant ainsi la grande vitalité du nouveau système socialiste.

1924-1929. C'est, après la guerre, une période économique et politique relativement stable dans le monde capitaliste. Elle se caractérise par une remise sur pied et un réel développement économique des pays capitalistes qui ont connu un certain essor, tandis que le mouvement révolutionnaire enregistrait pour sa part un recul temporaire.

Plusieurs facteurs ont permis à l'économie capitaliste de connaître cette relative stabilité. En effet, afin de compenser les énormes pertes occasionnées par la guerre, il leur fallait organiser le renouvellement d'une grosse quantité de capital constant. Stimulées par une vive concurrence sur le marché intérieur et extérieur, de nouvelles techniques ont été de plus en plus utilisées et de nouvelles branches d'industrie (automobile, électricité, chimie, synthétique, etc.), se sont rapidement développées. Les pays capitalistes, et plus particulièrement les U.S.A. et l'Allemagne, ont suscité une prétendue « rationalisation de l'industrie » qui a renforcé l'exploitation des ouvriers et

élevé l'intensité et le rendement de leur travail. En outre, dans certains pays comme le Japon, les préparatifs de guerre mis en place plus ou moins ouvertement n'ont stimulé qu'artificiellement l'industrie lourde et n'ont fait qu'accroître l'industrie d'armement. A cette époque, les pays capitalistes se sont alignés l'un après l'autre sur l'étalon-or et ils ont stabilisé la monnaie ; le volume global du commerce international a dépassé celui d'avant-guerre, et il a connu un réel développement.

Mais cette période de développement économique du capitalisme se distingue aussi par son caractère instable et limité. En effet, les entreprises industrielles n'embauchaient pas toujours suffisamment et un contingent régulier de chômeurs s'est constitué. Le redressement et le développement de la production a parfois été interrompu par la régression ou la stagnation d'un secteur d'activité. L'agriculture s'est enfoncée dans une crise larvée et n'est pas parvenue à décoller ; la situation excédentaire de la production agricole s'est aggravée chaque année. Sous l'influence du développement de l'industrie nationale et des mouvements de libération nationale dans les colonies et les semi-colonies, le problème des marchés mondiaux est devenu chaque jour plus aigu, et l'augmentation du taux d'exportation des pays capitalistes a de plus en plus freiné l'accroissement de leur volume de production. L'exploitation accrue des masses laborieuses par le capital monopoliste les a fait stagner à un niveau de vie équivalent et parfois inférieur à celui d'avant-guerre. La contradiction entre l'étroitesse des marchés intérieurs et extérieurs et un accroissement aveugle de la production s'est aiguisée de plus en plus et les facteurs de crises ont très rapidement mûri.

A l'inverse des pays capitalistes, l'économie nationale de l'Union soviétique prouvait, par sa croissance régulière, la supériorité du système socialiste. A cette époque,

l'U.R.S.S. achevait le redressement de son économie nationale et en 1928, elle commençait l'application du premier plan quinquennal de développement économique ; l'industrialisation socialiste et la collectivisation agricole se développaient considérablement, faisant ressortir un contraste d'autant plus frappant avec la crise du monde capitaliste.

1929-1938. C'est la période au cours de laquelle le capitalisme passe d'une relative stabilité à une faillite et à une crise économique d'une gravité sans précédent. Les contradictions dans le monde sont alors aiguisées à l'extrême et l'essor des luttes révolutionnaires est en pleine ascension.

C'est en octobre 1929 que cette énorme crise économique mondiale est partie des U.S.A. et qu'elle s'est étendue à tous les pays capitalistes. La crise de 1929 reposait sur les bases d'un pourrissement général du capitalisme ; elle a été la crise plus profonde et la plus longue de l'histoire du capitalisme.

De 1929 à 1933, la production industrielle des grands pays capitalistes a brusquement chuté de plus de la moitié pour les Etats-Unis et l'Allemagne, redescendant au niveau atteint à la fin du XIX[e] siècle. Le nombre de chômeurs dans l'ensemble des pays capitalistes a atteint 35 millions, le taux de chômage de 30 % à 50 % dans certains pays. La crise agricole a elle aussi été d'une ampleur sans précédent. L'agriculture étant dépendante de l'industrie et donc liée à sa crise, la surproduction a pris des proportions énormes, tandis que les prix agricoles dégringolaient en flèche.

Pendant toute cette période, l'écart entre le commerce extérieur et la production industrielle a pris des proportions plus graves que jamais.

De 1931 à 1933, les pays d'Europe et d'Amérique ont connu une profonde crise de la monnaie et du crédit ; un grand nombre de banques ont fait faillite dans la plus

grande confusion et le système du crédit a été au bord de l'effondrement. L'un après l'autre, ils ont annulé leur alignement sur l'étalon-or et émis une monnaie dévaluée. En ces années de crise, l'économie des colonies et semi-colonies sur lesquelles les métropoles essayaient de reporter au maximum le poids de la crise, a subi des revers bien plus graves. Les prix des matières premières et des produits exportés de ces régions sont descendus au plus bas, aggravant encore les conditions d'existence de ces peuples.

La crise a été la cause de souffrances inimaginables pour les masses laborieuses de chaque pays. Les mouvements de grève, les manifestations et les luttes paysannes ont pris une nouvelle ampleur. Pour réprimer la lutte révolutionnaire des peuples et préserver sa domination monopoliste, l'oligarchie financière des pays capitalistes a dû laisser tomber son voile de démocratie bourgeoise, renforcer son contrôle direct sur les appareils d'Etat et s'orienter vers une politique encore plus réactionnaire. En Allemagne, en Italie et au Japon, l'oligarchie financière a instauré une dictature ouvertement terroriste, la plus réactionnaire qui soit, le fascisme. De plus, elle a engagé l'économie nationale de ces pays sur la voie de la militarisation et accéléré les préparatifs de guerre. Pour « juguler » la crise d'autres pays impérialistes comme les U.S.A., l'Angleterre, la France, ont renforcé le rôle de l'Etat dans la « régularisation » de l'économie, développé le capitalisme monopoliste d'Etat et tenté vainement de sortir de l'impasse en se lançant dans des préparatifs de guerre.

Après les années de crise de 1929 à 1933, le monde capitaliste a connu une période de dépression (1) économique

(1) La dépression est la 2e phase d'une crise économique au cours de laquelle « les entreprises qui ont résisté à la crise continuent la production et la distribution à une échelle moindre ». (Cf. « Etudions l'économie politique », p. 190, E-100 1976) N.d.T.

très particulière qui ne devait pas entraîner de redressement sensible de l'industrie. Pour tout dire, la production de pays capitalistes n'a commencé à s'élever qu'à partir de 1936. Mais à partir de 1937, les U.S.A., l'Angleterre et la France ont encore connu une nouvelle crise d'une extrême gravité. Le nombre d'ouvriers en chômage dans le monde capitaliste a atteint 35 millions en 1938. Cette crise ne s'est pas poursuivie à cause de l'embrasement général de la Seconde Guerre mondiale.

Au cours des années 30, tandis que le monde capitaliste connaissait une crise économique et une dépression d'une gravité sans précédent, l'économie socialiste de l'Union soviétique, elle, prospérait à une vitesse remarquable.

En 1937, le 2e plan quinquennal était accompli avant terme, l'industrialisation socialiste et la collectivisation agricole étaient réalisées victorieusement, et l'économie socialiste se renforçait rapidement. Cela mettait encore plus en relief le pourrissement du système capitaliste.

Le brusque et rapide développement du socialisme après la guerre a fortement ébranlé les bases jusqu'ici solides du système capitaliste. L'approfondissement de la crise générale du capitalisme eut pour conséquence un aiguisement de plus en plus violent des contradictions de classes à l'intérieur des pays impérialistes, des contradictions entre les pays impérialistes et les colonies et semi-colonies, et des contradictions entre les pays impérialistes eux-mêmes.

A l'intérieur des pays impérialistes, le développement progressif des monopoles, les gains fantastiques tirés de l'exploitation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, le renforcement de la domination réactionnaire de l'oligarchie financière, la paupérisation de la classe ouvrière ont été autant de facteurs qui ont conduit à une intensification des luttes ouvrières contre le capital monopoliste. Ces luttes, particulièrement violentes après le déclenchement de la

crise économique de 1929, ont abouti à une nouvelle crise révolutionnaire. Mais à cause de la trahison des opportunistes et de l'aile droite des partis socialistes dans le mouvement ouvrier, la situation révolutionnaire qui prévalait dans tous ces pays au début des années 30 a subi un revers. La classe ouvrière d'Allemagne, du Japon et d'Italie en particulier, a perdu, sous la dictature fasciste, la totalité de ses libertés et de ses droits et a subi une exploitation et un esclavage sans scrupules de la part du capital monopoliste. Mais, parmi les masses ouvrières des pays impérialistes, la volonté révolutionnaire d'échapper à la domination du capital monopoliste était inébranlable et rien, ni la répression la plus impitoyable de la bourgeoisie monopoliste ni les pires trahisons des opportunistes ne pouvaient empêcher leur lutte d'avancer.

Entre les deux guerres, le problème des marchés devenait crucial, chaque pays impérialiste s'est dépêché d'exporter ses capitaux et il s'est servi pour cela de tous les moyens possibles pour renforcer l'exploitation économique et la domination politique de ses colonies, pour accélérer leur infiltration dans les semi-colonies et contrôler les principaux secteurs économiques et financiers de ces pays. Sous la domination des capitaux étrangers, l'agriculture des pays coloniaux et semi-coloniaux a dû s'orienter peu à peu vers les seules cultures d'exportation, ce qui n'a fait que renforcer leur dépendance à l'égard des pays impérialistes dans le domaine agricole et des matières premières. Ils ont subi également une lourde exploitation de l'impérialisme qui leur imposait des prix inégaux, ainsi que les conséquences désastreuses de la crise dont ils ont dû supporter le poids. A cette époque, l'industrie nationale de plusieurs colonies ou semi-colonies (les Indes, la Chine, etc.) connaissait un certain développement, qui restait malgré tout partiel et disproportionné. De plus, les coups portés à leur économie nationale par les capitaux étrangers

cantonnaient celle-ci dans une situation plus que précaire. La cruelle exploitation et oppression féodale et coloniale pesait encore comme deux grosses montagnes sur les peuples des colonies et des semi-colonies et ont été à l'origine de la pauvreté et de l'arriération de ces pays.

D'un autre côté, au fur et à mesure que les investissements étrangers augmentaient dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et que l'industrie nationale locale s'y développait, la classe ouvrière se renforçait d'autant. Sous l'influence de la Révolution d'Octobre de Russie et de la propagation des idées marxistes-léninistes, elle a commencé à devenir une force politique anti-impérialiste et anti-féodale non négligeable. La grande masse des paysans pauvres, opprimée par les propriétaires fonciers féodaux, les marchands-usuriers, les capitalistes étrangers et leurs valets, aspirait de plus en plus à renverser définitvement l'oppression du féodalisme et du colonialisme. La bourgeoisie nationale patriotique, la petite bourgeoisie et les intellectuels prenaient eux aussi conscience et luttaient chaque jour un peu plus contre l'oppression impérialiste et pour l'indépendance nationale. Les contradictions entre l'impérialisme et les peuples des colonies et semi-colonies ont atteint une acuité sans précédent et provoqué un déferlement de mouvements de libération nationale. Sous la direction du grand dirigeant le président Mao et du Parti communiste chinois, avec pour objectif constant la lutte contre l'oppression et la domination de l'impérialisme et du féodalisme, le peuple chinois a traversé deux longues et dures périodes de guerre civile révolutionnaire. Le peuple indien a successivement entrepris trois luttes de libération nationale entre les deux guerres. En Egypte, en Afrique du nord et en Amérique latine, des mouvements de libération ont pris naissance un peu partout et n'ont cessé de se développer. Malgré la répression de l'impérialisme et de ses valets, malgré la trahison de la grande bourgeoisie,

malgré tous les obstacles rencontrés en chemin, la révolution démocratique nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux apportait la preuve indiscutable que le système colonial impérialiste faisait face à une crise profonde.

Entre les deux guerres, l'inégalité du développement économique des pays impérialistes s'est accentuée et les contradictions se sont aiguisées de plus en plus entre eux. L'enrichissement frauduleux des U.S.A. au cours de la première guerre a atteint son point culminant à la fin des années 20 ; en 1929, ils détenaient à eux seuls la moitié du volume global de la production industrielle du monde capitaliste. Mais dans les années 30, les lourdes conséquences de la crise et de la dépression économique qui s'en est suivie ont sérieusement affaibli sa position économique. L'économie anglaise avait commencé à décliner depuis la fin de la Première Guerre, pour rester plus ou moins stagnante dans les années 20 et n'amorcer qu'un très léger redressement après les années 30. La France a connu une amélioration assez rapide de son industrie dans les années 20. Mais sous les coups de la crise, sa situation économique a très vite empiré au début des années 30. L'Allemagne a connu juste après la guerre une situation économique assez confuse, mais le soutien des capitaux américains lui a permis de redresser et de développer son économie, puis, à la fin des années 20, de dépasser la France et l'Angleterre. Au début des années 30, l'économie allemande recevait les premiers graves contrecoups de la crise, mais après l'arrivée au pouvoir du fascisme, l'Allemagne s'est orientée dans des préparatifs de guerre et dans la militarisation de son économie, ce qui lui a permis de réaliser de réels et rapides progrès dans ce domaine. Au même moment, la force de l'économie militaire japonaise augmentait sensiblement grâce à l'extension de ses préparatifs de guerre. L'évolution de ces rapports de force

à inévitablement entraîné une exacerbation sans précédent des contradictions inter-impérialistes.

Juste avant le milieu des années 30, les contradictions les plus graves dans le camp impérialiste étaient celles qui opposaient les U.S.A. et l'Angleterre dans leur rivalité et leur lutte sans merci pour l'hégémonie mondiale. De la même façon, de profondes contradictions opposaient l'Angleterre et la France dans leur lutte pour s'assurer l'hégémonie de l'Europe. Et en Asie, l'Angleterre et les U.S.A. tantôt s'opposaient au Japon d'après-guerre en plein essor, tantôt entraient en collusion avec lui. Pour pousser l'Allemagne à déclencher une attaque contre l'Union soviétique, les impérialismes anglais et américain ont adopté à l'égard des monopoles allemands une politique d'aide et de soutien actifs. Mais c'était soulever une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds. En effet, au fur et à mesure que renaissait le militarisme allemand, et surtout après la création de l'Axe par les puissances agressives fascistes d'Allemagne, du Japon et de l'Italie, les intérêts de l'Angleterre, de la France et des U.S.A. se sont trouvés menacés par un même rival. Aussi les contradictions entre les U.S.A. et l'Angleterre d'une part, entre l'Angleterre et la France d'autre part, sont-elles devenues secondaires tandis que celle entre les deux blocs impérialistes, Angleterre, France, U.S.A. d'un côté, Allemagne, Japon, Italie de l'autre, est devenue la contradiction principale. Cette lutte entre plusieurs pays impérialistes pour s'assurer l'hégémonie mondiale a fini par provoquer la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale a été déclenchée par les fascistes allemands et japonais avec la bienveillance des impérialismes américain et anglais. Le déclenchement de la guerre d'agression générale contre la Chine en juillet 1937 marque le début de cette guerre. Lorsque en septembre 1939, les fascistes allemands ont déferlé sur l'Europe, la

guerre a pris un caractère général. En août 1941, les fascistes allemands, en attaquant perfidement l'Union soviétique, ont progressivement étendu les flammes de la guerre. Le peuple et l'Armée soviétiques ont mené sous la direction du camarade Staline, une guerre extrêmement éprouvante et ils ont obtenu une victoire éclatante sur les fascistes allemands. Le peuple chinois, sous la direction du grand dirigeant le président Mao et du Parti communiste chinois, a lui aussi mené une guerre de résistance acharnée, il a traversé de nombreuses épreuves et il a fini par forcer le Japon à capituler sans conditions. Les peuples de tous les pays ont également apporté leur contribution à la guerre antifasciste. L'écrasement du fascisme allemand et japonais en 1945 a favorisé la victoire des révolutions démocratiques populaires dans bon nombre de pays d'Asie et d'Europe et il a eu une grande influence sur le développement des luttes de libération nationale des peuples des colonies et semi-colonies. La crise générale du capitalisme n'en a été que plus profonde et aiguë.

La Seconde Guerre mondiale a apporté de profonds malheurs aux peuples et les pertes endurées ont été bien supérieures à celles de la Première Guerre mondiale. Le nombre de morts et de blessés s'est élevé à 67 millions et les pertes matérielles se sont chiffrées à 4 000 milliards de dollars. La guerre a porté des coups supplémentaires au front impérialiste. L'Allemagne, le Japon et l'Italie ont été vaincus, l'Angleterre et la France en sont sorties très affaiblies. L'impérialisme américain, quant à lui, s'est repu du sang de cette guerre, et il a considérablement augmenté sa capacité militaire et économique. Il a pris la place qu'occupaient auparavant les fascistes allemands et japonais dans l'hégémonie mondiale. Mais l'impérialisme avait beau faire, l'époque des destructions arbitraires et de l'asservissement des peuples du monde était déjà révolue. Dès la fin de la guerre, une grande tempête révolutionnaire se-

couait les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En 1949, la Révolution populaire chinoise remportait une grande victoire. La plupart des pays et régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se sont acheminés les uns après les autres sur la voie de l'indépendance nationale. Avec la rapide dégénérescence du vieux système colonialiste de l'impérialisme, la lutte anti-impérialiste est entrée dans sa phase offensive.

CHAPITRE II

L'ANGLETERRE

L'Angleterre est un vieux pays capitaliste. Elle fut le modèle de l'accumulation primitive du capital et de la révolution industrielle dans l'histoire du développement du capitalisme mondial. Elle occupa durant une longue période une position de monopole dans l'industrie et sur les marchés mondiaux. L'Angleterre fut de toute l'histoire le plus grand pays impérialiste de la terre. Elle agressa férocement et exploita pendant deux siècles les peuples de vastes colonies et semi-colonies ; elle fut cependant le premier Etat capitaliste à marcher vers son déclin.

1. GENESE ET DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS DE PRODUCTION CAPITALISTES.

XIVe et XVe siècles ; effondrement du servage et développement embryonnaire des rapports de production capitalistes.

Les rapports de production capitalistes apparurent et se développèrent dans un processus de dislocation de l'économie féodale. Dès la fin du XIVe siècle, le servage s'effondra en Grande-Bretagne, et au XVe siècle, les germes des rapports de production capitalistes apparurent progressivement.

Après la conquête de l'Angleterre par les Normands (1) au début du XIe siècle, le servage occupa une place dominante en Angleterre. Cependant, la conquête normande entraîna aussi l'établissement de liens commerciaux entre

(1) Les Normands étaient originaires de l'Europe du Nord. Au Xe siècle, ils établirent le duché de Normandie dans le nord de la France. En 1066, à la tête d'une armée, le duc de Normandie Guillaume-le-Conquérant traversa la Manche et conquit l'Angleterre. Cet épisode historique est appelé « la conquête normande ».

l'Angleterre et le continent. Aux XIIe et XIIIe siècles, il y eut un épanouissement de l'industrie lainière dans les Flandres où l'on commençait à importer de grandes quantités de laines anglaises, ce qui stimula l'essor de l'élevage ovin en Grande-Bretagne. La prospérité des villes, l'accroissement de l'élevage du mouton et des exportations de laine ruinèrent l'économie naturelle du servage ; les liens entre la paysannerie et le marché devinrent de plus en plus étroits. Par ailleurs, les exigences en argent des seigneurs féodaux s'accrurent. Au XIIIe siècle, le phénomène de remplacement de la rente-corvée par la rente en argent se répandit de plus en plus. En versant la rente en argent, une partie des serfs échappa aux servitudes féodales des corvées obligatoires effectuées dans les manoirs (terres administrées par un seigneur en propre) et obtint une assez grande indépendance dans le domaine économique. Ainsi, en raison du développement des rapports marchandise-monnaie, le servage commença petit à petit à se désagréger.

Ce furent les révoltes paysannes qui portèrent les coups les plus rudes au servage. De 1348 à 1349, la grande Peste noire sévit ; elle fit périr le tiers de la population. Devant l'extrême pénurie de main-d'œuvre, les seigneurs féodaux furent contraints de louer leurs domaines à de riches paysans pour qu'ils les cultivent, ou bien de les transformer en pacage, ce qui économisait la main-d'œuvre et pouvait leur assurer des profits. Mais la classe des seigneurs féodaux ne consentit pas facilement à abandonner le servage ; en vue de conserver la main-d'œuvre sur ses domaines, elle accentua à nouveau l'exploitation des serfs par les corvées au moyen de procédés retors, et mit toute son énergie à sortir le servage de la crise. Cela provoqua les révoltes incessantes de la dernière moitié du XIVe siècle, et parmi elles, celle de 1381, conduite par Wat Tyler et qui eut le plus d'envergure. Les rebelles revendiquaient l'abolition du ser-

vage, la suppression des corvées et de toutes les autres redevances serviles, et réclamaient pour finir la confiscation des terres ecclésiastiques et leur distribution aux paysans. La révolte paysanne échoua, mais elle ébranla cependant, jusqu'en leurs fondements, les bases de la domination féodale ; elle contraignit les seigneurs féodaux à remplacer la rente-corvée par la rente en argent, et abolit progressivement le servage. C'est ainsi qu'« en Angleterre, le servage avait disparu de fait vers la fin du XIVe siècle » (1).

Après l'abolition du servage, les seigneurs féodaux possédaient toujours un monopole sur la terre, et les serfs louaient toujours les terres des seigneurs ; mais ils échappaient pourtant déjà aux servitudes des corvées et avaient obtenu leur affranchissement. Ils se transformèrent en « copyholder » (2) versant une rente foncière fixe en argent. Au XVe siècle se forma une vaste couche de paysans indépendants, la « yeomanry » (3), constituée principalement de copyholders ; la petite exploitation devint dominante. Cependant, sous l'influence de l'économie de marché, il se produisit une division en classes. Une partie des petits paysans sombra peu à peu dans la ruine pour devenir des salariés agricoles. Un petit nombre d'entre eux, néanmoins, parvint à se constituer en paysannerie riche ;

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre premier, tome 3, p. 157. E.S.

(2) Copyholder : serf qui avait obtenu son émancipation ainsi que celle de sa descendance. Les champs qu'il cultivait appartenaient toujours au seigneur, tandis que ses charges étaient inscrites sur les rôles du manoir : droit à cultiver des terres, durée de ce droit (à titre héréditaire, à vie, à terme), transmission de ces terres par héritage, redevances versées au seigneur lors de l'acceptation d'un changement ou d'une prolongation de location. La plupart des copyholders s'acquittaient auprès du seigneur d'une rente fixe en argent et effectuaient en outre un grand nombre de servitudes. Le seigneur, lui, par tradition, n'avait pas le droit de chasser les paysans, ni d'augmenter leurs impôts ou de prendre leurs champs.

(3) Yeomanry : classe de paysans indépendants.

ils prirent en location les domaines seigneuriaux, rachetèrent aux paysans ruinés leurs droits de tenure, ce qui entraîna l'utilisation du travail salarié, et se transformèrent petit à petit en fermiers. C'est ainsi que les rapports de production capitalistes apparurent dans l'agriculture.

Dès l'époque de la domination du servage et parallèlement à l'essor de l'élevage, les campagnes et les villes s'adonnèrent à la production artisanale des lainages. Au XIVe siècle, il y avait une industrie du tissage de la laine d'assez grande envergure, et les exportations de lainage étaient en accroissement constant. Après l'effondrement du servage en particulier, il y eut une division continue de la paysannerie, et les paysans ruinés furent contraints de se porter de plus en plus vers des productions artisanales à domicile pour assurer leur subsistance. Au XVe siècle, ces artisans mi-ouvriers, mi-paysans devinrent de plus en plus nombreux à la campagne et ouvrirent un vaste marché aux activités des marchands. Au départ, les artisans à domicile n'entraient en rapport qu'avec les marchands pour écouler leurs produits et restaient indépendants au niveau de la production. Cependant, avec l'extension continue de la vente des lainages, les articles achetés aux petits producteurs ne purent satisfaire les besoins du marché. Les marchands firent main basse sur la laine, commencèrent à la distribuer entre les artisans à domicile locaux pour qu'ils effectuent l'ouvrage, et leur versèrent un salaire. C'est ainsi que les artisans à domicile devinrent des salariés qui travaillaient les matières premières pour les marchands. Par la suite, ces entrepreneurs contrôlèrent progressivement l'ensemble du processus de l'industrie lainière : le filage, le tissage, le finissage et la teinture. Ils organisèrent les artisans à domicile dispersés qui travaillaient chacun à leur manière et formèrent des manufactures séparées sous leur contrôle.

L'artisanat des villes anglaises au XVe siècle était encore

sous la coupe des corporations. Néanmoins, en raison de l'essor du commerce et de l'industrie, il se produisit déjà une division au sein des corporations ; de riches boutiquiers surgirent, qui saisirent le pouvoir de direction des corporations et dominèrent les boutiquiers pauvres. Par ailleurs, il fut de plus en plus ardu de devenir boutiquier, et compagnons et apprentis se transformèrent bientôt en ouvriers salariés des marchands. En raison de la scission au sein des corporations, le capital marchand et le capital usuraire entrèrent dans la place, contrôlèrent les artisans pauvres, attirèrent dans les villes les artisans des campagnes et y fondèrent des manufactures. C'est ainsi que, peu à peu, les rapports salariaux du capitalisme apparurent à leur tour dans les villes.

XVIe et XVIIe siècles : accumulation primitive et essor de la manufacture

Les XVIe et XVIIe siècles furent une période de transformation du servage en capitalisme, une période de vaste expropriation des paysans, d'expansion coloniale outremer, et d'accumulation primitive du capital. Ce fut la période du grand essor de la manufacture capitaliste.

L'expropriation des paysans de leurs terres fut la base du processus complet de formation de l'accumulation primitive. Cette spoliation des paysans prit dans l'histoire de l'Angleterre la forme du « Mouvement d'enclosures ».

Le mouvement des enclosures était apparu très tôt aux XIIIe et XIVe siècles, et faisait suite à l'essor de l'élevage du mouton. Une partie des seigneurs féodaux s'était emparée des terrains communaux des paysans (pâturages, forêts, friches et marais), les avait clôturés à l'aide de palissades, de haies et de fossés, et en avait fait ses propres

pâturages. Au XVe siècle, et plus particulièrement dans la dernière partie de ce siècle, avec l'accroissement des exportations de laine et l'essor de l'industrie lainière, ce système d'enclosures était déjà assez répandu. Après les grandes découvertes géographiques, les marchés mondiaux s'élargirent brusquement. Les industries lainières d'Angleterre et des Flandres connurent un essor prodigieux ; le prix de la laine grimpa, et l'élevage des moutons devint une activité particulièrement lucrative. En outre, l'afflux en Europe d'une grande masse de métaux précieux américains à bon marché entraîna une hausse générale des prix et constitua « la révolution des prix » du XVIe siècle. Ceci amena la chute des revenus réels des seigneurs féodaux qui percevaient habituellement une rente fixe en argent. C'est pourquoi, au mépris des résistances paysannes, ces derniers suscitèrent un vaste mouvement d'enclosures. Ils accaparèrent tout d'abord les terres communales appartenant aux paysans — les cotters en particulier (1) — et dont ces derniers tiraient leur subsistance. Ils en firent des pâturages privés. Par la suite, ils détruisirent un peu plus les règles traditionnelles et usèrent de toutes sortes de prétextes pour arracher aux copyholders leur lopin de terre ou pour reprendre les parcelles des petits tenanciers et les forcer à détruire leurs habitations. Ils transformèrent ces petites terres cultivées en vastes pâturages ou en grandes fermes qu'ils donnèrent à bail à de gros fermiers ou qu'ils exploitèrent eux-mêmes. Beaucoup de villages furent ainsi rasés ; de larges contingents de paysans expropriés furent jetés sur les chemins, réduits à l'état de mendiants et de vagabonds, ce qui constitua le phénomène, célèbre dans l'histoire anglaise, du « mouton mangeur d'homme ».

(1) Cotter : paysan pauvre n'ayant qu'une chaumière avec trois ou quatre acres de terrain autour, et ne pouvant vivre que grâce aux travaux que lui faisait faire le seigneur ou le paysan riche et aux communaux sur lesquels il faisait paître ses bêtes.

Ce processus violent d'expropriation n'épargna même pas les paysans installés sur les terres appartenant aux églises et au monastères. L'Eglise catholique était la grande propriétaire féodale du sol anglais ; elle possédait le tiers du territoire. Afin d'accroître les recettes de la couronne et de satisfaire les requêtes territoriales de la nouvelle noblesse (gentry) et de la bourgeoisie, la dynastie Tudor du XVIe siècle prit le prétexte, au cours des années 30, de se soustraire à la dépendance du Pape pour mettre en application la réforme de l'Eglise. Elle fit fermer plus de 1 000 cloîtres catholiques et confisqua leurs terres. Une partie d'entre elles fut offerte par le roi à ses favoris, l'autre fut vendue à vil prix à des hobereaux, à des spéculateurs sur la terre, à des marchands et à des entrepreneurs. Les propriétaires de ces terres devinrent de nouveaux nobles ; ils chassèrent les tenanciers à titre héréditaire qui se trouvaient dessus et les allouèrent à de gros fermiers. Ils transformèrent de la sorte un grand nombre de paysans en vagabonds sans feu ni lieu.

Le mouvement des enclosures, qui força par la violence les paysans à se séparer de la terre, stimula l'essor des rapports de production capitalistes à la campagne, élargit la couche des nouveaux nobles embourgeoisés, et forma un grand nombre de gros fermiers capitalistes à partir de riches paysans. L'élevage du mouton et la production agricole connurent un accroissement sensible. Mais il se forma parallèlement une grande masse de vagabonds qui, forcés par les mauvaises circonstances, erraient en tous lieux. Beaucoup d'entre eux se firent mendiants ou brigands, et créèrent sans cesse des émeutes ; ils allèrent jusqu'à menacer la domination des Tudor. Les rois promulguèrent alors toute une série de « législations sanguinaires » et aidèrent la bourgeoisie à « soumettre » ces vagabonds, à les pousser dans les fermes et les manufactures capitalistes, à en faire des ouvriers salariés. La loi de 1530 stipulait que les

mendiants âgés et incapables de travailler devaient obtenir des licences pour demander la charité. Les vagabonds robustes étaient condamnés au fouet et à l'emprisonnement. Il fut décidé en 1536 que tout vagabond arrêté ayant la force de travailler devait être conduit sur la place publique la plus proche pour y être fouetté jusqu'au sang. En cas de première récidive, le vagabond devait être fouetté à nouveau et avoir la moitié de l'oreille coupée ; à la deuxième récidive, il devait être condamné à mort et exécuté. En 1547, il fut stipulé en outre que tout individu réfractaire au travail serait offert comme esclave à la personne qui l'aurait dénoncé comme truand. Si l'esclave s'absentait une quinzaine de jours, il était condamné à l'esclavage à perpétuité et était marqué au fer rouge de la lettre S sur la joue et le front ; s'il fuyait pour la troisième fois, il était exécuté comme félon. Grâce aux législations sanguinaires de la dynastie despotique, la bourgeoisie transforma les paysans expropriés en une grande armée de travailleurs salariés, et les forcèrent à accepter les lois du travail et l'exploitation cruelle du capitalisme.

Marx a écrit : « *La spoliation des biens de l'Eglise, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu* (1). »

Si le mouvement d'enclosures fournit au développement du capitalisme anglais une grande masse d'ouvriers salariés et un marché intérieur, les pillages à l'étranger et l'exten-

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 174. E.S.

sion des colonies lui offrirent quant à eux une masse énorme de richesses monétaires et de marchés extérieurs.

Les grandes découvertes géographiques et le déplacement des routes commerciales mondiales permirent à l'Angleterre d'occuper une place prédominante dans les relations outre-mer. Au XVIe siècle, les Tudors animèrent une politique mercantiliste et poussèrent les nobles et les commerçants à investir davantage leurs ressources financières dans le commerce d'outre-mer et dans des entreprises de pillage des colonies. Au XVIe siècle, les bateaux anglais firent du trafic de marchandises entre l'Europe, l'Asie et l'Amérique ; le commerce extérieur connut un énorme accroissement et les exportations de lainages occupèrent toujours une position prédominante. Les Anglais de l'époque se targuaient d'habiller la moitié de l'Europe avec des vêtements de chez eux. Le commerce avec l'étranger procura d'énormes recettes à l'Angleterre. Mais les marchandises que l'Angleterre pouvait exporter vers l'Orient restaient très limitées ; le trafic des marchandises orientales entraîna une importante hémorragie de métaux précieux, ce qui était en contradiction avec les besoins d'accumulation en argent de la bourgeoisie.

La soif insatiable de métaux précieux poussa les commerçants et les marins anglais à la piraterie. Au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle, le commerce extérieur de tous les pays européens avait pour plus de la moitié un caractère de piraterie, et l'Angleterre était appelée à l'époque « l'Etat-pirate ». Ils arraisonnaient les bateaux portugais transportant des épices orientales, et les galions espagnols chargés de métaux précieux d'Amérique. Tous ces actes de piraterie étaient considérés comme des entreprises légales ; ils étaient menés par des compagnies que la famille royale avait légalisées par une charte et qui recevaient un soutien actif de sa part.

Le commerce extérieur et la piraterie de l'Angleterre

eurent un lien étroit avec l'extension de ses colonies. Après la découverte de nouveaux continents et de nouvelles routes maritimes, le Portugal contrôla les Indes orientales, et l'Espagne, l'archipel des Indes occidentales ; aussi ne restait-il à l'Angleterre aucun endroit où poser le pied ; au départ, elle ne put attaquer économiquement l'Espagne et le Portugal que par des procédés commerciaux ou par la piraterie. Mais à partir du milieu du XVIe siècle, alors que ses forces économiques et maritimes se développaient, elle put lancer contre l'Espagne et le Portugal une guerre ouverte pour s'emparer de colonies. En 1588, avec le total soutien des négociants londoniens, le gouvernement anglais mit en déroute l'« Invincible Armada » et fit disparaître ainsi le plus grand obstacle à ses activités maritimes. Dès lors, l'Angleterre entra dans sa phase de conquêtes coloniales. En 1600, elle fonda la Compagnie des Indes orientales (East India Company) pour piller l'Inde et monopoliser le commerce oriental. En 1620, elle établit un comptoir à Madras et en 1633 à Calcutta ; ils devinrent des bases de pénétration en Inde. A la fin du XVIe et au début du XVIIe siècle, les forces coloniales anglaises pénétrèrent en Amérique du nord et dans l'archipel des Indes occidentales, et y établirent un premier groupe de colonies. L'Angleterre se lança de surcroît dans une violente agression contre son voisin, l'Irlande et expropria sur une vaste échelle les paysans irlandais. Tout ceci procura à la noblesse et à la bourgeoisie anglaises de formidables richesses et donc d'énormes capitaux pour l'essor de la manufacture du pays.

Jusqu'à la fin du XVe siècle, l'artisanat anglais resta assez retardataire. La production de laine anglaise était acheminée principalement vers les industries lainières des Flandres. Les exportations de lainages consistaient surtout en produits semi-ouvrés et devaient subir en Flandres les derniers finissages (coupe et teinture). Mais dès le XVIe

siècle, tous les facteurs d'accumulation primitive susmentionnés permirent à la manufacture anglaise, et tout particulièrement à l'industrie lainière, de connaître un formidable essor. Vers la moitié du XVIe siècle, les exportations de lainages atteignirent 120 000 pièces par an, et dans la première moitié du XVIIe siècle, elles s'accrurent jusqu'à 250 000 pièces par an. L'industrie lainière devint une industrie « de caractère national », généralisée à la ville et à la campagne. Non seulement elle connut un accroissement dans le domaine de la production, mais aussi un très grand progrès sur le plan technique.

L'industrie lainière d'avant le XVIe siècle était principalement constituée par un artisanat à domicile dispersé dans les campagnes et pratiqué par des mi-paysans, mi-ouvriers. Parmi eux certains furent contrôlés directement par des entrepreneurs et la manufacture capitaliste séparée fit son apparition. Après le XVIe siècle, en raison de l'expropriation d'un grand nombre de paysans, le contrôle des entrepreneurs sur l'artisanat familial des campagnes se renforça davantage. L'entrepreneur fournissait aux artisans tant la matière première (la laine), que les outils (le métier), ce qui les faisait dépendre totalement de lui ; ils devinrent des travailleurs salariés démunis des moyens de production. Toutefois, avec cette forme de production séparée, l'entrepreneur devait régulièrement distribuer la matière première et les outils à une centaine de familles d'artisans à domicile éparpillées sur des dizaines de kilomètres. Il n'avait par ailleurs aucun moyen d'exercer une surveillante sur la production ; les matières premières et les outils étaient vite endommagés et la qualité des produits n'était pas garantie. Chaque période de grands travaux agricoles entraînait l'arrêt de la production de lainage ; l'entrepreneur ne pouvait par conséquent pas satisfaire les besoins croissants du marché. C'est pourquoi, dans la deuxième moitié du XVIe siècle, en raison de l'accroisse-

ment du nombre des paysans qui avaient perdu leurs terres, les manufactures réunies établies par les entrepreneurs se développèrent graduellement. Au XVII[e] siècle, les manufactures employant plusieurs centaines de personnes étaient devenues assez courantes.

Du XVI[e] au XVII[e] siècle, les manufactures capitalistes se développèrent dans certains secteurs comme les mines, la métallurgie, le travail des métaux, la fabrication du sel, le verre, la fabrication du papier, celle du salpêtre, les boissons, et de grandes fabriques employant plusieurs centaines d'ouvriers firent leur apparition. En raison de l'essor des manufactures, le système des corporations s'effondra progressivement. Les organisations corporatistes d'un grand nombre de branches devinrent l'outil de domination des maîtres manufacturiers sur les artisans ainsi que celui des gros commerçants sur les petits artisans.

La révolution bourgeoise de 1640-1688

A partir du XVI[e] siècle, suite au développement des rapports de production capitalistes, la division de classes de la société anglaise connut de profondes transformations. Un nouveau groupe d'exploitation de plus en plus puissant fit son ascension, celui de la nouvelle gentry et de la bourgeoisie. La nouvelle gentry était une noblesse embourgeoisée, issue en grande partie de la petite et moyenne noblesse. Aux XVI[e] et XVII[e] siècles cependant, nombreux furent les paysans aisés et les riches négociants des villes qui rachetèrent des propriétés foncières et rejoignirent les rangs de la gentry. Certains obtinrent de la Couronne des titres de noblesse. Ils clôturèrent et accaparèrent les terres des paysans pour en faire des fermes ou des pâturages exploités de façon capitaliste ou donnés à bail à de gros fermiers dont ils percevaient une rente capitaliste.

Certains étaient aussi maîtres manufacturiers ou négociants. Ils avaient donc les mêmes intérêts économiques que la bourgeoisie et désiraient aussi se soustraire aux charges féodales qu'ils devaient au roi. Cependant, la dynastie des Stuart fondée au début du XVII[e] siècle devait faire face à des dépenses croissantes pour renforcer la monarchie absolue ; elle adopta à l'intérieur une politique d'entrave au développement du commerce et de l'industrie qui se concrétisa par des augmentations d'impôts et par la monopolisation des articles de consommation courante. Elle vendait même des charges contre de l'argent et pressurait énormément le peuple. A l'étranger, elle fit des compromis et noua des alliances avec la maison royale d'Espagne qui régnait en despote, alors que l'Espagne était à l'époque le principal ennemi de l'Angleterre sur le plan du commerce maritime. Cela suscita un violent mécontentement de la bourgeoisie et de la nouvelle gentry. La bourgeoisie se composait de grands négociants, de financiers, d'entrepreneurs, de maîtres manufacturiers, d'armateurs, ainsi que de gros fermiers. Parmi eux, excepté les très grands négociants de l'entourage du roi qui avaient obtenu de la Couronne des pouvoirs spéciaux et des monopoles sur les marchandises de consommation courante, la plupart désiraient l'abolition du régime monarchique féodal, ainsi que l'établissement de la démocratie bourgeoise et la garantie du libre essor du commerce et de l'industrie. C'est pourquoi des contradictions aiguës apparurent dans les diverses options politiques adoptées par les Stuart qui visaient à renforcer le régime monarchique et les intérêts de la bourgeoisie dont la puissance économique s'accroissait chaque jour. La bourgeoisie cependant n'était pas aussi forte sur le plan politique et économique que la nouvelle gentry. Et dans sa lutte contre la dynastie royale féodale, elle forma une alliance avec la nouvelle gentry.

Avant la révolution, l'essentiel de la population était

encore constitué de paysans. La couche la plus répandue dans la paysannerie était celle des petits paysans indépendants. Le mouvement des enclosures leur porta un coup fatal et les évinça de la terre ; un grand nombre d'entre eux devinrent des employés agricoles ou des mendiants. Ils s'opposèrent vigoureusement aux enclosures et à l'exploitation féodale, et exigèrent que l'on protège le droit de propriété de la terre. Les Cotters et les employés agricoles réclamèrent quant à eux la restitution des communaux accaparés et la distribution de la terre. Durant un siècle, de la première moitié du XVI[e] siècle à la veille de la révolution, toutes les couches de la paysannerie organisèrent des révoltes incessantes pour obtenir la satisfaction de leurs revendications et elles lancèrent de dures attaques contre le féodalisme et le mouvement des enclosures. Par la suite, les paysans indépendants devinrent la force principale au sein de la révolution bourgeoise. Engels a indiqué que dans cette révolution, « *les classes moyennes des villes se lancèrent les premières dans le mouvement et la* yeomanry *des campagnes le fit triompher* » (1).

Avec le développement du capitalisme, un grand nombre de petits artisans firent faillite et devinrent ouvriers de manufactures, marins, portefaix, ouvriers des quais ou vagabonds sans travail. La vie d'un ouvrier était extrêmement dure ; son temps de travail atteignait en général 14 à 16 heures. C'est pour cela que les luttes populaires des couches inférieures et misérables des villes s'intensifiaient sans cesse et qu'éclataient parfois de grandes révoltes.

D'autre part, la dynastie Tudor fit tous ses efforts pour protéger les catholiques et persécuta les puritains qui avaient des penchants démocratiques, ce qui entraîna le mécontentement de toutes les couches du peuple.

---

(1) « Socialisme utopique et socialisme scientifique », Oeuvres choisies de Marx et Engels, tome 3, p. 108. Ed. du Progrès. Paris-Moscou.

L'ensemble de toutes ces forces révolutionnaires crûrent sans cesse et finirent par converger en 1640 ; elles formèrent un puissant courant révolutionnaire antiféodal. La révolution bourgeoise éclata, dirigée par la nouvelle gentry et la bourgeoisie, avec comme forces principales la paysannerie et les habitants pauvres des villes. Mais la classe dominante réactionnaire n'a pas quitté aussi facilement la scène de l'histoire, et la révolution connut un processus de restauration et de contre-restauration. Au cours des deux grandes guerres civiles de 1642 à 1646 et de 1646 à 1648, la dynastie féodale fut renversée et le roi Charles Ier exécuté. De 1649 à 1652, l'Angleterre devint une république sans roi dirigée par le Parlement. A partir de 1653, Cromwell, qui représentait les intérêts de la nouvelle gentry et de la bourgeoisie, instaura une domination despotique. En 1660, la dynastie féodale fut restaurée. Jusqu'en 1688, les partis bourgeois organisèrent un coup d'Etat, connu dans l'histoire anglaise sous le nom de « Révolution glorieuse » (Glorious revolution) qui consolida les résultats de la révolution bourgeoise. Ils établirent un pouvoir monarchique constitutionnel dominé par la coalition de la nouvelle gentry et de la bourgeoisie.

La victoire de la révolution bourgeoise anglaise marque le début de l'histoire moderne du monde. Elle abolit en Angleterre le régime monarchique féodal, institua la domination de la bourgeoisie, et proclama la naissance d'un nouveau système politico-social. Au cours de la révolution, le Parlement promulgua des décrets qui supprimèrent les servitudes féodales de la noblesse foncière vis-à-vis du Roi, confisquèrent et revendirent les terres du Roi ainsi que celles des royalistes et de l'Eglise, transformèrent le système de possession féodale de la terre en un système de propriété privée capitaliste moderne, ruinèrent ainsi les bases du régime monarchique féodal, et balayèrent tous les obstacles qui s'opposaient au nouveau développement des

rapports de production capitalistes. La révolution bourgeoise anglaise garda pourtant un caractère très conservateur. Après la révolution, la forme du pouvoir politique conserva la façade décrépite de la monarchie et la république bourgeoise ne fut pas établie. Sur le plan économique, les problèmes agraires de la paysannerie ne furent pas résolus ; le système de propriété de la terre des grands propriétaires fonciers fut au contraire renforcé et étendu ; les charges dues par les paysans aux propriétaires terriens furent conservées telles qu'elles existaient sous la féodalité. Une grande partie des terres confisquées au Roi, aux royalistes et à l'Eglise tombèrent aux mains de la bourgeoisie et de la nouvelle gentry.

Nouveaux développements des rapports de production capitalistes après la révolution

Après le triomphe de la révolution, l'exercice du pouvoir que la bourgeoisie et la nouvelle gentry avaient obtenu ouvrit la voie à un nouvel essor de l'économie capitaliste. En premier lieu elle accéléra l'expropriation des paysans. En raison du rapide accroissement du commerce et de l'industrie après la révolution, il y eut une recrudescence des besoins en céréales dans les villes, et le prix du blé amorça une hausse continue. Le mouvement d'enclosures connut alors un regain d'activité. Avant la révolution, le mouvement d'enclosures était considéré comme un acte de violence privé. Dès le XVIII[e] siècle, il devint par contre une action « légale » approuvée par un décret du Parlement. Mais escroquerie et violence restèrent la caractéristique de ces enclosures légales. Un grand nombre de paysans perdirent les communaux et les lopins de terre nécessaires à leur existence. Une grande partie des terrains clôturés fut concentrée entre les mains des gros propriétaires terriens

ou bien donnée à de gros fermiers. Marx écrivait qu'en Angleterre « *dans les dernières années du XVIIe siècle, la Yeomanry, classe de paysans indépendants, [...] dépassait encore en nombre l'état des fermiers* » (1) « *[...] Même les ouvriers agricoles étaient toujours co-possesseurs des terres communales. Vers 1750, la Yeomanry disparut et dans les dernières décennies du XVIIIe siècle, les derniers vestiges des biens communaux des paysans furent détruits* » (2).

Parmi les paysans expropriés, certains moururent de faim et de pauvreté, d'autres s'exilèrent dans les colonies ; les uns devinrent des petits tenanciers, avec une location précaire, les autres des employés agricoles des maîtres de ferme ; mais la plupart refluèrent vers les villes et devinrent ouvriers salariés ; ils constituèrent une armée industrielle de réserve. La production agricole de cette époque se développa en raison de la rapide croissance démographique des villes. Les conditions favorables que représentait l'exploitation de grandes fermes entraînèrent aussi un certain progrès dans les techniques agricoles. L'efficacité des labours augmenta, les surfaces arables s'étendirent, l'assolement quadriennal remplaça la jachère (3). Le perfectionnement des techniques agricoles et l'élévation de la production éliminèrent encore plus les petits propriétaires de terre et les petits tenanciers ; les grandes fermes capitalistes se développèrent rapidement.

Après s'être emparée du pouvoir la bourgeoisie acheva sa conquête sanguinaire de l'Irlande et adopta toute une

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 163. E.S.

(2) Idem, (*O.C.* de Marx et Engels, tome 23, p. 791 de l'édition chinoise).

(3) Assolement quadriennal : le sol est divisé en quatre parts ; chaque année il y a rotation des cultures : betterave, froment, trèfle, seigle.

Jachère : le sol est divisé en deux parties ; une partie est mise en repos par rotation chaque année.

série de mesures mercantilistes et expansionnistes. Afin de lutter pour l'hégémonie maritime, elle entreprit une série de guerres acharnées contre le Portugal, l'Espagne, la Hollande et la France. En 1650, l'Angleterre déclencha d'abord la guerre contre le Portugal qui tombait déjà en décadence. Elle fit du commerce avec les colonies appartenant au Portugal et acquit des tarifs préférentiels. En 1655, une expédition britannique s'empara d'une colonie espagnole des Indes occidentales, la Jamaïque, et y développa un système de plantations coloniales. De 1650 à 1663, l'Angleterre connut toute une série d'Actes de Navigation destinés à affaiblir le commerce de transport de la Hollande, à porter des coups à sa puissance maritime et à monopoliser les marchés coloniaux. Ils décidèrent que les commerçants étrangers ne pouvaient commercer avec les colonies anglaises sans avoir obtenu au préalable l'accord du gouvernement anglais, que les exportations de marchandises des colonies anglaises à destination de l'Angleterre devaient être transportées uniquement par bateaux anglais, que les exportations étrangères de marchandises à destination des colonies anglaises devaient au préalable transiter par l'Angleterre, et n'étaient autorisées à être réexportées qu'après s'être acquittées de certains droits. Les marchandises coloniales exportées vers l'Europe devaient aussi transiter par l'Angleterre pour être réexportées par la suite sur les marchés européens. La lutte de l'Angleterre contre la Hollande passa de la guerre économique à l'affrontement armé. A travers trois guerres, de 1652 à 1674, l'Angleterre força la Hollande à reconnaître ses Actes de Navigation, et lui arracha son emprise sur les colonies nord-américaines de la Nouvelle-Amsterdam. Puis, elle chassa les forces hollandaises de l'Inde.

Dès la fin du XVII[e] siècle, l'Angleterre lutta contre la France pour obtenir l'hégémonie dans les colonies de l'Inde, de l'Amérique du Nord, et des Indes occidentales. Des

contradictions très vives s'aiguisèrent entre elles sur la question du monopole de la capture des noirs africains et du pillage de l'or de l'Afrique occidentale. La guerre finit par éclater entre les deux pays ; ce fut la guerre de Sept Ans qui dura de 1757 à 1763. Grâce à sa puissance navale supérieure et à son industrie et son commerce développés, l'Angleterre fut victorieuse. Elle arracha à la France le Canada ainsi que tous les territoires qui lui étaient avoisinants, les Petites Antilles dans les Indes occidentales, et une partie de la Guinée en Afrique. La France se vit également écartée de l'Inde où elle ne contrôlait plus que cinq villes. La guerre de Sept Ans eut un rôle déterminant dans la conquête de l'Inde par l'Angleterre. Marx a indiqué : « *Les événements de la guerre de Sept Ans ont fait de la Compagnie des Indes orientales, qui était à l'origine une puissance commerciale, une puissance militaire et territoriale. Cette guerre a posé la première pierre de l'actuel Empire britannique en Orient* (1). »

Après la conquête militaire de l'Inde par la « Compagnie des Indes orientales », celle-ci se livra au grand jour à un violent pillage du pays. Elle vida les coffres des palais, lança des impôts sur la terre ainsi que de lourdes taxes, extorqua des tributs aux différents Etats, monopolisa le commerce du sel et de l'opium, etc. Elle fit de l'Inde la principale source d'accumulation primitive du capital de l'Angleterre. De 1757 à 1815, les richesses extorquées à l'Inde par la Compagnie des Indes orientales atteignirent près d'1 milliard de livres sterling. A la suite des spoliations cruelles et de l'exploitation sanguinaire que la Compagnie des Indes orientales exerça sur l'Inde, celle-ci se transforma en un pays pauvre, retardé et affamé. En 1770, 10 millions de personnes moururent au cours d'une

(1) « La Compagnie des Indes orientales, son histoire et ses résultats », (*O.C.* de Marx et Engels, tome 9, p. 168 de l'édition chinoise).

famine au Bengale, soit le tiers de la population de cette région. Même le gouverneur anglais de l'Inde fut forcé en 1789 d'avouer : « le tiers du territoire indien que couvre notre compagnie n'est maintenant plus qu'une terre sauvage habitée seulement par les animaux féroces ».

A partir du milieu du XVII[e] siècle, les commerçants et les nobles anglais se lancèrent eux aussi dans la traite des noirs qu'ils envoyaient en Amérique. Ils les vendaient aux propriétaires d'esclaves qui exploitaient des mines de métaux précieux ou qui géraient des plantations, et en retiraient d'énormes et sanglants profits. Dès le milieu du XVIII[e] siècle, l'Angleterre occupait le premier rang mondial de cet odieux commerce d'esclaves. En 1771, le nombre des bateaux anglais utilisés pour le trafic des esclaves atteignait 190 et pouvait transporter en un seul voyage 4 700 esclaves. De 1686 à 1780, l'Angleterre expatria 2,3 millions d'esclaves africains aux Etats-Unis. Le nombre d'Africains cruellement massacrés au cours des rafles ou des traversées s'élève à plusieurs fois ce chiffre. Liverpool était le centre commercial de la traite des esclaves de l'époque, et c'est du sang de millions d'Africains qu'il tira sa prospérité.

La guerre commerciale étrangère, la lutte pour les colonies et le commerce des esclaves, drainèrent vers l'Angleterre d'énormes richesses souillées de sang. Marx a indiqué : « *Le régime colonial donna un grand essor à la navigation et au commerce. ... Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'action redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient à la même partie pour y fonctionner comme capital* (1). »

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 196. E.S.

Pour pouvoir mener à bien la lutte pour l'obtention de colonies, le gouvernement bourgeois ne cessait de relever les taxes et les impôts et émettait des emprunts nationaux. Selon des estimations, dans les années 30 du XVIII[e] siècle, la moitié des revenus des travailleurs anglais était spoliée par le gouvernement sous forme d'impôts. La Banque d'Angleterre, fondée en 1694, joua un rôle très important dans l'émission de ces emprunts nationaux. Elle devint très vite le plus gros créancier du gouvernement. En augmentant les emprunts nationaux, la bourgeoisie a non seulement récolté chaque année de prodigieux bénéfices, mais elle a également spolié d'immenses richesses grâce à la spéculation sur les emprunts. C'est là un des principaux aspects de l'accumulation primitive du capital favorisé par un pouvoir d'Etat au service de la bourgeoisie.

Après la révolution bourgeoise, la manufacture connut un développement progressif proportionnel au renforcement de l'accumulation primitive. A cette époque, l'industrie lainière continuait d'occuper une place prédominante dans l'industrie anglaise et dans toute l'économie nationale. Aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, le cinquième au moins de la population anglaise vivait de l'industrie lainière ; les produits lainiers représentaient le tiers du total des exportations. Le nombre des grandes manufactures capitalistes réunies augmenta parallèlement. L'une des plus grosses fabriques de lainages possède en 1736, 600 métiers à tisser. A partir du XVIII[e] siècle, l'Angleterre qui était de tout temps exportatrice de laine fut confrontée à une pénurie de ce produit et forcée d'en importer.

La manufacture connut un nouvel essor dans la métallurgie, le travail des métaux, la fabrication du sel, les boissons, le tissage de la soie, et celui du coton. Les techniques de production enregistrèrent une très grande élévation. Au milieu du XVIII[e] siècle, on dénombrait déjà dans le travail des métaux plus de 500 catégories différentes de

marteaux. La division du travail à l'intérieur des manufactures était très développée, ce qui non seulement améliora la productivité du travail, mais créa également les conditions techniques nécessaires à l'apparition de la grande industrie mécanisée.

D'autre part, en raison du développement continu des colonies, le commerce extérieur de l'Angleterre sextupla au cours du XVIII[e] siècle. Londres devint le centre de l'économie mondiale.

2. LA REVOLUTION INDUSTRIELLE. L'ANGLETERRE DEVIENT « L'ATELIER DU MONDE » ET LE PLUS IMPORTANT PAYS COLONIAL.

Antécédents historiques et processus de développement de la révolution industrielle

Vers 1860-1870, les tendances au passage de la production manuelle à la production mécanisée commencèrent à apparaître successivement dans l'ensemble des principaux secteurs de l'industrie anglaise. Le développement du capitalisme anglais entra dans la période de révolution industrielle.

Pendant un siècle, du triomphe de la révolution bourgeoise jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle, l'économie capitaliste anglaise connut de profondes transformations. L'établissement du pouvoir bourgeois créa des conditions politiques favorables à l'essor rapide de l'économie capitaliste. Le renforcement du mouvement des enclosures réalisa l'éviction complète de la paysannerie, et offrit une main-d'œuvre et un marché intérieur suffisants pour le dévelop-

pement de la grande industrie capitaliste. Par ses victoires successives sur le Portugal, l'Espagne, la Hollande et la France, l'Angleterre élimina ses rivaux, conquit l'hégémonie maritime et occupa le centre de l'économie mondiale. Grâce à des procédés violents et sournois tels que le pillage de grande envergure des colonies et la traite des esclaves, elle accumula les capitaux nécessaires au développement de la grande industrie capitaliste. Le formidable essor de la manufacture prépara la base technique matérielle nécessaire au passage à la grande production mécanisée. Tout cela explique que c'est en Angleterre que la révolution industrielle soit apparue pour la première fois dans l'histoire. En raison de l'élargissement des marchés intérieur et extérieur, la production des manufactures n'était plus à même de satisfaire les besoins sans cesse croissants des marchés, ni l'ambition de la bourgeoisie en quête de nouveaux profits. La manufacture était une entreprise capitaliste fondée sur le travail manuel, et ne pouvait donc pas mener la production sur une vaste échelle, ni éliminer complètement les petits producteurs individuels qui la concurrençaient dans sa propre branche. Cette situation poussa la bourgeoisie à rechercher des améliorations dans les techniques de production, afin de remplacer la production manuelle par la production mécanisée.

A cette époque, c'est dans l'industrie cotonnière que la nécessité d'innovations techniques se faisait le plus ressentir. A la différence de l'industrie lainière très ancienne et qui occupait une position prédominante sur les marchés mondiaux, l'industrie cotonnière était une de ces branches industrielles en pleine ascension apparues vers la fin du XVII[e] siècle. Elle était considérée à l'intérieur du pays comme le plus dangereux concurrent de l'industrie lainière. Elle était en butte à toutes sortes d'entraves et d'attaques, et faisait également l'objet d'une concurrence acharnée de la part des tissés de coton indiens d'excellente qualité. D'un

autre côté, étant donné que le filage et le tissage du coton étaient une branche industrielle récente, les contraintes dues aux vieilles traditions n'avaient pas prise et il était relativement aisé de procéder à des innovations techniques. En 1733, un horloger du Lancashire, John Wyatt, inventa une machine à filer et doubla l'efficacité du filage. Après l'utilisation de la machine à filer, un grave déséquilibre se produisit entre la fabrication du fil et le tissage ; il y avait de longues périodes de pénurie de fil de coton. En 1765, le tisserand et menuisier James Hargreaves inventa la mule-jenny (1), une machine à filer fonctionnant à la main et possédant 16 ou 18 broches ; cette contradiction fut alors pour l'essentiel résolue. La mule-Jenny fut le modèle de transformation de l'outil manuel en machine. Engels a indiqué : « *La mule-jenny avait permis la production à bon marché de coton et l'élargissement du marché qui s'en était suivi avait donné le premier coup de pouce à l'industrie* (2). »

En 1769, un barbier, Richard Arkwright, vola la découverte du menuisier Hayes et fabriqua un métier à filer le coton fonctionnant à la force hydraulique. L'utilisation de cette découverte fit baisser considérablement le prix de revient du fil de coton et entraîna l'élimination graduelle d'un grand nombre de fileurs. Les machines hydrauliques étaient de grandes dimensions ; il fallait les placer là où se trouvait la force hydraulique et construire des usines qui puissent concentrer toute la production ; cela posa les fondements du régime de la fabrique. En 1771, Arkwright fut le premier à installer une usine de filature à Cromford. De 1774 à 1779, un ouvrier Samuel Crampton, mit au point sa machine à filer qui combinait les qualités de la

(1) Du nom de la fille de Hargreaves.

(2) Engels, « La situation en Angleterre au XVIII[e] siècle », (*O.C.* de Marx et Engels, tome 1, p. 668 de l'édition chinoise).

jenny et des machines hydrauliques, et qui pouvait élaborer un fil de coton fin et solide. Par la suite, grâce aux innovations d'autres personnes, des machines à filer le coton automatiques mues par la force hydraulique et pouvant supporter 300 à 400 broches furent fabriquées. Dès lors, le filage du coton à domicile ou dispersé à la campagne disparut. De plus en plus d'entreprises concentrèrent leur production en un seul endroit.

La découverte et les perfectionnements des machines à filer le coton apportèrent des innovations dans le tissage. En 1786, un pasteur, le Docteur Cartwright, inventa avec l'aide d'un menuisier et d'un forgeron un métier à tisser mécanique fonctionnant avec la force hydraulique et qui fut capable par la suite, grâce à des innovations apportées par d'autres personnes, de tisser l'équivalent de ce que faisaient quarante tisserands travaillant manuellement. En 1791, la première fabrique utilisant le métier à tisser de Cartwright fut installée. Il fallut attendre toutefois le début du XIXe siècle, et quelques améliorations, pour que son utilisation soit généralisée.

Les machines étant mues hydrauliquement, la création de fabriques restait toujours limitée par les conditions géographiques. En 1769, James Watt, constructeur à l'université de Glasgow, étudia et mit au point une machine à vapeur à mouvement simple, sur la base de la machine atmosphérique construite au début du XVIIIe siècle par Newcomen. En 1782, il construisit une nouvelle machine à mouvement complexe. En 1785, les filatures de coton commencèrent à employer la vapeur comme force motrice. Par la suite, elle fut aussi utilisée dans les usines de tissage du coton. Avec l'accroissement de l'utilisation des machines à vapeur, le système de fabrique se généralisa rapidement. Engels indiquait : « *La division du travail, l'utilisation de la force hydraulique et surtout de la force de la vapeur, le machinisme : voilà les trois grands leviers par*

lesquels l'industrie depuis le milieu du siècle passé, s'emploie à soulever le monde de ses assises (1). »

A la suite de la mécanisation de l'industrie cotonnière et de l'utilisation de la machine à vapeur, différentes machines virent successivement le jour dans la filature du coton : machines à laver, à peigner, à blanchir, à teindre, etc. Elles formèrent un ensemble de machines à division du travail complexe. Peu à peu, la dimension des fabriques augmenta et l'industrie cotonnière connut un essor rapide. En 1780, le volume de la consommation de coton était seulement de 5,5 millions de livres ; il atteignit 318 millions de livres en 1835. Cette même année, les filatures comptaient 90 000 broches, les métiers à tisser étaient au nombre de 110 000 ; 237 000 ouvriers travaillaient dans cette branche. Vers 1840, le processus de remplacement du tissage à la main par le tissage mécanique était pratiquement achevé.

Entraînés et stimulés par l'industrie cotonnière, le filage de la laine, du lin, de la soie, ainsi que d'autres secteurs de l'industrie légère comme la fabrication du papier ou l'imprimerie, passèrent graduellement du stade de la manufacture à celui de la grande industrie mécanisée. La découverte et la large utilisation de machines dans les secteurs de l'industrie légère entraînèrent des innovations techniques dans l'industrie lourde et l'industrie des transports.

L'industrie du fer était une des plus anciennes branches industrielles d'Angleterre. Avant le milieu du XVIII[e] siècle, on utilisait le charbon de bois comme combustible pour fondre le fer. Mais il y avait de moins en moins de forêts, aussi la production de fer était-elle en baisse. Il fallait importer le charbon en grande quantité de Suisse,

(1) Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 56. E.S.

d'Allemagne ou de Russie. Au début du XVIII[e] siècle, après de nombreuses expériences et améliorations effectuées au cours de deux générations, Abraham Darby et son fils découvrirent en 1735 une meilleure méthode pour la fusion du minerai de fer en utilisant un mélange de chaux vive et de coke. Dans les années 60, après avoir été équipée d'un puissant système de soufflerie, cette technique avantageuse éclipsa la fonte du fer par charbon de bois, et fut bientôt largement adoptée. On utilisa pour la première fois en 1790 une soufflerie par pression à vapeur, qui diminua considérablement la consommation de combustible. En 1783-1784, sur la base des tâtonnements de ses prédécesseurs, et après de nombreuses expériences, l'ingénieur Cort élimina le carbone et les impuretés de la fonte en utilisant la technique du puddlage (1), améliora l'affinage du fer et éleva considérablement l'efficacité du laminage du fer. Ces innovations dans la technique métallurgique apparurent presque à la même époque que l'invention du métier à tisser et de la machine à vapeur ; mais c'est la large utilisation de ces dernières qui permit la vulgarisation généralisée des nouvelles techniques métallurgiques, ainsi que le rapide essor de la métallurgie. En 1740, l'Angleterre produisait seulement 17 000 tonnes de fonte ; mais à la fin du XVIII[e] siècle, de pays importateur elle devint un pays exportateur de fonte et sa production atteignit, en 1835, 1,02 million de tonnes.

L'utilisation généralisée de la machine à vapeur et le développement de l'industrie du fer entraînèrent aussi des innovations techniques dans l'extraction du charbon. Dès le début du XIX[e] siècle, les pompes à vapeur furent couramment utilisées dans les puits de mines. De nouvelles techniques apparurent aussi successivement comme la ha-

(1) Puddlage : oxydation de la fonte liquide par brassage avec une scorie ferrugineuse (N.d.T.).

veuse à vapeur, la lampe de sécurité, et les instruments de halage pour remplacer le portage à dos d'homme. En 1835, le volume de la production de charbon augmenta rapidement pour atteindre 30 millions de tonnes ; l'Angleterre devint le premier producteur européen de houille.

Au début de la révolution industrielle, les machines étaient construites à la main et, de plus, la majorité d'entre elles était en bois. A la fin du XVIII[e] siècle, des marteaux-pilon et des tours simples mus à la vapeur commencèrent à être employés pour les fabrications de pièces métalliques. Au début du XIX[e] siècle, les équipements de forges et de lamineries ainsi que des machines-outils pour le travail des métaux, furent tour à tour inventés, et l'on commença progressivement à employer des machines pour fabriquer d'autres machines. Vers 1830, l'industrie de fabrication des machines connaissait déjà une certaine ampleur, et bon nombre d'entre elles étaient exportées à l'étranger.

Pour s'adapter aux besoins croissants des transports de marchandises et en particulier des transports de charbon, on accéléra le percement de canaux dans les années 60 du XVIII[e] siècle. En 1830, un réseau de transport par voies d'eau couvrait le pays entier. En 1807, l'américain Fulton construisit le premier bateau à vapeur. Après la fabrication en Angleterre d'un modèle analogue, ils commencèrent à être largement utilisés dans le commerce fluvial intérieur et le cabotage. En 1838, deux navires à aubes réussirent la traversée de l'océan Atlantique et ouvrirent ainsi une nouvelle ère à l'industrie anglaise des transports maritimes. En 1814, le fils d'un mineur, Georges Stephenson, inventa la locomotive. En 1825, la première voie ferrée reliant Stockton à Darlington fut construite, qui ouvrit l'ère du chemin de fer pour les transports terrestres. Dès 1840, l'essentiel du réseau ferré anglais était pratiquement construit.

Commencée vers 1760, la révolution industrielle était quasiment achevée à la fin des années 30 du XIX[e] siècle ; elle avait duré 70 à 80 ans. La fin de la révolution industrielle confirmait la transformation de l'Angleterre dans laquelle pour la première fois dans l'histoire, la grande industrie mécanisée prenait le pas sur la manufacture. Le système capitaliste avait entièrement triomphé en Angleterre.

Transformation de l'Angleterre en « atelier du monde »

La révolution industrielle amena de profondes transformations dans la physionomie sociale, politique et économique de l'Angleterre.

Cela s'est traduit, tout d'abord, par un développement étonnant des forces productives sociales ; la grande industrie mécanisée s'assura la supériorité absolue dans la production. L'Angleterre mit sur pied de puissantes industries, comme les industries du textile, de la métallurgie, du charbon, ainsi que celle de la fabrication de machines, et devint le pays industriel capitaliste le plus avancé du monde. La grande production mécanisée éleva énormément la productivité du travail. De 1770 à 1840, la productivité journalière du travail de chaque ouvrier anglais s'éleva en moyenne de 20 fois. La dispersion régionale des forces productives se transforma sensiblement en se déplaçant du sud-ouest vers le nord. De nouveaux centres industriels apparurent dans le Lancashire et en Ecosse. On enregistra un exode important des populations campagnardes vers les villes. Manchester, le centre de l'industrie cotonnière, qui comptait 10 000 habitants en 1770, en avait 353 000 en 1841. La population anglaise qui était de 7,7 millions environ en 1750, passa brutalement à 27,5 millions en 1850, dont la moitié était composée de citadins.

La révolution industrielle permit au régime de fabrique de tenir une place prépondérante dans l'industrie anglaise. Ce fut non seulement une révolution technique, mais également une révolution de l'ensemble du mode de production. Marx a indiqué : « *Les machines ne sont qu'une force productive. L'atelier moderne, qui repose sur l'application des machines, est un rapport social de production* (1). »

D'après des documents de 1841, le pourcentage des ouvriers de fabrique s'élevait à 68,7 % dans l'industrie cotonnière, à 50 % dans l'industrie lainière, et à 40 % dans l'industrie de la soie. Si l'on songe que la productivité des ouvriers de fabrique employant des machines était de plusieurs fois, et même de plusieurs dizaines de fois supérieure à celle des ouvriers de l'artisanat, la supériorité de la production en fabrique apparaît encore plus évidente. Le régime de fabrique transforma totalement la situation des ouvriers. A l'ère de la manufacture, les ouvriers des manufactures conservaient encore des liens étroits avec la campagne ; certains d'entre eux, qui possédaient un outillage rudimentaire, pouvaient devenir de petits producteurs. Mais le régime de fabrique de production mécanisée coupa tous les liens entre les ouvriers et la campagne ; dans les villes, les ouvriers devinrent des esclaves salariés forcés de vendre leur force de travail pour vivre. Le machinisme transforma l'ouvrier en accessoire de la machine. Avec le machinisme, les ouvriers qualifiés des anciennes manufactures qui occupaient une place assez élevée dans la production grâce à leur habileté furent transformés comme tous les autres ouvriers en accessoires de la machine. L'établissement du régime de fabrique amena par conséquent un renforcement et un développement du système du salariat capitaliste dans l'industrie, et forma un prolétariat moder-

(1) Marx, « Misère de la philosophie », pp. 140-141. E.S.

ne. La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie s'intensifia de plus en plus.

La révolution industrielle entraîna aussi un nouvel essor du capitalisme à la campagne, ainsi qu'une liaison approfondie entre le système de propriété de la terre des grands propriétaires terriens et l'exploitation de grandes fermes capitalistes. Après le déclenchement de la révolution industrielle, la population des villes augmenta rapidement, et ses besoins en céréales augmentèrent d'autant. Ancien pays exportateur de céréales, l'Angleterre dut se résoudre à en importer et leur prix augmenta sans cesse. En pleine révolution industrielle, de la fin du XVIII[e] siècle au début du XIX[e] une vague d'enclosures et d'accaparements des communaux réapparut et balaya définitivement des domaines les petits paysans indépendants, cotters et petits tenanciers survivants. Ainsi, le système de propriété de la terre des grands propriétaires terriens et la superficie des grandes fermes se trouvaient une nouvelle fois étendus. Le capitalisme remporta une victoire complète dans l'agriculture. A cette époque, dans la campagne anglaise, trois classes fondamentales se distinguaient déjà nettement : les propriétaires fonciers, les grands fermiers, et les ouvriers agricoles. En 1851, les salariés agricoles anglais étaient déjà au nombre de 1,44 million.

L'extraordinaire réussite de la révolution industrielle transforma en « atelier du monde » l'Angleterre qui obtint le monopole de l'industrie et du commerce mondial. En 1850, l'Angleterre occupait 39 % de la production industrielle globale du monde, et 21 % de la valeur totale du commerce mondial. Elle devint le fournisseur principal de tous les pays du globe en produits manufacturés. Elle fournissait non seulement des articles industriels de consommation, mais aussi des instruments de production industriels. Dans la première moitié du XIX[e] siècle, ses exportations de charbon, de fer, et de machines augmentè-

rent sans cesse. Les révolutions industrielles des pays d'Europe et des Etats-Unis, qui débutèrent les unes après les autres à cette époque, ont toutes plus ou moins dépendu des importations de techniques et d'équipements d'Angleterre. Par ailleurs beaucoup de pays devinrent à des titres divers des fournisseurs en matières premières de l'Angleterre.

Au travers de la révolution industrielle, le développement industriel anglais reposa de plus en plus sur l'élargissement des marchés étrangers. Au milieu du XIXe siècle, plus de la moitié des produits industriels devaient être écoulés sur les marchés étrangers, alors que la plus grande part des matières premières et des céréales consommées dans le pays devait être fournie par l'étranger. Dans ces circonstances, la politique de protectionnisme douanier pratiquée pendant une longue période devint un obstacle au développement industriel ainsi qu'à l'expansionnisme de l'Angleterre. Au début du XIXe siècle par conséquent, la bourgeoisie industrielle anglaise se lança dans une lutte violente contre la noblesse terrienne, l'aristocratie financière, et les grands négociants monopolisateurs, pour obtenir la suppression de la politique protectionniste, et son remplacement par une politque de libre-échange ; elle finit par l'emporter.

En 1813, le Parlement abolit le droit de monopole de la Compagnie des Indes orientales, sur le commerce indien. Au cours des années 20, l'Angleterre signa avec les principaux pays des accords douaniers de réciprocité, abaissa les taxes d'importation des matières premières et des produits industriels, leva l'interdiction d'importer des soieries et supprima toutes les restrictions d'exportation (y compris des machines). Dans les années 40, elle supprima aussi les taxes à l'importation de plusieurs centaines d'articles et baissa celles d'un millier de produits. La suppres-

sion, en 1846, des lois sur les grains (1) revêtit une signification toute particulière ; elle portait directement préjudice aux intérêts de la bourgeoisie industrielle. Par la suite, les Actes de Navigation qui avaient été maintenus pendant deux siècles furent également annulés. Dès lors, l'Angleterre devint un pays libre-échangiste.

La politique de libre-échange fut une politique d'expansion économique à l'étranger dès que l'industrie anglaise eut emporté une position de monopole mondial. Cette politique facilita grandement l'essor de l'industrie anglaise au cours des années 50 et 60. Marx a écrit : « *Qu'est-ce donc que le commerce libre dans l'Etat actuel de la société ? C'est la liberté du capital. Si vous abattez les barrières qui restreignent encore le libre développement du capital, vous ne donnerez que libre cours à son activité* (2). »

L'achèvement de la révolution industrielle, la généralisation des machines, la baisse continue du prix des marchandises, la mise en application complète de la politique libre-échangiste, renforcèrent considérablement la compétitivité de l'Angleterre vis-à-vis de l'étranger. En raison de la poussée active fournie après 1850 par le vaste élan de

---

(1) Les lois sur les grains répondirent à une politique de protectionnisme agricole ; elles avaient été promulguées par la classe des grands propriétaires terriens anglais au Parlement pour élever leurs propres recettes sur la terre et s'opposer à la concurrence des produits agricoles étrangers. Les lois stipulaient que le blé pouvait être importé si le prix du quater dépassait un certain seuil. De 1773 à 1815, le Parlement éleva à de nombreuses reprises la limite du prix autorisé à l'importation, et haussa artificiellement le prix du grain. Cela rendit difficile aux maîtres de fabrique de baisser les salaires et de gagner des profits plus élevés. Dans la première moitié du XIXe siècle, la bourgeoisie industrielle fit un énorme travail d'agitation et de propagande pour obtenir la suppression des lois sur les grains, et mena une lutte de longue haleine contre la noblesse foncière.

(2) « Discours sur le commerce libre » (*O.C.* de Marx et Engels, tome 4, p. 456 de l'édition chinoise).

constructions ferroviaires à l'intérieur du pays, ainsi que par la révolution industrielle dans tous les pays du continent européen, l'Angleterre devint l'entrepreneur de construction de voies ferrées et le fournisseur de charbon, de fer, d'installations mécaniques et de matériel roulant du monde entier. Cela provoqua un nouvel essor du commerce extérieur et de la production industrielle anglaise au cours des années 50 et 60. Engels a indiqué : « *Les résultats considérables obtenus grâce à la vapeur et aux machines furent réduits à néant en comparaison du puissant essor que connut la production de 1850 à 1870, des chiffres confondants qu'atteignirent l'exportation et l'importation, l'amoncellement des richesses entre les mains des capitalistes et la concentration de force de travail humain réalisé dans les villes géantes* (1). »

De 1850 à 1870, par exemple, la production globale de charbon passa de 49,8 millions à 112 millions de tonnes ; la production globale de fonte s'éleva de 2,24 millions à 6,1 millions de tonnes, et le volume de la consommation de coton s'accrut de 590 millions à 1,8 milliard de balles. En 1870, le volume de production d'acier atteignit 220 000 tonnes. En outre, les techniques industrielles de cette époque enregistrèrent de grands progrès. De nombreux hauts-fourneaux de 80 pieds de haut produisant chaque jour entre 450 et 550 tonnes de fonte furent construits ; des procédés de production de fer, Bessmer (1856), et Siemens-Martin (1867), furent successivement mis au point. Dans le domaine des constructions navales, les bateaux à moteur supplantèrent de plus en plus les bateaux à voile, et prirent bientôt la première place.

Le boom industriel anglais de 1850-1870 correspondit à l'essor violent des industries américaines et allemandes en

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 394. E.S.

pleine ascension. Cependant, jusqu'aux années 70, l'Angleterre conserva une place prédominante dans la production industrielle et le commerce mondial. En 1870, la part qu'elle occupait dans la production industrielle mondiale était de 32 % ; elle avait baissé par rapport au passé, mais un certain nombre de ses productions industrielles de premier plan gardaient une position de monopole. En 1870, le volume de la production anglaise de charbon et de fer, ainsi que sa consommation de coton, représentait chacun environ la moitié du chiffre mondial. La part de l'Angleterre dans le montant global du commerce mondial s'élevait à 25 %, ce qui correspondait à peu près à la somme de celles de la France, de l'Allemagne, et des Etats-Unis. Le tonnage de sa flotte commerciale, la plus importante du monde, dépassait celui de la Hollande, de la France, des Etats-Unis, de l'Allemagne, et de la Russie réunis. Par son puissant commerce maritime, l'Angleterre s'assurait des matières premières à bas prix, contrôlait les échanges commerciaux d'autres pays, et obtenait d'énormes « recettes » échappant à tout contrôle. Londres devint le centre financier international ; tous les emprunts nationaux et les actions des entreprises de chaque pays y aboutissaient pour y être achetés. De plus, l'Angleterre exportait une grande masse de capitaux vers l'ensemble des pays européens et vers les colonies ; en 1870, ils s'élevaient déjà à 1,4 milliard de livres. A cette époque, la puissance économique de l'Angleterre vivait son ère de prospérité ; elle dépassa de loin les autres pays capitalistes.

Aggravation des contradictions capitalistes et exacerbation de la lutte de classes

L'établissement et le développement de la grande industrie mécanisée accentuèrent la contradiction fondamentale, inhérente au capitalisme, entre la socialisation de la

production et la propriété privée capitaliste, rendant inévitables les crises cycliques de surproduction.

La première crise cyclique de surproduction en Angleterre se produisit en 1825. Causée par la révolution industrielle, elle fut la conséquence inévitable de l'accroissement aveugle de la production et de l'extrême paupérisation des masses laborieuses. La crise se traduisit par une chute brutale de la production une flambée des prix, la faillite d'un grand nombre d'usines et de banques et le chômage d'une grande masse d'ouvriers. Après cette crise, il s'en produisit une toutes les dix années environ en Angleterre. Même les années 50 et 60 de boom économique furent entrecoupées de deux crises cycliques en 1857 et en 1866. Chaque crise entraîna une détérioration accrue des conditions de vie de la classe ouvrière. Aussi la révolution industrielle suscita-t-elle un violent développement de l'économie capitaliste, et entraîna-t-elle à l'intérieur de celle-ci une exacerbation croissante des contradictions de classes.

A la suite de la révolution industrielle, de profonds changements intervinrent dans la structure des classes sociales. Par la réforme du Parlement en 1831 (1) et l'abrogation de la loi sur les grains en 1846, la bourgeoisie industrielle triompha de la noblesse foncière et établit sa domination dans la vie politique et économique. Dans le même temps, le prolétariat industriel fit son apparition et se

(1) En 1831, le Parlement anglais adopta, sous la pression des luttes de masse et de la bourgeoisie industrielle, une loi antiradicale qui réformait les élections parlementaires. Elle retirait les sièges des représentants de « circonscriptions déchues » ou en diminuait le nombre, et les accordait à des villes industrielles en pleine expansion ; elle abaissait le cens électoral, et dans les villes, par exemple, il fallut payer plus de 10 livres de loyer par an ou bien avoir des locataires payant plus de 10 livres par an pour avoir qualité d'électeur. Cette loi permit à la bourgeoisie industrielle d'obtenir davantage de délégués à la Chambre des Communes.

renforça. La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie devint la contradiction principale à l'intérieur du pays.

Engels indiqua : « *L'histoire de la classe ouvrière en Angleterre commence dans la seconde moitié du siècle passé, avec l'invention de la machine à vapeur et des machines destinées au travail du coton* (1). »

Non seulement la grande industrie mécanisée assujettit davantage les artisans de la période manufacturière au capital, mais elle ruina, de plus, une grande masse d'artisans indépendants qui rejoignirent les rangs de la classe ouvrière. Après l'adoption du métier à tisser à vapeur en Angleterre, 800 000 tisseurs manuels firent faillite ; ils n'eurent pas d'autre alternative que de mourir de faim ou d'entrer dans l'armée industrielle de réserve et devenir en définitive les esclaves salariés des capitalistes. Les machines étaient des instruments onéreux ; seul un capitaliste ayant de gros moyens pouvait en posséder ; ainsi le fossé s'élargit entre capitalistes et ouvriers, et dans la société deux classes fondamentales opposées virent le jour, la bourgeoisie et le prolétariat.

La grande production mécanisée créa une classe ouvrière moderne et la poussa dans les abîmes de la misère et des souffrances. K. Marx, dans « Le capital », et F. Engels, dans « La situation des classes laborieuses en Angleterre », dénoncèrent cet état de fait et en firent une analyse pénétrante.

La grande production mécanisée amena un grand nombre de femmes et d'enfants sur les marchés du travail. En 1839, sur 420 000 ouvriers des usines textiles, on comptait 240 000 femmes et 190 000 enfants et jeunes travailleurs de moins de 18 ans. Le régime de fabrique causa

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 35. E.S.

d'effroyables souffrances aux femmes et aux enfants. Toute demande de congé faisait l'objet d'une retenue sur salaire ou entraînait le renvoi ; aussi les mères étaient-elles contraintes de se faire avorter ou d'accoucher près de leur machine. Elles empoisonnaient leurs nourrissons avec des boissons d'opium ou des soporifiques. Une fois leur mère au travail, les enfants n'étaient pas surveillés et étaient exposés à mille accidents mortels. A 6 ou 7 ans, les enfants des ouvriers commençaient à travailler ; vers les années 40, malgré la législation des fabriques (Factory Act). Engels notait que, le plus souvent, « *à neuf ans on l'envoie à l'usine, il y travaille journellement six heures et demie (jadis huit heures et auparavant de douze à quatorze heures, voire seize heures) jusqu'à l'âge de treize ans ; à partir de ce moment jusqu'à dix-huit ans, il travaille douze heures* (1). » Dans les secteurs industriels non réglementés par la législation de fabriques, l'oppression exercée sur la main-d'œuvre enfantine ne connaissait pas de limites. Dans le domaine de la dentelle par exemple, d'après une publication de l'époque, « *vers 2, 3 et 4 heures du matin, des enfants de 9 à 10 ans sont arrachés de leurs lits malpropres et forcés à travailler pour leur simple subsistance jusqu'à 10, 11 et 12 heures de la nuit. La maigreur les réduit à l'état de squelettes, leur taille se rabougrit, les traits de leur visage s'effacent et tout leur être se raidit dans une torpeur telle que l'aspect seul en donne le frisson* » (2). Le travail interminable et accablant amenait chez les enfants des malformations physiques, un appauvrissement des facultés intellectuelles, et une dégradation morale. Marx écrivait que l'industrie anglaise, « *semblable*

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 199. E.S.

(2) « Le Capital », Livre I, tome 1, p. 239. E.S.

au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, par-dessus le marché » (1).

Pour obtenir le maximum de profits, les capitalistes augmentèrent par mille et un procédés la rapidité des machines, et accrurent l'intensité du travail des ouvriers. Dans le but de rentabiliser au maximum les machines et de les faire tourner au maximum de leurs capacités ; ils rallongèrent au maximum le temps de travail des ouvriers. Dans la première moitié du XIXe siècle, un ouvrier travaillait couramment de 16 à 18 heures par jour. Par la suite, lorsque la durée de travail journalier fut limitée par la législation de fabrique, les capitalistes opérèrent de « *petits vols [...] sur le temps des repas et les instants de délassement des travailleurs* » (2) ; ils tirèrent des profits supplémentaires grâce au travail excessif dépassant la durée légale qu'ils imposaient. Le labeur harassant entraîna une nette diminution des années d'activité des ouvriers. A 40 ans, l'ouvrier était devenu un « vieillard » incapable de continuer à travailler.

L'utilisation des machines chassa massivement les petits producteurs dans les rangs du prolétariat et la main-d'œuvre absorbée par les usines diminuait relativement ; il se forma ainsi une armée permanente de chômeurs. Le chômage massif, ainsi que l'utilisation d'une main-d'œuvre féminine et enfantine à bon marché entraînèrent une baisse continuelle du salaire des ouvriers. Le salaire moyen hebdomadaire d'un tisserand anglais en 1810 était de 42 shillings 6 pence ; il était tombé en 1821 à 32 shillings, et en 1825, à l'époque de la crise, il était encore descendu à 25 shillings 6 pence. On peut avoir une vue partielle de l'état misérable dans lequel vivait la classe ouvrière anglai-

(1) « Adresse inaugurale de l'association internationale des travailleurs », Œuvres choisies de Marx et Engels, tome 2, p. 11. Ed. du Progrès. Paris/Moscou.

(2) « Le Capital », Livre I, tome 1, p. 238. E.S.

se dans cette description du plus gros quartier industriel de Londres donnée par un pasteur en 1844. « *Elle [la paroisse] compte 1 400 maisons habitées par 2 795 familles soit environ 12 000 personnes. L'espace où habite cette importante population n'atteint pas 400 yards (1 200 pieds) carrés, et dans un tel entassement il n'est pas rare de trouver un homme, sa femme, 4 ou 5 enfants et parfois aussi le grand-père et la grand-mère dans une seule chambre de 10 à 12 pieds carrés, où ils travaillent, mangent et dorment. [...] Et si nous voulons connaître personnellement les souffrances de ces malheureux, si nous les observons en train de prendre leur maigre repas et les voyons courbés par la maladie et le chômage, nous découvrirons alors une somme énorme de détresse et de misère. [...] Pas un seul père de famille sur dix dans tout le voisinage qui ait d'autres vêtements que son bleu de travail, et celui-ci est aussi mauvais et aussi déguenillé que possible ; beaucoup même n'ont pas pour la nuit d'autres couvertures que ces guenilles et pour lit n'ont qu'un sac rempli de paille et de copeaux* (1). » Voilà ce que la révolution industrielle capitaliste apporta aux ouvriers anglais !

Même pendant les années 50-60, durant la période de boom industriel, la situation de la classe ouvrière anglaise ne connut aucune amélioration. Voici comment Engels décrivait les ouvriers de cette époque : « *Leur degré de misère et d'insécurité est tout aussi bas aujourd'hui, sinon pire, que jamais. Les quartiers est de Londres sont un marais stagnant de misère, de désespoir et de famine, qui ne cesse de s'étendre — lorsque les hommes ne travaillent pas —, d'avilissement moral et physique — lorsque les hommes travaillent. Et il en va de même dans toutes les*

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », pp. 65-66. E.S.

autres grandes villes, la minorité privilégiée des ouvriers exceptée... (1) . »

C'est ainsi que s'est constitué le monopole mondial de l'industrie anglaise, sur le sang, la sueur et les cadavres des ouvriers anglais !

Mais là où il y a exploitation, il y a résistance. La classe ouvrière anglaise combattit très tôt et sans relâche le système capitaliste. Et la révolution industrielle marqua précisément le début du mouvement ouvrier moderne. Engels l'a indiqué : « *La classe ouvrière ne commença à s'opposer à la bourgeoisie que lorsqu'elle résista violemment à l'introduction des machines, comme ce fut le cas tout au début du mouvement industriel* (2). » En 1779, une foule de 80 000 ouvriers participèrent au mouvement de destruction des machines dans le comté de Lancashire. Durant les quinze premières années du XIX[e] siècle, le mouvement des Luddites se propagea dans toutes les régions industrielles du pays. Il s'agissait d'une lutte des ouvriers pour résister à l'utilisation des machines. Le caractère de cette lutte montre qu'à cette époque, la classe ouvrière ne connaissait pas encore précisément la source véritable de son malheur. Finalement, la bourgeoisie réprima la résistance de la classe ouvrière en mobilisant l'armée qui massacra les ouvriers et en publiant un décret selon lequel tous ceux qui détruiraient des machines seraient immédiatement condamnés à mort. Par la suite, le Parlement adopta une série de décrets réactionnaires interdisant les grèves et les associations ouvrières.

Au cours des 20 dernières années du XIX[e] siècle, à la suite de l'accroissement de ses rangs et de l'élévation de

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 395. E.S.

(2) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 269. E.S.

sa conscience de classe, la classe ouvrière engagea la lutte pour l'obtention des droits démocratiques. Sous leur pression, le Parlement fut contraint d'annuler en 1824 le décret interdisant les associations ouvrières. Les organisations syndicales « trade-unions » se développèrent rapidement et organisèrent des grèves exemplaires durant la crise de 1825. En 1835, des ouvriers avancés et des groupes d'artisans ayant à leur tête le menuisier William Lovett, fondèrent l'Association londonienne des Travailleurs, et rédigèrent la « Charte du peuple » ; ils exigèrent entre autres droits démocratiques, le droit de vote pour tous les adultes, le vote à bulletin secret, la réélection une fois par an du Parlement, l'égalité des circonscriptions électorales, la suppression du cens électoral pour l'éligibilité au Parlement, et l'attribution d'un salaire aux Parlementaires. Dès sa proclamation, cette charte fut violemment battue en brèche par la bourgeoisie. La classe ouvrière et les artisans menèrent alors une lutte de masse pour obtenir la réalisation de leurs exigences. En 1838-1839, 1842 et 1848 il y eut successivement trois montées des luttes auxquelles participèrent plusieurs millions de personnes. Malgré l'échec du mouvement chartiste, impitoyablement réprimé par le gouvernement bourgeois, il constitua cependant un modèle pour la lutte ouvrière. Lénine estima que le mouvement chartiste en Angleterre fut le « *premier large mouvement révolutionnaire prolétarien réellement de masse, politiquement cristallisé* » (1).

Face aux puissantes luttes de la classe ouvrière, la bourgeoisie anglaise adopta une deuxième tactique pour sauvegarder sa domination : dans les années 30-40, elle promulgua successivement toute une série de lois sur les fabriques ; ainsi, en 1833, elle interdit aux filatures d'em-

(1) Lénine, « La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire », Oeuvres, tome 29, p. 312.

baucher des enfants de moins de 9 ans, elle limita le temps de travail des adolescents (13-18 ans) à 12 heures, et celui des enfants jusqu'à 13 ans révolus à 9 heures (en 1844, il fut décidé qu'il ne devait pas dépasser 6 heures et demie) ; elle plaça des enquêteurs pour contrôler l'exécution de ces lois, etc. En 1847, elle décréta la loi du régime des 10 heures de travail pour les adolescents et les femmes dans les filatures (dans les années 50 et 60, cette loi fut graduellement étendue à des secteurs autres que la filature). Tout ceci fut le fruit de la lutte de résistance menée tout au long de dizaines d'années par la classe ouvrière d'Angleterre qui sut profiter des contradictions existant entre la noblesse terrienne et les maîtres de fabrique.

L'Angleterre devient le plus vaste empire colonial

L'essor de la grande industrie mécanisée nécessitait un rapide accroissement des marchés extérieurs et des régions productrices de matières premières. A cet effet, dès le XIXe siècle, l'Angleterre renforça encore davantage son agression extérieure et son pillage des colonies. De 11,3 millions de km^2 en 1800, la superficie des colonies anglaises passa à 20 millions de km^2 en 1850. En 1876, elle atteignit 22,5 millions de km^2, pour une population de 251,9 millions d'individus. L'Angleterre était devenue le plus grand empire colonial du monde.

Après l'annulation en 1813 du monopole de la Compagnie des Indes orientales sur le commerce avec l'Inde, l'Angleterre entra dans une nouvelle phase d'exploitation coloniale de l'Inde. Elle passa à l'étape du pillage pour l'accumulation primitive, à l'étape de l'exploitation par le capital industriel. Peu à peu, elle fit de l'Inde le plus gros marché de marchandises et le centre de production des matières premières de l'Angleterre. Les cotonnades qu'elle

exporta en Inde entre 1814 et 1836 augmentèrent de 50 fois. Au milieu du XIXe siècle, les cotonnades exportées en Inde représentaient le quart de la production totale de cotonnades.

Les tissés de coton anglais faits à la machine ruinèrent complètement l'artisanat cotonier indien, de renommée mondiale depuis le Moyen Age. Un million d'artisans perdirent ainsi leur moyen d'existence et moururent massivement de faim. Les villes d'artisanat autrefois très peuplées furent bientôt désertes. « *Il n'y a pas d'exemple d'une misère pareille dans l'histoire du commerce, dit, dans son rapport de 1934-35, le gouverneur général ; les os des tisserands blanchissent les plaines de l'Inde* (1). » Les colonialistes anglais plantèrent également leurs griffes sur les vastes campagnes de l'Inde ; ils extorquèrent à la paysannerie des impôts fonciers atteignant 50 à 70 % de leurs récoltes ; ils obligèrent les paysans à produire du coton, du jute, du thé, etc. et transformèrent l'Inde en leur vassal agricole. A cause de l'impitoyable exploitation de l'Angleterre, les disettes et les famines se succédaient sans cesse ; en fin de compte, un grand soulèvement national indien éclata en 1857, balaya la vallée du Gange et dura deux ans. Il frappa durement la domination coloniale anglaise.

Jusqu'aux années 60 du XIXe siècle, l'Angleterre lança à partir de l'Inde toute une série de guerres d'agression vers d'autres régions d'Asie comme la Birmanie, l'Afghanistan, ou l'Iran ; elle occupa Aden, Singapour, la Basse-Birmanie et de nombreuses autres régions. Les colonialistes anglais se livrèrent également à un odieux commerce de l'opium ; ils introduisirent en fraude une grande quantité d'opium en Chine, empoisonnèrent le peuple chinois et en échange pillèrent l'argent, la soie grège et le thé chi-

(1) « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 113. E.S.

nois. Lorsque le peuple chinois lança un vaste mouvement de boycottage, ils déclenchèrent la Première Guerre de l'Opium (1840-1842), agressèrent militairement la Chine et la forcèrent à signer des traités inégaux. La Chine dut céder Hong-Kong, ouvrir cinq ports au commerce anglais, verser 21 millions de dollars d'indemnité, et concéder des avantages aliénant sa souveraineté, tels que le droit de juridiction consulaire, le droit de traitement de la nation la plus favorisée, la convention douanière, etc. Plus tard, en 1856, l'Angleterre et la France déclenchèrent la Deuxième Guerre de l'Opium ; elles envahirent et pillèrent Pékin, forcèrent la Chine à leur verser de nouvelles indemnités, à leur céder des territoires, à accroître le nombre de ses ports ouverts, et à accorder un tarif préférentiel aux marchandises étrangères qui n'eurent plus à s'acquitter que d'une taxe de 5 % pour entrer en Chine ; les étrangers eurent le droit, entre autres privilèges de propager leur religion et de commercer librement à l'intérieur du pays. La Chine dégénéra dès lors en semi-colonie des puissances capitalistes occidentales. L'Angleterre par ailleurs, se lança également dans des agressions militaires et économiques en Afrique, en Amérique latine et en Océanie.

La prospérité de l'industrie anglaise à partir de la révolution industrielle fut manifestement le résultat de l'exploitation des travailleurs anglais tout autant que celui de l'exploitation et du pillage des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie.

Le pillage et l'exploitation des vastes colonies firent que l'Angleterre posséda avant tout autre pays certaines caractéristiques de l'impérialisme ; Lénine écrivait : *« L'Angleterre, dès le milieu du XIXe siècle, avait ceci de particulier qu'au moins deux traits distinctifs fondamentaux de l'impérialisme s'y trouvaient réunis : 1) d'immenses colonies et 2) des profits de monopoles (en raison de*

sa situation de monopole sur le marché mondial) (1). » Ainsi, par rapport aux autres pays capitalistes, l'économie anglaise dépendait beaucoup plus des marchés et des matières premières des colonies, mais elle manifesta aussi plus tôt la nature parasitaire et pourrissante du capitalisme.

Parasitisme et putréfaction se reflètent également dans le mouvement ouvrier. Pour entraver la lutte que la classe ouvrière menait chaque jour plus intensément contre l'exploitation, la bourgeoisie commença dès le milieu du XIXe siècle à utiliser une petite partie des énormes profits qu'elle tirait de son monopole sur les marchés mondiaux et de son exploitation des colonies pour soudoyer la couche supérieure de la classe ouvrière, et fit dégénérer en « aristocratie ouvrière » une partie des ouvriers les plus qualifiés. Lénine indiqua : « *Au milieu du XIXe siècle, l'Angleterre détenait un monopole presque absolu sur le marché mondial. Grâce à ce monopole, les profits du capital anglais étaient incroyablement élevés : il était possible de faire partager quelques miettes de ces profits à l'aristocratie ouvrière constituée par les ouvriers d'usine qualifiés* (2). » A cette époque, cette catégorie de travailleurs représentait environ 15 % de l'ensemble des ouvriers, et touchait le double du salaire d'un ouvrier ordinaire. Les éléments de l'aristocratie ouvrière constituèrent les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Ils s'emparèrent de la direction des principaux syndicats ouvriers et décidèrent que seuls pourraient adhérer au syndicat les ouvriers qui se seraient acquittés de cotisations dont le montant élevé excluait les ouvriers ordinaires. Ils suivirent une ligne opportuniste, affaiblirent la combativité des syndicats et ré-

(1) Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », Oeuvres, tome 23, p. 123.

(2) Lénine, « Harry Quelch », Oeuvres, tome 19, p. 397.

partirent parmi les masses ouvrières l'illusion du réformisme, ce qui fit subir un énorme préjudice au mouvement ouvrier anglais.

3. APRES LES ANNEES 1870, LENTEUR RELATIVE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FORMATION DE LA DOMINATION DU CAPITAL MONOPOLISTE.

Le ralentissement du développement industriel et la perte de la place d'« atelier du monde »

Avant les années 1870, l'Angleterre occupait une position de monopole dans les domaines mondiaux de l'industrie, du commerce, des transports maritimes et des finances, et elle possédait d'immenses colonies sur les cinq continents ; elle était surnommée l'« atelier du monde » et l'« empire sur lequel le soleil ne se couche jamais ». Mais c'est précisément cette position qui l'amena peu à peu dans un état de putréfaction et de sous-développement relatif.

La force industrielle de l'Angleterre s'était principalement établie dans la filature, le charbon, la métallurgie et dans quelques autres vieux secteurs industriels. De 1870 à 1913, les productions de ces secteurs connurent des hausses de niveaux différents, mais leur caractéristique essentielle fut la lenteur de leur développement et la stagnation des techniques. Au cours de cette période, les équipements et les machines utilisés dans la filature étaient pour la plupart des produits de la révolution industrielle ; l'extraction de la majeure partie du charbon se faisait encore manuellement ; le fer était également forgé grâce à des méthodes

manuelles. Parmi les différentes branches importantes de l'industrie, seules la sidérurgie, la fabrication de machines et la construction navale se développèrent assez vite. Stimulée par une vague d'innovations techniques dans tout le monde capitaliste, l'Angleterre commença aussi à établir de nouveaux secteurs industriels, comme les industries du gaz, de l'énergie électrique, de l'automobile, de la soie artificielle, etc., qui se développèrent pourtant lentement et sur une échelle assez faible. La plus grande partie des équipements électriques et des produits chimiques dont avait besoin le pays, était fournie par l'Allemagne. En conséquence, l'accroissement des nouveaux secteurs industriels ne parvenait pas à compenser l'inertie du développement des anciens secteurs, la vitesse de développement de l'industrie tout entière baissait. De 1850 à 1870, l'accroissement moyen annuel de l'industrie anglaise fut de 3,2 %, et de 1870 à 1913, il fut seulement de 1,9 %.

La lenteur de la croissance industrielle de l'Angleterre lui fit perdre sa place d'« atelier du monde ». Pour tout le monde capitaliste, les 30 dernières années du XIXe siècle furent une période d'innovations techniques et de rapide développement de la production industrielle ; surtout pour l'industrie des Etats-Unis, de l'Allemagne et d'autres jeunes pays capitalistes, qui connurent un développement par bonds. Aussi de 1870 à 1913, les places relatives de la production industrielle de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et d'autres pays connurent-elles des changements remarquables ; la part de l'Angleterre dans la valeur globale de la production industrielle de l'Angleterre fut dépassée dans les années 1880 par les Etats-Unis ; par la suite, dans la période des années 1900 à 1910, elle fut dépassée par l'Allemagne et tomba au 3e rang mondial. L'état arriéré de l'industrie lourde était encore plus évident. En 1870, les productions d'acier, de fer et de charbon conservaient la première place et une prépondérance

absolue. Après les années 80, ces 3 productions se firent dépasser l'une après l'autre par les Etats-Unis. La production de fer de l'Allemagne rattrapa aussi en 1893 celle de l'Angleterre. En 1913, la production d'acier britannique se chiffra à 7,78 millions de tonnes, soit seulement 1/4 de celle des Etats-Unis (31,3 millions de tonnes), et même pas la moitié de celle de l'Allemagne (16,9 millions de tonnes). La même année, la production de machines des Etats-Unis fut égale à 51,8 % de la production globale mondiale, celle de l'Allemagne à 21,3 %, et celle de l'Angleterre à seulement 12,2 %. Tout cela montre que l'Angleterre avait entièrement perdu son monopole dans l'industrie mondiale dès la fin du XIXe siècle. En fait, Engels avait déjà indiqué en 1885 la conséquence de l'emploi de la vapeur et des machines par les pays du continent européen : « *c'est que le monopole industriel détenu par l'Angleterre durant presque un siècle, est maintenant irrémédiablement brisé* » (1).

L'économie anglaise avait un fort caractère de dépendance vis-à-vis de l'étranger, et le commerce extérieur revêtait une importance décisive dans la vie économique de ce pays. Le sous-développement relatif de la production industrielle de l'Angleterre de cette époque ne pouvait qu'influencer la place de celle-ci sur le marché mondial. Réciproquement, la dégradation du commerce extérieur ne pouvait que porter directement des coups au développement de sa production industrielle. A partir de 1870, les marchandises anglaises se heurtèrent à la concurrence de plus en plus acharnée des marchandises allemandes et américaines sur le marché mondial. Sur le marché européen, les productions allemandes des industries électriques, chimiques et de fabrication des machines occupèrent une

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 396. E.S.

place prépondérante. Sur le marché américain, les produits des Etats-Unis devinrent les plus grands concurrents de l'Angleterre. Autrefois, les Etats-Unis avaient toujours constitué un marché important pour les machines et les textiles britanniques. Mais à présent, à la suite du rapide développement de l'industrie américaine, l'Angleterre perdit non seulement le marché américain, mais rencontra aussi la concurrence toujours plus forte des Etats-Unis sur les marchés de l'Amérique latine et de l'Asie. La part de l'Angleterre dans le montant du commerce mondial, qui était de 22 % en 1870, chuta à 15 % en 1913 ; bien que conservant la première place, elle avait alors perdu son monopole.

La perte de la place d'« atelier du monde » par l'Angleterre, est le résultat inévitable et la représentation de l'aggravation du déséquilibre du développement des principaux pays capitalistes. D'une part, l'industrie des pays capitalistes montants, en particulier des Etats-Unis et de l'Allemagne, présenta un développement par bonds ; d'autre part, le développement de l'industrie anglaise stagna à cause de l'action réciproque de différents facteurs. Ces facteurs étaient avant tout : une industrialisation précoce par rapport à laquelle étaient dépassés et arriérés les techniques et les équipements des principaux secteurs, le fait d'être engagé par d'anciens investissements matériels qui empêcha aussi l'amélioration des techniques et le renouvellement des équipements (par crainte d'une dévaluation et d'une mise au rebut du matériel) ; la supériorité des profits des investissements à l'étranger sur ceux de l'intérieur qui causa l'exportation massive de capitaux et diminua l'accroissement des investissements dans les anciennes et nouvelles branches industrielles du pays ; le long monopole du marché mondial et l'exploitation des vastes colonies qui fit connaître assez tôt à l'Angleterre le parasitisme et la putréfaction du capitalisme ; la grave dépendance de

l'économie anglaise vis-à-vis des marchés étrangers qui ne lui permit pas de passer rapidement d'une politique de libre échange à une politique protectionniste. Tout cela fit que l'aptitude de l'industrie anglaise à supporter la concurrence sur les marchés internationaux fut de plus en plus affaiblie.

Simultanément au sous-développement relatif de la croissance industrielle, l'agriculture anglaise connut un violent dépérissement. Dans les 25 dernières années du XIXe siècle, une longue crise agricole ébranla le monde capitaliste. Les pays de l'Amérique qui possédaient de nombreuses terres fertiles et vierges, comme les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine, etc., se trouvèrent dans un état extrêmement sérieux d'excédent de produits agricoles, et les prix des produits agricoles mondiaux chutèrent continuellement. Les céréales à bas prix de l'Amérique envahirent massivement l'Europe. L'Angleterre était alors un Etat d'occupation des terres par de grands propriétaires fonciers, où la majorité des fermes étaient des fermes à bail, et où les rentes élevées rendaient les produits agricoles plus chers que ceux des autres pays. En conséquence, à cause du dumping des produits agricoles de l'Amérique, les coups subis par l'agriculture anglaise furent terriblement durs, et un grand nombre de petites et moyennes fermes firent faillite. De 1870 à 1910, les surfaces ensemencées en blé et le volume de blé produit diminuèrent de moitié, le taux d'autosuffisance en céréales baissa de 79 % à 35,6 %. Les denrées alimentaires et les matières premières agricoles consommées par le pays, dépendirent de plus en plus de l'importation étrangère. Finalement, le déficit de la balance commerciale s'élargissait sans cesse et devait être compensé davantage par les profits, les intérêts et les commissions des investissements étrangers, et par d'autres revenus d'exploitation.

Engels indiqua : « *Le monopole industriel anglais est*

le pivot du système social anglais d'aujourd'hui. Même durant la période où ce monopole existait, les marchés ne pouvaient suivre le rythme de l'accroissement de la productivité de l'industrie anglaise ; conséquence : les crises décennales (1). » Maintenant que le monopole industriel mondial était perdu, les crises économiques cycliques de l'Angleterre de cette époque s'approfondirent. En 1873, une crise économique à caractère mondial, d'une profondeur sans pareille, se produisit dans les pays capitalistes. En 1874, l'économie anglaise commença à connaître la stagnation. Après cela, 5 crises se produisirent successivement en 1878, 1882, 1890, 1900 et 1907. Les caractéristiques générales de ces 5 crises furent : la violence et la persistance de la chute de la production industrielle au cours de la crise ; l'apparition après la crise de longues dépressions chroniques, suivies d'un rétablissement et d'une avancée minimes et brefs. Ces crises sans cesse plus profondes causèrent d'immenses dommages aux forces productives de la société.

La perte de la place d'« atelier du monde » et la dépression prolongée de l'économie, mirent en danger l'accroissement des profits de la bourgeoisie. Aussi, elle porta ses attaques en direction de la classe ouvrière, en particulier vers la grande masse des ouvriers non qualifiés, et chercha tous les prétextes pour diminuer les salaires. Dès les années 1880, la condition de la classe ouvrière se dégrada constamment, un très grand nombre d'ouvriers furent licenciés, et le nombre de chômeurs atteignit fréquemment plus de 10 % du nombre total des ouvriers. A la fin des années 1880 et au début des années 1890, 1/3 de la population de Londres devait supporter les affres de la faim. Au début du XXe siècle, il fallait 30 shillings à

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 396. E.S.

l'ouvrier anglais pour se maintenir chaque semaine au plus bas niveau de vie, mais à cette époque, seulement 38 % des hommes atteignaient ce niveau, et le salaire hebdomadaire de la plupart des femmes n'était que de 8 shillings. En 1903, selon les aveux du dirigeant du Parti libéral, Henry Campbell-Bannerman : en Angleterre, *« environ 30 % de la population ne mange pas à sa faim, se trouve au bord de la famine, (...) vit sous la main de fer d'une longue misère »*.

Une vie réelle de plus en plus misérable fit peu à peu diminuer l'effet trompeur des syndicats détenus par « l'aristocratie ouvrière », et amena la grande masse des ouvriers non qualifiés à se lancer dans une lutte pour réorganiser les syndicats et en créer de nouveaux. A partir de la fin des années 1880, les ouvriers non qualifiés commencèrent à adhérer en masse à divers syndicats, et un grand nombre de nouveaux syndicats dirigés par des ouvriers non qualifiés firent leur apparition. En 1892, Engels écrivit : *« Les quartiers Est* (de Londres) *ont secoué leur désespoir paralysant ; ils sont revenus à la vie, et sont devenus le berceau du « Nouvel Unionisme », c'est-à-dire de l'organisation de la grande masse des travailleurs « non-qualifiés ». (...) les masses qui affluaient vers elles* [les nouvelles Unions] *et qui font leur force, étaient grossières, négligées, regardées de haut par l'aristocratie de la classe ouvrière. (...) Et c'est ainsi que nous voyons maintenant ces nouvelles Unions s'emparer de façon générale de la direction du mouvement ouvrier et prendre de plus en plus en remorque les riches et fières « Vieilles Unions* (1) ». A la suite du changement des composantes des syndicats et de l'accroissement du nombre des syndicalistes, les luttes de la classe ouvrière revêtirent davantage un caractère or-

(1) F. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », p. 398. E.S.

ganisé et un caractère de masse. Dans les 10 premières années du XX[e] siècle, les dockers, les cheminots, les marins et les mineurs entreprirent plusieurs fois de grandes grèves à l'échelle nationale et remportèrent d'immenses victoires. Commentant la grande grève de 6 mois menée par les mineurs anglais en 1911, Lénine écrivit : « *Après la grève des mineurs, le prolétariat anglais n'est plus ce qu'il était. Les ouvriers ont appris à se battre. Ils ont aperçu la voie qui les conduira à la victoire. Ils ont pris conscience de leur force. Ils ont cessé d'être les brebis dociles qu'ils semblaient être si longtemps, à la satisfaction de tous les défenseurs et de tous les laudateurs de l'esclavage salarié* (1). »

La formation de la domination du capital monopoliste

Après les années 1860, à la suite du développement de la grande industrie mécanisée et de l'intensification de la concurrence, l'accumulation du capital et la tendance à la concentration de la production apparurent peu à peu en Angleterre. Le nombre de sociétés par actions ne cessa d'augmenter. La grande dépression qui commença en 1874 et les crises qui la suivirent, accentuèrent davantage la concurrence entre les entreprises et stimulèrent les absorptions des unes par les autres. Le développement des sociétés par actions facilita la fondation de grandes entreprises capitalistes, mais fournit aussi des moyens efficaces aux grandes entreprises déjà existantes pour augmenter leurs capitaux et engloutir leurs concurrentes. A partir des années 1890, de nombreuses entreprises individuelles ou de copropriétaires relativement importantes se constituèrent en

(1) Lénine, « Le mouvement ouvrier anglais en 1912 », Oeuvres, tome 18, p. 485.

sociétés par actions, et sous cette forme pratiquèrent des unions et des absorptions, accélérant ainsi la concentration de la production.

Mais la vitesse et de degré de concentration de la production de l'industrie anglaise étaient arriérés par rapport aux Etats-Unis et à l'Allemagne. Cela se manifesta de façon particulièrement évidente dans certaines anciennes branches industrielles. Ainsi, au milieu des années 1890, dans l'industrie houillère des Etats-Unis et de l'Allemagne, et même de la France, un nombre limité de grandes compagnies jouaient déjà un rôle déterminant ; alors que jusqu'en 1913, l'Angleterre possédait encore 3 334 mines de charbon, chaque mine employant en moyenne à peine 300 ouvriers, et la plupart étant chacune dirigée par une personne. Dans d'autres anciens secteurs industriels, on trouvait une situation analogue. Cela était principalement dû au fait que la plupart des entreprises britanniques s'étaient établies pendant la révolution industrielle, que les techniques et les équipements étaient dépassés, et l'échelle des entreprises relativement petite. En même temps, l'accaparement du marché des colonies permettait à des entreprises arriérées, qui conservaient des équipements anciens, de maintenir leur existence. En outre, une grosse quantité de capitaux était envoyée à l'étranger, le renouvellement et l'augmentation du capital fixe à l'intérieur du pays était insuffisant, et cela influençait aussi la concentration de la production.

A cause de la lenteur de la concentration de la production industrielle, le développement des groupements de monopoles dans l'industrie anglaise fut également plus tardif qu'aux Etats-Unis et en Allemagne. Après la crise de 1873, et en particulier dans les années 80, l'Allemagne et les Etats-Unis connurent une vague de grand développement des monopoles, mais cette vague n'apparut en Angleterre que dans les années 90, 10 à 15 ans plus tard.

Les monopoles relativement importants de l'Angleterre apparurent surtout dans des branches ayant un rapport direct avec la production militaire. Ces monopoles se formèrent à partir de grandes entreprises déjà existantes. Elles se regroupèrent en sociétés par actions, augmentèrent leurs capitaux, absorbèrent l'une après l'autre des entreprises rattachées ou liées entre elles par le processus de production, et formèrent des unions monopolistes intersecteurs de type vertical. Mais en ce qui concerne ces branches d'industries (fabrication de machines, construction navale, sidérurgie, etc.) les unions de monopoles de type vertical se firent à un degré peu élevé ou pas encore à cette époque. Les unions monopolistes intersecteurs de type vertical se constituèrent pour la plupart dans les années 90 du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Ainsi, au cours de cette période, dans les domaines du matériel de guerre et de la construction navale apparurent les célèbres compagnies Armstrong-Witworth et Vickers-Maxim. Non seulement elles produisaient du matériel militaire et construisaient des navires, mais elles possédaient aussi leurs aciéries ainsi que leurs propres usines de transformation des métaux, de fabrication de machines, etc. Dans la métallurgie apparurent de grands combinats comme les sociétés Nettlefold, Baldwin, John Braun, qui possédaient toute une série d'usines allant de l'extraction du charbon et du fer à la construction de navires, en passant par la cokéfaction, la fonderie, le laminage et la transformation des métaux.

Dans l'industrie chimique naissante, où la production était assez concentrée, les groupements de monopoles se développèrent relativement vite. Ainsi, la société des explosifs Nobel, créée dans les années 1880, contrôlait toute la production des explosifs ; la société de l'Union des industries salicoles, grâce à des associations gérait 91 % de la production de sel ; la société de l'Union de l'industrie des alcalis, constituée en 1890, avait la totalité de la produc-

tion de chlorure de chaux sous sa domination ; la société Brunner Mond, après une série de fusions, contrôlait la majeure partie de la production de soude. Dans les autres branches, un groupement de monopoles relativement important était la firme des ciments de Portland, constituée en 1900 par la réunion de 27 entreprises, qui était maître de 80 % de la production de ciment. La Compagnie des tabacs de l'Empire, constituée en 1900, et la Compagnie des tabacs des Etats-Unis avaient conclu un accord, et monopolisaient respectivement le marché anglais et le marché américain. En 1914, 11 compagnies ferroviaires conclurent un accord de gestion achevant la transformation en monopole de tout le chemin de fer britannique.

De façon générale, de la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, mis à part les industries anciennes, comme la filature, le charbonnage, la fonderie, etc., d'autres branches industrielles britanniques relativement importantes se développèrent en groupements de monopoles de différentes formes. Mais comparativement aux Etats-Unis et à l'Allemagne, le nombre des monopoles anglais était relativement faible et le degré de leur domination assez bas. Cette situation fut d'abord causée par la stagnation de la croissance industrielle de l'Angleterre à cette époque et par le degré peu élevé de la concentration de sa production. D'autre part, la politique de libre-échange eut aussi une influence certaine sur la vitesse de formation du capital monopoliste et sur son mode de développement. Lénine indiqua : « *En Angleterre, les associations monopolistes d'entrepreneurs, cartels et trusts ne surgissent la plupart du temps — à la différence des autres pays où les droits protecteurs facilitent la cartellisation —, que si le nombre des principales entreprises concurrentes se ramène "tout au plus à deux douzaines"* (1). » La politique de libre-

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 17. E.P.

échange gênait surtout l'union des entreprises sur le plan des ventes ; c'est ce qui explique le nombre relativement faible de syndicats et de cartels en Angleterre, où la vente des produits était contrôlée. Les groupements de monopoles anglais furent en général des unions par le processus de production, qui se formèrent après qu'une violente concurrence ait poussé un certain nombre de grandes entreprises à fusionner et à mener des activités d'absorption ; c'est là une de leurs particularités. Lénine fit remarquer : « *En Angleterre, pays du libre-échange, la concentration mène* aussi *au monopole, bien qu'un peu plus tard et peut-être sous une autre forme* (1). »

Une autre particularité du développement du capital monopoliste anglais fut la vivacité particulière des organisations accaparant la production des matières premières des colonies. Cela était lié au fait que l'Angleterre possédait de vastes colonies et pratiquait massivement l'exportation de capitaux. Par exemple, des sociétés monopolistes pour l'exploitation des mines d'or et de diamant furent fondées en Afrique du sud, la plus grande étant la Compagnie d'exploitation de diamants De Beers. En Extrême-Orient et au Moyen-Orient, le capital anglais et le capital hollandais fondèrent en 1907 la Compagnie pétrolière hollando-britanique Shell. En 1909 fut également créée une compagnie pétrolière irano-britannique. Ces compagnies furent toutes des monopoles à caractère international. D'autre part, le capital financier britannique fonda en Inde, de nombreuses organisations monopolistes spéciales qui contrôlaient les investissements dans les mines et les plantations : « les comptoirs d'administration » (2) qui

(1) Idem, p. 17.

(2) Le comptoir d'administration était une organisation qui pratiquait des investissements en Inde pour le compte du capital britannique. Lorsque le capital anglais fondait une nouvelle compagnie aux Indes, il avait fréquemment recours à une telle organisation, et il lui con-

étaient maîtres de la vie économique des Indes, et qui pressuraient le peuple indien.

A l'opposé de la situation régnant dans l'industrie, le degré de concentration et de monopole dans les banques anglaises dépassait celui de l'Allemagne et des Etats-Unis. A partir du milieu du XIXe siècle, à la suite de l'établissement de l'Angleterre comme centre du commerce mondial et de la finance, on vit apparaître un grand nombre de banques par actions. Après avoir connu la violente concurrence et les absoprtions qui suivirent les années 1870, le nombre des banques par actions passa de 250 en 1865 à 98 en 1900 ; en 1913, il diminua à nouveau pour n'atteindre plus que 61, et les dépôts furent encore plus concentrés. A la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, on arriva à une situation de monopole par les « Cinq Grands » (les banques Midland, Westminster, Lloyds, Barclays et National Provincial). Ces banques contrôlaient la totalité des finances par le biais d'un réseau étroit de succursales et de filiales ; elles envoyaient aussi leurs directeurs et administrateurs prendre part au conseil d'administration de la Banque d'Angleterre, qui jouait le rôle de banque centrale du pays, et participer aux plus hautes décisions concernant les affaires financières de l'Etat, et influençaient ainsi la vie politique et économique de tout le pays.

En Angleterre, le capital financier atteignait une échelle de développement et un degré de monopole très élevés. Pourtant, sa fusion avec le capital industriel ne fut pas aussi manifeste qu'aux Etats-Unis et en Allemagne. Le

---

fiait la gestion de la nouvelle entreprise. En plus des frais de gestion des entreprises qu'il obtenait chaque année, le comptoir d'administration empochait une commission proportionnelle à la production ou au chiffre d'affaires des entreprises. Ainsi, il était une agence pour les investissements du capital financier britannique en Inde.

système bancaire anglais était en majorité constitué de banques commerciales. Ces banques avaient toutes des liens étroits avec le commerce extérieur et les activités d'investissement à l'étranger ; leur spécialité à l'intérieur du pays était le recrutement de fonds et l'octroi de crédits à court terme pour l'industrie et au commerce. En conséquence, pendant longtemps, les rapports directs entre les banques commerciales et les entreprises industrielles se limitèrent principalement à une circulation du capital actif. Mais vers la fin du XIX[e] siècle et le début du XX[e] siècle, à la suite de l'établissement en monopoles des grandes banques et de la croissance des monopoles dans l'industrie, la liaison et l'union entre le capital bancaire et le capital industriel commencèrent peu à peu à se renforcer. Par exemple, les banques commerciales, en permettant le report continu des découverts des entreprises, pratiquèrent sous une autre forme les prêts à long terme ; elles élargirent les prêts hypotécaires garantis par des actions et des obligations de sociétés ; elles renforcèrent la subvention et le contrôle des agents et des sociétés d'investissements, etc. En même temps se développa l'union personnelle entre les magnats des banques et les magnats monopolistes de l'industrie. Dans les conseils d'administration de grandes entreprises industrielles, on trouvait fréquemment des administrateurs de banques importantes. Un capital financier commença ainsi à se former en Angleterre, une oligarchie financière immensément riche apparut.

L'exportation massive des capitaux et l'expansion coloniale

Vers le milieu du XIX[e] siècle, l'Angleterre exportait déjà une certaine quantité de capitaux. Pendant la période de passage à l'impérialisme, l'Angleterre accrut à nouveau l'exportation des capitaux, pour accélérer l'exploitation et

le contrôle des colonies et des semi-colonies, et pour renforcer sa position d'hégémonie mondiale. Lénine indiqua : « *Les immenses exportations de capitaux sont étroitement liées ici, avant tout, aux immenses colonies* (1). » En 1913, le montant des capitaux placés à l'étranger par la Grande-Bretagne atteignait déjà 4 milliards de livres sterling, soit le quart des ressources nationales ; cela représentait la moitié du montant total des capitaux investis à l'étranger par tous les pays impérialistes, et plus de la moitié de ces capitaux était placée dans des pays colonisés ou semi-colonisés. L'Angleterre était le plus grand exploiteur international. Les revenus de ces capitaux placés à l'étranger (194 millions de livres sterling en 1911) dépassaient non seulement les revenus du commerce extérieur, mais aussi ceux de l'industrie (50 millions de livres sterling en 1911). Cela montre bien qu'à cette époque le modèle d'Etat industriel, l'Angleterre s'était transformée en modèle d'Etat rentier.

Les colonies revêtaient une signification décisive pour le développement du capitalisme anglais. Du début du XVII[e] siècle au milieu du XIX[e] l'Angleterre avait édifié un gigantesque système colonial. Mais le pillage de ces colonies sur une très large échelle ne commença qu'au cours des années 1860. Lénine indiqua : « *Pour l'Angleterre, la période d'accentuation prodigieuse des conquêtes coloniales se situe entre 1860 et 1890, et elle est très intense encore dans les vingt dernières années du XIX[e] siècle* (2). » L'expansion coloniale effrénée que mena l'Angleterre à cette époque ne fut pas fortuite. D'abord, alors qu'elle perdait de jour en jour le monopole industriel mondial, l'écono-

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 74. E.P.

(2) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 91. E.P.

mie anglaise, qui dépendait sérieusement du marché étranger, se trouva peu à peu en difficulté. Par conséquent, elle essaya de trouver de nouvelles ressources et de nouveaux marchés, par le biais d'une expansion coloniale. Ensuite, à cause de la formation du capital monopoliste et de la fréquence des crises économiques, la condition du peuple travailleur ne cessait de se dégrader, la lutte de la classe ouvrière ne cessait de se renforcer. La bourgeoisie monopoliste voulut détourner la lutte du peuple grâce à l'expansion coloniale, et se servir des immenses profits obtenus par le pillage des colonies pour corrompre et diviser les ouvriers. En 1895, le grand capitaliste Cecil Rhodes, le colonisateur frénétique de l'Afrique, vociférait : « *J'étais hier dans l'East-End (quartier ouvrier de Londres), et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! (...). Pour sauver les quarante millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, les colonisateurs, devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialistes* (1). »

Au cours de cette période, l'Angleterre déclencha une série de guerres coloniales, en s'appuyant sur son hégémonie maritime et sa puissante force armée ; elle s'appropria d'immenses étendues de terres en Asie, en Afrique et en Océanie, et élargit sa « zone d'influence ». En Asie, avec les Indes comme point d'appui, elle engloutit successivement Malacca, la Haute-Birmanie, le Nord de Bornéo, pénétra à plusieurs reprises en Afghanistan, et transforma l'Iran en protectorat. En même temps, l'Angleterre partici-

(1) Idem, p. 93.

pa activement au partage et au pillage de la Chine par les puissances capitalistes ; elle contrôla le bassin du Yang-Tsé, et fit passer toutes les régions du centre de la Chine dans sa zone d'influence. En 1900, l'Angleterre déclencha, avec d'autres pays capitalistes, une vaste agression contre la Chine et l'obligea à signer le Traité de 1901, déshonorant pour la patrie. En 1904, elle agressa militairement le Tibet à partir des Indes, et en 1914 elle profita de la Conférence de Simla pour créer l'illégale « ligne Mac Mahon », si tristement célèbre. La Grande-Bretagne fut aussi un des participants les plus actifs au partage de l'Afrique par les puissances impérialistes, au cours des 25 dernières années du XIXe siècle. En 1875, l'Angleterre obtint le contrôle du Canal de Suez, et occupa militairement l'Egypte en 1882. Dans la même période, elle étendit ses sales griffes sur la partie de l'Afrique située au Sud du Sahara. A la fin du XIXe siècle, elle s'était emparée d'une immense superficie de colonies, limitée au Nord par le bassin du Nil et les plateaux de l'Est et s'étendant jusqu'aux plateaux du Sud et au Golfe de Guinée à l'Ouest. En 1914, les colonies possédées par l'Angleterre occupaient 1/4 de la surface du globe, et représentaient la moitié du territoire colonial occupé par tous les pays capitalistes ; alors que le territoire de l'Angleterre elle-même ne représentait même pas 1 % de la superficie totale de l'Empire britannique !

Au cours de cette période, les investissements anglais dans les colonies et semi-colonies devinrent des moyens importants pour contrôler, asservir et exploiter ces régions. Ces investissements étaient principalement employés à la construction de chemins de fer et de routes, à l'exploitation de mines et de plantations qui ne facilitaient pas seulement un contrôle militaire et politique, mais transformaient aussi ces régions en marchés pour la vente des marchandises et en producteurs de matières premières pour

l'Angleterre. Par exemple, l'Inde et l'Egypte devinrent les producteurs de coton de l'Angleterre, le Canada devint son grenier à céréales, l'Australie son parc à bestiaux, et l'Afrique au sud du Sahara lui fournit d'importantes ressources minières et des métaux précieux. Le peuple des nombreuses colonies, sous la lourde oppression du capital financier anglais, sombra dans une misère effrayante. En Inde par exemple, dans la seconde moitié du XIXe siècle les famines devinrent de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Selon des procès-verbaux officiels, il se produisit successivement 24 famines, qui firent périr 20 millions de personnes. A la veille de la Première Guerre mondiale, les paysans indiens ne disposaient pour vivre que du tiers des ressources de leurs arrières grands-parents et de la moitié de celles de leurs grands-parents. Quant aux investissements et aux prêts de l'Angleterre dans les pays semi-coloniaux, ils consistaient à extorquer d'immenses profits, mais aussi à s'emparer de toutes sortes de privilèges dans les pays créditeurs et à contrôler la vie politique et économique de ces pays.

L'exportation massive de capitaux et la cruelle exploitation dans les nombreuses colonies et semi-colonies, approfondit le parasitisme et la putréfaction de l'impérialisme britannique. L'exportation de capitaux influença gravement les investissements intérieurs et le développement de l'industrie et de l'agriculture. Les super-profits et les intérêts incessants en provenance d'outre-mer firent augmenter la couche des rentiers à l'intérieur du pays. Au début du XXe siècle, le nombre des rentiers était estimé à plus d'un million de personnes. Une quantité de force humaine et de ressources financières sans cesse plus grande fut employée à une consommation parasitaire. De grandes étendues de terres cultivables devinrent des terrains de chasse pour les exploiteurs. Les sommes dépensées chaque année uniquement pour les courses de chevaux et les chasses aux re-

nards atteignaient 14 millions de livres sterling. La proportion des personnes improductives qui s'adonnaient au commerce, aux finances, aux travaux domestiques, à la restauration, etc., ne cessait d'augmenter.

Les intérêts abondants tirés de l'exploitation des colonies et semi-colonies, permirent à la bourgeoisie monopoliste de disposer des quelques miettes en reste pour les attribuer aux salaires assez élevés des ouvriers qualifiés, afin de diviser la classe ouvrière et former une aristocratie en son sein. En même temps, elle adopta des mesures de corruption prétendument libérales (l'indemnisation des accidents du travail, la pension vieillesse, l'assurance contre le chômage, la limitation du temps de travail, la fixation d'un salaire minimum, etc.), afin d'apaiser la résistance des ouvriers, de consolider et de protéger le système d'exploitation capitaliste. Ces procédés trompeurs de la bourgeoisie monopoliste produisirent une influence néfaste sur le mouvement ouvrier. C'est pourquoi, malgré un renforcement du caractère organisé et combatif de la classe ouvrière anglaise à cette époque, la tendance à l'opportunisme augmenta au sein du mouvement ouvrier. L'aristocratie ouvrière détenait la direction de la majeure partie des syndicats, son mot d'ordre était « à travail égal, salaire égal ». Elle vantait la collaboration de classe, et était satisfaite par les mesures réformistes de la bourgeoisie. Elle était la plaie du mouvement ouvrier. Les soi-disant associations socialistes fondées dans les années 1880 et 1890, comme par exemple la Société Fabienne et le Parti travailliste indépendant, avaient toutes un caractère opportuniste. Leur point commun était de s'opposer à la lutte des classes, de s'opposer à la dictature du prolétariat, et de prôner un passage pacifique au socialisme par le biais de la voie parlementaire et de minuscules réformes. En 1900, les Trade-Unions (organisation de l'union de tous les syndicats), le Parti travailliste indépendant et la Société Fabien-

ne s'unirent pour former le Comité des délégués ouvriers, qui prit en 1906 le nom de Parti travailliste. Ce parti n'est absolument pas un parti représentant les intérêts de la classe ouvrière, mais un agent de la bourgeoisie monopoliste dans le mouvement ouvrier.

En bref, l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier anglais est un produit de la politique de libéralisme de la bourgeoisie britannique, c'est l'idéologie de l'aristocratie ouvrière. L'opportunisme en Grande-Bretagne a de profondes causes socio-économiques.

4. L'AFFAIBLISSEMENT DE LA FORCE ECONOMIQUE DE L'IMPERIALISME ANGLAIS AU COURS DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

L'accentuation des contradictions de classes et l'aggravation du déséquilibre du développement entre pays impérialistes conduisirent à la Première Guerre mondiale ; cette guerre fut une guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde. Au début du XX[e] siècle, la contradiction principale parmi les pays impérialistes était celle entre l'Angleterre et l'Allemagne. La croissance rapide et l'expansion extérieure effrénée de l'Allemagne menaçaient gravement la Grande-Bretagne. Les plans allemands pour la construction du chemin de fer de Bagdad entravaient directement les intérêts coloniaux de celle-ci au Moyen-Orient et en Inde. Les ambitions agressives de l'Allemagne en Afrique et sa politique de dumping en Amérique du Sud donnaient aussi lieu à des contradictions aiguës. Elle renforçait d'autre part activement sa flotte de guerre, tandis que l'Angleterre se battait pour l'hégémonie des mers.

En 1904, puis en 1907, l'Angleterre s'était alliée successivement avec la France et avec la Russie en formant une entente contre l'Allemagne. Elle espérait que la guerre lui permettrait du supprimer le danger militaire et économique de l'Allemagne, de consolider les intérêts déjà acquis, et de s'emparer de nouvelles colonies, en particulier des pays arabes aux ressources abondantes et à l'importante signification stratégique, cela afin de retrouver son hégémonie sur le monde.

Au cours de l'été 1914, les pays impérialistes, prenant pour prétexte la question balkanique, entrèrent en guerre. Bien qu'elle se fût longuement préparée à la guerre, la dépendance de son économie vis-à-vis de l'étranger, ses équipements industriels dépassés et la faiblesse de son industrie lourde, firent que l'Angleterre ne fut pas en mesure de s'opposer à une Allemagne en pleine expansion. Peu de temps après le début des combats, l'Allemagne s'évertua à endommager les transports maritimes de l'Angleterre, provoquant ainsi un manque de matières premières et une insuffisance de céréales.

Pour faire face à la guerre et pour assurer les profits du capital monopoliste, dès le début, le gouvernement britannique renforça le contrôle de l'économie nationale, et appliqua une série de mesures de capitalisme monopoliste d'Etat. Par exemple, les chemins de fer furent provisoirement nationalisés, on créa des organismes de surveillance des différents secteurs, on contrôla entièrement la production, le prix, la répartition, l'exportation et l'importation des matières premières industrielles. Les salaires furent bloqués, on interdit les grèves, on limita les départs et les changements de métier des ouvriers, les femmes et les enfants furent astreints à participer au travail pour des salaires fixés à un niveau très bas, etc.

Les mesures prises par l'Etat pour contrôler l'économie partirent toutes des intérêts du capital monopoliste. Ainsi,

les entreprises qui furent nationalisées et directement contrôlées par le gouvernement durant la guerre, se virent garantir par la loi des profits supérieurs de 20 % à ceux réalisés avant la guerre ; le gouvernement accorda des facilités et des faveurs exceptionnelles aux entreprises d'armement, dans les domaines des matières premières, des transports, de la main-d'œuvre, des crédits, etc. ; les quelques centaines d'entreprises militaires créées à partir de capitaux gouvernementaux, à part quelques entreprises particulièrement importantes, furent toutes confiées à la gestion de sociétés monopolistes. Tout cela fit obtenir 4 milliards de livres sterling à la bourgeoisie monopoliste au cours de la guerre ; les profits de certaines entreprises augmentèrent plusieurs fois ou plusieurs dizaines de fois. Les groupements de monopoles s'agrandirent considérablement, en s'appropriant les richesses de l'Etat et en annexant des petites et moyennes entreprises. En 1916, l'Union industrielle britannique fut fondée. Elle réunit les 18 000 sociétés dont le montant des capitaux s'élevaient à 5 milliards de livres sterling, et devint le centre des monopoles britanniques ainsi que le quartier général du monde industriel. Par ses activités, elle manipulait la politique du gouvernement, et fut appelée « gouvernement informel ».

La particularité fondamentale de l'économie anglaise durant la guerre, fut la militarisation intégrale menée sous le strict contrôle de l'Etat. De 1913 à 1918, les dépenses budgétaires de l'Etat furent multipliées par 13. La majeure partie fut employée à des commandes militaires, ainsi qu'à des subventions accordées à des compagnies monopolistes d'armement, avec à leur tête la société Vickers, à des entreprises de métallurgie et à des secteurs de fabrication de machines. En 1918, 20 000 entreprises produisaient exclusivement pour satisfaire les commandes d'armement de l'Etat.

Fortement soutenues par le gouvernement, les indus-

tries métallurgiques, chimiques, de construction automobile, etc., qui étaient directement au service de la guerre, connurent un très grand développement. La production d'acier, qui était de 7,78 millions de tonnes en 1913, augmenta pour atteindre 9,69 millions de tonnes en 1918. Mais à cause de la pénurie de matières premières, du dépérissement des exportations et de la décadence de l'industrie civile, l'ensemble de la production industrielle ne cessa de chuter au cours de la guerre.

Pendant cette période, la question céréalière était très critique en Angleterre. Le Parlement appela les propriétaires fonciers et les métayers à transformer les prairies et les pâturages en terres labourées ; le gouvernement fournit du matériel agricole à bas prix pour garantir le prix minimum du blé et de la pomme de terre. Avec ce puissant soutien du gouvernement, la production agricole britannique eut une croissance relativement importante après 1916. Le taux d'auto-suffisance en céréales passa d'1/3 avant la guerre à environ 1/2. Mais dès que la guerre fut terminée, l'agriculture plongea dans un nouveau marasme.

La guerre impérialiste engendra de profonds malheurs pour la classe ouvrière. La grande masse des ouvriers, supportant des corvées militaires, s'adonnait à des travaux particulièrement astreignants. A cause de la flambée des prix, le salaire réel des ouvriers baissa de 20 % au cours de la guerre, tandis que le montant des impôts pour chaque citoyen, qui était de 5,4 livres sterling en 1913, passa à 19 livres en 1918. Après qu'en 1916 l'Etat eut appliqué un système de rationnement sur tous les produits alimentaires, les travailleurs se trouvèrent au bord de la famine.

Après la fin de la guerre, la bourgeoisie monopoliste anglaise réalisa les buts de pillage qu'elle s'était fixés. La défaite de l'Allemagne permit à la Grande-Bretagne de consolider provisoirement sa position dirigeante en Europe et d'échapper au danger de l'Allemagne sur le marché in-

ternational. Par le Traité de Versailles, l'Angleterre acquit de nombreuses colonies, et monopolisa 75 % des ressources pétrolières du monde.

Cependant, les pertes que la guerre causa à la Grande-Bretagne furent bien supérieures à ce qu'elle obtint. D'abord, sous les assauts de l'Allemagne, elle perdit 70 % de ses bateaux ; malgré les efforts faits durant la guerre pour renforcer la construction navale, sa production de navires fut toujours inférieure au niveau d'avant-guerre. Les constructions navales des Etats-Unis et du Japon, quant à eux, saisirent l'occasion de la guerre et connurent un immense accroissement. Finalement, l'Angleterre perdit son hégémonie sur les mers à laquelle elle se cramponnait depuis 250 ans, la puissance de sa marine de guerre fut grandement diminuée. L'état du commerce extérieur s'aggrava. De 1913 à 1918, si l'on calcule à partir de la quantité d'objets en nature, le commerce des exportations de l'Angleterre diminua de moitié, le déficit de la balance commerciale augmenta violemment. Pendant la guerre, elle dut céder pour 1 milliard de livres sterling d'investissements étrangers, et s'endetta de 900 millions de livres sterling auprès des Etats-Unis, qui lui ravirent sa place de centre financier. En même temps, les Etats-Unis profitèrent de l'occasion pour s'emparer du marché européen et du marché de l'Amérique latine, les produits japonais envahirent les Indes et l'Asie du Sud-Est, ainsi que d'autres marchés dominés par l'Angleterre. La place de la Grande-Bretagne sur le marché mondial se trouva donc davantage affaiblie.

D'un côté, au cours de la guerre, l'industrie de capitalisme national des dominions et des colonies britanniques connut un certain développement. Cela diminua la dépendance économique de ces territoires vis-à-vis de l'Angleterre, et permit à la bourgeoisie nationale et à la classe ouvrière de se développer. Et surtout, la Révolution socialiste

d'Octobre en Russie encouragea grandement les luttes de libération des peuples des colonies et des semi-colonies. C'est pourquoi les bases de la domination coloniale de l'Angleterre furent ébranlées par cette guerre. Les coups de boutoir des mouvements de libération nationale firent disparaître à jamais l'époque où l'Angleterre dominait tranquillement les peuples des colonies et les opprimait à sa guise ; c'est ainsi que le « grand Empire britannique » qui étendait son hégémonie sur la terre entière depuis des centaines d'années, commença à tomber en décadence.

5. LE DECLIN ECONOMIQUE DE L'ANGLETERRE ENTRE LES DEUX GUERRES MONDIALES.

La longue dépression économique des années 20

L'Angleterre étant touchée par les premières années de la crise générale capitaliste, sa politique en fut ébranlée et son économie affaiblie. D'un côté, une production d'armements excessive ; de l'autre, une insuffisance notoire de la production d'objets de consommation courante, phénomènes auxquels s'ajoutait l'accroissement de l'émission de monnaie pour compenser le déficit des finances, entraînèrent une forte augmentation des prix. La valeur d'achat de la livre sterling n'atteignait plus que le tiers de celle d'avant-guerre. En mars 1919, l'Angleterre annonça officiellement qu'elle renonçait à l'étalon-or.

Tandis que régnait la confusion générale dans le do-

maine économique, les contradictions de classes à l'intérieur du pays connaissaient une acuité sans précédent. La diminution du secteur militaire augmenta énormément le chômage ; la forte inflation qui sévissait fit baisser rapidement la valeur réelle des capitaux. Les résultats catastrophiques de la guerre impérialiste contraignirent la classe ouvrière à renforcer son opposition au capital monopoliste. La victoire de la Révolution d'Octobre en Russie stimula encore plus l'ardeur combative révolutionnaire des masses ouvrières anglaises.

Dans les premières années qui suivirent la fin de la guerre, les grèves ne cessèrent de se succéder. Mais la classe dirigeante attribuait à l'existence de l'Union soviétique la montée du courant révolutionnaire parmi les ouvriers anglais et les peuples qu'elle colonisait. Aussi, de connivence avec les autres nations impérialistes, elle déclencha une intervention dans le seul but de l'étouffer dans l'œuf. Cette manœuvre perfide de l'impérialisme anglais rencontra l'opposition résolue de la classe ouvrière. Elle déclencha d'immenses manifestations de protestation et refusa de transporter le matériel militaire pour porter secours aux Russes blancs.

La conscience politique de la classe ouvrière s'éleva dans les luttes et sa capacité d'organisation fut renforcée. Le nombre d'ouvriers syndiqués passa de 4,5 millions à 6,5 millions entre 1918 et 1920. C'est cette année-là que fut créé le Parti communiste anglais. Après une période de déséquilibre économique, l'Angleterre connut au début de 1920 une courte période de relative prospérité mais moins d'un an plus tard, elle s'enlisait dans la première crise économique d'après-guerre (1920-1921).

Cette crise économique résultait de l'explosion de contradictions accumulées pendant la période de relative prospérité de la guerre et de l'après-guerre entre production et consommation. Après la guerre, le développement du com-

merce ne fut qu'un phénomène provisoire dû au passage d'un temps de guerre à un temps de paix, mais le pouvoir d'achat de la population était en fait très bas. C'est pourquoi la production s'était à peine remise en route qu'apparut une crise d'excédent des débouchés.

En outre, les Etats-Unis et le Japon, dont la production avait connu un développement sans précédent et qui s'étaient enrichis frauduleusement pendant la guerre, se lancèrent dans une compétition acharnée avec l'Angleterre sur le marché international tout de suite après la fin de la guerre. Aussi, le commerce extérieur de l'Angleterre se détériora-t-il rapidement après une brève période favorable. La gravité de cette crise était sans précédent. L'ensemble de la production industrielle passa du niveau le plus haut au niveau le plus bas, subissant une chute de 46 % et dépassant tous les records de crise que l'Angleterre avait jamais connus dans son histoire. Le chômage ouvrier atteignit 14,8 %.

Faisant retomber tout le poids de la crise sur le dos de la classe ouvrière, la classe bourgeoise imposa, en 1921, une baisse du salaire hebdomadaire de huit shillings aux six millions d'ouvriers employés. La classe ouvrière répondait aux assauts frénétiques de la classe bourgeoise par des attaques courageuses en déclenchant des grèves d'une ampleur sans précédent.

Après cette crise, l'Angleterre ne connaissant pas de relèvement économique pendant les années 20, se trouva dans un état de dépression prolongée. Jusqu'en 1929, sa production industrielle globale ne dépassa que de 5,7 % celle d'avant-guerre (l'année 1913). Bien que la situation n'ait pas été la même dans chaque secteur, en résumé, les anciens secteurs industriels déclinaient et les nouveaux secteurs industriels connaissaient un certain développement.

Les cinq anciens secteurs industriels : le textile, l'exploitation du charbon, la sidérurgie, la construction nava-

le, la fabrication de machines (sauf les moteurs électriques) étaient les principaux secteurs industriels en Angleterre ; leur production d'avant-guerre représentait 50 % de l'ensemble de la production industrielle, tandis que leurs produits exportés représentaient 70 % de l'ensemble de l'exportation.

En comparaison avec l'avant-guerre, les différentes productions de ces secteurs, excepté la fabrication de machines qui connaissait un certain développement, se trouvaient dans une situation de dépression.

En 1929, la production d'acier fut de 9,79 millions de tonnes, rattrapant à peine le niveau de l'année 1918, tandis que le taux de production de charbon, de fer, de textile et la construction navale avaient diminué par rapport à celui d'avant-guerre ; en outre, la plupart des équipements de ces secteurs n'avaient pas été modernisés.

Par exemple, la mécanisation de l'exploitation du charbon et de l'usinage des métaux atteignait à peine 35 % en 1931, alors que celle des Etats-Unis et de l'Allemagne atteignait déjà 80 % à 90 %.

En 1930, 42 % des machines du domaine textile étaient encore des modèles antérieurs aux années 1870-1880 ; de plus, 20 % des machines étaient mises au rebut.

Beaucoup de mines de charbon firent faillite à cause du déficit. Entre 1925 et 1929, le pourcentage des chômeurs dépassait en moyenne 16 %.

Les chantiers navals étaient encombrés de surplus d'équipements et subissaient la concurrence des chantiers étrangers qui fabriquaient des systèmes de propulsion modernes utilisant les carburants liquides. En conséquence, le pourcentage des chômeurs dans le domaine de la construction navale dans les années 20 fut environ de 30 %.

Au contraire, les nouveaux secteurs industriels tels que l'automobile, l'électricité, la chimie et les métaux non ferreux, soustraits provisoirement à la concurrence allemande

et protégés par les droits de douane appliqués par le gouvernement, connaissaient un certain développement dans les années 20.

Par exemple, la production de voitures (poids lourds y compris) passait de plus de 30 000 avant la guerre à 240 000 en 1929. Cette production égalait à peu près celle de la France (la même année, la production de voitures des Etats-Unis était de 5,36 millions). De plus, la fabrication des avions, la production d'électricité et de soie artificielle connaissaient aussi un certain accroissement.

Mais le développement de nouveaux secteurs industriels en Angleterre ne devait pas changer sa technique et ses équipements industriels dépassés et sa tendance vers une longue dépression ; ainsi, sa part de produits industriels dans le monde capitaliste tomba de 14 % en 1913 à 9 % en 1929, tandis que celle des Etats-Unis passa de 38 % à 48 %.

A part le manque d'évolution de la construction des secteurs et des équipements industriels causé par des traditions historiques, le principal facteur qui amenait un long marasme industriel dans les années 20 en Angleterre était l'influence défavorable qu'elle subissait à cause de l'intensité du problème des marchés pendant l'époque de la crise capitaliste générale.

Premièrement, les industries nationales des colonies et des dominions anglais eurent l'occasion de se développer pendant la Première Guerre mondiale. Après la guerre, les peuples des colonies déclenchèrent un courant révolutionnaire pour leur lutte de libération nationale, tandis que les dominions menaient aussi une lutte acharnée contre l'Angleterre pour une autonomie totale et une égalité intégrale. Ces luttes contraignirent l'Angleterre à faire certaines concessions qui affaiblirent son contrôle financier sur ses colonies et ses dominions. Les industries nationales de ces pays connurent alors un nouvel accroissement et devinrent

une force concurrentielle locale contre les marchandises anglaises qui s'écoulaient sur leurs marchés.

Par exemple, le textile indien connut un développement remarquable après la guerre et plus de 80 % des cotonnades utilisées étaient fabriquées sur place alors qu'avant la guerre, plus de 70 % des cotonnades étaient importées.

De plus, certaines semi-colonies (la Chine, le Brésil, etc.) développaient dans différentes mesures leur industrie légère, surtout l'industrie de filature cotonnière. Ces comportements accéléraient la diminution de la part de l'Angleterre dans la fourniture des articles industriels de consommation, surtout celle du marché des produits cotonniers.

Deuxièmement, les impérialismes américain et japonais, profitant de leur situation avantageuse fortifiée pendant la Première Guerre mondiale, passèrent à l'offensive sur tous les marchés mondiaux où l'Angleterre prédominait.

Après la guerre, la proportion des marchandises américaines dans l'importation de la plupart des pays latino-américains dépassait celle de l'Angleterre. Les Etats-Unis intensifièrent également leur pénétration sur les marchés intérieurs de l'Empire Britannique et firent ainsi baisser progressivement la proportion des importations anglaises dans ses dominions d'outre-mer.

Ainsi, le Canada, qui était un dominion de l'Angleterre, devint en réalité un marché occupé presque uniquement par les Etats-Unis.

Les marchandises japonaises écartaient aussi les marchandises anglaises de l'Asie du Sud-Est, de l'Inde, de la Chine et même de l'Australie, l'emportant sur celles de l'Angleterre, surtout dans le domaine de l'exportation du textile.

Troisièmement, en raison du développement de certaines nouvelles techniques d'après-guerre, la condition des

marchés extérieurs des marchandises traditionnelles anglaises (le charbon, les produits cotonniers, etc.) s'altérait.

Par exemple, le développement de l'hydro-électricité, l'utilisation générale du pétrole, le remplacement de la machine à vapeur par le moteur à combustion interne et l'emploi de toutes sortes d'inventions sur l'économie des combustibles amenaient une diminution rapide des besoins en charbon anglais. Après la guerre, le développement extraordinaire de la fabrication des fibres artificielles rétrécissait aussi ses marchés des produits cotonniers.

En outre, pour rattraper sa position dominante dans les finances internationales, l'Angleterre reconstitua en 1925 l'étalon-or en reprenant le taux du change d'avant-guerre. Le résultat en fut que la valeur de la livre sterling à l'extérieur fut plus haute que sa valeur réelle et que les prix des marchandises exportées par l'Angleterre calculés selon les monnaies étrangères furent relevés artificiellement. Ainsi, sa capacité de concurrence à l'étranger s'en trouva relativement affaiblie et son commerce extérieur en subit une influence néfaste.

Les facteurs mentionnés ci-dessus altérèrent graduellement dans les années 20 l'état du commerce extérieur anglais dont la proportion de l'exportation dans l'ensemble de celle du monde tomba de 13,9 % à 10,8 %. L'industrie anglaise, qui s'appuyait grandement sur les marchés étrangers, s'enfonça dans une longue dépression.

Quant à l'agriculture anglaise des années 20, elle déclina à nouveau. Le gouvernement cessa en effet de fournir des subventions et annula le contrôle de l'importation des céréales ; de grandes quantités de céréales et de produits des bétails étrangers à bon marché furent importées en Angleterre. Beaucoup de terres cultivées devinrent à nouveau des friches et des prés et la production agricole baissa sur une grande échelle.

La récession de l'industrie plongea la classe ouvrière

anglaise dans une grave situation de chômage et dans la misère. Dans les dix années précédant la Première Guerre mondiale, la proportion des chômeurs était de 2 à 5 %, mais dans les années 1920, il y avait en moyenne 12 % d'ouvriers de plus au chômage chaque année, soit plus d'un million d'ouvriers sans travail.

Un chômage général pendant une longue période obligea de nombreux ouvriers à partir pour l'étranger, et la classe bourgeoise, profitant de l'occasion, déclencha une attaque frénétique contre la classe ouvrière pour diminuer le plus possible les salaires, et prolonger les temps de travail. En juin 1925, les propriétaires des mines de charbon annoncèrent témérairement une baisse de 10 % des salaires et annulèrent la limite du minimum des salaires ; puis, ils décidèrent de porter la journée de travail de 7 heures à 8 heures.

Devant l'attaque des capitalistes, la classe ouvrière anglaise adopta fermement une position unanime ; en mai 1926, éclata finalement une impressionnante grève générale des ouvriers des mines de charbon, des chemins de fer et des transports. Le nombre des grévistes atteignit plus de 4 millions de personnes. La grève générale paralysa l'économie anglaise et montra la puissance intrépide de la classe ouvrière.

Mais les leaders opportunistes des syndicats et du Parti travailliste étaient effrayés par les luttes courageuses des masses ouvrières. Sous les menaces militaires et politiques du gouvernement conservateur, ils choisirent ouvertement le camp de la capitulation. Leur trahison fit échouer la grève générale, mais les intrépides ouvriers des mines de charbon continuèrent leur lutte jusqu'au mois de décembre.

Par la suite, la bourgeoisie lança une nouvelle attaque ; en 1927, le gouvernement britannique conservateur promulgua une « loi sur les syndicats et sur les conflits

dans l'industrie », déclarant que les grèves générales et les grèves de solidarité étaient illégales que les participants aux grèves « illégales » seraient punis, que les chômeurs refusant des offres de travail seraient considérés comme criminels, etc.

Cette loi fut appelée à l'époque « la Grande charte des jaunes ». Mais les chefs opportunistes des syndicats adoptant une stratégie de soumission, proposèrent de coopérer avec les employeurs et présentèrent le slogan « Améliorons ensemble de toutes nos forces la capacité des industries et élevons le niveau de vie des ouvriers ».

En 1928, ils tinrent des séances avec des groupes de grands industriels et exigèrent que les ouvriers suivent la voie de la soumission au capital monopoliste et pratiquent la collaboration de classes. Cette trahison des leaders opportunistes subit un boycott violent de la part de la majorité des ouvriers.

La crise économique de 1929 à 1932 et le court redressement de la fin des années 1930.

La longue dépression des années 20 ne pouvait pas aplanir les contradictions entre la consommation et la production à l'intérieur de l'Angleterre. Au contraire, l'appauvrissement de la masse ouvrière s'aggravant, les conflits s'intensifièrent de plus en plus.

En outre, comme l'industrie anglaise s'appuyait principalement sur les marchés internationaux, lorsque la crise économique mondiale éclata en 1929, l'Angleterre y fut immédiatement impliquée. L'Angleterre ne connaissant pas de prospérité économique avant la crise ni non plus d'importants renouvellements ou d'accroissements de capital fixe, le choc qu'elle subit parut moins fort que dans les autres pays. La différence entre le plus haut indice de la

production industrielle avant la crise et le plus bas au cours de la crise en Angleterre fut de 23,8 % (au lieu de 55,6 % aux U.S.A.).

Mais la diminution de la production de certains secteurs industriels principaux tels que la sidérurgie, la construction navale, le textile, etc. était encore très importante. La plupart des équipements en était mise à l'écart. En 1932, le nombre des chômeurs approcha les trois millions et le pourcentage moyen du chômage atteignit 22,2 %.

Cette crise générale de tout le monde capitaliste entraîna un surplus de produits dans chaque pays à un degré jamais atteint ainsi qu'une diminution à l'extrême de la capacité des marchés du monde capitaliste ; la concurrence des marchés internationaux s'intensifia parallèlement. L'Angleterre fut le pays le plus touché par la crise dans le monde capitaliste. Son économie reposait en effet pour une très grande part sur les marchés étrangers, sa capacité de concurrence était relativement limitée et elle appliquait encore une politique de libre-échange. Ses exportations tombèrent de 50 % et son déficit commercial s'accrut rapidement.

De plus, les revenus de ses investissements à l'étranger et de ses transports maritimes diminuèrent promptement de manière que cent millions de livres sterling de déficit apparurent pour la première fois en 1931 sur les dépenses et les recettes du budget international de l'Angleterre. En septembre de la même année, l'Angleterre fut obligée de renoncer à l'étalon-or et réalisa la dévaluation de la livre.

Après l'éclatement de la crise de 1929, pour l'éviter et arrêter une nouvelle baisse de sa position mondiale, la classe dirigeante adopta une série de démarches pour laisser peser le poids de la crise sur le dos d'autrui.

Premièrement, à compter de 1930, elle mit en œuvre à l'intérieur une série de prétendus moyens « économiques » sacrifiant les intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire

qu'elle réduisit largement les subventions d'assurance aux chômeurs, baissa les salaires des ouvriers et perçut de nouveaux impôts, etc. Ces mesures poussèrent la masse des travailleurs dans l'abîme de la famine.

Deuxièmement, pour protéger le marché national et empêcher la concurrence des marchandises étrangères, dès 1932, l'Angleterre abandonna complètement sa politique de libre-échange et imposa toutes les marchandises importées de 10 à 33,3 % de leur prix. De plus, elle tenta de moyenner la dévaluation de la livre pour stimuler le commerce extérieur.

Mais, du fait de renoncements successifs à l'étalon-or d'autres pays qui réalisèrent la dévaluation des monnaies, établirent des barrières de droits de douane ou limitèrent l'importation, la fonction de ces mesures disparut bientôt.

Troisièmement, pour consolider les marchés de l'Empire Britannique et renforcer le contrôle et l'exploitation des colonies et des dominions, l'Angleterre tint en 1932 une Conférence Impériale à Ottawa et conclut avec ses dominions et ses colonies « l'Accord de la préférence impériale ».

Selon l'Accord, l'Angleterre dispensait ou diminuait les droits de douane de l'importation de marchandises des dominions et des colonies, et se limitait à importer des produits agricoles en dehors de l'Empire. Alors que ses dominions et ses colonies diminuaient les droits de douane des produits industriels anglais (d'habitude, les droits de douane en étaient réduits jusqu'aux 20 % des prix des marchandises), en même temps, ils augmentaient le taux des droits de douane de l'importation des autres pays à part l'Angleterre pour les empêcher de s'infiltrer sur les marchés de l'Empire.

En outre, pour consolider la fonction de la livre sterling comme monnaie mondiale et empêcher les Etats-Unis de prendre part à sa zone d'influence, l'Angleterre, ayant

renoncé à l'étalon-or, formait au fur et à mesure un groupe de la livre. Les monnaies des pays participants à ce « bloc » maintenaient un taux fixe du change de la livre et fixaient leur taux du change du dollar et des monnaies d'autre pays selon celui de l'Angleterre envers le dollar. Leur fonds monétaire international destiné aux règlements des changes était déposé dans les banques de Londres.

Pour stimuler les investissements intérieurs, le gouvernement anglais prit des mesures telles que la prévention de la sortie du capital, la baisse des intérêts des banques et l'augmentation du crédit, etc.

Toutes ces mesures, bien qu'elles aient joué un certain rôle pour modérer provisoirement la crise, ne purent pas sauver fondamentalement la tendance générale à la dépression économique.

La crise de 1929 atteignit son point culminant en 1932. Ensuite, la production commença à reprendre, mais très lentement. Elle ne connut qu'après 1935 un essor économique d'une courte durée grâce à l'intervention de l'Etat dans l'économie intérieure et à l'expansion des armements ainsi qu'aux préparatifs de guerre.

En 1937, l'indice de la production industrielle de l'Angleterre augmenta de 23,7 % par rapport à l'indice le plus élevé avant la crise (1929). Sa production d'acier passa de 9,79 millions de tonnes en 1929 à 13,19 millions de tonnes en 1937 ; celle de voitures passa de 240 000 à 500 000.

Mais ces augmentations n'étaient que des compensations partielles à la situation de sous-développement des années 20. En 1937, la production d'acier et de voitures de l'Angleterre furent à peu près respectivement 1/4 et 1/10 de celles des Etats-Unis, qui ne rattrapèrent pas encore leur niveau de 1929.

Après la crise, les caractéristiques principales de la production industrielle de l'Angleterre furent les suivantes :

d'une part, les nouveaux secteurs industriels et les domaines de l'industrie lourde concernant la production d'armements connurent un certain développement ; d'autre part, les anciens secteurs industriels tels que l'exploitation du charbon, la construction de navires, le textile, etc. s'enlisèrent encore plus dans une dépression chronique.

Sauf les facteurs tels que le protectionnisme, le renouvellement du capital fixe et l'accroissement des investissements intérieurs, la concurrence joua un rôle dans la stimulation artificielle des secteurs du premier type afin d'obtenir un certain développement.

Après la crise de 1929, les pays impérialistes placèrent leur espoir d'éviter la crise dans des guerres agressives. Le Japon et l'Allemagne établirent successivement leur pouvoir fasciste à l'intérieur dans les années 30 et augmentèrent les armements de grande envergure pour les préparatifs de guerre ; ils accélérèrent les activités agressives de sorte que les conflits entre les pays impérialistes s'intensifièrent de plus en plus.

L'Angleterre, qui provoqua activement l'agression fasciste tenta perfidement de détourner sa lancée vers l'Union soviétique, mais elle accéléra aussi, par la suite, ses démarches de préparation de guerre. A partir de 1935, ses dépenses pour les armements s'accrurent promptement (celles de 1937 furent deux fois supérieures à celles de 1935) ; ainsi, le développement des secteurs tels que la sidérurgie, la fabrication de machines, l'aéronautique, l'automobile, la chimie, la construction en fut stimulé.

De toutes façons, même vers la fin de 1937, la production des anciens secteurs industriels tels que le charbonnage, la construction navale et le textile n'avait pas encore rattrapé le niveau de 1929. Bien que l'Etat fût intervenu au nom de l'exécution du programme de « rationalisation de la production et des entreprises », en rejetant une grande quantité d'équipements dépassés et en fermant de

nombreuses usines et mines arriérées, les entreprises fonctionnaient encore au-dessous de la capacité et le taux de chômage était toujours au-dessus de 20 %.

Le déclin continu des anciens secteurs industriels fut le résultat direct de l'inefficacité de la production et de l'altération constante des conditions d'exportation.

La fondation du système de « la Préférence Impériale » et du groupe de la livre sterling renforça dans une certaine mesure la position de l'Angleterre sur les marchés de ses dominions, colonies et semi-colonies. Néanmoins, à cause de la dépression du marché mondial à cette époque et de la concurrence intense entre les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, même en 1937, le montant des exportations de l'Angleterre n'avait pas encore rattrapé le niveau de 1929.

De plus, du fait de la diminution incessante des revenus des investissements étrangers et des transports maritimes, la balance commerciale de l'Angleterre était presque toujours en déficit.

Le bref renouveau industriel de 1935 à 1937 n'amena aucune amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière. Même dans les années où la production industrielle atteignait son point maximal, il y avait encore 1 500 000 chômeurs. Par ailleurs, le salaire réel des ouvriers décroisait à cause de l'augmentation des dépenses de la vie. A Londres, 1/3 des familles vivait encore dans la misère.

Vers la fin de 1937, le bref redressement cessa et la crise de 1937 à 1938 éclata. La ligue dirigeante recourut davantage au développement des armements et aux préparatifs de guerre. Les dépenses militaires de 1938 augmentèrent de 50 % par rapport à celles de 1937. Puis, la Seconde Guerre mondiale éclata sur toute la ligne du front, et ceci empêcha temporairement l'extension de cette crise économique.

Quant à l'agriculture de l'Angleterre des années 30, grâce à la politique de subvention et de protection adoptée

par le gouvernement, la production connut un certain redressement ; aussi les équipements techniques agricoles connurent-ils une amélioration remarquable.

Après la Conférence impériale à Ottawa en 1932, il fut stipulé qu'à l'exception des grains importés des dominions et des colonies de l'Empire, auxquels on accordait des « préférences », des droits douaniers seraient perçus sur tous les produits agricoles importés des autres pays, pour lesquels des quotas d'importations étaient fixés.

Afin d'assurer de grosses recettes pour les propriétaires-fonciers et les riches fermiers, le gouvernement accorda aussi une « compensation à l'insuffisance » pour certains produits agricoles essentiels au cas où les prix du marché seraient inférieurs au niveau réglementé.

Ces mesures qui permirent de remplir à l'aide du budget de l'Etat la bourse des capitalistes agricoles grâce à l'argent des consommateurs constituaient un pillage sans détour de la masse des travailleurs.

De plus, ceux qui bénéficièrent de cette politique de subvention furent principalement les grands fermiers qui possédaient des équipements techniques relativement avancés et exploitaient plus de 50 acres de terre.

Malgré cela, le volume de la production agricole de l'Angleterre des années trente n'avait pas rattrapé le niveau des dernières années de la Première Guerre mondiale.

Les céréales importées constituèrent encore plus de 70 % de la consommation à l'intérieur du pays ; les graisses et les viandes importées, plus de 85 %. Le caractère impérialiste colonial de la Grande-Bretagne et le système de la propriété terrienne des grands propriétaires-fonciers firent obstacle au développement de l'agriculture.

En résumé, l'économie de la Grande-Bretagne entre les deux grandes guerres mondiales se trouva dans un état de déclin et d'instabilité. C'est le reflet de la crise générale du capitalisme sur ce vieil empire gigantesque.

Le renforcement de la domination du capital monopoliste

Dans la période de l'entre-deux-guerres, afin de sauver l'Empire du déclin et de sauvegarder sa domination, le capital monopoliste de l'Angleterre, avec le soutien de l'Etat, obtint un plus grand soutien qu'avant la guerre.

Premièrement, après une série d'activités de fusion et d'absorption pendant et après la Première Guerre mondiale, des organisations monopolistes apparues avant la guerre s'agrandirent, prirent le contrôle de nouveaux secteurs industriels qui obtinrent la protection douanière de l'Etat, et devinrent ainsi le noyau du développement des organisations monopolistes industrielles.

Par exemple, Vickers, qui occupait déjà avant la guerre une position monopoliste dans la production des munitions, annexa pendant et après la guerre un grand nombre d'entreprises, et en 1928 cette compagnie se joignit à une autre entreprise monopoliste de munitions, Armstrong-Whitworth et créa Vickers-Armstrong Company.

En 1929, Vickers créa conjointement avec Cammell Laird Company le puissant trust métallurgique, English Steel Corporation, et le trust de la fabrication des voitures, Metropolitan-Cammell Carriage and Wagon Company. Ainsi, Vickers devint un grand consortium, centré sur la fabrication des munitions et des machines, possédant à l'intérieur et à l'extérieur du pays un grand nombre d'entreprises de munitions, de matériaux militaires, de métaux, de navires, d'avions et d'équipements électriques.

Dans l'industrie chimique, apparut aussi un grand consortium, Imperial Chemical Industries Ltd, formé conjointement de quatre grandes organisations monopolistes d'avant-guerre (Brunner-Mond Company Ltd ; United Alkali Ltd ; Nobel Company Ltd et British Dyestuff Corporation Ltd).

Peu de temps après sa création, ce consortium prit le

contrôle de 95 % de la production chimique essentielle, de 100 % de l'azote synthétique et de 40 % de la production des matières tinctoriales de l'Angleterre, devenant le rival le plus puissant des compagnies allemandes et françaises.

Dans l'industrie automobile, les six grandes compagnies monopolistes (Austin, Ford, Morris, Standard, Vauxhall et Rootes), à la suite de leur développement d'après-guerre, occupèrent presque 9/10 du volume total de la production d'automobiles de l'Angleterre. Les trois premières compagnies en occupaient 2/3.

Au cours de l'expansion des armements et les préparatifs de guerre des dernières années 30, les grands consortiums et compagnies mentionnés ci-dessus devinrent de plus en plus puissants. De plus, après la guerre et surtout après la crise de 1929, par l'intervention et la poussée du gouvernement sous le prétexte de mettre à exécution le plan « rationalisation de la production et des entreprises », certains secteurs industriels qui s'étaient affaiblis depuis longtemps commencèrent à s'orienter vers la monopolisation et le groupement. C'était une manifestation remarquable du développement du capitalisme monopoliste d'Etat britannique d'après-guerre.

Par exemple, en 1929, Lancashire Cotton Corporation, organisée par l'intervention de l'Etat et avec la participation de la Banque d'Angleterre, annexa 139 entreprises de filature du coton ; aux débuts des années trente, cette compagnie, sous le prétexte de l'exécution du plan « rationalisation », supprima 52 entreprises parmi celles dont les équipements étaient vétustes.

En 1936, le gouvernement acheta et supprima les équipements textiles de certaines entreprises de moyenne ou petite envergure, renforçant ainsi la position monopoliste des grandes entreprises mieux équipées dans l'industrie textile.

Dans la construction navale, en 1930 fut créée, par

l'intervention de l'Etat et avec le soutien des capitaux bancaires, la National Shipbuilders' Security Company ; c'est aussi au moyen de l'achat et de la démolition des équipements de nombreux moyens ou petits chantiers navals que l'on renforça la position dominante des grandes entreprises.

Dans l'industrie houillère, en 1930 le gouvernement promulgua la loi sur la cartellisation par région des organisations houillères, qui fixa une norme pour la quantité de la houille exploitée par région et réglementa un prix de vente minimal. Par cette loi, on installa aussi une commission pour la réorganisation de l'industrie houillère, de façon à accentuer le groupement des entreprises houillères et à exécuter le plan de « rationalisation de la production et des entreprises ».

En 1936, le gouvernement britannique adopta une loi sur l'annexion forcée des entreprises houillères, n'épargnant aucun effort pour pousser le groupement monopoliste dans ce secteur industriel.

Dans l'industrie métallurgique, entre 1929 et 1930 furent formés à l'aide de droits de douane élevés et par l'intervention du gouvernement, cinq groupes monopolistes sidérurgiques (United Iron and Steel ; English Steel Corporation ; Dorman-Long Company ; Guest-Keen & Nettlefolds Company et Lancashire Steel Company).

En 1932 fut établie la British Iron and Steel Federation en vue de cartelliser toute l'industrie métallurgique. Les dix grandes compagnies constituant cette fédération contrôlèrent 47 % de la capacité de la fonte du fer et 67 % de celle de l'affinage de l'acier.

Les organisations qui monopolisaient la production des matières premières des colonies et semi-colonies connurent aussi un certain développement après la guerre et restèrent toujours les plus puissantes.

Par exemple, parmi toutes les organisations monopolis-

tes de la Grande-Bretagne, mises en ordre par le montant de capitaux, les trois premières étaient : la Compagnie pétrolière irano-britannique, la compagnie Shell hollando-britannique et la Burmese Oil Company. En 1939, ces trois compagnies pétrolières contrôlaient 76 % de la production du pétrole du Proche-Orient et étaient les rivales les plus puissantes de la Standard Oil Company de New York.

Après la guerre, la centralisation et la monopolisation dans les milieux bancaires se renforcèrent de la même manière. La puissance des « Cinq grands » connut un développement considérable. La part représentée par les dépôts que ces « Cinq grands » absorbaient dans le montant total des dépôts des banques actionnaires passa de 40 % en 1913 à 86 % en 1938.

A cette époque, le changement le plus profond des capitaux bancaires fut la croissance sans précédent de la fusion du capital bancaire et du capital industriel. D'une part, c'est sans doute le résultat de la dépression prolongée de l'industrie et le déclin rapide des anciens secteurs industriels, qui entraînèrent les capitaux industriels à demander d'urgence le soutien de prêts bancaires à long terme ; en revanche, les banques s'intéressèrent davantage, elles aussi, à l'investissement dans l'industrie.

L'ébranlement du système colonial après la guerre aggrava les risques de l'exportation des capitaux, si bien que les banques furent de plus en plus prudentes dans les investissements à l'étranger. Après la crise de 1929, la faillite et la perte sur le capital des anciens secteurs industriels, qui étaient grandement endettés envers les banques, constituèrent une menace directe contre les intérêts des capitaux bancaires.

Ainsi, avec la Banque d'Angleterre en tête, on fonda en 1929 le trust du traitement des valeurs pour contrôler la vente des valeurs industrielles. En 1930, avec la partici-

pation des grandes banques commerciales et des compagnies d'investissement, la Banque d'Angleterre créa la Banker's Industrial Development Company pour intervenir dans « la réorganisation de l'industrie » et l'aider financièrement.

Par la suite, apparut une vague d'investissement de capitaux bancaires importants dans l'industrie. Les « Cinq grands » investirent avec beaucoup de grandes compagnies monopolistes dans les nouveaux et anciens secteurs industriels.

Les « Cinq grands » et les organisations monopolistes renforcèrent aussi le service du personnel. En 1938, plus de 100 membres du conseil d'administration de cinq grandes banques détenaient plus de 1 000 postes d'administrateur dans les compagnies actionnaires de tous les secteurs, formant ainsi le noyau de l'oligarchie financière britannique.

Le capital financier, d'ailleurs, contrôlait complètement la machine d'Etat de la Grande-Bretagne. Après la guerre, les membres Conservateurs du Parlement étaient pour la plupart possesseurs de grosses actions ; parmi eux, la moitié occupait des postes de directeur dans des grandes entreprises. Les ministres du cabinet Conservateur tels que Baldwin, Chamberlain, Stanley et Anderson étaient aussi des grands actionnaires, directeurs ou administrateurs de grandes entreprises et banques.

Les capitalistes monopolistes s'infiltrèrent dans le Parlement de sorte qu'ils purent opprimer plus directement les travailleurs à l'aide de la machine d'Etat et procurer les plus gros bénéfices aux groupes de capitaux monopolistes.

Plus forte est l'oppression, plus intense est la résistance. Vers le milieu des années trente, au mépris de la trahison des chefs opportunistes de la couche supérieure des Trade-Unions, la classe ouvrière de la Grande-Bretagne reprit courage malgré les humiliations qu'elle avait subies

depuis 1926. Elle organisa sans cesse des manifestations et des grèves, qui frappèrent gravement la domination du capital monopoliste. En 1935, le porte-parole du capital monopoliste, le « Times » s'écria tremblant de peur que : *« L'esprit qui avait provoqué la grève générale de 1926 se manifestait une fois de plus ! »*

6. L'AFFAIBLISSEMENT DE LA PUISSANCE ECONOMIQUE DE L'ANGLETERRE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LE DECLIN DE L'EMPIRE BRITANNIQUE.

La Seconde Guerre mondiale fut déclenchée par les pays fascistes : l'Allemagne, le Japon et l'Italie ; la Grande-Bretagne soutint les forces fascistes mondiales et toléra l'agression de ces nations à l'étranger.

L'impérialisme britannique, considérant toujours l'Union soviétique comme un ennemi, ne pensait qu'à la faire périr avec l'aide des fascismes allemand et japonais. Mais il tomba dans son propre piège, car après l'occupation d'un large territoire d'Europe continentale, en septembre 1939, l'Allemagne d'Hitler détourna le fer de lance de son agression vers l'Angleterre elle-même ; ceci l'obligea à déclarer la guerre à l'Allemagne.

Quand l'Angleterre participa à la guerre, ce ne fut pas seulement pour frapper l'Allemagne, mais aussi pour se délivrer de la crise économique, consolider le système colonialiste et assurer les plus grands profits au capital monopoliste.

Après le commencement de la guerre, le gouvernement britannique renforça toute de suite son intervention et son contrôle sur toutes les affaires économiques ; il établit un

cabinet de guerre et une organisation de surveillance économique qui furent administrés entièrement par les capitalistes monopolistes.

Pendant la guerre, 2 500 personnes venant des organes dirigeants des trusts contrôlèrent les organisations de surveillance de l'Etat, transformant la machine d'Etat en instrument au moyen duquel le capital monopoliste spoliait et pressurait le peuple.

La charge des énormes dépenses militaires fut entièrement supportée par les travailleurs qui furent soumis à une augmentation d'impôts, l'émission croissante d'emprunts nationaux et l'inflation.

Cependant, par les manœuvres des organes gouvernementaux de surveillance contrôlés par les organisations monopolistes, ces sommes d'argent furent transférées dans la poche de la classe bourgeoise monopoliste.

Ces organes de surveillance se chargeaient des missions telles que la signature de contrats de commandes militaires avec les organisations monopolistes, la répartition des investissements, des matières premières et des subventions de l'Etat, l'équipement des usines par le budget de l'Etat en vue de procurer des bénéfices au capital monopoliste et répartition de la force de travail, etc.

Pendant la guerre, les investissements de l'Etat dans l'industrie atteignirent 1 milliard de livres, dont une moitié fut utilisée pour l'établissement d'usines d'armement nationalisées. Ces usines, dès qu'elles furent fondées, furent mises sous le contrôle de compagnies privées et par la suite vendues à bon marché aux grandes organisations monopolistes. L'autre moitié fut directement utilisée pour l'agrandissement des grandes usines privées.

En outre, l'Etat signa avec les organisations monopolistes des commandes militaires dont le montant total atteignit 500 millions de livres par an, en vue d'assurer des gros bénéfices.

De plus, sous le prétexte de « besoins de guerre », l'Etat annexa 2 800 entreprises dans 52 secteurs aux grandes compagnies monopolistes en en fermant certaines et en en cédant d'autres. La domination exercée par le capital monopoliste se renforça ainsi considérablement.

Au cours de la guerre, la production industrielle qui dépendait des commandes militaires s'accrut rapidement, et atteignit son niveau le plus haut en 1944, dépassant le niveau de 1939 de 25 %.

Mais, en attendant l'essor rapide de la production de l'industrie lourde et de l'industrie de matériel de guerre, on s'efforça de réduire la production des articles de consommation, ce qui amena une insuffisance sérieuse de l'offre d'approvisionnement sur les marchés et une hausse exorbitante des prix.

Pendant la guerre, en dehors d'un nombre d'entreprises militaires agrandies ou nouvellement créées, très peu d'équipements industriels furent rénovés ou améliorés. L'Etat contraignit les ouvriers à accélérer la production, non seulement en leur imposant des corvées militaires pénibles, mais aussi en rendant les équipements mécaniques déficients.

De plus, le bombardement par l'Allemagne détruisit une partie des propriétés immobilières de l'industrie anglaise. A partir du début de 1945, la production industrielle de la Grande-Bretagne commença à chuter sur une large échelle.

L'agriculture de l'Angleterre, pendant la guerre, connut un certain développement grâce au soutien du gouvernement. Les superficies ensemencées en céréales, la force mécanique dans l'agriculture ainsi que le volume de grains connurent aussi une certaine croissance. Néanmoins, l'amélioration de la production des céréales ne put contrebalancer l'insuffisance amenée par la diminution des importations.

A partir de 1940, l'Angleterre commença à mettre en pratique un rationnement des nourritures essentielles, diminuant les quantités consommées par la population. Les vêtements figuraient aussi parmi les articles rationnés ; pendant la guerre, la consommation des vêtements d'adultes décrut de 1/2 par rapport à celle d'avant-guerre.

La guerre affaiblit gravement la force économique de l'Angleterre et causa la mort de 410 000 personnes ; un quart de la richesse du pays fut détruit dans la guerre ; les équipements techniques de l'industrie devinrent plus démodés. La position de la Grande-Bretagne dans la production industrielle du monde capitaliste baissa encore plus et fut de loin inférieure à celle des Etats-Unis.

Quant à la puissance maritime, le tonnage des bateaux marchands et navires de guerre des Etats-Unis dépassa aussi de loin celui de l'Angleterre ; l'époque où la Grande-Bretagne dominait les mers était dépassée à jamais.

Pendant la guerre, le commerce d'exportations de l'Angleterre diminua d'environ 70 %. La part qu'elle occupait dans le commerce du monde capitaliste fut dépassée par celle des Etats-Unis. A cause de l'achat et du transport des matériaux de guerre à l'étranger, pendant la guerre, l'investissement aux pays étrangers diminua de 1,1 milliard de livres, et l'emprunt extérieur s'accrut de 3 milliards de livres. Le déficit de la balance commerciale en temps de guerre atteignit 4 milliards de livres. Tout cela affaiblit gravement sa position financière dans le monde.

La guerre rendit la situation financière de l'Angleterre dépendante dans une certaine mesure des Etats-Unis. 60 % des marchandises importées en temps de guerre venaient des Etats-Unis.

Un peu plus d'un an après le début des combats, les Etats-Unis épuisèrent presque la réserve d'or et les devises étrangères de l'Angleterre. Plus tard, conformément à la

loi de Prêt-Bail américain, l'Angleterre emprunta du matériel pour une somme de 27 milliards de dollars.

Dans les accords de Prêt-Bail anglo-américain, on stipula de nombreuses clauses visant à démolir l'hégémonie de la Grande-Bretagne sur le marché de l'Empire, telle que la demande d'abaisser les droits douaniers et annuler le système de la préférence impériale, etc.

En outre, les Etats-Unis contraignirent l'Angleterre à compenser l'offre de location et d'emprunt par ses nombreuses bases aériennes et navales d'outre-mer.

La guerre augmenta d'une façon inouïe la force centrifuge à l'intérieur de l'Empire britannique. Le système colonial commença à se désintégrer. Pendant la guerre, afin de satisfaire aux besoins militaires, et d'intensifier le pillage des matières premières des dominions et des colonies, les Anglais furent obligés d'y développer certaines industries minières et industries de transformation des matières premières.

En même temps, à cause de la réduction des marchandises importées d'Angleterre, l'industrie nationale des colonies et des dominions eut l'occasion de se développer.

Cela affaiblit d'une part les bases économiques des relations avec l'Empire britannique et d'autre part renforça la bourgeoisie nationale et la classe ouvrière de ces régions.

De plus, du fait que le matériel offert à l'Angleterre par les colonies et les dominions, pendant la guerre, dépassait de loin en quantité les marchandises que l'Angleterre leur offrit, celle-ci fut fortement endettée envers ses colonies et dominions et refusa pendant longtemps de payer.

En effet, cela voulait dire que l'Angleterre visait à détourner la charge causée par la guerre sur les peuples des colonies et dominions, ce qui aggrava de plus les contradictions entre l'Angleterre et ses possessions.

De plus, l'affaiblissement de la Grande-Bretagne elle-même et l'infiltration de la puissance impérialiste américaine dans les colonies et dominions britanniques, affaiblirent grandement la domination de l'Angleterre à l'intérieur de l'Empire.

La victoire de la guerre antifasciste, et surtout le triomphe de la révolution chinoise, ébranlèrent tout le front impérialiste et encouragèrent les luttes de libération nationale des peuples des colonies et semi-colonies du monde entier.

Cela poussa le système colonial de l'impérialisme britannique d'après-guerre vers sa désintégration totale. Les uns après les autres, les peuples des colonies échappèrent à la domination britannique et fondèrent leur pouvoir national indépendant. Ainsi, l'arrogant « empire sur lequel le soleil ne se couche jamais » vit arriver son crépuscule et sombra définitivement.

CHAPITRE III

LES ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis sont à l'heure actuelle une superpuissance impérialiste. Mais il y a deux siècles, ils ne formaient pas encore un pays indépendant ; ils étaient seulement une colonie sous domination anglaise. Lors des années 70 du XVIII[e] siècle, ils obtinrent leur indépendance au terme d'une guerre contre l'Angleterre, et fondèrent une république bourgeoise : les Etats-Unis d'Amérique. Ce pays capitaliste tardif se développa très rapidement au cours du siècle qui suivit sa fondation ; au début des années 80 du XIX[e] siècle, il fit un bond qui le mena en première place dans l'industrie capitaliste mondiale. Au commencement du XX[e] siècle, ayant atteint le stade impérialiste, il devint le pays dont le capitalisme monopoliste était le plus hautement développé. Ensuite, au cours des deux conflits mondiaux, sa richesse s'accrut par à-coups grâce à la guerre. Les Etats-Unis devinrent ainsi le centre de l'exploitation financière internationale, et conquirent l'hégémonie mondiale.

« *Le capital y arrive [au monde] suant le sang et la boue par tous les pores* (1). » L'histoire du développement du capitalisme américain fut une histoire sanglante d'exploitation et de pillages sordides. De plus, comme l'indique Marx, le capitalisme s'est développé aux Etats-Unis dans des conditions encore plus éhontées que partout ailleurs.

1. ECONOMIE DE LA PERIODE COLONIALE ET REVOLUTION DE L'INDEPENDANCE.

Economie coloniale de l'Amérique du Nord

Les Indiens étaient à l'origine les maîtres du continent américain. A la fin du XV[e] siècle, la société indienne for-

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 202. E.S.

mée de nombreuses tribus claniques, en était au stade de développement de la communauté primitive. En 1492, Christophe Colomb découvrit l'Amérique ; ce « nouveau continent » devint alors le terrain de rivalité de tous les pays d'Europe occidentale, qui étaient justement en train de réaliser l'accumulation primitive de leur capital. Espagnols, Hollandais, Français et Anglais se succédèrent en Amérique du Nord et pratiquèrent un pillage colonial. Ils employèrent des procédés particulièrement atroces, chassèrent et massacrèrent les Indiens, et s'emparèrent de leurs terres. Après le XVII[e] siècle, l'Angleterre dépassa tous les autres pays par son développement économique ; elle triompha successivement de l'Espagne, de la Hollande, de la France, etc. ; elle établit treize colonies entre les rives de l'Atlantique à l'Est et les monts Appalaches à l'Ouest (1). Ces treize colonies furent le cadre de la révolution de l'indépendance américaine ; outre les Indiens autochtones, il y avait environ 2,5 millions d'immigrants. C'étaient principalement des travailleurs pauvres d'Angleterre, d'Allemagne, de Hollande, de France, et d'autres pays. Pour échapper à la misère, à la tyrannie féodale et à l'oppression religieuse, ils étaient venus en Amérique du Nord chercher un moyen de s'en sortir. Cependant, cette entreprise coloniale fut surtout le fait des commerçants de la bourgeoisie et des organisations de la grande noblesse qui, dans le but de s'enrichir, se mirent à administrer la colonie nord-américaine.

Au début, les colons se lancèrent à la recherche de l'or et de l'argent. Mais le Nord du continent américain était loin d'en renfermer autant que le centre ou le Sud. Ils

(1) Ces treize colonies étaient : Massachusetts, Rhode Island, New Hampshire, Connecticut (ces régions avaient comme nom général : colonies du Nord, ou colonies de Nouvelle Angleterre) ; Pennsylvanie, New York, New Jersey, Delaware (colonies centrales) ; Virginie, Maryland, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie (colonies du Sud).

s'en détournèrent donc, se mirent à pratiquer avec les Indiens un trafic frauduleux de fourrures, et amassèrent ainsi de grosses fortunes. Les colons établirent ensuite des colonies fixes, et implantèrent une économie coloniale en fonction des intérêts de la métropole, dont l'Amérique du Nord devint ainsi le vassal agricole. Ces colonies furent fondées dans des circonstances diverses, et les conditions naturelles étaient inégales ; aussi se créa-t-il différents rapports économiques dans l'agriculture coloniale : le système de propriété paysanne, le système esclavagiste, ainsi que les rapports terriens du système féodal.

Les colonies du Nord furent mises en valeur par des groupes de travailleurs immigrés. Ceux-ci se déplacèrent collectivement, créèrent des villages, puis se partagèrent la terre entre eux. Dans ces régions, l'établissement de petites fermes dont le paysan était propriétaire se généralisa. Au Nord, le sol était pauvre et stérile, l'hiver était relativement long ; on cultivait principalement du maïs, du blé, des pommes de terre, etc.

Dans les colonies du Centre, le roi d'Angleterre conserva le système des latifundia que les Hollandais avaient à l'origine établi dans la vallée de l'Hudson ; il les octroya aux nobles propriétaires fonciers anglais, et institua le régime des grandes propriétés terriennes des seigneurs féodaux. Les nobles propriétaires fonciers transplantèrent sur le continent américain le système féodal européen ; ils partagèrent la terre en petites parcelles qu'ils louèrent aux colons pauvres, et perçurent le quitrent (1) (rente en nature ou en argent). Ils transportèrent également d'Europe le droit d'aînesse, l'entail (2), et autres accessoires du système féodal. Les terres vacantes étaient nombreuses dans les

(1) Quitrent : mot anglais ; cens versé à la place des corvées (N.d.T.).

(2) Entail : mot anglais ; forme de majorat (système d'héritage) (N.d.T.).

colonies et l'on pouvait les défricher à sa guise ; d'autre part, les grands propriétaires fonciers se disputant les immigrants, le quitrent n'était généralement pas trop élevé. Mais les colons, venus en Amérique du Nord à la recherche d'une nouvelle existence, vouaient une haine profonde à ce mode d'exploitation ; ils menèrent contre lui une lutte incessante, boycottèrent fréquemment le paiement des fermages, ou bien encore déménagèrent vers de nouvelles régions. Au centre, outre les latifundia des propriétaires fonciers, on trouvait une grande quantité de petites fermes de paysans propriétaires. Les conditions naturelles y étant relativement favorables, on y cultivait en abondance le blé, l'orge, et d'autres céréales ; on appelait cette zone les « colonies du pain ». Les plantations d'arbres fruitiers et l'élevage y étaient également très prospères.

Pour ce qui est des colonies du Sud, le roi d'Angleterre les concéda à des nobles propriétaires fonciers ou à des corporations de riches marchands. Le Sud était une plaine fertile au climat tempéré ; il convenait à une économie extensive de grosses fermes. Les colonialistes anglais allèrent jusqu'à adopter le mode d'exploitation esclavagiste périmé pour piller les richesses des colonies ; ils instaurèrent une économie de plantation esclavagiste, et cultivèrent du tabac, du riz et de l'indigo qu'ils vendirent à l'Angleterre. Les esclaves étaient des blancs sous contrat (1) et des noirs importés d'Afrique. Avant la révolution de l'Indépendance, les esclaves noirs travaillaient essentiellement dans les

(1) Certains immigrants européens extrêmement pauvres n'avaient pas d'argent pour payer leur voyage jusqu'en Amérique du Nord ; ils étaient contraints de signer des contrats avec les armateurs ou les compagnies coloniales qui les transportaient ; une fois arrivés en Amérique du Nord, ils travaillaient gratuitement de 3 à 7 ans pour compenser les frais du voyage ; ce furent des esclaves blancs sous contrat. Après avoir terminé leur période de corvée, ils pouvaient obtenir leur liberté. Durant la période coloniale, environ la moitié des blancs qui s'installèrent en Amérique du Nord y arrivèrent au titre d'esclaves sous contrat.

plantations ; ils représentaient environ 50 % de la population totale des colonies du Sud. En 1770, il y avait approximativement 460 000 esclaves noirs dans les treize colonies de l'Amérique du Nord. Ce fut un Hollandais qui, le premier, pratiqua le trafic d'esclaves noirs vers l'Amérique du Nord. Après le milieu du XVII[e] siècle, les commerçants d'Angleterre et d'Amérique du Nord se lancèrent dans un commerce d'esclaves de grande envergure. Par l'intermédiaire de chefs de tribus africaines ou de courtiers indigènes, les trafiquants échangeaient des marchandises de pacotille contre des noirs. Ils enchaînaient ceux-ci les uns aux autres comme du bétail, les entassaient de façon épouvantable sur des vaisseaux négriers long-courriers, et les vendaient enfin dans les plantations. Cette situation inhumaine, la traite des esclaves, fut effroyable. Pour chaque noir vendu en Amérique, cinq autres mouraient, soit sur le continent africain quand ils étaient traqués, soit en mer au cours de la traversée. Dans les plantations, les esclaves noirs étaient poussés comme des bêtes de somme à accomplir les plus lourds travaux, jusqu'à ce qu'ils aient usé leurs dernières forces. Ces esclaves noirs étaient non seulement asservis eux-mêmes pour la vie, mais leurs fils et leurs filles étaient aussi propriété inconditionnelle du maître d'esclaves ; ils faisaient partie du bien des esclavagistes. Marx a dit : « *La richesse coloniale n'a qu'un seul fondement naturel : l'esclavage* (1). » Comme la terre était accessible n'importe où dans les colonies, le travailleur n'était pas encore divorcé d'avec les conditions matérielles du travail (sol), et il manquait le travail libre, nécessaire à la mise en valeur du capital. Pour exercer leur exploitation, les capitalistes ont donc adopté un moyen artificiel : le système esclavagiste coercitif.

Plus de 90 % de la population des colonies s'adonnait

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 209. E.S.

à l'agriculture. L'artisanat familial représentait l'essentiel de l'industrie ; dans les régions côtières où le commerce était relativement développé, il y avait de petits ateliers artisanaux. Les premières fabriques artisanales employant des ouvriers salariés apparurent au XVIIIe siècle. De petites manufactures, comportant un nombre d'ouvriers variant jusqu'à quelques dizaines, commencèrent à se développer dans le domaine des constructions navales, de la fabrication des boissons alcoolisées, de la coupe du bois, du tannage, de la meunerie, de la quincaillerie, etc. On y employait aussi des esclaves noirs engagés au mois, à l'année, ou des esclaves sous contrat. Les côtes des colonies du Nord étaient sinueuses, les ports y étaient nombreux et remarquables, les forêts et les ressources minérales abondantes ; la région devint la plus avancée industriellement. La construction navale et la pêche furent les secteurs industriels les plus développés.

Par suite de l'essor économique et de l'extension des transports maritimes et continentaux, les relations économiques à l'intérieur des colonies se développèrent et créèrent une vie économique commune. Cependant, en raison des caractéristiques coloniales, le commerce entre colonies était peu important, alors que le commerce outre-mer était particulièrement actif. Les exportations étaient composées de tabac, de riz et d'indigo pour le Sud, de poissons, de bois et d'articles pour la construction navale pour le Nord, ainsi que de céréales pour le Centre. Les importations étaient surtout constituées de laine, de quincaillerie et d'autres produits industriels venant d'Angleterre et de Hollande, de sucre cristallisé et de mélasse des Antilles, etc. C'est avec ce qu'on appela le « commerce triangulaire », ou traite des esclaves noirs, que l'on obtint les bénéfices les plus substantiels : depuis les Antilles, on transportait des mélasses jusqu'aux colonies d'Amérique du Nord pour fabriquer du rhum, rhum que l'on échangeait en

Afrique contre des esclaves noirs ; on allait ensuite vendre ces esclaves noirs aux Antilles contre des mélasses qui seraient utilisées pour fabriquer le rhum avec lequel on achèterait des esclaves la prochaine fois. Chaque année, il y avait environ 30 000 esclaves qui étaient transportés vers les Antilles ; de là, environ 10 000 d'entre eux étaient à nouveau conduits vers les colonies du continent américain. Les négriers des colonies d'Amérique du Nord et d'Angleterre retirèrent des bénéfices exorbitants et ensanglantés d'un commerce d'esclaves exterminateur.

Contradictions économiques entre la métropole et les colonies, et révolution de l'indépendance

Les colonisateurs anglais utilisèrent leur pouvoir de domination politique à l'encontre des colonies ; ils s'efforcèrent de contrôler le développement économique de ces colonies de façon à les rendre dépendantes de l'Angleterre. Dès les premières années de la colonisation, les dominateurs anglais établirent successivement toute une série de lois sur la navigation maritime, le commerce, l'industrie et les finances ; ils limitèrent le développement économique des colonies d'Amérique du Nord aux exigences des intérêts de la métropole anglaise. Ainsi, en 1660, ils publièrent la « loi sur les marchandises énumérées », stipulant que le tabac, le sucre cristallisé, le coton, l'indigo et autres marchandises ne pouvaient être exportés que vers l'Angleterre ; si elles étaient destinées à un autre pays européen, il fallait que ces marchandises soient déchargées en Angleterre, puis transportées par un commerçant anglais. Par la suite, ils élargirent à plusieurs reprises, par de nouvelles réglementations, les catégories de marchandises désignées et englobèrent pratiquement toutes les marchandises à exporter. En 1663, ils promulguèrent la « loi

sur les marchandises principales » (Staple Act), qui stipulait que les produits européens écoulés dans les colonies américaines devaient d'abord transiter par l'Angleterre, payer des droits, puis être transportés par des bateaux britanniques uniquement. L'Angleterre monopolisa le commerce d'exportation et d'importation de ses colonies d'Amérique du Nord, et elle profita en plus de son pouvoir de monopole commercial pour rafler les marchandises coloniales à bas prix ; elle gêna sérieusement le développement économique des colonies. Ensuite, l'Angleterre alla jusqu'à limiter l'industrie coloniale. En 1699, elle publia la « loi sur la laine » (Woollen Act) interdisant le transport et la vente de laine et lainages entre les colonies. En 1750 à nouveau, par une « loi sur le fer » (Iron Act), elle interdit la création ou l'agrandissement des fourneaux de fusion du fer et des usines de fabrication d'ustensiles en fer. Le contrôle rigoureux des colonialistes anglais sur l'industrie et le commerce des colonies créa des contradictions aiguës entre le système colonialiste et l'essor économique indépendant de l'Amérique du Nord. Ce fut une cause importante de la révolution de l'indépendance américaine.

Le problème de la terre constituait une autre contradiction aiguë entre la métropole anglaise et ses colonies. Au cours de la colonisation de l'Amérique du Nord, le roi d'Angleterre avait mis en place un système d'appropriation de vastes terres. Les paysans des latifundia résistèrent à l'exploitation du quitrent ; ils se déplacèrent en masse vers l'Ouest pour défricher et cultiver la terre individuellement. Afin de protéger les intérêts des nobles propriétaires fonciers, le roi d'Angleterre interdit aux paysans de se déplacer vers l'Ouest et d'occuper des terres. En 1763, il publia un avis proclamant que les terres à l'Ouest des monts Appalaches étaient propriété de la famille royale anglaise, et que les colons n'avaient pas le droit de s'y installer. Cette interdiction frappait essentiellement le mouvement de

« contrainte au déplacement » vers l'Ouest que les paysans menaient pour résister à l'oppression féodale ; mais elle se heurtait par ailleurs aux intérêts des planteurs du Sud qui demandaient à étendre leur domaine vers l'Ouest, ainsi qu'à ceux des commerçants qui spéculaient sur les terres. Ce décret du roi d'Angleterre suscita le mécontentement général de la population des colonies, et intensifia le sentiment anti-anglais du peuple d'Amérique du Nord. Le problème de la terre fut ainsi une autre cause importante de la révolution contre l'Angleterre, et donna à cette révolution de l'indépendance un caractère manifestement antiféodal.

Après la guerre franco-anglaise de Sept Ans, l'Angleterre pressura de plus belle ses colonies, car ses coffres étaient vides. En 1765, elle publia la « loi sur le timbre » (Stamp Act) qui stipulait que le peuple des colonies devait payer une taxe sur tous les périodiques, documents juridiques, quittances commerciales et sur tous les imprimés. Elle promulgua également une « loi sur la monnaie » (Currency Act), qui privait les colonies du droit d'émettre du papier-monnaie. Par sa « loi sur le cantonnement » (Quartering Act), elle envoyait des troupes stationner dans les colonies d'Amérique du Nord pour exercer la répression, et elle forçait en plus la population des colonies à leur fournir le combustible et le cantonnement. Elle émit encore d'autres décrets provocants qui étouffèrent les colonies. L'exploitation économique et l'oppression politique que subissait le peuple devinrent de plus en plus graves.

Plus l'oppression est profonde, plus la résistance est violente. Depuis les années 60, le peuple des colonies menait des combats incessants contre l'Angleterre. Le 5 septembre 1774, toutes les colonies envoyèrent leurs représentants au premier congrès continental ; on y décida de s'unir et de s'opposer aux colonialistes anglais. En avril 1775, le peuple d'Amérique du Nord prit les armes et se

lança dans la résistance contre la répression des troupes de la métropole. En mai se réunit le deuxième congrès continental, qui décida de déclarer officiellement la guerre à l'Angleterre ; George Washington fut élu commandant en chef. Le 4 juillet 1776, le congrès continental proclama, à travers la « Déclaration de l'indépendance », que les rapports de soumission vis-à-vis du roi d'Angleterre étaient abolis ; un Etat indépendant fut fondé — les Etats-Unis d'Amérique. Le peuple qui avait pris les armes continua à combattre ; il utilisa la méthode de guerre de guérilla, et attaque courageusement les troupes britanniques ainsi que la clique pro-anglaise des fonctionnaires coloniaux, des gros commerçants, des grands propriétaires d'esclaves et des nobles propriétaires fonciers qui se rangeaient aux côtés de l'armée anglaise. La guerre se poursuivit pendant 7 ans ; le peuple d'Amérique du Nord remporta finalement la victoire de la guerre révolutionnaire. En 1783, l'Angleterre fut contrainte de signer le traité de Paris qui reconnaissait l'indépendance américaine. Les colonies d'Amérique du Nord, avec une population qui n'atteignait même pas 3 millions d'individus, et avec des armes et des munitions en quantité tout à fait insuffisante, avaient vaincu le premier pays industriel mondial qu'était le grand empire britannique, avec ses 30 millions d'habitants. L'histoire de la guerre d'Indépendance américaine confirme parfaitement la thèse clairvoyante du Président Mao : « *Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. C'est là une loi de l'Histoire* (1). »

La guerre d'Indépendance américaine (1775-1783) fut une lutte pour l'indépendance nationale, ainsi qu'une révo-

(1) Mao Tsé-toung, « Peuples du monde, unissez-vous, pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais ! », pp. 7-8. E.P.

lution bourgeoise contre le féodalisme. La victoire ainsi que la fondation des Etats-Unis d'Amérique renversèrent la domination coloniale anglaise en Amérique du Nord ; elles liquidèrent les survivances féodales à l'intérieur du pays (pendant et après la guerre, 3 000 domaines furent confisqués aux grands propriétaires fonciers de la clique pro-anglaise, le système féodal d'appropriation de la terre et les titres nobiliaires furent abolis, ainsi que le système du quitrent et le droit d'aînesse), et elles ouvrirent la voie au développement capitaliste. La guerre d'indépendance inaugura une nouvelle période de l'histoire du développement de la société américaine. Lénine a déclaré : « *L'histoire de l'Amérique moderne, civilisée, débute par une de ces grandes guerres réellement libératrices, réellement révolutionnaires* (1). » La lutte du peuple américain pour l'indépendance et la liberté fut aussi une vigoureuse impulsion donnée au mouvement révolutionnaire européen contre le féodalisme ; exactement comme l'a dit Marx : « *La guerre de l'indépendance américaine au XVIIIe siècle a sonné la cloche d'alarme pour la classe moyenne en Europe* (2). »

La révolution avait surtout triomphé grâce aux paysans, aux ouvriers, aux petits artisans, aux petits commerçants, à la couche inférieure de la bourgeoisie, et aux noirs. Cependant, la grande bourgeoisie et les grands planteurs utilisèrent leur pouvoir de direction pour usurper les fruits de la victoire. Une dictature d'union des grands planteurs et de la grande bourgeoisie fut instaurée après la victoire de la révolution. Malgré la suppression de l'interdiction qui limitait le déplacement vers l'Ouest, le problème le plus pressant pour la grande masse des paysans, celui de la terre, n'était pas complètement résolu. Bien que

(1) « Lettre aux ouvriers américains », Lénine, Oeuvres, tome 28, p. 57.

(2) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 1, p. 19. E.S.

le système criminel de l'esclavage fût aboli ou davantage limité dans le Nord ou le Centre, il persistait pourtant dans le Sud, et fut même légalisé par la constitution à partir de 1787. Etant donné que cette constitution fixait des limites à la qualité d'électeur, le peuple travailleur occupait de fait une place sans influence sur le plan politique. Les noirs et les Indiens, quant à eux, étaient comme auparavant privés du statut de citoyens des Etats-Unis.

Le peuple travailleur s'est senti découragé par les résultats de la révolution ; après la guerre, il fut écrasé par la lourde charge des dettes et des impôts. Alors, entre 1786 et 1787, il se souleva sous la direction de Shays. L'insurrection reflétait sans conteste les intérêts des paysans pauvres ; elle demandait au gouvernement de proclamer la terre propriété publique, et réclamait la suppression des dettes et de tous les impôts fonciers. Ce soulèvement de masse eut un large écho et effraya la bourgeoisie. Sous prétexte de protéger « les droits naturels de l'homme », le gouvernement qui avait proclamé l'indépendance réprima cruellement l'insurrection.

2. ETABLISSEMENT DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE.

Extension du territoire vers l'Ouest et exploitation coloniale

Grâce à la guerre de l'Indépendance, les Etats-Unis avaient supprimé la domination coloniale anglaise. Cependant, cette toute nouvelle république bourgeoise, qui échappait à peine au carcan colonialiste, s'engagea elle-même sur la voie de l'expansion coloniale, et s'empara de vastes terres à l'Ouest.

A partir des années 80 du XVIII[e] siècle, les Etats-Unis arrachèrent peu à peu aux Indiens les larges territoires situés entre les monts Appalaches et le Mississipi. Au début du XIX[e] siècle, ils profitèrent de la mêlée des pays occidentaux et des mouvements d'indépendance des peuples d'Amérique latine contre l'Espagne pour annexer les colonies de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne à l'Ouest de l'Amérique du Nord. Lors des années 30 et 40 du XIX[e] siècle, ils annexèrent encore près de la moitié du territoire du Mexique, leur voisin nouvellement indépendant. Dès le milieu du XIX[e] siècle, les frontières des Etats-Unis s'étendaient jusqu'à l'Océan pacifique. En 1776, au moment de la déclaration de l'indépendance, la surface du territoire national était de 956 000 km² environ ; en 1860, elle était de 8 280 000 km² environ ; elle s'était donc multipliée plus de 8 fois. Les Etats-Unis étaient devenus un pays très vaste, et riche en ressources ; il avait, plus que tout autre pays capitaliste, des conditions naturelles tout à fait favorables au développement économique.

Dans le but d'étendre son territoire, non seulement le gouvernement américain utilisa la menace, la corruption ou la contrainte pour signer des traités et monta toutes sortes de complots et d'intrigues, mais il déclencha aussi de fréquentes guerres dévastatrices. L'occupation des terres de l'Ouest s'est ainsi faite, au cours d'agressions sanglantes où les Indiens furent sans cesse expulsés et massacrés. A cette époque, on lança les slogans : « Les sauvages dehors », « le seul bon Indien est l'Indien mort ». Au début du XIX[e] siècle, le gouvernement américain envoya l'armée à plusieurs reprises pour exterminer des Indiens. Au cours d'une guerre indienne en Floride, les troupes américaines subirent une défaite ; elles persuadèrent alors le chef indien d'entrer en pourparlers, moyennant quoi sa sécurité serait garantie ; mais elles le frappèrent perfidement, le ligotèrent, et l'enfermèrent dans un cachot. En 1830, au

moment où Jackson était président de la république, la « loi sur le transfert des Indiens » fut promulguée ; elle décidait de chasser les Indiens à l'Ouest du Mississipi ; et en 1838 l'armée fut envoyée harceler et escorter les Indiens dans leur exode. Ce fut une migration particulièrement atroce dans l'histoire de l'humanité. Plus de 10 millions d'Indiens périrent dans ce parcours qu'ils appelèrent « le chemin des larmes ». Au moment où il promulgua cette loi sur le transfert, le gouvernement américain prétendit promettre aux Indiens que ces nouvelles terres sur lesquelles ils s'installaient seraient « garanties être leur propriété éternelle ». Cependant, à l'Ouest du Mississipi, on recommença de la même façon à expulser et massacrer des Indiens. Ainsi, après la découverte de métal précieux en Californie, à l'époque de la fièvre de l'or, les Indiens furent exterminés village par village. De 1850 à 1860, en 10 ans, les Indiens de cet état passèrent de 100 000 à 30 000 personnes environ. Les Indiens des territoires de l'Ouest annexés par les Etats-Unis furent en majorité anéantis ; les survivants furent chassés dans des « réserves » spécialement tracées pour eux dans les régions désertiques montagneuses. Après la guerre de Sécession, la répression sanglante contre les Indiens continua, ainsi que le pillage de leurs terres ; plus de mille actions militaires furent entreprises. La cruauté de l'expulsion et du massacre des Indiens constitue le chapitre le plus infâme de l'histoire des Etats-Unis.

Les vastes territoires de l'Ouest attirèrent un grand courant d'immigration. Entre 1790 et 1860, plus de 5 millions d'immigrants arrivèrent en Amérique. Ce flot incessant fut la force principale du développement colonial. Il venait surtout d'Angleterre, d'Irlande, d'Ecosse, d'Allemagne, de Suède, et autres pays européens. Au début des années 50 du XIX[e] siècle, on commença à persuader les ouvriers chinois de s'enrôler pour aller dans l'Ouest des

Etats-Unis ; ils allèrent travailler dans les mines, les forêts, les fermes et les chantiers, participèrent à la construction de la principale voie ferrée en Californie, et à celle de la moitié occidentale du premier transcontinental « Central Pacific ». « *Les Chinois, et en particulier les ouvriers chinois, ont joué un très grand rôle dans l'histoire de l'Ouest américain* », a indiqué Foster.

La révolution avait libéré les forces productives, le territoire était vaste, la force de travail faisait défaut ; l'accroissement naturel de la population à l'intérieur des Etats-Unis fut très rapide ; et il faut y ajouter les noirs importés d'Afrique ; la population américaine augmenta ainsi rapidement et passa de 3,929 millions d'individus en 1779 à 31,443 millions en 1860. A l'Ouest, cette augmentation fut encore plus rapide. En 1790, les habitants de l'Ouest des monts Alleghanys représentaient seulement 3 % de la population totale, en 1860 ils constituaient déjà 49 %, à égalité avec l'Est. A cette époque, 23 nouveaux états furent fondés en dehors des treize d'origine. On peut ainsi voir l'étendue et la rapidité du développement colonial de l'Ouest.

L'expansion coloniale américaine vers l'Ouest présenta les particularités manifestes suivantes : 1) d'un point de vue géographique, les colonies étaient attenantes au territoire américain d'origine, ce qui facilita le développement économique ; 2) il y avait une importante force de travail immigrée qui put être utilisée à la mise en valeur rapide des terres de l'Ouest ; 3) l'extrême rapidité du développement colonial permit, sur le plan économique, aux colonies et aux états d'origine des Etats-Unis, de s'accorder rapidement et de former un tout économique. Cette situation consolida l'empire colonial américain et renforça la position économique du territoire d'origine des Etats-Unis.

Révolution industrielle

Au début de la période qui suivit la révolution de l'indépendance, l'industrie américaine ne connut pas de développement immédiat sensible. D'un point de vue politique, les Etats-Unis avaient obtenu leur indépendance ; mais d'un point de vue économique, ils étaient toujours dans une position de dépendance vis-à-vis de l'Angleterre. Après la guerre, les relations commerciales entre les deux pays furent rapidement établies ; à la suite de sa révolution industrielle, l'Angleterre écoula une grande quantité de marchandises à vil prix vers les Etats-Unis. Dans la première réglementation douanière américaine adoptée en 1789, les tarifs douaniers s'élevèrent seulement de 5 à 15 % ; ils ne furent pas suffisants pour protéger l'industrie du pays. Durant la guerre, cette jeune industrie subit des revers alors qu'elle était juste en train de se développer. Or, on pouvait espérer des bénéfices substantiels dans la spéculation sur les terres de l'Ouest et dans le commerce ; le capital s'écoula donc de ce côté-là. En 1793, au début de la guerre franco-anglaise, les Etats-Unis, en qualité de pays neutre, firent beaucoup de commerce ; les transports par bateau et le commerce extérieur connurent un très grand essor. Les Etats-Unis passèrent au second rang mondial des pays qui possédaient une marine marchande ; ils eurent entre les mains environ le tiers du commerce mondial. La bourgeoisie américaine avait profité de la guerre pour amasser une grande fortune.

Au départ, l'Angleterre ne vit pas d'un bon œil les Etats-Unis se séparer d'elle et déclarer leur indépendance ; elle considéra avec encore plus d'hostilité l'expansion du territoire américain et la prospérité de ses transports maritimes. Elle s'efforça de frapper la puissance économique américaine ; ainsi, profitant du blocus maritime causé par les violents combats franco-anglais, elle saisit toutes les

occasions pour attaquer des navires américains et s'en emparer. Pour faire face à cette politique du blocus, les Etats-Unis adoptèrent en 1807 une loi sur la prohibition des transports, qui interdit aux navires américains de quitter leur port, et rompit le commerce avec l'Angleterre et la France. Avec d'un côté le blocus, et de l'autre la prohibition des transports, les relations anglo-américaines furent anormalement tendues ; finalement, à cause du conflit des intérêts économiques des transports maritimes, il se produisit une guerre anglo-américaine entre 1812 et 1814. L'Angleterre était occupée à faire face au difficile combat européen ; elle rencontra de plus l'opposition du peuple anglais. Elle fut donc forcée de signer, en 1814, un traité de paix avec les Etats-Unis, qui confirmait à nouveau l'indépendance américaine.

La loi sur la prohibition des transports de 1807, et la guerre anglo-américaine de 1812-1814, marquèrent le tournant du développement industriel des Etats-Unis. Après l'application de cette loi sur la prohibition des transports, l'importation des marchandises fut interrompue ; les Etats-Unis durent donc compter sur eux-mêmes pour fabriquer l'ensemble de leurs produits industriels. En même temps, les transports maritimes furent limités ; la majorité du capital se tourna vers l'industrie. Des usines sortirent dans tous le pays comme des champignons. Grâce à la guerre de 1812-1814, les Etats-Unis s'engagèrent définitivement sur la voie du développement indépendant de l'industrie capitaliste. C'est à partir de ce moment-là qu'ils commencèrent leur révolution industrielle.

A cette époque, les conditions étaient réunies pour que les Etats-Unis entreprennent cette révolution. La bourgeoisie avait réalisé une accumulation considérable de capital grâce aux intérêts de l'emprunt national de guerre, à la spéculation sur les terres de l'Ouest, au commerce frauduleux, au commerce d'outre-mer, et à la traite des noirs.

L'extension vers l'Ouest et l'augmentation rapide de la population après la guerre d'indépendance avaient ouvert un large marché au capitalisme américain. Par ailleurs le gouvernement bourgeois avait adopté une politique d'aide au développement industriel du pays ; à partir du début du XIXe siècle, il commença à élever progressivement les droits de douane ; en 1816, les tarifs douaniers oscillaient entre 7,5 % et 30 % ; en 1824 ils s'élevaient en moyenne à 40 % ; et en 1828 ils montaient encore jusqu'à 45 %. Le protectionnisme douanier permit à l'industrie américaine de se développer avantageusement en évitant la concurrence étrangère.

La révolution industrielle américaine commença par l'industrie cotonnière. Le tisserand anglais Slater émigré aux Etats-Unis fonda en 1790 la première filature de coton à Rhode Island, en imitant le métier à filer hydraulique de l'Anglais Arkwright. En 1800, il avait établi en tout huit filatures de coton, avec presque 20 000 fuseaux. Grâce à la loi sur la prohibition des transports, la filature mécanique du coton se développa rapidement, et à la fin des années 20 du XIXe siècle elle avait supplanté le filage manuel. Le nombre des fuseaux mécaniques était de 1 250 000 en 1830 et en 1860, il s'élevait à 5 230 000. La mécanisation du tissage commença assez tard ; avant 1814, le fil produit dans les usines se dispersait encore dans les familles pour y être tissé manuellement. Le métier à tisser mécanique fut découvert en 1814, et on commença à combiner le filage et le tissage dans une même fabrique. Par la suite, l'impression et la teinture employèrent aussi très rapidement les machines. Aux Etats-Unis, la puissance traditionnelle des corporations n'existait pas ; ainsi, dès leur mécanisation, le filage, le tissage, l'impression et la teinture furent combinés dans une même fabrique, accomplissant le processus de production complet de l'industrie textile.

Le système de fabrique utilisant des machines entraîna un accroissement énorme de la productivité du travail. Un fileur manuel ne pouvait filer que quatre bobines de fil par jour. En 1825, dans les fabriques, chaque fileur pouvait surveiller 200 fuseaux, et produire 1 000 bobines de fil. L'industrie cotonnière mécanisée, qui était nettement supérieure du point de vue économique, supplanta victorieusement la production de l'industrie textile artisanale. A la veille de la guerre civile, dans le domaine de l'industrie cotonnière, le système de fabrique occupait déjà une place dominante.

Le tissage de la laine, la fabrication du fer, la meunerie, l'industrie alimentaire, la transformation du bois, et autres principaux secteurs économiques, généralisèrent aussi l'établissement de fabriques employant des machines. Au début du XIXe siècle, on commença à créer une industrie de construction mécanique moderne. En 1817 il existait déjà toute une série de fabriques qui construisaient des machines à vapeur. A partir des années 40 du XIXe siècle, les machines à vapeur se substituèrent à la force hydraulique et furent largement adoptées dans l'industrie. Les constructions mécaniques américaines se développèrent assez vite ; outre les imitations d'appareils importés d'Angleterre, les Etats-Unis découvrirent eux-mêmes différentes sortes de machines comme la machine à coudre, la machine à fabriquer les chaussures, plusieurs machines agricoles, etc. ; avant la guerre de Sécession, ils commencèrent à fonder leur propre industrie de construction mécanique moderne.

Pour ce qui est des innovations dans le domaine des communications et des transports, on assista en premier lieu à la construction de routes ; la grande voie de Cumberland longue de 1 342 km fut ouverte. En 1807, l'américain Fulton fabriqua le premier bateau à vapeur ; sa course d'essai fut un succès. Dès les années 20, les bateaux à

vapeur sillonnaient régulièrement tous les grands cours d'eau ; ils devinrent le principal moyen de communication de tout le pays, avant que l'on assiste, dans les années 50, à la construction à grande échelle des chemins de fer. Dans l'intervalle, quelques grands canaux furent creusés, qui relièrement la région des grands lacs aux ports côtiers de l'Est. En 1828, on commença la construction de la première voie ferrée. Durant les années 50, ces constructions se développèrent très rapidement, et en 1860 le réseau ferré atteignait 9 277 km de long ; c'est sur lui que reposaient les 2/3 du volume des transports de marchandises de tout le pays. Cette construction de voies ferrées sur une vaste échelle entraîna le développement de l'industrie lourde (métallurgie, extraction de houille, constructions mécaniques) à l'Est, et elle accéléra l'accroissement de la production agricole à l'Ouest ; elle eut un effet stimulant sur le développement de l'économie tout entière.

A la suite de la poussée de la révolution industrielle, la production industrielle connut un rapide développement. Sa valeur globale se trouva multipliée par près de 9 fois entre 1810 et 1860. La production industrielle américaine, seulement inférieure à celle de l'Angleterre et de la France, occupait la troisième place mondiale. A la suite de la création de grandes fabriques, la bourgeoisie et le prolétariat devinrent les deux classes fondamentales de la société américaine ; les contradictions de classes et la lutte de classes se développèrent de jour en jour ; les contradictions inhérentes à la production capitaliste se manifestèrent avec acuité ; en 1837, en 1848, et en 1857, les Etats-Unis connurent trois crises économiques. Celle de 1857 frappa gravement l'industrie. Elle entraîna une baisse de 20 % de la production de fonte, une réduction de 27 % de la consommation industrielle de coton ; la construction de voies ferrées diminua de moitié, et la production des constructions navales fut réduite de 3/4.

Du point de vue du processus de la révolution industrielle, ainsi que du développement de la production industrielle capitaliste et des manifestations des crises économiques cycliques, les Etats-Unis avaient achevé le processus fondamental de leur révolution industrielle à la veille de la guerre de Sécession, et le système de fabrique capitaliste s'y trouvait relativement bien établi. Cependant, la révolution industrielle américaine se développa inégalement suivant les régions. Les grandes fabriques modernes s'installèrent en foule dans le Nord-Est, alors que dans les régions nouvellement peuplées de l'Ouest, le petit artisanat familial se développa largement ; parallèlement, le système esclavagiste des plantations prospéra dans le Sud, où le développement de l'industrie capitaliste fut très arriéré. Ce n'est qu'après la guerre de Sécession que le système de fabrique triompha dans tout le pays.

Avant la guerre de Sécession, l'industrie capitaliste américaine n'en était qu'à ses premiers succès. Les Etats-Unis restaient un pays agricole, à population en majorité rurale, constituée à 20 % seulement de citadins. L'industrie se représentait en 1859 que 36,2 % de la valeur nette de la production industrielle et agricole, contre 63,8 % pour l'agriculture. Les produits agricoles étaient exportés en masse et constituaient 80,5 % du montant global des exportations, alors que plus de la moitié des produits importés étaient des produits industriels. En ce qui concerne les relations anglo-américaines, les Etats-Unis restaient un lieu d'investissement pour le capital anglais, un terrain d'immigration, ainsi qu'un fournisseur de matières premières et de céréales. Marx a déclaré : « *Dans leur forme actuelle (1866) on doit les considérer encore [les Etats-Unis] comme une colonie de l'Europe* (1). »

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 2, p. 133, note 1. E.S.

Par suite de l'établissement et du développement du système de fabrique capitaliste, les rangs du prolétariat grossirent progressivement. En 1800, les travailleurs de l'industrie (englobant l'industrie de transformation, l'industrie d'extraction, et celle du bâtiment) n'atteignaient pas encore 500 000 personnes ; en 1860, le nombre des ouvriers dans la seule industrie de transformation s'était déjà élevé à 1,3 million. Avec l'esclavage salarié capitaliste, l'exploitation que subirent les ouvriers fut de jour en jour plus intense. Le temps de travail était très long, en général de 12 à 15 heures. Le salaire pouvait rarement assurer le minimum vital. D'après des documents d'enquête de 1851, le coût de la vie pour une famille de cinq personnes était de 10,37 dollars par semaine ; or, mis à part les ouvriers du bâtiment, le salaire hebdomadaire dans les autres secteurs industriels n'atteignait pas ce niveau ; certains lui étaient inférieurs du quart ou même de la moitié. En raison de l'insuffisance de la force de travail, les propriétaires de fabriques employèrent une abondante main-d'œuvre féminine et enfantine. En 1832, en Nouvelle Angleterre, la main-d'œuvre enfantine représentait environ les 2/3 du nombre total des ouvriers de l'industrie de transformation. Le salaire d'un enfant n'était en général que le dixième de celui d'un ouvrier adulte. Durant les crises économiques, la production diminuant, une foule d'ouvriers fut réduite au chômage, privée de tous moyens de subsistance ; le « paradis américain » de la bourgeoisie devint un véritable enfer pour les ouvriers.

Les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie s'exacerbèrent chaque jour davantage. La classe ouvrière engagea des combats de plus en plus violents pour s'opposer à l'exploitation impitoyable du capital et pour améliorer ses conditions de travail. A partir des années 30 du XIX[e] siècle, des grèves considérables furent déclenchées, et des organisations syndicales furent fondées un peu par-

tout. Le premier syndicat à caractère national fut fondé en 1834 ; il s'agissait du National Trade Union (Union nationale des syndicats de métier) ; en 1836 il comprenait déjà plus de 300 000 membres. Mais durant la crise de 1837, l'« Union » fut brisée par les attaques de la bourgeoisie.

Entre les années 20 et 40 du XIX[e] siècle, le socialisme utopique fut largement propagé et expérimenté aux Etats-Unis ; on fonda plusieurs nouveaux villages « utopiques ». Ces projets furent tous rapidement voués à la faillite. Après la défaite de la révolution européenne de 1848, quelques révolutionnaires européens émigrèrent aux Etats-Unis, et propagèrent le socialisme scientifique parmi les ouvriers. L'un des ces personnages, Weydemeyer, était un ami de Marx. Il critiqua l'illusion petite-bourgeoise qui avait cours chez les ouvriers et qui consistait à « aller vers l'Ouest » pour fonder de petites fermes ; il fit de la propagande pour que l'on s'organise et que l'on pratique une lutte collective. Sous sa direction, le premier groupe marxiste fut créé à New York en 1852 — la ligue des prolétaires (Workingmen's league). En 1857, une organisation à caractère national, « le Club des communistes » (Communist club), fut constituée sous la direction de Sorge ; cette organisation adhéra par la suite à la Première Internationale. Marx et Engels ont entretenu de fréquentes relations avec Weydemeyer, Sorge, et les autres marxistes américains ; ils se sont intéressés étroitement au développement du mouvement ouvrier américain. Marx en personne fut également correspondant du « New York Daily Tribune » qui dirigea le mouvement abolitionniste.

Le credo du capital est qu'il est parfaitement possible d'extorquer toujours plus de profits. Pour ce faire, il tend ses mains ensanglantées vers toutes les régions du monde. Dès le début de son développement, le capitalisme améri-

cain entreprit d'étendre son agression vers l'extérieur avec beaucoup d'ambition et de vivacité.

Son premier objectif fut l'Amérique latine. En 1823, le Président de la république américaine Monroe publia la « doctrine Monroe » qui proclamait « l'Amérique aux Américains ». En apparence, il s'agissait de protéger les intérêts de l'Amérique latine, et de s'opposer à l'ingérence des pays européens en Amérique. Mais le but véritable était de permettre aux Etats-Unis d'exercer à l'avenir une domination monopolisatrice sur l'ensemble du continent américain. Le secrétaire d'Etat de l'époque, Adams, démasqua ces intentions réelles. Il déclara que Cuba et Porto-Rico étaient les « accessoires naturels » du continent d'Amérique du Nord ; « l'annexion de Cuba au territoire de notre fédération », dit-il, « est nécessaire à la longévité et à l'intégralité de la fédération ». Effectivement, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, quand les Etats-Unis furent puissants et forts, ils firent main basse tout d'abord sur Cuba, puis appliquèrent graduellement leur expansion agressive sur tout le continent américain.

La Chine fut un objectif très tôt convoité par les Etats-Unis. Dans les années 40 à 50 du XIXe siècle, des Américains, dont l'envoyé spécial en Chine, manifestèrent clairement la cupidité des Etats-Unis vis-à-vis de l'énorme marché chinois ; ils affirmèrent que la Chine était « le vaste domaine des entreprises américaines, le marché illimité du commerce américain », « il suffit », déclaraient-ils, « d'ouvrir entièrement la Chine pour qu'elle devienne le marché le plus précieux pour les produits industriels américains. Sa valeur équivaudra au total des marchés mondiaux dans lesquels les Etats-Unis peuvent actuellement pénétrer ». Les Etats-Unis guettèrent l'occasion d'envahir la Chine. Cette occasion finit par arriver. En 1844 et en 1855, profitant des deux défaites chinoises dans les guerres de l'opium contre l'Angleterre, et sous prétexte

d'imiter l'Angleterre, ils forcèrent le gouvernement des Qing à signer successivement le « traité de Wangxia » et le « traité de Tientsin » ; ils obtinrent en Chine le droit de traitement de la nation la plus favorisée, la juridiction consulaire, ainsi que le droit de navigation fluviale ; ils forcèrent la Chine à renoncer à son autonomie douanière et à ouvrir huit ports au commerce américain. Ils utilisèrent ces privilèges pour augmenter leurs exportations de marchandises vers la Chine, et pour envoyer des commerçants et des missionnaires s'y infiltrer et engager l'agression. Au cours du mouvement révolutionnaire des Taiping, les Etats-Unis organisèrent un « détachement armé étranger » (Foreign Rifle Detachment), de sinistre réputation, pour aider le gouvernement des Qing dans sa brutale répression militaire. Ils nourrirent très tôt des ambitions vis-à-vis du terriroire chinois de Taiwan ; en 1857, la flotte américaine y est allée préparer une attaque. Et en 1873-1874, ils prirent encore part à l'intervention nippone à Taiwan.

Les Etats-Unis tendirent également vers le Japon leurs mains couvertes du sang des agressions. En 1853, ils « ouvrirent la grande porte du Japon » avec des canonnières ; ils l'obligèrent à signer un traité les autorisant à y établir un consulat et à y jouir du droit d'exterritorialité ; les navires américains furent autorisés à pénétrer dans les ports maritimes japonais pour y pratiquer du commerce ou s'y ravitailler.

La « voie américaine » de développement du capitalisme en agriculture

Durant la période coloniale, le système féodal dans l'agriculture n'avait pas été aussi profondément enraciné de fait que dans les pays européens. La révolution de l'in-

dépendance supprima complètement les rapports terriens féodaux, et généralisa l'établissement du système de propriété paysanne. Les contraintes des rapports féodaux n'existant pas, les fermes capitalistes s'établirent et se développèrent à partir de la division spontanée en petites parcelles. Il s'agit du type de développement capitaliste en agriculture que Lénine appela la « voie américaine ». Il indiqua que pour le développement du capitalisme dans l'agriculture, il existait deux voies objectivement possibles : la voie prussienne, et la voie américaine. « *Dans le premier cas l'exploitation féodale se transforme lentement en exploitation bourgeoise à la manière des Junkers, en vouant les paysans pour des dizaines d'années à la plus dure expropriation et à l'asservissement, dégageant une faible minorité de « Grossbauern » (gros paysans). Dans le second cas, le domaine seigneurial n'existe pas ou bien il est détruit par la révolution qui confisque et fractionne les propriétés féodales. Dès lors, le paysan prédomine, devenant l'agent exclusif de l'agriculture et se transformant en fermier capitaliste* (1). »

Après la révolution, la mise en valeur coloniale de l'Ouest assura à la « voie américaine » des conditions de développement encore plus vastes. Au cours de la colonisation de l'Ouest, le gouvernement américain nationalisa toutes les terres qui avaient été saisies, sans exception, et les vendit à des colons qui les défrichèrent et les peuplèrent. Le premier décret agraire fut promulgué en 1785 ; il stipulait que les terrains vendus devaient être au minimum de 640 acres anglaises et que le prix de vente de l'acre (52 ares) était de 1 dollar. En 1796 l'acre s'éleva à 2 dollars ; le paiement pouvait s'échelonner sur quatre ans. Après la promulgation de la loi agraire, quelques compagnies spé-

(1) « Programme agraire de la social-démocratie », Lénine, Oeuvres, tome 13, p. 252.

ciales, organisées par des hommes riches, s'établirent un peu partout et s'occupèrent de spéculation foncière. Les colons pauvres furent incapables d'acheter des terres d'une telle étendue ; au mépris du décret gouvernemental, ils furent donc « obligés de se déplacer » vers l'Ouest, et allèrent individuellement occuper des terres, les défricher et les cultiver. La lutte des paysans pour occuper les terres obligea par la suite le gouvernement à modifier continuellement cette loi agraire, et à baisser ses normes de vente des terres. En 1800 elles furent réduites à 320 acres, alors que le prix de l'acre était ramené de 2 dollars à 1,25 dollar. En 1832, la plus petite portion de terrain à vendre descendit à 40 acres. Pour apaiser les luttes paysannes, le gouvernement promulgua encore en 1841 une loi sur le droit de défrichage, qui stipulait que ceux qui avaient été « obligés de se déplacer » étaient prioritaires dans l'achat des terres qu'ils avaient cultivées. Dans de telles conditions, l'exploitation indépendante paysanne connut un développement généralisé dans l'Ouest.

Toutefois, une économie paysanne fondée sur le travail individuel ne pouvait être stable. Le développement de l'industrie capitaliste, ainsi que celui des transports et des communications, engagèrent très rapidement la production paysanne sur le marché capitaliste, et accélérèrent la division en classes de la paysannerie. Ainsi, sur les terres de l'Ouest, il y eut d'une part une généralisation de la petite exploitation, qui fut d'autre part constamment divisée ; les paysans aisés prospérèrent de la sorte et devinrent des propriétaires de fermes capitalistes. Le développement capitaliste en agriculture était encore relativement faible durant la première moitié du XIX[e] siècle ; cependant, que ce soit dans le Nord ou dans l'Ouest, l'agriculture évolua sur la voie de la libre division paysanne.

La « voie américaine » eut une influence plutôt favorable sur le développement économique. Echappant aux

contraintes des rapports féodaux, l'accroissement des rapports capitalistes ainsi que le développement des forces productives en agriculture progressèrent plus rapidement, par comparaison, qu'avec la « voie prussienne ».

En outre, à cause de la grande quantité de terres « libres » défrichées et peuplées à l'Ouest, le développement de la production agricole connut aussi certaines conditions favorables spéciales : 1) Jusqu'à la fin du XIXe siècle, avant que les terres « libres » de l'Ouest ne soient complètement occupées, la monopolisation des terres privées n'exista pas et l'agriculture put être exemptée de la rente absolue. Dans ces conditions, le prix des produits agricoles américains fut peu élevé et la vitesse de l'accumulation en agriculture assez rapide. 2) La valeur de la terre dans les pays européens était assez élevée, il y avait de plus de fréquentes hausses de prix ; il fallait souvent prélever sur les exploitations agricoles une part importante du capital pour l'utiliser dans des ventes et achats de terrains. Aux Etats-Unis, comme il y avait beaucoup de terres « libres » à très bas prix, on put investir une assez grande quantité de capitaux dans la production agricole. 3) Les terres vierges qui venaient d'être défrichées étaient très fertiles, ce qui permit d'abaisser au maximum les frais de production.

Dans ces conditions de développement favorables, les progrès techniques et le développement de la production furent très rapides dans l'agriculture américaine. Des machines et des instruments agricoles perfectionnés furent inventés et adoptés les uns après les autres. On commença à utiliser des instruments agricoles tirés par des chevaux pour les semailles du blé, le labourage, la moisson, le battage, le liage, le fauchage, etc. Les machines agricoles américaines étaient à l'époque les plus avancées du monde. Au concours de l'Exposition Internationale de Paris de 1855, la moissonneuse américaine remporta le premier prix ; elle fauchait une acre d'avoine en 22 minutes seule-

ment, alors qu'il fallait trois fois plus de temps pour la machine anglaise. La batteuse américaine pouvait se substituer à la capacité de travail de 120 hommes et de la même façon, elle dépassa les machines françaises et anglaises et remporta la victoire. A cette époque cependant, la production agricole s'appuyait encore essentiellement sur la force humaine, et l'utilisation des machines n'était pas encore généralisée. En outre, la spécialisation régionale de la production agricole se formait déjà peu à peu ; il en était de même pour l'élevage, les cultures maraîchères et les plantations fruitières dont s'occupaient spécialement des exploitations par accords collectifs. Durant les 60 premières années du XIX[e] siècle, la valeur totale de la production agricole avait plus que quintuplé. En 1860, la production céréalière (1) aux Etats-Unis était d'environ 30,96 millions de tonnes ; pendant ce temps la population américaine atteignait le chiffre de 31,44 millions d'individus ; il y avait donc en moyenne près d'une tonne de céréales par personne. L'exportation de céréales et de coton enregistra à cette époque un accroissement important.

Le système capitaliste entraîna un développement considérable des forces productives agricoles américaines. Mais ces résultats reposaient sur le massacre et le pillage des Indiens, l'extension du territoire colonial, et la division incessante des paysans. Le développement de l'agriculture capitaliste entraîna aussi un gaspillage et un pillage criminels des ressources naturelles.

(1) La production céréalière comprenait le maïs, le blé, le riz, l'orge, le sarrasin, l'avoine et le seigle, ainsi que les tubercules. On comptabilisait ces derniers sur la base de 4 tonnes de tubercules pour 1 tonne de céréales.

Esclavage des plantations du Sud

Dans le Sud, à la différence du Nord, l'esclavage des plantations était « florissant » ; c'était un pur produit du colonialisme anglais. Après l'indépendance américaine, ce système colonial anglais fut perpétué, et on lui offrit en plus de nouvelles et larges perspectives avec les terres du Sud-Ouest récemment élargies. Avec les débuts de la révolution industrielle anglaise, les besoins en coton de l'industrie textile augmentèrent vivement, ce qui permit au système esclavagiste de trouver la voie de la prospérité dans le domaine de la culture de cette plante. La découverte de la machine à égrener le coton, en 1793, éleva plus de 100 fois le rendement de l'élimination des graines de coton, et elle hâta le développement de la culture cotonnière. Tout cela provoqua un bond de l'économie esclavagiste des plantations de coton dans le Sud au cours de la première moitié du XIXe siècle. D'après le premier recensement américain de 1790, il y avait à cette époque 697 000 esclaves, et en 1860 ils étaient passés au nombre de 3 953 580. Le volume de la production de coton pour 1790 avait été 3 000 balles (1 balle : 220 kg), et pour 1860 il atteignit 3 840 000 balles ; il occupait près des 4/5 de la valeur totale de la production agricole et industrielle du Sud. En 1860, les exportations de coton représentaient 60,7 % de la valeur totale de l'ensemble des exportations américaines de cette même année.

Les planteurs obtinrent de gros bénéfices en faisant cultiver le coton par les esclaves ; ils considérèrent donc ces derniers comme des « poules aux œufs d'or » qui les enrichissaient. En conséquence, le prix des esclaves monta vivement. Au début du XIXe siècle, la valeur d'un esclave était en moyenne de 250 dollars ; au milieu du XIXe siècle, elle avait déjà atteint 800 dollars, et elle pouvait même parfois s'élever jusqu'à 2 000 dollars. Le commerce d'es-

claves devint une entreprise extrêmement rémunératrice. Malgré le décret gouvernemental de 1808 qui l'interdisait, l'importation illicite d'esclaves resta très florissante ; les gros armateurs et les négriers du Nord pratiquèrent la traite en contrebande, transportant des noirs d'Afrique vers les Etats-Unis. Ce qui fut particulièrement ignoble, c'est que l'espoir de gains fantastiques opérés sur le dos des esclaves finit par entraîner la bourgeoisie américaine « civilisée » à gérer la reproduction des esclaves. Au Sud, dans le Maryland, la Virginie, le Kentucky, etc., où il y avait eu un appauvrissement du sol, on fit se reproduire les esclaves spécialement pour les vendre dans les plantations nouvellement ouvertes du Sud-Ouest.

En 1860, aux Etats-Unis, il y avait près de 4 millions d'esclaves noirs dont les 3/4 travaillaient dans les plantations. L'importance de ces plantations esclavagistes était généralement de 700 à 800 acres de terre et de quelques dizaines d'esclaves. Les plus grandes possédaient jusqu'à plus de 10 000 acres de terre et quelques centaines d'esclaves. Il y avait aussi une grande quantité de petites plantations qui comptaient seulement quelques esclaves.

Dans les plantations, les conditions de travail et les conditions d'existence des esclaves étaient nettement moins bonnes que celles du bétail. Les maîtres d'esclaves employaient les pauvres blancs comme contremaîtres, afin de diriger le travail des esclaves. Comme leur salaire était déterminé d'après l'importance de la production effectuée sous leur contrôle, les contremaîtres forçaient par tous les moyens les esclaves à travailler jusqu'à épuisement. Une foule d'esclaves suaient sang et eau sous le fouet des contremaîtres, généralement du lever jusqu'au coucher du soleil, parfois durant 16 à 18 heures. Le maître donnait à ses esclaves les vêtements les plus grossiers et la nourriture la plus mauvaise. Les frais servant à l'entretien d'un esclave étaient souvent beaucoup moins élevés que pour un dé-

tenu, et ils ne représentaient même pas la moitié de ceux qu'on engageait dans le Nord pour recevoir les pauvres dans les hospices. Le travail excessif et les conditions de vie inhumaines brisaient et abattaient complètement les esclaves noirs ; souvent, après sept ans seulement de travail, leur vie était déjà consumée. Un nombre incalculable d'esclaves versèrent toute leur sueur et tout leur sang pour l'enrichissement des planteurs et moururent sur la terre américaine.

Les esclaves étaient privés des Droits de l'homme et de tout droit politique. Au même titre que le bétail, ils faisaient seulement partie des biens des propriétaires d'esclaves. Ils n'avaient pas le droit de fonder une famille ; leur mariage ou leur divorce étaient entièrement soumis à la volonté du maître, et quand ce dernier les vendait, il ne leur restait plus qu'à quitter femme et enfants. Il était interdit aux esclaves noirs de lire et d'écrire, de quitter la plantation sans permission, ainsi que de marcher par groupes de sept ou plus. Quant au fouet et autres violences du maître, les esclaves ne pouvaient que les supporter avec soumission ; pour la moindre résistance, il leur fallait souffrir des punitions bien plus atroces. Quand un esclave s'échappait, n'importe quel blanc qui le capturait pouvait le tuer. Chaque état du Sud avait un code de punitions impitoyables pour les esclaves, qui comprenait, entre autres châtiments, le sectionnement d'oreille, l'amputation de main, le marquage au fer sur les joues et la pendaison.

Les esclaves supportèrent mal l'oppression et les brutalités des propriétaires ; ils engagèrent continuellement des luttes de résistance. Dans l'histoire de l'esclavage noir aux Etats-Unis, il est mentionné au moins 250 soulèvements et « complots » noirs. Le soulèvement conduit en 1859 par John Brown fut une page éclatante de l'histoire des luttes des noirs ; les insurgés occupèrent un arsenal, capturèrent quelques propriétaires d'esclaves, et libérèrent un certain

nombre d'esclaves. Encerclés par les troupes des propriétaires, ils combattirent jusqu'au bout, inébranlablement.

Marx a fait une analyse approfondie de la nature économique de la plantation esclavagiste. Il a écrit que l'économie esclavagiste était passée par toutes les étapes, « *du système patriarcal, orienté avant tout vers la consommation personnelle, aux plantations proprement dites, travaillant pour le marché mondial* » (1). « *A l'intérieur du second type de colonies — dont l'économie constitue dès le début une spéculation commerciale produisant pour le marché mondial — il y a apparition d'une production capitaliste, bien qu'il en soit ainsi par la forme seulement, car l'existence d'esclaves noirs y exclut le travail salarié libre ; le fondement d'une production capitaliste est ainsi écarté* (2). » En d'autres termes, l'économie de plantation esclavagiste aux Etats-Unis fut un système esclavagiste véritable, digne de ce nom. Son mode de production présenta la caractéristique fondamentale du système d'appropriation des esclaves : l'esclave, producteur direct, comme tous les autres moyens de production, appartenait au planteur dont il était à l'entière disposition ; il était astreint au travail par la trique, le fouet et autres violences ; le maître non seulement exploitait le surtravail des esclaves, mais les privait de plus d'une part assez importante du fruit du travail nécessaire ; tout ce qu'ils recevaient, c'étaient de grossiers vêtements et une mauvaise nourriture que le propriétaire leur accordait selon son bon vouloir. Toutefois, l'esclavage dans les plantations aux Etats-Unis fut engendré par le capitalisme lui-même ; il fut utilisé par les capitalistes afin de produire des marchandises pour le marché capitaliste mondial. Par conséquent, il présentait aussi certaines particularités du capitalisme.

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre III, tome 3, p. 183. E.S.

(2) K. Marx, « Histoire de la théorie de la plus-value », tome 2, p. 402 de l'édition chinoise.

Le système esclavagiste eut un effet assez considérable sur la croissance du capitalisme mondial. Marx l'a indiqué : « *L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise [...]. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton ; sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance* (1). » Le capitalisme anglais et américain eut recours à l'esclavage et au trafic d'esclaves pour prospérer. Sans le coton fourni par les plantations esclavagistes américaines, l'industrie cotonnière mécanisée anglaise, et jusqu'à la révolution industrielle anglaise, n'auraient pu connaître un développement aussi rapide. L'industrie textile et les transports par bateau du Nord aux Etats-Unis furent aussi directement construits sur la base du système esclavagiste du Sud.

Contradictions économiques entre le Nord et le Sud, et guerre de Sécession

L'esclavage des plantations du Sud et l'économie capitaliste du Nord furent réellement deux systèmes économiques différents ; d'un point de vue économique autant que gouvernemental, il existait donc des conflits d'intérêts. L'économie capitaliste du Nord avait besoin d'un vaste marché intérieur pour vendre ses marchandises, d'une force de travail libre, d'un système protectionniste, et d'un pouvoir d'Etat centralisé. Or, l'économie de plantation esclavagiste du Sud limitait l'offre de la force de travail libre ainsi que l'élargissement du marché intérieur ; elle

(1) K. Marx, « Misère de la philosophie », p. 121. E.S.

avait besoin que le coton soit directement transporté vers l'Angleterre ; elle préconisait un abaissement des droits de douane afin d'importer à bon marché des produits industriels anglais ; le Sud réclamait donc le libre-échange et la séparation entre le Nord et le Sud. Ces contradictions entre Nord et Sud se focalisèrent principalement sur le problème de leur rivalité pour établir un droit de domination sur l'Ouest. Le Nord demandait que les terres soient remises à des bourgeois et à des paysans qui les défricheraient et les peupleraient, et il exigeait la fondation d'« Etats libres » où l'esclavage serait prohibé ; au Sud, les planteurs désiraient que les propriétaires d'esclaves puissent s'emparer arbitrairement de ces terres et fonder des « Etats esclavagistes ». Chaque fois qu'un nouvel état était ouvert et établi, la lutte était extrêmement violente. Le compromis de 1820 entre Nord et Sud fixait la ligne de démarcation à 36°30' de latitude Nord ; il autorisait le développement de l'esclavage au Sud, et interdisait l'accumulation d'esclaves au Nord.

Au milieu du XIXe siècle, l'économie capitaliste du Nord se développa rapidement, et elle en ressentit d'autant plus l'obstacle que constituait pour elle l'esclavage. D'un autre côté, au Sud, les contradictions économiques et les contradictions de classes s'approfondirent chaque jour davantage ; la production de coton baissa vivement ; et les mouvements de résistance des esclaves s'éteignaient et renaissaient continuellement ; les maîtres d'esclaves s'efforcèrent d'étendre le système esclavagiste pour le sauver de la décadence. Quand en 1854 un nouvel Etat fut fondé au Nord du parallèle 36°30', les maîtres d'esclaves tentèrent d'y pratiquer l'esclavage par la force des armes ; ils provoquèrent un conflit armé entre le Nord et le Sud. En 1861, un membre du parti républicain, Lincoln, représentant les intérêts de la bourgeoisie nordiste, fut élu président de la République ; le Sud se révolta ; la guerre de

Sécession venait d'éclater. Au cours de cette guerre, la bourgeoisie nordiste représentait les forces progressistes ; elle reçut le soutien actif des larges masses, notamment des noirs. Par contre dans le Sud, les esclaves noirs se soulevèrent à plusieurs reprises, ils fuirent en groupe vers le Nord prendre part aux combats ; sur le plan politique, ils constituèrent une très forte menace pour les propriétaires d'esclaves. En ce qui concerne la force économique, le Nord était de loin plus puissant que le Sud. Il comprenait 23 Etats, et 22 millions d'habitants. Le Sud réunissait 11 Etats, et 9 millions d'habitants. Au Nord, l'industrie était prospère, et les céréales abondantes ; le Sud ne pouvait se suffire en céréales et en produits d'usage courant. La prépondérance économique et politique se trouvait au Nord. En 1865, cette guerre civile se termina par la victoire du Nord.

La guerre de Sécession de 1861-1865 fut « *un conflit entre deux systèmes sociaux, entre le système de l'esclavage et celui du travail libre* (1) ». Ce fut la seconde révolution bourgeoise de l'histoire américaine. Au cours de la guerre, le gouvernement fédéral du Nord promulgua en 1862 le « Homestead Act » par lequel il distribuait gratuitement des terres aux paysans. En 1863, il publia la « Proclamation d'Emancipation » qui abolissait l'esclavage. Après la guerre, la bourgeoisie écarta les propriétaires d'esclaves du pouvoir. Ce fait créa les conditions de l'essor rapide du capitalisme dans les limites nationales. Cependant, cette révolution, comme toutes les révolutions bourgeoises, eut un caractère insuffisant et hypocrite. Malgré l'abolition de l'esclavage, les esclaves ne reçurent pas de terre. « *Après avoir "libéré" les Noirs, elle [la bourgeoisie américaine] s'est efforcée, sur la base du capi-*

(1) Marx-Engels, « La guerre civile aux Etats-Unis », p. 86, 10/18.

talisme "libre" et républicain-démocrate, de rétablir tout ce qui pouvait l'être, de faire le possible et l'impossible pour opprimer les Noirs de la façon la plus éhontée et la plus vile (1). » Que ce soit sur le plan politique ou sur le plan économique, les esclaves n'obtinrent pas de libération véritable ; la discrimination raciale vis-à-vis des Noirs resta très importante, et ce jusqu'à aujourd'hui. La lutte des noirs américains contre l'oppression raciale n'a jamais cessé ; et aujourd'hui, leur combat est une force importante du front uni mondial contre l'impérialisme américain. Le président Mao a attaché une très grande importance à leur lutte ; il a écrit : « *Avec le soutien de plus de 90 % des peuples du monde entier, la juste lutte des Noirs américains sera nécessairement victorieuse. L'exécrable système colonialiste et impérialiste, dont la prospérité a débuté avec l'asservissement et la traite des Noirs, disparaîtra avec l'émancipation complète des Noirs* (2). »

3. LES ETATS-UNIS DEVIENNENT L'ETAT MODELE DU CAPITALISME MONOPOLISTE.

Développement du capitalisme en agriculture

Pendant la période de la guerre de Sécession, pour inciter la population à prendre part à la lutte contre les maîtres d'esclaves, le gouvernement fédéral promulgua en

(1) « Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture », Lénine, Oeuvres, tome 22, p. 22.

(2) Mao Tsé-toung, « Déclaration pour appeler les peuples du monde à s'unir contre la discrimination raciale de l'impérialisme américain, pour soutenir les Afro-américains dans leur lutte contre la discrimination raciale ». E.P.

1862 une loi sur la distribution des terres — le « Homestead Act ». Elle stipulait que les immigrants n'avaient qu'à verser 10 dollars de frais de formalité pour pouvoir prendre possession d'une terre en friche n'excédant pas 160 acres. Attirés par cette loi, une foule de colons s'écoula vers l'Ouest. L'immigration augmenta vivement ; entre 1861 et 1914, il est arrivé aux Etats-Unis plus de 27 millions d'immigrés. Ils fournirent à ce pays une importante force de travail ; de 1860 à 1914, le nombre des travailleurs agricoles américains passa de 6,2 millions à 13,58 millions ; la surface cultivée fit plus que doubler ; de 410 millions d'acres, elle passa à 910 millions. Marx a noté : « *C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le développement colossal de l'agriculture en Amérique du Nord* (1). »

L'application du « Homestead Act » ne fit pas des Etats-Unis, comme l'ont dit certains savants bourgeois, le « paradis » du petit paysan laborieux. La bourgeoisie continua de s'approprier une grande quantité de terres grâce aux compagnies de chemins de fer et aux organismes de spéculation. Elle pratiqua la spéculation sur la terre, ou bien encore organisa de grandes fermes capitalistes. Concurrencés par les grandes fermes, et exploités par les capitalistes de l'industrie et du commerce, des chemins de fer et des banques, les paysans qui avaient obtenu leur terre au moyen du « Homestead Act » connurent très rapidement une division en classes. Le « Homestead Act » détermina l'évolution de l'agriculture américaine dans l'ensemble du pays vers la « voie américaine ». A partir des années 80 du XIX[e] siècle, que ce soit dans les anciens Etats ou à l'Ouest, le processus de division en classes de la paysannerie fut parfaitement évident. Les rapports capitalistes en agriculture enregistrèrent une nette progression.

(1) Marx-Engels, « Manifeste du Parti communiste », p. 5. E.P.

Ces rapports se manifestèrent sous trois formes : le système de l'affermage capitaliste, le système de l'hypothèque (1), et celui du travail salarié. Selon une statistique de 1910, les familles d'affermataires dans le Nord et l'Ouest atteignaient respectivement 26,5 % et 14 %. Les paysans tombés dans les dettes hypothécaires représentaient le tiers du total des familles paysannes. La forme typique du capitalisme — le travail salarié, connut également un assez grand essor dans l'agriculture ; en 1910, les ouvriers agricoles atteignaient le nombre de 3,38 millions ; ils représentaient le quart de l'ensemble des travailleurs agricoles (13,55 millions). La pauvreté et la ruine privaient de plus en plus souvent les paysans de terre ; les grandes fermes capitalistes détenaient une place de jour en jour plus importante dans l'agriculture. En 1910, ces ranchs capitalistes, qui occupaient environ le 1/6 du total des familles paysannes, produisaient plus de la moitié de la valeur des produits agricoles nationaux. Les rapports capitalistes étaient visiblement devenus le mode économique dominant.

Dans le Sud, malgré l'abolition de l'esclavage à la suite de la guerre de Sécession, les esclaves « libérés » n'avaient cependant pas obtenu de terre. Les mains vides, ne possédant absolument rien, il leur fut impossible de ne pas continuer à dépendre des propriétaires des plantations ; ces derniers leur louèrent des terres, leur avancèrent les semences, les outils, les animaux, et les engrais ; et après la moisson, il leur revenait en loyer du tiers à la moitié des récoltes. Ce système d'affermage fut appelé métayage ; c'était une survivance de l'esclavage. Lénine a appelé ces affermataires du nom de « métayers *[...] connais-*

(1) Pour continuer à exploiter leurs terres, les paysans ruinés les hypothéquaient pour un prêt bancaire ; nominalement, ils restaient propriétaires de leur terre, mais en fait ils versaient une rente foncière à la banque sous la forme des intérêts.

sant un sort de demi-esclaves (1) ». Ces familles d'affermataires constituaient en 1910 environ la moitié des familles paysannes du Sud, et 24 % des familles paysannes de tout le pays. Les misérables métayers noirs ne parvenaient généralement à maintenir leur famille qu'à moitié morte de faim. Dans la plupart des cas, l'affermataire s'était endetté auprès du propriétaire foncier, et il était obligé de s'acquitter en travaillant. Dans le Sud, le système de l'usure pratiqué par les commerçants était également très répandu. Les affermataires noirs qui étaient tombés dans la misère achetaient à crédit des marchandises aux commerçants, ou bien leur empruntaient de l'argent ; ils devaient alors hypothéquer leur propre récolte, ou passer un contrat par lequel ils chargeaient le commerçant de la vendre. Ils subissaient donc aussi des exploitations de tous ordres de la part de ces commerçants. Sur le plan économique, les Noirs enduraient une exploitation tyrannique ; sur le plan politique ils n'avaient aucun droit ; et sur le plan culturel ils étaient arriérés à l'extrême ; près de la moitié des Noirs (44,5 %) étaient analphabètes. A ces maux s'ajoutaient la discrimination raciale, les persécutions et les lynchages du Ku Klux Klan. Les Noirs méridionaux occupaient les situations les plus humiliantes et les plus opprimantes. Parmi les Blancs, le pourcentage d'analphabètes dans le Sud était deux fois plus élevé que dans tout le pays. Lénine a dit : « *L'isolement, l'inculture, l'absence d'air frais, une sorte de prison pour les Noirs "libérés" : tel est le Sud américain* (2). »

Les planteurs du Sud gagnaient de l'argent en exploitant le travail à bon marché des Noirs, mais peu nom-

(1) « Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture », Lénine, Oeuvres, tome 22, p. 23.

(2) « Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture », Lénine, Oeuvres, tome 22, p. 24.

breux furent ceux qui améliorèrent les techniques de production. Dans le Nord et l'Ouest, à la suite du développement des fermes capitalistes et de l'industrie, on adopta progressivement des machines dans l'agriculture. Cette époque fut celle de la semi-mécanisation de l'agriculture américaine ; les machines agricoles étaient essentiellement des appareils perfectionnés, et des instruments tirés par des chevaux, la force motrice étant surtout animale. Le tracteur à vapeur fut utilisé pour la première fois dans l'agriculture en 1905. En 1910, les Etats-Unis possédaient seulement mille tracteurs, ce qui représentait une part insignifiante dans l'agriculture (à partir de 1920, le tracteur à essence remplaça progressivement la force animale). A cette époque, les Etats-Unis étaient encore en plein processus d'industrialisation ; la base de l'industrie lourde était encore relativement faible, et la réorganisation technique dans l'agriculture atteignait seulement un niveau de semi-mécanisation. L'adoption de machines et d'outils agricoles perfectionnés éleva la productivité du travail dans l'agriculture. La proportion des travailleurs agricoles dans le nombre global des travailleurs de tout le pays baissa graduellement. En 1860, l'agriculture occupait 59 % de la force de travail nationale ; et en 1910, la part des travailleurs agricoles s'était abaissée à 31 % du nombre total des travailleurs du pays. Mais le chiffre absolu des travailleurs agricoles durant cette période fut encore en incessante augmentation ; il était de 6,2 millions en 1860, et de 13,55 millions en 1910 ; en 1916, le nombre des travailleurs agricoles atteignit son plus haut sommet (13,63 millions), pour diminuer ensuite progressivement.

Le défrichement de terres cultivables, vastes et fertiles, à l'Ouest, l'afflux d'une importante force de travail immigrée, l'amélioration des techniques agricoles, ainsi que le développement des grandes fermes capitalistes, permirent à la production agricole américaine de connaître un

accroissement rapide. Durant la seconde moitié du XIXe siècle, la production de blé quadrupla presque, celle du maïs augmenta environ 2,5 fois, et celle de coton quintupla. En 1900, la production de blé atteignait 600 millions de boisseaux (ce qui équivaut à 16,32 millions de tonnes), celle de maïs 2 700 millions de boisseaux (68,58 millions de tonnes), et celle de coton 10 millions de balles (2,17 millions de tonnes). Les Etats-Unis possédaient une vaste superficie de terres arables ; il y avait de grandes prairies naturelles, mais on pouvait, de plus, cultiver de larges étendues de plantes fourragères et de maïs pour l'alimentation du bétail ; aussi l'élevage fut-il très prospère. Ce fut une particularité de l'agriculture américaine. Tout au long du XIXe siècle, la valeur de la production de l'élevage dépassa légèrement celle des cultures, en occupant plus de la moitié de l'agriculture. L'essor de l'élevage joua un rôle important sur le développement de l'agriculture tout entière, ainsi que sur l'ensemble de la vie économique. Comme l'élevage était particulièrement prospère, l'industrie de l'abattage et de la mise en conserve de la viande devint un secteur important de l'industrie américaine dont elle occupa la seconde place en 1900. A cette époque, les Etats-Unis étaient les premiers producteurs de céréales du monde, et ils étaient en même temps le plus gros pays exportateur de céréales. A la fin du XIXe siècle, ils exportaient environ le quart ou le tiers du blé produit, et plus de 60 % de la production globale de coton. Une grande quantité de produits agricoles américains à vil prix s'écoulait sur le marché mondial ; et dans les années 70 du XIXe siècle, il en découla une crise agricole européenne.

Les Etats-Unis prennent la tête des puissances industrielles capitalistes du monde

Après la guerre de Sécession, les Etats-Unis ayant balayé ce qui faisait obstacle au développement capitaliste, l'industrie entra dans une nouvelle période d'essor. Selon une statistique officielle américaine, la valeur de la production de l'industrie de transformation américaine augmenta de 18 fois entre 1859 et 1914. Avant 1860, l'industrie légère occupait une place dominante. Après la guerre de Sécession, on assista à l'essor rapide de l'industrie lourde, dont le rythme de croissance dépassa de loin celui du secteur de l'industrie légère ; entre 1860 et 1913, l'industrie cotonnière septupla ; durant le même temps, la production d'acier, de fer, et de houille fut plusieurs fois décuplée ; la production de fonte passa de 840 000 tonnes à 31,46 millions de tonnes ; l'extraction de houille passa de 18,18 millions de tonnes à plus de 500 millions de tonnes. La production d'acier était seulement de 12 000 tonnes en 1860 ; elle atteignit 31,8 millions de tonnes en 1913. A la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e], l'industrie de matériel électrique, l'industrie chimique, l'industrie automobile, l'industrie pétrolière, et les autres secteurs récents de l'industrie lourde, se développèrent vivement les uns après les autres. Prenons par exemple l'industrie automobile ; en 1895, elle commençait juste à connaître une production industrielle régulière ; en 1900, on produisit seulement 4 200 automobiles : en 1914, la production s'était élevée à 573 000. Par suite du développement rapide de l'industrie lourde, la structure des secteurs économiques américains enregistra des changements. En 1860, parmi les secteurs économiques qui occupaient les premières places, nous trouvons, par ordre d'importance quantitative de la production, les minoteries, le tissage du coton, le débitage du bois, les fabrications de chaussures, et autres

secteurs de l'industrie légère ; la fonderie et l'industrie de fabrication des machines occupaient la cinquième position. En 1900, on pouvait classer par ordre d'importance : la sidérurgie, l'abattage et l'industrie de mise en conserve de la viande, la fonderie et l'industrie de fabrication de machines, le débitage du bois et la minoterie. La sidérurgie et l'industrie de construction de machines étaient respectivement montées en 1re et 3e position. L'industrie lourde commençait à jouer un rôle dirigeant dans l'industrie. Cependant, la valeur de la production de l'industrie légère dépassa toujours celle de l'industrie lourde jusqu'en 1900, dans la proportion de 1,5 à 1.

Aidées et encouragées par le gouvernement, les constructions ferroviaires connurent un essor rapide. En 1865, les Etats-Unis avaient 53 000 km de voies ferrées, en 1900, 414 400 km, et en 1913 elles atteignaient 563 000 km, c'est-à-dire la moitié de la longueur totale du réseau ferré mondial. Au cours de la seconde partie du XIXe siècle, cinq lignes transcontinentales furent successivement établies. Cette construction ferroviaire d'envergure hâta le défrichement et le peuplement de l'Ouest, et accéléra l'essor de l'industrie et de l'agriculture ; en particulier, elle entraîna directement le développement de la sidérurgie, de l'industrie houillère, de la construction de machines, et autres secteurs de l'industrie lourde. On peut dire que l'établissement de voies ferrées fut au centre de l'essor économique américain du XIXe siècle. Mais les constructions ferroviaires américaines furent le modèle de l'escroquerie, du gaspillage et de la corruption dans la gestion des entreprises capitalistes. Pour encourager ces constructions de chemins de fer, le gouvernement américain avait décidé de donner aux compagnies ferroviaires, pour chaque kilomètre de voie ferrée construite, 10 km de terres de chaque côté de la voie, ainsi que 16 000 à 48 000 dollars de subvention. Pour obtenir plus de terre et d'argent,

les compagnies firent faire volontairement des courbes inutiles à la voie afin d'en augmenter la longueur. La bourgeoisie s'enrichit formidablement grâce aux actions de chemin de fer et aux activités de spéculation foncière.

Le rythme de croissance de l'industrie dans la deuxième moitié du XIXe siècle dépassa nettement celui de l'agriculture. A partir des années 80 du XIXe siècle, l'industrie supplanta l'agriculture, et devint la source principale de la richesse nationale. En 1884, la valeur nette de la production industrielle dépassa pour la première fois celle de l'agriculture ; elle représentait 53,4 % de la valeur nette de la production industrielle et agricole, et 61,8 % en 1899. En calculant d'après la valeur globale de la production, l'industrie à cette époque dépassait l'agriculture d'environ deux fois.

A la charnière entre le XIXe siècle et le XXe, l'industrialisation capitaliste était pour l'essentiel achevée aux Etats-Unis ; de pays agricole, ils étaient devenus pays industriel. A cette époque, l'industrie devint le secteur le plus important de l'économie nationale américaine ; et l'industrie lourde occupa une position dirigeante dans l'industrie ; elle pouvait satisfaire les besoins fondamentaux en équipements techniques de tous les secteurs économiques du pays. Depuis la fin de la guerre anglo-américaine de 1812-1914 et le début de la révolution industrielle, les Etats-Unis avaient mis un peu plus de 80 ans à devenir un pays industriel capitaliste.

Durant cette époque, le rythme de croissance de l'industrie américaine avait dépassé largement celui de l'Angleterre, de la France, et des autres pays capitalistes anciens ; au début des années 80, l'industrie américaine monta à la première place mondiale. En 1913, la situation prépondérante de la production industrielle américaine fut encore plus manifeste ; elle représentait 38 % de l'ensemble de la production industrielle mondiale, et elle dépassait

encore légèrement le total du volume de la production industrielle des quatre pays que sont l'Angleterre (qui représentait 14 %), l'Allemagne (16 %), la France (6 %), et le Japon (1 %). Entre les années 80 et 90 du XIXe siècle, la production des principaux secteurs de l'industrie lourde, de la sidérurgie, la houille, la construction mécanique et l'électricité, s'élança aussi en première place mondiale. L'exemple du développement des Etats-Unis confirme de manière très claire la loi d'intensification de l'inégalité dans le développement politico-économique des pays capitalistes à l'époque impérialiste.

Pourquoi le capitalisme américain a-t-il pu connaître un essor aussi rapide ? Ce ne fut pas du tout, comme l'ont répandu certains savants bourgeois, parce que le système capitaliste américain possédait quelque chose « d'exceptionnel ». Le capitalisme des Etats-Unis, comme dans tous les pays capitalistes, s'est développé sur la base d'une exploitation impitoyable à l'intérieur, et d'une agression coloniale à l'extérieur. La raison pour laquelle il s'est développé plus vite que dans les autres pays capitalistes, c'est qu'il fut accéléré par les conditions naturelles, économiques, ainsi que par les conditions historiques concrètes des Etats-Unis.

Tout d'abord, d'un point de vue historique, il n'y eut pas aux Etats-Unis de système féodal profondément enraciné ; la révolution bourgeoise avait supprimé presque complètement les rapports féodaux, et le développement du capitalisme rencontra très peu de résistance de la part du féodalisme. D'un point de vue économique, les rapports féodaux dans l'agriculture furent complètement détruits ; et dans l'industrie il n'y eut ni contraintes ni implications dues, par exemple, au vieux fardeau des méthodes de production traditionnelles et conservatrices des corporations. D'un point de vue politique, au cours des deux révolutions bourgeoises de la guerre de l'indépendance et de

la guerre civile, les influences politiques qui limitaient le développement capitaliste furent complètement supprimées, et la bourgeoisie qui avait saisi le pouvoir suivit largement une politique de soutien à l'implantation du capitalisme ; par exemple, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, après la guerre civile, elle adopta une politique protectionniste en élevant le tarif des droits de douane à 40-50 %.

En second lieu, l'importance du marché intérieur contribua beaucoup au développement rapide du capitalisme américain. Après la guerre de Sécession, l'abolition de l'esclavage et l'unification du Nord et du Sud, l'expansion vers l'Ouest, l'afflux d'une foule d'immigrés européens, la construction de voies ferrées sur une large échelle, et le développement du capitalisme dans l'agriculture, tout cela fit des Etats-Unis un vaste marché unifié qui ne pouvait être comparé à aucun autre pays capitaliste.

En troisième lieu, l'agriculture capitaliste, qui s'était développée rapidement dans des conditions naturelles favorables selon la « voie américaine », constitua un terrain propice et une base solide pour le développement industriel. Sur ce point, on ne pouvait pas non plus comparer les Etats-Unis avec l'Angleterre, la France ou l'Allemagne. En Angleterre régnait le système d'appropriation de la terre par les grands propriétaires fonciers ; la France conservait une grande quantité de petites exploitations, et l'Allemagne subit longtemps l'influence des survivances de l'économie des Junkers propriétaires terriens ; c'est pourquoi les bases économiques de ces trois pays étaient relativement faibles, spécialement en Grande-Bretagne, où les céréales et les matières premières étaient pour une bonne part importées de l'étranger.

En quatrième lieu, les Etats-Unis occupaient une excellente position géographique et possédaient d'abondantes

ressources naturelles. Ils étaient éloignés du continent européen, leurs voisins étaient tous des pays faibles et ils étaient, de plus, entourés par deux grands océans ; d'un point de vue géographique, ils occupaient une position parfaitement sûre ; après la guerre de Sécession, les Etats-Unis ne connurent plus de destructions militaires sur leur propre sol. Parallèlement, leur territoire national était vaste et recélait d'abondantes ressources minières, hydrauliques, et forestières. Tout cela constituait des conditions géographiques naturelles tout à fait exceptionnelles pour le développement de l'économie.

En cinquième lieu, les Etats-Unis s'érigèrent tard en pays capitaliste ; ils utilisèrent à fond la force de travail, le capital, et les succès techniques des pays étrangers. Leur révolution industrielle ayant commencé plus tard qu'en Angleterre, les Etats-Unis, dans une première phase, puisèrent un grand nombre d'expériences de production et de résultats techniques en Grande-Bretagne. Ils absorbèrent une masse considérable de capitaux : 2 milliards de dollars en 1880, 3,5 milliards en 1890, pour atteindre 6,7 milliards de dollars en 1914 ; grâce aux capitaux étrangers, les Etats-Unis accélérèrent le développement intense du capitalisme. Les immigrants jouèrent un rôle particulièrement important dans l'essor du capitalisme aux Etats-Unis ; selon une statistique officielle, les ouvriers immigrés représentaient en 1914 plus de la moitié du nombre total des ouvriers américains ; ils occupaient 58 % de la sidérurgie, et 62 % de l'industrie textile et de l'extraction de la houille. Dans la préface qu'ils ont écrite en 1882 pour le « Manifeste du Parti communiste », Marx et Engels ont déclaré : « *C'est elle [l'émigration européenne] qui a, du même coup, donné aux Etats-Unis la possibilité de mettre en exploitation ses énormes ressources industrielles, et cela avec une énergie et à une échelle telles que le monopole*

industriel de l'Europe occidentale, et notamment celui de l'Angleterre, disparaîtra à bref délai (1). »

Enfin, un motif important de la rapidité de développement du capitalisme aux Etats-Unis réside dans le fait que ces derniers eurent largement recours au pillage et à l'expansion vers l'étranger. Ce fut tout d'abord le pillage des Indiens. Puis, à compter de la fin du XIX[e] siècle, ils entreprirent de s'étendre et d'agresser les Philippines, les Antilles, l'Extrême-Orient et l'Amérique du Sud et du Centre. En parlant de la voie de l'industrialisation américaine, Staline a dit : « *Le plus puissant des pays capitalistes, les Etats-Unis, n'a pu faire autrement, après la guerre civile, que de dépenser une bonne quarantaine d'années, en s'appuyant sur des prêts étrangers et des emprunts à long terme, ainsi que sur le pillage des îles et pays voisins, avant de pouvoir fonder sa propre industrie* (2). »

La bourgeoisie américaine, au cours de sa domination séculaire, créa des forces productives énormes, encore plus nombreuses et colossales que l'ensemble des forces productives qu'avaient créé toutes les générations passées. Cependant, « *cette société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées* » (3). Les Etats-Unis développèrent leurs forces productives jusqu'à un niveau encore jamais atteint, et leurs crises de « surproduction » en furent d'autant plus graves et profondes. Depuis la fin de la guerre civile jusqu'au début de la première guerre mondiale, ils connurent six crises économiques (1866, 1873, 1882, 1895, 1903 et 1907). D'après la production des principaux

(1) Marx-Engels, « Manifeste du Parti communiste », p. 5. E.P.

(2) Staline, « Discours à l'Assemblée générale des ouvriers de l'usine ferroviaire "Staline" du Bureau ferroviaire "Octobre". » (*O.C.*, tome 19, p. 158 de l'édition chinoise).

(3) Marx-Engels, « Manifeste du Parti communiste », p. 39. E.P.

secteurs industriels, chaque crise entraîna l'équivalent d'un recul de 1 à 4 ans dans la production industrielle américaine. La crise de 1873 fut la plus grave de l'époque du capitalisme pré-monopoliste. Au cours de la première année de cette crise, les constructions de voies ferrées furent réduites de moitié, et les constructions navales baissèrent de 60 % ; durant la crise, la production de fonte diminua de 27 %, le pétrole de 16 % ; la production de houille et la consommation de coton dans l'industrie textile baissèrent de 9 %. La crise entraîna la faillite de 47 000 entreprises et le chômage de plus de 3 millions d'ouvriers. Elle dura très longtemps, la production descendit sans interruption durant un an et demi à deux ans, et la période de dépression continua jusqu'en 1878. La crise de 1907 apparut après le début de la phase de capitalisme monopoliste ; la baisse de la production fut extrêmement violente ; les productions d'acier et de fer, secteur central de l'industrie, baissèrent respectivement de 40 % et de 38,2 %. En 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale, l'économie américaine était au seuil d'une nouvelle crise ; l'industrie sidérurgique travaillait seulement à 50 % de sa capacité ; le volume de la production d'acier et de fer passa de plus de 30 millions à 23 millions de tonnes. Les autres industries connurent la même inertie. L'économie américaine n'échappa à cette crise que grâce à l'effet stimulant de la guerre.

Les Etats-Unis — pays des trusts

« Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalis-

me (1). » Avant la guerre de Sécession, on trouvait déjà dans l'industrie américaine une tendance à l'élargissement de l'échelle de production. Pendant et après la guerre de Sécession, la bourgeoisie réalisa des bénéfices exorbitants grâce à l'énorme quantité d'emprunts nationaux, aux spéculations foncières et au commerce frauduleux, engendrant ainsi tout un groupe de magnats de la finance enrichis dans la guerre civile ; on assista à une rapide concentration du capital. En 1882, Engels a spécialement écrit un article intitulé « De l'accumulation du capital aux Etats-Unis », où il a précisé : « *L'accumulation du capital aux Etats-Unis est en train de s'effectuer à une vitesse réellement effrayante* (2) », « *la fortune d'un roi du chemin de fer, de la terre, des usines et autres* » comme le milliardaire Vanderbilt « *s'élève environ à 300 millions de dollars (1 dollar équivaut à 4,25 marks). Selon la façon de parler des Américains, il « vaut » 300 millions* » (3).

Engels a énuméré encore les noms de 21 milliardaires qui possédaient une fortune de 5 à 100 millions de dollars, et il a expliqué la situation de large accumulation du capital américain. Après la vive concurrence et l'intense développement de l'industrie durant la fin du XIXe siècle, l'état de concentration de la production et du capital fut encore plus évident au début du XXe. En 1904, les grosses entreprises dont la valeur de production était de plus de 1 million de dollars (et qui étaient environ au nombre de 1 900) représentaient 0,9 % du nombre total des entreprises ; or, elles possédaient plus du quart (25,6 %) du nombre total des ouvriers, et la valeur de leur production représentait plus du tiers (38 %) de la valeur globale de la production. Cinq ans plus tard, le processus de concentra-

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 12. E.P.

(2) (3) Engels, « De l'accumulation du Capital aux Etats-Unis », (*O.C.* de Marx et Engels, tome 19, p. 337 de l'édition chinoise).

tion s'était encore développé ; ces grosses entreprises (au nombre de 3 060) occupaient 1,1 % du nombre total des entreprises, et elles atteignaient 43,8 % de la valeur globale de la production. Lénine l'a indiqué, à propos du processus de développement du capitalisme monopoliste : « *Dans un autre pays avancé du capitalisme moderne, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la concentration de la production est encore plus intense.* » « *Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par un centième de l'ensemble des entreprises ! Et ces trois mille entreprises géantes embrassent 258 branches d'industrie* (1). »

Le degré de concentration de la production industrielle aux Etats-Unis fut très élevé ; en voici les raisons : 1) L'industrie américaine fut établie sur la base de la technique la plus récente ; beaucoup d'entreprises furent, dès leur fondation, d'une envergure gigantesque ; elles engloutirent rapidement les petites et moyennes entreprises, concentrant la production dans leurs propres mains. 2) A cette époque, l'industrie américaine, et spécialement son industrie lourde, se développa très vite ; la répartition géographique de l'industrie se présenta elle aussi de manière relativement concentrée ; et le corps à corps de la concurrence entre les entreprises fut extraordinairement violent. 3) Durant les trente dernières années du XIXe siècle, les crises économiques américaines furent plus graves que dans n'importe quel autre pays ; elles engloutirent une foule de petites et moyennes entreprises et accélérèrent le processus du « gros poisson qui mange les petits ».

« *La concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole* (2). » A la fin des années 60, apparut aux

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 14. E.P.

(2) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 14. E.P.

Etats-Unis la première forme d'union monopoliste — les pools (1). Après la crise de 1873, les pools se développèrent dans les principaux secteurs de l'industrie et de l'industrie minière, et spécialement dans l'industrie ferroviaire. Mais ces unions furent provisoires et instables ; elles s'effondraient quand les conditions du marché changeaient, ou quand les entreprises s'opposaient en force.

En 1879, le premier trust apparut aux Etats-Unis — la Standard Oil Company. Dans les années 80, les secteurs de l'huile, du sucre, des allumettes, du tabac, de l'abattage, de l'extraction de houille, de la fabrication d'alcool, et de l'affinage de l'aluminium, formèrent un trust. Pour réaliser d'énormes bénéfices de monopole, les trusts adoptèrent sans cesse toutes sortes de vils procédés préjudiciables aux intérêts de leurs rivaux et à ceux de la population ; ils provoquèrent ainsi des mouvements antimonopoles chez le public. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement américain prétendit promulguer, en 1890, la « loi anti-trust », qui stipulait que le commerce extérieur ou le commerce inter-Etats des monopoles était illégal. En réalité, cette loi anti-trust ne porta absolument aucun préjudice aux monopoles. D'une part, en effet, les tribunaux protégèrent toujours les trusts ; et d'autre part, les gros capitalistes décidèrent d'en modifier la forme et le nom et créèrent le « holding » (2). Par conséquent, dans les années 90, les monopoles avaient déjà gagné l'industrie, les mines, les communications et transports, et les entreprises de service public des villes. En

(1) Le pool était un accord signé entre des entreprises pour une courte période ; il fixait des prix communs, répartissait le chiffre d'affaires entre ses membres, ou partageait le marché de vente, afin de garantir aux participants un profit de monopole.

(2) Le holding achetait un nombre nécessaire de titres de compagnies nominalement indépendantes, et obtenait un droit de contrôle sur elles.

1890, les trusts produisaient les 2/3 de la valeur globale des produits manufacturés de l'industrie américaine nationale.

La guerre hispano-américaine de 1898, ainsi que l'occupation de colonies après la guerre, stimulèrent l'essor de l'économie américaine et accélérèrent de façon inouïe le progrès de la fusion et de la monopolisation des entreprises. Les quelques années entre 1898 et le début du XXe siècle eurent une signification décisive sur le processus de développement des monopoles. En 1904, il y avait 318 trusts dans l'industrie américaine, parmi lesquels 236 avaient été fondés après 1898. Au début du XXe siècle, aux Etats-Unis, les principaux secteurs industriels avaient généralement été monopolisés par un, deux, ou plusieurs grands trusts ; et il y avait ainsi dans chaque secteur des soi-disant « rois » (comme le roi de l'automobile, Ford ; le roi du pétrole, Rockefeller ; le roi de l'acier, Morgan...). L'United States Steel Corporation, les trois compagnies automobiles, Ford, General Motors, et Chrysler, la compagnie d'explosifs Dupont, la General Electric, l'American Tobacco Company, l'American Telephone and Telegraphe Company, et d'autres gros trusts de renommée mondiale, avaient déjà été créés. La monopolisation de l'industrie ferroviaire atteignait également un niveau très élevé. Voici l'état du contrôle des gros trusts sur la production de chaque secteur : pétrole — 95 % ; acier — 66 % ; industrie chimique — 81 % ; industrie métallurgique — 77 % ; industrie de l'aluminium — 85 % ; industrie sucrière et du tabac — 80 %. Les trusts étaient devenus la force dominante de la vie économique américaine ; ils avaient en main le destin de l'économie du pays. L'United States Steel Corporation et la Standard Oil Company furent le modèle des plus grands trusts industriels.

La Standard Oil Company fut la première grande compagnie américaine, fondée en 1870 par Rockefeller. Au

moment de sa fondation, son capital était de 1 million de dollars. Après 1879, elle fusionna avec quatorze autres compagnies pétrolières et forma un trust. Ce trust de la Standard Oil Company contrôlait également un grand nombre de titres de 26 autres compagnies pétrolières ; il détenait toutes les grandes voies ferrées des régions pétrolifères, construisait des oléoducs dans toutes les directions, possédait ses propres entrepôts, ses propres quais, et, sur mer, plus de cent navires à vapeur. Le trust de la Standard Oil concentrait 90 % de la production du pétrole aux Etats-Unis. Il avait un capital nominal de 70 millions de dollars, dont 46 millions étaient détenus par neuf personnes qui avaient à leur tête Rockefeller. La position de monopole de la « Standard » dans l'industrie pétrolière lui permit d'encaisser d'énormes bénéfices de monopole ; entre 1882 et 1898, ses dividendes passèrent de 5,25 % à 30,%.

La United States Steel Corporation fut un trust formé par Morgan en 1901. A la fin du XIX[e] siècle, à la suite de la concentration de la production sidérurgique américaine, il ne restait plus que les quatre groupes les plus puissants, qui se faisaient une violente concurrence. Finalement, grâce à l'énorme puissance financière de la famille Morgan, la Compagnie Fédérale de l'Acier dirigée par Morgan obtint son accord avec ces entreprises ; en 1901 elles fusionnèrent pour former la United States Steel Corporation. Ce fut le trust le plus grand et le plus achevé des Etats-Unis. C'était un gigantesque combinat, qui avait ses propres mines de fer et de houille, possédait ses usines de laminage et ses fabriques de produits en acier ; il détenait également plus de 1 600 km de voies ferrées et plus de cent navires à vapeur sur les fleuves et sur la mer. En 1907, il y avait plus de 210 000 employés et ouvriers dans toutes les entreprises de ce trust de l'acier. Au moment de sa fondation, il contrôlait 60 % des mines de fer, 66 % de la fa-

brication d'acier, et près de 50 % des produits en acier. En 1910, le volume de sa production d'acier et de fer était respectivement de 14 et de 12 millions de tonnes. De 1901 à 1910, ses revenus nets annuels moyens furent de 112 millions de dollars.

Le trust est la forme la plus commune du monopole américain. Avec le début de la concentration élevée de la production, des techniques nouvelles furent adoptées, et quelques grosses entreprises établies dans divers secteurs industriels obtinrent rapidement une position dominante ; ceci constitua la base du développement du trust, forme la plus évoluée du monopole. Les Etats-Unis furent le pays des trusts. Lénine a dit : « *Les trusts américains sont l'expression suprême de l'économie de l'impérialisme ou du capitalisme monopoliste* (1). »

Comme dans l'industrie, la concentration et les monopoles apparurent dans les milieux bancaires. En 1900, il y avait aux Etats-Unis vingt grandes banques solidaires les unes des autres. En 1913, les deux puissants groupes bancaires de Morgan et Rockefeller dominaient l'ensemble du monde des banques. Elargissant leur domaine d'action, ces grandes banques accordèrent des prêts à long terme aux entreprises industrielles ; une masse croissante de capitaux fut investie dans la production ; ainsi, d'intermédiaires ordinaires, les grandes banques devinrent des monopolisateurs tout puissants. Le capital bancaire et le capital industriel s'unirent pour former le capital financier et l'oligarchie financière. La fusion des deux se réalisa également par un autre moyen, à savoir que les monopoles industriels contrôlèrent des titres bancaires, ou qu'ils créèrent directement des banques. Aux Etats-Unis, cette fusion se réalisa rapidement après la crise de 1893. Et au début du

(1) « Une caricature du marxisme et à propos de "l'économie impérialiste" », Lénine, Oeuvres, tome 23, p. 45.

XX[e] siècle, le règne du capital financier avait pris forme. Il était représenté par huit grands groupements financiers (Morgan ; Rockefeller ; Kuhn, Loeb and Co ; Mellon ; Dupont ; Chicago ; Cleveland ; Boston) (1) et soixante autres familles. Les groupes Morgan et Rockefeller furent les deux plus importants groupements de capital financier des Etats-Unis. Ce furent également deux exemples de fusion du capital industriel et du capital bancaire.

Le groupe Morgan fut fondé dans les années 60 du XIX[e] siècle à partir d'une maison d'acceptation d'effets. Durant le rapide développement de l'économie après la guerre civile, cette maison devint la banque la plus puissante d'émission des valeurs de chemins de fer et des obligations gouvernementales. Puis, avec onze associés, Mor-

(1) Le groupement financier Kuhn, Loeb and Co contrôlait surtout les plus gros réseaux de transports ferroviaires des Etats-Unis. Le groupement financier Dupont commença par la fabrication et le commerce de la poudre à canon ; ensuite la compagnie Dupont devint la plus grosse compagnie chimique des Etats-Unis ; après la Première Guerre mondiale, elle contrôlait en plus une des plus grosses compagnies automobiles américaines, la General Motors. Par l'intermédiaire de sa banque, le groupement financier Mellon contrôlait l'industrie de l'aluminium, une partie des entreprises sidérurgiques de Pittsburg, des mines de houille, et autres industries lourdes. Le groupement financier de Chicago fut formé par les grands banquiers de Chicago ; les entreprises qu'il contrôlait appartenaient au domaine de la sidérurgie, du pétrole, de la mécanique agricole, des chemins de fer, etc. Le groupement financier de Cleveland fut constitué par trois groupements dirigés par des magnats de la finance de Cleveland (un centre commercial à l'ouest de Pittsburg) ; il contrôlait les mines de fer, la métallurgie, ainsi que la fabrication de machines du Nord des Etats-Unis. Le groupement financier de Boston fut formé par quelques familles descendant des premiers immigrés anglais ; ce fut le centre financier du Nord de la Nouvelle Angleterre et du Massachusetts ; les entreprises qu'il contrôlait appartenaient essentiellement à l'industrie légère, comme le tissage, la fabrication des chaussures, et autres ; il fonda ensuite la compagnie United Fruits et se tourna vers le contrôle de la production fruitière d'Amérique latine.

gan forma la compagnie Morgan, qui contrôla progressivement une grande quantité de grosses banques et de compagnies d'assurance, et devint la plus grosse banque de tout le pays. Morgan étendit ensuite sa puissance vers l'industrie et les chemins de fer. En 1901, la fondation de la United States Steel Corporation, d'une signification déterminante pour Morgan, le fit passer de banquier à membre de l'oligarchie financière. En outre, Morgan en personne fut aussi membre du Conseil d'administration de 21 lignes de chemin de fer, de 3 compagnies d'assurance, de la General Electric Company, de la Western United Company, de la Pullman Car Company, etc. L'International Harvester, l'American Telephone and Telegraphe Company et autres trusts furent également contrôlés par le groupe Morgan.

Rockefeller fut le type même du capitaliste industriel passé dans l'oligarchie financière. Il fonda en 1870 la Standard Oil Company et maîtrisa l'industrie pétrolière ; puis il contrôla peu à peu les entreprises de gaz, d'électricité, et de fabrication de zinc, de plomb, d'acier, etc. Dans les années 90 du XIX[e] siècle, il orienta son capital industriel vers les milieux bancaires, fonda avec son associé Stillmann la banque National City, et fit de nouveaux investissements grâce à cette banque ; il monta d'autres compagnies monopolistes industrielles et ferroviaires, ou acheta des titres d'entreprises pour obtenir un droit de contrôle sur elles.

D'après une publication de la Chambre des députés des Etats-Unis de 1912, les deux groupes Morgan et Rockefeller occupaient en tout 341 sièges au Conseil d'administration de 112 grosses compagnies ; ils contrôlaient effectivement plus d'une centaine de grosses compagnies au capital global de plus de 22 milliards de dollars. Dans le livre « The truth about the trusts » (La vérité sur les Trusts », écrit en 1904 par le savant bourgeois Moody, un des pas-

sages reflète bien la domination du capital financier américain : « *Le pouvoir de direction dans le trust est constitué par un réseau enchevêtré de groupes de capitalistes gros et petits... ...Ceux-ci font partie ou dépendent de groupes plus gros, lesquels groupes plus gros sont eux-mêmes subordonnés à deux monstres, les groupes Rockefeller et Morgan, avec lesquels ils ont conclu une alliance. A eux deux, ces groupes incomparablement gros... ...constituent le cœur de la vie commerciale et industrielle américaine ; tous les autres sont disséminés de toutes les manières dans les artères de la vie nationale américaine, afin que chaque famille, chaque foyer, ressente leur influence ; mais tous sont liés à la source gigantesque et dépendent d'elle, dont le pouvoir et la politique décide en tout.* »

Les capitalistes monopolistes contrôlaient toute l'économie nationale ; mais ils manœuvraient en plus le gouvernement, et dominaient l'ensemble de la vie politique de l'Etat, ainsi que sa politique intérieure et extérieure. Les gouvernements successifs furent constitués par les fondés de pouvoir des capitalistes monopolistes ; parfois même, ces capitalistes entraient eux-mêmes en fonction et occupaient les postes dirigeants du pays. Prenons par exemple le Cabinet de 1900 au moment de la présidence de Mc-Kinley ; le secrétaire d'Etat Sherman fut le porte-parole de Rockefeller ; le ministre de l'Intérieur Brice présida le Conseil d'administration de la compagnie d'assurance sur la vie du groupe Morgan ; le ministre de la Guerre E. Root fut le conseiller juridique de Morgan ; le ministre de la Marine Knox fut successivement le président du Conseil d'administration de toutes les banques qui dépendaient de Mellon ; l'ambassadeur en Angleterre fut le plus efficace conseiller juridique de Rockefeller. Le choix des hommes dans tous les ministères du Cabinet Mc Kinley reflétait visiblement les unions de chaque groupe financier. le Parlement? ce soi-disant organe représentatif du peuple,

n'était en fait qu'un « club de milliardaires », comme l'appelait le peuple américain. En 1919, Lénine a fait ce commentaire sur le Parlement américain : « *En Suisse et en Amérique, c'est le capital qui règne,... nulle part l'influence du capital ne se fait aussi fortement sentir au Parlement. La force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches...* (1). »

L'impérialisme a pour particularité, sur le plan politique, d'être entièrement réactionnaire. Aux Etats-Unis, une minorité de milliardaires dominaient brutalement en tout ; les institutions de l'Etat étaient corrompues ; pots-de-vin et fraudes étaient monnaie courante ; les droits politiques du peuple étaient entravés par toutes sortes de restrictions ; les mouvements ouvriers étaient cruellement réprimés ; une politique de discrimination raciale était exercée vis-à-vis des noirs ; le pillage économique, la subversion politique et les interventions armées étaient menés à l'encontre des pays sous-développés, etc. Lénine a dit : « *Les Etats-Unis d'Amérique sont une des républiques les plus démocratiques au monde, mais dans ce pays (quiconque y a séjourné après 1905 l'a certainement constaté), le pouvoir du capital, le pouvoir d'une poignée de milliardaires sur l'ensemble de la société se manifeste plus brutalement, par une corruption plus flagrante que partout ailleurs* (2). »

L'appauvrissement de la classe ouvrière et sa lutte contre le capital monopoliste

« *Le système du travail salarié est [...] un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur*

(1) Lénine, « De l'Etat », p. 23. E.P.
(2) Idem, p. 21.

que se développent les forces sociales productives du travail (1). » Aux Etats-Unis, la classe ouvrière et les masses laborieuses créèrent une production matérielle hautement développée ; pourtant, les conditions de travail et d'existence de cette classe ouvrière ne furent pas améliorées, l'exploitation qu'elle subit fut au contraire de plus en plus lourde, et ses conditions d'existence s'altérèrent de jour en jour.

A la recherche de profits énormes, les capitalistes monopolistes mirent en application le « système Ford », le « système Taylor », et autres « systèmes de rendement » que Lénine a appelés « systèmes du sang et de la sueur » ; l'intensité du travail des ouvriers atteignit ainsi un niveau excessif. La part de plus-value que les capitalistes tiraient du travail des ouvriers augmenta de jour en jour. Le degré d'exploitation subi par ces derniers fut de plus en plus haut. Tout ce que les ouvriers obtinrent de l'élévation de la productivité du travail, ce fut un accroissement du chômage. Entre 1897 et 1914, le taux de chômage ouvrier était de 10 % en moyenne par an, et le chiffre du semi-chômage était effroyablement élevé ; un ouvrier sur deux ne pouvait obtenir de travail tous les jours. En 1909, un rapport de la commission des relations industrielles des Etats-Unis indiquait que la moitié et même les 2/3 des familles ouvrières vivaient au-dessous du niveau général, et qu'environ le tiers des familles se trouvaient carrément dans un état misérable. En période de crise, les conditions d'existence des ouvriers étaient encore plus lamentables. Un journal américain rapporta au sujet de la crise de 1873, que dans chaque gros centre industriel, des personnes, des familles entières, mouraient chaque jour de faim. L'hiver, dans tous les commissariats de police, des ouvriers et leur famille se pressaient chaque nuit à la re-

(1) Marx, « Critique du programme de Gotha », p. 22. E.P.

cherche d'un refuge et suppliaient pour être jugés et détenus dans les « maisons de correction pour ouvriers ». Les travailleurs immigrés représentaient plus de la moitié du nombre global des ouvriers ; ils étaient complètement désorientés ; certains ne parlaient même pas l'anglais, et les propriétaires d'usine les exploitaient encore plus durement. Les ouvriers noirs représentaient la couche la plus basse ; en 1910 il y en avait 550 000 ; la plupart occupaient les postes les plus pénibles, et leurs salaires, pour un même travail, étaient inférieurs d'un tiers ou de la moitié à ceux des ouvriers blancs.

Les conditions de travail des ouvriers étaient extrêmement mauvaises ; dans les mines, les dispositifs de sécurité et les mesures de protection du travail les plus indispensables étaient inexistants ; les maladies professionnelles étaient très graves, ainsi que les accidents, souvent mortels. Au début du XXe siècle, 75 000 ouvriers mouraient en moyenne chaque année des suites d'accidents du travail dans l'industrie, parmi lesquels 35 000 étaient tués sur le coup. Ainsi, aux Etats-Unis, un ouvrier mourait toutes les 16 minutes à côté de sa machine.

Les capitalistes monopolistes exploitèrent cruellement la masse des ouvriers et des paysans ; ils éliminèrent sans cesse les capitalistes petits et moyens ; les Etats-Unis devinrent ainsi un pays où régnait la plus grande disparité entre les riches et les pauvres. En 1914, une poignée de millionnaires, qui représentaient 2 % de la population globale du pays, détenaient 60 % des richesses nationales ; alors que les masses laborieuses, qui représentaient 65 % de la population, avaient seulement 5 % du montant total des ressources du pays. Les milliardaires s'entouraient d'un luxe fantastique et vivaient dans une totale oisiveté. Ils dégénéraient et s'ennuyaient jusqu'à donner des banquets pour chiens et les parer de colliers pouvant valoir 1 500 dollars. Et pendant ce temps, une famille ouvrière

de cinq personnes disposait seulement de 700 dollars par an pour vivre ; c'était cela, le prétendu « modèle de vie américain » ! En 1914, Lénine a condamné la situation en Amérique en ces termes : « *Le pays est, dès maintenant, immensément riche, et il peut d'un seul coup* tripler *ses richesses,* tripler *la productivité de son travail social en assurant ainsi à* toutes *les familles ouvrières un revenu décent, digne d'un être humain, pour une journée de travail qui ne soit pas excessive : 6 heures par jour.*

Mais, de par la structure capitaliste de la société, à côté d'un chômage et d'une misère épouvantables dans les grandes villes d'Amérique, ainsi que dans les campagnes, à côté d'une dilapidation stérile du travail de l'homme, nous constatons un luxe inouï des milliardaires, des richards dont la fortune se chiffre par milliards (1). »

A la suite de l'intensification des contradictions de classes, les luttes de la classe ouvrière contre le capital monopoliste devinrent de jour en jour plus violentes, les grèves se succédèrent ; un certain nombre d'entre elles furent très importantes et se rendirent célèbres ; ainsi, la grève des mineurs de 1874-1875 entra dans l'histoire sous la fameuse appellation de « La longue grève » ; en 1877, les cheminots entreprirent une grève importante pour s'opposer à une diminution de salaire ; il s'agissait de la première grève à caractère national ; le 1er mai 1886, les ouvriers de Chicago déclenchèrent une grève générale dans tout le pays pour obtenir le régime des 8 heures de travail, et remportèrent une immense victoire. Par la suite, en 1889, lors de l'Assemblée générale, tenue à Paris, de la 2e Internationale, il fut décidé de faire du 1er mai la « Fête internationale du travail ». Entre 1886 et 1914, il y eut

(1) « 4 000 roubles par an et la journée de travail de 6 heures », Lénine, Oeuvres, tome 20, p. 65.

aux Etats-Unis plus de mille grèves par an, qui se transformèrent souvent en conflits armés.

Durant cette période, les grèves aux Etats-Unis connurent un essor et un degré de violence qui n'eurent rien à envier à ceux des pays européens ; la classe ouvrière fit preuve d'une combativité inflexible. Cependant, elle n'était pas mûre sur le plan de l'organisation, ni sur celui de l'idéologie ; il n'y avait pas de syndicat suffisamment bien organisé. Il n'existait pas de parti politique marxiste de la classe ouvrière à caractère de masse. L'opportunisme avait une large influence sur les mouvements ouvriers. La bourgeoisie soudoyait systématiquement l'aristocratie ouvrière ; parmi le prolétariat, les ouvriers immigrés étaient nombreux, et les composantes nationales étaient très complexes ; les terres « libres » de l'Ouest qui pouvaient être remises aux colons provoquaient une scission dans les rangs du prolétariat ; tous ces facteurs gênèrent temporairement le développement du Mouvement ouvrier américain.

Agression extérieure et expansion de l'impérialisme américain

L'exportation de marchandises constitua l'artillerie lourde du capitalisme ; ce fut un important procédé d'expansion économique vers l'extérieur. Avec la croissance du capitalisme américain, ses exportations de marchandises augmentèrent rapidement. A partir de 1876, les Etats-Unis quittèrent la position de pays à balance commerciale déficitaire qu'ils occupaient depuis longtemps, pour devenir un pays à balance commerciale excédentaire. Et en 1900, ils occupèrent la deuxième place dans le montant global du commerce extérieur mondial, juste après l'Angleterre qui monopolisait depuis longtemps le marché mondial.

Tout en continuant à exporter une grande quantité de coton, de blé, et d'autres produits agricoles, les Etats-Unis augmentèrent progressivement leurs exportations de produits industriels finis ou semi-finis (non compris les produits finis alimentaires), qui occupèrent en 1913 près de la moitié (48,8 %) du montant global des exportations. Les produits américains étaient essentiellement destinés à l'Europe occidentale et au Canada. A la fin du XIXe siècle, les exportations vers l'Amérique latine et l'Asie commencèrent à augmenter rapidement. Avant la Première Guerre mondiale, les Etats-Unis avaient déjà supplanté les puissances anglaise et allemande et se trouvaient à la tête des marchés des Caraïbes et de l'Amérique centrale ; la part qu'ils occupaient dans le montant global du commerce extérieur chinois était seulement inférieure à celle de l'Angleterre.

Pour conquérir les marchés mondiaux de marchandises, les monopoles américains participèrent largement aux cartels internationaux ; et ils passèrent des accords internationaux avec les monopoles d'autres pays pour se partager les marchés mondiaux. Au début du XXe siècle, les monopoles américains prirent part aux cartels internationaux constitués dans les différentes branches de l'acier, de l'électricité, des transports, du pétrole, du tabac, de la fabrication du zinc, etc. Les monopoles internationaux garantissaient aux capitalistes d'énormes profits monopolistes qu'ils retireraient des marchés internationaux.

« *Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux* (1). » Aux Etats-Unis, dès le début du XXe siècle, l'exportation des capitaux augmenta rapidement. En 1914, le montant global des exportations de capitaux américains atteignit 3,5 milliards de dollars. Cependant, jusqu'à la veille de la

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 71. E.P.

Première Guerre mondiale, les Etats-Unis furent en retard sur l'Angleterre, la France ou l'Allemagne dans le domaine de l'exportation des capitaux ; de plus, il y avait environ 6,7 milliards de dollars d'investissements étrangers à l'intérieur des Etats-Unis, ce qui représentait le double des exportations de capitaux américains. Cela provenait du fait que les Etats-Unis avaient mis en valeur, pendant plusieurs décennies, l'ouest du pays et qu'ils détenaient un vaste marché intérieur pour leurs investissements. Les capitaux américains exportés étaient essentiellement investis au Mexique, au Canada et, de façon secondaire, en Europe, en Extrême-Orient et dans les pays d'Amérique latine. Grâce aux exportations de capitaux, non seulement les Etats-Unis remportèrent des super-profits dans les pays économiquement sous-développés, mais ils entreprirent aussi d'exercer une domination économique et politique sur ces pays. Ainsi, par ses investissements au Mexique, le capital monopoliste américain était détenteur en 1912-1913 des principales sources vitales de l'économie de ce pays (78 % des mines, 72 % des entreprises métallurgiques, 58 % de l'extraction du pétrole, et 68 % des entreprises de caoutchouc). A cette époque, le président du Mexique, Diaz, n'était qu'une marionnette manipulée par le capital monopoliste américain.

Après leur passage au stade impérialiste, les Etats-Unis accélérèrent leurs activités d'agression et d'expansion sur le continent latino-américain et dans les régions du Pacifique asiatique.

Dans les années 60-70 du XIX[e] siècle, les Etats-Unis envoyèrent fréquemment des bateaux de guerre attaquer les côtes coréennes. Après 1882 ils forcèrent la Corée à signer une série de traités léonins, et obtinrent le droit d'abattre des forêts, d'exploiter des mines, d'établir des usines, d'utiliser les ports et de faire du cabotage le long des côtes coréennes. Les Etats-Unis s'efforcèrent d'occuper d'im-

portants points d'appui dans l'océan Pacifique, et en 1875 ils obligèrent Hawaï à signer un traité avec eux ; Hawaï se trouva ainsi dans une position de réelle dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. En 1878 et 1887, ils occupèrent Pearl Harbour puis Pago-Pago dans les îles Samoa afin d'en faire des bases navales.

En 1889, les Etats-Unis convoquèrent une conférence panaméricaine, lancèrent le « panaméricanisme » et organisèrent l'Union panaméricaine dans le but d'obtenir des facilités pour étendre leur commerce et s'ingérer sur le continent latino-américain.

Mais quand, à la fin du XIXe siècle, les Etats-Unis eurent fini de s'agrandir sur les terres de l'Ouest et qu'ils se tournèrent vers l'expansion coloniale extérieure, les principaux pays capitalistes européens s'étaient déjà partagé toutes les régions sous-développées du globe ; les Etats-Unis arrivaient en retard dans le partage des régions coloniales du monde. L'impérialisme américain n'accepta pas sa position d'infériorité dans le domaine du pillage colonial et s'engagea à corps perdu dans une lutte pour un nouveau partage du monde. Il en vint tout d'abord aux prises avec l'Espagne, le plus faible des vieux empires coloniaux ; en 1898, la guerre hispano-américaine fut déclenchée ; l'Espagne fut vaincue, et les Etats-Unis lui enlevèrent des mains les Philippines, Porto Rico et l'île de Guam, et firent en sorte que Cuba se sépare de l'Espagne et devienne un protectorat sous contrôle américain.

La guerre hispano-américaine ne fut que le début d'une agression d'envergure perpétrée par les Etats-Unis. « *Cuba, les Philippines et Hawaï ne sont qu'un "hors-d'œuvre" pour stimuler l'appétit en vue d'un festin bien plus plantureux* (1). »

Les Etats-Unis accélérèrent de toutes leurs forces l'in-

(1) « Cahiers de l'impérialisme », Lénine, Œuvres, tome 39, p. 430.

vasion de la Chine. Cependant, à cette époque, les impérialismes anglais, français, allemand et russe y avaient déjà délimité leur sphère d'influence. Alors, en 1899, les Etats-Unis engagèrent la politique de « la porte ouverte » ; ils réclamèrent l'égalité des chances et le partage équitable des gains pour, en premier lieu, obtenir des chances et des droits égaux à ceux des autres puissances, et ensuite utiliser leur supériorité économique pour agresser la Chine sur une large échelle.

Au seuil du XXe siècle, l'impérialisme américain formula une nouvelle politique, la « diplomatie du dollar ». Cette diplomatie consistait dans une alliance, au grand jour, du capital financier et du gouvernement ; elle ouvrait la voie à coups de dollars, associait les moyens militaires et politiques et asservissait, politiquement autant qu'économiquement, les pays sous-développés ; elle établit la suprématie américaine sur le monde. En combinant le « dollar » et le « gros bâton », l'impérialisme américain fit un pas en avant dans l'expansion économique et l'agression politico-militaire en Chine et en Amérique latine.

En 1900, les Etats-Unis se joignirent aux troupes alliées de huit pays ; ils intervinrent pour réprimer militairement le mouvement populaire chinois des Boxers ; puis ils contraignirent le gouvernement des Qing à leur accorder de nombreux droits en Chine. D'autre part, ils lancèrent leur offensive du dollar, et au début du XXe siècle ils fondèrent une banque et installèrent des filiales de trusts en Chine ; en 1910, ils s'allièrent à l'Angleterre, à la France et à l'Allemagne pour former un groupe bancaire de quatre pays, et accordèrent des crédits au gouvernement des Qing ; ils obtinrent le droit de construire une voie ferrée en Chine et s'efforcèrent de contrôler les finances chinoises au travers des prêts monétaires. Sur le continent latino-américain, le « dollar » dans une main et le « gros bâton » dans l'autre, les Etats-Unis menèrent toute une série

d'activités expansionnistes agressives. Ainsi, en 1903, ils incitèrent Panama à se séparer de la Colombie, achetèrent de force la zone du canal de Panama, creusèrent puis contrôlèrent ce canal, d'une importance stratégique pour les Etats-Unis. Cette occupation dure encore aujourd'hui. Actuellement, le peuple panaméen mène une lutte héroïque pour retrouver sa souveraineté sur la zone du canal. Cette juste lutte contre l'agression américaine sera un jour couronnée de succès. Au début du XX[e] siècle, les Etats-Unis contrôlèrent également les artères financières et économiques du pays comme Saint Domingue, le Honduras, ou Haïti, grâce toujours à leurs interventions armées, aux fantoches sur lesquels ils s'appuyaient, à leurs achats forcés de titres, à leurs accords de prêts et à beaucoup d'autres procédés. De cette façon, le capital américain devint prépondérant en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

En comparaison des vieux pays coloniaux comme la France ou l'Angleterre, les Etats-Unis menèrent une politique coloniale aux caractéristiques très nettes. Les territoires coloniaux qu'ils occupèrent directement furent assez peu nombreux ; ils adoptèrent par contre plus souvent un type d'agression coloniale relativement déguisée, qui consistait à contrôler politiquement et économiquement un pays nominalement indépendant, mais qui devenait en réalité un pays satellite des Etats-Unis. L'adoption de cette forme de colonialisme fut déterminée par les conditions historiques concrètes dans lesquelles se trouvèrent les Etats-Unis au moment de leurs agressions coloniales. Les Etats-Unis ont été un pays colonial tardif ; et les colonies qu'ils voulurent piller étaient soit déjà occupées par un autre pays, soit disputées au même moment par plusieurs pays. Leur procédé d'agression assez camouflé put tromper les peuples des pays convoités ; tout en s'opposant aux vieux pays coloniaux, les Etats-Unis cherchaient l'occasion de déployer leur propre agression. D'un autre côté,

dès la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e] siècle, les luttes de libération nationale des pays colonisés se déclenchèrent, et il leur devint très difficile d'employer l'ancienne forme de domination coloniale pour établir leur empire ; il était donc beaucoup plus profitable aux Etats-Unis d'adopter cette forme de domination colonialiste relativement déguisée.

Pour perpétrer leurs agressions coloniales, les Etats-Unis employèrent davantage l'infiltration et l'expansion économique que l'agression militaire. Cependant, ils ne furent pas pour autant un pays « pacifique » comme l'ont répandu les porte-parole de l'impérialisme américain. La première guerre impérialiste mondiale pour un nouveau partage des colonies, la guerre hispano-américaine de 1898, fut déclenchée par les Etats-Unis. L'alliance du « dollar » et du « gros bâton » offrit parfois son « assistance » en se montrant sous un jour pacifique, mais elle engagea aussi des agressions militaires et eut recours à la guerre. Ce furent les deux tactiques contre-révolutionnaires habituelles au service de l'expansion conquérante des Etats-Unis.

4. LES ETATS-UNIS S'ENRICHISSENT CONSIDERABLEMENT GRACE A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

« Prospérité » économique en temps de guerre, et développement du capitalisme monopoliste d'Etat

La première guerre mondiale qui éclata entre les pays impérialistes pour un nouveau partage du monde, fut une grande calamité dans l'histoire de l'humanité. Cette guer-

re, qui apporta aux hommes des malheurs sans précédent, fut pourtant une occasion superbe pour l'essor de l'impérialisme américain. Après le début de la guerre, la classe dominante américaine s'avisa qu'elle pourrait pêcher en eaux troubles à la faveur du conflit, et profiter de l'aubaine pour étendre sa propre influence. Rusée, elle adopta au début une « politique de neutralité » en se plaçant au-dessus de la mêlée, servit d'« arsenal » aux deux parties belligérantes, et fit un large commerce de matériel de guerre. En avril 1917, les Etats-Unis entrèrent en guerre aux côtés des Alliés, afin de partager les avantages des nations victorieuses, et de défaire l'Allemagne qui constituait le concurrent le plus dangereux pour un développement futur.

Durant la guerre, les nations belligérantes européennes eurent d'énormes besoins en matériel de guerre, et leur compétitivité faiblit sur les marchés mondiaux ; cela donna aux Etats-Unis une excellente occasion d'augmenter leur production industrielle et agricole, et d'accroître leurs exportations de marchandises. Au cours de la guerre de 1914-1918, la production de l'industrie de transformation américaine augmenta de 32 %. Cependant, le développement de la production industrielle en temps de guerre eut un caractère extrêmement unilatéral. L'armement, les automobiles, les constructions navales, la métallurgie, la chimie, et les autres secteurs en rapport avec les besoins militaires, augmentèrent à toute vitesse ; la production d'objets d'usage courant (textile, cuir, fabrication de papier) et l'industrie du bâtiment diminuèrent par contre très rapidement. La production agricole, et notamment celle de blé, connut un développement sans précédent. En 1915, la production de blé atteignit le plus haut record de l'histoire des Etats-Unis jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale (1 milliard de boisseaux, soit 27,22 millions de tonnes) ; la production avait augmenté d'un tiers par rap-

port à 1913. Durant les quatre années de guerre, la quantité moyenne annuelle de blé exporté (3,75 millions de tonnes) augmenta plus d'une fois et demie par rapport à la quantité des exportations moyennes annuelles des quatre années qui précédèrent la guerre.

A la suite de la hausse de la production de guerre, le niveau de concentration de la production et de monopolisation s'éleva beaucoup. En 1914, il y avait 3 819 grosses entreprises dans l'industrie de transformation, dont la valeur de production annuelle dépassait 1 milliard de dollars ; en 1919, il y en avait 10 413. Ces entreprises concentraient 57 % de l'ensemble des ouvriers de l'industrie de transformation et 68 % de la valeur globale de la production.

La guerre poussa le capitalisme monopoliste en général à se développer vers un capitalisme monopoliste d'Etat. Les capitalistes monopolistes saisirent l'occasion favorable que constituait la période de guerre pour utiliser directement le pouvoir d'Etat afin d'augmenter encore leurs profits. Ils adoptèrent essentiellement les quelques procédés suivants : 1) Sous prétexte de réglementer l'économie, le pays établit une série d'organismes économiques d'Etat. Ces organismes furent tous pris en main par les représentants des monopoles, et devinrent ainsi des outils qui facilitèrent le renforcement de ces monopoles. En juillet 1917, par exemple, la Commission des Industries de Guerre fut créée ; c'était l'organisme central de planification de l'industrie nationale. Par l'intermédiaire de toutes sortes d'organes, elle saisit l'ensemble des affaires courantes, réquisitionna les matières premières, le combustible, et la force de travail, répartit les commandes de l'Etat, fixa les prix, etc. Cette commission fut présidée par Baruch, un courtier du système Morgan, et tous les autres postes de responsabilité y furent occupés par les grands patrons du Wall Street et leurs agents. En manœuvrant autoritairement la

Commission des Industries de Guerre, ils augmentèrent au maximum les revenus des monopoles. 2) Une partie des entreprises fut nationalisée, ou des usines furent fondées grâce aux investissements d'Etat, tandis que la gestion en revenait aux monopoles. Ainsi, en 1917, les chemins de fer furent gérés par l'Etat ; le gouvernement versa à la compagnie des bénéfices calculés d'après les profits moyens annuels des années d'avant-guerre de la compagnie ferroviaire d'Etat. Durant la gestion de l'Etat, le gouvernement dépensa plus de 900 millions de frais de gérance ; tous les capitalistes en relation directe avec les chemins de fer encaissèrent des bénéfices sans bouger le petit doigt. 3) Le gouvernement prit des mesures pour aider les monopoles, par les commandes d'Etat, les accords de subventions, les octrois de prêts, etc. Grâce aux commandes militaires, les capitaux des caisses de l'Etat s'écoulèrent sans interruption dans les poches des capitalistes ; par ailleurs, sous prétexte de « défense nationale » et d'« intérêts nationaux », les capitalistes monopolistes renforcèrent leur exploitation de la classe ouvrière.

Toutes les formes du capitalisme monopoliste d'Etat furent un moyen pour augmenter les bénéfices, pour accélérer la concentration économique. Avec l'aide du gouvernement, les capitalistes monopolistes s'enrichirent considérablement grâce à la guerre. Les bénéfices des compagnies furent généralement de plus de 25 % mais ils montèrent parfois jusqu'à 500 % et plus. Les Etats-Unis n'ont jamais été en si bonne position pour s'enrichir qu'au cours de la Première Guerre mondiale, et de tous les côtés naquirent des milliardaires.

La situation de la classe ouvrière pendant la guerre s'altéra encore un peu plus. Prétextant les besoins militaires, les capitalistes monopolistes allongèrent la journée de travail et gelèrent les salaires. Ils appliquèrent le système de corvée militaire et supprimèrent le droit de grève. Le

gouvernement augmenta encore les impôts et émit des emprunts nationaux afin de soutenir ses énormes dépenses militaires et de réunir les fonds pour les prêts accordés aux Alliés. En 1914, le fardeau des impôts s'élevait en moyenne à 3,84 dollars par Américain ; durant la guerre cette somme augmenta d'année en année et, en 1920, elle atteignit 51 dollars. Cinq emprunts nationaux furent émis aux cours du conflit, qui totalisèrent 21,4 milliards de dollars. La lourde charge des impôts et des emprunts nationaux écrasa en fin de compte la grande masse des ouvriers et paysans. Le salaire réel des ouvriers durant les hostilités baissa de plus d'un quart. Critiquant la « réglementation » de l'économie des pays capitalistes en temps de guerre, Lénine a dit : « *L'Amérique comme l'Allemagne « réglementent la vie économique » de façon à créer un* bagne militaire *pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un* paradis *pour les banquiers et les capitalistes. Leur réglementation consiste à « serrer la vis » aux ouvriers jusqu'à la famine et à assurer aux capitalistes (en secret, à la manière bureaucratique réactionnaire) des profits supérieurs à ceux d'avant-guerre* (1). »

Accélération de l'exportation en temps de guerre

La bourgeoisie américaine profita de la situation de guerre pour accélérer son expansion sur le marché international et augmenter ses exportations de marchandises. A la fin des hostilités, le montant global du commerce extérieur du monde entier avait baissé de 60 % par rapport à l'avant-guerre, alors que la valeur totale des exportations du commerce extérieur américain avait triplé et que ses

(1) « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Lénine, Œuvres, tome 25, p. 363.

importations avaient augmenté de 80 % ; durant la guerre, le total de son solde créditeur atteignit 11,6 milliards de dollars. Les Etats-Unis avaient renforcé encore davantage leur supériorité sur les marchés de la région de la mer des Antilles et de l'Amérique centrale ; ils avaient occupé les marchés du Canada et de l'Amérique du Sud, et consolidé leur position sur les marchés de Chine, du Proche-Orient et du Moyen-Orient ; sans compter la masse considérable de matériel de guerre fournie aux belligérants, qui fut à l'origine de la dépendance inévitable des concurrents européens (y compris l'Angleterre) vis-à-vis des Etats-Unis.

Pour développer leur commerce extérieur, les Etats-Unis avaient vivement agrandi leur marine marchande, et durant la guerre le tonnage global de leurs navires marchands augmenta de 11 fois (de 1,07 million de tonnes, il passa à 11,08 millions de tonnes). Leur flotte et leur force navale s'étaient aussi énormément renforcées. Les Etats-Unis projetaient alors de s'assurer l'hégémonie mondiale, et jetaient les bases de leur force militaire.

Comme ils avaient importé une grande quantité de produits et qu'ils avaient eu d'énormes dépenses militaires, les principaux belligérants, comme l'Angleterre ou la France, avaient été forcés de verser aux Etats-Unis une grande quantité d'or, de leur remettre une partie des valeurs étrangères et de leur emprunter de l'argent. Par contre, profitant de la guerre, les Etats-Unis avaient obtenu pour plus de 2 milliards de dollars de valeurs américaines détenues à l'étranger, tout en augmentant rapidement leurs exportations de capitaux. En 1919, le montant des investissements américains à l'étranger atteignait 7 milliards de dollars et les emprunts de guerre accordés aux Alliés s'élevaient à environ 10 milliards de dollars. Il y avait de par le monde 20 pays qui s'étaient endettés auprès des Etats-Unis et même le plus riche, l'Angleterre, leur devait 4,4 milliards de dollars. De débiteurs, les Etats-Unis étaient

devenus un pays créancier. Ils tenaient entre leurs mains 40 % des réserves d'or mondiales (près de 4,5 milliards de dollars), et avaient renforcé leur position de contrôle financier sur le monde capitaliste. Les exportations de capitaux américains durant la guerre s'étaient surtout faites sous forme de prêts d'Etat consentis par le gouvernement. Cette forme d'exportation des capitaux correspondait parfaitement aux désirs des capitalistes monopolistes qui aimaient, comme le dit Lénine, « *écorcher deux fois le même bœuf* » (1) : d'abord, les intérêts des prêts, ensuite, les bénéfices réalisés quand ces prêts étaient utilisés pour acheter les produits des usines américaines. Cette forme de prêts d'Etat facilita encore le contrôle politico-économique des Etats-Unis sur leurs débiteurs.

La puissance des Etats-Unis à l'étranger s'étendit considérablement au cours de la Première Guerre mondiale. Avant les hostilités, elle prévalait dans la région des Caraïbes, mais c'était la puissance de l'Angleterre qui dominait en Amérique du Sud, et les Etats-Unis n'y avaient même pas une banque. Au début de 1921, ils avaient déjà ouvert environ 50 succursales de banques en Amérique du Sud. L'exportation de capitaux vers l'ensemble du continent latino-américain augmenta aussi considérablement ; de 1,3 milliard de dollars en 1913, elle passa à 2,4 milliards en 1919. Les Etats-Unis occupaient plus de la moitié du commerce d'exportation et d'importation des vingt pays latino-américains. Ils voyaient leur contrôle économique sur le continent latino-américain se développer de façon prononcée, mais ils y renforçaient en plus leur autorité politique. Avec la guerre, les Etats-Unis devinrent le plus puissant dominateur et le plus gros exploiteur de l'Amérique latine tout entière.

---

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 140. E.P.

Durant la guerre, la puissance du capital américain envahit encore un peu plus la Chine. De 1913 à 1919, le commerce d'exportation des Etats-Unis vers la Chine fit plus que tripler et leurs investissements en Chine augmentèrent aussi dans une large mesure. Ils accordèrent plusieurs prêts au gouvernement chinois (au total 13 milliards de dollars, au taux d'intérêt annuel de 5-7 %) et, sous ce prétexte, arrachèrent entre autres le droit de construire en Chine 2 400 km de voies ferrées. L'infiltration et l'agression américaine en Chine se heurtèrent à la concurrence enragée du Japon ; un compromis nippo-américain intervint alors, qui décidait que les obligations de l'emprunt fluvial accordé à la Chine (6 milliards de dollars) seraient partagées entre les Etats-Unis et le Japon dans un rapport de 7 à 5. En 1918, les monopoles américains formèrent avec l'Angleterre, la France et le Japon, un nouveau groupement bancaire de quatre pays, destiné à s'assurer un pouvoir de direction sur les prêts accordés à la Chine.

La guerre a engraissé l'impérialisme américain. Sa position dans le monde s'est trouvée renforcée, et son ambition d'hégémonie mondiale s'en est accrue d'autant. En 1918, le président américain a publié au parlement le « plan en 14 points », un programme qui se proposait d'étrangler la Russie soviétique et les mouvements révolutionnaires du monde et d'établir l'hégémonie mondiale américaine. Après la guerre, les Etats-Unis devinrent un centre de l'exploitation financière internationale, ainsi qu'un membre du noyau de la puissance réactionnaire mondiale.

Ce brusque enrichissement à la faveur de la Première Guerre mondiale constitua une nouvelle étape sanglante et particulièrement honteuse de l'histoire du développement du capitalisme aux Etats-Unis. Lénine l'a indiqué sans détour : « *Le bilan de quatre années de guerre a montré ce qu'était la loi générale du capitalisme dans une guerre en-*

tre forbans pour le partage du butin : les plus riches et les plus forts ont le plus profité, le plus pillé ; les plus faibles ont été dépouillés, déchirés, écrasés, étranglés sans merci. » « *Les milliardaires américains étaient peut-être les plus riches et se trouvaient, géographiquement parlant, le plus en sécurité. Ce sont eux qui ont le plus gagné. Ils ont fait de tous les pays, même les plus riches, leurs tributaires. Ils ont raflé des centaines de milliards de dollars... Sur chaque dollar, il y a la boue des fournitures militaires "lucratives" qui, dans chaque pays, ont enrichi les riches et ruiné les pauvres. Chaque dollar porte des traces de sang, de cette mer de sang qu'ont versée les 10 millions de morts et les 20 millions de mutilés...* (1). »

5. RUINE DE LA RELATIVE STABILITE ECONOMIQUE DES ANNEES 20, ET GRANDE CRISE DES ANNEES 30.

Fausse « prospérité » et contradictions de la période de relative stabilité économique des années 20

L'économie américaine, gonflée par la guerre mondiale, enfanta de profondes contradictions. A la fin de la guerre, les commandes militaires intérieures et extérieures s'amenuisèrent ; la transition de l'économie de guerre vers l'économie de paix entraîna une brusque diminution de la production de nombreux secteurs industriels américains. En 1919, la production industrielle et minière avait déjà baissé. Cependant, dans une première phase, tous les pays

(1) « Lettre aux ouvriers américains », Lénine, Œuvres, tome 28, pp. 58-59.

européens eurent un besoin urgent, pour soigner les blessures de guerre, d'une foule d'installations industrielles et de moyens de transports ; par suite, les usines américaines reçurent de nouvelles commandes, ce qui retarda provisoirement l'éclatement de la crise. Aux Etats-Unis, durant la guerre, les demandes de consommation n'avaient pas été satisfaites vu le manque d'approvisionnement et ces nouvelles commandes créèrent une animation momentanée du marché des produits de consommation. Dans ces conditions, de la seconde moitié de 1919 jusqu'à mars 1920, la production industrielle américaine connut provisoirement un nouvel essor. En 1920, les indices de l'industrie de transformation et de l'industrie minière dépassèrent les points culminants atteints durant la guerre. Le « boom » de l'agriculture américaine du début de la guerre dura jusqu'en 1920. En 1919-1920, le commerce d'exportation des Etats-Unis enregistra de nouveaux records ; le montant des exportations de produits industriels et agricoles, tels les machines ou le blé, augmenta par rapport à la période de guerre.

Toutefois, la guerre avait appauvri les peuples de tous les pays européens qui ne purent entreprendre sur le moment des travaux d'envergure pour relever l'économie ; à cause de l'extrême pénurie de marchandises pendant les hostilités, la population avait épuisé très rapidement ses minces économies. Le gonflement excessif de la capacité de production agricole et industrielle aux Etats-Unis se heurta rapidement à l'étroitesse du marché intérieur et du marché mondial ; il se produisit alors une crise économique. A partir du printemps 1920, les exportations américaines commencèrent à baisser, la production industrielle tomba à partir de juillet ; rapidement, la crise balaya l'ensemble de l'économie nationale. Elle atteignit son paroxysme en mars 1921. Durant la crise, l'indice de la production industrielle baissa de 23 %, la production de fonte de

fer diminua de 55 %, celle d'acier de 53 % ; le volume d'extraction de houille fut réduit de 28 %, et celui de la consommation de coton de 20 %. Le taux de chômage ouvrier atteignit 23,1 % ; il y eut plus de 5 millions de chômeurs ouvriers dans tout le pays. Le prix des produits agricoles baissa violemment. En comparant 1921 à 1920, on voit que le prix de gros des produits agricoles baissa de 41,2 % ; le prix du marché des principaux produits descendit même de plus de 60-70 %. L'indice de la production agricole durant cette même période tomba de 11,4 % ; la crise entraîna la ruine d'un grand nombre de petites fermes. L'agriculture américaine était entrée dans une crise chronique qui allait persister durant toutes les années 20.

La crise économique de 1920-1921 fut la première crise économique mondiale apparue après l'entrée du capitalisme dans une étape de crise générale. Les crises dans les différents pays et aux Etats-Unis s'attisèrent mutuellement ; la crise agricole et la crise industrielle apparurent en même temps ; elles se révélèrent donc particulièrement violentes et profondes.

Dans ces conditions de brutales fluctuations économiques aux Etats-Unis, les ouvriers américains furent encouragés par la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, et furent influencés par les révolutions prolétariennes des pays d'Europe de l'Ouest ; les Etats-Unis furent le théâtre d'un déferlement de luttes héroïques. En 1919, le mouvement ouvrier atteignit son apogée ; pour améliorer sa propre situation économique et s'opposer à une intervention armée en Russie soviétique, la classe ouvrière américaine déclencha plus de 3 500 grèves ; le nombre de grévistes dépassa les 4 millions. Le Parti communiste américain naquit dans cette excellente situation de montée du mouvement ouvrier.

Après avoir traversé la crise économique de 1921, les

Etats-Unis connurent un nouveau « boom » industriel. Ce « boom » était encore une conséquence de la Première Guerre mondiale. Durant les années du conflit, le renouvellement des équipements mécaniques avait été tout à fait médiocre ; dans le seul domaine des chemins de fer, plusieurs milliards de dollars de capital fixe devaient être renouvelés ; la construction et la réfection des logements durant les hostilités avaient été très insuffisantes. Cela entraîna par la suite un développement de la production des équipements mécaniques et du bâtiment. Durant la guerre, la bourgeoisie américaine empocha d'énormes profits ; après la guerre, au cours du renouvellement du capital fixe et de l'élargissement de la production, elle appliqua une prétendue « rationalisation capitaliste » ; elle s'efforça d'adopter de nouvelles techniques, entre autres des dispositifs de transports automatiques, et elle normalisa en masse la production. En conséquence, la capacité de production connut une hausse relativement importante, ce qui accéléra le nouveau « boom » en cours. En ce qui concerne les marchés, les Etats-Unis profitèrent de ce que l'économie des pays européens ne s'était pas encore relevée après la guerre et de ce que les pays d'Europe occidentale dépendaient d'eux sur le plan financier, pour s'emparer de nouveaux marchés étrangers. A l'intérieur du pays, les capitalistes adoptèrent les méthodes de vente à crédit et de paiements à tempérament pour les produits domestiques durables tels que les automobiles, les meubles, etc. Grâce à cela, le marché intérieur des articles de consommation s'élargit momentanément. Tout cela créa des conditions favorables pour l'essor du capitalisme américain. En 1929, l'accroissement de la production industrielle aux Etats-Unis dépassa le « boom » des années de guerre et d'après-guerre. Les productions d'acier et de fer excédèrent le plus haut volume de production de la guerre ; elles atteignirent respectivement 56 millions de tonnes et 43 millions de ton-

nes. La fabrication des machines-outils et des automobiles, la production de pétrole se multiplièrent plusieurs fois ; le nombre d'automobiles passa à 5 358 000 et la production de pétrole atteignit 137 millions de tonnes. L'industrie américaine produisait près de la moitié (48,5 %) des articles industriels du monde capitaliste.

Durant le même temps, la part qu'occupaient les Etats-Unis dans le commerce mondial passa de 11,1 % à 14 %, alors que celle de l'Angleterre tomba de 15,1 % à 13,2 %. Pour la première fois, les Etats-Unis occupèrent la première place dans le commerce mondial capitaliste. Ils dépassèrent de loin l'Angleterre et l'Allemagne dans le commerce d'exportation et d'importation avec le Canada et les vingt pays latino-américains. L'exportation des capitaux américains augmenta aussi fortement. En 1919, le montant des investissements des Etats-Unis à l'étranger était de 7 milliards de dollars ; il atteignit 17,2 milliards en 1929 et, légèrement inférieur à celui de l'Angleterre, il occupait la deuxième place mondiale. Les investissements américains outre-mer débordèrent largement les sphères d'influence de l'Angleterre. En 1922, les Etats-Unis se trouvèrent en tête des capitaux étrangers au Canada, se substituant ainsi à l'Angleterre. En Amérique latine, le capital américain s'éleva à 5,6 milliards de dollars et se rapprocha du montant des investissements anglais (5,9 milliards). Quant à l'Allemagne, après l'effondrement de l'économie d'après-guerre, les Etats-Unis profitèrent de ce point faible pour y pénétrer, fonder un grand nombre de succursales de compagnies, saisir de nombreux titres d'entreprises allemandes, et contrôler à différents degrés les milieux bancaires et les secteurs de l'automobile, du pétrole, de l'électricité, des métaux non ferreux, etc. Pour restaurer le potentiel de l'économie de guerre de l'impérialisme allemand, le capital monopoliste américain accorda une grande quantité de prêts et d'investissements aux gros monopoles industriels

et bancaires allemands. En 1929, dans les investissements étrangers à long terme en Allemagne, la part des Etats-Unis était de 70 %. Durant la période qui suivit la guerre, l'importance des exportations de capitaux fut encore un peu plus grande par rapport aux exportations de marchandises. En 1929, les revenus des investissements américains à l'étranger (1,186 milliard de dollars) furent plusieurs fois supérieurs aux revenus nets de leur commerce extérieur (241 millions de dollars). En 1929, les Etats-Unis avaient entre leurs mains plus de la moitié (5 milliards de dollars) des réserves d'or mondiales (9 milliards de dollars). Le centre de l'exploitation du capital financier mondial avait été transféré d'Europe vers les Etats-Unis.

A la suite du gonflement de l'économie américaine à l'intérieur comme à l'extérieur, la force économique des gros monopoles se renforça encore davantage. Leurs profits augmentèrent considérablement. La part occupée par les 200 plus grosses compagnies non-financières dans la fortune de l'ensemble des compagnies passa de 33,3 % en 1909 à 47,9 % en 1929. La puissance financière des grosses banques s'accrut également ; entre 1921 et 1929, le nombre des banques dans tout le pays diminua de 17,8 %, alors que les filiales des grandes banques avaient sextuplé. Dans les années 20, le montant des profits des compagnies semblait avoir atteint un nouveau sommet ; en 1928, il s'était encore accru d'un quart par rapport à la meilleure époque de la guerre pour les profits (1916-1917). Les 200 plus grosses compagnies non financières obtinrent plus de 40 % des revenus nets de l'ensemble des compagnies non financières. La couche des rentiers et le nombre des milliardaires augmentèrent rapidement. Il y avait en 1929 40 000 personnes dont les revenus étaient supérieurs à 1 million de dollars. La richesse des huit gros groupements financiers était immense ; la fortune de la famille Rockefeller s'élevait à plus de 1 milliard de dollars.

D'une façon générale, l'industrie américaine des années 20 grimpa en flèche après la crise de 1920-1921 ; la frénésie de spéculation et d'enrichissement capitalistes semblait avoir une puissance illimitée. La stabilité et l'essor provisoire de l'économie américaine provoquèrent un déferlement d'inepties bourgeoises. La bourgeoisie et les savants à sa dévotion clamèrent à toute force que le capitalisme américain était déjà entré dans une étape de « prospérité permanente » ; ils mirent en avant le « nouveau capitalisme » américain de « rationalisation capitaliste » qui devait faire disparaître la pauvreté et les crises. Le président du moment, Hoover, se targua de ce que le capitalisme américain supprimerait la pauvreté, que dans peu de temps chaque ouvrier pourrait mettre un poulet dans son plat de légumes, et que dans chaque garage il y aurait une voiture. Des opportunistes de toutes sortes, notamment les bureaucrates des syndicats ouvriers et les éléments révisionnistes dissimulés dans le Parti communiste américain, s'extasièrent aussi sur la « prospérité » que vantait la bourgeoisie avec qui ils agissaient de concert. Leur vieil air de « l'exception américaine » forgea l'absurdité selon laquelle les Etats-Unis connaissaient une « deuxième révolution industrielle », et exalta la « prospérité » capitaliste américaine. Ils proclamèrent que « ce n'était pas Marx, mais Ford », qui avait indiqué la voie du bonheur aux ouvriers ; ils entreprirent d'empoisonner l'idéologie de la classe ouvrière, et de paralyser sa volonté de lutte. L'Internationale Communiste a fait une analyse marxiste de la situation économique et politique des Etats-Unis de l'époque ; déjà en 1925 elle indiquait que la stabilité du capitalisme dans les années 20 était locale, provisoire, fragile, et que cette stabilité provisoire renfermait toutes sortes de contradictions profondes. « *L'intensification de la crise capitaliste engendrée par la stabilité locale, et la crise qui, s'accroissant chaque jour, rompt également la stabilité —*

telle est la dialectique du développement capitaliste de la période historique actuelle (1). » Le développement historique a tout à fait confirmé cette prévision scientifique. La « prospérité » des années 20 n'était qu'un édifice de papier bâti sur les ruines de la Première Guerre mondiale. D'ailleurs, en octobre 1929 éclata aux Etats-Unis une crise désastreuse sans précédent ; la stabilité et la « prospérité » venaient de s'écrouler.

La relativité et la fragilité de la stabilité capitaliste des années 20 aux Etats-Unis apparaissaient déjà nettement à l'époque par bien des aspects.

Tout d'abord, les entreprises travaillaient nettement au-dessous de leur capacité, et le chômage massif des ouvriers était un phénomène courant des années 20. Entre 1921 et 1929, dans les principaux secteurs industriels tels l'extraction de houille, la fonderie de fer, l'affinage de l'acier, la construction automobile, ou le raffinage du pétrole, le travail des entreprises était réduit à 60 ou 70 % de leur capacité. Même en 1929, au point culminant de la hausse, l'ensemble de l'industrie de transformation américaine n'utilisait en moyenne que 73 % de ses capacités. Le développement industriel manifestait une tendance à la baisse rapide ; entre 1901 et 1914, le taux d'accroissement moyen annuel de la production industrielle fut de 4,8 % ; entre 1921 et 1929, il n'était plus que de 4,3 %. La sous-production des entreprises allait de pair avec un chômage massif des ouvriers ; l'armée industrielle de réserve devint une armée permanente de chômeurs. Selon les chiffres officiels américains, visiblement minimisés, il y avait en moyenne annuelle plus de 2,2 millions de chômeurs totaux aux Etats-Unis entre 1921 et 1929. La « rationalisation ca-

(1) Staline, « Rapport politique au XV[e] Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. », (*O.C.*, t. 10, p. 234 de l'édition chinoise).

pitaliste » appliquée à cette époque renforça au plus haut degré l'intensité du travail et donc en éleva la productivité ; ainsi, la capacité de production connut-elle une forte augmentation ; mais en même temps, de nombreux ouvriers salariés furent éliminés, le chômage augmenta et le pouvoir d'achat social diminua encore un peu plus. Résultat, le problème des marchés s'aiguisa davantage et aboutit inévitablement à rompre la stabilité et à amener une nouvelle crise économique.

En second lieu, pendant que l'industrie entonnait bien fort son hymne à la « prospérité », l'agriculture des années 20 se trouvait plongée du début à la fin dans une crise chronique. Après la guerre, les productions des pays européens se relevèrent les unes après les autres pendant que la masse des travailleurs américains se retrouvait dans la misère ; par suite, le marché des produits agricoles se restreignit, le phénomène de l'offre surpassant la demande entraîna une baisse rapide des prix des produits agricoles et l'agriculture stagna durant une longue période. Le capital monopoliste pilla l'agriculture par toutes sortes de moyens afin de poursuivre son propre développement, ce qui fit que la crise agricole traîna d'autant plus en longueur et fut d'autant plus grave. Sous la pression de la crise agricole chronique et du capital monopoliste, un petit nombre de grandes fermes adoptèrent en masse des machines, afin d'abaisser leurs prix de revient et de renforcer leur capacité de concurrence. Dans les années 20, l'utilisation des tracteurs, des machines agricoles et des camions se développa largement dans l'agriculture. En 1920, la force de traction mécanique dans l'agriculture représentait 23,1 % ; en 1930, elle était passée à 56,2 %. On peut dire que l'on commençait à passer de l'époque de la semi-mécanisation d'avant-guerre à celle de la mécanisation. Cependant, les fermes qui utilisaient des tracteurs étaient peu nombreuses, et d'innombrables fermes moyennes et petites ne pouvaient

pas se payer des machines ; sous la concurrence des grosses fermes techniquement supérieures, leur situation fut rendue encore plus difficile, et elles firent faillite les unes après les autres. La crise agricole chronique et la faillite d'une foule de paysans révélèrent profondément la fragilité et le caractère local de la stabilité du capitalisme.

Enfin, le problème des marchés mondiaux cachait certaines contradictions insolubles du capitalisme. Après la Première Guerre mondiale, les Etats-Unis entreprirent de s'assurer l'hégémonie mondiale grâce à leur puissance économique. Ils ne pouvaient se contenter des marchés d'Amérique latine et s'efforcèrent d'envahir l'Asie, et tout d'abord la Chine. Cela entraîna de vives contradictions avec l'Angleterre et le Japon. L'Asie et les régions de l'Océan Pacifique étaient donc devenues le principal terrain de rivalité entre les trois pays, Etats-Unis, Angleterre et Japon. Dans leur lutte pour le pétrole, le caoutchouc et autres ressources, les contradictions entre les Etats-Unis et l'Angleterre étaient également très aiguës. Le pétrole, particulièrement, devenait un problème vital pour les puissances mondiales ; la supériorité dans toutes les activités économiques et militaires revenait à celle qui possédait le plus de pétrole. Les Etats-Unis et l'Angleterre se lancèrent dans de violents combats, ouverts ou en sous-main, dans les principales régions pétrolifères du monde comme l'Extrême-Orient, l'Indonésie ou le Venezuela. Au même moment, à la fin de la guerre, l'économie nationale de certaines colonies ou semi-colonies (Chine, Inde, Canada, Argentine, etc.) connaissaient différents niveaux de développement, et les mouvements de libération nationale se levaient de jour en jour dans le monde entier. Le problème des marchés mondiaux s'aiguisait encore davantage. En 1927, Staline montrait clairement la profonde contradiction inhérente au problème des marchés mondiaux en écrivant : « *Cette situation d'accroissement de la production,*

d'expansion commerciale, de progrès techniques, d'élévation de la capacité de production, avec par contre une ancienne et relative fixité du marché mondial, des limites du marché mondial, et des sphères d'influence de chaque bloc impérialiste, c'est précisément cette situation qui produit la crise capitaliste mondiale la plus profonde et la plus aiguë ; cette crise est porteuse d'une nouvelle guerre et menace l'existence de toute stabilité (1). »

Années 30, années de crise économique et de dépression spéciale

La « prospérité » provisoire des années 20, ainsi que l'illusion des capitalistes sur la « prospérité permanente », stimulèrent frénétiquement la spéculation boursière, et l'échelle de production industrielle américaine grandit aveuglément. Toutefois, à partir du milieu des années 20, la période la plus florissante de construction de logements et de renouvellement du capital fixe à l'intérieur des Etats-Unis était déjà passée ; le travail de redressement de l'économie des pays européens était terminé ou pratiquement terminé ; le procédé de vente à crédit utilisé pour élargir provisoirement le marché intérieur de produits de consommation jouait de moins en moins bien son rôle. L'accroissement des forces productives rencontrait un marché intérieur, aussi bien qu'extérieur, plus étroit de jour en jour ; la crise était mûre. A partir du milieu de l'année 1929, on commençait déjà à stocker une grande quantité de marchandises. Le 21 octobre 1929, au marché des valeurs de New York, la cote des titres s'effondra ; la crise avait formellement éclaté et devait se déployer rapidement.

(1) Staline, « Rapport politique au XVe Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. », (*O.C.*, t. 10, p. 234 de l'édition chinoise).

Cette crise fut la plus profonde et la plus persistante de l'histoire américaine. De 1929, avant l'éclatement de la crise, jusqu'au plus bas de cette crise, en 1932, la production industrielle nationale baissa de 46,3 %. En comptant d'après les mois, la production industrielle nationale baissa de 55,6 % depuis le point le plus haut d'avant la crise (mai 1929) jusqu'au point le plus bas de cette crise (juillet 1932) ; elle régressa donc au niveau de la production de 1905-1906. Comme il existait déjà durant les années 20 un excédent de capital fixe industriel, la production des moyens de production baissa d'autant plus violemment durant la crise. La fabrication des machines-outils diminua de 87 %, la fonte de fer de 79,4 %, l'affinage de l'acier de 75,8 %, les automobiles de 94,6 %, l'extraction houillère de 40,9 % ; les constructions navales et l'industrie du bâtiment déclinèrent également de façon tout à fait critique. Au moment le plus grave de la crise, l'industrie automobile ne travaillait qu'à 5 % de sa capacité, et l'industrie sidérurgique à 15 %. La crise gagna tous les secteurs industriels. La production industrielle baissa continuellement pendant trois années. Il y eut plus de 130 000 entreprises qui firent faillite dans tout le pays pendant la crise, et plus de 10 millions d'ouvriers qui furent licenciés et qui vagabondaient dans les rues. Le chômage atteignit 12,83 millions de personnes en 1933, soit le quart de la population active. Au cours de ces années consécutives de crise, les ouvriers au chômage souffrirent terriblement de faim et de froid, et beaucoup en moururent. Comme l'a dit Marx : « *Le capital ne* vit *pas seulement du travail. Maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui sombrent dans les crises* (1). »

La crise industrielle altéra encore bien plus la situation

(1) K. Marx, « Travail salarié et capital », p. 51. E.P.

de l'agriculture qui se trouvait dans une crise chronique. Les produits agricoles ne s'écoulaient pas et s'accumulaient donc en grande quantité ; les prix avaient brusquement baissé depuis le printemps 1930. Les revenus en argent étaient tombés de 58 % dans l'agriculture par rapport à 1929 et se trouvaient même plus bas encore qu'au niveau de 1914. Un grave phénomène de récession apparut dans l'agriculture : comme on ne pouvait acheter d'essence, le tracteur fut remplacé par la charrue à traction animale ; avec la baisse des salaires, les machines furent remplacées par le travail manuel ; l'utilisation des engrais artificiels fut fortement réduite ; les outils et machines agricoles usagés ne purent être remplacés comme ils l'auraient dû ; le nombre de bêtes de somme diminua et leur qualité baissa ; les terres labourées déclinèrent, et les produits cultivés se firent plus rares. Il y eut un appauvrissement généralisé des paysans dont la plupart firent faillite. Pour se dégager de la crise, le gouvernement et les grands capitalistes monopolistes finirent par adopter des mesures pour détruire certains produits agricoles sur une large échelle et de façon organisée. A cette époque, les journaux américains publièrent les nouvelles suivantes : le New York Times annonçait le 4 décembre 1932 : « *Dans les conditions de prix actuel du charbon, les familles et les organismes utilisent les céréales comme combustibles, car elles sont plus avantageuses que les briques de charbon. Toutes les écoles de cette province emploient déjà les céréales comme combustibles.* » Le New York Herald Tribune annonçait le 24 août 1933 : « *Le gouvernement projette d'abattre 5 millions de porcs et de contrôler la reproduction de ces animaux. Cette besogne a déjà commencé.* »

D'un côté, 1 milliard de travailleurs dans le monde étaient condamnés à mourir de faim et de froid. D'un autre côté, de nombreux équipements de production industriels étaient inutilisés et les produits agricoles étaient

détruits en grosse quantité. Cela démasquait complètement le caractère irrationnel et pourri de la production capitaliste ! En 1931, Staline l'a également fustigé en ces termes : « *Lorsqu'un système économique n'arrive même pas à écouler ses propres produits « excédentaires » et qu'il se trouve obligé de les brûler alors que communément les masses connaissent la misère, le chômage, la faim, et la ruine, ce système économique prononce lui-même sa propre sentence, la peine de mort* (1). »

La crise paralysa l'ensemble du système du crédit bancaire. Le commerce extérieur et l'exportation des capitaux furent sérieusement touchés. Durant la crise, la valeur globale des importations et des exportations diminua d'environ 70 % et si l'on retranche les facteurs de baisse des prix, il y eut une diminution respective de 34 % et 48 %. L'exportation des capitaux dégringola ; en 1928 les Etats-Unis émirent pour 1,3 milliard de dollars de valeurs étrangères, alors qu'en 1931 il n'y en avait que pour 250 millions de dollars, et en 1933 pour 1,6 million. L'exportation des capitaux, qui est une des bases de l'impérialisme, fut pratiquement arrêtée ; cela suffit à montrer à quel point la crise faisait chanceler tout le système capitaliste.

En 1929, la crise économique éclata tout d'abord aux Etats-Unis, puis elle gagna sans exception tous les pays capitalistes du monde (les pays industriels et les pays agricoles, les pays impérialistes et les colonies) ; elle devint une crise économique mondiale d'une ampleur sans précédent. Elle entraîna une baisse de 40 % de la production industrielle mondiale capitaliste, qui recula encore de 10 % par rapport au niveau de la production de 1913. Or, durant la même période, la production de l'Union soviétique socialiste faisait des progrès très rapides et l'édification du

(1) Staline, « Rapport politique au XVI[e] Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. », (*O.C.*, t. 12, p. 282 de l'édition chinoise).

socialisme avançait à pas de géant. En 1933, la production industrielle de l'Union soviétique avait doublé par rapport à celle de 1929, et pratiquement quadruplé par rapport à 1913. L'accroissement continu et rapide de l'économie soviétique montrait bien la supériorité incomparable du système socialiste sur le système capitaliste.

Durant la crise, les monopoles avaient maintenu artificiellement des prix élevés et, de plus, obtenu de la part du gouvernement quelques milliards de dollars de subvention par an ; aussi eurent-ils toujours d'importants profits monopolistes. Le lourd fardeau de la crise fut rejeté sur le dos du peuple travailleur. Le salaire réel des ouvriers pendant la crise baissa du quart environ par rapport à la fin des années 20 ; il recula autrement dit au niveau de 1900. Les contradictions de classes s'intensifièrent, les mouvements de grève se développèrent considérablement. Sous le mot d'ordre « Nous ne voulons pas mourir de faim, Nous devons lutter », la classe ouvrière organisa dans tout le pays des manifestations de grande envergure. Les paysans engagèrent aussi de violents combats pour s'opposer aux tarifs douaniers élevés du gouvernement et aux prix d'achat trop bas des produits agricoles ; ils boycottèrent les ventes forcées de fermes aux enchères. Quelques centaines d'anciens combattants réclamèrent des indemnités de subsistance, et organisèrent un défilé pour présenter la requête au gouvernement. La crise aiguisa de façon inouïe les contradictions de classes à l'intérieur des Etats-Unis.

« New Deal » de Roosevelt

Devant cette situation économique et politique, la bourgeoisie américaine fut très effrayée. C'est dans ces circonstances que Roosevelt fut nommé président de la République en mars 1933. Pour se tirer du guêpier économi-

que et de la crise révolutionnaire toute proche, Roosevelt appliqua dès son arrivée ce qu'on appela le « New Deal » (la nouvelle donne) Il prit à la hâte toute une série de décrets « New Deal » ; grâce à des mesures de « réglementation » de l'économie par l'Etat, il se proposa de sortir les Etats-Unis de la crise, et d'éviter que les larges masses d'ouvriers et de paysans n'adoptent des actions révolutionnaires.

Quel était le contenu de ce fameux « New Deal » ?

1) Roosevelt accéda à la présidence au moment le plus aigu de la crise de crédit ; éviter un total effondrement du système de crédit financier des Etats-Unis devint sa tâche la plus urgente. Les mesures fondamentales qu'il prit dans ce domaine furent les suivantes : réorganisation des banques, garantie gouvernementale des dépôts d'argent, émission d'énormes prêts en direction des milieux financiers, dévaluation monétaire, etc. La réorganisation des banques consista en ceci : grâce à l'« Emergency Banking Act » (Loi d'Exception sur les Banques), le gouvernement décida que toutes les banques sans exception suspendraient temporairement le paiement des dépôts d'argent ; le ministère des Finances entreprendrait de réorganiser les banques, et prendrait le pouvoir de ratifier la réouverture de chacune d'elles. Par cette méthode, on empêcha les déposants d'assiéger les guichets de banque, et relativement peu de banques furent éliminées. Le gouvernement promulgua ensuite le « Securities Act » (Loi sur les Valeurs) : les dépôts d'argent étaient garantis par le gouvernement, ce qui rétablit la confiance des déposants vis-à-vis des banques, et évita de nouveaux assauts des guichets bancaires. D'autre part, les énormes prêts de 3 milliards de dollars qui furent fournis aux grandes banques par le capital monopoliste renforcèrent leur puissance. Cette série de mesures permit au système bancaire américain d'atteindre un certain niveau de stabilité provisoire. Cependant, ce furent surtout

les forces des grandes banques que l'on consolida, et les petites banques continuèrent de s'effondrer les unes après les autres ; le nombre total des banques du pays diminua de 1/5 dans un court laps de temps ; l'ensemble du système de crédit bancaire américain fut pris en mains par une minorité de plus en plus réduite de l'oligarchie monopoliste. La dévaluation du dollar et l'inflation améliorèrent légèrement la situation des débiteurs ; mais les principaux bénéficiaires en furent encore les capitalistes monopolistes, qui profitèrent de l'inflation pour abaisser le salaire réel des ouvriers, renforcer la capacité de concurrence des marchandises d'exportation et augmenter leurs bénéfices.

2) Avec le « National Industrial Recovery Act » (Loi sur le Redressement industriel national), un nouvelle « réglementation » de l'Etat sur l'industrie allait être mise en place. ce décret comprenait trois aspects principaux : a) il établissait un prétendu « code de concurrence loyale » qui réglementait la condition des ouvriers salariés, la norme de vente, le niveau des prix, l'échelle de production etc., de tous les secteurs industriels ; en théorie, il « supprimait la surproduction », mais en réalité il réalisait une cartellisation forcée. Cette « concurrence loyale » supposée était une vaste supercherie. Les petites et moyennes entreprises furent toujours concurrencées par les monopoles et, de plus, les capitalistes monopolistes contrôlèrent eux-mêmes l'établissement et l'exécution de ce « code de concurrence loyale » ; leurs pratiques arbitraires furent légalisées ; cela permit d'écarter encore mieux les petites et moyennes entreprises et de renforcer un peu plus la toute-puissance des monopoles. b) Des travaux publics furent engagés afin d'augmenter les emplois et d'élever le pouvoir d'achat des masses. A cet effet, le gouvernement américain accorda, entre 1933 et 1937, des sommes considérables, 12 milliards de dollars en tout, qui constituèrent de nouvelles ressources pour les monopoles qui fournirent les matériaux de

construction. Cependant les divers travaux publics n'absorbaient chaque année que 2 à 3,6 millions de chômeurs. La grande armée des chômeurs comptait encore 10 millions de personnes. Pour apaiser l'immense élan de lutte de la classe ouvrière, certains droits fondamentaux des ouvriers furent reconnus sur le papier (droit d'adhérer librement à un syndicat, de désigner ses propres représentants pour signer les contrats collectifs avec les patrons d'usine, etc.) ; de fallacieuses allocations furent distribuées aux ouvriers chômeurs affamés. Roosevelt pensait ainsi apaiser les contradictions entre ouvriers et capitalistes, et paralyser la volonté de lutte des ouvriers. Mais ces allocations extrêmement réduites ne représentaient qu'une goutte d'eau pour l'océan des 10 millions de chômeurs.

3) Grâce à l'« Agricultural Adjustment Act » (Loi sur la Réorganisation de l'Agriculture), et au moyen de récompenses et d'indemnités gouvernementales, la surface cultivée fut diminuée et des récoltes détruites, ceci afin de réduire le volume de la production de l'agriculture, et d'élever les prix des produits agricoles. Roosevelt pensait effacer de cette façon les graves conséquences de la crise agricole, et apaiser les luttes paysannes. En 1933, le gouvernement Roosevelt signa avec des propriétaires de fermes de tous les Etats quelques millions de contrats réduisant la surface cultivée ; ainsi, les terres plantées en blé, de même que les champs de coton, furent réduits de plus de 10 millions d'acres, et les surfaces semées de maïs diminuèrent de près de 9 millions d'acres. Le gouvernement compensa par des primes en argent la réduction des productions due à la suppression d'une partie des terres cultivées. Cette mesure fut étendue en 1934 à la viande, au beurre, au sucre, au lin, et autres produits agricoles. Pour supprimer les produits excédentaires présents, le gouvernement Roosevelt consacra d'importantes sommes d'argent à l'achat de toutes sortes de produits de l'agriculture et de

l'élevage ; et il les détruisit en outre artificiellement. Entre 1933 et 1934, 1,6 million de remorques de céréales furent détruites ; on abattit et abandonna 23 millions de têtes de gros béatil, 6 millions de porcs, et plus de 5 millions de moutons.

4) Avec le « Farm Credit Act » (Loi de Crédit pour les Fermes), des prêts furent délivrés aux fermes pour éviter qu'elles ne fassent faillite les unes après les autres, faute de pouvoir rembourser les hypothèques et les emprunts. Cette loi stipulait que n'importe quelle ferme chargée de dettes ne dépassant pas 50 % de la valeur de ses terres et 20 % de la valeur de ses équipements et bâtiments, pouvait obtenir du bureau du Crédit Agricole gouvernemental un prêt à un taux d'intérêt relativement bas (4,5 %). Cette réglementation n'aidait que les propriétaires de fermes assez aisés. La grande masse des petits paysans pauvres qui étaient chargés de lourdes dettes furent en réalité privés de la possibilité d'obtenir un prêt du gouvernement. Seuls, quelques propriétaires de fermes obtinrent de nouveaux prêts gouvernementaux ; ce fut néanmoins l'Etat qui devint leur créancier à la place des banques privées. Au cours des trois années où le « Farm Credit Act » fut mis en application, la situation des paysans s'améliora fort peu ; le nombre des fermes vendues aux enchères était toujours terriblement élevé ; on en comptait jusqu'à 600 000, ce qui représentait environ 1/10 du nombre total des fermes américaines.

Le but du « New Deal » de Roosevelt était de toute évidence le suivant : supprimer la crise économique et ses conséquences, apaiser la lutte révolutionnaire du peuple et consolider la domination du capital monopoliste sur le peuple travailleur. En un mot, sauver le système capitaliste américain chancelant. Pour atteindre ce but, les méthodes adoptées consistèrent en une intervention de l'Etat dans

tous les domaines de l'activité économique nationale et le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat.

Roosevelt commença à exécuter sa nouvelle politique au début de 1933 ; à ce moment-là, l'industrie et l'agriculture avaient déjà atteint le point le plus bas de la crise et remontaient tant bien que mal vers leur rétablissement ; la mise en application du « New Deal » n'a en aucun cas sauvé la situation ni permis à l'économie de se relever. Les résultats du « New Deal » dans l'apaisement de la crise sont pratiquement insignifiants ; ce n'est qu'au cours de l'été 1933 qu'apparut dans l'industrie une courte et provisoire tendance au redressement ; en automne il y eut une rechute et, dès lors, la dépression continua. En 1938, une nouvelle crise éclata. Il s'agit d'une dépression d'un genre spécial dans des conditions de crise générale du capitalisme ; elle persista durant quatre ans, sans d'ailleurs aboutir à un nouvel essor industriel. En 1937, la production de l'industrie américaine venait juste de se relever au niveau de 1929 et en 1938, elle retomba d'environ 1/5. L'indice de la production industrielle par année fut le suivant (1929 : 100) : 1933-63,8. 1934-69. 1935-80. 1936-95. 1937-103,4. 1938-81. Durant cette période, les entreprises travaillèrent rarement à plein rendement (elles travaillaient chaque année entre 1/2 et 3/4 de leur capacité) ; le renouvellement du capital fixe fut très faible. Après la grande crise, la bourgeoisie resta effrayée et incertaine, ce qui influença les nouvelles activités d'investissements. La crise agricole chronique, ainsi que le maintien de l'armée des chômeurs à 10 millions de personnes limitèrent énormément le marché intérieur. Pour toutes ces raisons, chaque nouvel essor manquait de base réelle et l'économie américaine ne pouvait jamais atteindre le point culminant du cycle suivant ; de là l'éclatement d'une nouvelle crise. La crise de 1938 fut violente. La production industrielle baissa de près du tiers, l'industrie de transformation travailla

aux 2/3 de sa capacité, les ouvriers chômeurs furent au nombre de 10,39 millions, le taux de chômage atteignit 19 %. La crise industrielle s'aiguisa encore ; les revenus nets agricoles de 1938 baissèrent de près de 1/5 par rapport à 1937. Cette « planification garantissant l'essor de la production », ce « capitalisme planifié sans crise » que représentaient les Etats-Unis avec leur prétendu « New Deal », et toutes les autres supercheries proclamées à grand bruit, furent réduits à néant devant la sévère réalité de la crise.

Le « New Deal » ne fut profitable qu'au capital monopoliste ; il renforça la position dominante des monopoles. Durant le mandat de Roosevelt, le capital monopoliste fit les plus gros profits jamais obtenus depuis les débuts de l'histoire. Les profits du capital monopoliste en 1929 (après paiement des impôts) étaient de 3 milliards de dollars et s'élevèrent à 6,5 milliards en 1934. Le niveau de monopolisation de tous les secteurs industriels s'était encore élevé. Après le redressement progressif de l'économie, et après la consolidation et le renforcement de la puissance du capital monopoliste, la mission historique du « New Deal » s'achevait. En mai 1935 puis en janvier 1936, la Cour Suprême déclara « inconstitutionnelles » les deux principales lois du « New Deal » (« Industrial Recovery Act » et « Agricultural Adjustment Act ») et les annula aussitôt. Puis, à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale, les perspectives de la « prospérité de guerre » pointant déjà à l'horizon, Roosevelt, en fidèle représentant du système capitaliste, estima le moment venu de déchirer le voile réformiste ; il s'engagea alors publiquement sur la voie de la diminution et de la suppression des diverses assistances sociales, de l'interdiction des grèves ouvrières et de l'intensification des armements et des préparatifs de guerre.

Affaiblissement de la position économique internationale des Etats-Unis

Les Etats-Unis des années 30 connurent donc deux crises et une dépression d'un genre spécial ; sur le plan international, leur position économique s'affaiblit considérablement. La part qu'ils occupaient en 1929 dans la production globale industrielle du monde capitaliste était de 48,5 % ; en 1938 elle était tombée à 32,2 %, encore inférieure à celle d'avant la Première Guerre mondiale (en 1913 elle était de 36 %). La position des Etats-Unis dans le commerce international baissa également. A cette époque, le bloc de la livre sterling et l'établissement du système de « préférence impériale » renforcèrent la puissance de l'Angleterre sur le marché mondial ; le commerce des Etats-Unis vers les principales régions du Commonwealth (Australie, Nouvelle Zélande, Canada, Union sud-africaine) diminua manifestement. L'Allemagne profita aussi de ses marchandises à bon marché et du « système de règlement par échanges » pour supplanter les Etats-Unis sur les marchés d'Europe et d'Amérique latine. Sur les marchés asiatiques, les Etats-Unis avaient certes fait un certain nombre de progrès, mais leur commerce était pourtant loin de s'accroître aussi rapidement que celui du Japon et de l'Allemagne. Le résultat d'une telle rivalité avait affaibli la part des Etats-Unis dans le commerce d'exploitation mondial de 1929 à 1938 ; les importations étaient tombées de 12,2 % à 8,1 %, et les exportations de 15,6 à 13,4 %, revenant à la position d'avant la Première Guerre mondiale. Bien que les Etats-Unis se fussent toujours maintenu en tête des exportations mondiales, la première place dans le montant global du commerce mondial fut toutefois reprise par l'Angleterre.

Pendant les années 30, les énormes dettes de guerre contractées vis-à-vis des Etats-Unis, et dont le paiement

avait d'abord été différé, furent en fait réduites à néant ; d'autre part, en raison de la baisse de nouvelles exportations de capital durant la période de crise économique, et en raison du retrait d'une grande quantité d'investissements américains à l'étranger, ces derniers baissèrent en 1938 à 11,4 milliards de dollars, ce qui représentait une diminution d'un tiers environ par rapport à 1929. Mais les profits que les investissements à l'étranger rapportèrent au capital financier américain entre les deux guerres restèrent effarants. De 1920 à 1940, les revenus des investissements privés américains à l'étranger atteignirent 13,9 milliards de dollars, ce qui représentait encore 2,1 milliards de dollars de plus par rapport au montant global des nouveaux investissements durant la même période.

Entre les deux guerres, la contradiction principale à l'intérieur du camp impérialiste était la contradiction entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Les Etats-Unis adoptèrent constamment le procédé qui consistait à soutenir l'Allemagne et à être de connivence avec le Japon pour affaiblir l'Angleterre ; ils firent de plus le projet insensé d'affaiblir et d'anéantir, grâce à la puissance allemande et japonaise, l'Union soviétique, pays socialiste. Cependant, à la suite de la rapide expansion des forces fascistes allemandes et japonaises, et à la suite de l'établissement de l'Axe d'agression allemand, italien et japonais, les intérêts des Etats-Unis furent directement menacés ; la contradiction entre les Etats-Unis et l'Angleterre devint alors secondaire. Par contre, les contradictions des Etats-Unis avec le Japon et l'Allemagne fascistes s'aiguisèrent. Les Etats-Unis, qui avaient longtemps toléré la politique fasciste de l'Allemagne et du Japon, recevaient les coups, comme ceux qui « soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ».

6. MONSTRUEUSE « PROSPERITE » DE L'ECONOMIE AMERICAINE DURANT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE. LES ETATS-UNIS DEVIENNENT LE PLUS GROS EXPLOITEUR INTERNATIONAL DU MONDE.

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la classe dominante américaine adopta constamment une politique réactionnaire qui consistait à inciter à la guerre, puis à attendre les bras croisés d'en retirer les bénéfices. En 1935, les Etats-Unis adoptèrent la « Loi de neutralité » qui interdisait la vente de matériel de guerre aux pays belligérants ; ils n'en continuèrent pas moins à vendre secrètement aux éléments fascistes allemands, italiens et japonais une grande quantité de matières premières stratégiques et même certaines armes. Les Etats-Unis prirent ensuite part aux tristement célèbres « Accords de Munich » qui fermaient les yeux sur l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. Après l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale en Europe, le gouvernement américain, sous la pression populaire, autorisa à partir du 4 novembre 1939, les pays antifascistes à acheter du matériel de guerre aux Etats-Unis selon le principe « cash and carry » (payez et emportez) (1). L'Allemagne se procura aux Etats-Unis du matériel de guerre et des armes par l'intermédiaire des « Etats neutres » et des monopoles américains. Les Etats-Unis fournirent donc en réalité du matériel de guerre aux deux parties belligérantes. Cela permit aux marchands d'armes américains de s'enrichir considérablement, et une grande quantité d'or des pays capitalistes européens s'écoula aux Etats-Unis. Deux ou trois ans après, tous les

(1) Paiement comptant et transport à la charge de l'acquéreur (N.d.T.).

pays européens en guerre avaient presque complètement épuisé leurs réserves d'or et leurs devises étrangères et ils ne purent continuer à acheter du matériel de guerre aux Etats-Unis avec de l'argent liquide. Comme le peuple américain réclamait fermement que les pays antifascistes soient aidés par des fournitures de matériel, le parlement américain adopta enfin, le 11 mars 1941, la « loi de Lend-Lease » (prêt-bail). Grâce à cette loi, les Etats-Unis avaient fourni à tous les pays, à la fin de septembre 1945, pour 43, 950 millions de dollars de matériel de guerre, d'équipements, de céréales, de matières premières, ainsi que de transports et de travail, et ils obtinrent en compensation, de chaque pays, pour 7,34 milliards de dollars de marchandises et de travail. Objectivement, cette « loi de Lend-Lease » eut un certain nombre d'effets positifs dans le soutien à la guerre antifasciste ; mais elle accéléra cependant aussi les activités d'expansion des Etats-Unis sur le monde entier ; les monopoles américains se procurèrent ainsi d'énormes et avantageux marchés de marchandises et s'enrichirent considérablement de la guerre. Le 8 décembre 1941 (le 7, heure locale), le Japon attaqua Pearl Harbour par surprise ; le lendemain, les Etats-Unis entrèrent officiellement en guerre.

Avant d'entrer officiellement en guerre, les Etats-Unis avaient déjà commencé à pratiquer une « réglementation » de l'économie, et établi une série d'organismes de « contrôle ». Le « War Production Board » (Bureau de la Production de Guerre) fut l'organe dirigeant le plus élevé de la production de guerre ; la charge de directeur de ce bureau fut occupée par Knudsen, directeur général de la General Motors. Beaucoup d'organismes aux rôles précis furent établis aux échelons inférieurs, et se partagèrent le contrôle de domaines ou de secteurs économiques déterminés ; tous furent pris en main par des capitalistes monopolistes et leurs hommes de confiance. Les organismes

américains de « réglementation » de l'économie pendant la Deuxième Guerre mondiale furent beaucoup plus considérables que pendant la Première Guerre. Ils eurent un pouvoir illimité, et constituèrent des instruments puissants pour l'enrichissement du capital monopoliste.

Le problème central de l'économie de guerre américaine fut de réunir des fonds pour les dépenses militaires considérables, et d'organiser la production des commandes militaires. Les dépenses militaires en temps de guerre aux Etats-Unis s'élevèrent au total à 325 millions de dollars, ce qui représenta plus de 80 % des dépenses budgétaires de l'Etat. Parmi ces énormes dépenses militaires, 28 % seulement furent véritablement utilisés pour combattre les pays fascistes ; et les 72 % restants se transformèrent en profits pour les monopoles, et en prélèvements pour les préparatifs d'une nouvelle guerre. Les principales méthodes employées par la classe dominante américaine pour réunir les fonds des dépenses militaires consistèrent à augmenter le recouvrement des impôts, et à accroître l'émission des emprunts nationaux ainsi que l'émission du papier-monnaie pour réaliser une inflation. Les mesures suivantes furent adoptées pour augmenter le recouvrement des impôts : élargissement du nombre des contribuables grâce à un abaissement du minimum imposable ; relèvement du taux des impôts ; perception d'un impôt sur les surprofits. De 1939 à 1945, l'ensemble des impôts et des contributions perçus s'élevèrent à 136,9 milliards de dollars ; 65,5 % de cette somme représentaient l'impôt sur le revenu, l'impôt indirect et d'autres contributions payées par les travailleurs ; l'impôt sur les surprofits dont s'acquitta la bourgeoisie ne représentait que 28,4 milliards de dollars. L'emprunt de guerre augmenta près de cinq fois ; il atteignit 278,1 milliards de dollars à la fin de 1945. Les banques et les compagnies furent les principaux souscripteurs de l'emprunt national (environ 200 milliards de dol-

lars) ; après la guerre, elles obtinrent ainsi chaque année 3 à 5 milliards de dollars d'intérêts. De 1939 à 1945, l'émission de papier-monnaie ayant augmenté, la quantité de monnaie en circulation passa de 6,5 à 26,7 milliards de dollars ; l'inflation provoqua la hausse des prix. Tous ces procédés pour réunir l'argent des dépenses militaires firent reposer en fin de compte le fardeau de la guerre sur le dos du peuple travailleur.

Les commandes militaires d'Etat aux Etats-Unis pendant la guerre furent d'une ampleur extrêmement importante. La valeur globale des commandes militaires, des travaux et du matériel destiné à l'armée et acheté par le gouvernement, s'éleva à 310,5 milliards de dollars pour toute la période jusqu'à la fin de 1945 ; elle occupa 36 à 42 % de la valeur globale de la production nationale des trois dernières années de la guerre. Les bénéfices des commandes de guerre furent en grande partie accaparés par le grand capital monopoliste. Selon des statistiques, les commandes militaires entre juin 1940 et septembre 1944 s'élevèrent à 175 milliards de dollars ; 51 % de cette somme (89,5 milliards de dollars) passèrent dans les mains des 33 plus grosses compagnies ; 148 grosses compagnies secondaires obtinrent 24 % des commandes (40,8 milliards de dollars) ; quant à la cohorte des petites compagnies, les commandes qu'elles décrochèrent furent insignifiantes.

Afin d'accroître rapidement la production du matériel de guerre, le gouvernement créa, grâce à un crédit budgétaire, plus de 2 000 entreprises de guerre durant le conflit. Ces entreprises d'Etat furent pour la plupart (2/3) « louées » gratuitement aux monopoles ; ces derniers purent donc éviter les risques que l'on court à fonder de telles entreprises ; ils utilisèrent les installations sans bourse délier, et s'enrichirent grassement. Après la guerre, le gouvernement vendit aux monopoles une grande partie de ces

entreprises à un prix réduit correspondant carrément à une part seulement des investissements de départ.

La « réglementation » économique de l'Etat inclut aussi la répartition des matières premières et de la force de travail, qui furent rigoureusement contrôlées, et fournies en priorité au secteur industriel militaire.

Les commandes militaires procurèrent de substantiels bénéfices ; la fourniture de matériel de guerre aux autres pays d'après la « loi de Lend-Lease » constitua un marché stable ; le territoire national, éloigné du théâtre des hostilités, n'eut pas à ressentir les destructions de la guerre ; pour toutes ces raisons, l'industrie américaine, et particulièrement l'industrie lourde liée aux affaires militaires, connut un énorme développement. En prenant la production industrielle de la période 1937-1939 comme base 100, l'indice de la production industrielle atteignit 227 en 1943, 223 en 1944 et 191 en 1945. Le secteur industriel militaire, « naturellement très favorisé », connut l'essor le plus rapide. En 1943, la production de matériel de guerre et d'armes occupa 66 % du volume global de la production industrielle. L'ensemble de l'industrie américaine devint un arsenal fabriquant essentiellement des armes de mort.

Le degré de concentration du capital et de la production industrielle américaine en période de guerre augmenta encore. Selon une décision des organismes de contrôle de guerre, plus de 500 000 entreprises industrielles de petites dimensions, et plus de 500 banques commerciales également de petites dimensions, furent contraintes de suspendre leurs activités. La vague de fusion et d'engloutissement de compagnies s'accentua pendant la guerre. En 1939, les entreprises de grandes dimensions, de plus de mille ouvriers, représentaient 0,4 % du chiffre global des entreprises ; elles employaient 39,7 % des ouvriers. En 1944, ces grosses entreprises occupaient 1 % du nombre global des entreprises, et les ouvriers qu'elles employaient

représentaient 52,8 % des ouvriers, 13,1 % à 30,4 % des ouvriers travaillaient dans des entreprises de dimensions gigantesques employant plus de dix mille ouvriers. La vitesse de concentration du capital fut elle aussi surprenante. En 1945, le montant de la fortune que possédaient les grosses compagnies au capital de plus de 50 millions de dollars, occupait la moitié du montant global du capital de l'industrie de transformation. Les compagnies industrielles et non industrielles au capital de plus d'1 milliard de dollars, étaient au nombre de 30 en 1937, et le montant global de leur capital s'élevait à 52,4 milliards de dollars ; en 1945 elles étaient passées au nombre de 45, et leur capital s'élevait à 107,1 milliards de dollars. Le capital monopoliste américain obtint pendant la guerre des intérêts exorbitants. Entre 1940 et 1945, les profits des compagnies américaines, calculés avant paiement des impôts, furent multipliés par 4,4 par rapport aux 6 années précédant la guerre, et atteignirent 116,8 milliards de dollars. Pour les grosses compagnies qui avaient obtenu le plus grand nombre de commandes militaires, les profits grossirent particulièrement vite ; par exemple, entre l'avant-guerre et 1942, les profits des cinq plus grosses compagnies s'accrurent pour chacune de plus de 100 fois, et de plus de 10 fois pour 34 autres compagnies. La puissance des groupements financiers Rockefeller, Mellon, Dupont, Cleveland et autres, intimement liés aux industries militaires, s'amplifia brutalement pendant la guerre. Les groupements de Boston et de Kuhn-Loeb and Cy, influents surtout dans les chemins de fer et l'industrie légère, marchèrent vers leur déclin. A leur place s'élevèrent des groupements en pointe comme le groupement bancaire de la First National, et le groupement financier de Californie.

La production de guerre s'étant nettement développée, et le personnel de l'armée ayant vivement augmenté, la quantité des ouvriers chômeurs diminua provisoirement.

Cependant, entre 1943 et 1945, la moyenne annuelle était encore de 1 million de chômeurs. Les ouvriers engagés se trouvaient surtout dans les secteurs de production militaire ; en 1939, le secteur de l'industrie militaire occupait 2,8 millions d'ouvriers, alors qu'il en occupait 10,4 millions en 1943. Sous le couvert des besoins de la défense nationale, les propriétaires d'usines forcèrent les ouvriers à un travail accablant ; le fait de trouver un emploi dans une usine équivalait pour un ouvrier à être enrôlé dans un « bagne militaire ». Par ailleurs, l'élargissement de la production militaire fut partielle et les exportations de matériel furent très importantes ; par suite, l'approvisionnement des Etats-Unis en produits de consommation fut extrêmement réduit pendant la guerre, et les prix ne cessèrent de monter. Le décret de l'Etat sur le contrôle des prix fut sans effet. En 1942-1943, on commença à rationner le sucre, la viande, les matières grasses, les conserves de viande et de lait, le charbon, les chaussures, le café, etc. Avec la pénurie de produits de première nécessité, le marché noir devint florissant. Les familles ouvrières, dont les revenus étaient minces, furent incapables d'acheter les articles vendus au marché noir à un prix élevé ; elles ne purent que souffrir de la rareté de ces produits. Les revenus réels des ouvriers pendant la guerre ne représentaient qu'environ 90 % de ceux de 1939. Près des 2/3 des familles ouvrières ne pouvaient se procurer le minimum vital.

Pendant la guerre, le marché mondial des produits agricoles américains s'élargit soudainement. L'agriculture sortit de sa crise chronique pour se développer rapidement. En 1945, l'indice global de la production agricole avait augmenté de 20 % par rapport à 1939 ; les revenus nets agricoles s'étaient élevés d'environ une fois et demie, atteignant 15,6 milliards de dollars. Pendant la guerre, plusieurs millions de travailleurs furent retirés des campa-

gnes, et la force de travail agricole fit extrêmement défaut ; la mécanisation de l'agriculture et l'utilisation d'engrais minéraux se développèrent considérablement. De 1940 à 1945, le nombre des tracteurs passa de 1,545 million à 2,422 millions ; les moissonneuses-batteuses passèrent de 230 000 à 540 000, les camions de 1,047 million à 1,490 million, et les fermes munies de trayeuses automatiques passèrent de 175 000 à 365 000. L'augmentation de ces diverses machines dans l'agriculture en l'espace de cinq ans, correspondait à peu près à l'augmentation survenue dans les dix à trente dernières années. En 1945, la part des céréales récoltées avec une moissonneuse-batteuse atteignait 63 % et dans tous les autres travaux de la terre on utilisa aussi essentiellement des machines. A ce moment-là, les machines ayant généralement remplacé la traction animale, les Etats-Unis avaient pratiquement réalisé la mécanisation de leur agriculture.

Au sein des pays capitalistes belligérants, les populations s'étaient appauvries et les richesses s'étaient épuisées ; en conséquence, la position économique des Etats-Unis dans le monde capitaliste s'était encore rehaussée. En 1945, les Etats-Unis possédaient à eux seuls 60 % du volume de la production industrielle, près du tiers (32,5 %) du montant global du commerce extérieur, et les 3/4 des réserves d'or du monde capitaliste. Profitant de la « loi de Lend-Lease », les Etats-Unis pénétrèrent en souplesse sur les marchés mondiaux, notamment sur les marchés des pays membres du Commonwealth. Leurs exportations de marchandises triplèrent pratiquement pendant la guerre, si l'on calcule d'après la quantité des articles, et ils extorquèrent, par leur commerce d'exportation et d'importation, 13,5 milliards de dollars aux peuples de tous les pays. L'exportation du capital américain pendant la guerre s'accrut également ; elle atteignit 16,8 milliards de dollars

en 1945. Comme elle avait vendu et perdu pendant la guerre une grande quantité de ses investissements à l'étranger, l'Angleterre vit baisser le montant global de ses exportations de capitaux plus bas que celui des Etats-Unis. Grâce à la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis prirent non seulement la tête du commerce extérieur et de la production industrielle du monde capitaliste, mais devinrent aussi le plus gros pays exportateur de capital. Les Etats-Unis, le plus gros exploiteur international, mirent en coupe réglée les pays coloniaux et semi-coloniaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; ils allèrent même jusqu'à pratiquer la politique du « gros poisson qui mange les petits » vis-à-vis des pays alliés de l'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et d'Océanie, et s'efforcèrent de les fouler aux pieds. Présomptueuse et tyrannique, se jugeant incomparable, la bourgeoisie américaine, enivrée par la « prospérité » économique de la guerre, proclama de façon arrogante que le XXe siècle était l'« ère américaine ». Notre grand dirigeant, le président Mao, l'a clairement indiqué en 1948 : « *Le boom du temps de guerre aux Etats-Unis n'était que temporaire. Leur puissance n'est que superficielle et passagère. Des contradictions inconciliables, tant à l'intérieur que sur le plan international, menacent quotidiennement comme un volcan l'impérialisme américain. L'impérialisme américain est assis sur ce volcan* (1). » L'histoire a parfaitement confirmé cette clairvoyante prévision du président Mao : 20 ans après la guerre, une cinquième crise économique éclatait aux Etats-Unis ; l'économie américaine, dilatée pour les besoins de la guerre, était déjà en mauvaise posture. Par ailleurs, l'expansion économique et l'agression militaire et politique de l'impérialisme américain à l'étranger rencontrèrent une puissante

(1) « La situation actuelle et nos tâches », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, tome 4, p. 178. E.P.

résistance des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les luttes des peuples du monde contre l'impérialisme américain s'intensifièrent de jour en jour ; elles frappèrent sévèrement l'impérialisme américain et accélérèrent sa décadence.

CHAPITRE IV

LA FRANCE

La France est un des principaux pays du monde capitaliste contemporain. C'est le premier pays d'Europe de l'Ouest par sa superficie et la valeur globale de sa production nationale se place juste après celle des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne. Le développement du capitalisme français a été relativement précoce. Comme l'Angleterre, la France fait partie des vieux pays capitalistes ; mais pendant le processus de développement du capitalisme et d'entrée dans la période de l'impérialisme, elle eut ses propres particularités.

1. DU XVI[e] AU XVIII[e] SIECLE, DECADENCE DU SYSTEME FEODAL FRANÇAIS ET PREMIERS DEVELOPPEMENTS DES RAPPORTS CAPITALISTES.

Le système agraire féodal et la cruelle exploitation des paysans.

Pendant tout le Moyen Age, la France fut un des plus grands Etats despotiques féodaux de l'Europe. Puis, du XVI[e] au XVIII[e] siècle, le système monarchique s'achemina de la prospérité vers la décadence. L'économie marchande connut un grand développement, les rapports capitalistes se mirent à croître progressivement ; malgré cela, sur le plan de toute la société, les rapports féodaux occupèrent encore une place de domination absolue.

Le système agraire féodal était la base économique de la société féodale française. Avant la Révolution bourgeoise de 1789, toutes les terres de France étaient la propriété de seigneurs féodaux de diverse importance ; les nobles en possédaient les 3/5, le roi et le clergé en possédaient 1/5 chacun. La particularité du système agraire féodal francais

était que les propriétaires fonciers n'exploitaient pas directement les terres. Ils utilisaient la forme de la « tenure à cens » ou de la « tenure » (1) pour diviser les terres en de multiples parcelles qu'ils louaient aux paysans, exerçant ainsi une cruelle oppression sur ces derniers.

Le système agraire féodal obligeait les masses paysannes à verser de lourdes rentes aux seigneurs. En général, le taux de rente était de l'ordre du tiers ou de la moitié de la récolte. Les formes de rente les plus répandues dans les campagnes françaises étaient les rentes en corvées, en nature et en argent, employées simultanément. Mais avec le développement continuel de l'économie marchande, la rente en argent commençait à devenir la principale forme ; sans toutefois que les rentes en corvées et en nature disparussent. Excepté ces rentes, les paysans devaient accomplir toutes sortes d'autres charges féodales pour les propriétaires fonciers. Ces charges étaient en général de trois sortes. D'abord, les droits et les corvées, comme les droits d'héritage, de commerce, de justice, ou comme le creusement de canaux, la construction de routes, de maisons pour les propriétaires fonciers. Ensuite, du fait que les propriétaires fonciers monopolisaient entièrement les équipements de production, les moyens de communication et les constructions, les paysans étaient obligés de s'acquitter de différents droits ; par exemple, de droits pour faire moudre leur grain, presser leurs raisins, cuire leur pain, de droits de péage pour entrer dans les villes, pour emprunter les routes, etc. Enfin, les propriétaires fonciers obligeaient les

(1) La *tenure à cens* revêtait un caractère de fermage perpétuel. Les paysans, qui devaient s'acquitter d'une redevance annuelle, se la transmettaient de génération en génération. Ils l'utilisaient très longtemps et pouvaient même la céder à d'autres personnes, mais le seigneur conservait la propriété de la terre, et en percevait toujours la redevance. La durée de location d'une *tenure* était variable, fixée par un bail. Lorsque celui-ci arrivait à terme, la terre était reprise.

paysans à leur rendre des services personnels dans leur vie somptueuse. Par exemple, les soirs d'été, ils devaient rester près des étangs et frapper l'eau pour empêcher les grenouilles de coasser, afin qu'elle ne réveillent pas en sursaut les propriétaires fonciers , chaque année à l'occasion des fêtes, ils devaient leur offrir des cadeaux, etc. Non contents de cela, les propriétaires fonciers jouissaient de droits de chasse, de garenne et de colombier sur les domaines ; les paysans voyaient alors leurs récoltes ravagées par les piétinements et les pillages, sans pouvoir les empêcher.

Comme le président Mao l'a indiqué : « *Non seulement les propriétaires fonciers, la noblesse et la famille impériale vivaient de l'exploitation des paysans grâce aux fermages, mais l'Etat de la classe des propriétaires fonciers exigeait encore des paysans, impôts, tributs et corvées pour entretenir une foule de fonctionnaires et une armée utilisée contre les paysans eux-mêmes* (1). » En France, les lourds impôts et les taxes diverses que les paysans étaient obligés de verser à l'Etat despotique étaient extrêmement nombreux, mais pouvaient se résumer en deux sortes : soit les impôts directs, comme le cens, l'impôt sur les biens, l'impôt levé par individu, l'impôt sur les tâches militaires, etc. ; soit les impôts indirects, comme les taxes sur le sel, sur les boissons, sur le tabac, etc. Au XVIII[e] siècle, ces impôts et taxes augmentèrent d'année en année, et allèrent parfois jusqu'à priver les paysans de la moitié de leurs revenus. De plus, l'Eglise, en tant qu'important outil de domination de la monarchie féodale, extorquait encore aux paysans 1/10 du produit de leur récolte, en prélevant un impôt appelé la « dîme ».

(1) « La révolution chinoise et le parti communiste chinois », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 328. E.P.

Sous la lourde pression des charges et des impôts, la condition des paysans français était extrêment difficile. Ils étaient souvent obligés d'hypothéquer leur terre, d'emprunter de l'argent auprès d'usuriers dans les moments difficiles, et devenaient ainsi des victimes de l'usure. Quand ils n'avaient pas les moyens de rembourser toutes leurs dettes, leur terre était saisie ; ils ne leur restait plus alors qu'à louer à l'usurier la terre qu'ils avaient toujours travaillée. Ainsi subissaient-ils la double exploitation des propriétaires fonciers et des usuriers.

Toutes ces dures exploitations féodales rendaient non seulement la vie des paysans français extrêmement misérable, mais provoquaient aussi la stagnation continuelle de la production agricole. Dans les campagnes, le manque d'animaux de trait et d'instruments aratoires était un phénomène très courant ; la plupart des paysans ne pouvaient compter que sur la force humaine et sur des outils rudimentaires qu'ils fabriquaient eux-mêmes. Les méthodes de labourage étaient aussi très arriérées : jusqu'avant la grande Révolution de 1789, on pratiqua largement le système d'assolement triennal qui laissait en jachère un grand nombre de terres. Le volume de production des différents produits agricoles était très faible, et en général égal seulement à 3 ou 6 fois celui des semences.

A la suite du renforcement incessant de l'exploitation féodale, la division en classes dans les campagnes s'aggravait continuellement. En France, le dépouillement des paysans se réalisait principalement en les obligeant à céder leurs parcelles. Surtout après la fin du XVII[e] siècle, les seigneurs féodaux s'appuyèrent sur le prétendu « droit de triage »(1) pour occuper à leur guise les terres communa-

(1) En 1669, Louix XIV promulgua un édit qui divisait en 3 parties les terres appartenant nominalement à la commune : une partie allait aux seigneurs, une autre partie allait aux paysans, la dernière restait

les, si bien qu'ils causèrent la ruine d'un grand nombre de paysans. Parmi ces paysans ruinés, certains allaient travailler dans les villes, d'autres restaient à la campagne et devenaient ouvriers agricoles, tandis qu'une assez grande partie d'entre eux tombaient dans la mendicité. Dans les années 1760, il y avait dans toute la France quelques centaines de milliers de personnes qui vivaient en demandant l'aumône. Paris, surnommé la « capitale de la prospérité », comptait 600 000 habitants, parmi lesquels environ 1/5 étaient des mendiants. Des documents de cette époque disent : « *Paris est vraiment plein de mendiants. Où que vous vous arrêtiez, aussitôt voilà une dizaine de mendiants qui vous harcèlent de tous les côtés (...) ce sont tous des paysans qui, à cause de l'oppression, ne peuvent plus rester vivre à la campagne et s'enfuient donc dans les villes demander l'aumône.* »

La pesante exploitation féodale provoquait une puissante résistance des masses paysannes. Du XVIe au XVIIIe siècle, les paysans français ont de nombreuses fois déclenché des soulèvements, et cela sur une échelle chaque fois plus grande. A la veille de la révolution bourgeoise, les luttes antiféodales dans les campagnes de tout le pays étaient comme un immense feu de prairie. Ce sont précisément ces luttes qui ébranlèrent les bases du système féodal, et qui mirent en mouvement la progression de toute la société.

Parallèlement, et à la suite du développement de l'économie marchande, les rapports capitalistes commençaient à s'instaurer dans les campagnes. On voyait apparaître des manufactures séparées à caractère capitaliste : pour augmenter un peu leurs revenus, les paysans s'adonnaient à la production artisanale à domicile pour des entrepreneurs.

---

communale. Cette répartition avait un caractère de pillage évident, elle légalisait l'occupation des terres communales par les seigneurs féodaux.

Le fait que des paysans aisés emploient des travailleurs agricoles était aussi un phénomène assez courant. Jusqu'à la moitié du XVIIIe siècle, cependant, les fermes capitalistes étaient encore en très faible quantité, et les petites exploitations du système féodal occupaient toujours une position dominante.

Les premiers développements de l'industrie et du commerce capitalistes et l'expansion extérieure sous le système monarchique

Du XVIe au XVIIIe siècle, l'économie des campagnes françaises reste relativement arriérée ; l'industrie et le commerce capitalistes des villes connurent néanmoins un développement très grand et très rapide, car ils étaient soutenus par une politique mercantiliste d'Etat et stimulés par la vie luxueuse de la classe dominante, les besoins du marché extérieur.

Dès la fin du XVe siècle, un pouvoir absolutiste centralisé avait déjà été fondé en France. Ce pouvoir, bien qu'il fût une dictature de la noblesse féodale avait, afin d'augmenter les revenus de la monarchie et de satisfaire les besoins matériels de jouissance de la classe dominante, adopté une série de mesures pour promouvoir le développement de l'industrie et du commerce. De plus, après les grandes découvertes géographiques, l'élargissement du marché extérieur et le déplacement de routes maritimes avaient été extrêmement profitables au développement de l'industrie et du capitalisme français. Pendant le XVIe siècle, la manufacture et le commerce extérieur atteignirent ainsi des niveaux assez élevés. A cette époque, dans des branches d'activité telles que celles de la soie, du lin, de la laine, du tapis, de la dentelle, du verre et de la fonte apparurent déjà les germes de l'industrie capitaliste : les manufactu-

res. De nombreux produits de ces secteurs étaient des marchandises destinées à l'exportation et, de plus, une partie des produits agricoles était aussi vendue à l'étranger ; grâce à cela, le commerce extérieur de la France était très développé, et occupait une place assez importante dans l'économie nationale. De grandes villes commerciales, comme Marseille et Lyon, étaient depuis longtemps réputées dans toute l'Europe.

A partir du début du XVII[e] siècle, les rapports capitalistes français connurent un nouveau développement. La monarchie despotique appliquait alors de toutes ses forces une politique mercantiliste pour augmenter la force économique de l'expansion extérieure et améliorer la situation financière nationale. Le « mercantilisme » est à l'origine un produit du développement de l'économie marchande entre le XVI[e] et le XVIII[e] siècle. Son idée fondamentale est de prendre l'augmentation ou la diminution de l'or et de l'argent comme symbole de la richesse ou de la pauvreté de l'Etat. C'est pourquoi les mercantilistes s'efforcèrent de créer un excédent de la balance du commerce extérieur, et de faire rentrer or et argent dans le pays. La mise en application de la politique mercantiliste en France commença à l'époque d'Henri IV (1594-1610) ; l'Etat avait alors adopté nombre de mesures énergiques, stimulant et soutenant le développement de l'industrie et du commerce. Après cela, Louis XIII (1610-1660) continue à appliquer cette politique, qui atteignit son apogée sous le règne de Louis XIV (1661-1715). Le célèbre mercantiliste Colbert, qui assumait alors les fonctions d'intendant des finances, employa les ressources financières de l'Etat pour créer plus de 100 « manufactures d'Etat » jouissant de privilèges. Il adopta aussi toute une série de mesures favorables au développement de l'industrie et du commerce, telles que la baisse du taux d'impôt, la suppression de certaines douanes intérieures, l'offre de prêts et de subventions aux

propriétaires des manufactures, l'allègement des taxes, des impôts et des obligations militaires pour les maîtres manufacturiers et les artisans, l'allocation de fonds à la construction de routes et au creusement de canaux, l'application du protectionnisme, etc.

Par le soutien actif de la politique mercantiliste, la manufacture connut en France un très grand développement. Mais à la fin du XVIIe siècle, la forme principale était toujours les manufactures séparées, où travaillaient des producteurs dispersés un peu partout. La manufacture de draps fins d'Abbeville, par exemple, était le type même de la manufacture séparée. L'échelle de production de cette manufacture était très grande : elle employait plus de 6 000 travailleurs artisanaux de la ville et de la campagne, dispersés dans une zone de 80 kilomètres alentour. A cette époque, le nombre des manufactures réunies était encore très faible, il y en avait seulement près de 200. De petite taille, elles employaient en général seulement une dizaine ou quelques dizaines d'ouvriers. Les plus grandes manufactures réunies employaient plusieurs centaines d'ouvriers, mais étaient toutes de ces « manufactures d'Etat » possédant des privilèges.

Dès le début du XVIIIe siècle, les activités manufacturières augmentèrent sensiblement en nombre, mais atteignirent également un très haut niveau sur le plan technique. A la veille de la Révolution, bien que les manufactures séparées occupassent une place prépondérante, les manufactures réunies virent leur nombre augmenter jusqu'à 514, et leur échelle de production s'élargir. A Abbeville par exemple, la manufacture Van Robais qui fabriquait des draps employait 1 700 ouvriers, et la Compagnie minière d'Anzin atteignait le chiffre de plus de 4 000. Le rapide développement de la manufacture donna une impulsion aux innovations des techniques de production ; dans quelques grandes manufactures on commençait déjà à emplo-

yer les machines et la vapeur. A l'époque, c'était l'industrie française qui avait le plus haut niveau technique parmi les pays du continent ouest-européen. L'habileté des artisans français était réputée jusqu'à l'étranger et jouissait d'un très haut prestige. La France avait de nombreux produits manufacturés, surtout des produits comme les bijoux, les porcelaines, les dentelles, les cosmétiques, les meubles luxueux qui étaient toujours bien vendus dans le pays et à l'étranger, et que se disputaient la cour, la noblesse et la bourgeoisie de toute l'Europe.

Sous le contrôle de la politique mercantiliste, depuis le XVII[e] siècle, la monarchie despotique française attacha toujours une grande importance au développement du commerce extérieur. Elle soutint en plus de toutes ses forces l'agression colonialiste, et hâta son expansion extérieure. Pour cela, le gouvernement français, d'une part appliqua activement le protectionnisme afin d'éviter la pénétration de produits étrangers, d'autre part ouvrit largement des marchés à l'étranger, et stimula l'exportation des produits de son pays. L'Etat avait d'ailleurs déjà dépensé d'énormes ressources financières à créer une gigantesque flotte de commerce et de guerre, et à établir spécialement plusieurs compagnies de commerce jouissant de monopoles de navigation. De 1716 à 1789, le montant du commerce extérieur français augmenta de 400 %. A la veille de la Révolution, le produit commercial annuel brut atteignit environ 1 100 millions de livres (ancienne monnaie d'un poids de 5 grammes d'argent), plaçant la France après l'Angleterre, au second rang mondial. A cette époque, la France avait des relations commerciales avec toute l'Europe, ainsi qu'avec les Etats-Unis, les Indes et les régions du Proche-Orient ; 1/4 environ de son commerce se faisait avec les colonies. Elle exportait principalement des articles de luxe et des produits agricoles, et importait surtout des matières premières (coton, cuir, bois) et des produits spéciaux aux

colonies (épices, indigo, café, cacao). Les négociants français, en même temps qu'ils pratiquaient le commerce des marchandises, s'adonnaient à la traite des esclaves et au pillage maritime. Commerçants, mais aussi marchands d'esclaves et pirates, ils utilisaient tous les moyens pour s'enrichir et accumulaient un gros capital-argent pour le développement du capitalisme français.

Le pillage colonial était encore un moyen important du mercantilisme pour augmenter la richesse de l'Etat. Les chefs de file de plusieurs dynasties françaises furent tous de cruels tyrans coloniaux. Lorsque Louis XIII monta sur le trône, il établit, par le biais de « compagnies de commerce » à l'étranger, de nombreux points d'appui coloniaux en Amérique centrale, en Amérique du Sud, dans les Antilles et dans l'archipel des Indes occidentales. Il participa aussi directement à la Guerre de Trente ans en Europe, s'empara de l'Alsace et de la Lorraine, et étendit le territoire français jusqu'à la rive ouest du Rhin. A l'époque de Louis XIV, on mena encore plus frénétiquement l'expansion extérieure. Entre 1667 et 1697, la France entreprit trois guerres, et s'empara successivement du Canada, de la Louisiane, du riche archipel des Indes occidentales, de Madagascar ainsi que d'une partie des Indes. A la fin du XVII[e] siècle, les activités coloniales de la France atteignirent leur apogée. Ce n'est qu'après la fin du XVIII[e] siècle, et à cause de la montée de la force coloniale de l'Angleterre, que la France subit plusieurs défaites dans de violentes luttes avec celle-ci pour s'assurer l'hégémonie coloniale, et qu'elle fut chassée du Canada et de nombreux comptoirs importants des Indes ; les activités expansionnistes de la France subirent des revers et sa force coloniale en fut gravement affaiblie.

La situation décrite ci-dessus montre que, du XVI[e] au XVIII[e] siècle, l'économie capitaliste française connaissait déjà un certain développement. Bien que la bourgeoisie ne

possédât pas encore le pouvoir, les forces économiques étaient quand même relativement puissantes. Parrallèlement, le nombre des ouvriers français progressait. A la veille de la Révolution, les travailleurs des manufactures atteignaient dans tout le pays le chiffre de 9 millions. Ils étaient les précurseurs du prolétariat de l'industrie moderne, se trouvaient privés de tout pouvoir sur le plan politique et excessivement pauvres sur le plan économique. Parmi eux, c'était surtout les ouvriers des manufactures réunies qui avaient la situation la plus misérable. Le temps de travail atteignait 16 à 18 heures par jour ; le salaire quotidien était seulement de 20 à 25 sous (20 sous = 1 livre), alors que 4 ou 5 sous étaient nécessaires pour acheter une livre de pain. Sous une exploitation et une oppression aussi cruelles, la conscience de classe des ouvriers s'élevait graduellement, et ils déclenchaient souvent des luttes spontanées.

La Révolution bourgeoise de 1789 à 1794 et la dislocation du système féodal

Du XVI[e] au XVIII[e] siècle, le développement de l'industrie et du commerce capitalistes français se fit, à un certain degré, grâce au soutien de la monarchie despotique. Mais le but de la monarchie, en pratiquant une politique mercantiliste, en soutenant l'industrie et le commerce, n'était pas de développer le capitalisme, mais plutôt de se procurer une source de revenus, afin de pourvoir au gaspillage et à la jouissance de la classe dominante. Puisqu'il représentait des rapports de production arriérés et réactionnaires, le système féodal était en fin de compte un obstacle à la progression sociale, un obstacle au développement de l'économie capitaliste. Cela se manifestait principalement dans les quelques aspects suivants :

Premier point. Le système foncier féodal, profondément enraciné, clouait étroitement les paysans sur les terres des seigneurs ; la cruelle exploitation féodale laissait stagner la production agricole dans un état arriéré, et la vie des paysans était excessivement pauvre. Ainsi, le problème de la force de travail libre et du marché d'écoulement des produits, éléments nécessaires au développement du capitalisme, ne pouvait être résolu avant longtemps.

Second point. Sous le féodalisme, le système des corporations fixait strictement la quantité et la qualité des produits, le nombre des travailleurs ; de plus, le gouvernement despotique contrôlait rigoureusement les activités des entreprises. Cela restreignait fort le développement de la production. En outre, à l'intérieur du pays, toutes les régions n'avaient pas les mêmes systèmes de poids et mesures, les mêmes systèmes monétaires et douaniers. Partout se dressaient des douanes ; les transports et les communications étaient en plus très incommodes ; chaque fois que des marchandises passaient la limite d'un territoire, un cours d'eau ou un village, il fallait payer une taxe, et cela en limitait naturellement la circulation. Selon des documents de l'époque, de l'alcool d'Orléans vendu en Normandie devait avoir son prix de vente multiplié par 20, tandis que des marchandises amenées de Chine en France ne coûtaient que 2 ou 3 fois plus cher que leur prix de départ. C'est dire quelles difficultés connaissaient les relations commerciales à l'intérieur de la France !

Troisième point. L'imposant système des ordres féodaux et les privilèges suprêmes dont jouissait la classe dominante étaient aussi des obstacles sévères au développement de l'industrie et du commerce. En France, la population était divisée en trois ordres. Le clergé était le premier ordre, la noblesse le second ; ces deux ordres consituaient la classe dominante, et le roi absolu était leur représentant. Le clergé et la noblesse représentaient seulement 1 %

des 26 millions d'habitants du pays, mais monopolisaient toutes les terres, jouissaient de privilèges comme l'exemption d'impôts, l'exercice de fonctions élevées, etc., et menaient une vie parasitaire, honteusement débauchée. La large masse des paysans, des travailleurs artisanaux ainsi que les bourgeois appartenaient au troisième ordre (Tiers Etat), et constituaient la classe opprimée. Parmi eux, la bourgeoisie montante, bien que puissante sur le plan économique, se trouvait privée du pouvoir sur le plan politique. Le principe qui disait « le clergé prie pour le roi, les nobles combattent pour lui, le Tiers-Etat lui fournit les biens » était le principe sacré du système féodal français ; il reflétait concrètement les positions de classe différentes de chacun des ordres.

Quatrième point. Le pouvoir despotique féodal gênait aussi sérieusement le développement de l'économie capitaliste. La monarchie despotique française avait fondé une gigantesque force armée et un ensemble complet d'organisations bureaucratiques pour protéger la domination féodale ; cette armée et ces fonctionnaires ne se maintenaient qu'en accablant le Tiers-Etat d'impôts insupportables. De plus, la noblesse de cour menait une vie de débauche, dépensait sans compter, et chaque année il fallait gaspiller une grande quantité d'argent du Trésor national pour pourvoir à sa recherche des plaisirs. Il faut aussi ajouter à cela le déclenchement continuel de guerres d'agression. Finalement, le peuple était pauvre et le pays en difficulté, la situation financière de l'Etat s'aggravait sans cesse, les impôts et les charges du Tiers-Etat étaient de plus en plus pesants, le peuple travailleur était plongé dans une profonde misère.

Ce qui précède montre que le système féodal français était un véritable carcan, gênant le progrès social et retenant le développement des forces productives. Par suite du développement continu des contradictions de classes à l'in-

térieur du pays, la crise du système féodal devint chaque jour plus apparente. A la fin du XVIII[e] siècle, les conditions de la révolution bourgeoise arrivèrent à maturité et, en 1789, finit par éclater la grande Révolution française qui eut une énorme signification historique.

La grande Révolution française fut une violente lutte antiféodale. Ce fut une révolution démocratique dirigée par la classe bourgeoise et à laquelle participèrent activement de larges masses populaires. Et c'est justement parce qu'elle s'appuya sur l'immense force des paysans et des travailleurs artisanaux que la bourgeoisie put vaincre le système féodal et obtenir la victoire. Toute la révolution se développa en un mouvement de vagues successives, et peut se résumer en trois étapes.

La première étape fut la période de la domination des constitutionnels monarchiques de juillet 1789 à février 1792 ; la seconde étape fut la période de la domination des Girondins d'août 1792 à mai 1793 ; la troisiéme étape fut la période de la dictature jacobine de juin 1793 à juillet 1794. Les deux premières périodes furent en réalité la dictature de la grande bourgeoisie : ceux qui eurent le pouvoir étaient des capitalistes des finances et des nobles libéraux. Ils avaient mille liens avec les forces féodales, et n'étaient fondamentalement pas d'accord pour entreprendre une réforme complète ; c'est seulement sous la puissante pression de la situation révolutionnaire qu'ils adoptèrent des mesures antiféodales. Par exemple, lors de la célèbre nuit du 4 août, bien que fût proclamée « l'abolition de toutes les corvées féodales », les paysans ne furent pas pour cela délivrés du carcan féodal. En effet les seules à être abolies sans contrepartie furent des corvées féodales secondaires, comme par exemple les privilèges de chasse et de garenne pour les seigneurs. Quant aux rentes importantes et autres tributs, ils ne devaient être supprimés que contre rachat. La dîme disparut nominalement, mais on

proclama qu'il faudrait « utiliser d'autres formes pour pourvoir aux dépenses de la religion et à la vie des prêtres ».

Les mesures antiféodales qu'appliqua activement la grande bourgeoisie ne furent que des mesures directement favorables à son propre développement. Peu de temps après la Révolution, les barrières douanières intérieures furent supprimées, les corporations abolies ; on mit en pratique dans tout le pays l'unification du système monétaire et des poids et mesures, on proclama la liberté et la non-limitation des activités industrielles et commerciales. En plus, la « déclaration des droits de l'homme » fut adoptée, qui fixa l'inviolabilité sacrée des biens privés et consolida « la liberté, l'égalité, la fraternité » bourgeoises sous forme de lois.

La grande bourgeoisie haïssait pariculièrement le mouvement ouvrier. Pour réprimer la résistance des ouvriers, elle promulgua férocement la loi réactionnaire Le Chapelier (1), qui interdisait rigoureusement à ceux-ci les groupements, les associations et les grèves. Ainsi, « *dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir* (2). »

Sous la dictature de la grande bourgeoisie, les problèmes agraires des paysans français ne furent absolument pas résolus. Cela parce que cette grande bourgeoisie ne prit pas vraiment en compte les intérêts fondamentaux des

(1) La loi Le Chapelier fut adoptée le 14 juin 1791 par l'Assemblée Constituante, après proposition du législateur Le Chapelier. Elle déclara illégales toute grève ouvrière et toute espèce d'association d'ouvriers. Les contrevenants étaient passibles d'une amende de 500 livres et de la privation pendant un an de leurs droits politiques. C'était une loi bourgeoise, haïssant à l'extrême les ouvriers, et réactionnaire au possible. Elle fut seulement abolie en 1864.

(2) K. Marx, « Le Capital », Livre I, t. 3, p. 182. E.S.

paysans. Elle proclama l'abolition de la propriété féodale de la terre, détruisant ainsi le droit de monopole des seigneurs sur celle-ci. Cependant elle ne le fit que dans le but de transformer la terre en marchandise et en cible pour les investissements libres, afin de faciliter le développement du capitalisme. Mais elle craignait encore plus de voir toucher au système de propriété privée, et elle ne voulait pas adopter de procédés révolutionnaires permettant aux paysans d'obtenir des terres sans contrepartie. Aussi, s'agissant des territoires de la noblesse et des biens fonciers de l'Eglise, elle fixa des conditions de rachat terriblement dures (prix très élevés, délais de paiement très courts, obligation d'acheter par grandes parcelles). C'était évidemment un problème insurmontable pour les paysans. Finalement, d'énormes quantités de terres tombèrent entre les mains de la bourgeoisie et des paysans riches.

Dans la troisième étape de la Révolution, la période de dictature jacobine, ce furent des radicaux bourgeois alliés avec les paysans et les pauvres des villes qui détinrent le pouvoir. Lénine a signalé que « *les jacobins de 1793 représentaient la classe la plus révolutionnaire du XVIIIe siècle, les éléments pauvres des villes et des campagnes* (1). » Au cours de leur période de gouvernement, les jacobins adoptèrent une série de mesures révolutionnaires antiféodales, et eurent le soutien et l'approbation des masses populaires.

Ils résolurent de façon relativement conséquente les questions agraires des paysans. Suivant trois décrets promulgués successivement, les terres communales dont s'étaient emparés les seigneurs furent rendues aux paysans et réparties selon le nombre de personnes. Dans les endroits où aucune terre ne pouvait être divisée, on attribua 1 arpent (30 ares) de terre à chaque famille. On confisqua

(1) « Sur les ennemis du peuple », Lénine, Œuvres, t. 25, p. 54.

également les biens fonciers de la maison royale, de l'Eglise et de la noblesse en fuite, et on les divisa en petites parcelles que l'on vendit aux paysans, payables sur 20 ans sans intérêts. Toutes les autres corvées féodales furent aussi entièrement abolies sans contrepartie. Dès lors se forma en France une large couche de petits paysans.

Les jacobins adoptèrent également, en de nombreux domaines, une politique favorable aux éléments pauvres des villes. Par exemple, ils présentèrent un programme destiné à pratiquer largement une garantie sociale ; ils déclarèrent criminels les accapareurs et les spéculateurs, bloquèrent les prix des articles de première nécessité, interdirent la pratique du marché noir, etc. Pour modifier les différences entre les niveaux de vie, ils allèrent même jusqu'à prendre la décision de n'autoriser la cuisson que d'une seule sorte de pain (appelé « pain de l'Egalité »).

Ces mesures prises par la dictature jacobine incarnent son caracètre démocratique révolutionnaire. Mais comme elle fut quand même un pouvoir représentant les intérêts de la bourgeoisie, elle ne put échapper aux limites de la classe bourgeoise. Ainsi, dans la Constitution proclamée lors du gouvernement jacobin, l'accent est particulièrement mis sur « l'inviolabilité sacrée des biens privés » ; sur le plan du problème agraire, elle ne confisqua pas toutes les terres des seigneurs féodaux, et ne pratiqua pas une répartition sans contrepartie ; enfin, sur l'importante question de savoir comment traiter les ouvriers, elle adopta paradoxalement un décret limitant seulement le maximum des salaires et non pas le minimum, et elle continua aussi à appliquer la loi réactionnaire Le Chapelier.

En résumé, la grande Révolution française fut, après la révolution anglaise du XVII[e] siècle et la guerre d'Indépendance des Etats-Unis du XVIII[e] siècle, une révolution bourgeoise encore plus radicale, encore plus profonde. Elle renversa par des procédés révolutionnaires la solide domi-

nation féodale, résolut de façon démocratique les problèmes agraires des paysans, et créa ainsi des conditions favorables au développement du capitalisme français. En outre, elle stimula les luttes antiféodales des autres pays européens, et donna une impulsion aux mouvements de libération nationale d'Amérique latine. Aussi revêt-elle une signification extrêmement importante dans l'histoire mondiale. Exactement comme l'indiqua Lénine, « *pour la classe qu'elle a servie, la bourgeoisie, elle a fait tant que tout le XIXe siècle, ce siècle qui a donné la civilisation et la culture à l'humanité, s'est écoulé sous le signe de la Révolution française* » (1). Lorsqu'il analysa les particularités de la révolution chinoise, le président Mao remarqua aussi : « *Quand la bourgeoisie des pays d'Europe et d'Amérique, et spécialement de France, était encore dans sa période révolutionnaire, les révolutions bourgeoises étaient relativement conséquentes* (2).

2. LE RAPIDE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE APRES LA REVOLUTION BOURGEOISE ET L'ETABLISSEMENT DU SYSTEME CAPITALISTE.

L'existence prolongée de la petite exploitation et son influence sur le développement de l'économie capitaliste

La Révolution bourgeoise française avait détruit le système foncier féodal et amené de profonds changements dans les rapports économiques à la campagne. Lorsque

(1) « Ier congrès de l'enseignement extrascolaire de Russie », Lénine, Œuvres, t. 29, p. 275.

(2) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de* Mao Tsé-toung, t. 2, p. 374. E.P.

les paysans eurent obtenu un certain nombre de terres, la propriété parcellaire commença à s'établir largement sur tout le territoire. L'existence prolongée de la petite exploitation fut une particularité importante de l'économie nationale française.

Mais dans les conditions capitalistes, le petit paysan ne peut pas échapper à son pénible destin. Marx a écrit : « *Au cours du XIXe siècle (...), le capital bourgeois remplaça la propriété foncière aristocratique. La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire* (1). » Après la Révolution, le joug capitaliste remplaça le joug féodal. Les paysans français subirent la dure exploitation des capitalistes de l'industrie et du commerce, mais durent en plus payer de lourds impôts à l'Etat bourgeois ; et lorsqu'ils connaissaient des difficultés et se trouvaient dans une impasse, ils étaient à nouveau obligés d'accepter les prêts à gros intérêt des usuriers. A propos de la cruelle oppression que subissaient alors les paysans français, Marx a cité des documents particulièrement clairs : en 1840, le produit brut de l'agriculture s'élevait à 5,237 milliards de francs ; après déduction des frais de culture et de la consommation des paysans, ils restait un produit net de 1,685 milliards de francs, auquel il fallait encore retrancher 550 millions pour les intérêts hypothécaires, 350 millions pour les impôts, 107 millions pour les droits d'enregistrement, de timbres, d'hypothèques, etc., et 100 millions de frais de justice. La somme qui restait finalement était seulement de 538 millions de francs, ce qui en moyenne ne fait même pas 25 francs par personne. C'est dire quelle pauvreté connaissaient les paysans de France !

(1) K. Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », p. 130. E.S.

Pauvres, les paysans français s'engageaient inévitablement sur la voie de la faillite. Engels a mis l'accent sur ce fait : « *leur situation (...) est sans espoir aucun, aussi longtemps que le capitalisme sera au pouvoir* » « *il est absolument impossible de conserver leur propriété parcellaire en tant que telle* » (1). Il a souligné qu'avant le milieu du XIX[e] siècle, presque chaque année, un nombre incalculable de familles paysannes devenaient prolétaires, et un nombre encore plus grand de petits paysans se trouvait au bord de la faillite, dans une situation extrêmement précaire.

D'un autre côté, bien que le phénomène de faillite des paysans fût très grave à cette époque, la petite exploitation ne fut pas détruite, mais continua d'exister largement pendant une longue période. La raison principale en est que, dans les campagnes françaises, les frénétiques activités d'usure retardèrent à un haut degré le processus de séparation des paysans de la terre. Le pauvre paysan hypothéquait la terre auprès des usuriers : son but essentiel était de conserver à tout prix sa propre parcelle. Mais dès qu'il était la proie du capital usurier, il était obligé de céder au capitaliste « *non seulement une rente foncière, non seulement le profit industriel, en un mot non seulement* tout le bénéfice net, *mais même* une partie du salaire » (2). C'est pourquoi les usuriers cupides préféraient garder sur les terres les paysans déjà ruinés et qui ne pouvaient pas rembourser leurs dettes, afin de continuer à leur sucer le sang. C'est justement cela qui permit à la propritété parcellaire d'exister si longtemps. De plus, à cause du continuel accroissement de la population, les terres des paysans furent divisées en parcelles toujours plus petites, et de nombreuses familles de paysans apparurent.

(1) Engels, « La question paysanne en France et en Allemagne », *Œuvres choisies de* K. Marx et F. Engels, t. 3, p. 502. Moscou/Paris.

(2) K. Marx, « Les luttes de classes en France (1848-1850) », p. 139. E.S.

Aussi, jusqu'à la dernière moitié du XIXe siècle, la petite exploitation eut la prépondérance absolue en agriculture, mais augmenta aussi sur le plan quantitatif. En 1862, il y avait en France 2,44 millions de familles de petits paysans, occupant chacune de 1 à 10 hectares de terre, et en 1882 il y en avait 2,6 millions tandis que les familles de très petits paysans n'occupant même pas 1 hectare de terre étaient au nombre de 2,2 millions.

L'existence prolongée, sur une grande échelle, de la petite exploitation, fut un grave obstacle au développement de l'économie capitaliste française. D'abord, elle liait étroitement les masses paysannes aux petites parcelles et limitait la formation d'une force de travail libre. A cause surtout de l'extrême pauvreté de la vie des paysans et de leurs difficultés pour élever des enfants, l'accroissement de la population française était beaucoup plus lent que celui des autres pays européens, et cela créa un phénomène d'insuffisance générale de main-d'œuvre dans la production industrielle et agricole. Ensuite, les petits paysans pauvres ne pouvaient pas acheter beaucoup de marchandises, ils se suffisaient à eux-mêmes pour l'essentiel des produits nécessaires à leur consommation. Aussi le marché intérieur français était-il extrêmement restreint, et le développement de l'économie marchande et de l'industrie capitaliste en subissait-il grandement l'influence. Enfin, la force économique des petits paysans était des plus faible. Ils manquaient d'animaux de trait et d'instruments aratoires indispensables, ils avaient difficilement les moyens de se procurer des machines agricoles et des équipements coûteux, et ne pouvaient donc pas entreprendre largement des travaux d'amendement des sols et d'aménagement hydraulique. Exactement comme l'a indiqué Marx, « *l'exploitation de la parcelle ne permet aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent, aucune*

diversité de développement » (1). Cette situation créa la stagnation et le sous-développement de l'agriculture, mais en plus, fit que le développement de l'industrie manqua des conditions premières dont il avait besoin.

Après la Révolution, en même temps que l'existence sur une grande échelle de la petite exploitation, l'accroissement des rapports capitalistes constitua aussi une tendance importante de l'agriculture. D'une part, au cours du processus de faillite et de division en classes des paysans parcellaires, un petit nombre de paysans aisés commença à acheter des terres et à créer des fermes capitalistes. D'autre part, la bourgeoisie qui s'était emparée d'une grande quantité de propriétés foncières pendant la Révolution, et une partie de la noblesse encore en possession de domaines, entreprirent peu à peu l'exploitation personnelle des terres. En 1862, il y avait 150 000 fermes capitalistes dans toute la France, occupant 40 % des terres cultivées et employant plus de 900 000 ouvriers agricoles.

Les fermes capitalistes pouvaient utiliser des machines et des engrais, adopter de nouvelles techniques et méthodes de travail de la terre, et élevaient grandement leur productivité agricole. D'ailleurs la grande Révolution avait détruit les rapports féodaux, et dans tous les cas fut favorable au développement de la production. Après la révolution, la production des cultures connut une augmentation remarquable. De 1812 à 1870, la valeur globale de la production agricole française passa de 300 millions de francs à 750 millions, soit une augmentation de 150 % ; si l'on tient compte des estimations de la baisse des prix des produits agricoles à cette époque, l'accroissement réel de la production est alors encore plus grand et sans précédent dans l'histoire de France. Bien sûr, la vitesse d'accroissement de la production agricole était encore beaucoup plus

(1) K. Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », p. 126. E.S.

lente que celle de l'industrie : en 1812, la valeur globale de la production agricole était de 50 % plus grande que la valeur globale de la production industrielle ; à la fin des années 60, elle ne représenta plus que 62,5 % de cette valeur globale.

Le rapide développement de la production industrielle et l'achèvement, pour l'essentiel, de la révolution industrielle

La Révolution bourgeoise française balaya l'obstacle féodal et amena un grand développement de la production industrielle capitaliste jusqu'aux années 70 du XIXe siècle. Son résultat concret fut l'achèvement, pour l'essentiel, de la révolution industrielle et l'établissement définitif du capitalisme.

Le développement de l'industrie française à cette époque peut se diviser en trois étapes.

La première étape s'étend de 1795 à 1815, soit d'après la Révolution jusqu'à l'achèvement de la dictature napoléonienne. C'est la période où furent jetées les premières bases de l'industrie moderne française. Le pouvoir napoléonien d'après la Révolution fut un pouvoir qui représenta les intérêts de la bourgeoisie financière et de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Pour soutenir le développement de l'industrie et du commerce à l'intérieur du pays, il pratiqua une politique protectionniste stricte, offrit une grande quantité de commandes d'Etat et de subventions aux entreprises, et adopta une série de mesures telles que l'émulation par les primes, la mise en place d'un système de monopoles, la tenue de foires, etc. Le gouvernement napoléonien créa aussi la Banque de France, établit un ministère du commerce et de l'industrie, et publia le Code Napoléon dans le but de consolider les biens privés de la bourgeosie. Pour étendre la force économique de la

France à l'étranger et contrôler tout le marché européen, Napoléon déclencha également des guerres d'agression. Il vainquit successivement la Hollande, l'Italie et l'Allemagne, et occupa la moitié de l'Europe. La France, non seulement retira d'énormes richesses des pays vaincus, mais obtint aussi un vaste marché. Pendant cette période, une violente lutte se déroula entre la France et l'Angleterre en vue de s'assurer l'hégémonie mondiale. En 1806, Napoléon proclama le Blocus Continental, qui interdit à l'Europe toute relation économique avec l'Angleterre, dans le but de juguler celle-ci.

Cette politique stimula grandement le développement de l'industrie française. Pendant la période qui s'étendit après la Révolution jusqu'en 1815, la production de fonte s'accrut de plus de 100 %, la production de lainages de 300 %. L'emploi de machines dans l'industrie se multiplia, et de très grandes entreprises firent leur apparition. La filature Richard-Lenoir, par exemple, employait, en 1810, 12 822 ouvriers et possédait même ses propres plantations de coton. Pendant cette période, les richesses accumulées par la bourgeoisie augmentèrent avec rapidité. Cela amena des conditions propices à un développement plus grand de l'industrie capitaliste et, par conséquent, jeta les premières bases de la révolutions industrielle.

Mais il faut aussi souligner que certains côtés de la politique du gouvernement napoléonien eurent un effet destructeur sur le développement de l'économie nationale française. Particulièrement dans la dernière période du règne de Napoléon, le déclenchement incessant de guerres créa des difficultés aux finances de l'Etat, et provoqua une pénurie d'articles et une hausse des prix. Les guerres firent passer sous les drapeaux 3 millions d'hommes valides, parmi lesquels 1 million moururent au front. Il en résulta que certains villages ne possédèrent plus d'hommes adultes, et que le phénomène d'insuffisance de main-

d'œuvre fut extrêmement grave. En plus, la France souffrit elle-même des conséquences du Blocus Continental : de nombreux secteurs industriels furent mis en difficulté par l'interruption de l'arrivée des matières premières ; le commerce extérieur fit une chute vertigineuse. Tout cela influença le cours de la révolution industrielle française et accéléra l'effondrement du pouvoir napoléonien. Pour résumer, sous Napoléon, le développement de la production industrielle fut très rapide, mais qu'il s'agît de sa vitesse ou de son niveau, ils étaient tous deux bien plus arriérés que ceux de l'Angleterre. La France, n'utilisant alors que très peu de machines, se trouvait encore essentiellement à l'étape manufacturière.

La seconde étape, qui s'étend de 1815 à 1848, est la période de la domination de la dynastie des Bourbons et des Orléans. A cette époque, la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays était relativement calme, les dégâts causés par les guerres disparaissaient progressivement. Pour accélérer le développement de l'industrie, la France engagea à l'étranger de nombreux ouvriers qualifiés, importa d'Angleterre une grande quantité de machines, et éleva fortement le niveau technique de son industrie. La révolution industrielle se développa ainsi largement en France.

La filature était le principal secteur industriel de la France et également le secteur qui employa le premier des machines de façon généralisée. A la fin des années 1840, il y avait dans tout le pays 566 filatures de coton, 116 000 machines à filer et 3,5 millions de broches. Pour la filature de la soie on comptait 90 000 machines et pour la filature de la laine, on commençait aussi à employer des machines à carder et des machines à filer. Ce fait amena une hausse condidérable de la production textile, qui occupa la première place dans le marché de l'exportation, et devint la principale rivale de la production anglaise. Dans

la métallurgie et l'industrie minière, grâce au remplacement d'équipements et à la propagation de nouvelles techniques, le rendement s'accrut aussi très vite. La production de fonte, de 110 000 tonnes en 1818, passa à 4 millions de tonnes en 1848. La production de charbon, de 880 000 tonnes en 1815, passa à 4 millions de tonnes en 1848 ; mais la France ne pouvait pas encore satisfaire elle-même à ses besoins en charbon et devait importer chaque année 1/3 du montant de sa consommation. L'augmentation foudroyante de l'emploi de la machine à vapeur fut le symbole du large développement de la révolution industrielle. En 1820, la France possédait seulement 39 machines à vapeur, en 1848 elle en avait 5 212, développant une puissance de 65 000 chevaux-vapeur. Au cours des années 20 et 30, la fabrication de machines s'établit peu à peu, on commença à fabriquer des machines à vapeur et d'autres machines. Le rapide développement de la production industrielle fit également progresser les transports et les communications. En 1831, la France commença à construire la première voie ferrée longue de 39 kilomètres ; en 1848, la longueur totale de voie ferrée atteignait 1931 kilomètres. Mais à cette époque, la production de fer de la France était insuffisante et il lui fallait importer depuis l'Angleterre des rails à des prix très hauts (les seuls droits de douanes s'élevaient à 275 francs la tonne). La construction ferroviaire ne pouvait donc pas encore être entreprise à grande échelle.

La troisième étape fut la période du Second Empire de 1848 à 1870, ce fut l'étape d'achèvement de la révolution industrielle française. Au cours de cette période, la stabilité provisoire à l'intérieur de la France fournit des conditions favorables à un nouveau bond industriel. Marx a déclaré : « *Sous l'empire, la société bourgeoise, libérée de tous soucis politiques, atteignit un développement dont elle n'avait jamais eu idée. Son industrie et son commerce at-*

teignirent des proportions colossales ; la spéculation financière célébra des orgies cosmopolites (1). »

Dans les années 50 et 60, l'accroissement particulièrement rapide de l'industrie lourde fut caractéristique du développement industriel français. En 20 ans, les productions de charbon et de fer augmentèrent de 200 % et atteignirent respectivement les chiffres de 13,46 millions de tonnes et 1,38 millions de tonnes. La production d'acier fut multipliée par 8 mais resta faible en valeur absolue en atteignant seulement le chiffre de 100 000 tonnes. La quasi-totalité de cet acier était utilisée dans la fabrication d'ustensiles tranchants et d'armes, mais ne pouvait encore pourvoir aux besoins d'autres secteurs. L'autre caractéristique du développement industriel de cette période fut l'essor de la construction ferroviaire. En 1870, les lignes principales étaient presque toutes achevées, la longueur totale de voies ferrées était de 17 929 kilomètres. Un fait qui mérite également attention, c'est que, dès 1857, la plus grande partie du chemin de fer français était déjà concentrée dans les mains de six grandes compagnies. La construction ferroviaire à grande échelle permit le développement de l'industrie française et fut en même temps un des résultats de la révolution industrielle.

Grâce à la multiplication des nouvelles techniques et des nouveaux équipements, le développement de l'industrie légère conserva encore une vitesse relativement élevée. Dans la filature et d'autres secteurs importants, la production mécanisée avait déjà remplacé presque partout le travail manuel ; l'emploi de la vapeur s'était aussi élargi. Pendant toute la période des années 50 à 60, l'économie nationale française connut un développement sans précédent, le revenu national doubla, la valeur globale de la production industrielle tripla (atteignant le chiffre de 12

(1) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 68. E.P.

milliards de francs). A ce niveau, la révolution industrielle était pratiquement achevée et le système capitaliste définitivement établi.

Mais il faut indiquer qu'à cette époque, il y avait encore de nombreux point faibles dans l'industrie française, ce qui démontre bien le déséquilibre du développement de l'économie capitaliste. D'abord, bien que l'industrie ait connu un grand développement, l'industrie légère et surtout les secteurs produisant des vêtements à la mode, des meubles précieux et des objets de grand luxe, occupaient encore une position importante. Par exemple, la valeur de la production annuelle de l'industrie minière et de transformation des métaux était seulement de 565 millions de francs, tandis que la valeur de la production annuelle de vêtements et d'objets de luxe atteignait 1 500 millions de francs. D'autre part, malgré l'apparition de nombreuses entreprises de plus de 1 000 personnes, les petites entreprises avaient toujours une grande part dans l'industrie. Dans toute la France, il y avait 75 % des entreprises qui employaient moins de 10 ouvriers et près de 60 % des ouvriers travaillaient dans ces petites entreprises. Il restait aussi un certain nombre de manufactures, employant en moyenne seulement 1,7 ouvrier. De plus, le développement de l'industrie française n'était pas très rapide comparativement aux autres pays capitalistes. Au début des années 1860, la production industrielle de la France, bien qu'au second rang mondial, était très arriérée par rapport à celle de l'Angleterre, placée en tête. En outre, à cause d'une vitesse de développement inférieure à celles des Etats-Unis et de l'Allemagne alors en pleine expansion, elle se fit dépasser par ces deux pays et recula au quatrième rang mondial à la fin des années 60.

Par suite du développement de la production industielle et parallèlement à l'enrichissement de la bourgeoisie, la situation de la classe ouvrière s'aggravait de jour en jour,

la lutte de classes s'aiguisait davantage. Après la Révolution, le gouvernement de Napoléon avait déjà adopté des mesures réactionnaires pour tenir tête aux travailleurs. A ce moment, bien que les salaires aient légèrement augmenté, de 15 % en 1810 par rapport à 1800, le temps de travail excessivement long et les conditions déplorables plongeaient les ouvriers dans une souffrance sans nom. Pendant la Restauration, l'exploitation de la classe ouvrière s'aggrava, la journée de travail augmenta jusqu'à 14-16 heures et l'intensité du travail s'éleva. Les prix ne cessèrent de monter, tandis que les salaires diminuaient énormément. Au début des années 1830, la situation de la classe ouvrière continua à s'aggraver. Pendant les 18 années du règne de Louis-Philippe, le salaire réel diminua de 15 à 20 %. Au cours du bond économique des années 50-60, l'enrichissement de la bourgeoisie présenta un contraste frappant avec la misère croissante du peuple travailleur. Le salaire moyen de l'ouvrier augmenta nominalement de 8 à 10 % seulement, tandis que les produits alimentaires et les loyers firent un bond de 50 % ; si bien que les revenus de la majorité des ouvriers leur permettaient difficilement de se maintenir à un niveau de vie minimum, et qu'ils enduraient de grandes privations à longueur d'années. Quant à la bourgeoisie, l'exploitation forcenée qu'elle faisait des ouvriers lui permettait de se repaître grassement et de mener une vie de débauche. Comme Marx l'indiqua, « *la misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, factice et crapuleux* (1). »

A la suite du développement du capitalisme industriel et de la paupérisation du prolétariat, les contradictions de classes à l'intérieur de la France s'aiguisèrent de jour en jour. Déjà dès le début du XIX[e] siècle, les ouvriers fran-

(1) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 68. E.P.

çais avaient commencé à s'organiser en associations, et menaient souvent des luttes spontanées pour obtenir des avantages économiques. Mais à cette époque, ils n'étaient pas encore arrivés à maturité sur le plan politique, le développement du capitalisme en était encore à ses débuts et surtout, la grande industrie moderne n'avait pas encore commencé son édification. Dans de telles conditions historiques, on vit alors naître la théorie du socialisme utopique représentée par Saint-Simon (1760-1825) et par Fourier (1772-1837). Puis, la poursuite de la révolution industrielle amena graduellement la classe ouvrière à maturité ; elle s'engagea alors sur la scène politique. En 1831 particulièrement, l'insurrection des ouvriers de la soie à Lyon marqua l'entrée du mouvement ouvrier français dans une nouvelle étape. Dès lors, « *la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie passait au premier plan de l'histoire des pays les plus avancés d'Europe* » (1). Ensuite, éclata en 1832 une insurrection à Paris et, en 1834, la seconde insurrection lyonnaise. De 1840 à 1850, des mouvements de grève surgirent encore plus fréquemment et, au cours de la révolution de 1848, le prolétariat français révéla sa force colossale. Sous le Second Empire, et surtout après la participation des ouvriers français à la première Internationale en septembre 1864, le puissant mouvement ouvrier eut un développement encore plus considérable qui aboutit finalement à la crise du Second Empire.

Le développement du capital usuraire et l'expansion extérieure du capitalisme français

En France, le capital usuraire était extrêmement développé dès la période de domination féodale. Après la Ré-

(1) F. Engels, « Anti-Dühring », p. 54. E.S.

volution, sous un nouveau régime d'économie sociale, il connut un plus grand essor et devint ainsi une caractéristique importante du capitalisme français.

La zone d'activités du capital usuraire français était très vaste, il s'infiltra dans presque tous les domaines de l'économie nationale. Ses activités prirent principalement la forme d'un asservissement créancier des petits producteurs, d'investissements publics, de prêts à des entreprises nationales et étrangères, et de toutes sortes de manœuvres spéculatives. Les changements socio-économiques amenés par la Révolution bourgeoise française créèrent de nombreuses conditions favorables aux activités du capital usuraire. D'abord, la généralisation de la propriété parcellaire dans les campagnes et l'existence de moyennes et petites entreprises dans l'industrie fournirent au capital usuraire de nombreuses possibilités d'exploitation ; les petites exploitations pauvres et arriérées, en particulier, furent pour lui un terrain fertile, accélérant sa reproduction. Ensuite, pendant plus d'un demi-siècle, la situation politique française connut des changements et resta continuellement agitée ; les finances nationales se trouvèrent fréquemment en difficulté, et il fallut sans cesse emprunter de l'argent aux capitalistes financiers, afin de subvenir aux dépenses de l'Etat et de compenser son déficit budgétaire. Enfin, dès le XIXe siècle, période de plein développement du capitalisme dans les pays européens, la France entreprit également sa révolution industrielle et eut un besoin urgent de capitaux. Toutes les conditions citées ci-dessus stimulèrent le développement du capital usuraire français.

Sous Napoléon, à cause des guerres continuelles, les activités économiques courantes subirent fréquemment des dommages et les bénéfices des secteurs de production étaient plus qu'instables. Certains gros possesseurs d'ar-

gent profitèrent ainsi des difficultés financières du gouvernement pour se livrer à la spéculation créancière, afin de se remplir les poches. A ce moment, la nouvelle Banque de France et le système de crédit assaini par le gouvernement de Napoléon jouèrent aussi un rôle actif. Après la restauration des Bourbons, comme l'on réparait les dégâts causés par les guerres, les activités économiques furent assez animées. Le capital-argent se déplaça et se concentra sur la bourse. On pratiqua la spéculation sur les valeurs, sur l'industrie et le commerce, et un grand nombre de banques, de bourses et de sociétés par actions sans fonds se créèrent. En 1830, le montant total des valeurs, qui était d'un milliard et demi de francs en 1815, passa à 4 milliards 850 millions de francs. Mais les banques et la Bourse étaient surtout des lieux de spéculation, où les capitalistes financiers se livraient à toutes sortes d'intrigues, cela ne représentait en réalité que peu par rapport au crédit courant de l'industrie et du commerce. Ensuite, sous la domination des Orléans, la direction du pouvoir par une aristocratie financière fournit une occasion sans précédent au développement du crédit. A l'époque, les finances nationales connaissaient d'énormes difficultés, le déficit s'accumulait, et il fallut régulièrement, à quelques années d'intervalle, souscrire de nouveaux emprunts. Les capitalistes financiers traitaient alors avec le gouvernement dans les conditions les plus favorables pour eux, renforçant ainsi considérablement leur propre force économique. Comme l'a souligné Marx : « *l'endettement de l'Etat était, bien au contraire, l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait avec des chambres.* Le déficit de l'Etat *était l'objet même de ses spéculations et la source principale de son enrichissement* (1). » A la fin de la

(1) K. Marx, « Les luttes de classes en France (1848-1850) », p. 40. E.S.

monarchie, la dette publique française atteignait 5,5 milliards de francs, et le montant des valeurs pour 1850 s'élevait à 8,980 milliards. Finalement, dans les années 50-60, au cours du formidable bond de l'économie nationale française, le capital de crédit et ses représentants saisirent l'occasion pour pêcher en eau trouble et s'adonner à la rapine, en usant de divers stratagèmes dans les banques et les bourses. On se livra à une spéculation effrénée, des profits effarants furent réalisés qui dépassèrent tout ce que l'on avait pu voir jusqu'alors. Par exemple, lorsque le financier Péreire créa le Crédit mobilier, cette entreprise possédait seulement un capital de 12 millions de francs. En 1855, ce capital était déjà passé à 60 millions de francs. Elle souscrivit alors pour 62, 5 millions de francs d'obligations, émit pour 112,8 millions de prêt ; en plus, elle possédait aussi une grande quantité d'actions dans les compagnies de chemin de fer. Par la suite, à cause de l'échec des spéculations, elle fit faillite en 1867.

Dans l'ensemble, l'accroissement du capital de prêt à cette époque dépassa de loin celui du capital industriel. En 1869, 33 milliards de francs de valeurs étaient concentrés à Paris soit trois fois la valeur globale de la production industrielle. Les banques françaises et les bourses pratiquaient non seulement le prêt et toutes sortes de spéculations à l'intérieur du pays, mais prêtaient également à l'étranger, devenant ainsi les créanciers de nombreux pays. En 1869, le montant des capitaux français placés à l'étranger atteignait 10 milliards de francs, mettant ainsi la France juste derrière l'Angleterre et au second rang mondial. Plus tard, lors du passage au stade impérialiste, la nature usuraire du capitalisme français fut encore plus remarquable, si bien qu'elle devint une caractéristique typique de l'impérialisme français. Cela confirme tout à fait le célèbre jugement porté par Lénine sur la France où « *le ca-*

pitalisme, qui a inauguré son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand » (1).

Outre l'exportation de capitaux, élargir activement l'exportation de marchandises fut encore un important procédé d'expansion du capitalisme français. A la suite de l'avancement de la révolution industrielle, le montant du commerce extérieur français était passé de 621 millions de francs en 1815 à 1,859 milliard en 1850. Des changements se produisirent aussi sur le plan de l'organisation marchande : les matières premières constituèrent 78 % des produits importés, et les produits manufacturés 70 % des produits exportés ; mais la politique protectionniste ne changea toujours pas. C'est seulement sous le Second Empire, à cause du développement de l'industrie intérieure et du renforcement des rivalités étrangères, que l'on s'orienta vers une politique de libre-échange. A partir de 1860, la France signa successivement des traités commerciaux avec l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, la Norvège, la Hollande, l'Autriche et le Portugal, de telle sorte que le montant du commerce extérieur s'accrut rapidement et qu'il atteignit 5,969 milliards de francs en 1870.

Au cours du processus de développement de l'économie capitaliste, la France renforça également le pillage des colonies. Au début du XIX[e] siècle, Napoléon avait à maintes reprises déclenché des guerres d'agression et largement agrandi le territoire français. Mais l'anéantissement du Premier Empire avait ramené ce dernier à ses frontières de 1790. Après avoir économisé ses forces pendant une dizaine d'années, le pillage colonial se renforça à nouveau vers 1830. On commença par occuper l'Algérie, cette année-là, puis on annexa Nossi-Bé (1841), Mayotte (1843), la Côte-d'Ivoire (1843) et la Guinée (1843). A partir des années

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 62. E.P.

1850, l'expansion coloniale française atteignit son plein essor et mena une succession de guerres d'agression en Asie, en Afrique et en Amérique. De 1854 à 1860, la France s'attaqua à la Chine à plusieurs reprises, et y pilla d'énormes richesses. Dès 1858, elle déclencha la guerre en Indochine, occupa Saïgon de 1859 à 1861, conquit la Cochinchine en 1862 et en 1863 transforma le Cambodge en protectorat. En 1860, elle fit une expédition en Syrie. Elle s'ingéra militairement au Mexique de 1862 à 1867. En 1869, l'ouverture du Canal de Suez lui permit d'étendre ses forces d'agression en Egypte. Par cette série d'activités expansionnistes, le territoire colonial français s'agrandit impétueusement. En 1820, il recouvrait une superficie de 20 000 kilomètres carrés et englobait une population de 400 000 hommes. En 1860, il était passé à une superficie de 200 000 kilomètres carrés et à une population de 3,4 millions de personnes. Pour finir, en 1876, il s'étendit sur 900 000 kilomètres carrés et compta 6 millions d'habitants. Au cours de cette période, la France fut le plus puissant pays colonial, après l'Angleterre.

3. LA FORMATION DU CAPITALISME MONOPOLISTE.

L'influence de la guerre franco-prussienne sur l'économie française. La politique économique de la Commune de Paris et sa grande signification

A partir des années 1870, le développement du capitalisme français entra dans une nouvelle période. La guerre franco-prussienne, qui éclata au début de 1870, eut une

influence considérable sur l'évolution sociale et économique de la France d'alors.

La guerre franco-prussienne fut le résultat d'une lutte de plusieurs années entre la classe dominante prussienne et la classe dominante française, en vue de l'hégémonie européenne. La France déclencha cette guerre dans le but de s'étendre jusqu'à la région du Rhin, afin de faire obstacle à l'unification de l'Allemagne ; elle comptait saisir cette occasion pour piller des richesses étrangères et s'assurer l'hégémonie sur le continent européen. De même, la Prusse espérait que la guerre lui permettrait de réaliser l'unité allemande, d'investir et d'occuper l'Alsace et la Lorraine, et d'exercer à elle seule l'hégémonie sur l'Europe. Le 19 juillet 1870, la France déclara donc la guerre à la Prusse, et engagea les hostilités. L'issue de cette guerre n'atteignit pas les buts prévus pas Napoléon III, mais amena au contraire l'effondrement du Second Empire. Cette défaite écrasante était le résultat inévitable de l'approfondissement continu de la crise économique et politique des années 1860 en France. Comme l'a indiqué Marx : « *La catastrophe française de 1870 est sans parallèle dans l'histoire du monde moderne ! Elle a montré que la France officielle, la France de Louis Bonaparte, la France des classes dominantes et de leurs parasites d'Etat n'était qu'un cadavre pourrissant* » (1).

La guerre franco-prussienne mit fin à la situation de prospérité apparue en France après la crise économique de 1857. Elle provoqua une rapide diminution de la production industrielle, une violente chute des importations et des exportations, l'épuisement du Trésor national, et détruisit gravement l'économie nationale. Durant la guerre, de nombreuses usines durent fermer leur porte, ce qui créa une brusque pénurie des articles de consommation et une

(1) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 182. E.P.

flambée des prix. Les colossales dépenses militaires (plus de 15 milliards de francs) accélérèrent la dégradation des finances et, après l'arrêt de l'échange des devises, les marchés financiers furent immédiatement perturbés. D'autre part, la France dut payer après la guerre 5 milliards de francs d'indemnités, et céder à l'Allemagne les importantes régions minières d'Alsace et de Lorraine. Dans les années qui suivirent, cela causa à l'économie française de nombreuses et insurmontables difficultés. C'est pourquoi la guerre franco-prussienne constitua un tournant dans l'histoire économique de la France.

Après la défaite contre la Prusse et l'effondrement du Second Empire, la France fonda la Troisième république. Le pouvoir fut cependant usurpé par la bourgeoisie. Le nouveau « gouvernement de Défense nationale » fut en réalité un gouvernement de trahison nationale. D'une part, il fit tous ses efforts pour faire supporter la charge de la guerre au peuple travailleur ; d'autre part, il collabora activement avec le gouvernement prussien, afin de profiter de la force militaire de l'ennemi pour l'aider à désarmer les ouvriers. Les contradictions de classes françaises s'aiguisèrent, un violent combat de classes se prépara. Le 18 mars 1871, lorsque le gouvernement réactionnaire de Thiers força les ouvriers à mener une bataille décisive, la classe ouvrière de Paris renversa la domination de la bourgeoisie par la violence révolutionnaire, et s'empara du pouvoir. Puis, sur les bases du vieil appareil d'Etat détruit, elle édifia un Etat de dictature prolétarienne de type nouveau : ce fut la révolution historiquement célèbre, appelée la Commune de Paris.

La Commune de Paris fut une grande révolution qui ébranla le monde, une révolution d'une signification inoubliable. C'est la première expérience de révolution prolétarienne et de dictature du prolétariat dans l'histoire de l'humanité. Le nouveau pouvoir fut d'abord confié à

des membres du Comité central de la Garde nationale, élus par les ouvriers de Paris eux-mêmes. Dès le début, la Commune adopta activement des mesures pour améliorer la vie des travailleurs. Par exemple, elle interdit la vente des objets déposés dans les Monts-de-Piété et ordonna la restitution à leur propriétaire des objets de valeur inférieure à 15 francs ; elle différa le paiement des loyers et interdit les expulsions ; elle alloua une somme d'un million de francs à l'aide aux pauvres, etc.

Le 26 mars, après des élections générales officielles, le pouvoir fut transféré dans les mains du Conseil de la Commune. Marx a fait remarquer que la Commune débuta « *par une immense épargne, par une réforme économique aussi bien que par une transformation politique* » (1). En très peu de temps, elle promulgua successivement toute une série de résolutions et décrets importants. Sur les plans sociaux et économiques, les plus importants furent les suivants :

Premièrement, la Commune pratiqua un système des salaires relativement juste envers les travailleurs de la fonction publique. Considérant que « dans une République réellement démocratique, il ne peut y avoir ni sinécure, ni exagération de traitement », elle supprima le système des hauts salaires et fixa « le maximum de traitement des employés aux divers services communaux à 6 000 francs par an » (soit l'équivalent du salaire d'un ouvrier qualifié). De plus, le traitement des membres de la Commune fut de 15 francs par jour, et les travailleurs cumulant deux emplois ne reçurent qu'un seul salaire.

Deuxièmement, la Commune améliora la vie et les conditions de travail des ouvriers. Par exemple, elle augmenta les salaires, supprima les retenues et le système des amendes. Elle établit que les salaires devaient être entièrement

(1) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 74. E.P.

remis à leur bénéficiaire, et abolit les « bureaux de placement » qui exerçaient une exploitation intermédiaire ; elle créa une bourse du travail, interdit le travail de nuit chez les boulangers, et alla même jusqu'à soulever le problème de la journée de 8 heures.

Troisièmement, la Commune exerça un certain contrôle et une certaine restriction sur les entreprises capitalistes. Par exemple, une commission créée spécialement à cet effet surveilla les chemins de fer et la production de munitions, confisqua les entreprises des capitalistes en fuite et les confia à la gestion d'ouvriers constitués en coopératives. Elle projeta également la création de sociétés coopératives ouvrières de production.

Quatrièmement, la Commune porta des coups violents à la domination de l'Eglise et à sa position privilégiée sur le plan économique. Ainsi, elle proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima le budget des cultes, confisqua les biens de l'Eglise et les déclara propriété nationale.

Cinquièmement, la Commune réfléchit pleinement aux intérêts économiques des pauvres des villes et des autres travailleurs, et les aida à résoudre un grand nombre de leurs difficultés. Par exemple, elle supprima les bureaux de prêts tenus par des usuriers, restitua sans contrepartie les objets mis en gage, diminua les loyers et distribua les habitations laissées libres par leurs propriétaires en fuite. Elle vint également en aide aux familles des communards et des soldats blessés, mit sur pied des organismes de secours aux pauvres, limita le prix du pain, assura l'approvisionnement en articles de première nécessité, etc.

Sixièmement, la Commune prêta attention aux intérêts fondamentaux des paysans. Elle proclama clairement que « la terre appartient aux paysans » et fit des efforts réels pour amener un grand nombre de paysans à participer à la révolution.

Toutes ces mesures économiques prises par la Commune de Paris, montrent bien qu'elle « *était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail* » (1). Comme la Commune ne dura que 72 jours, ces mesures ne furent pas appliquées très longtemps, certaines même n'eurent pas le temps d'être mises en pratique. Mais leur profonde signification historique ne disparaîtra jamais. La Commune est « *le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du XIXe siècle* » (2). Les héroïques ouvriers de Paris ont apporté par leur sang et leur vie une expérience et une leçon extrêmement précieuses, extrêmement profondes à la cause du prolétariat. Bien que la Commune de Paris ait été battue, on doit considérer, comme l'a indiqué Marx, « *le glorieux mouvement inauguré le 18 mars comme l'aurore de la grande révolution sociale qui affranchira à jamais l'humanité du régime des classes* » (3). Elle prouva avec force que le système capitaliste tombait déjà en décadence. Dès lors, la révolution prolétarienne mondiale entra dans une nouvelle période historique, le capitalisme commença à passer à son stade suprême, son stade ultime.

---

(1) K. Marx, « La guerre civile en France », p. 74.

(2) « Les enseignements de la Commune », Lénine, Oeuvres, tome 13, p. 501.

(3) K. Marx, « Résolutions prises au meeting réuni pour célébrer l'anniversaire de la Commune du 18 mars 1871, *Œuvres choisies de* Marx et Engels, t. 2, p. 302. Paris/Moscou.

Le développement relativement lent de l'économie française à la fin du XIXe siècle et au début du XXe

A partir des années 1870, le capitalisme français s'est acheminé vers l'impérialisme, l'économie nationale tout entière a connu un profond changement. Ce changement fut d'abord indissociable du développement de la production. Durant les 30 dernières années du XIXe siècle, la production industrielle française doubla presque (94 % d'augmentation). Le développement de l'industrie lourde fut particulièrement rapide. La production de charbon et de fer augmenta de plus de 100 %, la production d'acier fut multipliée par 16. A cette époque, dans les départements du Nord de la France et du Pas-de-Calais furent installés de grands centres métallurgiques ; l'énergie hydro-électrique commença aussi à être employée comme force motrice de l'industrie. De nouvelles branches industrielles telles que celles de l'aluminium, du caoutchouc, des métaux non-ferreux, eurent leur premier développement. L'industrie connut encore un accroissement sensible, bien qu'assez lent. Ainsi, la consommation de coton dans l'industrie textile, passa de 937 000 quintaux en 1839 à 1,599 million de quintaux en 1900. Dans toute l'industrie, la mécanisation parvint à un niveau supérieur.

Dès le début du XXe siècle, la vitesse du développement industriel français fut encore plus rapide. A cette époque, le développement de l'industrie lourde conserva toujours les devants, et des secteurs industriels naissants enregistrèrent de bons résultats. En 1913, la France produisait 45 000 automobiles, 13 500 tonnes d'aluminium, et se plaçait juste derrière les Etats-Unis dans ces deux domaines ; les productions de produits chimiques et de soie artificielle arrivaient au troisième rang mondial. A cause du très rapide essor de l'industrie lourde, la métallurgie avait pris la place de l'industrie textile et jouait un rôle déterminant

dans l'économie nationale. Cependant l'industrie légère n'avait pas tout à fait perdu la position importante qu'elle occupait. En 1913, la consommation de coton s'élevait toujours à 2 713 millions de quintaux. Les beaux vêtements, les cosmétiques, les soieries et les vins restaient comme auparavant les principaux produits d'exportation, en bonne place sur les marchés mondiaux. En outre, à la suite du développement de l'industrie et du commerce, les transports et les communications s'élargirent dans les mêmes proportions. A la veille de la Première Guerre mondiale, le pays possédait 42 826 kilomètres de voie ferrée et une flotte de 1 038 millions de tonnes.

Il faut souligner que, malgré un développement assez important, l'industrie française était alors manifestement tres arriérée par rapport à des pays capitalistes montants comme les Etats-Unis et l'Allemagne. Entre 1870 et 1913, la production industrielle de la France augmenta de 190 % tandis que pour l'Allemagne cet accroissement fut de 460 % et pour les Etat-Unis, de 810 %. C'est pourquoi la part de la France dans l'industrie mondiale, qui était de 10 % en 1870, tomba à 7 % en 1913. D'autre part, les moyennes et petites entreprises et l'industrie légère occupaient toujours une place importante dans l'industrie française. A la fin du XIXe siècle, la France comptait 3,3 millions d'ouvriers ; seulement 1,11 million d'entre eux travaillaient dans de grandes entreprises employant plus de 100 personnes. En considérant les cinq branches d'activité de l'industrie légère que sont les produits alimentaires, les tissages, les services, les cuirs et les meubles, on s'aperçoit que les ouvriers qui y travaillaient constituaient 49,9 % du nombre total des ouvriers. De plus, jusqu'à la Première Guerre mondiale, la population ouvrière fut toujours inférieure à la population agricole ; la France était encore essentiellement un pays agricole doté d'une industrie.

Le développement relativement lent de l'industrie fran-

çaise est dû à plusieurs raisons : 1) à l'influence déjà énoncée plus haut de la guerre franco-prussienne ; 2) au manque de ressources en charbon et en fer dont avait besoin l'industrie lourde. Les réserves de charbon de la France étaient faibles. Elle ne pouvait en traiter que très peu, et pendant longtemps elle ne put se suffire à elle-même. Le minerai de fer, bien qu'abondant, était trop riche en phosphore et ne pouvait pas être employé de façon rationnelle. Il fallait donc avoir recours à l'importation de matières premières et de combustibles, ce qui entraînait des frais assez élevés ; 3) le capital de prêt de la France était très développé. Afin de récolter des profits encore plus grands, de grosses quantités de capitaux étaient écoulées à l'étranger, les investissements dans les entreprises du pays avaient relativement diminué et ces dernières souffraient d'un manque de capitaux ; 4) la petite exploitation qui prédominait toujours dans l'agriculture réduisait le marché intérieur et provoquait une insuffisance de force de travail libre. De plus, la lenteur du développement de la production agricole limitait la croissance de l'industrie ; 5) l'existence, sur une large échelle et depuis une longue période, de petites et moyennes entreprises entravait le développement de la grande industrie.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, le développement de la production agricole fut également beaucoup plus lent que celui des autres pays. La particularité importante de cette période était la part incontestable occupée par la petite exploitation au sein de l'agriculture. Cependant, à la suite de l'aggravation de la division en classes et de la faillite des petits paysans, un phénomène de concentration des terres se fit de plus en plus apparent, et le nombre des fermes capitalistes augmenta rapidement. En 1911, l'agriculture employait déjà 2 millions de travailleurs salariés. Dans les fermes capitalistes, l'emploi de machines et d'engrais chimiques ainsi que la spécialisation de la

production atteignaient déjà un degré élevé. Mais la taille des fermes capitalistes restait généralement petite et ne dépassait pas en moyenne 25 acres (1 acre = 52 ares). A la même époque, la superficie moyenne des fermes américaines était de 138 acres, celle des fermes anglaises de 63 acres, et celles des fermes allemandes de 33,5 acres.

Au cours de cette période, le volume de production des cultures enregistra une certaine hausse, mais dans des proportions très réduites. Par exemple, la production de blé, la principale culture, passa de 74,2 millions de quintaux en 1870 à seulement 86,9 millions de quintaux en 1913. Certaines cultures industrielles, d'une grande importance économique pour la France, comme la vigne, les légumes, les fleurs, enregistrèrent un net recul. La raison qui ne permettait pas à la production agricole française de se développer rapidement résidait principalement dans la dispersion des exploitations et la lenteur relative du développement industriel. Cette production subissait en même temps l'influence de la crise agricole, commune au monde capitaliste à la fin du XIXe siècle. Malgré la fertilité des terrains et la qualité du climat, les rendements par unité de surface restaient très bas. Les volumes de production des principales cultures françaises ne se plaçaient alors qu'entre le 11e et le 17e rang mondial.

La lenteur relative du développement de la production industrielle et agricole se reflète également sur le commerce extérieur. A cette époque, le chiffre du commerce extérieur français était extrêmement limité. Ce qui était particulièrement grave, c'était le déficit de la balance du commerce extérieur causé par une nette supériorité du chiffre des importations sur celui des exportations. C'est seulement parce qu'elle était un Etat-usurier type, et que d'énormes investissements et revenus étangers venaient compenser ce solde, que la France a pu éviter un déficit de sa balance des paiements.

La formation du capitalisme monopoliste et le caractère usuraire de l'impérialisme français

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, la France, comme les autres pays capitalistes, connut un processus de concentration de la production et du capital. Puis, sur cette base, il se forma des monopoles et l'on passa au stade de l'impérialisme.

La concentration de la production et l'apparition de monopoles se manifestèrent d'abord dans les secteurs de l'industrie lourde, et plus particulièrement dans la métallurgie, l'industrie minière et la fabrication de machines. Depuis la guerre franco-prussienne, ces secteurs avaient reçu le soutien continu de l'Etat et ils avaient largement adopté de nouvelles inventions techniques (comme par exemple le procédé Thomas d'affinage des fontes). Aussi, le développement de leur production était-il relativement rapide et le processus de concentration et la tendance au monopole y commencèrent-ils assez tôt. Dans le bassin de Briey par exemple, en 1914, étaient concentrés 80 % de la production minière de tout le pays, 1/3 de cette production provenant des quatre plus grandes mines (sur 39 au total). En 1906, le nombre d'ouvriers concentrés dans des entreprises employant plus de 100 personnes atteignait, par rapport au nombre total d'ouvriers travaillant dans chaque secteur, les pourcentages suivants : métallurgie 97,2 %, charbonnage 98,5 %, chimie 57,1 %, transformation des métaux 50 %. Les monopoles dans ces secteurs étaient des sociétés comme Wendel, Schneider, Marine-Homécourt, Denain-Anzin, Kuhlmann, Saint-Gobain, etc.

Dans l'industrie légère, le degré de concentration était plus faible que dans l'industrie lourde. Mais, dès la fin du XIXe siècle, y commença également le processus de passage de la concentration au monopole. En 1906, les grandes entreprises de l'industrie textile concentraient 52 % du

nombre d'ouvriers travaillant dans ce secteur, les industries du papier et du caoutchouc, 55 %. Le plus grand monopole de l'industrie légère était la Compagnie du Lin, qui contrôlait environ 90 % de la production des tissus de lin de tout le pays. En France, la forme de monopole la plus répandue était le « comptoir », c'est-à-dire le syndicat.

Lénine a indiqué que les monopoles « *se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur* » (1). Donc, ils doivent aussi nécessairement s'étendre à l'étranger. Une violente compétition mène les monopoles à conclure entre eux des accords internationaux pour se partager le marché mondial, et ils créent des groupements de monopoles internationaux. Au cours de cette période, le capital monopoliste français adhéra, entre autres, au syndicat international du zinc créé en 1901, au Cartel international du rail reconstitué en 1904, au Syndicat international des bouteilles fondé en 1908, etc. Au début du XXe siècle, le capital monopoliste français occupait une place dominante ; le capitalisme français était passé au stade de l'impérialisme.

Le processus de développement du capitalisme de monopole français décrit ci-dessus ressemble fondamentalement à celui de tout le monde capitaliste. Mais lors du passage de la France au stade impérialiste, l'industrie se développa lentement ; il s'ensuivit que le degré de concentration fut loin de valoir celui des Etats-Unis, de l'Allemagne ou d'autres pays. D'autre part, le développement des monopoles ne fut pas du tout égal dans chaque secteur. Par exemple, dans la production d'articles de luxe et

(1) Lénine, « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 78. E.P.

de vêtements à la mode portant l'étiquette « fabriqué à Paris », le phénomène de concentration ne se fit pas beaucoup ressentir, et il subsista énormément d'entreprises de petite et moyenne importance. Dans l'industrie textile aussi, les monopoles contrôlèrent bien la production des articles de coton et de lin, mais le travail de la soie resta très morcelé et les techniques particulièrement arriérées.

Ce qui mérite attention, c'est que le processus de concentration du capital bancaire ne fut pas aussi lent et relativement arriéré que celui de l'industrie. La France possédait un énorme capital argent. Dès la première moitié du XIX[e] siècle, les banques étaient extrêmement puissantes et avaient ramassé, par toutes les filières, les capitaux et les fonds accumulés à tous les niveaux depuis une longue période. A partir des années 1870, l'émission d'un énorme emprunt public, l'accroissement de la production industrielle, ainsi que le renforcement de la spéculation commerciale causé par une montée des prix, stimulèrent davantage le développement du crédit bancaire. Il se créa alors de nouvelles banques, qui jouèrent un rôle important dans la vie économique et politique de la nation. En 1908, il y avait en France 266 banques, dont les succursales et les filiales étaient présentes partout. Parmi ces banques, les plus célèbres étaient le Crédit Lyonnais, le Comptoir national d'Escompte et la Société Générale qui concentraient à elles seules 70 % des fonds du pays. A la suite de sa prodigieuse croissance, le capital bancaire fusionna toujours davantage avec le capital industriel. Cette pratique aboutit à établir la domination complète du capital financier. En France, la plus haute clique dominante du capital financier était formée par 200 familles immensément riches.

Le haut niveau du crédit bancaire en France montre que le capitalisme français avait déjà accumulé, au cours de son processus de développement, un important « capi-

tal excédentaire ». Lénine a remarqué : « *Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés* (1). » Cette situation apparut de façon particulièrement manifeste dans les vieux pays capitalistes comme l'Angleterre et la France. Le montant des capitaux placés à l'étranger par la France était de 10 milliards de francs en 1869, de 30 milliards en 1900, et passa à 60 milliards en 1914 ; cela dépassait de loin le montant des capitaux investis à l'intérieur du pays aux cours des mêmes périodes. La France était ainsi le plus grand exportateur de capitaux après l'Angleterre. Mais les exportations de capitaux de l'Angleterre étaient liées avec ses immenses colonies, tandis qu'« *il en va autrement pour la France. Ici, les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Il s'agit principalement de capitaux de prêt, d'emprunts d'Etat, et non de capitaux investis dans des entreprises industrielles* » (2). On peut trouver deux raisons au fait que l'exportation de capitaux français ait principalement revêtu la forme de capitaux de prêt. D'une part, cette forme permettait d'obtenir des intérêts considérables, tout en diminuant les risques. D'autre part, la France avait de nombreuses faiblesses. Son développement économique était relativement lent et arriéré, et elle pouvait difficilement rivaliser avec les autres pays. Sur les plans politique et militaire, elle restait sur ses gardes face au puissant ennemi qu'était l'Allemagne, et elle avait recours à l'exportation

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 72. E.P.

(2) Idem, p. 74.

de capitaux, s'en servant comme un important moyen de lutte diplomatique.

Bien qu'à un certain degré elle ait provoqué la stagnation du développement national, l'exportation massive de capitaux apporta à la France de réels intérêts économiques dans de nombreux domaines. Ainsi, les seuls revenus procurés par les intérêts compensèrent l'énorme déficit de la balance commerciale et sauvegardèrent ainsi l'excédent de la balance des paiements. Cela joua un grand rôle stabilisateur dans l'économie nationale française, et mit la France dans cette situation où « *même lorsque la population est stagnante, que l'industrie, le commerce et les transports maritimes sont frappés de marasme, le "pays" peut s'enrichir par l'usure* » (1). Evidemment, c'est cela qui causa le caractère pourri et parasitaire, le plus manifeste et le plus grave, de l'impérialisme français. A la veille de la Première Guerre mondiale, la couche des rentiers en France s'élevait à 2 millions de personnes, soit à 5 millions d'individus en comptant leur famille, c'est-à-dire 1/8 de la population totale du pays. Cette situation reflète parfaitement la caractéristique du capitalisme monopoliste français. C'est pourquoi Lénine a écrit qu' « *à la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usuraire* » (2).

(1) Idem, p. 62.
(2) Idem, p. 74.

4. L'AFFAIBLISSEMENT ET LES DOMMAGES CAUSES A L'ECONOMIE FRANÇAISE PAR LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.

En 1914, la Première Guerre mondiale éclata. Cette guerre s'est produite dans une situation où s'aggravait de jour en jour le déséquilibre du développement capitaliste et où s'exacerbaient de façon inouïe les contradictions entre Etats impérialistes. La France joua un des principaux rôles dans cette guerre. Elle y participa dans le but de battre une Allemagne dont la puissance grandissait et de reprendre l'Alsace et la Lorraine ; elle comptait aussi s'emparer des régions minières de la Sarre et des colonies allemandes et retrouver ainsi son hégémonie sur le continent européen. Pour faire pièce à l'Allemagne et à ses alliés, la France s'était longuement préparée à cette guerre, et avait formé une alliance en signant des accords avec des pays tels que la Russie et l'Angleterre.

Tout au long de la guerre, la France fut le principal champ de bataille de l'Europe. Peu de temps après le début des combats, 10 départements du Nord-Est furent occupés par les armées allemandes, ce qui causa de graves dommages à l'économie nationale française. Le mouvement bourgeois voulut échapper à ces difficultés économiques, compenser les dégâts causés par la perte de la base industrielle du Nord-Est, répondre surtout aux besoins sur le plan militaire, et garantir les profits en temps de guerre du capital monopoliste. Pour cela, il adopta un train de mesures en vue de contrôler l'économie.

1) l'Etat concentra toutes ses forces pour aider activement le développement de l'industrie militaire. Non content d'assurer entièrement l'approvisionnement des capitaux, des matières premières et de la main-d'œuvre, le gouvernement affecta d'importantes sommes à la construc-

tion et à l'agrandissement de nombreuses usines de guerre. Le secteur de l'industrie militaire connut donc un développement sans précédent. Quant à l'industrie civile, elle fut réduite à maintes reprises : ainsi, la consommation de coton durant la guerre diminua de moitié.

2) l'Etat accorda aussi une aide exceptionnelle aux secteurs qui, tout en ayant des bases faibles et de sérieuses difficultés économiques, avaient une grande influence sur l'économie de guerre. Dans l'industrie électrique par exemple, à cause de la baisse de la production de charbon, le développement des centrales thermiques était très limité. L'Etat investit alors d'énormes capitaux dans l'énergie hydro-électrique, afin de maintenir l'approvisionnement en électricité. L'industrie chimique et l'industrie pharmaceutique, qui avaient eu longtemps recours à l'Allemagne, parvinrent à se suffire à elles-mêmes grâce au soutien du gouvernement.

3) on activa l'adoption d'équipements techniques, on appliqua activement la mécanisation et la normalisation de la production, et on développa la fabrication en série, afin de résoudre la pénurie de produits industriels et l'insuffisance de main-d'œuvre.

4) Un contrôle intégral de toute l'économie nationale fut appliqué. L'Etat intervint directement dans toutes les activités de la production industrielle et agricole. Ainsi, des tâches telles que l'approvisionnement en matières premières, l'organisation de la main-d'œuvre, la répartition des produits furent entièrement prises en main par le gouvernement. On pratiqua aussi un rationnement des produits d'usage courant.

Par toutes ces mesures, l'économie nationale fut totalement mise sur le pied de guerre, et le capitalisme monopoliste d'Etat se développa davantage. Mais les dommages que la guerre fit subir à la France furent malgré tout extrêmement graves. On estime à 200 milliards de francs le

coût de la guerre pour tout le pays, et à 1,365 million d'hommes les pertes humaines.

Le volume de la production industrielle de la France, mis à part un nombre très réduit de secteurs, tomba vertigineusement. L'armée allemande occupait en effet des centres industriels et miniers dont les produits prenaient une part importante dans la production industrielle globale de la France (par exemple, 94 % pour la production de cuivre, 81 % pour la fonte, 63 % pour l'acier, 74 % pour le charbon, 81 % pour les lainages, 76 % pour le sucre). Privée de ces produits, l'industrie perdit de sa vigueur et, malgré les efforts faits par le gouvernement dans d'autres régions, ne parvint jamais à reprendre son niveau d'autrefois. D'autre part, la guerre mobilisa en tout 7,935 millions de personnes, soit environ plus de la moitié des hommes valides dans tout le pays ; ils venaient pour la plupart des différents secteurs de la production, ce qui provoqua une sérieuse insuffisance de main-d'œuvre dans l'industrie. Il faut aussi ajouter à cela une pénurie extrême de matières premières, de combustibles et de céréales. Partant, la production industrielle reçut des coups fatals, particulièrement au cours des deux premières années de guerre où la chute de la production fut très importante. Malgré un certain redressement à partir de 1916, jusqu'à la fin des hostilités en 1919, elle n'atteignit que 57 % de la quantité produite avant la guerre.

La production agricole subit également de lourds dommages. La partie Nord-Est occupée par les armées allemandes était une région d'un niveau agricole relativement élevé ; la production de blé de cette région constituait 20,4 % du volume global de la production nationale, celle de pommes de terre 11,7 %, et celle de betteraves à sucre 49,5 %. Dans les régions non occupées, du fait que 3,586 millions d'hommes de la campagne furent appelés sous les drapeaux, la production agricole qui manquait déjà de

main-d'œuvre fut encore plus difficile à maintenir. La sensible diminution du cheptel pendant la guerre posa aussi d'immenses problèmes pour le labourage des champs et les transports. En conséquence, le volume de la production agricole baissa fortement. Par exemple, la production de blé, de 86,9 millions de quintaux en 1913, tomba à 36,6 millions de quintaux en 1917, entraînant une grave crise céréalière pour la France en guerre.

Avec la ruine de la production industrielle et agricole, l'état du commerce extérieur ne cessa de s'aggraver. De 1914 à 1918, le montant du commerce extérieur français avait passé de 11,200 milliards de francs à 27 milliards de francs. On peut cependant discerner la gravité de son état en prêtant attention aux deux facteurs suivants : premièrement, cet accroissement fut causé par une fantastique inflation. Au cours de cette période, l'indice des prix de gros passa de 102 à 339 (pour un indice de 100 en 1913). Deuxièmement, l'importation massive de matériel militaire et de céréales fit passer le montant des importations de 6,4 milliards à 22,3 milliards de francs, et le chiffre des exportations diminua de 4,8 milliards à 4,7 milliards de francs. Ainsi, le déficit de la balance commerciale française s'accentuait-il ; il dépassa 60 milliards de francs en l'espace de cinq ans. C'est ce qui obligea la France, jusqu'alors connue comme pays usurier, à emprunter de l'argent à maintes reprises à l'étranger, principalement aux Etats-Unis. Lorsque la guerre s'acheva, la France devait 4 milliards de dollars aux Etats-Unis, devenant ainsi un débiteur de ce pays.

Les colossales dépenses militaires ainsi que la décadence de la production et du commerce entraînèrent l'aggravation constante de l'Etat des finances nationales. Pour compenser ce déficit, le gouvernement français prit le parti d'élever les charges et les impôts, d'accélérer l'émission de billets et d'emprunts, et fit ainsi peser le lourd fardeau

de la guerre sur la masse du peuple travailleur. De 1914 à 1918, la quantité d'argent en circulation en France passa de 7,325 milliards de francs à 27,536 milliards de francs ; le montant des emprunts émis passa de 700 millions à 21,9 milliards de francs. En même temps, les prix enregistrèrent de fortes hausses. Par exemple, le prix du quintal de blé, qui était de 24 francs en 1913, atteignit 75 francs en 1917 selon le tarif fixé par l'Etat, mais il dépassait en réalité de très loin ce chiffre au marché noir.

La guerre impérialiste apporta de grands malheurs au peuple travailleur de France. Pendant la guerre, l'inflation et la hausse continuelle des prix diminuèrent fortement le salaire réel des ouvriers. En 1918, le salaire d'un ouvrier français était à peu près égal à 1/3 seulement de celui de 1914. Il faut aussi ajouter à cela le « rationnement » pratiqué pendant la guerre, qui était en réalité une restriction forcée des articles de première nécessité pour les travailleurs. En conséquence, la vie de la classe ouvrière s'était dégradée pour arriver à un niveau extrêmement mauvais. La situation des masses paysannes était tout aussi difficile. La guerre avait accéléré la division en classes et la faillite des propriétaires de petites parcelles ; ils avaient alors dû quitter leur village natal pour se retrouver à la rue, sans feu ni lieu. Mais la bourgeoisie monopoliste française, protégée par le contrôle économique de l'Etat, pouvait jouir de privilèges sur le plan de la production et des ventes ; l'émission de gros emprunts lui permettait aussi de toucher d'importants bénéfices et commissions. C'est pourquoi la guerre fut pour elle l'occasion idéale de s'enrichir. En particulier dans le secteur de l'industrie militaire, les profits réalisés par l'oligarchie monopoliste étaient littéralement effarants. La société Clément-Laurin qui fabriquaient des motos à usage militaire, remboursa dès la première année de guerre la totalité des investissements à ses actionnaires, et obtint encore 10 millions de francs de pro-

fit net. Dans une telle situation, les contradictions de classes s'aiguisèrent davantage. La classe ouvrière française, avec sa glorieuse tradition révolutionnaire, ne cessa de mener une lutte acharnée contre le capital monopoliste. Pendant toute la période de la guerre, le mouvement ouvrier français se développa considérablement.

5. LA PERTURBATION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE ET LE RENFORCEMENT DU CAPITAL MONOPOLISTE ENTRE LES DEUX GUERRES MONDIALES.

Le redressement et le développement de l'économie nationale dans les années 20

La Première Guerre mondiale causa de lourds dommages à l'économie nationale française. Mais la victoire des pays alliés permit à la France de réaliser partiellement ses buts de pillage, et empêcha provisoirement l'Allemagne battue de devenir sa rivale. Ce furent là des conditions favorables au redressement et au développement de l'économie française d'après-guerre.

D'abord, la France récupéra l'Alsace et la Lorraine, et obtint en plus le droit d'administration de la Sarre. Cela élargit la production de nombreux secteurs industriels, comme les industries sidérurgique, minière, chimique, textile, etc., et résolut presque entièrement le vieux problème du manque de matières premières et combustibles. Ensuite, les énormes réparations versées par l'Allemagne fournirent les capitaux nécessaires au redressement de l'économie nationale. La France fut le pays qui reçut le plus de dédommagements ; jusqu'en juillet 1931, sur les 20,678 milliards

de marks-or que l'Allemagne versa à chaque pays vainqueur, la France en toucha 8,151 milliards. Ces sommes furent d'abord payées en nature, à des prix extrêmement avantageux. D'autre part, la France dépouilla l'Allemagne de sa souveraineté sur les colonies du Togo, du Cameroun, de la Syrie, et du Liban, elle agrandit ainsi son domaine colonial et accrut les sources de son pillage extérieur. Enfin, le redressement et le redémarrage en grand des régions qui avaient subi des dommages, suscitèrent un renouvellement massif du capital fixe et augmentèrent les besoins en machines, matériaux et articles de consommation ; il s'ensuivit que le marché intérieur s'agrandit, l'économie nationale s'activa.

Stimulée par ces facteurs, la production industrielle française d'après-guerre connut un très grand développement. En 1919, l'indice général de la production industrielle était de 57 (pour un indice 100 en 1913), en 1924 il s'éleva à 109, et en 1930 il atteignit 140. Ce rythme était beaucoup plus rapide que celui des Etats-Unis, de l'Angleterre et d'autres pays. Le bond industriel de cette époque se fit principalement ressentir dans l'industrie lourde, et fut particulièrement manifeste dans des secteurs de pointe, tels que l'automobile, l'aéronautique, la chimie, le caoutchouc, etc. Ainsi, la production automobile, de 40 000 véhicules en 1920, fit un saut énorme pour atteindre 254 000 véhicules en 1929. Les autres industries comme la fabrication de machines, la sidérurgie, le bâtiment et l'extraction de minerai, progressèrent aussi. Finalement, la part prise par la France dans la production industrielle mondiale passa de 5 % en 1920 à 8 % en 1930. En 1926, la population industrielle française dépassa pour la première fois la population rurale. Parmi cette population industrielle, le nombre des emplois dans l'industrie lourde constituait 47,9 % du nombre des emplois dans toute l'industrie, et dépassait les 50 % à la fin des années 20. Ces quelques

chiffres reflètent de façon concrète les grands changements survenus dans l'économie nationale française. A ce stade-là, la France, de pays agricole doté d'une industrie, s'était développée en un pays industriel doté d'une agriculture.

Mais l'agriculture des années 20 ne bénéficia pas de conditions favorables comme l'industrie. En conséquence, la tendance générale de la production fut à la stagnation, et elle se trouva dans l'ensemble dans une situation de crise chronique. La valeur globale de la production agricole, à part une année particulière (1924), fut toujours plus basse qu'avant la guerre ; le blé, principale culture, ne retrouva jamais son niveau d'avant-guerre. La stagnation prolongée de la production agricole accéléra beaucoup le processus de faillite des petits paysans. De 1908 à 1929, le nombre de familles paysannes passa de 5,505 millions à 3,966 millions. Ce 1,5 million de familles qui disparurent étaient pour la plupart des familles de petits paysans, la possession des terres à la campagne se concentra et, sur cette base, le capitalisme agricole progressa. Au cours de cette période, les fermes capitalistes se multiplièrent à nouveau.

Le commerce extérieur de la France des années 20 présentait encore un autre aspect. Comme l'industrie se développait alors assez vite et que l'Allemagne, adversaire redoutable sur le marché extérieur, avait été affaiblie, les exportations et importations françaises dépassèrent largement leur niveau d'avant-guerre. Mais la vitesse d'accroissement du commerce extérieur français était encore très éloignée de celle des Etats-Unis et du Japon ; par conséquent, sa place baissa encore dans le commerce mondial. De plus, mise à part la période de 1924 à 1927, il subsista chaque année un immense déficit.

Avant la guerre, le déficit de la balance commerciale avait toujours été compensé par les revenus procurés par l'exportation de capitaux. Mais après la Première Guerre

mondiale, les 60 milliards de francs de capitaux étrangers que possédait la France avaient pratiquement été réduits de moitié. Dans les années qui suivirent la guerre, la France fit pourtant de gros efforts pour accélérer l'exportation de ses capitaux et retrouver la place qu'elle occupait auparavant. Cependant, jusqu'en 1929, le montant de capitaux exportés n'atteignit que 60 % de celui d'avant-guerre. Pour cette raison, les revenus tirés de ces opérations furent fortement réduits et ne permirent plus de maintenir une balance des paiements favorable. L'exportation de capitaux de la France d'après-guerre connut en outre deux modifications. Sur le plan du mode d'exportation : la quantité de capital de production exporté augmenta beaucoup. Sur le plan des régions d'exportation : le montant des investissements dans les colonies s'accrut sans cesse. Mais de façon générale, l'impérialisme français gardait toujours son caractère usuraire.

La crise économique des années 30

Dès le dèbut des années 30, le développement de l'économie sociale de la France connut des changements tout à fait différents de ceux des années 1920 et se trouva en pleine décadence. La ruine économique de cette époque fut principalement due à la crise d'une profondeur sans précédent qui avait éclaté en 1929 dans le monde capitaliste. Cette crise commença un peu plus tard en France, mais s'y prolongea pendant un temps particulièrement long. Elle commença au cours de l'année 1930 par la faillite d'une banque importante. En proclamant la faillite, cette banque, étroitement liée avec les grands monopoles, donna aussitôt le signal de l'arrivée d'une crise économique. Les entreprises industrielles et commerciales furent alors rapidement plongées dans le tourbillon de la crise.

Les coups que cette crise porta à la France furent eux-aussi sans précédent. Elle mit un terme à la prospérité économique des années 1920, et provoqua la décadence rapide de la production industrielle. Si l'on compare le point le plus élevé avant la crise, avec le point le plus bas au cours de la crise, on remarque que l'indice général de la production industrielle française baissa de 32 %. L'abaissement de la production de l'industrie lourde fut le plus grand, atteignant 40 à 50 % dans de nombreux secteurs. L'abaissement de la production de l'industrie légère fut assez faible. Mais comme cette industrie n'était pas très développée dans les années 20 et que l'industrie textile elle-même n'avait pas retrouvé son niveau d'avant-guerre, la situation en fut d'autant plus difficile. En bref, cette crise fit reculer la production industrielle d'environ 20 ans, et l'amena à son niveau de 1911: La part de la France dans la production industrielle du monde capitaliste d'après-guerre, qui commençait à peine à s'élever, baissa dès lors à 5,1 %.

Au cours de ce marasme, crise industrielle et crise agricole s'entrecroisèrent étroitement. La crise industrielle aiguisa davantage celle, chronique, d'une agriculture depuis longtemps stagnante ; réciproquement, la crise agricole approfondit et prolongea celle de l'industrie, établissant ainsi entre les deux un véritable cercle vicieux. La crise de l'agriculture fut très profonde et très grave en 1932 et 1935, années où les produits agricoles s'accumulèrent et où les prix valsèrent allègrement. Le blé, par exemple, qui coûtait de 150 à 165 francs le quintal en 1930, baissa à 80 francs en 1935 et ne trouvait plus d'acheteurs. Par rapport aux produits industriels, les prix des produits agricoles baissèrent généralement dans des proportions beaucoup plus grandes. C'était à cause des monopoles industriels et commerciaux qui, s'efforçant de diminuer les prix des produits agricoles et de hausser celui des produits industriels,

créèrent un large « mouvement de ciseaux ». Bien sûr, ce furent encore les nombreux petits paysans et ouvriers agricoles qui payèrent les pots cassés. Les propriétaires de grandes fermes et les paysans riches, qui étaient possesseurs d'équipements modernisés, employaient de la main-d'œuvre, et pour qui le prix de revient d'un produit était beaucoup plus bas que pour un petit paysan, purent réaliser d'assez grands profits malgré la crise agricole.

La crise économique exacerba fortement la lutte des grandes puissances pour s'emparer du marché des ventes et en répercuta l'influence sur le commerce extérieur de la France. Comme sa base industrielle était plus faible que celle de certains pays capitalistes montants, la France se trouva dans une position défavorable sur les marchés mondiaux. Par exemple, l'exportation de véhicules français en direction de l'Angleterre, de la Belgique et du Luxembourg fut supplantée par la puissante concurrence des Etats-Unis, si bien qu'elle diminua de plus de moitié. Au cours de cette période, la dégradation du commerce extérieur français se manifesta non seulement par une baisse en quantité absolue, mais aussi par des reculs dans les rangs du commerce mondial ; ainsi, en 1937, la part prise par la France dans le montant du commerce mondial baissa à 5,1 % (alors qu'elle était de 6,4 % en 1929). D'autre part, la diminution des exportations étant plus grande que celle des importations, le déficit du commerce extérieur s'accrut, tandis que les revenus des capitaux à l'étranger diminuaient. En conséquence, le déficit de la balance des paiements continua à s'aggraver.

Pour résumer, cette crise économique a revêtu en France les particularités suivantes :

Premièrement, elle y commença un an plus tard que dans les autres pays. La principale raison en est que, après la guerre, la France avait entrepris d'énormes travaux de redressement et de reconstruction, et que ces acti-

vités atteignirent seulement leur apogée en 1930. Deuxièmement, la crise s'étendit sur une période particulièrement longue, et ce n'est qu'en 1936 qu'une légère remontée se fit sentir. Mais à partir de la deuxième moitié de 1937, la France sombra à nouveau dans le marasme à la suite de l'éclatement d'une nouvelle crise économique dans le monde capitaliste. Troisièmement, les coups reçus par la France au cours de cette crise économique furent en général plus graves que ceux que recevaient les autres pays. C'est pourquoi, la part de sa production industrielle et de son commerce extérieur dans le monde capitaliste baissa.

Le renforcement de la domination du capital monopoliste et l'approfondissement des contradictions nationales

Entre les deux guerres, le capitalisme monopoliste français connut un nouveau développement. Comparativement à la période d'avant la Première Guerre mondiale, le processus de concentration de la production et du capital s'accéléra, un petit nombre de grandes entreprises virent leur force se raffermir, la domination du capital financier s'élargit, et s'approfondit, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Exactement comme le fit remarquer Lénine : *« Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans tous les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences »* (1).

Le renforcement du capital monopoliste de la France d'après-guerre était avant tout inséparable de l'essor économique de la période au cours de laquelle, en particulier, le bond industriel des années 20 stimula avec force le pro-

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 66. E.P.

cessus de concentration de tous les secteurs. Au cours de ces années, dans l'industrie sidérurgique, 10 grandes sociétés possédaient 75 % de la production ; dans l'industrie électrique, 60 % des produits étaient entre les mains d'une immense entreprise ; dans l'industrie automobile, 75 % de la production était assurée par trois grandes sociétés. Quant à l'industrie légère, sa tendance à la concentration se renforçait peu à peu. Particulièrement évident fut le processus de concentration, toujours aussi rapide, du capital bancaire. Les grandes banques renforcèrent leur position de monopole par des méthodes telles que l'ouverture accrue de succursales et de filiales, le contrôle des banques locales, les subventions à l'industrie et au commerce, l'organisation de groupes bancaires, les associations personnelles, l'échange d'actions, etc. Par exemple, le Crédit National, apparu dans les années 1820, était le produit des investissements communs de plusieurs grandes banques. Les trois grandes banques qu'étaient le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte et la Société Générale, avaient développé en 1930 un réseau de 3 300 succursales (elles en possédaient 1 700 en 1913). Quant aux exemples de fusion étroite du capital bancaire et du capital industriel, ils sont innombrables.

Le renforcement du capital monopoliste français se fit, en bonne partie, grâce au soutien du pouvoir d'Etat. Après la guerre, les capitalistes monopolistes prirent l'habitude, sous prétexte de pertes subies au cours de la guerre, de demander d'énormes « dédommagements » au gouvernement. Bien sûr, ils exagéraient toujours effrontément ces prétendues « pertes ». Par exemple, la Compagnie sidérurgique de Longwy, au capital de 14 millions de francs en 1914, réclama paradoxalement un dédommagement de 438 millions de francs ; une importante société, qui n'était même pas située dans les régions occupées par les Allemands, demanda aussi à être dédommagée de 109 millions

L'approfondissement des contradictions de classes donna une impulsion au mouvement ouvrier. Après la guerre, le prolétariat français souleva plusieurs fois de puissantes vagues révolutionnaires, et plus particulièrement en 1921, après la naissance du Parti communiste français, où le mouvement ouvrier entra dans une nouvelle période. Dans les années 20, les ouvriers luttèrent pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, pour l'augmentation des salaires, pour la journée de 8 heures et l'élargissement des droits syndicaux. Mais en même temps, ils lancèrent de nombreux mots d'ordre militant pour la limitation de la domination du capital financier, pour la nationalisation des grandes entreprises, des banques et du chemin de fer, pour le soutien à la révolution soviétique, etc. Au début des années 30, la bourgeoisie monopoliste, en accélérant ses attaques envers le peuple travailleur, provoqua davantage la violente résistance des larges masses ; le puissant mouvement ouvrier, tel un feu de prairie, gagna alors impétueusement tous les coins du pays.

Face à cette situation, la classe dominante française, prise de panique, chercha précipitamment des mesures appropriées. Elle essaya d'établir ouvertement une dictature fasciste, afin de sauver son destin agonisant. En février 1934, la plus haute clique dominante du capital monopoliste français, les « 200 familles », complota en vue de fomenter un coup d'Etat fasciste, qui fut mis en échec par la contre-attaque énergique des masses ouvrières et paysannes. Après cela, le prolétariat et le Parti communiste français, pour s'opposer au fascisme et à un nouveau danger de guerre, pour s'emparer de droits démocratiques et améliorer la vie du peuple travailleur, dirigèrent activement toutes les masses populaires dans le mouvement du « Front populaire ». Sur le plan économique, le Front populaire réclama le contrôle de la Banque de France, la nationalisation de l'industrie militaire, une réforme du système des

de francs. Le gouvernement français satisfaisait quand même leurs demandes une à une. Au cours de la crise des années 30, les monopoles obtinrent de la même manière subventions, commandes et primes du gouvernement, ce qui leur permit d'en sortir non pas affaiblis, mais au contraire renforcés. Pendant la crise, le capitalisme monopoliste d'Etat connut aussi un grand développement. Ainsi, le nombre d'entreprises nationalisées augmenta largement, et ce fut la principale mesure prise par le gouvernement bourgeois pour épargner les coups de la crise à l'oligarchie monopoliste, et protéger ses immenses profits. Cet état de choses montre parfaitement que le capital financier français occupait une place de domination absolue. C'est pourquoi il pouvait profiter des organes gouvernementaux sous son contrôle et piller sans aucune crainte le Trésor de l'Etat.

A la suite de la nouvelle progression du capital monopoliste, les contradictions de classes à l'intérieur du pays ne cessèrent de s'exacerber. Entre les deux guerres, à cause de la hausse incessante des impôts et des prix, le salaire réel des ouvriers baissa plus que jamais. Même lors du bond industriel de 1921 à 1926, il diminua de 9 %. Mais c'est surtout au cours de la grande crise que la situation des ouvriers fut la plus dégradée. La baisse de la production et la fermeture d'entreprises fit croître le nombre des chômeurs. En 1935, le nombre des personnes au chômage en France dépassait les 500 000, et les semi-chômeurs représentaient plus de la moitié du nombre total des ouvriers. Le salaire des ouvriers fut réduit, alors que la journée de travail s'allongeait pour atteindre 12 à 15 heures. Dans les campagnes, l'alourdissement des impôts, la baisse des prix agricoles et l'accentuation du « mouvement de ciseaux » diminuèrent à maintes reprises les revenus des paysans et leur rendit la vie extrêmement difficile.

L'approfondissement des contradictions de classes donna une impulsion au mouvement ouvrier. Après la guerre, le prolétariat français souleva plusieurs fois de puissantes vagues révolutionnaires, et plus particulièrement en 1921, après la naissance du Parti communiste français, où le mouvement ouvrier entra dans une nouvelle période. Dans les années 20, les ouvriers luttèrent pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, pour l'augmentation des salaires, pour la journée de 8 heures et l'élargissement des droits syndicaux. Mais en même temps, ils lancèrent de nombreux mots d'ordre militant pour la limitation de la domination du capital financier, pour la nationalisation des grandes entreprises, des banques et du chemin de fer, pour le soutien à la révolution soviétique, etc. Au début des années 30, la bourgeoisie monopoliste, en accélérant ses attaques envers le peuple travailleur, provoqua davantage la violente résistance des larges masses ; le puissant mouvement ouvrier, tel un feu de prairie, gagna alors impétueusement tous les coins du pays.

Face à cette situation, la classe dominante française, prise de panique, chercha précipitamment des mesures appropriées. Elle essaya d'établir ouvertement une dictature fasciste, afin de sauver son destin agonisant. En février 1934, la plus haute clique dominante du capital monopoliste français, les « 200 familles », complota en vue de fomenter un coup d'Etat fasciste, qui fut mis en échec par la contre-attaque énergique de masses ouvrières et paysannes. Après cela, le prolétariat et le Parti communiste français, pour s'opposer au fascisme et à un nouveau danger de guerre, pour s'emparer de droits démocratiques et améliorer la vie du peuple travailleur, dirigèrent activement toutes les masses populaires dans le mouvement du « Front populaire ». Sur le plan économique, le Front populaire réclama le contrôle de la Banque de France, la nationalisation de l'industrie militaire, une réforme du système des

impôts taxant particulièrement des gros capitalistes, un système de travail avec une semaine de 40 heures sans réduction de salaire, etc. Il refléta ainsi fondamentalement les exigences des masses populaires.

A cette époque, les dirigeants du Parti socialiste de tendance droite, poussés par les militants de base et afin de séduire les masses, conclurent provisoirement une alliance avec le Parti communiste, et participèrent au Front populaire. De 1936 à 1938, les socialistes avec à leur tête Blum, Chautemps et certains radicaux (Daladier), s'appuyant sur la force du Front populaire, se succédèrent sur la scène pour gouverner. Au départ, ils réalisèrent de façon hypocrite quelques-unes des exigences du Front populaire, mais bien vite, ils déchirèrent leur masque et lancèrent leurs attaques en direction des masses populaires. Non seulement ils annulèrent les innovations qui avaient déjà été partiellement appliquées, mais ils augmentèrent les impôts, prolongèrent la journée de travail, et pratiquèrent trois fois de suite une dévaluation du franc, ce qui amena une flambée des prix. A la fin de 1938, le gouvernement Daladier alla jusqu'à réprimer cruellement la grève antigouvernementale. En septembre 1939, il interdit les activités du Parti communiste, et fit emprisonner de nombreuses personnes dans tout le pays. Pendant un moment, les nuages s'amoncelèrent et les forces réactionnaires redoublèrent aussitôt d'arrogance. La bourgeoisie monopoliste crut, avec ses laquais, qu'elle pouvait ainsi détruire un mouvement révolutionnaire croissant de jour en jour. Mais comme l'indique le président Mao : « *Les persécutions qu'ils font subir aux peuples révolutionnaires ne peuvent, en dernière analyse, que hâter la révolution populaire qui se fera sur une échelle d'autant plus large et d'autant plus violemment* (1). » Jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre

(1) Mao Tsé-toung, « Discours prononcé lors de la réunion du So-

mondiale, la lutte du prolétariat français contre la domination du capital monopoliste se prolongea sans répit.

6. GRAVES DOMMAGES CAUSES PAR LA SECONDE GUERRE MONDIALE A L'ECONOMIE FRANÇAISE ET EXACERBATION DES CONTRADICTIONS DE CLASSES ET DES CONTRADICTIONS NATIONALES.

Le déclin total de l'économie française sous l'occupation militaire de l'Allemagne fasciste

En septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale était totalement engagée. La France et son alliée, l'Angleterre, se lancèrent aussitôt dans cette guerre d'impérialistes pour un nouveau partage du monde. La France y participa pour tenter d'échapper à une crise politique et économique sans cesse plus profonde et dans le but d'affaiblir l'Allemagne, afin de consolider et de renforcer ainsi la domination du capital monopoliste. Mais d'un autre côté, la France espérait exterminer l'Union soviétique socialiste, avec l'aide de la force militaire du fascisme allemand. C'est pourquoi, avant l'éclatement de la guerre, la clique dominante de la France ne prit aucune mesure efficace contre le danger de guerre sans cesse croissant du fascisme allemand. Bien plus, au risque de porter atteinte à la souveraineté de ses propres alliés, elle collabora ouvertement avec Hitler, encouragea de son mieux l'insolence agressive du fascisme. Et même après l'éclatement de la guerre, cet-

---

viet suprême de l'Union soviétique pour célébrer le 40e anniversaire de la Révolution d'Octobre ».

te clique continua à pratiquer une politique de tolérance vis-à-vis des agresseurs, et ne fit pas faire le moindre mouvement à ses troupes. Finalement, elle ne fit que soulever une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds, car, en très peu de temps, la France fut occupée par l'armée allemande. En juin 1940, le gouvernement de Pétain signa un « armistice » humiliant avec le fascisme allemand. Dès lors, le pays entier perdit son indépendance, l'ensemble des secteurs économiques fut mis en état de guerre, au service des activités d'agression du fascisme allemand.

Avant l'automne de 1942, sur le plan formel, le territoire français n'était pas entièrement sous occupation allemande. Les armées fascistes n'occupaient alors directement qu'environ les 2/3 du territoire français, comprenant Paris et le Nord de la France, ainsi que l'importante région industrielle de l'Est. Les régions non occupées du Sud de la France étaient « administrées » par le pouvoir fantoche, traître à la nation et capitulard, de Pétain. Mais ces régions dites non occupées se trouvaient de la même manière sous le contrôle du fascisme allemand ; elles ne présentaient aucune différence réelle avec les régions occupées. A partir de la fin de 1942, les armées d'Hitler envahirent ces régions, faisant ainsi disparaître la seule différence formelle existant encore. C'est pourquoi l'on peut dire que, pendant toute la guerre, la France entière subit l'asservissement et le pillage du fascisme allemand ; ses pertes et ses dommages sur le plan économique furent bien supérieurs à ceux de la Premier Guerre.

Pendant l'occupation, les pillards hitlériens raflèrent en masse dans toute la France des réserves d'or, des devises étrangères, des objets précieux, des locomotives, des bateaux, des céréales, des matières premières et des équipements, et envoyèrent un grand nombre de personnes en travail forcé en Allemagne. Mais en plus, ils perçurent par

la contrainte d'énormes « frais d'occupation ». Ces frais s'élevèrent au début à 400 millions de francs par jour, puis furent augmentés à partir de 1942 à 500 millions de francs. En plus, la France devait aussi verser 1 milliard de francs par mois à l'Italie fasciste.

La production industrielle française, détruite de fond en comble par les occupants, se trouva dans un état d'entière paralysie et de déliquescence. Les seuls secteurs à pouvoir se maintenir furent ceux qui servaient les besoins militaires de l'Allemagne. Toutes les entreprises étaient si sévèrement contrôlées qu'elles n'avaient en général même pas le droit de décider elles-mêmes d'une augmentation d'investissements ou du renouvellement d'équipements. Les occupants intégrèrent aussi directement un grand nombre d'entreprises françaises à des groupements de monopoles allemands, en employant toutes sortes de méthodes coercitives, si bien que le système industriel français ne s'en trouva que davantage disloqué et fragmenté. La production industrielle enregistra alors une baisse encore plus violente. En 1941, l'indice général de cette production équivalait seulement à 65 % de celui de 1938 ; par la suite, il se dégrada progressivement pour ne plus valoir, en 1944, que 40 % de ce même indice. Ce niveau de production ne représentait donc pas la moitié du très bas niveau de 1938, qui avait pourtant été une année de crise pour la France. C'est dire le degré de dépérissement atteint par la production industrielle de la France en guerre !

L'état de l'agriculture pendant l'occupation fut tout à fait similaire à celui de l'industrie. En agriculture, la principale difficulté vint de l'insuffisance de main-d'œuvre et du manque d'outils et d'engrais, qui firent fortement diminuer le volume des récoltes. Selon les estimations de 1943, la quantité de produits agricoles pour la France baissa de 40 % par rapport à 1938. La dégradation de la situation agricole provoqua une grave pénurie de denrées

alimentaires, et fit longuement endurer la faim au peuple travailleur du pays.

Le dépérissement de la production industrielle et agricole influença gravement le commerce extérieur. En 1943, le volume des importations françaises diminua de 69,7 % par rapport à 1938 (si l'on ne tient pas compte du facteur de la hausse des prix, cela fait une diminution réelle de plus de 75 %). Le volume des exportations ne diminua que de 19,3 %, mais ce fut le résultat du pillage effréné de l'Allemagne. Au cours de la guerre, la plus grande partie des produits exportés par la France l'était en direction de l'Allemagne, tandis que les occupants allemands ne fournissaient pratiquement rien à la France.

En bref, au cours de la Seconde Guerre mondiale, toute l'économie nationale française subit de graves dommages. Selon des statistiques incomplètes, les pertes économiques de la France s'estiment à 4 893 milliards de francs (en fonction des prix de 1945). En conséquence, la France entière était plongée dans la souffrance et le déclin ; villes et campagnes présentaient une image de désolation.

Les activités de trahison de la bourgeoisie monopoliste et la lutte antifasciste des masses populaires

Avant la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie française entretenait des relations extrêmement étroites avec l'oligarchie financière allemande. Après l'éclatement de la guerre, malgré les actions militaires des deux pays, les groupements de monopoles des deux parties n'avaient pas cessé leurs rapports, mais avaient collaboré et continué à garder de prétendues « relations industrielles ». En juin 1940, après que la France vaincue eut signé l'armistice, la bourgeoisie monopoliste française, afin de préserver ses profits élevés, n'hésita pas à brader les intérêts natio-

naux et se prostitua pour le fascisme allemand. En mai 1941, l'oligarchie monopoliste de l'industrie automobile accepta la première de courber docilement l'échine, et conclut un accord dit « d'étroite collaboration » avec les fascismes allemand et italien. Ensuite, les capitalistes monopolistes de différents secteurs, comme ceux de la sidérurgie, de l'électricité, de la chimie, du textile, de la tannerie, du bois, se succédèrent à qui mieux mieux pour signer des « accords de collaboration » de toutes sortes avec les Allemands. Ils se placèrent de bon gré et sans aucune honte sous la dépendance de l'ennemi, afin d'en retirer des avantages et de s'enrichir par la guerre.

Sous l'occupation, l'oligarchie monopoliste française mobilisa 80 % des entreprises en vue de produire pour les commandes de l'Allemagne fasciste. Selon certaines estimations, pendant les quelques années d'occupation, l'Allemagne dépensa en France près de 800 milliards de francs, soit environ l'équivalent des frais d'occupation qu'elle extorqua à la France ; la majeure partie de cette somme fut employée à régler les commandes qu'elle passa. Les monopoles français approvisionnèrent non seulement l'Allemagne en produits dont elle avait besoin, mais fournirent directement aux armées fascistes plus de 5 % de ses avions, 12 % de ses moteurs d'avions, plus de 20 % de ses camions, plus de 10 % de ses locomotives, ainsi qu'une quantité énorme d'armes meurtrières allant des armes chimiques aux tanks. Selon des documents rendus publics par le tribunal international de Nuremberg qui se tint après guerre, le coût des voitures, des avions, des bateaux et du matériel que la France produisit uniquement pour le fascisme hitlérien n'atteignit pas moins de 203 milliards de francs.

En se mettant ainsi, sans épargner aucun effort, au service de l'agression militaire du fascisme, la bourgeoisie monopoliste français réalisa des profits stupéfiants. Pen-

dant la guerre, le taux de profit de grandes entreprises et de grosses sociétés a pu atteindre 200 à 400 %. Certaines entreprises, même en étant forcées d'adhérer à des groupements de monopoles allemands, purent continuer à s'enrichir. Par exemple, l'oligarchie monopoliste du grand groupement qu'était le Comité des Forges fut obligée en 1941 de céder les aciéries de Lorraine à un konzern allemand, mais elle obtint malgré tout 20 milliards de dédommagements. De plus, lorsque la guerre se termina et que la Lorraine revint à la France, elle put récupérer ces entreprises à des prix très avantageux.

Sous l'occupation fasciste, la bourgeoisie monopoliste française s'enrichit également à l'aide d'une série de mesures que le gouvernement traître de Vichy, dirigé par Pétain, prit en sa faveur. Par exemple, le gouvernement de Vichy, pour se conformer aux besoins militaires du fascisme allemand et renforcer le contrôle de la gestion des matières premières, des combustibles et d'autres produits, avait établi un organisme spécial et unifié : le Comité d'organisation. Ce comité était en réalité un groupement de grands monopoles s'étendant à tout le pays, et auquel participaient des représentants de chacune des « 200 familles » françaises. Ils profitaient de ce comité pour pratiquer la fraude en commun, pour se partager les butins, et accroissaient ainsi amplement la force du capital monopoliste. Les occupants fascistes, eux, contrôlaient davantage la totalité des activités économiques françaises grâce à ce comité, et le faisaient encore mieux servir la guerre d'agression.

Alors que les capitalistes monopolistes augmentaient leur fortune, la paupérisation du peuple travailleur français ne faisait que s'approfondir. Pendant la guerre, de nombreux jeunes furent envoyés en travail forcé en Allemagne et beaucoup y moururent victimes de cruels traitements ; dans la dernière période de la guerre, il y avait

encore 3 millions de travailleurs français en Allemagne. Quant à ceux qui restèrent en France, victimes de la double exploitation et oppression des occupants allemands et du capital monopoliste de leur pays, ils virent leur vie et leurs conditions de travail se dégrader à l'extrême. Dans les entreprises minières, l'intensité du travail ne cessa de s'accroître, le temps de travail hebdomadaire s'allongea de 60 à 70 heures et plus. Les salaires furent bloqués pour longtemps, tandis que les prix continuaient à monter. En 1943, le salaire réel des ouvriers français équivalait à 60 % de celui de 1938. Avec la guerre, un système de rationnement selon une quantité fixée fut mis en place (ce système ne s'appliqua en réalité qu'au peuple travailleur ; les riches connurent peu de restrictions), mais les produits rationnés n'arrivaient même pas à assurer la moitié des besoins vitaux de la population. Par exemple, la ration de pain noir, fixée entre 100 et 350 grammes par jour et par personne fut réduite plusieurs fois pour atteindre 250, puis 200 grammes seulement. De plus, même des produits fixés par les tickets de rationnement étaient introuvables pendant plusieurs mois. Evidemment, on trouvait n'importe quel produit au marché noir, mais à des prix de 10 à 20 fois plus élevés que la normale, prix que ne pouvait pas se permettre le peuple travailleur. Dans les campagnes, la situation des petits paysans était également très difficile. Ils étaient obligés de céder à bas prix la totalité de leurs récoltes aux autorités d'occupation, puis d'en racheter une minuscule ration au prix fort.

En plus de cela, le gouvernement fantoche et traître collabora activement avec l'armée d'occupation allemande et instaura une dictature de terreur fasciste. Les masses se virent privées de tous leurs droits politiques, toutes les organisations démocratiques furent dissoutes, les patriotes et les révolutionnaires subirent de cruelles persécutions. A cette époque, plus de 600 000 personnes furent envoyées

en prison ou dans des camps de concentration ; elles y subirent des traitements inhumains et connurent une vie d'horreur.

La domination sanguinaire de la clique traître à la France et du fascisme allemand provoqua la résistance acharnée des larges masses populaires. Dès que les armées fascistes posèrent le pied sur son territoire, le peuple révolutionnaire français, marqué par la haine de classe et la haine nationale, développa courageusement un puissant mouvement de résistance. Sous la direction du Parti communiste français, les ouvriers, les paysans et les travailleurs organisèrent une force armée révolutionnaire. Ils créèrent un Front national anti-fasciste et menèrent une lutte résolue contre les agresseurs allemands et leurs laquais de Vichy. En 1941, le nombre de combattants participant au mouvement de résistance atteignit 250 000. Non seulement ils donnaient leur vie en luttant les armes à la main, mais ils organisaient dans tout le pays des grèves du travail et des grèves des commerçants, venaient en aide aux travailleurs déportés de force en Allemagne, tendaient des embuscades aux fonctionnaires du gouvernement réactionnaire et aux soldats et officiers des armées d'Hitler, sabotaient les voies de communication, etc. En même temps, le général de Gaulle, réfugié à l'étranger, organisait à Londres le mouvement de la « France Libre », pour s'opposer à l'agression fasciste et sauvegarder l'indépendance nationale de la France. En août 1944, les forces armées révolutionnaires françaises libérèrent Paris et, au mois de septembre de la même année, la France fut pratiquement libérée tout entière.

Mais les fruits de la victoire, que le peuple français récolta au prix de son sang, furent rapidement usurpés par la grande bourgeoisie. A ce moment-là, les dirigeants du Parti communiste, le premier grand Parti de France, jouissant d'une forte influence parmi les masses populaires,

appliquèrent de façon erronée une ligne déviationniste de droite, et crurent pouvoir changer la politique de la bourgeoisie et le système capitaliste par la voie parlementaire. Aspirant à des postes élevés et à de bons salaires, la clique dirigeante du P.C.F. fit un compromis honteux avec la grande bourgeoisie, rendit les armes et abandonna la lutte armée. Moins de trois ans après, les communistes furent expulsés du gouvernement par les forces réactionnaires, et devinrent aussitôt l'objet d'une cruelle répression. Cette erreur historique du Parti communiste français est une grave leçon qui doit mettre en garde le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde entier.

CHAPITRE V

L'ALLEMAGNE

L'Allemagne est un pays capitaliste tardif. Avant le milieu du XIXe siècle, le niveau de développement de l'économie allemande était très inférieur à celui des pays capitalistes avancés comme l'Angleterre ou la France. Grâce à leur développement rapide lors de la dernière moitié du XIXe siècle, les industries allemandes rattrapèrent et dépassèrent celles de la France et de l'Angleterre. L'Allemagne devint ainsi la première puissance industrielle européenne. Dès son entrée dans la phase du capitalisme monopoliste, l'impérialisme allemand révéla sa nature agressive et chercha à s'emparer du monde. Il fut le principal fauteur des deux guerres mondiales. A cette époque, le développement du capitalisme monopoliste d'Etat allemand atteignit le plus haut niveau mondial. Mais cela ne put le préserver de son écroulement final.

1. AVANT LE XVIIIe SIECLE, LENT DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE ET APPARITION DE LA MANUFACTURE.

XVIe et XVIIe siècles : une économie décadente

Aux XIVe et XVe siècles, l'économie allemande était florissante. L'artisanat corporatiste des villes allemandes comme le tissage, l'extraction minière, l'armurerie, la gravure et l'imprimerie, était déjà renommé dans toute l'Europe. Comme les routes commerciales maritimes de la Méditerranée à la mer du Nord et à la Baltique passaient par l'Allemagne, le négoce et les activités économiques d'un grand nombre de villes étaient florissants sur le marché européen. Les villes du Nord de l'Allemagne appartenant

à la Ligue hanséatique (1) avaient alors la primauté du commerce de l'Europe du Nord. La prospérité du commerce et de l'industrie entraîna le progrès des campagnes. La rente (rente en espèces ou rente en nature) remplaça le système périmé des corvées qui tomba en désuétude. A la fin du XVe siècle et au début du XVIe, les premiers germes du capitalisme firent leur apparition dans les industries de filature et les industries lainières allemandes.

Aux XVIe et XVIIe siècles cependant, en pleine transition du système féodal au système capitaliste, et alors que la manufacture capitaliste des pays avancés de l'Europe de l'Ouest commençait à se développer largement, l'économie allemande dépérit progressivement pour ne plus se relever de sa ruine.

Les grandes découvertes géographiques de la fin du XVe siècle constituent les causes externes de la décadence de l'économie allemande. En effet, les routes commerciales du monde occidental ne traversèrent plus l'Allemagne et passèrent de la Méditerranée à l'Océan Atlantique ; la Hollande et l'Angleterre devinrent le centre de ces nouvelles routes. La position de toutes les villes allemandes dans le commerce européen s'effondra. Plus tard, lors de la Guerre de trente ans, la Suède et la Hollande s'emparèrent, respectivement des ports allemands sur la Baltique et sur la mer du Nord. Elles transformèrent l'Allemagne en un pays continental et accentuèrent l'écart qui la séparait des nouveaux centres commerciaux du monde occidental. Ces conditions défavorables accélérèrent le dé-

(1) La Ligue hanséatique était une association politique et économique de toutes les villes du Nord de l'Allemagne. Au XIIIe siècle, 90 villes y adhéraient ; elles étaient 160 au XIVe siècle ; la ville dominante était Lübeck. La Ligue avait son armement, sa trésorerie, elle avait le pouvoir de déclarer la guerre, de négocier la paix, et de signer des traités. C'est en 1370 qu'elle atteignit son apogée après avoir vaincu le Danemark et la Norvège.

clin de la Ligue hanséatique et la dégradation de l'industrie et du commerce allemands.

« *Les causes externes constituent la condition des changements, les causes internes en sont la base* (1). » Le déclin de l'économie allemande est dû principalement au développement des contradictions internes dans la société allemande. Le poids de la réaction et le renforcement du système féodal, c'est-à-dire, concrètement, la renaissance du servage, la recrudescence du système des corvées et le renforcement du morcellement politique féodal aiguisèrent ces contradictions.

La grande Guerre des paysans en Allemagne qui dura de 1524 à 1525 fut cruellement réprimée. Après cette défaite, et plus particulièrement après la Guerre de trente ans, le servage refit son apparition en Allemagne. La classe des nobles propriétaires fonciers imposa sa domination illimitée sur la paysannerie qu'elle dépouilla et asservit honteusement. Engels écrivait au sujet de la campagne allemande au XVII[e] siècle : « *Le servage devint alors général : il était devenu aussi difficile de dénicher un paysan libre qu'un merle blanc* (2). » Dans le Nord-Est de l'Allemagne, la situation était encore bien pire ; les paysans devinrent des salariés agricoles et vécurent à la manière des serfs avec, pour seule richesse, une simple cabane et un bout de jardin. La paysannerie subissait à nouveau le carcan du servage. Le retour au servage féodal dégrada énormément la situation des paysans et diminua leur dynamisme dans la production. Cela constitua un grave obstacle à l'élévation des forces productives dans l'agriculture et influença le développement de l'industrie et du commerce.

Engels a souligné : « *Le rétablissement général du ser-*

(1) « De la contradiction », *Œuvres choisies de* Mao Tsé-toung, t. 1, p. 351.

(2) F. Engels, « L'origine de la propriété de la famille et de l'Etat », p. 321. E.S.

vage est l'une des raisons pour lesquelles aucune industrie n'a pu naître en Allemagne aux XVIIe et XVIIIe siècles (1). » En Allemagne, les bases du système corporatiste étaient solidement ancrées depuis le Moyen Age. A partir du XVIe siècle, en raison de la dégradation de la situation économique, les corporations se replièrent de plus en plus sur elles-mêmes. Elles intensifièrent leurs persécutions sur les artisans qui n'en faisaient pas partie. Des querelles de plus en plus virulentes éclatèrent entre elles à propos du domaine respectif de leurs activités. L'obstination perpétuelle des forces traditionnelles corporatistes constitua un obstacle aux progrès du commerce et de l'industrie dans les villes allemandes et entrava l'ascension de la bourgeoisie montante.

Avec la réapparition des vieilles influences sur l'économie des villes et des campagnes, le morcellement politique féodal datant du Moyen Age se renforça. Après la Guerre de trente ans, le Saint-Empire romain germanique, qui n'existait que de nom, se disloqua totalement pour former 360 petits Etats indépendants. Les barrières intérieures étaient innombrables à cause de la multitude des fiefs féodaux. Les réglementations commerciales et les systèmes de poids et mesures étaient innombrables ; il régnait une anarchie totale au niveau de la circulation monétaire, plus de 6 000 monnaies différentes ayant cours dans tous les Etats. Tout cela limitait beaucoup le développement de l'économie marchande et du capitalisme. De plus, tous ces seigneurs féodaux entraient continuellement en conflit entre eux, pactisaient avec l'étranger et guerroyaient interminablement.

Ainsi, les forces productives ne cessèrent de se détériorer.

---

(1) Engels, « Lettre de Engels à Marx du 5 décembre 1882 », (*O.C.* de Marx et Engels, t. 35, p. 123 de l'édition chinoise).

Toutes les raisons évoquées ci-dessus expliquent la décadence du commerce et de l'industrie allemands après le XVIe siècle. Par exemple, Augsbourg, ville du Sud de l'Allemagne qui regroupait au XVIe siècle dans l'artisanat du tissage 6 000 personnes, n'en comptait plus que 500 au XVIIe siècle. La production de tissés des autres villes régressa, elle aussi, de 90 % ; l'état des industries minières et métallurgiques empira. Le commerce allemand perdit son indépendance et sa prospérité du passé et devint un centre d'affaires pour les capitaux des commerçants hollandais, anglais et français.

XVIIIe siècle : début du développement des manufactures

Dès la fin du XVIIe siècle, l'économie marchande démarra progressivement, en Allemagne, et les manufactures capitalistes firent leur apparition. Au XVIIIe siècle, elles connaissaient un début de développement. Ce fut l'industrie des campagnes qui s'anima la première. Pour s'acquitter envers la noblesse foncière d'impôts et de fermages chaque jour plus lourds à supporter, la paysannerie misérable qui vivait sous le joug du servage était obligée de vendre des produits subsidiaires qu'elle fabriquait à domicile afin d'obtenir une rentrée d'argent complémentaire. Des entrepreneurs (Verleger) profitèrent ainsi des difficultés que connaissaient les paysans-serfs. Ils tirèrent profit des conditions avantageuses que représentaient les campagnes échappant à l'autorité des corporations villageoises, pour y acheter à vil prix le fruit de ces activités subsidiaires à domicile. Puis, en fournissant les matières premières et moyennant un maigre salaire, ils amenèrent progressivement les paysans à travailler pour eux, à faire du filage, de la dentelle, à tisser le lin, etc. Ils constituèrent petit à petit, sous leur coupe, une myriade de manufactures séparées.

La teinture des tissus et les dernières finitions étaient menées à bien dans des manufactures réunies qu'ils avaient eux-mêmes montées. Ces riches entrepreneurs obligèrent également l'artisanat corporatif local à travailler pour eux. Beaucoup d'artisans des villes tombèrent alors sous leur dépendance.

Par ailleurs, à la fin du XVII[e] siècle et au début du XVIII[e], plusieurs milliers de protestants des possessions hollandaises, tchécoslovaques, suisses, ainsi que de la France et de l'Espagne, émigrèrent dans plusieurs villes de l'Est de l'Allemagne à la suite de la répression catholique qu'ils subissaient dans leur pays. Ces protestants étaient pour la plupart des artisans et des commerçants expérimentés. Ils amenèrent avec eux des capitaux, des techniques d'avant-garde et leur expérience dans l'organisation des manufactures. Ils stimulèrent les progrès de la manufacture urbaine en Allemagne.

L'ascension du royaume féodal et militaire de Prusse (fondé en 1701) contribua également au développement de la manufacture en Allemagne. Le Roi Frédéric II appliqua une ferme politique d'assistance à l'industrie et au commerce afin d'accroître la base financière et économique de ses forces militaires d'agression. Le gouvernement attribuait des subventions pour la création d'entreprises commerciales ou industrielles, il accordait des réductions d'impôt privilégiées, il mettait en place un régime de protection douanière, et il forçait même les paysans-vagabonds à s'engager dans les nouvelles manufactures.

Aussi les manufactures allemandes se développèrent-elles graduellement. La région rhénane regroupait les principales industries : métallurgie, travail des métaux, tissage, verre, poterie et porcelaine ; mais on trouvait aussi en Saxe les mines d'argent et de fer, le travail des métaux et les textiles. En 1786, 1,65 million d'ouvriers travaillaient dans les manufactures allemandes, 10 000 d'entre eux travail-

laient à Berlin. La valeur totale de la production annuelle était de 180 millions de marks, dont 18 millions pour Berlin. Mais le développement des manufactures allemandes au XVIII[e] siècle restait encore très limité. Au cours de cette période, les ouvriers des manufactures étaient restés des paysans-serfs ou bien des artisans de corporation qui ne s'étaient pas encore transformés en simples ouvriers salariés. Les entrepreneurs exerçaient toujours sur eux les impitoyables méthodes d'exploitation féodales ; ils étaient à la fois marchands et patrons, mais pas encore capitalistes industriels. La manufacture demeurait essentiellement une manufacture séparée reposant sur l'exploitation de larges masses d'artisans à domicile. Le grave obstacle constitué par le système féodal dans les villes et les campagnes et par la désunion du pays entrava le développement des rapports capitalistes en Allemagne qui resta très faible et très lent jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle. A l'époque où l'Angleterre entamait sa révolution industrielle, l'Allemagne en était encore à la première l'étape de la manufacture capitaliste.

2. EFFONDREMENT DU SYSTEME FEODAL ET INSTAURATION DU CAPITALISME.

Première moitié du XIX[e] siècle : vaste développement de la manufacture et début de la révolution industrielle

En 1789, la révolution bourgeoise éclatait en France : « *Les effets de la Révolution française furent énormes. Elle frappa brutalement, comme un coup de tonnerre, le chaos allemand* (1). »

(1) F. Engels, « La situation en Allemagne » (*O.C.*, t. 2, p. 635 de l'édition chinoise).

La révolte paysanne contre la féodalité (1789-1793) qui prit naissance en Alsace s'étendit rapidement à tout le pays. Les compagnons artisans de nombreuses villes lancèrent successivement grèves et manifestations pour s'opposer à leur cruelle exploitation. Malgré leurs échecs, ces soulèvements sapèrent les bases du servage et des corporations.

En 1792, la Garde nationale française repoussa l'agression des armées coalisées de la Prusse et de l'Autriche et occupa toute la rive gauche du Rhin. Par la suite, Napoléon continua de combattre la noblesse allemande et étendit sa domination sur toute l'Allemagne. Les victoires militaires napoléoniennes portèrent de nouveaux coups à la féodalité en Allemagne. Les armées d'occupation françaises sur la rive gauche du Rhin réalisèrent toute une série de réformes bourgeoises : elles abolirent les privilèges féodaux des nobles ; elles annulèrent les corvées et les fermages imposés par les propriétaires terriens aux paysans ; elles confisquèrent et revendirent aux enchères les terres du clergé et des émigrés ; elles déclarèrent la « liberté d'entreprise » et abolirent les lois corporatistes dans les villes ; elles mirent sur pied un nouveau code civil bourgeois. A ce contact, un certain nombre de régions de la rive droite du Rhin se virent obligées d'appliquer, à des degrés divers, de semblables réformes. Afin d'asseoir sa domination, Napoléon transforma la physionomie de l'Allemagne en forçant la mosaïque féodale des petits Etats à fusionner. Tous ces changements favorisèrent le développement du capitalisme allemand. La politique napoléonienne de blocus continental vis-à-vis de l'Angleterre, la mise en place par la Prusse d'une politique de protection douanière vis-à-vis de l'Angleterre après la défaite de Napoléon, l'importation en Allemagne de machines anglaises après la suspension de l'embargo anglais sur ces machines, en 1825, tout cela stimula l'industrie allemande.

Au cours des 30 premières années du XIXe siècle, la manufacture allemande se développa largement et sa mécanisation progressa. Les industries minières, métallurgiques, et celle du travail des métaux étaient pour la plupart concentrées sur la rive gauche du Rhin. Dans la Saxe et en Silésie, les industries du tissage du coton et du lin se développaient et prospéraient. En 1783, on installa dans la ville d'Elberfeld la première machine à filer utilisant la force hydraulique. En 1814, la Saxe comptait à elle seule plus de 270 000 broches. En 1831, il y avait plus de mille métiers à tisser le coton dans toute l'Allemagne.

La mise en place de l'Union douanière (Zollverein) anima un nouvel essor de l'industrie allemande et y provoqua une véritable révolution. Après les guerres napoléoniennes, il y avait encore 38 Etats en Allemagne ; le morcellement féodal constituait toujours autant de barrières pour le marché intérieur et le développement du commerce. La question de l'unification des tarifs douaniers fut portée à l'ordre du jour alors qu'aucune unification n'avait pu se faire encore sur le plan politique. Ce n'est qu'en 1834 que l'Union douanière fut fondée sous la poussée de la bourgeoisie prussienne montante. Elle réunissait 18 des principaux Etats de l'époque, les 3/4 de la population allemande et les 2/3 du territoire. L'Union avait pour tâche principale de supprimer les droits de douane intérieure, d'exempter d'impôts le commerce dans tous les Etats de l'Union et d'instaurer un régime douanier et une tarification douanière unifiée face au commerce étranger. La mise en place de l'Union fut une étape importante dans le chemin de l'unité politique et économique allemande ; elle accéléra l'avènement de la révolution industrielle.

La révolution industrielle allemande commença dans les années 30 du XIXe siècle. Dès le début, l'industrie textile fut le secteur de pointe, de même qu'il l'avait été en An-

gleterre et en France. L'industrie des filés de coton venait en tête et se développait rapidement sur la base du système de la fabrique. En 1846, on dénombrait 313 filatures et 750 000 broches dans tous les Etats de l'Union douanière. Chemnitz était le centre de cette industrie et se faisait déjà appeler à l'époque le « Manchester allemand ». L'extraction minière et la métallurgie se développèrent eux aussi rapidement. Elles étaient concentrées dans la Ruhr, de chaque côté du Rhin, et dans la Sarre. Dans les années 40, la production annuelle de charbon de ces deux régions dépassait 3 millions de tonnes et celle de l'acier atteignait environ 200 000 tonnes. En 1824, le premier bateau à vapeur naviguait sur le Rhin ; la première compagnie intercontinentale de bateaux à vapeur était bientôt créée. En 1835, la première ligne de chemin de fer (8 km) était ouverte entre Nuremberg et Furth ; en 1848, le réseau ferroviaire allemand atteignait 2 500 kilomètres.

Vers 1850, cependant, la révolution industrielle allemande n'avait pas encore dépassé sa phase initiale. Dans l'industrie, manufacture et petit artisanat occupaient encore une place prépondérante ; l'industrie de fabrication de machines était pratiquement inexistante et la majeure partie des machines devait être importée de l'étranger. Le niveau de l'industrie allemande à cette époque ne supportait visiblement pas la comparaison avec celui de la France (excepté pour les charbonnages et la longueur du réseau ferré) et se trouvait loin derrière celui de l'Angleterre. L'Allemagne demeurait un pays agricole dont la population rurale dépassait 70 %.

La révolution bourgeoise de 1848

Toutes les contradictions sociales de l'Allemagne des années 40 s'aiguisèrent avec une extrême complexité.

Droits seigneuriaux, indemnité de rachat, impôts sur le décès, impôt sur le bétail, impôt sur les soins médicaux, taxe de protection, dîme sur l'abattage des animaux, impôt sur la justice, abeillage, redevance sur la cire, impôt sur les champs annexes, denier du sceau, dîme, fermage, taxe successorale, etc. « *Cette atmosphère de putréfaction, cette boue féodale que nous retrouvons ici dans leur authenticité classique,* » (1) pesait toujours sur les épaules de la paysannerie asservie. La grande masse des paysans haïssait profondément le servage et lançait d'incessantes révoltes contre la féodalité. Les ouvriers des fabriques et les artisans enduraient une vie pénible sous la double oppression du capitalisme et de la féodalité. Engels décrivait ainsi la situation des portefaix d'Elberfeld : « *A l'aube, ils sortent de leurs tanières, de leurs greniers, de leurs étables, etc., si toutefois ce n'est pas sur des tas de fumier ou dans les escaliers de maison qu'ils ont passé la nuit.* » Les ouvriers des fabriques travaillaient jour et nuit : « *le travail dans les salles basses où les gens respirent plus de vapeurs de charbon et de poussière que d'oxygène — et cela le plus souvent dès qu'ils ont six ans — est conçu de façon à leur ôter toute force et toute joie de vivre. Les femmes qui ont quelque chaise dans leur maison y sont assises, toutes voûtées, du matin jusqu'à la nuit, et elles se font griller la moelle épinière au feu du poêle* (2). » Ils en étaient réduits à la boisson pour noyer leur tristesse. C'était au départ de forts artisans au physique vigoureux, « *mais à peine un peu plus de trois années d'une vie semblable aura suffi à les précipiter dans la tombe : trois sur cinq mourront de tuberculose pulmonaire* » (3). Le spectacle poignant d'Elberfeld fut l'image même de la vie

(1) Marx, « Projet de Loi sur la suppression des charges féodales », (*O.C.*, t. 5, p. 325 de l'édition chinoise).

(2), (3) Engels, « Lettre de Wuppertal », (*O.C.*, t. 1, pp. 497-498 de l'édition chinoise).

cruelle menée par la grande masse des ouvriers de cette époque. En 1844, les tisserands de Silésie poussés à bout se révoltèrent. Des milliers de voix reprirent avec force le chant de lutte *Le jugement du sang.* Ils dévastèrent la résidence des patrons et les usines, détruisirent les livres de compte des marchands, et opposèrent une résistance héroïque aux capitalistes et aux armées de la réaction venues les réprimer. La révolte de Silésie montre que les ouvriers commençaient déjà à prendre conscience de leurs intérêts de classe, que la classe ouvrière était montée sur la scène de l'histoire comme une puissante force politique. La jeune bourgeoisie allemande affrontait de son côté la domination de la noblesse foncière ; elle demandait l'unification du pays, la suppression du système féodal et le partage du pouvoir. L'Allemagne était une véritable poudrière prête à exploser.

Les mauvaises récoltes de 1845 et de 1846, et la crise économique de 1847, accrurent les difficultés et la rancœur des masses populaires. La révolution était imminente. C'est ainsi que, sous l'influence de la révolution de février en France, la révolution bourgeoise finit par éclater en Allemagne en 1848. Le 18 mars, le peuple berlinois lança l'insurrection armée. Après une lutte opiniâtre de 18 heures, il obligea le roi à capituler. Des soulèvements victorieux eurent lieu au même moment dans les capitales des petits Etats d'Allemagne. Les paysans-serfs assaillirent en vagues successives les châteaux des propriétaires terriens. Non seulement ils brûlèrent les actes de rachat des charges féodales mais ils contraignirent aussi les seigneurs féodaux à leur garantir sur-le-champ qu'ils renonceraient à percevoir les indemnités de rachat. Dans cette situation, la noblesse féodale fut contrainte de céder le pouvoir à la classe bourgeoise. Mais la bourgeoisie allemande, bien connue pour sa lâcheté, longtemps subordonnée à la noblesse féodale, fut vite effrayée par les puissantes forces

révolutionnaires du prolétariat. Une fois au pouvoir, elle se dépêcha de faire alliance avec la noblesse et trahit la révolution. La noblesse féodale put relever la tête. Au mois de juillet 1849, les forces armées féodales du Wurtemberg réussirent à dissoudre le parlement bourgeois de Francfort et proclamèrent dès lors l'échec de la révolution bourgeoise allemande.

La révolution de 1848 en Allemagne constitue le type même d'une révolution bourgeoise inachevée. Marx a indiqué que : « *la révolution allemande de 1848 n'est que la parodie de la révolution française de 1789* », et qu'« *elle a fait beaucoup de bruit pour peu de chose* » (1). Elle s'est arrêtée à mi-chemin après la réalisation de sa tâche fondamentale : l'unification du pays. Elle ne peut être comparée à la Révolution française qui, elle, a détruit le régime féodal. La classe dominante allemande, effrayée par la révolution, se vit néanmoins forcée de réaliser quelques réformes sociales qui sapèrent un peu plus le régime féodal et dégagèrent dans une certaine mesure la voie pour le développement du capitalisme allemand.

La « voie prussienne » de développement du capitalisme en agriculture

Le type de développement du capitalisme allemand en agriculture depuis le XIXe siècle constitue un modèle que Lénine a appelé : « La voie prussienne ». Au seuil des années 70, cette voie avait remporté des victoires décisives dans la majeure partie des campagnes allemandes. Au début du XIXe siècle, sous la pression de la révolution bourgeoise française et de la domination napoléonienne, les chanceliers prussiens Stein et Hardenberg qui représentaient les intérêts de la classe des nobles propriétaires fon-

(1) K. Marx, « Projet de Loi sur la suppression des charges féodales », (*O.C.*, t. 5, p. 331 de l'édition chinoise).

ciers, promulguèrent successivement l'« Edit d'Octobre » (1807) et l'« Edit de Régularisation » (septembre 1811) et mirent en place une « réforme » du servage féodal. Ces réformes ne touchèrent pas aux intérêts des Junkers ni au système d'appropriation de la terre par les propriétaires fonciers prussiens. La première ne faisait que supprimer les liens d'appartenance physique du paysan au propriétaire terrien ; la seconde déterminait comment un paysan, s'il désirait se soustraire aux charges féodales, devait s'acquitter d'une énorme indemnité de rachat ou offrir sans contrepartie au propriétaire terrien une parcelle de terre (qui correspondait en général au tiers ou à la moitié de sa terre) dont la valeur équivalait à la somme de rachat. D'autres décrets furent promulgués qui limitèrent pour les paysans aisés le moyen de racheter les charges féodales. La révolution bourgeoise de 1848 avait hâté le mouvement de la réforme agraire. En mars 1850, le gouvernement prussien promulgua de nouveaux « ajustements » semblables aux édits antérieurs qui protégeaient le système de propriété des Junkers. D'une part, ces édits réglementaient la suppression sans contrepartie de plusieurs charges féodales secondaires pour les paysans et d'autre part, permettaient à tous les paysans de racheter les principales charges féodales — corvées obligatoires et impôts sur la terre — à l'aide d'une forte somme (18 fois la rente annuelle en espèces). Une banque agraire fut créée qui traitait essentiellement des versements d'indemnités de rachat. Tous les autres Etats allemands connurent rapidement ce même processus. Ces indemnités de rachat étaient, en réalité, « *un tribut imposé au développement social, un tribut payé aux possesseurs de latifundia féodaux* » (1). Au cours de ce demi-siècle de rachats, la classe des Junkers mit non

(1) Lénine, « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905 à 1907 », Œuvres, t. 13, p. 25.

seulement le grappin sur ces indemnités formidables (entre 900 millions et un milliard de marks pour la seule Prusse) mais s'empara aussi de davantage de terres. Aussi, au début des années 60, les foyers de paysans pauvres représentaient-ils 71,4 % du total des foyers ruraux allemands, alors qu'ils ne possédaient que 9 % de la surface totale cultivée, tandis que les foyers de paysans riches et des Junkers représentaient 28,6 % de ce total de foyers alors qu'ils détenaient 91 % de la surface totale cultivée. Par cet accroissement de capitaux et de terres, les Junkers transformèrent graduellement leurs domaines en s'inspirant des méthodes de gestion bourgeoises. Ils utilisèrent de plus en plus de machines et d'engrais, accentuèrent l'oppression sur les ouvriers agricoles, élevèrent sans cesse la productivité du travail et déployèrent activement leur gestion capitaliste. Les ouvriers agricoles qui travaillaient chez les Junkers se trouvaient encore dans un état de demi-servage. Economiquement, ils supportaient tout le poids de la double exploitation capitaliste et féodale ; politiquement, ils n'avaient aucun droit. Il leur était rigoureusement interdit de faire grève ou de s'associer et ils risquaient à tout instant d'être jetés dans les geôles des propriétaires fonciers.

L'existence d'une large masse d'ouvriers agricoles à demi asservie nuisait à une large utilisation des nouvelles techniques agricoles et constituait un obstacle à l'élévation rapide des forces productives. L'effroyable pauvreté dans laquelle elle vivait ne favorisait pas non plus l'élargissement des marchés intérieurs et le développement de l'économie nationale. Dans cette moitié du XIX[e] siècle, le cheminement du capitalisme dans les campagnes de même que le développement de l'ensemble de l'économie connurent une évolution beaucoup plus lente que celle par exemple des Etats-Unis. Toutefois, le maintien de nombreux vestiges féodaux renforça la position dirigeante de la classe des

Junkers. Ses intérêts s'identifièrent de plus en plus à ceux de la bourgeoisie. L'étroitesse des marchés intérieurs et le désir d'accroître les propriétés foncières les lièrent étroitement dans les domaines politique et économique. Ils intensifièrent leur conquête de marchés et de territoires à l'étranger et firent de l'Allemagne un pays militariste agressif.

La « voie prussienne » de développement du capitalisme dans les campagnes en Allemagne se distingue premièrement par la réalisation d'une série de « réformes agraires » de haut en bas par la classe des nobles propriétaires fonciers ; deuxièmement, par la transformation à l'issue d'un long développement des exploitations féodales en fermes de Junkers-bourgeois et par l'évolution de la classe des Junkers en classe bourgeoise et des paysans pauvres en salariés agricoles totalement asservis ; troisièmement par la stagnation du système de propriété de la terre donnée à l'origine à titre de fief. Ceci explique que le « *capitalisme... garde pendant longtemps des caractères semi-féodaux* » (1) et que le cours du développement du capitalisme évolue si lentement tandis que le règne politico-social des Junkers se renforce. En conclusion, on peut dire que « la voie prussienne » a constitué une voie réformiste désireuse de s'adapter aux progrès du capitalisme et de limiter au maximum les séquelles féodales. Comme Lénine l'a indiqué fort justement, « *l'exploitation féodale se transforma lentement en exploitation bourgeoise à la manière des Junkers, en vouant le paysan pour des dizaines d'années à la plus dure exploitation et à l'asservissement, dégageant une faible minorité, de "Grossbauern" (gros paysans)* » (2).

(1) Lénine, « La question agraire en Russie à la fin du XIXe siècle », Œuvres, t. 15, p. 246.

(2) Lénine, « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905 à 1907 », Œuvres, t. 13, p. 252.

Cependant, « la voie prussienne » de développement du capitalisme en agriculture constituait un progrès par rapport au servage féodal et devait entraîner en partie le développement de l'industrie allemande. Grâce aux améliorations incessantes apportées dans l'exploitation des fermes des Junkers, les cultures et l'élevage furent développés. L'industrie de transformation des produits agricoles prospéra elle aussi. Vers le milieu du XIXe siècle, l'Allemagne était au premier rang mondial de la production de pommes de terre et de betteraves sucrières. Le cheptel bovin, chevalin, ovin et porcin augmenta dans une proportion de un à quatre. La Prusse obtint des ventes records de pommes de terre et d'alcools à l'étranger. Les Junkers amassèrent de grosses fortunes en exploitant des industries de boisson et ils se transformèrent graduellement en capitalistes industriels. En consolidant leur propre position politique et économique, ils renforcèrent celle de la Prusse en Allemagne.

De 1850 à 1870, essor de l'industrie et développement rapide de la révolution industrielle

La révolution industrielle allemande est passée par trois étapes consécutives : la 1re étape de 1830 à 1850, constitue la phase initiale ; la 2e étape, après la révolution bourgeoise de 1848 et jusqu'en 1870, revêt une signification déterminante (apparition de l'essor industriel et instauration en Allemagne de la grande industrie de fabrique et du système capitaliste) ; la 3e étape commence après 1871, année de la création de l'Empire allemand. La révolution industrielle entre dans sa dernière période, dans sa phase d'achèvement.

La situation nouvelle qui fit suite à la révolution bourgeoise de 1848 favorisa l'essor industriel des années 50 et

60. La réussite de « la voie prussienne » et l'effondrement du servage créèrent les prémisses d'un développement de l'industrie : une partie des énormes indemnités de rachat se transformèrent en capital industriel, les nombreux contingents de paysans ruinés se tournèrent vers les entreprises minières et industrielles et devinrent de la main-d'œuvre libre ; les fermes des Junkers connurent des besoins grandissants à la mesure de leurs activités, élargissant ainsi les marchés pour les produits industriels. Dans les villes, le corporatisme se désagrégeait de jour en jour et finit par être aboli en 1869, ce qui facilita la montée des grandes entreprises industrielles. En 1852, l'Union douanière fut étendue à toutes les frontières de l'Allemagne ; en 1863, tous les Etats unifièrent leurs droits commerciaux, leurs lois sur les effets de commerce et leurs systèmes de poids et mesures. Ces mesures diminuèrent d'autant les conséquences néfastes de l'état de morcellement du pays. Elles unifièrent les marchés intérieurs et facilitèrent le développement du commerce et de l'industrie capitaliste.

Dans ces conditions la poussée du militarisme prussien constitua un soutien direct à l'essor de l'industrie allemande et plus particulièrement celui de l'industrie lourde. Durant ces années, sous la politique de « sang et acier » menée par Bismarck, le gouvernement prussien tenta d'unifier l'Allemagne par la force et se jeta dans la lutte pour l'hégémonie européenne. Pour ses besoins militaires, il accéléra la construction des voies ferrées et commanda une grande quantité de matériel militaire. A l'initiative de la Prusse, une vague de constructions ferroviaires apparut en Allemagne. Cela provoqua une énorme demande en charbon, en rails, en locomotives, en wagons, etc., entraîna l'extension de toute une série de branches de l'industrie lourde et suscita la création d'un grand nombre d'entreprises. En 1859, Karl Marx caractérisait l'état d'esprit de cette époque par « *une rage de s'enrichir, de se développer,*

de découvrir de nouvelles mines, de construire de nouvelles voies ferrées, et surtout d'investir de l'argent dans les sociétés par actions et de spéculer sur les actions » (1). Plusieurs dizaines de banques furent fondées et les sociétés par actions poussèrent comme des champignons. En l'espace de vingt ans, 295 sociétés par actions au capital global de 2,4 milliards de marks virent le jour dans la seule Prusse. Les capitaux allemands disponibles furent concentrés et investis dans la production. Les capitaux hollandais, belges, anglais et français affluèrent dans la région rhénane. Les difficultés héritées d'une insuffisante accumulation primitive de capital furent surmontées et la révolution industrielle connut un rapide essor.

Au cours des années 1850-1870, la production allemande de charbon passa de 6,7 millions à 34 millions de tonnes, elle fut donc multipliée par 5,1 ; celle de la fonte de 210 000 à 1,39 million de tonnes, soit 6,6 fois plus ; celle de l'acier de 5 900 à 170 000 tonnes, soit près de 28 fois plus ; la consommation de coton passa de 18 000 à 81 000 tonnes, elle s'éleva de 4 fois et demie. L'utilisation des machines à vapeur fut généralisée et les transports ferroviaires se développèrent. La force motrice totale des machines à vapeur passa de 260 000 C.V. à 2,48 millions de C.V. soit environ 9,5 fois plus ; la longueur totale du réseau ferroviaire passa de 6 000 à 18 876 km ; la quantité de marchandises transportées augmenta de 28,1 fois. Engels indiquait sur l'Allemagne d'après la révolution bourgeoise de 1848 que « ... *[Les progrès] ont réalisé au cours de ces 20 années, bien plus que tout un siècle d'une autre période n'a jamais réalisé* » (2). Dans l'ensemble, la production industrielle allemande tripla durant ces deux décades.

(1) K. Marx, « La situation en Prusse », (*O.C.*, t. 12, p. 179 de l'édition chinoise).

(2) F. Engels, « La guerre des paysans en Allemagne », p. 26. E.S.

Pendant cette courte période, une industrie nationale de fabrication de machines se mit en place. Au début des années 50, l'Allemagne devait encore solliciter le concours de l'Angleterre pour construire ses chemins de fer, notamment dans le domaine technique et matériel, alors qu'à la fin de cette décennie et jusqu'en 1870, les capitalistes allemands allèrent même jusqu'à construire des chemins de fer en Russie et en Roumanie. Au même moment, la croissance des biens de production dépassa celle des biens de consommation. Le développement impétueux de l'industrie lourde constitua la base de l'essor industriel allemand des années 50 et 60 ; il devint la caractéristique majeure de la révolution industrielle dans ce pays. L'Allemagne fit assez rapidement de l'industrie lourde le centre de gravité du développement industriel. Elle rattrapa très vite son retard et fit son apparition dans le concert des pays capitalistes avancés. En 1870, l'Allemagne représentait 13,2 % de la production industrielle mondiale. Dépassant la France, elle avait encore néanmoins un certain retard sur l'Angleterre et les Etats-Unis. La révolution industrielle était alors pratiquement achevée. Dans les régions les plus avancées d'Allemagne, cependant, la grande industrie capitaliste ne peut assurer tout de suite sa suprématie sur tout le pays, car l'Allemagne n'était pas encore unifiée et le développement économique de chaque région était très inégal.

Avec le développement de la grande industrie, toutes les contradictions inhérentes au système capitaliste apparurent de plus en plus nettement en Allemagne. Après la crise de 1847, deux autres crises éclatèrent successivement en 1857 et 1866. Elles touchèrent à différents niveaux le textile, la métallurgie et le commerce extérieur, et occasionnèrent autant d'entraves à l'essor industriel. Les contradictions de classes s'approfondirent. Les larges masses de salariés agricoles et de petits paysans avaient été plongées

dans un dénuement extrême par le rachat des charges féodales. Les survivances du féodalisme continuaient à les asphyxier, tandis que l'exploitation capitaliste nouvelle faisait peser sur eux le poids de sa férocité. Il en était de même pour les ouvriers qui enduraient de semblables conditions. Pendant les années 60, les ouvriers du textile étaient entassés toute la journée dans des ateliers exigus et humides, dans une atmosphère lourde et étouffante. Ils trimaient du matin au soir, quinze heures d'affilée. Ils n'avaient droit à aucune pause pour les repas et devaient profiter de la panne d'une machine ou de la rupture d'un fil pour avaler furtivement quelques pommes de terre qu'ils sortaient d'une gamelle accrochée autour du cou. Au fil des mois et des années, leur état empirait jusqu'à la plus extrême déchéance. Les mineurs de Saxe devaient travailler chaque jour douze heures d'affilée, au fond des galeries pour un salaire journalier d'1,1 mark en moyenne et ils devaient continuellement faire face aux menaces de licenciement et de chômage. Les salaires des ouvriers allemands étaient particulièrement bas pour l'époque et n'atteignaient que 25 % à 80 % du salaire des ouvriers américains, anglais ou français. Les contradictions entre la grande masse des ouvriers et la bourgeoisie s'exacerbaient chaque jour davantage et les grèves se développaient de plus en plus.

A partir de 1840, l'Allemagne connut de nombreuses contradictions sociales. Sur le plan économique, les contraintes imposées par la féodalité pesaient encore gravement alors que l'exploitation capitaliste s'accentuait rapidement. Sur le plan politique, la classe des propriétaires terriens occupait une place prédominante et les contradictions de cette classe avec les larges masses laborieuses étaient particulièrement aiguës, tandis que celles qui l'opposaient à la bourgeoisie ne cessaient de s'aggraver. La révolution bourgeoise avait des tâches urgentes à résoudre

alors que l'unité nationale n'avait pas encore été réalisée. Parallèlement, le prolétariat allemand découvrait et mettait à profit les expériences anglaises, françaises et autres. Sa conscience de classe et la lutte de classes qu'il menait se développaient rapidement ; il s'affirmait de jour en jour comme la plus sévère menace pour la bourgeoisie et la noblesse féodale. Tout ceci fit de l'Allemagne le foyer de toutes les contradictions sociales existantes de l'époque. Le développement de la société mit en relief les problèmes stratégiques et théoriques de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et les tâches à résoudre. La philosophie classique allemande et la situation historique dans laquelle la classe ouvrière allemande mûrissait et se battait permirent de trouver une réponse à ces tâches et expliquent que l'Allemagne soit devenue le berceau du marxisme.

3. FORMATION EN ALLEMAGNE DE L'IMPERIALISME DES BOURGEOIS ET DES JUNKERS.

Développement de l'industrie et de l'agriculture à la suite de la guerre franco-prussienne

Dès le milieu du XIX[e] siècle, la Prusse militariste se lança dans plusieurs guerres après avoir réalisé l'unification de l'Allemagne par les armes. Après sa victoire sur le Danemark en 1864 et sur l'Autriche en 1866, elle entra en conflit avec la France en 1870-1871. La Prusse victorieuse força la France à signer l'humiliant Traité de Francfort. Les conditions nouvelles qui découlèrent de cette guerre donnèrent un élan vigoureux au développement du capitalisme et accélérèrent le passage de l'Allemagne au capitalisme monopoliste. Le 18 janvier 1871, après sa victoire

sur la France, la Prusse réalisait l'unité allemande. Le roi de Prusse Guillaume Ier fondait l'Empire allemand centralisé et mettait ainsi fin au morcellement féodal qui durait depuis très longtemps (1). Les pouvoirs les plus importants comme la défense, la politique étrangère, le droit, l'économie qui dépendaient autrefois de chaque Etat furent entièrement concentrés dans les mains du gouvernement impérial. Celui-ci unifia le système monétaire ainsi que la gestion des entreprises nationales de communication et de transport. A partir de 1879, il mit en place une politique de protection douanière. Ces mesures accélérèrent la formation d'un marché intérieur unifié, élevèrent les capacités concurrentielles du capital allemand et firent disparaître les barrières qui se dressaient sur la voie de la grande industrie capitaliste.

Par le traité de Francfort, l'Allemagne arracha à la France toute l'Alsace et une partie de la Lorraine et lui extorqua des indemnités de guerre colossales (cinq milliards de francs or). L'Alsace et la Lorraine étaient des régions industrielles et minières développées, et leur annexion augmenta de plus de 50 % la croissance de l'industrie cotonnière allemande ; elles apportèrent aux industries chimiques et de l'acier de riches gisements de potasse et de minerai de fer. Les milliards de francs d'indemnités utilisés pour l'édification de l'industrie et pour l'effort de guerre entraînèrent la création démesurée de nouvelles entreprises. Pendant ces quatre années d'après-guerre, il fut construit plus de voies ferrées et d'usines qu'au cours des 25 années précédentes. Staline indiqua que : « *C'est par sa victoire contre la France au cours des années 70 que l'Allemagne accéléra sa propre industrialisation. A cette époque, l'Allemagne extorqua 5 milliards de francs d'indemni-*

(1) Ce nouvel empire allemand était fédéral ; il comprenait 22 Etats monarchiques, 3 villes libres (Hambourg, Brême et Lübeck) et une région dépendant directement de l'empire (l'Alsace-Lorraine).

té aux Français et les investit dans sa propre industrie (1). » La caractéristique de l'industrialisation allemande fut « *celle des victoires militaires et des contributions de guerre prélevées par un pays sur un autre* » (2).

La victoire sur la France releva énormément la position de l'Allemagne en Europe. L'ambition des Junkers et de la bourgeoisie s'accentua d'autant. Cette fraction de nouveaux-riches rêvait de s'emparer de colonies et de marchés extérieurs, de conquérir l'hégémonie mondiale ; aussi se jeta-t-elle à corps perdu dans les préparatifs de guerre et l'accomplissement des armements. Les dépenses militaires du pays montèrent en flèche tandis qu'armes et cuirassés étaient produits en série. La construction de voies ferrées fut accélérée afin de pourvoir aux transports militaires. De 1879 à 1914, les dépenses militaires de l'Allemagne quintuplèrent. Entre 1871 et 1914, le tonnage global des bateaux à vapeur allemands passa de 820 000 à 5,1 millions de tonnes et la longueur totale du réseau ferroviaire de 210 000 à 620 000 kilomètres. De nombreuses industries allemandes, et tout particulièrement l'industrie lourde, reçurent un nombre important de commandes qui leur permirent de se développer à une vitesse prodigieuse.

En raison des transformations issues de la guerre franco-prussienne, d'une plus large utilisation des dernières découvertes techniques étrangères et de la compression maximum des salaires ouvriers, l'industrie allemande connut une formidable expansion jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Au cours de cette période, la production industrielle s'éleva de 4,7 fois. L'Allemagne dépassa de très loin le rythme de croissance de la France et de l'Angleterre, mais resta en retrait par rapport à celui des

(1) Staline, « La situation économique et la politique du Parti en U.R.S.S. », (*O.C.*, t. 8, pp. 114-115 de l'édition chinoise).

(2) Staline, « Questions et réponses », p. 36. NBE, 1975.

Etats-Unis. Le développement de la production de l'industrie lourde allemande s'accéléra et dépassa l'industrie légère qui avait jusque-là une position dominante. Entre 1870 et 1913, la production des moyens de production s'éleva de 6,5 fois, celle des biens de consommation de 2,4 fois. La production de houille passa de 34 millions de tonnes à 277,3 millions de tonnes, celle du fer de 1,39 million de tonnes à 19,31 millions de tonnes, celle de l'acier de 170 000 tonnes à 18,33 millions de tonnes, augmentant donc respectivement de 7,2, 12,9 et 107 fois. La croissance rapide de la métallurgie et de l'extraction houillère apporta une contribution énorme au développement de l'ensemble de l'industrie.

A partir des années 90, l'industrie de fabrication de machines se développa à un rythme sans précédent ; des progrès remarquables furent obtenus dans la fabrication des moteurs électriques et dans la construction navale. Entre 1895 et 1910, la valeur de la production de moteurs électriques passa de 78 millions à 368 millions de marks. Avant 1896, l'Allemagne n'avait pas encore de constructions navales très développées ; or, entre 1899 et 1913, le tonnage annuel atteignait 3 millions de tonneaux. Dans le même temps, la fabrication de machines-outils et d'autres appareils de précision progressait régulièrement. Les secteurs industriels de pointe comme la chimie ou l'électricité se développaient plus rapidement encore. A l'aube du XXe siècle, l'Allemagne était devenue le premier producteur mondial de produits chimiques de base (acide, soude, etc.). Elle affirmait sa réputation dans tous les produits dérivés de la chimie tels que les teintures, les médicaments, la photographie. « *L'industrie électrique* », disait Lénine, « *caractérise mieux que toute autre les progrès de la technique, le capitalisme de la fin du XIXe et du commencement du XXe . Et elle est surtout développée dans les deux nouveaux pays capitalistes les plus avancés, les*

Etats-Unis et l'Allemagne (1). » En vingt ans, de 1891 à 1913, la valeur de la production globale de l'industrie électrique augmenta de 28 fois. Grâce à l'accroissement des centrales et à l'élargissement du réseau, l'énergie électrique fut peu à peu adoptée dans différents domaines tels que l'éclairage, l'automobile, les télécommunications et la production industrielle ; l'électrification de l'industrie fut rapidement réalisée.

Vers 1880, l'Allemagne achevait sa révolution industrielle et au début du XX[e] siècle, elle avait réalisé son industrialisation capitaliste. En 1895, le nombre d'ouvriers avec leurs familles atteignait 35 millions d'individus, ce qui correspondait à 67 % de la population du pays. Entre 1895 et 1913, la proportion d'ouvriers de l'industrie lourde s'éleva de 31,5 à 54,5 % par rapport à l'ensemble de la population ouvrière. A la veille de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne possédait déjà un système industriel relativement complet fondé sur les techniques les plus avancées. C'était devenu une puissance industrielle capitaliste où prédominait l'industrie lourde.

Le rythme élevé de la croissance industrielle allemande releva davantage la place de l'Allemagne dans le monde capitaliste. Au début du XX[e] siècle, après avoir achevé son passage au capitalisme monopoliste, son industrie supplantait celle de l'Angleterre. En 1913, l'Allemagne atteignait 15,7 % de la production industrielle mondiale et se trouvait au second rang des nations, dépassée seulement par les Etats-Unis. Le bond prodigieux de la croisance industrielle qui permit à l'Allemagne de rattraper si rapidement le vieux capitalisme anglais aggrava l'inégalité du développement économique entre les pays capitalistes dans la période de l'impérialisme.

---

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 78. E.P.

Parallèlement à un développement industriel rapide, l'agriculture allemande enregistra un certain progrès. Au cours de cette période, la production annuelle de différentes céréales augmenta de 60 à 93 %. Le cheptel en chevaux et bovins augmenta environ du tiers et le nombre de porcs tripla. Cependant en raison des différentes formes d'exploitation exercées par le capitalisme et les survivances féodales à la ville et à la campagne, et de l'énorme gaspillage de capitaux et de terres avec lesquels les Junkers se faisaient bâtir de somptueuses résidences ou agrandissaient leurs réserves de chasse et leurs forêts d'agrément, l'élévation des forces productives en agriculture fut assez lente. A la veille de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne devait toujours compter sur les importations pour satisfaire ses besoins. Un tiers de son blé, la moitié de ses matières grasses, la majeure partie de ses viandes et de son poisson, tout son caoutchouc naturel et bien d'autres matières premières étaient importés. Le caractère relativement arriéré de l'agriculture allemande par rapport à l'industrie commença à s'aggraver. Elle pouvait de moins en moins satisfaire les besoins grandissants des villes et des campagnes en céréales et en matières premières.

En raison du passage au capitalisme monopoliste, les crises économiques devinrent aussi plus graves et plus fréquentes. Cinq grandes crises consécutives éclatèrent en moins d'un siècle. La vaste édification industrielle et la spéculation démentielle qui suivirent la guerre franco-prussienne déclenchèrent la violente crise de 1873. Au cours de celle-ci, l'indice de la production industrielle allemande chuta de 6,1 % ; la période de stagnation traîna en longueur ; il fallut attendre 1876 pour que la production industrielle ait récupéré son niveau d'avant la crise. Les crises agricoles mondiales cycliques de la dernière période du XIX[e] siècle déteignirent gravement sur l'économie allemande. Les deux crises industrielles de 1882 et 1890 furent

en interpénétration étroite avec les crises agricoles ; cela explique qu'elles aient été si profondes et si longues. La crise de 1900 frappa à des degrés divers la sidérurgie, l'industrie cotonnière et l'industrie sucrière. La grave crise industrielle de 1907 éclata peu après. Cette crise fut encore plus violente et elle provoqua une chute de 6,5 % de la production industrielle ; la sidérurgie et les constructions navales furent gravement touchées. Les symptômes d'une nouvelle crise apparurent en 1913, mais le cours en fut interrompu par l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Ces crises démontrèrent que les rapports de production capitalistes devenaient de plus en plus une entrave au développement accru des forces productives.

Concentration de la production et développement du capital monopoliste

A partir de 1870, à la suite de la croissance rapide de l'industrie, le processus de concentration de la production fut très rapide en Allemagne. Dans les secteurs industriels de pointe comme l'industrie chimique et électrique, le mode de société par actions fut adopté dès le départ et des entreprises de grande dimension furent édifiées sur la base des techniques les plus récentes. Au cours des crises économiques successives, les petites entreprises subirent les rudes coups de la concurrence et un grand nombre d'entre elles furent acculées à la faillite ou se firent absorber par les plus grosses. La politique de protection douanière ne profitait qu'aux grandes entreprises ; elle accentua davantage leur prédominance et accéléra la concentration de la production. Selon des statistiques, en 1907, les 2,97 millions de petites entreprises (jusqu'à 5 ouvriers salariés) qui constituaient 91 % du total des entreprises n'utilisaient que 7 % de la force motrice, électrique et à vapeur, alors

que les 30 000 grosses entreprises (50 ouvriers et plus) qui constituaient 9 % du total utilisaient 93 % de la force motrice. Parmi elles, les 586 très grosses entreprises (1 000 ouvriers et plus), utilisaient environ le tiers de cette force motrice. Comme l'a indiqué Lénine : « *En Allemagne, des dizaines de milliers d'entreprises sont tout, des millions de petites ne sont rien* (1). » A cette époque, l'Allemagne dépassait de loin la France et l'Angleterre, et arrivait juste derrière les Etats-Unis. Sur la base de la concentration de la production, les monopoles apparurent rapidement et se mirent à se développer. Le nombre de cartels était de 6 en 1870, de 14 en 1879, de 210 en 1890, de 385 en 1905, d'environ 600 en 1911. Ils étaient largement représentés dans les mines, la métallurgie, l'électricité, la chimie, les filatures, le cuir, le verre, la céramique, la briqueterie, les industries alimentaires, etc. A la fin du XIX[e] siècle, le cartel était le type de monopole le plus répandu en Allemagne, car il répondait aux caractéristiques de la situation économique et sociale de l'époque dont voici un bref aperçu :

1) Il restait dans les pays de profondes séquelles féodales ; les salaires ouvriers étaient particulièrement bas et donc le pouvoir d'achat des masses populaires également ; les marchés intérieurs étaient très étroits.

2) Les vastes marchés extérieurs étaient depuis longtemps aux mains des vieux pays capitalistes en place tels que la France et l'Angleterre ; l'Allemagne qui arrivait en retard était en position très défavorable sur ce plan-là. Ces deux éléments firent de la question des débouchés un problème crucial pour l'Allemagne.

3) La suppression des corporations fut assez tardive, de même que le développement de la révolution industrielle.

---

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 13. E.P.

Dans de nombreuses branches industrielles, il existait à côté d'une minorité de grosses entreprises avancées, une grande masse de petites entreprises d'un bas niveau technique.

Dans une telle conjoncture, les entreprises industrielles allemandes ressentirent la nécessité impérieuse de conclure des accords de partage de marchés et de fixation des prix, c'est-à-dire des accords de cartel. Cette forme d'organisation en monopole avait l'avantage d'être souple et permettait de regrouper un nombre élevé d'entreprises de niveaux techniques différents. Avec le rapide développement des cartels et leur stabilisation constante, les monopoles évoluèrent peu à peu vers une forme supérieure. La majeure partie des cartels allemands passèrent au stade de syndicat dès le début du XX[e] siècle. Un petit nombre de gros syndicats, de trusts et de Konzerns apparurent également dans les secteurs-clés. Certaines branches d'industries n'étaient contrôlées que par un ou deux monopoles. Avant la Première Guerre mondiale, le Syndicat rhéno-westphalien du charbon détenait 90 % de la production houillère de la région et plus de la moitié de la production houillère de la production nationale, tandis que l'Union de l'acier et l'Union du fer monopolisaient 98 % de la production nationale de fer et d'acier. La chimie, l'électricité, les transports maritimes, etc. passèrent l'un après l'autre dans les mains de deux groupements. L'industrie chimique était dominée par le groupe des Fabriques Meister et celles de Cassela, et par celui de la Fabrique d'aniline et de soude de Ludwigshafen et de l'ancienne usine Bayer. L'industrie électrique était dominée par la Société générale d'électricité et la Société Siemens & Halske-Schuckert. Dans le domaine des transports maritimes, la majeure partie des bateaux était concentrée aux mains de la compagnie de paquebots Hapag (Hamburg-America) et de la Nord-Deutscherloyd. La firme Krupp (fondée en 1811) occupait une position

dominante dans l'industrie d'armement. C'était un vaste Konzern regroupant à la fois les charbonnages, la métallurgie, la production de machines et d'armement ; en 1913, elle comptait 80 000 salariés.

La rapide concentration de l'industrie entraîna celle des entreprises bancaires. Les principales concentrations de banques en Allemagne furent réalisées au moyen des intégrations et des participations. Prenons un exemple : entre 1873 et 1906, la Deutsche Bank absorba, l'une après l'autre, 32 banques ; à la veille de la Première Guerre mondiale, elle participait de différentes façons à 87 banques et disposait de capitaux s'élevant à deux ou trois milliards de marks. Elle était devenue l'un des premiers groupes bancaires européens au plus fort capital. En 1909, les 9 grandes banques berlinoises détenaient avec les banques qui leur étaient rattachées 11,3 milliards de marks, soit environ 83 % de l'ensemble du capital bancaire allemand. Elles agissaient en maître absolu dans le monde bancaire allemand ; leurs filiales s'essaimaient un peu partout et concentraient la quasi-totalité des dépôts.

Le capital monopoliste industriel et le capital bancaire allemand s'associèrent de plus en plus tout au long de leur processus de développement. Peu à peu, les banques allemandes ne s'occupèrent plus seulement d'escompte et de prêt mais aussi d'autres opérations comme l'investissement. Grâce au découvert des entreprises, à des prêts à long terme, aux émissions de valeurs et aux participations d'actions, les grandes banques acquirent une influence décisive dans l'industrie. Or, il y avait peu de capital inactif en Allemagne et les capitaux faisaient plutôt défaut aux entreprises industrielles ; c'était sur la participation active des grandes banques qu'il fallait s'appuyer pour fonder des entreprises, surtout lorsqu'il s'agissait de grosses entreprises. C'est pourquoi les entreprises industrielles et bancaires connurent des rapports d'étroite dépendance. Les

rapports entre monopoles industriels et monopoles bancaires, puis la liaison des deux prit la forme classique du capital financier. C'est précisément avec la participation et le soutien actif des grandes banques berlinoises que toute une série d'entreprises importantes et de monopoles industriels allemands purent s'élever. En 1879, le syndicat de l'acier Lorraine-Luxembourg fut formé avec la participation de la Darmstädter Bank. En 1893, avec le concours actif de grandes banques berlinoises, fut fondé le Syndicat rhéno-westphalien du charbon ; sa reconstruction en 1903 fut le résultat de l'accroissement des pressions exercées par la firme Thyssen. La banque Union de Schaffhausen mit la main sur la métallurgie ; avec son soutien, le plus grand Konzern métallurgique de la Hesse se développa. En 1904, elle acheta une grande partie des actions de la firme Phoenix et la força à s'intégrer dans l'Union de l'acier. Dans l'industrie électrique, la première société par actions, la Compagnie allemande d'électricité appliquée Edison fut fondée en 1883 (en 1887, elle prit le nom de Société générale d'électricité — A.E.G.). En 1896, on dénombrait 39 sociétés par actions ; en 1910, elles avaient fusionné pour former deux grands groupes monopolistes, la Société générale d'électricité et Siemens & Halske-Schuckert, avec la participation des grandes banques berlinoises. Les banques allemandes participèrent largement à toutes les activités de fondation d'entreprises ; les actions des différentes compagnies qu'elles émirent entre 1897 et 1910 s'élevèrent à environ 7,3 milliards de marks. Le capital monopoliste bancaire empocha des profits fabuleux à chacune de ces opérations ; de 1891 à 1900, l'émission de valeurs industrielles allemandes fit gagner plus d'un milliard de marks aux milieux bancaires. D'autre part, en achetant des actions bancaires et en recourant à d'autres procédés, le capital monopoliste industriel intervint à son tour dans les banques.

Le renforcement de l'union des monopoles industriels et des banques resserra les liens de personnes qui existaient entre eux. Ainsi, les six plus grandes banques berlinoises étaient représentées par leurs directeurs et par leurs conseils d'administration dans 751 sociétés. Il y avait d'autre part en 1910, dans les conseils de surveillance de ces six mêmes banques, 51 des plus gros industriels. Comme pour la concentration de la production, le capital monopoliste allemand dépassa celui de la France et de l'Angleterre et atteignit celui des Etats-Unis. Au début du XXe siècle, les monopoles étaient devenus la base de toute la vie économique en Allemagne.

Formation et particularités de « l'impérialisme des bourgeois et des Junkers »

L'Allemagne acheva son passage au capitalisme monopoliste entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle et devint un Etat impérialiste.

Lénine disait de l'impérialisme allemand qu'il était « *l'impérialisme des bourgeois et des Junkers* ». C'est cette caractéristique qui l'a distingué des autres impérialismes. Sa formation ne fut en aucun cas fortuite. En effet, c'est sous la domination de la classe des Junkers que l'unité de l'Allemagne fut réalisée et qu'elle entra dans la phase du capitalisme monopoliste. Dans l'Allemagne impérialiste, la classe des Junkers, porteuse de traditions militaristes profondément ancrées, constituait la force maîtresse de la domination politique et l'emprise des survivances féodales y fut toujours profonde. Les 300 magnats du capital financier qui contrôlaient les secteurs vitaux de l'économie se mirent de connivence avec les Junkers et formèrent une fraction influente des milieux dirigeants. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne vécut

sous la dictature conjuguée de 2 bourgeoisies, Junkers et monopolistes ; ce fut un Etat militaire, un Etat des Junkers, un Etat bourgeois et impérialiste.

Que se passa-t-il concrètement dans l'Allemagne placée sous « l'impérialisme des bourgeois et des Junkers » ?

Premièrement, une partie des Junkers et de l'oligarchie monopoliste appliqua à l'intérieur du pays une domination militariste barbare et exerça une double oppression capitaliste et féodale.

Deuxièmement, les besoins démesurés d'expansion militariste des Junkers et les ambitions effrénées du capital monopoliste trouvèrent un terrain d'entente qui conféra un caractère extrêmement agressif à l'impérialisme allemand qui se lança dans une folle expansion étrangère.

Troisièmement, les impérialistes allemands, grisés par leur lutte pour l'hégémonie mondiale, s'armèrent et préparèrent la guerre activement ; ils développèrent assez précocement un capitalisme monopoliste d'Etat.

Dès le début du passage au capitalisme monopoliste, les Junkers et le capital monopoliste exercèrent sur le peuple travailleur et surtout sur la classe ouvrière une oppression et une exploitation qui ne cessèrent de se renforcer. Le salaire réel moyen des ouvriers allemands, qui était déjà très bas dans le passé accusa une baisse de 10 % entre 1885 et 1914. L'accroissement des armements et des préparatifs de guerre alourdirent le fardeau reposant sur les masses ouvrières et paysannes. Non seulement la bourgeoisie n'hésitait pas à utiliser le lock-out ou les licenciements, opprimait de tous côtés les ouvriers et faisait obstacle aux activités syndicales, mais elle élargit également l'emploi des appareils militaires, judiciaires et policiers pour réprimer brutalement les grèves. Le « Décret d'exception » de triste renommée promulgué par le gouvernement de Bismarck en 1878 interdit le Parti social-démocrate et obligea successivement une centaine d'organi-

sations ouvrières à se dissoudre. L'oppression avait alors atteint son point culminant et la résistance et les luttes de la classe ouvrière se firent d'autant plus violentes. En 1889, plus de 100 000 mineurs des mines de charbon déclenchèrent une grève exemplaire. Commencée en Westphalie, elle traversa la Saxe et atteignit la Silésie. Que ce soit l'Empereur « *Guillaume Ier ou bien Bismarck, ils ne purent faire autrement que de courber la tête devant la grande armée des cent mille ouvriers en grève* » (1).

En 1890 finalement, le gouvernement réactionnaire abolit le « Décret d'exception ». Le Parti social-démocrate s'était forgé à travers les luttes, ses rangs s'étaient beaucoup élargis. Contre la volonté de la classe dominante réactionnaire, il avait traversé onze années d'illégalité et d'état d'exception. En 1890, le nombre des élus le soutenant au parlement avait triplé par rapport à 1877. Il était devenu le parti le plus puissant en Allemagne. Cependant après la mort d'Engels, des tendances opportunistes se développèrent au sein du mouvement ouvrier allemand. Les vieux révisionnistes de la IIe Internationale comme Bernstein, répondant aux appels du capital monopoliste, firent grand battage autour d'un prétendu « socialisme évolué ». Ils prônèrent la voie parlementaire de passage pacifique au socialisme, s'opposèrent furieusement à la lutte de classe du prolétariat, et cherchèrent à liquider la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Ils usurpèrent la direction du Parti social-démocrate et firent subir de graves dommages à la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand. L'Allemagne impérialiste connaissait, à l'intérieur, des contradictions de classes de plus en plus aiguës et, à l'extérieur, de graves problèmes de marché. Afin de dévier l'attention populaire et de se faire « une place au soleil »

(1) Engels, « La grève des mineurs de la Ruhr en 1889 », (*O.C.*, t. 21, p. 434 de l'édition chinoise).

parmi les vieux pays capitalistes en place, l'Allemagne s'engagea à fond dans l'expansion économique et militaire à l'étranger, et se lança activement dans une nouvelle guerre de partage du monde. De 1870 à 1913, le volume de son commerce extérieur quintupla et ses exportations de capitaux décuplèrent. A la suite de la guerre sino-japonaise de 1894, l'Allemagne investit de plus en plus de capitaux dans les banques, les mines et les chemins de fer de Chine. Elle profita de toutes les conditions politico-économiques d'asservissement dans lesquelles se trouvait la Chine pour offrir des prêts au gouvernement de la dynastie régnante des Tsing et spolia sans vergogne le peuple chinois de ses richesses.

Le capital monopoliste allemand était affilié également à tous les monopoles internationaux. De 1897 à 1910, le nombre de cartels internationaux dans lequels l'Allemagne entra passa de 40 à 100. Dès 1880, l'Allemagne s'engagea dans la voie du pillage des colonies derrière la France et l'Angleterre. Elle dirigea ses premiers coups sur les côtes de l'Afrique, puis envahit l'île d'Irian (Nouvelle Guinée) dans le Pacifique. Dans les dix dernières années du siècle, l'impérialisme allemand afficha ouvertement sa volonté de bâtir des colonies et de s'assurer l'hégémonie mondiale. Il lança sa première attaque sur la Chine et poursuivit ses annexions sur d'autres régions de l'Orient. En 1897, l'Allemagne occupa la baie de Jiaozhou, elle arracha par la force des privilèges pour la construction de voies ferrées et l'ouverture de mines, et plaça toute la province du Shandong dans sa sphère d'influence. En 1900, elle était à l'avant-garde des « troupes alliées des huit puissances » qui réprimèrent le mouvement des Boxers. Elle contracta une lourde dette de sang vis-à-vis du peuple chinois et lui extorqua par ailleurs une lourde indemnité. A la veille de la Première Guerre mondiale, les colonies allemandes, quoique modestes à côté de celles de la France et de

l'Angleterre, couvraient tout de même une superficie de 9,9 millions de km² et comptaient une population de 12,3 millions d'habitants.

Avec son avide ambition de procéder à un nouveau partage du monde, l'Allemagne accéléra de plus en plus ses préparatifs de guerre et se porta en avant des autres impérialismes. A la fin des années 70, le volume annuel des dépenses militaires était d'environ 400 millions de marks ; en 1913, à la veille du premier conflit mondial, il s'était élevé à 2,1 milliards de marks. Bien avant le déclenchement des hostilités et tout en développant ses armements et en préparant la guerre, le capitalisme monopoliste d'Etat allemand avait commencé son ascension. L'Etat partageait systématiquement les commandes militaires entre les différents monopoles qui avaient là une source énorme de profit ; il percevait des droits de douane très élevés, offrait des subventions à l'exportation et aidait les monopoles à écouler leurs produits. Le gouvernement alla même jusqu'à introduire des lois spéciales pour renforcer l'autorité des monopoles. Dans un autre domaine, à la veille de la Première Guerre mondiale, le gouvernement allemand mit sur pied une politique de nationalisations afin de répondre aux impératifs de la préparation de la guerre. Il détenait 44 des plus grandes mines, 12 grandes aciéries, 24 % des installations productives d'électricité et 20 % de la production de sel ; l'Etat gérait aussi 80 % du réseau ferroviaire. De fait, ces entreprises nationalisées de l'Allemagne impérialiste constituaient le canal par lesquels l'appareil d'Etat et les monopoles se rattachaient et se fondaient ensemble. Leurs conseils d'administration étaient généralement placés sous la coupe des représentants des plus gros trusts et des konzerns. Dans certains secteurs, certaines entreprises étaient gérées à la fois par l'Etat et par des personnes privées comme par exemple, la Compagnie d'électricité Rhin-westphalie. Lénine écrivait : « *Elle*

[l'Allemagne] lui était inférieure [l'Amérique] à bien des égards, sous le rapport de la technique et de la production, sous celui de la politique ; mais sous le rapport du degré d'organisation du capital financier, de la transformation du capital de monopole en capital monopoliste d'Etat, l'Allemagne était supérieure à l'Amérique (1). » Au cours de la Première Guerre mondiale, le capitalisme monopoliste d'Etat allemand connut un développement accru.

4. DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ET EFFONDREMENT DE L'EMPIRE ALLEMAND.

Développement rapide du capitalisme monopoliste d'Etat pendant la guerre

La Première Guerre mondiale fut un conflit entre grandes puissances capitalistes qui procédèrent à un nouveau partage du monde et luttèrent pour l'hégémonie mondiale. L'Allemagne impérialiste fut à la tête des criminels instigateurs de la guerre. Le 1er août 1914, l'Allemagne prit prétexte de l'assassinat de l'empereur d'Autriche pour déclarer la guerre à la Russie, puis à la France. A partir de ce moment là, la guerre prit toute son ampleur.

Après le déclenchement de la guerre, les pays de l'Entente exercèrent un blocus très strict vis-à-vis de l'Allemagne. L'économie allemande, qui avait recours depuis longtemps à l'importation des matières premières et des céréales se heurta à de graves difficultés. Les transports militaires intérieurs continuels, ainsi que les masses d'ouvriers et

(1) Lénine, « VIIIe Congrès du P.C. (b) R., Rapport sur le programme du Parti, le 19 mars », Œuvres, t. 29, p. 168).

d'employés enrôlés dans l'armée, aggravèrent encore la situation de désordre économique. C'est dans ces circonstances, et en vue de poursuivre la guerre de conquête et de garantir à la bourgeoisie monopoliste d'énormes profits, que le gouvernement réalisa pendant la guerre une « réglementation » énergique de l'Etat sur l'économie et développa un capitalisme monopoliste d'Etat.

Lénine indiquait que « ... *pour tendre au maximum les forces du peuple en vue de la guerre de pillage, l'Allemagne par exemple a dû diriger toute la vie économique d'un peuple de 66 millions d'habitants* à partir d'une seule institution centrale, *dans l'intérêt de quelque cent ou deux cents magnats financiers ou nobliaux...* » (1).

Au mois d'août 1914, le gouvernement mit sur pied « le Comité de l'industrie de guerre » et « l'Office de guerre des matières premières », tous deux directement contrôlés par les capitalistes monopolistes. Le Comité de l'industrie de guerre était chargé de répartir les commandes de l'Etat et d'administrer la production du matériel de guerre. Sous sa direction plusieurs banques de crédit destinées à collecter les emprunts nationaux de guerre et à accorder des prêts à toutes les entreprises d'armement furent fondées. L'office de guerre des matières premières donna naissance à 59 « Compagnies de fournitures pour l'armée ». En juillet 1915, le gouvernement promulgua de nouvelles lois renforçant la cartellisation. Elles stipulaient que les autorités des petits Etats devaient forcer énergiquement chaque entreprise à entrer dans un monopole. La mise à exécution de cette législation amena une reprise rapide des activités du Syndicat rhéno-westphalien du charbon qui était au bord de l'effondrement ; elle entraîna la

(1) Lénine, « Projet de thèses d'un appel à la commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes », Œuvres, t. 23, p. 231.

formation de cartels dans des secteurs où il n'en existait pas auparavant, comme l'industrie du tannage. Dans ceux où ils existaient déjà (métallurgie, chimie, construction navale) elle força toutes les entreprises qui ne l'étaient pas encore à s'organiser en cartels ; l'influence des monopoles se renforça d'autant.

Lorsque la guerre fut dans l'impasse et que l'armée allemande rencontra défaite sur défaite sur les champs de bataille, le gouvernement lança « le programme Hindenburg » qui renforçait un peu plus la mobilisation. Il spécifiait que tout homme entre 17 et 60 ans devait être prêt à être incorporé ; les travailleurs restant en usine n'étaient pas autorisés à se déplacer à leur guise ; toute usine devait se soumettre aux nécessités de la guerre et produire des fournitures pour l'armée ; celles qui ne pouvaient pas le faire étaient fermées et les travailleurs étaient, soit affectés dans d'autres usines, soit envoyés en première ligne au front. Ce programme réactionnaire équivalait simplement à mettre le peuple travailleur allemand aux travaux forcés. Il étrangla, d'autre part les petites entreprises ; rien qu'en 1916, 95 % des usines de tissage durent fermer.

Durant la guerre, le gouvernement créa le Bureau impérial des céréales et le Bureau impérial de l'habillement qui contrôlaient sévèrement la fourniture et la répartition des denrées de première nécessité comme les céréales, les vêtements, les combustibles. Ils émirent des tickets de rationnement, mais les rations diminuèrent et le niveau de vie des travailleurs était au plus bas. Les riches, quant à eux, menaient un grand train de vie comme par le passé, car les produits et l'alimentation de luxe ne figuraient pas bien entendu sur les listes de rationnement.

Les dépenses de guerre furent colossales. En prenant comme base les prix fixes de 1914, 80 milliards de marks furent versés durant tout le conflit au titre des dépenses de guerre soit l'équivalent de 40 % des recettes de l'Etat

pour la même période. Face à un tel délabrement économique, le gouvernement allemand utilisa tous les moyens réactionnaires comme la vente forcée d'emprunts nationaux. La majoration des impôts, l'inflation, le pillage des territoires occupés, etc. rejeta le lourd fardeau des dépenses militaires sur le dos des travailleurs allemands et étrangers. Entre 1914 et 1918, le gouvernement lança 9 emprunts consécutifs s'élevant à un total de 62 milliards de marks. D'autre part, les agresseurs allemands pillèrent impitoyablement les territoires qu'ils occupaient ; rien qu'en matériel, leurs rapines s'élevèrent à 62 milliards de marks.

La guerre impérialiste s'éternisa et entraîna une dégradation progressive de l'économie ; la production agricole et industrielle subit de graves dommages. La production de guerre, fondée sur une industrie civile sacrifiée, se développa démesurément. Comme l'approvisionnement était de plus en plus difficile et que la productivité du travail baissait continuellement, l'ensemble de la production industrielle empira. De 1913 à 1918, la production des industries militaires augmenta de 10 %, la production civile baissa de 59 % et la production industrielle globale diminua de 43 %. La force du travail insuffisante et la pénurie de machines, d'animaux de trait, d'engrais, de fourrage, etc., accéléra l'effondrement de l'agriculture allemande.

L'exacerbation des contradictions de classes et la révolution de 1918.

Lénine a indiqué que l'Allemagne en guerre « ... *"réglemente la vie économique" de façon à créer* un bagne militaire *pour les ouvriers (et en partie pour les paysans)*

et un paradis *pour les banquiers et les capitalistes* » (1). La bourgeoisie allemande réalisa de formidables profits au cours de la guerre. La firme Krupp, konzern de l'armement, ne fit pas moins de 800 millions de marks de bénéfice, soit l'équivalent total des recettes qu'elle avait réalisées durant les vingt années de paix précédant la guerre ; les richesses de la firme avaient ainsi quadruplé grâce à la guerre.

Par contre, le peuple travailleur allemand, en raison de la détérioration de la situation économique et du développement du capitalisme monopoliste d'Etat dut subir de terribles épreuves pendant toute la guerre. Plusieurs millions d'ouvriers et de paysans furent incorporés de force dans l'armée, et beaucoup furent inutilement sacrifiés sur le champ de bataille. Ceux d'entre eux qui étaient restés aux champs ou à l'usine vécurent comme des forçats. La législation du travail qui avait cours avant la guerre et qui limitait l'exploitation du travail féminin et des enfants fut supprimée ; la journée d'un ouvrier adulte atteignait douze heures en moyenne. Les impôts étaient nombreux et très lourds ; les prix montaient en flèche et la spéculation faisait rage au marché noir. En conséquence, le salaire réel moyen des ouvriers baissa de moitié par rapport à celui d'avant-guerre. A cause des combats, de la faim, de la pauvreté et de la maladie, 6,3 millions de personnes moururent entre 1914 et 1918. La nature particulièrement agressive de l'impérialisme a fait payer une lourde dette de sang au peuple allemand.

La guerre entraîne la révolution. Durant toute la guerre, les contradictions de classes à l'intérieur de l'Allemagne s'exacerbèrent continuellement tandis que les sentiments révolutionnaires des travailleurs grandissaient d'heu-

(1) Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Œuvres, t. 25, p. 363.

re en heure. La victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie et les défaites de l'impérialisme allemand sur les fronts Est et Ouest accélérèrent le déclenchement de la révolution. En novembre 1918, à l'appel des organisations révolutionnaires prolétariennes, les marins de Kiel ouvrirent le feu les premiers. En l'espace de quelques jours, le soulèvement armé fut victorieux dans tout le pays. Dans toutes les grandes villes l'établissement de soviets d'ouvriers et de soldats fut généralisé. La monarchie semi-féodale fut renversée, l'Empire allemand s'écroula. Mais les réactionnaires du parti social-démocrate, qui se tenaient depuis le début de la guerre sur des positions chauvines et soutenaient la guerre impérialiste, se livrèrent à de nouvelles trahisons et vendirent la révolution. En janvier 1919, ils firent passer le pouvoir des soviets aux mains du Parlement national (Reichstag) et la dictature conjuguée de la bourgeoisie monopoliste et des Junkers fut restaurée. Le rôle prépondérant de la bourgeoisie monopoliste au sein du pouvoir politique de la République de Weimar, constitua le seul changement par rapport à la situation pré-révolutionnaire. La révolution avait échoué, le prolétariat allemand n'avait pu mener à bien la tâche historique de la révolution socialiste, mais celle-ci avait néanmoins durement frappé le système capitaliste allemand et donné au peuple allemand par une conquête de haute lutte, les droits démocratiques bourgeois. La classe ouvrière s'était renforcée à travers la révolution et avait fait progresser le mouvement ouvrier allemand et européen. Enfin, c'est dans le combat révolutionnaire que le Parti communiste allemand est né.

5. DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES.

Désordres économiques de l'après-guerre

L'Allemagne sortait vaincue de la Première Guerre mondiale. Le 28 juin 1919, les pays de l'Entente la forcèrent à accepter le Traité de Versailles. Ce traité avait pour but d'asservir le peuple allemand, de réfréner l'Allemagne, de l'empêcher de redevenir un concurrent des pays victorieux, et d'en faire un avant-poste dirigé contre la Russie soviétique socialiste.

Le « traité de paix » stipulait que l'Alsace et la Lorraine étaient rétrocédées à la France, que la Posnanie était attribuée à la Pologne, et d'autres régions à la Belgique, au Danemark et à la Lituanie. L'Allemagne se vit ainsi amputée du 1/8 de son territoire, du 1/12 de sa population, de la majeure partie de ses mines de fer et de zinc, du 1/3 de sa production de houille et d'acier et du 1/7 de ses terres cultivables. Le « traité de paix » dépouillait aussi l'Allemagne de toutes ses colonies et de ses capitaux investis à l'étranger qui furent confisqués et partagés entre les vainqueurs.

Par ce « traité de paix », les alliés limitèrent sévèrement l'armement et la défense de l'Allemagne. Des forces armées occupaient la rive gauche du Rhin et avaient la haute main sur certains services publics tels que la perception des impôts, les douanes, les chemins de fer, les canaux et les ports. Le « traité de paix » obligeait également l'Allemagne à verser aux Alliés d'énormes dédommagements en nature (navires, machines agricoles, vaches laitières, etc.) et des réparations de guerre (que la réunion à Paris en janvier 1921 avait fixées à 22,6 milliards de marks-or et

que celle de Londres en avril de la même année rabaissa à 13,2 milliards). A cette époque, l'Allemagne n'était pas à même de rembourser cette lourde somme ; le poids des réparations pesait sur l'Allemagne entière. Lénine a défini la nature du Traité de Versailles comme « *une paix inouïe, une paix de brigandage, qui réduit à l'esclavage des dizaines de millions d'hommes dont certains sont des plus civilisés* » (1). Mais le Traité de Versailles ne toucha que très peu à la position dominante des Junkers et du capital monopoliste en Allemagne, et il laissa même la voie libre à une renaissance du militarisme allemand dans le but inavoué de s'en servir en temps opportun pour réprimer le peuple allemand et s'opposer à la Russie soviétique socialiste.

En raison des pertes de territoires et des réparations, de violentes fluctuations secouèrent l'économie allemande d'après-guerre. En 1919, la production industrielle allemande atteignait seulement le tiers de celle d'avant-guerre, et reculait ainsi au niveau de 1888. Dans les trois années qui suivirent, la production agricole et industrielle, et surtout l'industrie lourde, connut une légère relance. Mais le gouvernement temporisait et refusait de verser des indemnités, ce qui provoqua « la crise des réparations » ; les armées françaises et belges occupèrent la Ruhr, région d'industrie lourde. Cela porta un coup fatal à l'économie allemande qui connaissait un début d'amélioration et créa un bouleversement sans précédent. Cette année-là encore, la production industrielle allemande s'effondra brusquement. A l'apogée de cette crise, le 1/7 seulement des entreprises industrielles tournaient à peine à leur rendement normal. Plusieurs millions de chômeurs étaient à la rue. Les stocks

(1) Lénine, « Discours à la conférence des présidents des comités exécutifs des districts, cantons et villages de la province de Moscou », Œuvres, t. 31, p. 337.

de marchandises étaient épuisés ; les fonds de roulement faisaient cruellement défaut, le système du crédit bancaire était près de s'écrouler. Les réserves d'or des caisses de l'Etat étaient quasiment nulles et le déficit budgétaire du gouvernement était énorme. Celui-ci chercha son salut dans la planche à billets, et se hâta, jour et nuit, d'imprimer du papier-monnaie. Les prix montèrent en flèche et l'inflation monétaire commença à atteindre des chiffres astronomiques. Citons pour seul exemple le prix de la viande de bœuf sur un marché central de Berlin : au début de février 1923, la livre de bœuf valait 3 400 marks ; le 29 octobre, elle était montée à 56 milliards, et le 5 novembre, elle avait atteint 280 milliards. A la fin de 1923, la quantité de billets en circulation avait augmenté de plus de 1 700 milliards de fois par rapport à celle d'avant-guerre. De fait, le papier-monnaie ne valait même plus le prix du papier. Le commerce avait pratiquement disparu, et le troc prospérait.

Au cœur de la débâcle économique, l'oligarchie des monopoles pêchait en eau trouble. Elle pillait abondamment les caisses de l'Etat, écrasait les salaires des ouvriers et dévorait les petites et moyennes entreprises, amassant ainsi de rapides fortunes. D'énormes monopoles à caractère spéculatif firent leur apparition, comme le konzern Hugo Stinnes. L'essentiel des masses ouvrières et paysannes endurait par contre de terribles épreuves que le chômage et la dévaluation monétaire ne cessaient d'aggraver. La somme des revenus de la classe ouvrière baissa de plusieurs dizaines de milliards de marks en 1923. Cette situation insupportable pour la population entraîna un nouvel essor des luttes révolutionnaires. A l'automne 1923, la classe ouvrière allemande organisa dans tout le pays des grèves d'une gigantesque ampleur. Elle exigeait du gouvernement qu'il stabilise le mark, qu'il relève les salaires et qu'il assure le ravitaillement. Les luttes du prolétariat se

développèrent tandis que ses mots d'ordre se faisaient plus précis : renversement du gouvernement réactionnaire de Cuno et établissement d'un gouvernement ouvrier. Cuno fut limogé et l'étincelle de la guerre civile embrasa l'Allemagne tout entière. Dans la Saxe, la Thuringe, etc., des gouvernements ouvriers se constituèrent ; Hambourg fut le théâtre d'une insurrection célèbre ; la lutte révolutionnaire avait atteint son apogée. Cependant, la classe dominante allemande, grâce à la trahison du parti social-démocrate et au soutien total du capital étranger, réprima férocement, une fois de plus, la révolution. Les luttes populaires enregistrèrent un nouveau reflux.

Période de stabilité relative : redressement et développement de l'économie

Dès 1924, l'économie allemande commença à se relever et entra dans la période de stabilité relative de l'après-guerre. Durant cette période, l'économie allemande atteignit et même dépassa le niveau d'avant-guerre. « Le plan Dawes » et le « plan de rationalisation industrielle » capitaliste jouèrent un rôle important au cours de ce processus.

Afin d'empêcher l'effondrement de l'Allemagne bourgeoise et d'éviter que les réparations ne s'envolent en fumée, les Alliés se hâtèrent de lancer en 1923 le Plan Dawes conçu par les Etats-Unis : avec l'aide des prêts et le contrôle des Alliés, l'Allemagne devait réaliser une réforme monétaire afin de stabiliser le mark ; les réparations étaient encore diminuées, et les cinq annuités s'étalant de 1924/25 à 1928/29 étaient fixées pour la première à un milliard de marks, et devaient augmenter progressivement jusqu'à 2,5 milliards de marks pour la dernière ; comme condition à l'acceptation par l'Allemagne du Plan des ré-

parations, la France et la Belgique évacuaient d'elles-mêmes leurs armées de la Ruhr. Le plan Dawes était un nouveau plan d'asservissement du peuple allemand, il prenait la relève du Traité de Versailles. Il ouvrait la voie à l'importation de capitaux étrangers et donnait le feu vert au capital monopoliste allemand pour qu'il restaure son potentiel économique de guerre.

Grâce au plan Dawes et en faisant payer les réparations au peuple allemand au prix de sa sueur et de son sang, le gouvernement réalisa sa réforme monétaire et stabilisa le mark à la fin de 1923. Les armées d'occupation françaises et belges évacuèrent la Ruhr et le capital monopoliste allemand contrôla à nouveau cette importante base industrielle. Une grande masse de capitaux étrangers, principalement américains, coulèrent à flots en Allemagne. Entre 1924 et 1930, celle-ci obtint de l'étranger un total de 32,6 milliards de marks de prêts et d'investissements ce qui fit disparaître les difficultés causées par la pénurie de capitaux. Par ailleurs, elle reçut de la part des Etats-Unis une grande quantité d'équipements et une aide technique importante. Dans cette conjoncture, la bourgeoisie allemande déclencha sur une vaste échelle « le mouvement de rationalisation industrielle ». Les équipements industriels fixes furent renouvelés dans leur majeure partie et les entreprises arriérées furent graduellement éliminées ; on était en pleine époque de « taylorisation » et de « standardisation ». Les ouvriers faisaient en moyenne 55 heures de travail hebdomadaire, et l'intensité du travail était beaucoup plus élevée qu'autrefois alors que le salaire réel stagnait au plus bas niveau d'avant-guerre.

Grâce à une exploitation accrue des ouvriers et donc à une augmentation de la productivité du travail, l'industrie allemande atteignit dès 1927 son niveau d'avant-guerre. En raison du très grand renouvellement du capital fixe, et des efforts fournis par la classe dominante pour restaurer

le potentiel économique militaire, l'industrie lourde se développa plus vite que l'industrie légère. Les branches industrielles en rapport avec la guerre (l'essence, l'automobile, la fabrication de motocyclettes, l'industrie de l'aluminium, etc.) furent les plus rapides à se développer.

Pendant cette période de stabilité relative, l'agriculture allemande enregistra un réel redressement. Néanmoins, en raison du morcellement des terres, les surfaces cultivées et le volume des récoltes des principaux produits agricoles (pomme de terre exceptée) restèrent toujours inférieurs à ceux d'avant-guerre. Cet écart entre l'agriculture et l'industrie ne cessa de s'aggraver. Chaque année, l'Allemagne devait importer plusieurs millions de tonnes de céréales ainsi qu'une grande quantité de matières premières pour l'industrie. Dans cette même période, le commerce allemand se redressa et dépassa même son niveau d'avant-guerre. L'Allemagne retrouva et renforça sa position initiale sur les marchés traditionnels européens, et fit irruption en Amérique latine et dans d'autres régions.

Au sein même du processus de redressement de l'industrie, il y eut une concentration accrue de la production et des capitaux, et un renforcement du capital monopoliste allemand. La monopolisation s'accéléra. Les trusts de l'industrie chimique I.G. Farben et le trust de l'acier furent fondés au cours des années 20 ; ils devinrent les deux piliers du potentiel économique militaire renaissant de l'Allemagne. Le renforcement du système des trusts ainsi que la politique de l'Etat forçant à la cartellisation stimulèrent le développement des cartels et des syndicats. De 1922 à 1930, le nombre des cartels passa de 1 000 à 2 100 et l'Allemagne conserva dans ce domaine sa position de tête au niveau mondial. Le capitalisme monopoliste d'Etat occupait, au cours de ces mêmes années 20, une énorme place : le montant total des capitaux des entreprises nationalisées s'élevaient à plusieurs milliards de marks ; l'Etat déte-

nait la majeure partie du potentiel de production d'électricité et d'aluminium, les 2/5 de la production de sel et de plomb, ainsi qu'une partie de la production de charbon, de fer et de la fabrication des machines. Dans plusieurs secteurs industriels, le degré de monopolisation de l'Allemagne dépassait celui des Etats-Unis. Les profits réalisés par la bourgeoisie monopoliste allemande s'élevèrent régulièrement et dans la période de 1925-26 à 1928-29, les bénéfices réalisés par les grandes entreprises augmentèrent de 62 %.

Profitant de cette période de stabilité relative, les groupements monopolistes allemands étendirent à nouveau leur contrôle sur la planète entière ; 10 milliards de marks furent investis à l'étranger et les monopoles allemands participèrent activement à la plupart des monopoles internationaux. L'Allemagne occupa une position importante, sinon prédominante au sein de nombreux cartels internationaux comme celui de l'acier, du rail, des poudres à canon, de l'ampoule électrique, de l'azote, de la soie artificielle, etc. Dans le même temps, les liens entre le capital allemand et le capital américain se resserrèrent énormément. Non seulement les différents groupements financiers américains aidèrent financièrement le capital monopoliste allemand, mais de plus, au travers d'accords de cartels favorables à ce dernier, ils acheminèrent vers l'Allemagne des matières premières stratégiques et du matériel innombrable qui accélérèrent la renaissance du militarisme en Allemagne.

Il convient d'indiquer que le redressement et le développement de l'économie allemande au cours de cette période de stabilité relative alla de pair avec toute une série de contradictions et de points faibles insurmontables. Le lourd fardeau des réparations et l'aggravation de l'exploitation des travailleurs entraînèrent un certain rétrécissement des marchés intérieurs. En raison de la domination exercée par les pays vainqueurs, l'Allemagne occupait une

place défavorable dans la concurrence internationale. Le degré de dépendance de l'économie nationale vis-à-vis du capital étranger, et plus particulièrement du capital américain, était très important. La production de biens de production ne croissait que partiellement et aveuglément ; les inégalités de développement entre chaque branche s'aggravaient continuellement et la spéculation se faisait ressentir de plus en plus. Tout ceci détermina le caractère extrêmement instable de la croissance de l'économie allemande. A partir de 1927, de nombreux symptômes de crise apparurent en Allemagne : chute de la production des biens de consommation, diminution du rythme de croissance de l'ensemble de la production, etc. Le vent soufflait qui annonçait l'imminence d'une nouvelle crise économique grave.

Crise économique de 1929-1933 et prise du pouvoir par les fascistes hitlériens

Pour pallier à la situation de crise larvée de l'économie allemande, les Alliés établirent un nouveau plan de répartitions, le plan Young. Il prévoyait la suppression du contrôle financier et économique direct des Alliés sur l'Allemagne ; il continuait de lui fournir d'énormes crédits s'élevant à 1,3 milliard de dollars ; il prévoyait aussi l'évacuation des armées d'occupation alliées de la Rhénanie, une nouvelle fixation du montant total des réparations, réduites à 113,9 milliards de marks, et un nouveau calendrier des paiements, qui s'étaleraient sur 59 ans. Tels étaient les principaux aspects de ce plan. Il reflétait clairement les appréhensions de l'impérialisme international au sujet de la crise économique et de la révolution en Allemagne. Ce plan était le résultat d'une complicité accrue du capital monopoliste allemand avec les Alliés et surtout avec l'impérialisme américain. Il visait à renforcer la do-

mination du capital monopoliste sur le peuple allemand. En fait, le plan Young ouvrait la voie à la suspension pure et simple du versement des réparations allemandes. En 1929, après que le gouvernement allemand eut demandé un moratoire pour les réparations au Président américain H. Hoover, l'Allemagne cessa les paiements. Mais l'on ne peut aller à l'encontre des lois objectives et, contrairement à l'espoir des classes dominantes américaines, allemandes et autres, le plan Young et la suspension des réparations ne purent ni maîtriser la dégradation continue de la situation économique en Allemagne ni enrayer le déclenchement de la crise économique qui se préparait.

A la fin de 1929, sous l'effet de la crise économique mondiale, et de la crise américaine en particulier, l'Allemagne connut la crise économique la plus aiguë, la plus profonde et la plus longue de toute son histoire. La production industrielle tomba brusquement, tandis que la production de biens de production amorçait une chute vertigineuse. De 1929 à 1932, la production de charbon tomba de 32,7 %, celle du fer de 70,3 % et celle de l'acier de 64,9 % ; la valeur de la production de l'industrie de construction mécanique tomba de 62,1 %, la construction automobile de 64,2 %, la production d'électricité de 23,4 %, la construction navale, en tonnage de 83,6 %, la consommation de coton de 21,4 %. 1933 fut l'année la plus basse. Dans l'ensemble, la production industrielle chuta de 40,6 %, entre son plus haut niveau d'avant la crise et son point le plus bas au cours de celle-ci, soit une chute de 53 % pour la production de biens de production et de 25,3 % pour la production de biens de consommation ce qui ramenait respectivement aux niveaux de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Plusieurs centaines de milliers de petites et moyennes entreprises firent faillite. Même quelques gros konzerns furent ébranlés, comme le trust de l'acier qui fut obligé de se réorganiser, tandis que

l'importante entreprise textile Nordwolle était contrainte de déposer son bilan. Au plus fort de la crise, le taux de fonctionnement de l'industrie était seulement de 1/3. Les chiffres record de chômage arrivèrent en tête des pays européens avec 6 à 8 millions de chômeurs, soit près de la moitié des ouvriers allemands.

En juillet 1931, sous l'effet de la crise industrielle, une grave crise du crédit éclata. La faillite de la Darmstädter Bank servit de détonateur ; plusieurs grandes banques berlinoises furent emportées dans la tourmente. Les réserves d'or de l'Etat diminuèrent de 4/5, le système du crédit dans son ensemble fut à deux doigts de l'effondrement général. Le gouvernement allemand se porta rapidement au secours des grandes banques et leur consentit un prêt de plus d'un million de marks. Il acheta près de 70 % des actions des banques privées de tout le pays. Dès 1930, le gouvernement allemand releva de plusieurs fois les droits d'importation des produits agricoles, ce qui limita l'écoulement des produits agricoles étrangers et retarda ainsi pour un temps la crise agricole. En 1933, il y eut une flambée des prix des produits de la terre, et en 1934, une très forte réduction de la production agricole se fit sentir. Une masse de petits paysans fut acculée à la faillite ; c'était à qui vendrait le premier sa terre ; le nombre des paysans affermataires augmenta rapidement ; les dettes de la campagne s'élevèrent de manière continue, tandis que les revenus de l'agriculture diminuaient de 30 %.

Sous les coups de la crise économique mondiale, le commerce extérieur de l'Allemagne cessa presque toutes ses activités. De 1929 à 1935, la valeur globale des exportations allemandes diminua de 69,1 % et celle des importations de 70,8 %.

Au cours de la crise, le gouvernement bourgeois de l'Allemagne adopta toutes sortes de mesures politiques réactionnaires. Il fit supporter le lourd fardeau de la crise

aux travailleurs en recourant à tous les moyens possibles. D'un côté, il soutenait énergiquement les monopoles et les Junkers, il leur faisait cadeau de plus de 10 milliards de marks de subvention et de prêts, il augmentait les commandes de l'Etat et accélérait même le processus de cartellisation forcée. De l'autre, il relevait le montant des impôts payés par les travailleurs de plusieurs milliards de marks et diminuait largement les allocations de chômage et les salaires. C'est ainsi qu'au cours de la crise, les revenus réels des ouvriers baissèrent en moyenne du 1/3, jusqu'à 64 % du plus bas niveau d'avant-guerre.

Les graves conséquences de la crise intensifièrent la lutte de classes en Allemagne. De 1930 à 1932, il y eut un nouvel essor des mouvements de grève. Chacune de ces trois années, connut des centaines de grèves auxquelles participèrent des centaines de milliers d'ouvriers. La grande armée des chômeurs développa elle aussi la lutte. Le mouvement des masses prit un nouvel élan en janvier 1931. Les travailleurs de Berlin lancèrent, coup sur coup, trois manifestations monstres et la position des classes dominantes s'en trouva menacée. C'est dans cette situation critique que le 30 janvier 1933 le président Hindenburg, soutenu par les dirigeants sociaux-démocrates, remit le pouvoir au chien fidèle du capital monopoliste, ultra-réactionnaire et chef des fascistes criminels : Hitler. L'Allemagne venait d'entrer dans la phase la plus sombre de toute son histoire — l'époque de la dictature fasciste. La montée au pouvoir des fascistes en Allemagne ne signifiait pas du tout un renforcement de la bourgeoisie. Au contraire comme l'a indiqué Staline : « *il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir dans sa politique intérieure, aux méthodes*

terroristes de gouvernement : comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle, sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique extérieure de guerre (1). » La prise du pouvoir par les hitlériens fut le reflet de l'aggravation considérable de la crise générale du capitalisme en Allemagne.

Militarisation de l'économie et développement du capitalisme monopoliste d'Etat sous la dictature fasciste

Grâce à la double tactique de la mystification et de la violence, les hitlériens usurpèrent le pouvoir. Avant de prendre le pouvoir, ils lançaient les mots d'ordre de « national-socialisme », faisaient toutes sortes de promesses et recouraient à la démagogie pour duper les masses. Le corbeau s'était paré des plumes du paon, mais il restait un corbeau. Une fois au pouvoir, ils arrachèrent bien vite leur masque et leur véritable nature apparut au grand jour. Leur base sociale était très exactement ce qu'en disait Georges Dimitrov au VII[e] Congrès de l'Internationale communiste en 1935 : le pouvoir fasciste hitlérien était *« une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier »*.

Après s'être emparé du pouvoir, les hitlériens suivirent la volonté de la bourgeoisie monopoliste et adoptèrent immédiatement les principes du capitalisme monopoliste d'Etat pour réorganiser l'économie du pays. Ils pensèrent échapper aux graves conséquences de la crise économique

(1) « Rapport au XVII[e] Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S. », « Les questions du léninisme - Joseph Staline », p. 595. Ed. de Tirana, 1970.

en militarisant l'économie et activèrent les préparatifs d'une nouvelle guerre pour un nouveau partage du monde.

S'inspirant des expériences réactionnaires de l'impérialisme allemand pendant la Première Guerre mondiale, le gouvernement fasciste mit sur pied un système d'organismes de réglementation économique intervenant dans tous les secteurs de l'économie nationale et le mit en œuvre. En juillet 1933 fut créée la Chambre d'Economie du Reich. Placée sous l'autorité du ministère de l'économie, elle était chargée de diriger la politique économique de l'Etat et d'élaborer des ordonnances. Entièrement aux mains de l'oligarchie monopoliste, c'était en fait un état-major général de l'économie et il préparait la guerre. En 1934, une loi restructurant l'économie allemande fut instaurée dans le but de réglementer toute l'économie du pays. Elle reposait sur deux grands systèmes complémentaires s'appuyant sur les associations d'industriels et les divers monopoles déjà existants : 1) une organisation en fonction de la branche de production avec des groupes économiques à quatre échelons ; 2) une organisation régionale avec des Chambres de l'économie dans chaque province et des organes secondaires dans les villes et les circonscriptions. A la tête de chacun de ces échelons, on trouvait soit des capitalistes monopolistes, soit leurs hommes de confiance. En 1936, un « plan quadriennal » fut lancé qui visait à renforcer l'effort de guerre. Il donna naissance notamment à l'Administration du plan dirigé par Goering. Cette administration existait en parallèle avec les organismes de réglementation sus-mentionnés ; leurs attributions empiétant l'une sur l'autre, des contradictions surgirent qui dégénérèrent en une véritable lutte pour le pouvoir — ces interventions et réglementations du gouvernement hitlérien donnèrent une vive impulsion à la militarisation de l'économie allemande. En l'espace de six ans et demi de préparatifs de guerre (de 1933 au printemps 1939), les dépenses

militaires s'élevèrent à 90 milliards de Reichsmarks, ce qui correspondait aux 3/5 du montant total des dépenses budgétaires de l'Etat pour la même période et au 1/4 du revenu national. Ces dépenses monumentales de réarmement dépassèrent de plus de deux fois la somme des réparations versées par l'Allemagne après la guerre. Au travers des hausses d'impôts, de l'extension des emprunts d'Etat et de l'inflation monétaire, le pouvoir fasciste fit supporter au peuple allemand le lourd fardeau des dépenses de guerre. En 6 ans, les impôts augmentèrent de 60 milliards de RM en Allemagne, tandis que le total des emprunts d'Etat et la masse monétaire en circulation augmentèrent l'un et l'autre de plus de trois fois. Hitler avait juré, à grand renfort de propagande, qu'il voulait « délivrer le peuple allemand du joug du Traité de Versailles » ; la réalité démontra bientôt tout le cynisme de ses « promesses ».

Les organismes de réglementation de l'Etat fasciste apportèrent systématiquement les matières premières, la main-d'œuvre, les capitaux et les équipements aux branches concernées par l'armement. C'est pourquoi l'industrie lourde et plus particulièrement l'industrie de l'armement s'accrurent très vite. L'inégalité du développement de l'ensemble des secteurs industriels s'accentua davantage. De 1933 à 1939, la production de biens de consommation n'augmenta que de 43 %, celle des biens de production de 310 %, et celle d'armement de 1 350 % ! L'Allemagne dépassa le rythme de croissance industrielle des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France, et d'autres pays. Ses produits excédèrent de loin, en quantité absolue, ceux de la France ou de l'Angleterre. En 1939 sa production d'armements était de trois fois supérieure à celle des Etats-Unis et de l'Angleterre réunis. Les commandes militaires énormes procurèrent des profits fabuleux aux monopoles. Pour la firme Krupp, par exemple, la valeur totale des commandes directes de l'Etat passa de 1932-33 à 1938-39, de

9,3 millions à 14,5 milliards de RM par an, soit une augmentation de près de 15 fois. Les bénéfices nets qu'elle réalisa pour la même période s'élevèrent de 6,5 millions à 12, 2 milliards de RM, soit une augmentation de près de 18 fois.

Parti d'un renforcement de la bourgeoisie monopoliste allemande, le gouvernement hitlérien adopta une série de mesures ultra-réactionnaires ; 1) il stimula le « mouvement antisémite », et dépouilla la communauté juive allemande de plusieurs milliards de RM en la forçant à les remettre à l'oligarchie financière « aryenne » et aux chefs du parti nazi ; 2) il accéléra la cartellisation obligatoire et contraignit un grand nombre de petites et moyennes entreprises à entrer dans les monopoles ; 3) il mit en application la fameuse « réforme des sociétés par actions », ce qui entraîna l'élimination d'une grande partie des petites et moyennes entreprises ; 4) il prit prétexte d'une « mise en ordre » du petit artisanat et du petit commerce pour contraindre à la fermeture des centaines de milliers de boutiques de détail, d'entreprises artisanales ; etc. A la fin des années 30, les différents monopoles contrôlaient ainsi 85 % du montant total des capitaux-actions de tout le pays, tandis que d'innombrables petits et moyens entrepreneurs faisaient faillite. Avant d'être au pouvoir, les hitlériens n'avaient cessé de donner des « garanties » à cette petite et moyenne bourgeoisie : « les grandes entreprises commerciales seront confisquées et louées à bas prix aux petits industriels et commerçants » disaient-ils. Ces derniers ont pu constater ce qu'il en fut de ces « promesses » !

Le gouvernement fasciste, non content d'étendre le capital monopoliste d'Etat, remit de surcroît une partie des biens de l'Etat aux monopoles privés lorsqu'ils pouvaient en tirer profit. Entre 1932 et 1939, la part de l'Etat dans le montant global du capital-action de tout le pays augmenta de 13,2 % à 17 %. Après la crise économique,

le gouvernement fasciste réalisa immédiatement une politique de reprivatisation des biens de l'Etat. Il rendit l'une après l'autre aux groupements capitalistes monopolistes privés les actions que l'Etat avait, lors de la crise, rachetées à des prix de faveur aux grandes banques berlinoises, aux grandes firmes industrielles et aux compagnies maritimes. Mais vis-à-vis de la classe ouvrière, les hitlériens changèrent immédiatement de ton après s'être emparé du pouvoir. Ils lancèrent des mots d'ordre du genre : « Il faut choisir entre le beurre et les canons », et forcèrent la grande masse des ouvriers à se serrer la ceinture et à consentir des « sacrifices ». Le salaire réel moyen des ouvriers resta à son faible niveau du temps de la crise. Une avalanche d'impôts et de taxes de tous genres grevaient le quart de leur salaire. Ainsi, pour plus de la moitié des travailleurs, les revenus réels furent même plus bas encore qu'en 1932, année-record de la crise.

La nombreuse paysannerie allemande subit elle aussi pillage et oppression sous le joug fasciste. L'Office du Reich pour les céréales, ainsi que les quelques dizaines de milliers d'organismes de base qui lui étaient subordonnés, contrôlaient rigoureusement l'ensemble des activités économiques de la paysannerie. Hitler et ses acolytes mirent une sourdine à la propagande qu'ils faisaient autrefois en direction des paysans et qui parlait de « confiscation et de redistribution de la terre, d'abolition des rentes foncières », et autres mensonges. Ils mirent en application une « loi sur l'hérédité des fermes » et s'efforcèrent de renforcer et de soutenir la classe des paysans riches. Ainsi, tout au long des six courtes années qui ont précédé la Deuxième Guerre mondiale, les Junkers et les paysans riches arrachèrent plusieurs millions d'hectares de terre aux petits paysans, ce qui augmenta de plus d'un million le nombre des familles de fermiers acculées à la misère.

Simultanément, le pouvoir hitlérien exécuta fidèlement

les volontés du capital monopoliste et se lança totalement dans l'expansion économique et le pillage militaire à l'étranger. Au travers d'« accords commerciaux bilatéraux », il mit en place au détriment des pays du Sud-Est européen un « système de règlement par livraisons » (c'est-à-dire un système de règlement des paiements s'effectuant non en liquide, mais par un échange de marchandises) ; il pilla systématiquement les produits agricoles et les matières premières de ces pays (pétrole, métaux non ferreux, bauxite, bois, etc.), et y accrut ses exportations. La part de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la Bulgarie, de la Grèce, de la Hongrie, de la Roumanie, et de la Yougoslavie augmenta d'1/3 à 3. Tous ces pays du Sud-Est européen devinrent ainsi à des degrés divers les greniers de l'Allemagne hitlérienne pour les matières premières agricoles, et des marchés pour l'écoulement de ses marchandises. Les monopoles allemands se forcèrent aussi un passage dans un grand nombre de pays d'Amérique du Sud et dans d'autres régions dont ils asservirent et exploitèrent les peuples. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, les capitaux investis par l'Allemagne en Amérique latine atteignaient déjà 1 milliard de dollars, dont la moitié en Argentine. Les capitaux allemands avaient une très forte emprise sur différents secteurs industriels d'un grand nombre de pays latino-américains : la métallurgie (les métaux non ferreux tout particulièrement), le pétrole, l'électricité, l'exploitation du salpêtre, ainsi que les télécommunications, les banques, et les transports maritimes.

Sur le plan commercial, l'Allemagne fasciste accentua également sa pénétration dans ces marchés et y devint la concurrente de l'Angleterre et des Etats-Unis. De 1929 à 1938, la part de ces deux pays dans le commerce extérieur des vingt pays latino-américains enregistra une baisse sensible, tandis que celle de l'Allemagne connut une remarquable ascension ; ses importations passèrent de 10,6 % à

17,8 %, et ses exportations de 8,1 % à 10,3 %. Parallèlement à son expansion économique, l'Allemagne hitlérienne se lança furieusement dans une expansion politico-militaire à l'étranger. En 1936, les forces armées allemandes intervinrent dans la guerre civile espagnole, et en 1938, elles envahirent l'Autriche puis la région des Sudètes. Par ailleurs, l'Allemagne conclut avec l'Italie et le Japon fascistes une alliance qui devint par la suite l'Axe réactionnaire que l'on sait.

En raison du développement achevé du capitalisme monopoliste d'Etat, l'union entre la bourgeoisie monopoliste et le pouvoir d'Etat se renforça au plus haut degré. D'un côté, la plupart des membres de l'oligarchie monopoliste comme A. Thyssen, K. Bosch, C.F. Siemens, Krupp, ou leurs hommes de confiance, assumèrent des fonctions dans tous les rouages de l'Etat fasciste, notamment au sein des organismes de réglementation économique de guerre ; de l'autre, Hitler, Goering, Goebbels, Himmler, et plusieurs centaines de chefs fascistes mirent la main sur d'immenses richesses et devinrent de nouveaux milliardaires ou millionnaires. Ainsi, non seulement l'Allemagne créa entre la bourgeoisie et le pouvoir d'Etat cette « alliance personnelle » jamais vue dans l'histoire mais, elle atteignit aussi dans ce domaine le plus haut niveau du capitalisme mondial de l'époque.

L'atroce dictature fasciste hitlérienne exacerba énormément les contradictions de classes en Allemagne. Sous la direction du Parti communiste allemand, un front antifasciste, le Front populaire allemand fut fondé fin 1936. Malgré la situation qui n'avait jamais été aussi dure, la masse des travailleurs allemands, unis autour du Front populaire, développa inlassablement toutes les formes de combat ; elle résista à l'effroyable tyrannie fasciste, se dressa contre la course aux armements et les préparatifs

de guerre du pouvoir nazi et s'opposa à ses agressions étrangères.

6. APOGEE ET DECLIN DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT MILITARISTE LORS DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.

« Réglementations » pour militariser l'économie et pillage forcené des territoires occupés

L'escalade et l'intensification de la lutte pour l'hégémonie mondiale menée par l'Allemagne fasciste aggravèrent les contradictions entre l'impérialisme allemand et les autres pays impérialistes comme la France et l'Angleterre, et accélérèrent l'embrasement général du second conflit mondial. A la veille de la guerre, les classes dirigeantes de pays comme la France ou l'Angleterre avaient adopté une « politique de non-intervention » devant les actes d'agression des criminels hitlériens, et compté sur l'Allemagne fasciste pour combattre l'Union soviétique socialiste ; elles s'étaient réfugiées dans l'attentisme en espérant tirer profit de la mêlée qu'elles contempleraient les bras croisés. Cependant, comme le pressentait bien le Président Mao Tsé-toung au mois d'octobre 1938, « *La politique de Chamberlain reviendra nécessairement à soulever une pierre pour se la faire tomber sur les pieds* (1). » Le 1er septembre 1939, les hitlériens attaquèrent brutalement la Pologne ; le brasier de la guerre finit par atteindre les impéria-

(1) « Entretien avec un correspondant du Sinhouajepao sur la nouvelle situation internationale », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 283. E.P.

listes français et anglais, et la Deuxième Guerre mondiale éclata dans toute l'Europe.

La Deuxième Guerre mondiale a été une guerre injuste de redistribution du monde entre les différents impérialismes. A l'issue du premier semestre 1941, l'armée hitlérienne avait d'ores et déjà envahi plus de dix pays européens, dont la France. Elle contrôlait près de 300 millions d'individus et un immense territoire de 5 millions de km². Le 22 juin de la même année, reniant tous les accords, les fascistes allemands lancèrent brusquement une attaque armée contre l'Union soviétique, et occupèrent rapidement une large partie de l'Ouest de son territoire.

Le capitalisme monopoliste d'Etat militariste allemand atteignit un développement sans précédent durant la guerre. Il dépassa de très loin, en degré et en ampleur, le niveau atteint pendant la guerre de 14-18, et surpassa également celui des autres pays impérialistes durant la Deuxième Guerre mondiale.

Après le déclenchement des hostilités, la situation des organismes de réglementation économique de l'Etat fasciste devint encore plus inextricable. La direction de l'Economie de guerre et des armements, surbordonnée au Commandement suprême de la Wehrmacht (la « Force armée défensive » !), ainsi que le Comité de l'armement placé sous la tutelle du ministère des Armements et Munitions, se firent successivement une âpre concurrence pour obtenir la direction suprême de l'économie. Anciens et nouveaux organismes de réglementation se mirent au travers les uns des autres dans la plus grande confusion. A l'aide de ces organismes de réglementation et des besoins de la « guerre totale », le gouvernement hitlérien adopta un train de mesures réactionnaires pour faire face aux dépenses de guerre. Il contrôla et réglementa de manière draconienne les activités économiques de guerre, développa frénétiquement

la production d'armements et renforça énergiquement la position dominante de l'oligarchie monopoliste.

Parmi tous les pays capitalistes belligérants, le montant des dépenses militaires de l'Allemagne au cours de la guerre ne fut dépassé que par les Etats-Unis. Elles s'élevèrent au total à 622 milliards de RM, et représentèrent 92 % des dépenses du budget de l'Etat. Elles dépassèrent de 15 % le revenu national de l'Allemagne proprement dite (dans ses frontières de 1937). Afin de pallier à ces énormes dépenses militaires, le gouvernement fasciste écrasa d'impôts le peuple allemand et se livra à un pillage forcené dans les territoires occupés. Les impôts levés en Allemagne au cours de la guerre atteignirent 182,7 milliards de RM, les emprunts d'Etat, 342,2 milliards de RM, et la circulation fiduciaire (1) augmenta plus de 6 fois. Quant au pillage des divers territoires occupés, il a été chiffré d'après des statistiques incomplètes, à plus de 200 milliards de RM.

Selon le principe fondamental qui consistait à assurer en priorité la production d'armements, le pouvoir hitlérien procéda à de strictes réglementations sur les matières premières et la main-d'œuvre. Il développa à l'extrême la production de matières premières, particulièrement la production de matières synthétiques et de combustibles ; il en contrôla sévèrement la répartition, les accorda en priorité aux entreprises monopolisées et diminua sans cesse les normes de consommation. Les monopoles se disputèrent les matières premières stratégiques et pratiquèrent à large échelle la fraude, les achats en masse et le stockage à but spéculatif ; les approvisionnements furent de plus en plus difficiles à pourvoir, alors que le gaspillage était devenu monnaie courante. Un grand nombre d'employés et d'ouvriers étant incorporés dans l'armée, le gouvernement

(1) Circulation fiduciaire : circulation du papier-monnaie (N.d.T.).

fasciste poussa dans les usines d'armements plusieurs millions de mères de famille, de jeunes collégiens, d'artisans, de petits boutiquiers et d'ouvriers des industries civiles.

Pour compenser le manque de matières premières industrielles et de main-d'œuvre, les fascistes allemands pillèrent systématiquement et sans restrictions les ressources en matières premières des pays occupés et obligèrent par les armes plus de dix millions de prisonniers et de civils en provenance du front ou des régions occupées à venir travailler en Allemagne. Plus de la moitié d'entre eux périrent sous les mauvais traitements infligés par leurs tortionnaires.

L'Etat fasciste exerça d'innombrables rapines en pays occupés. Il pilla entre autres des équipements complets pouvant armer des centaines de divisions modernisées ; plusieurs millions de véhicules en tout genre ; plus de 1,5 milliard de dollars américains en devises-or ; une grande quantité de produits industriels manufacturés et de produits agricoles — rien que les céréales furent suffisantes pour couvrir entre le 1/7 et le 1/5 des besoins de guerre de l'Allemagne. Dans chaque pays, la nouvelle et l'ancienne oligarchie financière s'approprièrent la majorité des grosses entreprises industrielles et minières ainsi que des banques ; un grand nombre de paysans riches et de propriétaires fonciers s'établirent en Tchécoslovaquie, en Pologne, etc., firent main basse sur les propriétés des paysans et y établirent leurs propres domaines ; les officiers et les soldats fascistes pillèrent tout sur leur chemin et ramenèrent dans leur pays un énorme « butin de guerre » ; etc. Tous ces ravages ne représentèrent qu'une partie seulement du contenu sanglant du « nouvel ordre européen ».

La réglementation de l'économie de guerre et le pillage frénétique des territoires occupés eurent pour résultat le renforcement de la puissance de l'oligarchie monopoliste. Celle-ci occupa pendant la guerre un nombre élevé de

fonctions et s'assura pratiquement la direction suprême de l'économie. Sous sa pression, 2 000 cartels inférieurs furent contraints de fusionner avec de gros monopoles. Au fil de la guerre, le nombre des grosses firmes au capital de plus de 5 millions de marks passa de 63 à 108, et le montant total de leurs capitaux doubla. Les capitaux et les dépôts des grandes banques berlinoises doublèrent ou quadruplèrent pendant le même temps. Le capital monopoliste d'Etat se renforça lui aussi et sa part dans l'ensemble des capitaux de tout le pays augmenta de 1/3. Parallèlement à la puissance accrue de l'ancienne oligarchie financière, une nouvelle oligarchie composée de fascistes fit son apparition. L'ascension du konzern d'Hermann Goering, le n° 2 du nazisme, en constitue un exemple frappant. Celui-ci, en dépouillant les Juifs de leurs biens, et en dévalisant les caisses de l'Etat, s'était bâti dans les années 30 un nouveau konzern personnel dont la puissance financière augmenta rapidement après qu'il eut pillé la sidérurgie de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et celles d'autres pays. Les capitaux de ce konzern atteignirent 2,5 milliards de RM en 1941, 6 milliards de RM en 1943 ; il devint le plus important konzern de l'Allemagne et de l'Europe entière.

Développement et effondrement de l'économie militarisée

En accentuant sa pression sur les ressources humaines et matérielles du pays et en se livrant à un pillage éhonté des zones occupées, l'industrie de guerre du Reich connut un haut degré de développement. De 1938 à 1943, la production industrielle globale augmenta de 19 %, dont 63 % pour la production de biens de production, alors que la production de biens de consommation diminua de près de 10 %. L'inégalité de développement entre ces deux grands secteurs

industriels s'aggrava énormément. En 1944, l'industrie des biens de consommation chuta davantage encore, tandis que la production de biens de production stagnait.

Tout au long du conflit, l'industrie d'armement du Reich connut un développement démesuré. En 1939, 2,1 millions d'ouvriers travaillaient dans cette industrie ; en 1944, ils atteignaient le chiffre de 6 millions. La production de l'industrie militaire augmenta au total de 6,3 fois entre 1938 et 1944. D'autre part, les envahisseurs hitlériens produisaient un grand nombre de munitions dans les territoires qu'ils occupaient ; elles servaient à pourvoir les troupes locales de l'armée allemande ou celles du front de l'Est. A la fin de 1941, la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Norvège et la Pologne, avaient fourni à eux seuls une valeur de 12,8 milliards de RM d'armes et de munitions à l'Allemagne.

L'extension de l'industrie allemande pendant la guerre, axée sur l'industrie d'armement, reposa pour plus de 700 milliards de RM sur les commandes de guerre de l'Etat et sur le pillage des ressources naturelles dans les territoires occupés. L'industrie lourde mise au service de l'industrie de guerre connut également un certain développement. Cependant, les difficultés se multiplièrent au fil des années. Par exemple, la production annuelle de houille en Allemagne stagna toujours autour de 400 millions de tonnes, la production de fer et d'acier recula même au niveau d'avant-guerre. Même si l'on put enregistrer une augmentation de la production de houille blanche, l'industrie de l'énergie électrique n'avait en définitive presque aucun équipement de réserve. Dans les différentes branches de l'industrie, l'outillage était très rarement renouvelé ; l'emploi d'un grand nombre de vieillards et « d'esclaves étrangers » à des travaux éprouvants explique la baisse sensible de la productivité du travail qui suivit. La base industrielle de l'Allemagne s'affaiblissait au fil des années.

En raison de la pénurie de main-d'œuvre et de matières premières, ainsi que de la large utilisation de prisonniers de guerre et de civils étrangers, la situation de l'agriculture allemande empira progressivement tout au long de la guerre. La production de céréales tomba à son niveau d'avant 1939. Aucun moyen existant ne pouvait répondre aux besoins. L'industrie des transports perdit de plus en plus de son efficacité, et la pénurie en combustibles rendit impossible l'utilisation de nombreux moyens de transport. Avec la cessation du commerce extérieur, la balance commerciale, d'excédentaire devint déficitaire.

Lorsque la guerre fut portée à l'intérieur des frontières allemandes après l'échec de l'invasion armée hitlérienne, la fragilité de l'économie militarisée allemande apparut dans toute son ampleur. Coupée de ses sources de pillage à l'étranger, ses réserves de matières premières s'épuisèrent rapidement. Les ruptures d'approvisionnement devinrent de plus en plus fréquentes ; il devint extrêmement difficile de pallier aux besoins en main-d'œuvre et un désordre complet régnait dans les transports. Aussi, à partir de l'automne 1944, la production industrielle allemande chuta verticalement. Si l'on prend pour indice 100 en 1938, l'indice de la production des biens de production de 1945 se situe entre 30 et 44, et celui de la production des biens de consommation entre 18 et 28 ; elles ne furent plus à même de soutenir la machine de guerre fasciste.

La guerre d'agression et le développement démesuré du capitalisme monopoliste d'Etat militaire fasciste causèrent d'innombrables souffrances au peuple allemand. La guerre coûta la vie à 7 millions d'Allemands, et plus de 5 millions d'entre eux périrent sur les champs de bataille. Une dizaine de millions de « déportés » subirent les atrocités des criminels hitlériens dans les usines et les fermes allemandes et les larges masses laborieuses se débattirent contre la faim et la mort. Les richesses matérielles et culturel-

les furent emportées par les flammes de la guerre. Seule, la bourgeoisie monopoliste aux mains trempées de sang en tira profit. Grâce aux commandes d'armement elle a accaparé pendant la guerre au moins 70 à 80 milliards de RM de profit.

Le Président Mao Tsé-toung l'a indiqué : « *Tous les réactionnaires sont des tigres de papier.* » « *Hitler n'a-t-il pas passé pour très fort ? Mais l'histoire a prouvé qu'il était un tigre en papier* (1). » Tel est le processus logique du développement historique. Avec le soutien et le concours du combat antifasciste mondial, avec l'Armée Rouge soviétique placée sous la direction du grand marxiste-léniniste Staline, Berlin fut libéré en avril 1945. Hitler, le chef du fascisme allemand, terrorisé, se donna la mort. Le 8 mai, l'Allemagne fasciste capitula sans condition. L'histoire prononçait sa sentence : la destruction totale du capitalisme monopoliste d'Etat militariste allemand.

(1) Mao Tsé-toung, « Entretien avec la journaliste américaine Anna-Louise Strong », *Œuvres choisies*, t. 4, p. 101. E.P.

CHAPITRE VI

LE JAPON

Le Japon fut parmi les principaux pays capitalistes le dernier à émerger. Lorsque les réformes Meiji y furent appliquées en 1868 et alors que le seuil du système capitaliste y était à peine franchi, les pays évolués d'Europe et d'Amérique se trouvaient déjà à la veille du capitalisme monopoliste. Mais une fois dépassé ce seuil, le développement du Japon fut très rapide. Dans le demi-siècle qui suivit, il connut un essor qui le rangea rapidement parmi les puissances capitalistes sous l'aspect d'un pays impérialiste féodalo-militaire. L'impérialisme japonais s'est beaucoup enrichi dans les guerres d'invasion et de pillage colonialistes. L'histoire de l'apparition de cet impérialisme est aussi l'histoire des guerres agressives du Japon en Chine et en Corée. L'histoire japonaise contemporaine de ce dernier siècle a montré qu'un pays qui compte sur l'invasion, la guerre et le militarisme pour développer son économie ne peut échapper à sa destinée historique qui lui réserve un échec complet.

1. LA DESAGREGATION DU SYSTEME FEODAL ET LES REFORMES DE L'EMPEREUR MEIJI.

Les rapports terriens pendant la période post-féodale et le système d'exploitation

Depuis les réformes Meiji, le Japon est entré dans la période du capitalisme moderne. Mais environ 110 ans plus tôt, les rapports capitalistes se trouvaient déjà à l'état embryonnaire, à l'intérieur de la société féodale japonaise. Durant les 265 années précédant les réformes Meiji, c'est-à-dire de 1603 à 1867, le Japon vivait sous le règne du clan Tokugawa, période historique appelée « l'époque des

Tokugawa ». C'est précisément au cours de cette période que le Japon connut la désagrégation du système féodal et la poussée du capitalisme.

Karl Marx a écrit : « *Le Japon avait une organisation purement féodale de la propriété foncière et une économie de petit paysan prospère* (1). »

Cette phrase résume d'une manière pénétrante les caractéristiques fondamentales du système féodal japonais, et indique aussi avec précision les causes de l'apparition tardive des rapports capitalistes au Japon. Pendant la période des Togukawa, toutes les terres étaient la propriété des seigneurs féodaux. Les fiefs féodaux étaient divisés en quatre catégories : ceux du régime *shogunal* des Tokugawa, des *daimyo,* des aristocrates de la cour impériale et des monastères et temples shintoïstes. Le chef du clan Tokugawa était nommé « *sei-i-taishogun* » (littéralement « généralissime soumettant les barbares »). Son organisation de souveraineté, le gouvernement shogunal, s'appelait bakufu. Le shogun était le suprême gouverneur ainsi que le plus grand seigneur féodal de tout le pays, en possession de plus de 26 % des terres cultivables. Le gouvernement dominait deux cent soixante et quelques han (vassaux) dans l'empire ; le gouvernement direct de chaque han s'appelait le daimyo. Les daimyo possédaient au total 70 % des terres cultivables du Japon. Dans le régime shogunal, l'Empereur et ses courtiers étaient privés de tout pouvoir, sans aucun droit d'intervention dans les affaires politiques, mais étaient toutefois en possession d'une grande quantité de terres. En jouant le rôle de support spirituel des classes féodales, les monastères et les temples shintoïstes possédaient également de nombreuses terres.

Le shogun et les daimyo entretenaient un grand nombre de samouraïs ou « vassaux familiaux », qui formaient

(1) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 158. E.S.

une force militaire répressive contre le paysan. Pendant cette période, les samouraïs étaient nombreux et atteignaient au milieu du XIXe siècle un total de 400 000 hommes. En général, les samouraïs ne possédaient aucun fief, vivant seulement des rétributions accordées par le shogun et les daimyo, mais ils avaient cependant le privilège d'être exemptés d'impôt et de massacrer les gens à leur guise. Cette construction pyramidale du régime, fondée sur un système de propriété féodale de la terre et structurée en classes (shogun — daimyo — samouraï), pesait sur le peuple japonais comme une énorme montagne.

Bien que n'établissant pas un systéme d'économie fermière, les seigneurs féodaux du Japons divisèrent leurs terres en parcelles et les remirent aux paysans pour qu'il les cultivent à la manière d'une petite exploitation. En conséquence, une économie prospère du petit paysan se développa au Japon. De toute façon, au cours de toute la période de Tokugawa, les paysans, qui formaient 80 % de la population, ne possédaient pas une parcelle de terre. En qualité de métayers héréditaires du fief seigneurial, ils cultivaient en moyenne environs 2 *chobu* (1) de terre par famille.

Ce système unissant l'exploitation économique du paysan par le seigneur féodal à la domination politique fut extrêmement dur. Le fermage et l'impôt, appelés « redevance annuelle en riz », étaient perçus en même temps, et formaient 40 à 80 % de la récolte. De plus, de multiples taxes étaient imposées au paysan pour le passage d'un pont, le voyage en barque, le fauchage, l'abattage du bois, la pêche, la chasse, la production du sel, etc. Chaque année, les paysans étaient astreints à une certaine période de corvée. Le principe du seigneur exploitant le paysan était de « ne pas le laisser mourir, ni le laisser vivre », car, pour

(1) Un *chobu* équivaut à 0,99 hectare.

le seigneur, « le paysan était comme le sésame : plus on le presse, et plus on en obtient d'huile ». Afin de renforcer l'exploitation et l'oppression du paysan, on pratiquait le système de « la compromission entre cinq familles », on stipulait en termes explicites que le vêtement du paysan ne devait être qu'en lin ou en cotonnade, que le paysan ne devait jamais manger trop de riz, qu'il ne devait pas acheter ou boire du thé ou du vin, ni fumer, qu'il ne pouvait bâtir une maison ne convenant pas à son rang social. Il était même dépourvu du droit d'employer un nom de famille.

Afin de sauvegarder le régime et l'exploitation féodaux, les classes dominantes pratiquaient un rigoureux système de hiérarchie sociale, en divisant la population en quatre castes : le samouraï, le paysan, l'artisan et le commerçant. En outre, certaines catégories furent désignées par des noms avilissants comme « saita », « hinin », ou simplement les « misérables ». Ces pauvres gens étaient astreints à habiter de véritables ghettos. Il leur était interdit d'épouser un membre des quatre castes susmentionnées, et ils ne pouvaient exercer que les métiers de bourreau, de geôlier, de veilleur de nuit et de boucher. Les rangs sociaux de cette hiérarchie étaient héréditaires et immuables.

Comment le régime féodal des Tokugawa put-il dans son ensemble se maintenir pendant si longtemps ? Il était en fait étroitement lié à une politique de « fermeture du pays » ou d'isolationnisme adoptée par les shogun à cette époque. A la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe, les missionnaires et les marchands du Portugal, d'Espagne, de Hollande et d'Angleterre se succédèrent sur le sol japonais. Ils enlevaient des Japonais et les vendaient comme esclaves, faisaient du commerce un véritable pillage, prêchaient le christianisme et vendaient des munitions aux daimyo du sud du Japon. Toutes ces activités constituaient

une menace pour le régime féodal des Tokugawa ; c'est pourquoi le gouvernement shogunal proclama en 1638 la « fermeture du pays », donnant des ordres pour l'expulsion du territoire japonais des missionnaires et des marchands de tout pays étranger, à l'exception des marchands hollandais à qui il fut permis de faire du commerce, dans des conditions très limitées, sur l'île Dejima à Kawasaki. Les Japonais reçurent eux-mêmes l'interdiction de quitter leur pays.

Le développement de l'économie marchande à la ville et à la campagne et la poussée des rapports capitalistes

Malgré des efforts en tous sens pour soutenir et renforcer le système féodal, le gouvernement shogunal des Tokugawa ne pouvait empêcher la désagrégation de ce système et l'apparition des rapports capitalistes, règle objective du développement historique. L'établissement du gouvernement d'union des Tokugawa fit connaître au pays une période de paix relative. Afin d'augmenter les recettes fiscales, le clan shogunal s'était temporairement préoccupé de l'agriculture et avait subventionné l'exploitation de nouvelles terres.

Dès lors, avant le début du XVIII[e] siècle, l'agriculture connut un développement certain, les surfaces cultivées s'étaient relativement accrues. La surface cultivée globale était passée de 1,5 million de chobu en 1598 à 2,9 millions entre 1716 et 1735. Les seigneurs féodaux n'avaient pas fixé de limites strictes concernant les plantations sur les nouvelles terres. Le nombre de paysans cultivant le mûrier, le thé, le mûrier à papier, l'arbre à vernis, l'indigo, le chanvre, le coton, la canne à sucre, le tabac et d'autres produits s'accroissait chaque jour, accélérant le

développement d'une agriculture de type commercial et celui de l'artisanat familial.

Le choc créé par l'apparition de l'économie marchande contraignit fréquemment les paysans et les artisans pauvres ou ruinés à quitter leurs villages pour gagner la ville et y chercher du travail. Aussi la population urbaine s'accroissait-elle sans cesse. En même temps, afin de satisfaire leurs besoins personnels et ceux des finances de l'état, le gouvernement shogunal et les daimyo revendaient le riz et les autres redevances annuelles en nature qu'ils arrachaient aux paysans ; ce phénomène, lié au système Sankin-kotai (1), imposé par le gouvernement shogunal des Tokugawa pour contrôler les clans féodaux et les daimyo, stimula le développement des transports, des communications et de l'économie urbaine. Au milieu du XVIII[e] siècle, la population de Edo (Tokyo aujourd'hui) siège du gouvernement shogunal atteignait déjà plus de 800 000 habitants ; celle d'Osaka environ 400 000 et celle de Kyoto où résidait l'Empereur atteignait 350 000. En dehors de ces « trois capitales » célèbres, de nombreuses villes détenues par des daimyo comptaient de 30 000 à 50 000 habitants.

La ville était un centre d'artisanat et de commerce. Un grand nombre d'artisans arrivés des villages s'y agglomérait. Sous le contrôle des corporations, ils produisaient des étoffes, des meubles, des objets en métal, des porcelaines, des sabres, des épées, et toutes armes portées par les samouraïs, au total plus d'une centaine d'objets différents faits à la main. La classe commerçante devenait de jour

(1) Pour contrôler étroitement les daimyo, le gouvernement shogunal des Tokugawa les contraignait à habiter par alternance un an dans leur fief, un an à Edo, tandis que leurs épouses devaient, elles, rester en permanence à Edo, en quelque sorte comme otages. Ce système « sankin-kotai » accéléra le développement des villes et des bourgades traversées par les daimyo et l'amélioration des communications et des transports.

en jour plus puissante dans les villes. Les grands marchands y établissaient d'immenses dépôts de céréales, boutiques de gros, agences de vente et maisons de change pour acheter, stocker et vendre le riz qui provenait soit des contributions versées aux seigneurs et aux samouraïs, soit des ventes effectuées par les paysans.

Beaucoup de daimyo noyés dans les difficultés financières leur empruntaient de l'argent en mettant en gage le produit des redevances en riz ou bien en leur garantissant un droit exclusif d'achat. A la fin du règne des Tokugawa, les marchands constituaient une force puissante, comme celle, notamment, des Mitsui à Edo et Konoïke à Osaka qui leur fit mériter le titre de « commerçants les plus riches du monde ». Cet afflux de capitaux commerciaux a fortement ébranlé et décomposé l'économie naturelle, la hiérarchie traditionnelle et l'ensemble du gouvernement féodal.

Les facteurs les plus importants furent l'aggravation de l'exploitation féodale et la commercialisation des redevances en riz, qui accélérèrent la ruine et la décomposition du monde paysan. Bien que la vente des terres eût été interdite, les paysans pauvres étaient contraints, pour survivre, de mettre en gage ou d'hypothéquer les terres qui leur avaient été allouées à titre définitif et héréditaire, au profit des commerçants et des paysans riches, afin de faire des emprunts en nature ou en espèces. A la veille des Réformes Meiji, le tiers des foyers ruraux japonais avaient perdu ces terres et ceux qui ne disposaient plus de ressources et qu'on appelait les « buveurs d'eau » augmentaient en nombre.

Les commerçants et les paysans riches s'emparaient des terres allouées dont le terme de l'hypothèque arrivait à expiration. Bien qu'ils ne fussent pas encore les propriétaires en titre, ils détenaient en fait toute l'autorité sur ces terres et constituaient la nouvelle classe d'exploiteurs dans les

campagnes — celle des propriétaires fonciers. L'apparition et le développement de la classe des propriétaires fonciers marquaient la désagrégation du système féodal des terres allouées à titre définitif.

Du fait de l'aggravation de l'état de pauvreté des paysans, l'artisanat familial prit une place de plus en plus importante dans leurs activités secondaires et ouvrit un nouveau champ d'activité aux commerçants opprimés par la classe seigneuriale et contrôlés par les corporations des villes. Après le XVIII[e] siècle, les commerçants pratiquant l'usure imposèrent aux paysans des conditions sévères. D'une part, ils achetaient les produits faits à la main par ces paysans et les revendaient sur les marchés lointains en obtenant un énorme bénéfice ; d'autre part, en leur avançant les matières premières ou les outils, ils les réduisaient à l'état de salariés vendant leur force de travail.

Dans les domaines de fabrication de la soie, du coton, des objets en bois et des objets vernis, ce genre d'artisanat familial ou d'ateliers dispersés de caractère capitaliste se développait et se généralisait rapidement. Dans la deuxième moitié du XVIII[e] siècle, de nombreux paysans ou jeunes paysannes, quittant définitivement le travail des champs, furent absorbés par les ateliers (tsukuèya) contrôlés par les commerçants. Ils y fabriquaient des produits selon un mode de division élémentaire du travail ; c'est ainsi qu'apparut la concentration des ateliers artisanaux capitalistes. Ce type d'ateliers était également très répandu dans les branches suivantes : soierie, teinturerie, papeterie, ferronnerie et production du vin. Mais, à cause d'un gouvernement féodal entêté et opiniâtre, ce type d'ateliers n'était pas soutenu comme il le fut en Occident où il se développa à l'ombre de la politique mercantile. De même, il ne put entasser un fonds d'accumulation primitive grâce au pillage colonialiste comme cela avait été fait en Occident. C'est pourquoi le développement des ateliers artisa-

naux fut très lent et très faible. Avant les Réformes Meiji, il n'y avait dans tout le pays que quelque 400 ateliers, de caractère féodal pour la plupart.

La Crise du Système Féodal et l'Ecroulement du Régime Shogunal

Notre grand dirigeant, le président Mao Tsé-toung l'a indiqué : « *L'impitoyable exploitation économique et la cruelle oppression politique de la part des propriétaires fonciers contraignirent la paysannerie à entreprendre un grand nombre d'insurrections contre leur domination.* » « *Les luttes de classe de la paysannerie, les insurrections et les guerres paysannes ont seules été les véritables forces motrices dans le développement de l'histoire* » (1).

Au fur et à mesure que les relations marchandes et monétaires se développaient, et que les classes féodales étalaient plus de luxe et de corruption dans leur mode de vie, la pression sur le paysan devenait en revanche plus intense. Dès le début du XVIII[e] siècle, le gouvernement shogunal et ses vassaux augmentèrent sans cesse le taux de redevance annuelle du riz, qui passa de 50 % à 60-70 % et même à 80-90 % de la récolte. La redevance était souvent perçue une ou deux années à l'avance. Il y avait même, sous toutes sortes de prétextes, de lourds impôts tels que l'impôt sur le domicile, sur les portes et les fenêtres, sur les jeunes filles, sur la naissance d'un fils et beaucoup d'autres, trop nombreux à énumérer.

Pour renflouer les caisses de l'Etat qui se vidaient de plus en plus, le shogun et ses vassaux pillaient le paysan par un système de monopole commercial qui s'élargissait

(1) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Oeuvres choisies* de Mao Tsé-toung, tome 2, pp. 328-329. E.P.

sans cesse et par des refontes successives de la monnaie, le dépouillant ainsi de tous ses moyens d'existence. Beaucoup de paysans étaient obligés de renoncer aux travaux des champs et se rendaient en masse à la ville pour y gagner leur pain. Il s'ensuivait une diminution quotidienne de la population agricole et un accroissement annuel du nombre de terres incultes.

Après le début du XVIII[e] siècle la production agricole montra une tendance à la récession. La famine, l'infanticide par noyade et la vente de jeunes filles aux proxénètes devinrent des phénomènes courants dans les régions rurales où la population cessa pratiquement d'augmenter. Mais, plus forte est l'oppression, plus intense est la résistance. Un grand nombre de paysans ruinés, poussés à bout par la famine, s'insurgeaient en levant l'étendard de la révolte. Les soulèvements de paysans devinrent de plus en plus nombreux. A l'époque Tokugawa, les rapports officiels comptaient 1165 mouvements de jacquerie, dont la plupart eurent lieu au XIX[e] siècle. Dans les seules années 1801 à 1867, on en compta 505. Au cours de la célèbre insurrection de 1837 dirigée par Oshio Heihachiro, le soulèvement des paysans, en union avec le mouvement de sabotage des citadins pauvres contre la hausse des prix par les marchands, s'étendit d'Osaka à tout le pays. Des insurrections paysannes d'une telle ampleur ébranlèrent fortement le régime féodal du shogun et de ses vassaux.

Le régime shogunal des Tokugawa se heurta non seulement à l'opposition des paysans, des artisans et des commerçants mais dut faire face aussi à de vives contradictions qui apparurent et s'accentuèrent de jour en jour au sein même de la classe dominante.

Dans ces conditions de récession agricole, la situation financière du gouvernement shogunal et de ses vassaux s'aggravait sans cesse. De 1834 à 1836, le déficit budgétaire du gouvernement shogunal atteignit en moyenne

590 000 taëls d'or par an et quelque 700 000 de 1854 à 1856. Les finances des daimyo se trouvèrent elles aussi dans une situation embarrassée. Les samouraïs, ces « vassaux familiaux » qu'entretenaient les daimyo commencèrent à sombrer dans la misère, leurs rétributions étant de moins en moins bien assurées.

Le mécontentement contre le régime shogunal se répercuta intensément parmi les samouraïs et ces « vassaux familiaux » qui « se vouaient à accomplir leurs devoirs de loyauté et à servir volontiers leur seigneur » diminuèrent en nombre. Certains d'entre eux se convertirent à des métiers secondaires tels que la fabrication de pinceaux, de parapluies, d'imperméables, de jouets et de sculptures pour gagner leur vie ; d'autres s'efforcèrent de chercher la protection de riches marchands ou d'adopter les enfants de familles aisées, épousèrent les filles des commerçants ou vendirent leur titre de samouraï, sans tenir compte de leur « dignité » ou de leur « honneur ». Certains se rendirent dans les pays occidentaux pour y étudier la science et la civilisation occidentale et, de retour au Japon, devinrent des intellectuels propageant la culture occidentale ; d'autres, ne trouvant pas d'emploi, devinrent des ronin (vagabonds). Le régime du shogun et de ses vassaux, et le système hiérarchique des castes qui les servait, commencèrent ainsi à se désintégrer.

Le samouraï se transforma peu à peu en porte-parole du commerçant et de la bourgeoisie naissante et en opposant de la domination du shogun et de ses vassaux.

Alors que le système féodal du Japon approchait de sa fin, les grandes puissances capitalistes de l'Occident, qui cherchaient partout des marchés d'outre-mer, firent de nouveau irruption sur le sol japonais. Le premier pays qui força les portes du Japon fut les Etats-Unis. En 1853 et en 1854, une flotte sous les ordres du commodore Mathew Perry fut envoyée à deux reprises au Japon pour l'obliger

sous la menace à ouvrir ses ports. Le Japon fut contraint de conclure le traité de Kanagawa, consentit à ouvrir les ports de Hakodate et de Shimoda et permit aux Etats-Unis d'installer son consulat à Shimoda. En 1858, les Etats-Unis forcèrent le Japon à signer un autre traité inégal : Le « traité de commerce et d'amitié américano-japonais », appelé aussi « le traité de l'Epoque Anseï ». Il stipulait que les Américains avaient le privilège de juridiction consulaire au Japon, que les marchandises américaines pouvaient y être importées librement, le tarif douanier ne devant pas excéder 5 %, et que les monnaies étrangères y avaient droit de circulation. Sur « l'initiative » des Etats-Unis, l'Angleterre, la Russie, la Hollande et la France vinrent l'une après l'autre signer des traités inégaux similaires avec le Japon, le mettant dans une situation aberrante de semi-colonie. En mettant à profit les privilèges qu'elles avaient obtenus, les puissances étrangères pratiquaient le dumping sur leurs produits manufacturés et achetaient bon marché la soie grège, le cuivre, l'huile, le thé et les produits maritimes japonais. Dans les années 1860 à 1867, l'exportation japonaise augmenta de 2,5 fois, tandis que l'importation augmentait de 13 fois. Ce déséquilibre frappait l'artisanat d'atelier japonais, et accélérait d'autre part la désagrégation de l'économie féodale.

En même temps, les marchands étrangers, profitant de la différence entre le taux de change or-argent du Japon (1/5) et celui du marché international, exportaient du Japon une grande quantité d'or et y importaient de l'argent, tirant de ce commerce des profits considérables.

Tout ceci ébranlait gravement les bases financières du Japon et accentuait les contradictions économiques et les contradictions de classes à l'intérieur de la société japonaise.

Dès les années 60 du XIX[e] siècle, on vit apparaître sur la scène politique du Japon un mouvement impressionnant

« d'expulsion des barbares et de renversement du gouvernement shogunal ». Le gros des forces participant à la lutte était constitué par les paysans. Pendant les quatorze années de 1854 à 1867, il y eut 131 soulèvements paysans. Mais à cause de sa dispersion et de son caractère rétrograde, le paysan n'était pas capable de formuler un programme antiféodal clair et distinct, ni de devenir la force dirigeante de la révolution. N'oublions pas qu'en ce temps-là, le Japon se touvait encore à la première étape du développement de l'artisanat d'atelier capitaliste.

Ni la bourgeoisie ni le prolétariat n'étaient devenus une force politique indépendante. Les propriétaires fonciers et les nouveaux marchands-usuriers, économiquement puissants, souhaitaient aussi des réformes mais n'étaient pas non plus la force dirigeante antiféodale, compte tenu des liens complexes économiques et politiques qu'ils entretenaient avec la classe seigneuriale et le régime shogunal.

De ce fait, la direction du mouvement « d'expulsion des barbares et de renversement du shogunat » passa aux mains des samouraïs d'ordre inférieur (relativement compétents dans les domaines de la politique, de l'organisation et de la culture, malgré l'aggravation de leurs conditions économiques) surtout ceux des puissants han de l'Ouest comme Satsuma, Choshu, Tosa et Hizen.

Exploitant l'aspiration du peuple à la révolution et le mécontentement des daimyo contre le gouvernement shogunal, les samouraïs les plus éminents comme Saigo Takamori, Okubo Toshimichi, Kido Takayoshi, le prince Ito Hirobumi, associés à une minorité de courtiers et d'aristocrates impériaux (dont le prince Iwakura Tomomi), et aidés financièrement par les riches marchands d'Osaka et de Kyoto, déclenchèrent un coup d'état le 3 janvier 1868, et prirent comme mots d'ordre « Restituer le pouvoir à la Famille Impériale » et « Honorer l'Empereur, Expulser les Barbares. »

Après une guerre civile qui dura quelques mois, le régime shogunal fut enfin renversé. On éleva l'Empereur Mutsuhito, âgé de quinze ans, au rang de chef d'Etat, sous le nom de Meiji, et on établit ainsi un nouveau gouvernement monarchique.

Les réformes Meiji sont des réformes bourgeoises conciliant les intérêts de la classe féodale.

Le pouvoir de l'Empereur Meiji représente les intérêts de la classe des propriétaires fonciers et de la classe capitaliste. Ce pouvoir, une fois établi, voulait d'une part protéger les avantages acquis par la classe féodale, et devait permettre d'autre part, sous les auspices de l'autorité gouvernementale, d'accélérer le développement de la production capitaliste pour éviter de tomber sous le joug colonialiste des pays occidentaux.

Ainsi, dans la dizaine d'années suivant son établissement, avec des slogans tels que : « enrichissons le pays, renforçons l'armée » ou : « épargnons, créons des entreprises », le pouvoir Meiji réalisa des réformes sociales, politiques et économiques, connues sous le nom des « Réformes Meiji ».

Les Réformes Meiji sont des réformes bourgeoises conciliant les intérêts de la classe féodale. Ces réformes touchaient à de vastes domaines dont les plus importants se répartissent comme suit :

1) Abolition des fiefs, redécoupés en départements ; unification du pouvoir de l'Etat et centralisation. En 1869, les clans féodaux réalisèrent la rétrocession de leurs fiefs et libérèrent les populations qui y étaient attachées ; puis, en 1871, les titres de noblesse féodale furent abolis ; le système des départements nouvellement établis et leur adminis-

tration par des fonctionnaires désignés à l'échelon central conduisirent à la centralisation du pouvoir.

En même temps, les douanes et différentes monnaies attachées à chaque clan furent abolies, les finances organisées et la monnaie unifiée. Ces réformes accélérèrent énormément la formation, puis le développement du nationalisme japonais ainsi que l'unification du marché.

Mais à tous les échelons du gouvernement, qu'il s'agisse de l'administration, de l'armée ou de la police, les postes les plus importants furent confiés aux anciens samouraïs, à la noblesse impériale ou à leurs vassaux, ce qui favorisa la constitution d'une autorité s'appuyant sur le pouvoir militariste à l'intérieur et sur les guerres d'agression à l'extérieur.

2) Abolition du système des rangs sociaux et des corporations. Entre 1869 et 1871 furent progressivement abolis les titres des daimyo, de noblesse impériale, de samouraï ou tout autre classification sociale, et officiellemen proclamée « l'égalité des quatre classes sociales » ; étaien également abolies les corporations artisanales et marchandes tandis qu'étaient proclamés les libertés de résidence, de déplacement et le libre choix de la profession. Ces mesures favorisèrent le développement du capitalisme.

Mais pour protéger les avantages acquis de la classe féodale, on opéra, sur le plan administratif, une distinction en trois catégories : les aristocrates (daimyo et noblesse impériale), le bushi (samouraï) et le commun. Sur le plan économique, on continua de verser aux deux premières catégories « la rétribution héréditaire ». En 1876 enfin, le gouvernement fixa par règlement le montant de la dette publique correspondant aux différentes « rétributions héréditaires », quelque 310 000 personnes en bénéficièrent et l'on émit 175 millions de yen d'obligations.

Les aristocrates et les samouraïs des plus hauts rangs étaient devenus, du fait de cette émission, des détenteurs

de titres féodaux infiltrés dans les rangs de la classe capitaliste, investissant dans les banques, les chemins de fer ou toute autre entreprise, ou encore dans les terrains, devenant ainsi les nouveaux propriétaires fonciers.

3) Création des conditions propres à développer l'économie capitaliste, en imitant les systèmes sociaux des civilisations occidentales en apprenant et en introduisant au Japon les techniques scientifiques européennes et américaines.

D'une part, avec l'impôt sur les terres provenant de l'exploitation des paysans et des emprunts à l'étranger, le pays achetait des équipements techniques, installait des chemins de fer et établissait « des usines modèles » administrées par le gouvernement. D'autre part, le gouvernement japonais envoyait les fonctionnaires, techniciens et mployés dans les pays occidentaux pour y acquérir de ouvelles connaissances et apprendre de nouvelles techniues, engageait des techniciens étrangers, organisait des xpositions industrielles, créait des écoles techniques et istribuait des subventions et des primes pour encourager et aider le développement du capitalisme individuel.

Tout en acceptant sans esprit critique la civilisation et l'éducation européenne et américaine dans tous les domaines, on embellissait et encourageait les idéologies superstitieuses et militaristes comme l'adoration de l'Empereur ou de « l'esprit Yamato » et de « bushido ».

4) Réalisation d'une réforme agraire et appui du gouvernement Meiji à la classe des propriétaires fonciers. Après son établissement, le pouvoir de l'Empereur Meiji, sans chercher du tout à résoudre les problèmes agraires fut néanmoins obligé d'entamer la réforme agraire en 1872 sous la pression des soulèvements paysans.

Cette réforme comprenait : l'admission au droit de propriété privée pour les terres, l'admission au titre de

propriétaire de l'occupant réel de la terre, et l'annulation du système de fiefs des anciens seigneurs féodaux.

Elle satisfit la demande d'une partie des paysans. Mais le tiers de la terre allouée à ceux-ci à titre définitif, soit 1,3 million de chobu de terres arables, était déjà mis en gage ou hypothéqué aux marchands-usuriers et aux paysans riches.

Ainsi la réforme agraire servit-elle à exploiter les paysans pauvres, transformant le tiers des ménages ruraux du pays en fermiers qui perdaient leurs terres allouées à titre définitif. Elle constitua un appui du régime impérial à une nouvelle classe de propriétaires fonciers et consolida les rapports féodaux à la campagne.

En 1873, des règlements sur la réforme de l'impôt foncier furent publiés. Il y était stipulé l'annulation des multiples contributions d'autrefois et l'établissement dans tout le pays d'un seul impôt foncier.

Le nouvel impôt foncier était perçu suivant la valeur des terres. Le taux de cet impôt était de 3 %. Il était payé en monnaie courante par le détenteur des terres. La réforme sur l'impôt foncier offrait aussi des gros avantages aux propriétaires fonciers, mais aucun aux paysans.

Le Gouvernement Meiji et les grands propriétaires fonciers s'emparèrent de fortes sommes d'argent revenant aux paysans et ce fut la principale source d'accumulation primitive de capitaux. Jusqu'en 1885, plus de 80 % des impôts de l'état provenaient de l'impôt foncier.

En résumé, d'un côté les Réformes Meiji balayèrent une partie des obstacles féodaux et accélérèrent le processus d'accumulation primitive du capital, elles créèrent aussi des conditions avantageuses pour le développement du Japon en puissance capitaliste. De l'autre, les réformes Meiji préservèrent, sur le plan économique et politique, une énorme puissance féodale rétrograde, ainsi

qu'une puissance militariste, jetant ainsi les bases du futur impérialisme féodalo-militaire du Japon.

2. LA REVOLUTION INDUSTRIELLE ET LA CONSOLIDATION DU CAPITALISME.

Les premiers développements de la grande industrie capitaliste d'Etat dans les années 70-80 du XIXe siècle

Après son établissement, le régime de l'Empereur Meiji ne fit rien pour abolir les traités inégaux conclus avec les grandes puissances d'Europe et d'Amérique. Le Japon était encore asservi à des pays étrangers, et se trouvait à chaque instant sous la menace d'être dominé et transformé en colonie.

Dans de telles conditions, et en vue d'accélérer le développement du capitalisme, de renforcer sa puissance militaire et d'éviter le danger d'être assujetti par les pays occidentaux, le gouvernement Meiji exerça sa pleine influence politique sur les activités économiques et y prit une part active en mettant sur pied des usines d'Etat et en apportant son soutien aux capitaux privés de personnes privilégiées afin de donner une impulsion à la révolution industrielle. De ce fait, le capitalisme japonais, dès son apparition, revêtait un caractère remarquable de capitalisme d'Etat.

La révolution industrielle du Japon, déclenchée par le gouvernement, commença pour ainsi dire par une réforme « du haut vers le bas ». Ce fut aussi le gouvernement qui mit sur pied les premières grandes entreprises industrielles modernes du Japon. Après sa fondation, le pouvoir Meiji s'appropria les anciennes entreprises féodales des shogun et des daimyo, et en acheta ensuite les équipements techni-

ques aux pays occidentaux. Après une période de réorganisation et de refonte, un grand nombre d'entreprises industrielles de l'Etat furent ainsi successivement fondées. on peut en noter quatre principaux secteurs :

1) Les usines de matériel militaire, telles que les arsenaux, les usines de munitions et les chantiers navals. Elles constituaient le point essentiel de l'industrie de l'Etat.

2) Les entreprises de communication et des transports. Le gouvernement attachait beaucoup d'inportance à ce secteur qui avait une portée militaire considérable et créait par ailleurs des conditions favorables au développement du capitalisme. A partir de 1872, le gouvernement s'engagea à entreprendre la construction de la ligne ferroviaire Tokyo-Yokohama. En 1894 le réseau du chemin de fer de l'Etat couvrait déjà une distance de 929 km.

3) La mise en exploitation d'une dizaine de mines d'or, d'argent, de cuivre et de houille pour augmenter le volume de la production ainsi que les ressources d'or et d'argent du pays.

4) L'industrie textile du coton et de la soie. Ce secteur avait été une branche principale dans l'industrie artisanale pendant la période féodale. De façon à inciter les entreprises privées à adopter les systèmes en vigueur dans les usines et les équipements techniques avancés de l'Occident, le gouvernement créa un certain nombre « d'usines modèles ».

Après avoir fondé de nombreuses entreprises industrielles en pressurant les paysans et les ouvriers, le gouvernement promulgua en 1880 les règlements sur la cession des entreprises industrielles de l'Etat — hormis les arsenaux — aux exploitations privées, tant pour alléger les charges et les difficultés financières du pays que pour encourager et aider le développement du capitalisme privé.

En conséquence, la majorité des entreprises furent transférées à bon marché des mains de l'Etat à celles des

grands « commerçants politiques », c'est-à-dire des commerçants en étroite collusion avec le gouvernement.

C'est ainsi par exemple que les Mitsui acquirent les houillères de Honai et de Miike, la filature de Shinmachi, l'usine de dévidage de Tomioka, tandis que les Mitsubishi acquirent les chantiers navals de Nagasaki et de Kobe, les houillères de Takashima, la mine d'or de Sado, la mine d'argent d'Ikuno etc.

Les entreprises étaient souvent cédées à un prix de 30 ou 50 % inférieur au montant d'investissement. Après l'acquisition de ces entreprises gouvernementales dans ces conditions, certains « grands commerçants politiques » réalisaient un bénéfice plusieurs fois supérieur au prix d'achat, en les revendant.

Outre la cession à bon marché des entreprises manufacturières, le gouvernement apportait aussi son soutien à l'accroissement du capital privé en accordant privilèges, subventions, prêts ou même dons en nature.

Citons un exemple : grâce au soutien financier considérable qu'ils apportèrent au nouveau régime dans les réformes Meiji et « la liquidation des rebelles », les Mitsui, famille de négociants et de propriétaires de maison de change qui parvint à faire fortune vers la fin de la période shogunale, reçut le monopole d'émission des billets de banque ainsi qu'un droit de participation directe sur les opérations de change et sur les recettes et dépenses du Trésor. C'est sur cette base que la famille fonda en 1876 la Banque Mitsui et la Société des produits Mitsui qui monopolisait le commerce extérieur du Japon à cette époque.

Un autre exemple est celui de Iwasaki Yataro, un négociant du han Tosa de la période post shogunale.

Au cours de l'abolition des han, il prit la responsabilité d'une partie des dettes ainsi que le droit de créancier du han Tosa, et reçut en récompense du gouvernement les

quelques bateaux à vapeur appartenant à l'origine aux daimyo du han Tosa. Grâce à cette donation, il fonda en 1870 la Compagnie de Bateaux à Vapeur de Mitsubishi.

Quand le Japon envahit Taiwan en 1874, les Mitsubishi aidèrent le gouvernement à transporter ses troupes et reçurent par la suite de celui-ci une autre donation de treize bateaux à vapeur. Puis, dans la répression du soulèvement paysan du sud-ouest du Japon, les Mitsubishi fournirent encore un effort ; il leur fut alors accordé une subvention gouvernementale de 250 000 yen par an. Avec cette somme, ils achetèrent dix-huit bateaux à vapeur de plus, et devinrent un grand zaibatsu monopolisant le transport maritime.

Au début des années 80 du XIX[e] siècle, les réformes Meiji furent pour l'essentiel achevées. La situation politique devint progressivement stable. De 1880 à 1885, on réorganisa le système monétaire, on stabilisa le cours des monnaies et on créa des conditions favorables pour l'introduction à grande échelle des équipements techniques étrangers ainsi que pour la stimulation de l'investissement privé dans l'industrie.

Ainsi, aux environs de 1885, sous l'impulsion, la direction et le soutien de l'Etat, se produisit un grand élan pour fonder des entreprises, et la révolution industrielle entra dans une nouvelle étape, celle de l'expansion rapide.

Entre 1884 et 1897, les capitaux des sociétés industrielles augmentèrent de 14,5 fois, ceux des sociétés de transports de 12,1 fois et ceux des sociétés commerciales de 3,3 fois.

En 1893, à la veille de la première guerre sino-japonaise, le nombre des fabriques employant plus de dix ouvriers atteignait déjà un total de 3019 (dont 675 utilisaient la force mécanique) avec 380 000 employés et ouvriers. La révolution industrielle s'étendait ainsi à tous les secteurs principaux de la production.

Au cours de la révolution industrielle au Japon, comme dans tous les autres pays capitalistes, ce fut l'industrie textile qui attira la plupart des investissements privés. De 1887 à 1890, l'investissement dans l'industrie textile du coton représenta à peu près 40 % du montant investi dans tous les secteurs d'entreprise. Après que Shibuzawa Eiichi, qui s'associa avec des aristocrates et des grands marchands, eut fondé en 1882 la première usine textile moderne — la société de la Filature du Coton d'Osaka —, nombre de grandes sociétés de filature apparurent l'une après l'autre. Pendant la période de 1887 à 1893, l'équipement des filatures augmenta de 84,428 à 475,158 broches et le volume de production des filés de coton augmenta de 4 500 à 40 000 tonnes, soit respectivement 5 fois et 8 fois plus en l'espace de sept années, ce qui donna à l'industrie textile une nouvelle physionomie.

Simultanément, la révolution technique fut déclenchée après 1885 dans l'industrie textile et un nombre important de grandes sociétés firent successivement leur apparition.

Mais, dès le début de son développement, le capitalisme japonais n'avait pas une base solide. Le fonds industriel provenait essentiellement de la rente foncière et de l'impôt sur la terre versés par les paysans ; l'importation des installations mécaniques dépendait avant tout de l'exportation de la soie grège et le marché des produits industriels comptait surtout sur la paysannerie représentant 70 % de la population.

Cependant, comme l'agriculture se développait à la manière d'une petite exploitation semi-féodale et que la paysannerie gémissait sous le poids d'un taux élevé de fermage, il en résultait une productivité et un niveau de vie extrêmement bas chez les paysans.

En même temps, l'exploitation cruelle de la classe ouvrière rétrécissait davantage la capacité du marché intérieur du Japon

La plus grande part de la main-d'œuvre japonaise était des ouvrières venant de la campagne. Les conditions de travail étaient très mauvaises, et les salaires incroyablement bas. D'après des statistiques de 1890, un ouvrier expérimenté dans l'industrie de guerre ne gagnait que 0,24 yen par jour ; dans la soierie, un ouvrier gagnait 0,15 yen et une ouvrière de 0,09 à 0,12 yen. Or, en ce temps-là, avec 0,10 yen on ne pouvait acheter que 900 gr. de riz.

L'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie industrielle revêtait souvent un caractère féodal comme le montrent les différents systèmes ci-dessous : par exemple : le système de maître-apprenti (1) et le système des cantines dans le génie civil (2), les mines et l'industrie de produits maritimes ; le système de « travail au contrat sous la forme d'esclavage » (3) et le système de dortoirs (4) dans l'industrie textile ainsi que le système d'échelons et de mesures punitives telles que les peines pécuniaires (les amendes) les réductions de salaire ou de nourriture : tous ces systè-

(1) Le chef contrôlait les ouvriers en les embauchant nominalement en qualité d'apprentis et contractait des forfaits avec les propriétaires des entreprises et des mines pour l'exécution des travaux. Ce système de contrôle permettait d'exploiter les ouvriers.

(2) Appelé aussi le système de Nagaya, dans lequel le chef embauchait des ouvriers célibataires, les contraignait à loger dans des cabanes, à manger, dormir et travailler ensemble. En même temps le chef contractait des forfaits avec les patrons pour exercer un contrôle sévère sur les ouvriers et les exploiter cruellement.

(3) Après avoir reçu une somme d'argent comme avance du patron, des paysans pauvres envoyaient leurs filles dans les usines. Une fois entrées, ces ouvrières perdaient leur liberté personnelle. Il leur était interdit de rentrer chez elle et de sortir, il leur fallait manger et dormir dans l'usine. Ne recevant aucun salaire, elles devaient travailler pour compenser la somme d'argent versée comme avance à leurs parents et pour payer les frais de repas et de logement.

(4) Les ouvriers étaient obligés de loger dans l'usine. Le patron intensifiait l'exploitation des ouvriers et restreignait leur liberté par un système de cantines, de buffets et de dortoirs.

mes étaient des manifestations des relations féodales et du système de clan appliqués à l'exploitation capitaliste.

Tout cela entraîna en peu de temps de vives contradictions entre un marché intérieur étroit et une grande industrie en rapide développement.

De plus, les traités inégaux conclus avec les pays occidentaux n'étaient pas encore abolis ; Le marché intérieur étroit du Japon fut inondé de marchandises étrangères. C'est pourquoi le développement de l'industrie japonaise, le textile d'abord, connut très vite de grosses difficultés.

Quand, en 1880, le Japon connut une grave crise de surproduction, le prix des filés de coton connut une baisse des prix aussi brusque que démesurée et leur écoulement stagna. Une réduction de la production de 3 mois devint inévitable.

La guerre d'agression contre la Chine de 1894 à 1895 et la Révolution industrielle

Les réformes Meiji n'avaient pas résolu la question agraire pour les paysans, elles n'avaient pas non plus chassé du Japon les puissances étrangères. Du fait du développement capitaliste et de l'aggravation de l'exploitation due au poids de l'impôt foncier, les conflits entre la classe paysanne et la classe des propriétaires fonciers, entre la bourgeoisie nationale et les capitalistes étrangers apparaissaient de plus en plus clairement, tandis que le mouvement ouvrier-paysan se développait.

Dans ces circonstances, le régime autocratique de l'empereur, d'une part, intensifiait sans cesse l'oppression à l'intérieur et, d'autre part, dirigeait tous ses efforts sur l'agression de pays étrangers, l'obtention de marchés à l'étranger et de colonies afin de détourner l'attention de la population et d'apaiser les conflits internes.

Ainsi, en 1874 déjà, prétextant les meurtres dont des vagabonds de Ryuku avaient été victimes à Taiwan et s'appuyant sur la stratégie élaborée par des conseillers américains, les militaristes japonais avaient lancé très tôt une guerre d'agression à Taiwan contre la Chine et avaient occupé l'archipel Ryuku, nommé à nouveau Okinawa en 1879.

Après 1875, ils envahirent progressivement la Corée. En 1890, après la crise de l'industrie textile, la classe bourgeoise japonaise émettait effrontément des demandes d'expansion en Chine et en Corée.

En janvier 1891, dans la « Pétition pour la suppression des taxes à l'exportation sur le textile » adressée au chancelier de l'agriculture et du commerce par l'Association du textile, celle-ci soulignait que la question la plus urgente à régler était celle des débouchés afin d'accroître les exportations de textiles, et qu'il fallait s'orienter principalement vers la Chine et la Corée. Mais à cette époque là, la Chine et la Corée constituaient déjà des sphères d'influence occidentales et leurs marchés étaient inondés par les textiles anglais. La puissance industrielle du Japon étant encore très faible, il lui était très difficile d'être compétitif sur les marchés chinois et coréen.

C'est pourquoi le régime autocratique impérial, représentant les intérêts de la classe capitaliste, s'appuyant sur les avantages qu'il pouvait tirer de la proximité de la Chine et utilisant les conflits entre les puissances impérialistes, déclencha le 1er août 1894 une fantastique agression contre la Chine. Ce fut la première guerre sino-japonaise.

L'Angleterre et les Etats-Unis, afin de combattre l'influence russe en Chine et en Corée, soutinrent plus ou moins ouvertement le Japon, favorisant ainsi l'ardeur de l'agresseur japonais.

La corruption et l'impuissance du gouvernement des Qing en Chine étaient telles que les agresseurs japonais

remportèrent une victoire inespérée et contraignirent le gouvernement des Qing à la signature, en avril 1895, du traité honteux de Shimonoseki par lequel la Chine abandonnait ses droits à l'agresseur ; le Japon obtenait divers avantages :

1) La Chine admettait le principe de l'indépendance de la Corée et le Japon s'emparait du marché coréen.

2) Le Japon occupait la province chinoise de Taiwan et l'archipel des Penghu.

3) La Chine devait verser au Japon une indemnité s'élevant à 230 millions de taëls d'argent (1).

4) Le Japon contraignait la Chine à ouvrir au commerce les villes de Shashi, Chongqing, Suzhou, Hangzhou et à admettre son droit d'installer toutes sortes d'entreprises dans les villes ainsi ouvertes et dans les ports chinois.

Cette guerre constitua un tournant dans l'histoire du Japon qui de pays opprimé était devenu pays oppresseur, et lui permit également de franchir une nouvelle étape dans la révolution industrielle.

D'abord, le Japon s'emparait des marchés de la Corée et de Taiwan et étendait son empire sur celui de la Chine continentale, ce qui lui permit d'accroître de 150 % le volume de ses exportations entre 1895 et 1905. Celles-ci — exceptée la soie grège — étaient dirigées pour 50 % environ vers la Chine et la presque totalité des textiles japonais étaient exportés en Chine et en Corée. Cela stimula le

(1) A l'origine, selon le tratié de Shimonoseki le montant des indemnités que la Chine devait verser au Japon fut fixé à 200 millions de taëls d'argent ; en outre, la Chine concédait au Japon la péninsule du Liaodong. Après la guerre, du fait de l'intervention de la Russie qui s'était rallié l'Allemagne et la France dans le dessein de s'emparer de la Mandchourie, le Japon rétrocéda la péninsule du Liaodong, mais réclama à la Chine en compensation une indemnité supplémentaire de 30 millions de taëls d'argent.

développement rapide de l'industrie japonaise et surtout de celle du textile.

De plus, cette guerre donnait un grand essor à l'industrie lourde du Japon, à ses communications et à ses transports centrés sur l'industrie d'armement. Le gouvernement belligérant japonais versait à l'armée 245 millions de yen. La plus grande partie de cette somme était attribuée à l'industrie d'armement.

Après la guerre, le gouvernement japonais proposa un nouveau plan de militarisation dont la dépense militaire directe occupait toujours 40 % environ du budget de l'Etat. Plus de 90 % de l'indemnité versée par la Chine étaient employés pour la militarisation. Cette politique contribua grandement au développement des chemins de fer, des industries de l'acier, du charbon, des chantiers navals, etc. L'établissement de la sidérurgie Yawata en 1897 fut une étape importante de ce développement. Le minerai de fer employé dans cette industrie provenait principalement de la mine de Daye en Chine.

De plus, ayant acquis d'énormes indemnités, le Japon fut en mesure en 1897 de changer l'étalon d'argent en étalon d'or. D'une part, cela renforçait le système du crédit à l'intérieur du pays et stimulait le développement rapide des milieux bancaires ; d'autres part, cela amenait à une relation plus étroite entre les marchés financiers japonais et occidentaux et faisait du Japon un rival plus redoutable à l'extérieur.

Enfin, l'ayant emporté sur la vieille et énorme Chine, le Japon vit sa position internationale rehaussée ; aussi put-il abolir un à un les traités inégaux que lui avaient imposés les puissances occidentales et échapper ainsi au danger de devenir une colonie ou une semi-colonie de l'Occident.

La première guerre sino-japonaise marqua un point de départ du développement du Japon dans les dix années

(1894-1904) qui suivirent. L'industrie japonaise, les communications, les transports et les transactions bancaires connurent ainsi un extraordinaire développement.
traordinaire développement.

Pendant ces dix années, le nombre des compagnies s'accrut de 2 844 à 8 895, tandis que leurs capitaux passaient de 245 millions à 931 millions de yen, soit respectivement une augmentation de 2,1 fois et 2,8 fois. Les usines où l'on employait plus de dix ouvriers étaient passées de 3 019 en 1893 à 8 274 en 1903, (parmi celles-ci, les usines employant la force motrice passèrent de 675 à 3 741) et les ouvriers de 380 000 à 484 000.

Les principaux secteurs de l'industrie moderne étaient tous mis en place et montraient leur supériorité en supplantant l'artisanat et l'atelier artisanal. La révolution industrielle obtenait ainsi une grande victoire.

Les caractéristiques du développement du capitalisme japonais

Dans le processus de développement du capitalisme japonais, on peut remarquer les caractéristiques suivantes :

Premièrement, du fait que les grandes industries du Japon obtinrent une aide et un soutien actifs d'un régime autocratique, leur développement fut très rapide et des groupements de capitaux privilégiés tels que Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda, Koga, Hisahara, Fujida, Shibuzawa, etc., apparurent très vite.

Quoique minoritaires, ces groupements étaient en collusion étroite avec le gouvernement, recevaient un appui particulier de celui-ci, et exerçaient une influence dominante sur l'économie japonaise.

Les plus puissants groupements de capitaux privilégiés étaient Mitsui et Mitsubishi. La famille Mitsui détenait,

grâce à la Banque Mitsui, le contrôle des industries du textile, du papier, de l'électricité et du charbon, tandis que les Mitsubishi monopolisaient les transports maritimes, la construction des navires, l'industrie minière et les chemins de fer. C'est justement pourquoi l'industrie moderne et les milieux bancaires du Japon furent dès le début très concentrés.

Vers la fin de 1901, les dépôts d'argent dans les huit plus grandes banques du Japon représentaient 51 % du montant déposé dans les 160 et quelques banques affiliées à l'Association Bancaire ; tandis qu'en 1903 les huit plus grandes sociétés de textile monopolisaient 49 % de capitaux des 51 sociétés participant à l'association du Textile.

De plus, au début des années 80 du XIX[e] siècle, on vit apparaître des cartels dans la papeterie, la filature et l'industrie du chanvre.

Ainsi le processus du développement du capitalisme japonais correspondait-il pour l'essentiel à celui de sa transition au capitalisme monopoliste.

Deuxièmement, l'industrie capitaliste du Japon se développa grâce à l'introduction d'équipements techniques des pays étrangers. Bien que cette pratique eût permis au Japon d'établir en un temps relativement court une grande industrie moderne sur la base d'un artisanat d'atelier insuffisamment développé, elle rendit aussi cette industrie très fragile à la base et très dépendante des pays étrangers.

Avant la guerre russo-japonaise, le Japon n'avait pas à proprement parler d'industrie personnelle de fabrication mécanique ; le développement de l'industrie lourde était très limité, et seule l'industrie textile prédominait sur les autres branches. En 1900, cette industrie représentait 75 % des usines, 46 % de la force motrice et 67 % des employés et ouvriers du pays entier.

Troisièmement, ce fut par les capitaux d'Etat et les

guerres d'agression à l'étranger que le capitalisme japonais se développa. Le capitalisme d'Etat et l'industrie militaire étaient particulièrement subventionnés et encouragés. Bien que les premières entreprises industrielles aient été cédées à bon marché à des capitaux privés, la position de l'industrie d'Etat centrée sur l'industrie des armements ne fut pas affaiblie.

La victoire dans la première guerre sino-japonaise de 1895 stimula l'arrogance des militaristes japonais. Après la guerre, sous le prétexte de ne pas avoir obtenu la presqu'île du Liaodong, ce « morceau de choix », le gouvernement japonais formula un plan réactionnaire d'expansion des armements dans le but d'affermir sa résolution de « se venger ».

Vers 1898 le montant des capitaux investis par le gouvernement dans les entreprises d'Etat telles que les usines d'armée de terre, les usines de marine, les chemins de fer, les postes, le téléphone, le télégraphe et la sidérurgie atteignait 148,42 millions de yen, c'est-à-dire environ la moitié des capitaux investis dans les entreprises privées de mines et de transports du pays entier. Ainsi, le développement du capitalisme d'Etat, centré sur l'industrie des armements, fut la base économique de la transition vers le militarisme japonais.

Finalement, le capitalisme japonais s'est développé sur la base d'une agriculture semi-féodale. Ce qui non seulement rendit l'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière du Japon extrêmement profonde et cruelle, mais encore fut à l'origine d'autres particularités du développement de ce capitalisme.

D'abord, l'agriculture se dissocia sérieusement de l'industrie ; les matières premières et le marché intérieur ne furent pas suffisants pour le développement de cette dernière, ce qui stimula davantage l'ambition d'expansion à l'étranger.

Deuxièmement, une surpopulation latente, causée par la domination semi-féodale dans les villages, fournit à l'industrie une force de travail bon marché et abondante. Même si les capitalistes utilisèrent le travail artisanal et des équipements arriérés, ils purent quand même en tirer d'immenses profits. C'est pourquoi la grande industrie du Japon put coexister avec l'artisanat familial pendant une longue période. Encore au début du XXe siècle, plusieurs branches telles que la soierie, la teinturerie, le tissage, les céramiques et porcelaines, la vitrerie, les allumettes, etc. en restaient à l'étape de l'artisanat d'atelier.

Troisièmement, le sous-développement des villages fit que l'accumulation primitive capital fut insuffisante. Les capitaux industriels dépendaient beaucoup des capitaux bancaires (aux intérêts élevés) qui prédominaient depuis longtemps. En 1902, les capitaux industriels n'atteignaient pas la moitié des capitaux bancaires.

L'administration semi-féodale rurale et le sous-développement de l'agriculture

Parmi les réformes de l'ère Meiji, la réforme agraire abolissait le droit souverain des seigneurs féodaux sur la terre et établissait un système de propriété privée dont bénéficièrent également les paysans cultivant leurs propres terres ; dans une certaine mesure, cette réforme permit une réorganisation des anciens rapports de production et accéléra le développement des forces productives dans le secteur agricole.

Sous l'impulsion des exportations, l'élevage des vers à soie et la culture du thé se développèrent dans une certaine suite, la surface cultivée, la production globale et la productivité de chaque unité connurent une relative augmentation.

Si l'on prend l'exemple du riz entre la période 1878-1880 (moyenne annuelle sur trois ans) et celle 1891-1900 (moyenne annuelle sur dix ans) ; la surface semée était passée de 2,28 millions d'hectares à 2,76 millions, la production globale de 3,95 millions de tonnes à 5,79 millions et la productivité de 1,7 tonne à l'hectare à 2,1 tonnes à l'hectare.

Sous l'impulsion des exportations, l'élevage des vers à soie et la culture du thé se développa dans une certaine mesure. L'élevage des vers à soie (soie grège filée) et la culture du thé constituaient les sources principales de rentrée de devises étrangères au Japon et occupaient une place importante dans ses échanges extérieurs.

Mais le développement de l'agriculture au Japon se déséquilibrait de plus en plus ; le chanvre, l'indigo, la canne à sucre, le soja, largement cultivés auparavant, connaissaient une baisse rapide de leur production, tandis que le développement de la production de coton, relativement fort pendant un certain temps, était pratiquement interrompu à partir de 1900. Même la production de céréales était loin de satisfaire aux besoins du pays ; aussi les importations augmentaient-elles de jour en jour. Prenons par exemple le riz qui était la culture la plus développée parmi les principales céréales : de 1885 à 1889, le Japon pouvait encore en exporter 66,6 millions de tonnes (moyenne annuelle) alors que de 1900 à 1904 il fut obligé d'en importer 493,2 millions de tonnes par an. Quant au blé et au sucre brut, ils provenaient pour la plupart des importations.

Selon certaines estimations, on employait en 1900, pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche 70 % de la population active du Japon (soit 17,33 millions de personnes).

Le fait qu'un secteur agricole aussi important ne pût satisfaire les besoins du pays en céréales et encore moins

répondre aux besoins de l'industrie en matières premières agricoles, le fait que, pour le coton, le Japon dépendait entièrement de ses importations n'étaient que le résultat des rapports semi-féodaux dominants à la campagne.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la stratégie de la réforme agraire de l'ère Meiji visant à donner aux propriétaires un droit fixe sur la terre, aboutit à priver 1/3 des paysans de leurs terres et à en faire de simples fermiers.

Ensuite, du fait des lourdes charges de l'impôt foncier et de l'extension de la commercialisation des produits agricoles, de l'intensification de l'exploitation des paysans par les marchands qui pratiquaient des taux usuraires élevés, les paysans cultivant leurs terres se ruinaient sans cesse en plus grand nombre et venaient grossir les rangs des fermiers.

En 1872, 30,3 % des terres étaient cultivées par des fermiers ; en 1892 la proportion s'élevait à 40 % ; en 1903 elle passait à 44,5%. Les terres perdues par les paysans tombaient dans les mains des propriétaires fonciers. Au début du XXe siècle, 50 000 propriétaires fonciers représentant 1 % des foyers ruraux occupaient 25 % des terres cultivées.

Le déclin du système de la petite propriété et la concentration des droits de propriété sur la terre n'ont pas favorisé le développement d'une grande agriculture capitaliste comme en Angleterre et aux Etats-Unis, etc., mais ont provoqué un accroissement de l'administration semi-féodale de parcelles affermées. Autrement dit, les propriétaires fonciers, les commerçants-usuriers qui avaient annexé les terres de paysans ruinés constituaient rarement de grands domaines capitalistes en employant des ouvriers agricoles, mais découpaient en général la terre en petites parcelles pour la louer aux paysans pauvres et ruinés et jouissaient des rentes foncières. Les familles de fermiers se

multipliaient ainsi de jour en jour et les terres administrées se morcelaient de plus en plus.

A l'époque des Tokugawa, la terre cultivée par un foyer rural était en moyenne de 2 chobù, mais en 1886, elle était seulement de 0,832 chobù, à peine la moitié de ce qu'elle était à l'époque des Tokugawa.

Les milieux scientifiques appartenant à la classe bourgeoise des propriétaires fonciers expliquaient l'anomalie de ce phénomène par les conditions naturelles propres au Japon, à savoir « le manque de terre par rapport à la population », et « l'exiguïté et le morcellement des champs de paddy » ; mais cette argumentation absurde ne visait qu'à défendre le système foncier féodal.

Le nœud du problème se trouvait en fait dans le soutien et la protection des propriétaires fonciers par le régime autocratique impérial du Japon. Le fermage au Japon représentait 50 % à 60 % de la production ; un taux aussi élevé favorisait un morcellement des terres beaucoup plus rentable que ne l'aurait été la constitution de grands domaines capitalistes.

En outre, l'accumulation primitive du capital n'était pas suffisante au Japon, et les taux d'intérêt versés par les banques et l'industrie étaient très élevés, aussi les propriétaires fonciers préféraient-ils placer les fonds qu'ils retiraient de la terre dans ces secteurs, plutôt que d'investir dans l'agriculture ; ils devenaient ainsi parasites à double titre.

De plus, malgré un développement assez rapide de l'industrie japonaise, le niveau atteint restait très bas, particulièrement dans le secteur important du textile où la main-d'œuvre était essentiellement constituée de femmes et d'enfants. Les petits paysans ayant perdu leur terre n'arrivaient pas à être complètement absorbés par l'industrie ; ils formaient une réserve potentielle de chômeurs et se

trouvaient donc contraints, pour survivre, de payer des loyers exorbitants pour le petit carré de terre qu'ils cultivaient.

Les relations qui unissaient les fermiers et les propriétaires fonciers étaient de type féodal. Les propriétaires fonciers, par le biais des fermages élevés, accaparaient la totalité du surplus réalisé par les fermiers, allant même jusqu'à rogner sur la part indispensable à la reproduction de la force de travail. En s'appuyant sur leur pouvoir et leur autorité traditionnelle ils réalisaient des surprofits sur le dos des fermiers.

La part des produits agricoles commercialisés représentait 40 à 60 % de la production globale ; les fermiers appartenant à ce secteur soumis au marché capitaliste subissaient ainsi l'exploitation du capitalisme marchand. Une partie des fermiers faisaient de petits travaux supplémentaires pour survivre ; ils se transformaient alors en semi-prolétaires. Ceci reflète bien l'aspect d'exploitation capitaliste d'une économie agricole basée sur le fermage. La domination des rapports semi-féodaux à la campagne est une des causes de l'arriération de l'agriculture japonaise et du déséquilibre du développement de l'économie dans son ensemble.

3. LA FORMATION DU CAPITALISME MONOPOLISTE AU JAPON ET SES CARACTERISTIQUES FEODALO-MILITAIRES.

La guerre russo-japonaise et le développement rapide de l'industrie lourde

La première guerre sino-japonaise de 1895 donna un vif essor au développement de la révolution industrielle au

Japon et activa la consolidation du capitalisme japonais ; de même, la guerre russo-japonaise de 1905 accéléra le passage du Japon au stade du capitalisme monopoliste. Les objectifs de l'agression japonaise dans ces deux guerres furent la Chine et la Corée.

Le déclenchement de la guerre contre la Russie et l'intensification de l'agression contre la Chine furent le résultat de l'aggravation des contradictions politiques et économiques à l'intérieur du Japon.

A mesure que la révolution industrielle pénétrait plus profondément dans tous les secteurs de la production, les conditions de vie des ouvriers et des paysans empiraient de jour en jour. En même temps, le mouvement ouvrier et paysan se renforçait constamment.

En 1899, le régime autocratique du Japon publia une constitution, sans doute la plus réactionnaire du monde, donnant à l'Empereur et aux seigneurs de guerre un pouvoir suprême et absolu pour exercer une domination militariste sur le peuple. Cela excita davantage l'indignation du peuple et le provoqua à une lutte de résistance. En même temps que s'accentuaient les contradictions de classes, on voyait aussi s'aggraver les contradictions économiques.

Après une brève expansion économique au cours de la première guerre sino-japonaise, éclata en 1897-1898 une crise dans l'industrie textile.

Puis, en 1900 éclata pour la première fois dans l'histoire du Japon une crise économique générale. Cette crise, liée à la crise économique mondiale, n'était pas encore maîtrisée au début de 1904.

Dans ces conditions, la classe des propriétaires-fonciers-bourgeois japonais, qui naguère s'était renforcée, se décida à prendre part aux luttes des puissances impérialistes pour démembrer et redémembrer le monde. Elle se résolut aussi à mettre en application la prétendue « Politique continen-

tale » dans le vain espoir d'établir la domination japonaise sur toute l'Asie.

Le premier adversaire auquel les Japonais durent faire face fut sans doute la Russie tsariste. Après des années d'expansion militaire et de préparatifs de guerre, en février 1904, les militaristes japonais commencèrent à attaquer sans déclaration de guerre les forces militaires russes en Corée et à Lüda (les ports de Lüshun et Dalian) en Chine. Par cette opération, ils projetaient l'éviction de la puissance russe tsariste en Corée et au Nord-Est de la Chine, l'annexion éventuelle de la Corée et l'accaparement des provinces du Nord-Est de Chine.

Mais Lénine l'a indiqué : « *Le Japon... ne peut avoir aucune force indépendante financière et militaire sans l'aide d'un autre pays* (1). »

En 1902, afin d'utiliser les militaristes japonais pour combattre les Russes et consolider les avantages déjà obtenus par elle en Chine et en Asie, l'Angleterre signa avec le Japon « le Traité d'alliance militaire anglo-japonais ».

Les Etats-Unis apportèrent eux aussi leur soutien au Japon : il leur plaisait de provoquer, entre le Japon et la Russie, au détriment des deux pays, une guerre destinée à préparer le chemin de leur propre expansion en Extrême-Orient.

Dans cette guerre contre la Russie, le Japon dépensa 1 700 millions de yen, dont 800 millions provenaient des prêts contractés à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Ainsi, à l'aide d'une puissance militaire qui se développa pendant une longue période et grâce au soutien massif de l'Angleterre et des Etats-Unis, le Japon vainquit la Russie.

Ces deux brigands impérialistes, le Japon et la Russie, firent la guerre à leur gré sur le sol chinois, sans tenir au-

(1) « IIe Congrès de l'Internationale communiste », Lénine, Œuvres, t. 31, p. 233.

cunement compte de la souveraineté de la Chine, entraînant de graves désastres pour le peuple chinois.

Après la guerre, en dépit de l'opposition du peuple chinois, ils démembrèrent selon leurs caprices le territoire de la Chine. Par « le Traité de Portsmouth », conclu en 1905, le Japon obligea la Russie à céder la partie sud de l'île Sakhaline, à admettre un droit de contrôle effectif du Japon en Corée et à lui transférer le droit de location pour le secteur sud de la ligne ferroviaire Changchun-Lüshun ainsi que pour les ports de Lüshun et Dalian.

La victoire que le Japon remporta dans la guerre contre la Russie joua un rôle important dans la stabilisation et la fortification de la structure politique du militarisme japonais, permettant au Japon de renforcer sa position dans le monde, de se dégager de la crise économique intérieure et d'accélérer son essor industriel.

Quoi qu'il en soit, la guerre priva 560 000 Japonais de leur vie et amena une grande famine dans le pays tout entier, alors que la bourgeoisie japonaise amassait sans vergogne au cours de cette guerre une énorme fortune.

D'une part, les bourgeois accumulèrent de gros capitaux, en profitant de l'inflation, de la hausse exorbitante de la valeur des titres, des commandes et des achats de matériel militaire par le gouvernement, pendant la guerre ; d'autre part, ils agrandirent à une échelle sans précédent les sources et le marché des matières premières grâce à l'expansion et au pillage en Chine et en Corée.

Aussi vit-on apparaître vers la fin de la guerre un rapide et formidable élan de création d'entreprises.

En un peu plus de deux ans, entre la deuxième moitié de 1905 et 1907, l'investissement dans les entreprises agrandies ou nouvellement fondées atteignait 674,77 millions de yen, soit deux fois le montant des investissements faits pendant les dix années précédentes.

Bien que cet élan ait été interrompu par la crise écono-

mique de 1907, l'action en retour de la guerre sur l'économie ne cessa pas complètement. Pendant les dix années de 1904 à 1914, la production industrielle du Japon augmenta d'une fois et demie ; le nombre des usines où l'on employait plus de dix ouvriers augmenta aussi de plus d'une fois, soit de 8 274 à 17 062 ; les usines qui utilisaient la force motrice mécanique augmentèrent en nombre de 1,7 fois, soit de 3 741 à 10 334 ; la puissance totale des moteurs augmenta de 9 fois (d'environ 100 000 C.V. à 1 000 000 C.V.) et le nombre d'ouvriers de 1,2 fois (de 484 000 à 1 086 000).

Les particularités du développement de l'industrie japonaise pendant cette période sont les suivantes :

Les industries lourdes (basées sur les ressources arrachées à la Chine et la Corée) comme l'électricité, l'industrie du charbon, la sidérurgie, la fabrication mécanique et la construction navale ainsi que l'industrie chimique, connurent un énorme développement, dont la rapidité dépassa celle du développement de l'industrie légère. La révolution industrielle s'étendit ainsi de l'industrie légère centrée sur le textile à l'industrie lourde centrée sur la sidérurgie. Dans la seule sidérurgie apparurent plus d'une dizaine de grandes sociétés.

Pendant les dix années de 1904 à 1914, le volume de production de la fonte de fer s'accrut plus de 3 fois, soit de 68 000 à 302 000 tonnes ; celui de l'acier étiré s'accrut près de 4 fois, soit de 60 000 à 283 000 tonnes ; l'autosuffisance de ce secteur augmenta considérablement.

De par son importance militaire, l'industrie mécanique, et surtout la fabrication de machines-outils, devint la branche industrielle la plus soutenue par le gouvernement.

En conséquence, le Japon créa, vers 1910, sa propre industrie de fabrication mécanique, indépendante de l'étranger. Dans le passé, l'industrie chimique n'existait pratiquement pas. Après la guerre, on mit sur pied un

grand nombre de sociétés centrées sur la fabrication d'engrais chimiques.

Cependant, avant la Première Guerre mondiale c'était encore l'industrie légère qui prédominait dans l'industrie japonaise.

En 1914, la production de l'industrie textile occupait 43,7 % de la valeur globale de la production industrielle du Japon, tandis que les quatre branches de la métallurgie, la fabrication mécanique, l'énergie (électricité et gaz) et l'industrie chimique n'en occupaient que 24,2 % au total.

Grâce à l'expansion des marchés en Corée et en Chine du Nord-Est, au succès dans la modification des traités signés avec les pays occidentaux, et à la conclusion de nouveaux traités commerciaux stipulant l'autonomie douanière du Japon, le commerce extérieur japonais fut en mesure de connaître un développement considérable.

De 1904 à 1914, le montant de l'exploitation japonaise augmentait de 319,26 millions à 591,10 millions de yen, tandis que celui de l'importation augmentait de 371,30 millions à 595,74 millions de yen.

De toute façon, du fait que l'importation des matières premières et des machines dépendait encore des offres d'approvisionnement de l'étranger, il existait toujours un déficit dans le commerce extérieur du Japon.

La formation du capitalisme monopoliste japonais et ses caractéristiques

Pendant et après la guerre russo-japonaise, du fait du développement accéléré de l'industrie lourde et du soutien renforcé de l'Etat aux grands capitalistes, le rythme de la production et la concentration des capitaux progressèrent rapidement.

La crise de 1907-1908 ruina l'une après l'autre et inéluctablement les compagnies industrielles spéculatives et les banques établies en temps de guerre. De plus, elle activa la concentration de la production et des capitaux.

La guerre russo-japonaise marque ainsi une ligne de démarcation. En la franchissant, le Japon se trouvait dans une étape décisive de transformation d'un capitalisme de libre concurrence en un capitalisme monopoliste.

Jusqu'en 1914, les grandes entreprises qui employaient plus de 500 ouvriers occupaient 0,7 % de l'ensemble des usines et y concentraient 25,7 % des ouvriers ; sur l'ensemble des compagnies existantes 37 % seulement avaient un capital dépassant 5 millions de yen et contrôlaient 38,5 % du capital global des compagnies.

La centralisation des banques était encore plus évidente. En 1914, parmi les 2 153 banques du pays, les cinq plus grandes (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda, Daichi) bénéficiaient de 22,5 % des dépôts et les prêts qu'elles octroyaient représentaient 18,4 % de la masse des crédits accordés par les banques.

Sur la base de la concentration de la production et des capitaux, le système des cartels du textile, de la papeterie et de la manufacture du lin, qui prévalait dans les années 80 du XIXe siècle, se répandit et se renforça au début du XXe siècle ; le système des trusts fut établi parmi quelques entreprises.

En même temps, des organisations monopolistes, sous la forme de cartels, de syndicats, de trusts ou de consortiums, se formaient dans les autres secteurs industriels importants. Par exemple, dans les secteurs de la soierie (en 1905), de la chimie (en 1907), de la farine (en 1914), des associations du type cartel apparurent. Dans certains domaines tels que la fabrication du sucre (en 1908), la machinerie (en 1909), le pétrole (en 1910) et le charbon, les Japonais établissaient des accords d'achat et de vente mu-

tuels sous l'aspect de syndicats ou signaient des contrats de production, d'achat et de vente.

Dans l'industrie sidérurgique, la société Yawata se trouvait de fait dans une situation de monopole ; en 1913, elle monopolisait 73 % de la production de fonte de fer et 84 % de la production d'acier.

La même année, les organisations monopolistes contrôlaient déjà 75 % environ du fonds global des milieux du commerce et de l'industrie au Japon.

Face à ces organisations monopolistes, on trouvait les grands *zaibatsu* (ploutocrates) du type consortium : Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda, Kawasaki, Yamaguchi, Asano, Okura, Koga, Katakura (les quatre premiers, les « quatre grands ploutocrates » étant dominants). Non seulement ils contrôlaient les artères économiques du peuple japonais, mais ils entraient en collusion avec des *genro* (des Anciens), des fonctionnaires et des seigneurs de guerre, manœuvraient les partis et influençaient directement le régime.

Par exemple, le genro Inoe Kawaru fut amené à coopérer avec Mitsui pour fonder la Société des produits Mitsui où il exerça la fonction du plus haut conseiller. Yamamoto Jotaro et Mori Kei, qui jouaient un grand rôle dans le club Seiyukai, se lièrent étroitement avec Mitsui. De même, Okuma Shigenobu, le président du parti progressif et Kato Taka-aki, le président du parti constitutionnel (le gendre de Iwasaki, le chef de Mitsubishi) étaient de connivence étroite avec Mitsubishi. Après la fin du XIX[e] siècle, ils étaient toujours en vedette dans les milieux politiques et avaient la charge de Premier ministre ou de postes importants, devenant par conséquent des agents des ploutocrates.

La formation et la structure du capital monopoliste au Japon présentaient quelques particularités par rapport à celles des capitaux européens et américains :

1) L'existence d'une ploutocratie possédant de gros capitaux et agissant comme des groupes puissants dans le domaine économique remonte loin dans le passé. Nombre de ces groupements étaient en effet constitués par de grands et riches négociants de l'époque féodale.

Par exemple, Mitsui Takao, le créateur de Mitsui, Iwasaki Yataro, le créateur de Mitsubishi, Yasuda Zenjiro, le créateur de Yasuda étaient les administrateurs puissants de magasins de gros, de maisons de change ou d'exploitations minières à la fin de l'époque shogunale. Lors des réformes Meiji, ils collaborèrent avec le gouvernement et devinrent ainsi de grands « marchands politiques ».

Forts du soutien inconditionnel du gouvernement, ils devinrent ensuite des capitalistes privilégiés. Même après leur transformation en ploutocrates — détenteurs de capitaux monopolistes modernes, ils gardèrent encore des caractéristiques féodales de l'époque des marchands-usuriers — possesseurs de capitaux et privilégiés par le gouvernement.

D'ordinaire, l'administration des entreprises de ploutocrates était organisée en « consortium familial » où les actionnaires étaient tous liés par les liens privilégiés d'une parenté plus ou moins lointaine : « sociétés de parenté directe » ou « sociétés de parenté lointaine », elles étaient regroupées autour de la maison-mère dite « société générale ».

D'habitude, les actions n'étaient pas émises dans le public mais réservées à un petit nombre de gens liés étroitement à cette famille. Souvent, le pouvoir suprême n'appartenait pas au conseil d'administration élu par des actionnaires, mais à l'association constituée par un petit noyau des membres les plus proches de la famille, voire même à un seul de ces membres.

Pour affermir l'autorité de sa famille et en consolider l'administration, Mitsui établit même une constitution fa-

miliale en 1900, y fixant de stricts règlements d'administration de toutes les entreprises ; l'ensemble formait 100 articles découpés en 10 chapitres.

2) Bien que ces groupes détenteurs de gros capitaux eussent chacun leur spécialité dominante, ils ne se contentaient généralement pas d'un domaine particulier, mais s'insinuaient dans tous les secteurs, tels que l'industrie, les finances, le commerce et les transports, etc. pour finir par former un seul énorme organisme monopolisant la production et l'importation des matières premières jusqu'à la manufacture, le transport et la vente des produits finis, et adopter ainsi la forme d'un consortium.

Par exemple, la compagnie Mitsui-gomei (1), fondée en 1909, établit sa domination directe sur des entreprises commerciales, d'exploitation minière et de stockage qui étaient indépendantes les unes des autres ; elle avait également des filiales dans des entreprises concernant le charbon, le textile, le papier et l'électricité. Elle établit ainsi un réseau dominant dans l'économie japonaise, couvrant plus de 200 grandes entreprises.

La compagnie Mitsubishi-goshi (2) du groupe Mitsubishi procéda en 1908 et en 1911 à une réorganisation interne pour former un grand consortium couvrant des entreprises d'exploitation minière, de construction navale, de transport, des entreprises bancaires et immobilières ; en

(1) Gomei était une forme de société par actions japonaise. Tous ses capitaux provenaient d'actionnaires à responsabilité illimitée. C'est-à-dire qu'ils étaient impliqués au cas où les dettes contractées par la société ne pouvaient être remboursées sur son capital. Ce genre de société par actions était d'ordinaire des entreprises familiales héréditaires dont les actionnaires étaient membres ou proches parents de la famille.

(2) Goshi était une autre forme de société par actions japonaise. La principale différence entre elle et Gomei est qu'elle avait deux sortes d'actionnaires : actionnaires à responsabilité illimitée et actionnaires à responsabilité limitée. La responsabilité de ces derniers envers la société ne dépassait pas leurs investissements.

outre, le groupe avait des filiales dans des entreprises de transport maritime, dans des manufactures de sucre, dans la chimie et le textile.

En 1912, la compagnie Sumitomo détacha le secteur bancaire de la société-mère pour en faire un grand consortium contrôlant le commerce, le textile, le bois, l'électricité et également l'assurance, le crédit, etc.

La même année, Yasuda créa la société Hozensha et commença à s'étendre dans l'assurance, le textile, la construction, le chemin de fer et autres secteurs.

3) Le capitalisme monopoliste d'Etat connaissait aussi un certain développement. Ce phénomène se reflétait évidemment dans l'expansion continue de l'économie d'Etat centrée sur l'industrie des armements.

Le nombre des arsenaux d'Etat qui occupaient toujours une position centrale dans l'industrie lourde, de 66 en 1906, passa à 842 en 1914.

Dans son dessein d'agresser les pays étrangers et pour soutenir les capitaux monopolistes, le gouvernement japonais enteprit en 1906 la nationalisation des principaux chemins de fer et relia la voie ferrée traversant la Corée à celle du sud de la Mandchourie dans le Nord-Est de la Chine, établissant une seule grande ligne en vue d'envahir la Chine.

Dans la nationalisation des chemins de fer, le gouvernement acheta les parts de 32 compagnies privées de chemins de fer (dont Mitsui, Mitsubishi, etc.) pour une somme deux fois supérieure au prix initial et leur offrit 5 % d'intérêt sur les dettes publiques, permettant ainsi à ces groupements monopolistes un enrichissement inespéré.

Pour frayer un chemin aux groupements monopolistes dans l'obtention de colonies, le gouvernement japonais fonda, en 1906, la Société actionnaire des chemins de fer sud-mandchouriens et en 1908 la Société actionnaire orien-

tale d'exploitation en Corée. Ces deux sociétés devinrent les noyaux d'exploitation des peuples chinois et coréen.

En outre, le Japon établit successivement trois banques d'Etat (Nihon, Shokin, Kogyo) et forma un syndicat du corps bancaire avec les treize banques des ploutocrates ; elles devinrent ainsi des outils aux mains des groupements monopolistes pour contrôler les finances d'Etat.

Les origines de la nature militaire et agressive particulière de l'impérialisme japonais et ses pillages colonialistes en Chine et en Corée

Notre grand dirigeant, le président Mao a indiqué que l'impérialisme japonais se caractérise par son « *caractère militaire et féodal* » (1). Ce jugement d'une profonde signification résume les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme japonais. C'est sur la base d'une économie et d'une société conservant de puissantes racines féodales que s'est développé l'impérialisme japonais et par les expansions militaires et économiques qu'il fit fortune par les guerres d'agression et les pillages colonialistes.

Lénine l'a aussi souligné : « *Au Japon et en Russie, le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne* (2). »

Parmi les pays impérialistes, le Japon et la Russie tsariste sont les plus proches de la Chine. A la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, ces deux pays impérialis-

(1) « De la guerre prolongée », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 127. E.P.

(2) « L'impérialisme et la scission du socialisme », Lénine, Œuvres, t. 23, p. 127.

tes économiquement arriérés se faisaient une concurrence désespérée pour le démembrement militaire de la Chine. Ils devinrent ainsi des pays impérialistes féodalo-militaires d'un caractère particulièrement agressif.

Afin de créer un prétexte pour son invasion à l'étranger, cacher ses crimes d'agression et paralyser la volonté de révolution du peuple, l'impérialisme japonais et les « scientifiques à sa solde » attribuèrent le caractère agressif et militaire du Japon à sa surpopulation et l'exiguïté de son territoire.

Mais le Président Mao a écrit : « *La nature impérialiste de l'économie sociale du Japon détermine le caractère impérialiste, c'est-à-dire rétrograde et barbare, de la guerre qu'il poursuit* (1). »

De fait, comme dans tous les pays de ce type, la nature agressive et militaire de l'impérialisme japonais provenait bien de la nature impérialiste de son économie et de sa société ; et la raison pour laquelle il possédait cette nature particulière, c'est que le Japon était aussi un pays autocratique féodalo-militaire.

En ce qui concerne le système politique du Japon, le régime impérial était le plus réactionnaire du monde. Il dépouilla les masses populaires des moindres droits politiques. N'ayant aucun pouvoir effectif, la Diète n'était qu'un « voile cachant la honte » pour dissimuler le système autocratique. Dans ce gouvernement qui détenait le pouvoir suprême, c'était les *genro* (les Anciens) et les seigneurs de guerre issus des samouraïs belliqueux qui occupaient les positions-clés.

Le conseil des Anciens était l'organe supérieur de décision du régime Meiji ; l'état-major, composé de seigneurs de guerre et subordonné directement à l'Empereur, était

(1) « De la guerre prolongée », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 127. E.P.

dans une position équivalente à celle du cabinet gouvernemental. Cet état-major possédait un droit d'intervention considérable dans les décisions politiques du pays ; il commandait aussi directement les Forces armées et contrôlait l'industrie d'armement.

A l'égard de la structure économique du Japon, il y avait la grande industrie d'une part, et une agriculture arriérée et semi-féodale d'autre part, ce qui aboutit à une accentuation extraordinaire des contradictions de classes et des contradictions économiques à l'intérieur du pays. Aussi s'ensuivit-il un appauvrissement extrême des paysans et des ouvriers, un marché intérieur très étroit et une dépendance vis-à-vis de l'étranger s'accentuant de jour en jour.

Au début du XX[e] siècle, 30 % des produits industriels du Japon devaient être exportés et vendus sur le marché extérieur ; une grande quantité de produits agricoles ainsi que 80 % à 100 % du minerai de fer, du pétrole, du coton, de la laine et du caoutchouc consommés dans les industries dépendaient des offres d'approvisionnement des pays étrangers.

Ainsi, dans les luttes acharnées entre les puissances impérialistes pour les sources de matières premières et les marchés commerciaux, des zaibatsu (ploutocrates) japonais, économiquement désavantagés, agissaient alors de connivence avec les seigneurs de guerre qui détenaient le pouvoir militaire effectif.

Profitant des conditions favorables du Japon pour le pillage des pays voisins, ils n'épargnaient aucun effort pour mettre en application une politique militaire agressive et rendre moins sensibles les contradictions innombrables à l'intérieur du pays.

Après les guerres contre la Chine et la Russie, le Japon s'empara d'un territoire à l'étranger qui correspondait à 76 % de sa propre superficie, comprenant Taiwan, la Corée et le sud de l'île Sakhaline, etc. Obtenant aussi des

concessions et des privilèges en Chine, il devint une « *nouvelle* puissance impérialiste » (1). La sauvagerie et la cruauté extrêmes de la domination japonaise et le pillage que l'impérialisme japonais pratiquait aux colonies furent de remarquables preuves de ses caractéristiques féodalo-militaires.

La première colonie que le Japon prit par la force fut la province Taiwan en Chine. Les Japonais y établirent un régime militaire et policier ; l'amiral-général des armées de terre fut désigné pour le poste du gouverneur. Pour compléter la domination policière, on imposa à la population des systèmes terroristes de dîme et de responsabilité collective.

Afin de consolider sa domination sur Taiwan, d'en piller les ressources et de le transformer en une base militaire pour envahir la Chine continentale et les pays de l'Asie du sud-est, le Japon construisit de 1899 à 1906 le chemin de fer qui traverse aujourd'hui cette île du sud au nord.

A la suite de quoi, en 1910-1914, utilisant cette ligne pour transporter leurs troupes, les Japonais massacrèrent sauvagement un grand nombre d'aborigènes et s'emparèrent de 70 % des forêts et des campagnes de Taiwan. Une part de ces terres devinrent officiellement les terres du gouverneur ; les autres furent vendues aux commerçants privilégiés du Japon.

Après l'ouverture d'un champ d'activité et de nouvelles bases à Taiwan par les militaristes japonais, les ploutocrates (les Mitsui en tête) s'y rendirent les uns après les autres.

Au début, ces ploutocrates s'engagèrent dans des activités commerciales, monopolisant le commerce du sucre, du riz et du thé ainsi que d'autres produits importants de

(1) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Lénine. Ed. de Pékin, p. 116.

Taiwan comme l'opium, le sel, le camphre et le tabac, etc. Puis, des capitalistes privilégiés (dont les Mitsui) fondèrent en 1900 la Société sucrière de Taiwan. Ils employaient des travailleurs taiwanais en semi-esclavage, cultivaient la canne à sucre et installaient des entreprises sucrières afin de transformer Taiwan en une base d'approvisionnement en matières premières pour l'industrie sucrière japonaise. En 1911 le sucre importé de Taiwan par le Japon constituait les 2/3 de la valeur globale des marchandises exportées de Taiwan au Japon.

Après les guerres contre la Chine et la Russie, le Japon se débarrassa des puissantes influences des Qing et de la Russie tsariste en Corée. Puis, en contraignant la Corée à la conclusion d'un « Traité de Protection » en novembre 1905, il contrôla les relations étrangères de celle-ci. En août 1910, il publia le « Traité d'annexion » qui faisait disparaître virtuellement la Corée.

Afin de réprimer la résistance du peuple coréen, au début de la période d'annexion, deux corps d'armée japonais tenaient garnison en Corée ; on y installa aussi 16 214 unités de policiers et de gendarmes et on y plaça 22 000 policiers militaires et 200 000 gendarmes auxiliaires, transformant ainsi la Corée en un véritable enfer des ténèbres.

Lénine a écrit : « *Ils [les Japonais] allient toutes les méthodes du tsarisme, les derniers perfectionnements de la technique, à un système purement asiatique de tortures, à une férocité sans nom* (1). »

En 1906, le Japon proclama la nationalisation des terres arables, des terres en friche, des forêts et des postes de relais appartenant auparavant à la famille royale de Corée.

Puis, en 1908, il fonda la Société par actions d'exploi-

(1) « Discours à l'assemblée des militants de Moscou », Lénine, Œuvres, t. 31, p. 461.

tation de l'Orient pour commercialiser les terres cultivées de Corée, encourager l'immigration dans ce pays et piller ses ressources.

Après avoir accaparé toutes les terres publiques, les Japonais commencèrent en 1914 « l'enquête des terres », dans le dessein de piller les terres privées des paysans. Un grand nombre de paysans coréens furent contraints de quitter leurs foyers et de cultiver le riz et le coton pour les Japonais. Dans les seules années de 1912 à 1915, la quantité de riz que les Japonais exportaient de Corée augmenta de 4 à 5 fois. Simultanément, plus de 90 % des ressources minérales de la Corée, comme le fer, la houille, le mica, le tungstène, et le zinc étaient sous le contrôle des Japonais. De plus, pour transformer la Corée en base d'invasion de la Chine, le Japon bâtit en 1911 un pont sur le fleuve Yalü et construisit le chemin de fer Dandong-Shenyang (chef-lieu de la province du Liaoning en Chine).

Après la guerre russo-japonaise, le Japon commença sans scrupule son expansion au Nord-Est de la Chine. Il mit non seulement la presqu'île du Liaodong en concession sous la domination d'un gouverneur japonais, mais encore étendit sa puissance d'invasion à toutes les provinces du Nord-Est de la Chine à l'aide du droit de contrôle sur les chemins de fer sud-mandchouriens.

L'armée du Guandong (militairement), le consulat (diplomatiquement), l'office du Guandong (administrativement) et la Société par actions du chemin de fer sud-mandchourien (économiquement) constituaient les quatre appuis pour l'invasion et le pillage japonais au nord-est de la Chine.

Quand l'organe central économique de pillage du nord-est de la Chine, la Mantetsu (société du chemin de fer sud-mandchourien) fut fondée en 1916, le gouvernement japonais décida d'en partager en 1 million d'actions les ca-

pitaux réunissant 200 millions de yen. Le gouvernement versa un fonds de 500 000 actions ; les 500 000 autres actions furent émises dans le public.

Dans un but lucratif, les ploutocrates s'efforcèrent d'acheter ces actions, dont le montant fut 1 078 fois supérieur au montant prévu par le gouvernement.

Cette société monopolisa complètement les communications, les industries de houille et de charbon, l'électricité, les transports maritimes, les entrepôts et toutes les entreprises annexes du chemin de fer au nord-est de la Chine ; elle se développa en devenant plus tard « le royaume Mantetsu » qui englobait presque toutes les branches des entreprises.

Le Japon était un pays qui manquait de capitaux. Mais il se trouva forcé d'en exporter, afin de consolider sa domination sur ses colonies, d'assurer ses ressources en céréales ainsi que ses marchés commerciaux d'outre-mer.

Vers 1914, le montant des capitaux investis par le Japon en Chine était de 800 millions de yen et en Corée, d'environ de 300 millions de yen. Au même moment, les capitaux importés au Japon par l'Angleterre, les Etats-Unis et d'autres pays, atteignaient 1 780 millions de yen.

En attendant de pouvoir asservir d'autres pays, le Japon devait donc subir l'exploitation des capitaux financiers des pays européens et américains. Cela montre justement à quel point l'impérialisme japonais était solide en apparence mais faible en réalité.

4. L'EXPANSION ECONOMIQUE PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'OLIGARCHIE FINANCIERE.

L'expansion de la période de guerre et l'essor de l'économie

La prospérité qu'amena au Japon la guerre russo-japonaise fut interrompue par la crise de 1907. Ensuite, mise à part une époque relativement brillante en 1910-1912, l'économie japonaise dans son ensemble connut une dépression telle que la classe dirigeante s'écria : « *Une époque de récession économique qu'on n'a jamais connue ! On ne peut trouver aucun moyen en comptant sur ses propres forces pour surmonter cette terrible crise.* »

Au moment où le Japon se trouvait dans l'impasse, la Première Guerre mondiale, durant laquelle les impérialismes partagèrent à nouveau le monde, éclata en juillet 1914. La classe dirigeante japonaise était enchantée et déclarait que c'était là « une occasion favorable tombée du ciel dans l'époque Daisho ». Sous prétexte de « respecter l'amitié de l'alliance anglo-japonaise » (1), le Japon déclara la guerre à l'Allemagne le 23 août et rejoignit le 2 septembre les pays de l'Entente à la tête desquels se trouvaient l'Angleterre et la France. Sa participation à la guerre contre l'Allemagne ne lui fut qu'un prétexte pour envahir la Chine. Avant sa déclaration de guerre à l'Allema-

(1) Pour empêcher l'agression de la Chine par la Russie et pour se partager l'Asie, le Japon et l'Angleterre signèrent un Traité d'alliance militaire en 1902. Quand la Russie fut défaite dans la guerre russo-japonaise, l'Allemagne devint l'obstacle principal du Japon et de l'Angleterre qui voulaient établir leur hégémonie en Chine et se partager l'Asie. Aussi le traité anglo-japonais fut-il modifié et prorogé en août 1905 et en août 1911, l'Allemagne en devenant la cible.

gne, le 8 août, les navires japonais entrèrent au port de Longkou dans la péninsule du Shandong et occupèrent à la suite Jiaozhouwan, Qing-dao, Jinan et toutes les possessions allemandes de l'Océan Pacifique. Ne se contentant pas de ces prises, le Japon, s'appuyant sur ses forces militaires dans la province Shandong et dans le nord-est de la Chine, imposa en janvier 1915 à la Chine les « 21 demandes » dans le but de l'anéantir. La férocité de l'impérialisme japonais fut alors complètement mise au jour.

Tout en développant ses armements, l'impérialisme japonais profitait des préoccupations des pays occidentaux en guerre pour se lancer dans une expansion économique de grande envergure dans les vastes continents d'Asie et d'Afrique. Pendant la guerre, le Japon reçut sans arrêt d'importantes commandes de matériel militaire en provenance de Russie, d'Angleterre, etc. Le commerce extérieur du Japon connut une période extraordinairement florissante. Entre 1914 et 1919, les importations et exportations du Japon firent plus que tripler, l'excédent de la balance commerciale atteignit 1 330 millions de yen. Le commerce extérieur du Japon, longtemps déficitaire dans la période d'avant-guerre, devint d'un seul coup largement excédentaire. En même temps, les pays en guerre subirent beaucoup de pertes dans leurs flottes et durent faire face à des blocus maritimes. De ce fait le Japon fut amené à jouer un rôle de premier plan dans le transport maritime international, ses bateaux sillonnant toutes les mers du globe : la Méditerranée, l'Atlantique et les océans qui baignent l'Amérique du Sud et du Nord.

Grâce au développement florissant de son trafic maritime, à l'augmentation des tarifs de transport et d'assurance, les revenus que tira le Japon de cette activité pendant la guerre s'élevèrent à 1 890 millions de yen. Ceci l'amena à se transformer, en 1919, de pays débiteur en pays créan-

cier dont les prêts s'élevaient à 500 millions de yen. En outre, il disposait d'un dépôt de 2 150 millions de yen.

Sous l'impulsion de ces phénomènes de guerre et de l'expansion économique consécutive, le développement de l'industrie japonaise permit au pays, à partir de 1915 et surtout de 1916, de sortir complètement de la période de récession, et de faire naître un vaste courant de spéculation dans toutes les entreprises qui n'avaient jamais connu auparavant un tel renouveau et une telle expansion.

Dans la période 1914-1919 les investissements globaux des entreprises passèrent de 2 500 millions de yen à quelque 400 milliards de yen ; le nombre des usines de 17 062 à 43 949 et celui des ouvriers de 1,09 million à 1,52 million. Parallèlement, la valeur de production globale industrielle quadrupla, passant de 1 340 millions à 6 540 millions de yen. Mais, compte tenu de l'inflation, le volume de production ne fut en fait multiplié que par deux.

Le développement industriel du Japon pendant cette période de guerre présente quelques caractéristiques évidentes : dans le cadre du développement assez considérable de tous les secteurs de l'industrie japonaise, l'industrie lourde se développait plus rapidement que l'industrie légère et, dans l'industrie lourde, les secteurs de l'aéronautique et de la mécanique connaissaient l'essor le plus rapide, soit respectivement 6,6 fois et 5,5 fois d'augmentation. Ces deux secteurs stimulaient directement la croissance de la sidérurgie. La production d'acier passa de 400 000 tonnes en 1914 à 813 000 en 1919, celle du fer de 300 000 à 613 000 tonnes. L'autosuffisance des besoins en acier s'éleva de 48 % à 73 % ; celle du fer de 34 % à 48 %. La chimie fut également l'un des secteurs qui prirent le plus d'extension pendant cette période.

Grâce à la Première Guerre mondiale, la place acquise par l'économie nationale japonaise dans les domaines industriel et agricole fit entrer le Japon dans les rangs des

puissances industrielles capitalistes. La part de l'agriculture, y compris l'activité de pêche, représentait en 1914 50,5 % de la valeur de la production nationale ; elle ne représentait plus en 1919 que 38,9 % ; par contre, la part de l'industrie, y compris l'industrie minière, passait de 49,5 % à 61,1 %. Si on le compare à celui de l'Europe et des Etats-Unis, le niveau de développement industriel du Japon était encore très bas. En 1920, le volume de sa production industrielle ne représentait que 2 % du volume global de production industrielle du monde capitaliste, et l'industrie légère y restait prédominante.

L'intensification du pillage colonialiste en Chine et en Corée

Le président Mao l'a indiqué : « *Pour un temps, la Première Guerre mondiale avait donné à l'impérialisme japonais la possibilité d'établir sa domination exclusive sur la Chine* (1). »

L'agression militaire et l'expansion économique du Japon en Chine constituaient pendant la Première Guerre mondiale l'une des plus importantes conditions pour l'épanouissement de l'économie japonaise.

Avant la guerre, la puissance de l'agression japonaise se limitait à l'occupation de Taiwan, du nord-est de la Chine et de la Mongolie intérieure ; tandis qu'au cours de la guerre, les griffes de l'impérialisme japonais se refermèrent sur la Chine entière.

Dès le début de la guerre, les Japonais s'emparèrent, par la force, des concessions et des privilèges sur les voies ferrées que l'Allemagne avait obtenus dans la province du

(1) « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 1, p. 171.

Shandong. A la suite de quoi, ils imposèrent au gouvernement chinois de Yuan Shikai les « 21 demandes », dont les cinq articles principaux furent les suivants :

1) La Chine devait transférer au Japon les privilèges obtenus par l'Allemagne dans la province du Shandong, lui accorder d'autres privilèges et lui permettre d'y installer des chemins de fer ;

2) Le « bail » de location des ports de Lüshun-Dalian et les droits d'utilisation des lignes ferroviaires sud-mandchouriennes et de Andong-Fengtian étaient portés à 99 années ; l'est de la Mongolie intérieure et le sud de la Mandchourie étaient transformés en colonies japonaises ;

3) La Chine devait créer conjointement avec le Japon la Société Houillère et Sidérurgique Hanyang-Daye-Pingxiang (par laquelle les Japonais contrôleraient les entreprises minières et industrielles du bassin de Yangzi) ;

4) Le gouvernement chinois devait promettre qu'il ne concéderait pas à d'autres pays les ports, les îles et les golfes le long de sa côte ;

5) Le gouvernement chinois devait employer des conseillers japonais dans les affaires militaires et financières ; les organes policiers et les arsenaux chinois devaient être administrés conjointement par la Chine et le Japon, ce dernier prenant en mains la construction des ports et des chemins de fer chinois.

Ces exigences effrontées ne reçurent pas une totale réalisation grâce à l'opposition intense du peuple chinois ; elles furent néanmoins partiellement acceptées par le traité concernant la province du Shandong et la Mandchourie, signé en mai 1915 avec Yuan Shikai.

De 1917 à 1918, le Japon conclut avec la Chine le fallacieux accord Nishihara pour un prêt de 145 millions de yen à la Chine. L'intérêt annuel de ce prêt fut fixé à 80 %, ce qui provoqua stupeur et indignation dans le monde entier.

Par son agression militaire et économique pendant la Première Guerre mondiale, l'impérialisme japonais fit de la Chine son plus grand marché de dumping, son plus grand fournisseur de matières premières et sa zone de débouchés la plus étendue.

De 1913 à 1918, la place occupée par le Japon dans le commerce extérieur de la Chine augmenta de 18,9 % à 38,6 % et celle qu'il occupait dans les importations chinoises s'éleva de 20,9 % à 43,5 % ; il dépassa ainsi l'Angleterre et les Etats-Unis.

Afin de piller les ressources minérales de la Chine, d'exploiter les manœuvres chinois mal payés, et d'asphyxier l'industrie nationale chinoise, le Japon accroissait son investissement en Chine et y fondait partout des entreprises. En 1913, 10 000 Japonais environ habitaient en Chine ; en 1919 leur nombre atteignit 240 000. Entre temps, les investissements japonais en Chine s'accroissaient de 140 millions à 345 millions de yen. Le nombre des entreprises administrées et exploitées en commun par la Chine et le Japon s'élevaient à plus d'une centaine, englobant l'industrie minière, les transports et les communications, l'agriculture et la sylviculture, la propriété foncière, le commerce, les milieux bancaires, etc.

Pendant la guerre, la population urbaine et le nombre des soldats au Japon augmentèrent très rapidement et les demandes de vivres se firent de plus en plus exigeantes. La production japonaise de riz sous la poussée de la hausse toujours croissante des prix, connaissait aussi une certaine augmentation ; mais elle était encore loin de satisfaire aux besoins du pays. Aussi, le gouvernement japonais intensifiait-il le pillage de l'agriculture en Corée. L'autorité colonialiste japonaise dans ce pays vendait à bon marché aux bourgeois et propriétaires fonciers japonais un grand nombre des terres arrachées aux paysans coréens et contraignait ceux-ci à cultiver le riz pour eux. La quantité de

riz exportée de Corée au Japon passa de 94 500 tonnes en 1912 à 419 940 tonnes en 1915.

L'impérialisme japonais fonda aussi en 1915 la Société par actions de l'industrie minière, pour renforcer le pillage des ressources minérales de la Corée et augmenter la production des matières premières stratégiques. En 1919, il y avait 1 900 entreprises en Corée dont la valeur de production annuelle était de 260 millions de yen ; environ 1 000 d'entre elles, dont la valeur de production annuelle était de 240 millions de yen, appartenaient au Japon.

L'essor des capitaux des ploutocrates et l'appauvrissement des travailleurs

Lénine a écrit : « *La guerre impérialiste a considérablement accéléré et accentué le processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat. La monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'Etat, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus* (1). »

Au cours de la Première Guerre mondiale, le gouvernement japonais, pour faire face aux besoins de sa guerre d'agression, renforça les dispositions de l'impérialisme monopoliste d'Etat ; d'une part, il augmenta les impôts et pressura le peuple (les impôts s'étaient accrus de 150 % en temps de guerre), d'autre part, il établit une série de systèmes de primes, d'aides et d'organisations pour subventionner les capitaux des ploutocrates et soutenir le développement de l'industrie d'armement.

Avec le soutien économique du gouvernement, le développement fulgurant de l'industrie durant la guerre (sur-

(1) Lénine, « L'Etat et la révolution », p. 1. E.P.

tout celui de l'industrie lourde) augmenta l'accumulation et la concentration de la production et des capitaux. Dans tous les secteurs industriels et les milieux bancaires, les capitaux du système ploutocratique occupèrent une situation primordiale.

Voici quelques faits concernant les secteurs représentatifs : dans l'industrie textile, parmi les sept grandes compagnies occupant une place prédominante avant la guerre, quatre se groupèrent. Le résultat fut que les grandes compagnies contrôlées par Mitsui et par Mitsubishi (Textiles d'Orient, Kanega Fuchi, Daïnihon, Fujigaz, Nishin) maîtrisèrent entièrement cette branche d'industrie. Dans la sidérurgie, mises à part les industries d'Etat, toutes appartenaient à de grands ploutocrates comme Mitsui, Mitsubishi, Asano, Okawa, Sumitomo, etc. Dans le domaine de la construction navale, les trois compagnies de Kawasaki, de Mitsubishi et de Hisahara (l'usine sidérurgique d'Osaka) possédaient déjà à elles seules 60 à 70 % des travailleurs, du capital et de la capacité de production sur l'ensemble des entreprises de construction navale du pays. Dans les milieux bancaires, les 20 grandes banques appartenant à l'Etat et aux ploutocrates avaient déjà 1/3 des capitaux sur l'ensemble des banques, tandis que leur dépôt d'argent représentait environ la moitié du dépôt bancaire global. Pendant la guerre, les capitaux des entreprises ploutocratiques s'étaient extrêmement accrus. Par exemple, à partir de 1917, le groupe de Mitsubishi transforma progressivement les compagnies coopératives de construction navale, de papeterie, de commerce, d'exploitation des mines et de fonderie qu'il avait créées autrefois en compagnies monopolisées par lui-même. Il augmenta ainsi le capital de la banque Mitsubishi de 40 millions de yen. En 1918, le groupe de Mitsui éleva le capital de la compagnie des produits Mitsui à 100 millions de yen et le capital de la compagnie Mitsui Gomei à 300 millions de yen ; en

1919 il porta le capital de la banque Mitsui à 100 millions de yen. Pendant la Première Guerre mondiale, les taux d'intérêt des entreprises ploutocratiques atteignaient d'ordinaire 50 à 70 %.

Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, pour s'adapter à l'amplification des marchés d'outremer, les ploutocrates japonais, leurrant les travailleurs par un relèvement de salaire, les forcèrent à accroître les heures de service et les obligèrent même à travailler le soir, augmentant ainsi le temps et l'intensité du travail. Mais le prix des objets de consommation courante montant plus vite que les salaires, la valeur du salaire en 1919 était en fait de 32 % plus basse que celle de 1914. Selon les estimations données, un ménage ordinaire japonais avait besoin, vers la fin de la guerre, de 2 000 yen par an pour subvenir à ses besoins. Or à cette époque-là, 98 % d'ouvriers avaient un revenu inférieur à 2 000 yen, 92,3 % d'entre eux n'ayant même pas 500 yen par an. L'augmentation du prix des céréales n'apporta aucun avantage aux paysans pauvres, au contraire, elle stimula l'accroissement du fermage et la spéculation sur les céréales et les victimes furent une fois de plus les fermiers et les paysans semi-propriétaires qui pratiquaient l'artisanat familial comme occupation secondaire. La lutte des masses ouvrières et paysannes, dont la vie était de plus en plus pénible, s'amplifia contre les capitalistes monopolistes et les propriétaires fonciers. Avant l'année 1916, on comptait environ une centaine de grèves par an pour revendiquer l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions du travail. La victoire de la révolution d'Octobre en Russie fit encore progresser le mouvement ouvrier-paysan au Japon.

L'année 1917 fut nommée « l'année du bond en avant des mouvements de grève » ; cette année-là, le nombre des grèves, s'élevant à 398, fut 4 fois plus élevé que celui de

l'année précédente. En 1918, le nombre des grèves monta à 417.

L'éclatement de « l'émeute du riz », une lutte sans précédent pour le droit d'existence du peuple japonais, fut un événement impressionnant faisant époque dans l'histoire du développement des mouvements ouvriers-paysans au Japon.

Le point de départ en fut l'insurrection des pêcheurs et des ouvriers du transport qui s'opposaient à l'augmentation des prix du riz par des marchands spéculateurs dans la sous-préfecture de Toyama. En un mois, les 2/3 du territoire japonais furent entraînés dans le mouvement et le nombre des participants atteignit les 10 millions.

Les principaux établissement visés par les insurgés furent les magasins de céréales, les monts-de-piété, les compagnies, les entreprises et les institutions de police. De rudes coups furent portés au gouvernement de la classe capitaliste et des propriétaires fonciers au Japon.

5. LES CRISES LATENTES DE L'ECONOMIE JAPONAISE AUX ANNEES VINGT DU XXe SIECLE.

La prospérité illusoire au début de l'après-guerre et la crise de 1920 à 1921

Après la Première Guerre mondiale, le Japon impérialiste, rendu plus fort par la guerre, participa en qualité d'une des cinq puissances et en tant que pays vainqueur à la Conférence de Versailles afin de partager les butins entre pays impérialistes. En dépit de l'opposition intense du peuple chinois, il s'empara de tous les droits et privilèges que l'Allemagne, pays vaincu, avait obtenus dans la pro-

vince du Shandong et, sous le couvert d'un mandat administratif, accapara les îles occupées par l'Allemagne dans l'Océan Pacifique.

Mais à la conférence de Washington en 1922, sous la pression des pays impérialistes d'Europe et d'Amérique, le Japon fut obligé d'annuler la plupart des « 21 demandes » et de retirer ses troupes de la province du Shandong. Sa puissance maritime fut aussi limitée à un niveau inférieur à celles des Etats-Unis et de l'Angleterre (1).

Après la Première Guerre mondiale, et particulièrement après la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, tout le système capitaliste entra dans une étape de crise générale, et toutes les contradictions de caractère impérialiste s'accentuèrent considérablement. La politique économique du Japon, au milieu des crises latentes, se trouva elle aussi dans une situation agitée et instable.

L'extension économique du Japon, qui s'était appuyée sur la guerre, se heurtait à de graves contradictions. Dès que la guerre fut terminée en novembre 1918, les prix connurent immédiatement une brusque baisse, qui entraîna la chute des prix des actions. La production commença à décliner ; le nombre des entreprises qui firent faillite et le nombre de chômeurs augmentaient de jour en jour ; le commerce extérieur passa d'un excédent des exportations à un excédent des importations.

En même temps qu'apparurent les symptômes d'une crise économique, des luttes révolutionnaires éclatèrent en vagues successives contre l'impérialisme japonais, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Japon.

(1) Après des luttes acharnées, le 16 février 1922, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, la France et l'Italie signèrent un accord maritime par lequel le Japon fut obligé d'accepter une prétendue « norme de deux puissances », c'est-à-dire que la proportion du tonnage des bâtiments de lignes et des porte-avions des cinq pays était la suivante : U.S.A. : 5 ; G.-B. : 5 ; Japon : 3 ; France : 1,75 ; Italie : 1,75.

A l'intérieur, après les « émeutes du riz » une vague de grèves et de sabotages déferla sur tout le pays ; des organisations syndicales furent fondées successivement et on vit naître une Union générale de syndicats.

En Corée, le 1er mars 1919, eut lieu un meeting de 500 000 personnes. On y proclama une déclaration d'indépendance et il marqua le déclenchement d'un impressionnant mouvement nationaliste et anti-japonais. La même année, en Chine, éclata le mouvement anti-impérialiste et anti-féodal du 4 mai, qui protestait contre l'agression de l'impérialisme japonais. Des mots d'ordre révolutionnaires comme « Annuler les 21 demandes », « Recouvrer Qingdao en bravant la mort », « Boycotter les marchandises japonaises » se répercutèrent à travers le pays entier. L'impérialisme japonais se trouva pris dans l'encerclement du peuple révolutionnaire à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Des mois d'avril et mai à la fin de 1919, une prospérité illusoire apparut pourtant au Japon. Dans la seconde moitié de l'année, les investissements dans les entreprises agrandies ou nouvellement fondées atteignirent par mois 500 millions de yen, soit deux fois plus que le montant maximal des investissements pendant la guerre dans la deuxième moitié de 1918.

De toute façon, ce genre de prospérité ne reposait sur aucune base. Si le Japon fut temporairement capable d'ouvrir un marché international assez étendu, c'est seulement parce que l'économie des Etats-Unis, étroitement liée avec celle du Japon, était encore dans un état prospère ; les Etats-Unis importaient en grande quantité du Japon la soie grège, les produits textiles et les navires, tandis que les pays exténués et épuisés par la guerre, comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne n'étaient pas encore rétablis et avaient besoin d'importer du Japon certains pro-

duits industriels civils qui manquaient sérieusement pendant la guerre.

Ainsi, la bourgeoisie japonaise, enivrée par les intérêts personnels, saisit cette conjoncture et souleva un nouvel élan pour fonder abusivement des entreprises. Cet excès et cette spéculation frénétique aggravèrent les contradictions économiques.

Peu de temps près, les produits européens et américains débordèrent et inondèrent le marché de l'Asie. Les facteurs qui avaient constitué l'appui de l'épanouissement économique du Japon disparurent.

Dès janvier 1920, le déficit du commerce s'accrut ; puis, à commencer par celui de la soie grège, tous les prix baissèrent. Le 5 mars, les cours boursiers de Tokyo amorcèrent une chute brutale ; dans tout le pays, de nombreuses banques fermèrent leurs guichets lorsque les clients en eurent retiré leur argent.

En juin et juillet, la crise économique en Angleterre et aux Etats-Unis frappa violemment le Japon, élargit et aggrava la crise de l'économie japonaise.

La crise de 1920/1921 liquida les contradictions insurmontables entre une surproduction sans précédent au temps de la guerre et l'incapacité du gouvernement de faire face aux paiements à l'intérieur du pays.

Au cours de la crise, la valeur globale de la production industrielle diminua de 19,9 % ; celle des entreprises minières fut réduite de 48 % ; 40 à 50 % des équipements de tous les secteurs de l'industrie furent mis au rencart ; les prix des produits industriels baissèrent de 55 % à 82 %.

La gravité extrême de la crise était étroitement liée à la brusque altération des conditions du commerce d'exportations. Pendant la crise, les exportations diminuèrent de 40,3 % ; celles des marchandises manufacturées diminuèrent de 45,6 %.

A cause de la diminution démesurée des exportations et de la dépression des transports maritimes, le déficit dans la balance commerciale du Japon atteignit en 1920 et 1922 351,25 millions de yen et la réserve de devises étrangères décrut de 1 300 millions à 600 millions de yen.

Bien que l'agriculture du Japon fût une petite exploitation sous un système semi-féodal, elle devint néanmoins un chaînon de la reproduction capitaliste du fait du développement de l'agriculture commercialisée.

De plus, le ver à soie, un des produits essentiels de l'agriculture japonaise, était la matière première pour la soie grège qui se vendait en grande quantité sur le marché international. C'est pourquoi l'agriculture subit de graves contrecoups des crises industrielles.

En effet, pendant les crises, les prix des cocons et de tous les autres produits agricoles s'abaissèrent brusquement de moitié environ. Sous le choc des crises, un grand nombre de paysans se trouvèrent ruinés.

Entre 1921 et 1922, le nombre des ménages ruraux dans tout le pays diminua de 35 000 ; 20 000 d'entre eux étaient des métayers et des paysans pauvres, et même des paysans aisés qui, s'étant enrichis un peu pendant la guerre, possédaient plus de deux *chobu* de terre.

Afin d'empêcher le développement des crises, à la fin de mai 1920, le gouvernement japonais alloua un prêt d'urgence de plus de 300 millions de yen aux banques, bourses, syndicats, filatures, entreprises sucrières et sidérurgiques, ce qui permit d'apaiser dans une certaine mesure une situation qui allait en empirant. Après le printemps 1921, la production industrielle cessa de décroître, mais la dépression économique dura jusqu'en 1923.

L'économie japonaise à peine remise de sa dépression, le 1er septembre 1923 un grand tremblement de terre à

Guandong (1) détruisit presque totalement Tokyo et Yokohama et entraîna le chaos de la vie économique.

Cette catastrophe fut un vrai désastre pour le peuple mais donna à la bourgeoisie une occasion favorable de hausser les prix. Parallèlement, afin de sauver le pays de la crise engendrée par le tremblement de terre, le gouvernement prit une série de mesures pour accorder des prêts importants visant à secourir les capitalistes sinistrés, permettant ainsi à l'économie japonaise de se débarrasser graduellement à partir de 1924 de son état de stagnation.

La classe ouvrière japonaise, éprouvée par la guerre et les crises mais encouragée par la Révolution d'Octobre en Russie, entreprit des luttes courageuses dans ces années de crises.

Par exemple, dans la grève de 24 000 ouvriers de la sidérurgie Yawata en 1920 et la grève de 28 000 ouvriers des chantiers navals à Kawasaki, à Kobe (Mitsubishi) et de l'usine de moteurs électriques Mitsubishi, les manifestants s'affrontèrent aux policiers et publièrent une déclaration pour la gestion des usines, montrant la force puissante de la classe ouvrière dans le domaine de l'organisation.

Simultanément, sur la base de la propagation rapide des idées socialistes, naquit en juillet 1922 le Parti communiste japonais, dirigé par Katayama Sen et d'autres. Sous la direction de l'Internationale communiste, le P.C.J. proposa un juste programme de lutte qui visait à renverser l'Etat du système monarchique, libérer la classe ouvrière et le peuplè japonais. Il remporta une très grande victoire en dirigeant le peuple dans les luttes contre les « Trois mauvais décrets » (1), obligeant le gouvernement japonais

(1) Le Guandong comprend les huit préfectures de l'ancienne région du Guandong : Tokyo, Kyoto, Kanagawa, Saitama, Gumma, Ibaraki, Tochigi et Chiba.

(1) « Les Trois mauvais décrets » sont trois décrets réactionnaires promulgués par le régime monarchique : « le décret sur la suppression

à abroger le décret réactionnaire sur « la suppression des mouvements sociaux radicaux ».

Le renforcement du régime oligarchique capitaliste à l'époque de stabilité relative

A la crise de 1920-1921 succéda une récession de 2 ans. A partir de 1924, la société japonaise recommença à se développer lentement pour entrer dans une période de stabilité relative qui ne dura que 3 ans, puis s'enfonça en 1927 dans un nouveau bouleversement économique et une nouvelle crise. Dans les années 20 du XX[e] siècle, quelques secteurs industriels japonais connaissaient un certain développement comme ceux de l'acier, de l'électricité, de la chimie, de la machinerie, etc. et servaient à la production de matériel militaire sous la protection du gouvernement ; les autres secteurs étaient dans une situation soit stagnante (les industries du textile et du charbon, par exemple) soit régressive : l'industrie de la construction navale).

Entre 1921 et 1929, le pourcentage moyen annuel de l'augmentation de la production industrielle fut en France de 9,4 %, en Allemagne de 7,1 %, aux Etats-Unis de 4,3 % et au Japon de 3 %, dépassant celui de la vieille Angleterre corrompue (1,7 %).

L'instabilité de l'économie japonaise se manifesta surtout par la stagnation du commerce extérieur. Le montant global de l'exportation en 1924 fut de 1807 millions de yen ; celui de 1929, le plus élevé de l'époque, n'atteignit que 2 149 millions de yen. Les années 20 du XX[e] siècle furent une période critique au cours de laquelle le monde capitaliste se disputa les marchés. Le commerce extérieur

---

des mouvements sociaux radicaux », « la loi sur les syndicats » et « la loi sur l'arbitrage des conflits de fermage et de métairie ».

du Japon ne pouvait pas se passer de trois facteurs essentiels : 1) exporter la soie grège vers les Etats-Unis en échange de coton et de machines ; 2) exporter ses produits textiles vers les colonies anglaises en échange de matières premières destinées à l'industrie lourde, telles que le charbon, le fer, etc. ; 3) exporter les produits de son industrie légère et lourde en Chine en échange de céréales et de matières premières.

Dans les circonstances où les pays tels que les Etats-Unis et l'Angleterre accentuaient leur concurrence et diminuaient leurs importations et où l'industrie nationale de pays tels que la Chine et l'Inde connaissait un certain développement dû à la Première Guerre mondiale, le Japon, dont la productivité était relativement plus faible que celle des Etats-Unis et de l'Angleterre, dut faire face à de grandes difficultés dans l'expansion de son commerce extérieur. Entre 1920 et 1929, le déficit de la balance commerciale du Japon atteignait 3 300 millions de yen, ce qui non seulement épuisa totalement les énormes réserves accumulées pendant la Première Guerre mondiale mais l'obligea de plus à emprunter à l'extérieur : entre 1923 et 1927, 910 millions de yen. En 1924, le Japon fit aux Etats-Unis un emprunt de 150 millions de dollars américains avec un taux d'intérêt de 6,5 %, si bien que les Japonais l'appelèrent sardoniquement « la dette publique à la honte du pays ».

L'instabilité de l'économie japonaise se manifesta aussi par le marasme de l'agriculture dans les années 20 du XXe siècle. Par exemple, pendant ces années la production du riz, un des produits agricoles principaux, fut toujours inférieure à celle de 1919, sauf en 1927. C'était le résultat d'un système semi-féodal dans les villages et d'un déplacement croissant des bases agricoles dans les colonies. De 1912 à 1916, le Japon s'empara en Corée et dans la province chinoise de Taiwan de 31 320 tonnes de céréales par

an en moyenne. De 1927 à 1931, les céréales importées de ces deux endroits atteignaient 1 524 600 tonnes en moyenne par an. L'importation démesurée de céréales à bon marché en provenance de colonies baissait considérablement le prix des céréales du Japon, enfonçant par conséquent l'agriculture japonaise dans des crises chroniques.

Pendant ces années de régression d'après-guerre, les ploutocrates entreprirent des activités d'envergure pour annexer un grand nombre d'entreprises moyennes ou petites en profitant de leur faillite ou de leur ruine. Pendant la période de stabilité relative, ils s'appliquèrent de toutes leurs forces à la « rationalisation de la production et des entreprises » pour renforcer les groupements d'entreprises en cartels et en trusts. Ainsi, bien que l'économie japonaise d'après-guerre n'ait pas connu un grand développement, le régime capitaliste oligarchique s'en trouva largement fortifié. Avant la guerre, il n'y avait que sept cartels relativement importants, mais en 1929, leur nombre s'éleva à 41, dispersés dans plus de 20 branches. De 1927 à 1928, la situation du régime capitaliste-monopoliste du Japon dans les principaux secteurs industriels fut la suivante :

1. Dans l'industrie sidérurgique : en 1925, les compagnies privées constituèrent une Association sidérurgique. En 1926, les entreprises officielles et privées établirent un cartel de production de la fonte. Ainsi, après un processus d'annexion, les 187 anciennes compagnies sidérurgiques furent réduites à 22 grandes compagnies, qui, sauf l'usine Yawata entretenue par le gouvernement, étaient toutes contrôlées par les ploutocrates tels que Mitsui, Mitsubishi, Asano, Okawa, Yasuda, Sumitomo, etc.

2. Dans l'industrie de fabrication du cuivre, les quatre ploutocrates, Koga, Hisahara, Mitsubishi, Fujida formèrent en 1921 un cartel de production de minerai de cuivre et l'association « Séizankai », puis Sumitomo apportèrent leur participation. Ainsi, jusqu'en 1927, ces cinq grands

ploutocrates monopolisèrent 95 % de la production du cuivre.

3. Dans l'industrie du charbon, une alliance monopolisant 90 % de la production fut établie en 1921. Jusqu'en 1927, les 19 grandes compagnies appartenant au système des six ploutocrates (Mitsui, Mitsubishi, Kaigima, Koga, Yasukawa, Asano) monopolisèrent 62 % de la production du charbon dans tout le pays.

4. Dans l'industrie textile, les six grandes compagnies (Kanega Fuchi, Dai-Nihon, Fujigaz, Osakadogo, Nishin) obtinrent 53 % des broches et 50 % des capitaux versés par l'ensemble des 59 compagnies qui participèrent à l'alliance du textile. La compagnie Kanega Fuchi surtout, contrôlée par Mitsui, occupait une place centrale.

5. Dans environ 200 compagnies de l'industrie papetière, les trois grandes compagnies (Fuji, Oji, Karafuto) contrôlèrent 85 % de la production globale.

6. Dans les quinze compagnies de l'industrie de traitement du cuivre, les trois compagnies, Dai-Nihon (appartenant à Fujita), Meiji (appartenant à Mitsubishi), Taïwan (appartenant à Mitsui) monopolisèrent 62 % de la production globale.

7. L'industrie de la farine était complètement monopolisée par les deux minoteries, Nihon de Mitsui et Nishin de Mitsubishi.

Le développement fantastique des capitalistes monopollistes dans l'économie augmentait d'autant la puissance politique de ces derniers. Après la guerre, les deux grands partis bourgeois (Seiyukai et le parti constitutionnel) formèrent tour à tour le cabinet du ministre et instaurèrent un régime réactionnaire sur le dos du peuple japonais.

De la crise financière de 1927 à la grande crise de 1929

La crise financière qui éclata en mars 1927 mit fin à la stabilité temporaire de l'économie japonaise d'après-guerre et ouvrit une nouvelle époque de troubles politiques et de crises économiques.

Du fait de l'appauvrissement de la masse ouvrière et paysanne ainsi que de l'altération constante des conditions du marché extérieur, l'industrie japonaise d'après-guerre s'appuyait essentiellement sur les prêts bancaires et sur l'aide de l'Etat, ce qui provoqua une extension démesurée des emprunts bancaires et entraîna des dettes insolvables. Par conséquent, le crédit des banques diminuait de jour en jour.

Ces conflits, qui s'accumulaient, finirent par exploser et se déclenchèrent notamment par le débat de la Diète en janvier 1927 sur le problème du « règlement des quittances émises au cours du tremblement de terre de 1923 ».

Dans l'affaire de la « liquidation des banques par manque de confiance », la Banque Watanabe et la Caisse d'Epargne d'Akachi à Tokyo furent obligées de fermer leurs guichets le 15 mars 1927. Par la suite, une vague de « retraits des dépôts », de cessations de commerce » et de faillites déferla sur les établissements bancaires du pays entier.

Le président du Seiyukai, Tanaka Eiichi, qui entra en scène au cours de cette crise, alloua une somme de 500 millions de yen pour secourir d'urgence les grandes banques comme Mitsui, Mitsubishi, etc., en vue de maîtriser la crise. En même temps, le gouvernement dirigea tous ses efforts sur l'émission de billets bancaires. Le montant des billets bancaires émis le 20 avril était de 1,1 milliard de yen ; il s'éleva à 2,7 milliards de yen le 21 du même mois, soit 1,5 fois d'augmentation dans l'intervalle d'une seule journée.

Malgré cette mesure, l'extension du « run-on » ou « liquidation des banques par manque de confiance » ne fut pas arrêtée, si bien qu'on fut obligé de décider d'une part la cessation des opérations bancaires pour trois semaines, afin de les réorganiser et d'allouer d'autre part un secours de 700 millions de yen aux banques. Ces mesures prises, la crise fut enfin atténuée.

Pendant la crise financière, des banques locales et des banques de petite ou moyenne envergure fermèrent leurs guichets les unes après les autres dans tout le pays par incapacité de maintenir les affaires. Il en résulta d'énormes difficultés dans l'obtention de prêts pour les entreprises de petite ou moyenne envergure, étroitement liées avec les banques locales. Aussi le manque de fonds dans ces entreprises s'aggravait-il de jour en jour.

En 1927, dans les secteurs de la filature du coton, de la farine, du ciment, de l'engrais chimique et du papier, la stagnation de la production et la faillite des entreprises devinrent un phénomène quotidien.

En octobre 1929, au moment où l'économie japonaise faisait face à de grosses difficultés, le monde capitaliste amorça une crise sans précédent qui commença par la chute des cours boursiers aux Etats-Unis. Du fait des liens étroits entre les marchés japonais et américain la crise s'étendit très rapidement au Japon. Le choc que cette crise lui porta fut plus grave que celui de 1920 et 1921. L'économie japonaise était inséparable du commerce extérieur : cette crise économique, qui déferla sur les pays capitalistes, intensifia davantage leur concurrence sur le marché international et le Japon fut le pays qui en subit les coups les plus durs.

Pendant les années de crise, l'exportation s'abaissa de 76,5 % ; l'importation de 71,7 %. La diminution rapide des exportations aggrava la surproduction, entraînant aussi une chute brutale des prix, la faillite de nombreuses en-

treprises, la fermeture des banques ainsi qu'un abaissement considérable de la production industrielle.

De 1929 à 1931, la valeur globale de la production industrielle tomba de 32,9 %. Cette diminution de la production se manifesta particulièrement dans certains secteurs principaux de l'industrie. Par exemple, calculé par mois du point maximal au point minimal, le volume de production de la houille décrut de 36,7 % ; celui de la fonte de fer de 30,5 % ; de l'acier de 47,2 % ; la construction des navires perdit 88,2 % ; les cotonnades en perdirent 30,7 %. Le taux de travail dans certains secteurs industriels principaux fut réduit de moitié.

L'agriculture, qui subissait depuis longtemps des crises chroniques, ne fut pas épargnée. Avec la crise, l'exportation de la soie grège diminua vite et son prix baissa considérablement entraînant aussi une chute brutale du prix du cocon. Les sériciculteurs, qui représentaient 4/10 des ménages ruraux, subirent un choc fatal. Sous l'influence de la crise, en dehors de la grosse récolte de 1930, les prix de certaines plantes cultivées en terre aride ne purent même pas contrebalancer les frais de transport, si bien que se produisit « une effrayante famine malgré une récolte abondante ».

Afin de faire payer les contrecoups de la crise à la classe ouvrière et de renforcer sa capacité de concurrence à l'étranger, la bourgeoisie monopoliste, aidée du gouvernement, déploya un « mouvement de rationalisation de la production » dans tous les domaines. Le 2 décembre 1929 on publia un programme sommaire sur « la rationalisation de la production » ; le 2 juin 1930 on établit le Bureau provisoire pour la gestion des entreprises et le 1er avril 1931 on promulgua la « loi sur le contrôle des entreprises importantes.

Par ces lois et organisations, d'une part on renforça le contrôle des entreprises-clés par les grands zaibatsu, on

contraignit 50 secteurs d'entreprises à s'organiser en cartels, on élimina les entreprises de moyenne et petite envergure ; d'autre part on intensifia le contrôle du travail, on licencia des ouvriers en grand nombre et on abaissa leur salaire. Le nombre des ouvriers au chômage atteignit 413 000 en 1931.

La crise et l'attaque lancée par la bourgeoisie monopoliste accentuèrent les contradictions de classes à l'intérieur du Japon. En 1929, le nombre des conflits entre capitalistes et ouvriers et le nombre des personnes impliquées dans ces conflits furent respectivement de 1 420 et de 170 000 ; en 1930 ils atteignirent 2 289 et 190 000. Les conflits de fermage et de métairie à la campagne augmentèrent aussi de 2 400 en 1930 à plus de 3 400 en 1931.

Dans les luttes, le sens de l'organisation chez les ouvriers et les paysans s'intensifiait progressivement ; les Unions d'employés et d'ouvriers et les Associations de métayers furent successivement fondées. A l'extérieur du pays, le 30 mai 1930, le peuple coréen souleva une insurrection nationaliste et antijaponaise ; en novembre de la même année, le peuple Kaoshan de Taïwan s'insurgea aussi contre les Japonais, constituant une grave menace pour la domination colonialiste de l'impérialisme japonais.

Devant l'accentuation des contradictions économiques et des contradictions de classe à l'intérieur et à l'extérieur du pays, la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie japonaise se décidèrent à imposer une domination fasciste sur le pays. Le 15 mars 1928, le gouvernement de Tanaka déclencha une brutale répression du communisme ; plus d'un millier d'hommes furent arrêtés. Puis, le 10 avril, il décréta la dissolution de trois groupes progressistes de gauche : l'Union de la Délibération pour l'Organisation du Travail, le Parti travailleur-paysan et l'Union de la Jeunesse prolétarienne. Le 16 avril fut engagée une

nouvelle répression du communisme, dans laquelle plus de trois mille hommes furent arrêtés.

En attendant la répression des forces progressistes, toutes sortes d'organisations fascistes firent leur apparition : le « Sakurakai » (la Société du Cerisier), le Parti radical-patriotique, l'Union des Camarades de la Patrie, le Parti patriotique-laborieux, le Parti royaliste-radical, le « Ketsumeidan » (le Corps de l'Alliance du Sang), le Parti Kokusui-Taisho, le « Kokuryokai » (la Société du Dragon noir), etc. furent fondés de 1930 à 1931.

A l'extérieur du pays, l'impérialisme japonais projetait le déclenchement d'une autre guerre criminelle d'agression contre la Chine. Déjà en juillet 1927, Tanaka Eiichi rédigea et soumit un memorandum à l'Empereur dans lequel il formulait un programme extravagant d'invasion de la Chine et de conquête du monde. Il écrivit : « *Si nous voulons conquérir le monde, il faut d'abord conquérir la Chine... et utiliser les ressources de la Chine pour conquérir l'Inde, les îles des mers australes, l'Asie majeure, l'Asie mineure et l'Europe. Si notre race, le Yamato, veut dominer l'Asie continentale, la première chose est de contrôler les droits et les privilèges en Mandchourie et en Mongolie.* »

Tanaka, le grand seigneur de guerre, non seulement proposa ce programme, mais commença à l'exécuter dès son entrée en scène. En mai 1927 et en mai 1928, il expédia à deux reprises des troupes au Shandong ; en juin 1928, il complota le meurtre de Zhang Zuolin, le grand seigneur de guerre chinois, par un attentat à la bombe, afin de provoquer une guerre. C'est seulement à cause de l'intervention des puissances occidentales et de l'intensité des luttes antimilitaristes à l'intérieur du pays que l'impérialisme japonais retarda l'exécution de ce plan d'agression.

6. LE DEVELOPPEMENT ET L'EFFONDREMENT DE L'ECONOMIE MILITARISTE JAPONAISE DE 1931 A 1945.

Le tournant de l'économie militariste dans les années 1931 à 1936

Après l'éclatement de la crise économique mondiale en 1929 et afin de l'éviter, l'impérialisme japonais, profitant de l'occasion propice où les autres puissances impérialistes se préoccupaient de faire face à des crises économiques dans leurs pays, commença à réaliser le plan extravagant de conquérir la Chine et ensuite le monde.

En lançant la « troisième campagne d'encerclement » contre les bases tenues par l'armée populaire sous la conduite du Parti communiste chinois, le gouvernement réactionnaire de Tchang Kaï-chek, appliquant traîtreusement le principe : « d'abord réprimer les insurrections à l'intérieur puis repousser les invasions étrangères », adoptait une stratégie de « non-résistance » à l'agression de l'impérialisme japonais ; il permit ainsi que toute la région du Nord-Est de la Chine fût piétinée par les bottes japonaises pendant plusieurs mois.

Après avoir occupé le Nord-Est de la Chine, l'impérialisme japonais accéléra sa marche sur la voie du capitalisme monopoliste militariste. Politiquement, il abolit progressivement le régime parlementaire et établit un régime fasciste manœuvré directement par les militaires, les bureaucrates et les puissances d'argent. Economiquement, il fortifia l'union entre le pouvoir étatique et la ploutocratie, se donnant comme objectif prioritaire la production d'armements, établissant une économie de type militariste orientée vers la guerre à outrance.

D'abord, pour stimuler l'économie qui s'enlisait dans

une crise latente et développer l'industrie d'armements, le gouvernement japonais lança un emprunt public et procéda à l'émission de billets, mettant ainsi en œuvre une stratégie inflationniste nourrie par l'accroissement des dépenses militaires. Entre 1931 et 1936, les dépenses de l'Etat s'accrurent d'environ 54 %, s'élevant de 1 480 millions à 2 280 millions de yen. Les dépenses militaires s'accrurent de plus de 100 % et leur proportion dans les dépenses globales s'éleva de 30,8 % à 47,2 %. Au cours de ces six années, les dépenses consacrées par l'Etat au développement d'une économie militaire atteignirent 7 000 millions de yen, dont 25 % environ furent employés à la construction ou à l'extension d'une série d'entreprises nationales de fabrication d'armements et d'équipements militaires de toutes sortes, utilisant quelques dizaines de milliers d'employés ; 75 % de ces fonds furent consacrés aux commandes d'armements faites par l'Etat aux entreprises privées. Parmi les 110 entreprises désignées pour recevoir des commandes d'armements, les plus puissantes appartenaient presque toutes aux capitaux de quelques ploutocrates tels que Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Okura, Hisahara. Le gouvernement japonais donnait à ces entreprises d'importantes subventions, aides et privilèges de toutes sortes pour permettre aux capitaux des ploutocrates de se transformer rapidement en fonds utilisés à des fins militaires. Par exemple, parce qu'il pouvait tirer de gros intérêts de la production d'armements, le puissant Mitsubishi regroupa en 1934 les usines de fabrication de navires et d'avions pour constituer « la Société de l'industrie lourde Mitsubishi », consortium de grandes entreprises d'équipements militaires produisant navires de guerre, sous-marins, avions, armes spéciales et moteurs électriques. Au moment où les anciens ploutocrates s'intéressaient à l'industrie de matériel militaire, un groupe de nouveaux ploutocrates constitua des consortiums de fabrication d'armements et

d'équipements militaires en étroite connivence avec les seigneurs de guerre. Les plus importants étaient « Nissan » (la Société immobilière japonaise par actions), « Nitskui » (Société par actions d'azote), « Nitsso » (autrement dit « soude du Japon »), « Mori » (l'Industrie de l'énergie électrique de Showa), « Riken » (Société par actions de promotion de la recherche dans les sciences de la physique-chimie).

En outre, le gouvernement accrut son contrôle sur l'économie nationale pour l'orienter entièrement vers des fins militaires. Outre la révision de « la loi sur le contrôle des entreprises importantes » publiée au début de 1931, le gouvernement publia une série de règlements visant à placer sous son contrôle les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, des finances et du commerce, contraignant chacun d'eux à réaliser des groupements en cartels et en trusts. Il mettait également les petites et moyennes entreprises sous le contrôle d'entreprises ploutocratiques et les contraignait à produire des munitions. De 1931 à 1935, 35 cartels de toutes sortes se créèrent. Plus de 50 entreprises appartenant aux puissances d'argent se constituèrent en 17 trusts englobant des secteurs tels que l'acier, l'automobile, le textile, la chimie, le chemin de fer et l'alimentation. Le grand trust des Sociétés de fonderie, établi en 1934, englobait l'usine sidérurgique Yawata et les principales compagnies d'acier appartenant aux ploutocrates comme Mitsui et Mitsubishi, etc. ; ce trust monopolisait 92 % de la production globale de fonte, 51 % de celle des lingots d'acier et 40 % de celle de l'acier étiré.

De plus, pour stimuler l'exportation et accroître l'importation des matières premières nécessaires à l'équipement militaire tout en résolvant le problème d'épuisement des capitaux dans le pays, le gouvernement japonais mit en œuvre une stratégie de dévalorisation des échanges. A la fin de 1931, l'interdiction par le gouvernement des paie-

ments extérieurs en or fit baisser sans cesse le taux de change de la monnaie japonaise : entre 1931 et 1936, il perdit plus de 35 %. Cette politique permit d'une part de protéger la faible industrie manufacturière japonaise en provoquant l'augmentation relative du coût des marchandises en provenance de l'étranger, d'autre part elle accrût la compétitivité des biens japonais sur le marché extérieur du fait de leurs bas prix et stimula ainsi les exportations. Cette politique axée sur l'obtention de débouchés extérieurs permit une augmentation rapide du commerce extérieur et favorisa l'accroissement des importations japonaises de matières premières à des fins belliqueuses. Pendant cette période, l'essentiel des importations de ce type provenaient des Etats-Unis. Après 1932, la proportion des importations en provenance des Etats-Unis par rapport au montant global des importations japonaises se chiffrait annuellement dans les divers secteurs de la façon suivante : ferraille, 90 % ; plomb, 45 % ; cuivre, 90 % ; pétrole et dérivés, 65 % ; machines et équipements nécessaires au développement de l'industrie lourde, de fabrication d'avions et de tanks, 70 %. L'impérialisme américain favorisait considérablement le développement de l'économie militariste japonaise et nourrissait les velléités d'agression du Japon.

Par la suite, le Japon renforça sa position dans ses bases d'appui de Corée et de Mandchourie pour préparer ses projets de guerre. Afin d'accaparer les ressources minérales de la Corée en fer, aluminium, tungstène, cuivre et or, l'impérialisme japonais mit sur pied une série d'entreprises de prospection minière derrière les slogans hypocrites de « révolution industrielle coréenne » et d'« industrialisation de la Corée ». Ainsi, les grandes entreprises monopolistes telles que l'usine métallurgique Kenjiho appartenant au ploutocrate Mitsubishi, l'usine d'azote de la Corée appartenant à un nouveau ploutocrate Noguchi et l'usine de

fabrication d'aluminium fondée par Mitsui, Mitsubishi et Sumitomo y furent établies. En utilisant la main-d'œuvre semi-esclave du peuple coréen, elles s'emparèrent sans pudeur des ressources de la Corée. En 1935, le salaire journalier pour un Japonais était de 1,83 yen, et de 1,06 yen pour une Japonaise, mais pour un Coréen il était de 0,9 yen et de 0,49 yen pour une Coréenne ; c'est-à-dire que le salaire des travailleurs coréens ne dépassait même pas la moitié de celui des travailleurs japonais.

Pour coloniser le Nord-Est de la Chine, le Japon établit au début de 1932 « l'Empire de Mandchourie », installa un gouvernement fantoche, l'ancien empereur détrôné Pu-yi, et commença son pillage frénétique. Il força les paysans chinois à livrer à titre d'impôt des produits agricoles tels que le soja, le riz, le blé et fit ainsi du Nord-Est de la Chine une annexe agricole du Japon.

Sous prétexte d'établir un « Centre des métaux ferreux de la sphère de co-prospérité de l'Asie orientale », le Japon fit un énorme investissement centré sur « la Société des chemins de fer du Sud Mandchourien » pour fonder progressivement des entreprises d'exploitation des mines, de l'acier, du ciment, de l'électricité, de l'aluminium, de la chimie et de l'industrie des matériels militaires à Anshan, Benxihu, Chenyang, Fushun, Dandong, Yingkou, Lushun, Dalian, Jilin et Mudangjiang. Il pillait et exploitait à la manière des bandits les ressources du Nord-Est de la Chine telles que le fer, le charbon, l'aluminium, le magnésium, etc.

Grâce à des manœuvres et à des démarches de toutes sortes pour développer une économie militariste, le Japon réussit à juguler la grande crise de 1929 avant les pays européens et américains, et une phase économique très prospère centrée sur l'industrie des matériels militaires apparut après 1933. Entre 1929 et 1936, la production industrielle du Japon augmenta de 52 % ; les moyens de production

augmentèrent de 71,5 % et les biens de consommation de 25,3 %. La production d'acier s'éleva de 2,29 millions de tonnes en 1929 à 5,8 millions de tonnes en 1937. Par voie de conséquence, la structure industrielle, qui avait toujours comme secteur principal l'industrie légère, connut un changement : la proportion de l'industrie lourde dans la production industrielle globale s'éleva de 38,2 % en 1930 à 57,8 % en 1937.

Du fait de l'accroissement fantastique de la production des matériels militaires et avec l'appui inconditionnel de l'Etat, les bénéfices réalisés par les entreprises ploutocratiques augmentèrent rapidement, et les ploutocrates renforcèrent un contrôle sans précédent sur d'autres secteurs. Par exemple, au cours des 5 années de 1927 à 1931, les bénéfices totaux de l'entreprise sidérurgique Nihon de Mitsui et de la Compagnie d'industrie du métal de Sumitomo étaient respectivement de 5,19 millions de yen et de 6,03 millions de yen, alors que durant la période 1932-1936 ils atteignirent respectivement 10,31 millions de yen et 23,72 millions de yen, soit un accroissement respectif de 100 % et de 300 % environ. Dans les six premiers mois de 1937, l'ensemble des capitaux des 8 anciens ploutocrates (Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda, Okura, Asano, Kawasaki, Koga), et des 5 nouveaux (Nissan, Nitskui, Nitsso, Mori, Riken) atteignit 4 170 millions de yen, soit 27,2 % de l'ensemble des capitaux du pays. Ils contrôlaient les divers secteurs de l'économie grâce à un réseau de cartels et de trusts.

C'est l'exploitation accélérée du peuple travailleur qui nourrit l'accroissement fulgurant des bénéfices réalisés par les ploutocrates. Si le gonflement du secteur militaire dans l'économie japonaise provoqua un élargissement du marché de l'emploi (en 1936, le nombre des ouvriers atteignait le chiffre de 2,6 millions soit 760 000 de plus qu'en 1929), l'exploitation que subit la main-d'œuvre s'aggrava encore

beaucoup. Au nom de la « rationalisation de la production et des entreprises », on accrût sans cesse l'intensité du travail, la journée de travail étant généralement de 12 à 14 heures. L'accroissement du temps de travail des ouvriers et de leur productivité ne fut pas compensé par une hausse correspondante des salaires. Au contraire, sous l'effet de l'inflation et de la hausse continue des impôts, la valeur réelle des salaires en 1937 baissa de 12,8 % par rapport à celle de 1930. Dans l'industrie textile, on procéda même à une diminution du salaire journalier moyen qui passa de 1,06 yen en 1927 à 0,65 yen en 1937.

Sous la cruelle oppression fasciste, le mouvement ouvrier et paysan connut un reflux entre 1933 et 1935, mais du fait de l'aggravation de l'appauvrissement, il reprit vigueur en 1936. Au cours de cette année, il y eut 5 714 conflits entre les fermiers et les propriétaires fonciers, soit deux ou trois fois plus qu'en 1929. En 1937, les manifestations de grévistes battaient tous les records enregistrés dans l'histoire japonaise, le nombre des participants atteignant 214 millions de personnes. Les luttes des ouvriers et des paysans renforcèrent la ligne antifasciste et lui permirent de remporter une grande victoire lors de l'élection parlementaire de février 1936. Mais sous la pression de ces événements, de jeunes officiers, pionniers du développement de la puissance militariste du Japon, lancèrent finalement, le 26 février 1936, un coup d'Etat qui poussa le Japon sur le chemin de la fascisation à outrance.

La domination totale du capitalisme monopoliste d'Etat militariste et l'accentuation des contradictions économiques de 1937 à 1941.

Dèjà en 1935, le président Mao avait indiqué : « *Ils [les impérialistes japonais] s'efforcent maintenant de faire*

de toute la Chine, qui est encore une semi-colonie partagée entre plusieurs Etats impérialistes, une colonie du Japon (1). »

La politique de l'impérialisme japonais projetant la destruction de la Chine entière fut très tôt déterminée ; après « l'incident du 18 septembre 1931 », le Japon engagea tous ses efforts dans les préparatifs d'une guerre totale.

L'indulgence de l'impérialisme international, avec les Etats-Unis et l'Angleterre en tête, et la signature de « l'Accord anticommuniste Germano-Japonais » en 1936, favorisèrent la présomption de l'impérialisme japonais. Néanmoins, l'agression des bandits japonais rencontra l'opposition intense et la résistance persévérante du peuple chinois sous la direction du Parti communiste chinois.

C'est surtout après le message historique adressé le 10 février 1937 par le P.C.C. au Kuomintang sur la cessation de la guerre civile, la guerre de résistance contre les Japonais et la collaboration entre les deux partis, que le front uni nationaliste et antijaponais formé de toutes les couches de la Chine se renforça rapidement. Des villes aux campagnes, on fonda partout des organisations de résistance contre le Japon, tout en continuant sous un nouvel aspect les luttes antijaponaises.

Le 7 juillet 1937, afin d'éteindre les flammes de la résistance chinoise, l'impérialisme japonais déclencha une guerre totale d'agression contre la Chine. A cause de la politique de « résistance passive contre le Japon et répression active contre les communistes » appliquée par Tchang Kai-Chek, l'envahisseur japonais s'empara en moins d'un an, d'un immense territoire au Nord, au Centre, à l'Est et au Sud de la Chine. Mais sous la résistance persévérante

(1) « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 1, p. 170. E.P.

du peuple chinois, son illusion de détruire la Chine en quelques mois fut définitivement perdue. Dirigé par la stratégie éclairée du président Mao sur « la guerre prolongée » et « la guerre de guérilla », le peuple chinois entreprit des luttes courageuses de toutes sortes qui obligèrent le Japon à dépenser de plus en plus de main-d'œuvre et de ressources matérielles sur le front chinois et à s'embourber dans une fondrière de guerre d'où il ne pouvait sortir.

Du fait de la prolongation et de l'extension de la guerre, les contradictions entre la puissance économique du Japon et les nécessités de la guerre devinrent de plus en plus évidentes. Pour liquider cette situation qui s'aggravait progressivement, l'impérialisme japonais militarisa de toutes ses forces l'économie nationale. En avril 1938, on promulgua un programme détaillé sur la militarisation de l'Etat, à savoir « la loi sur la Mobilisation Générale du Pays », qui établit par la contrainte un régime de mobilisation générale dans les affaires financières, la production, les entreprises et tous les aspects de la vie du peuple. Il était stipulé par cette loi que les domaines comprenant les armes, les munitions, les avions, les matériaux de communication, les navires, les équipements industriels, les matériaux de construction, les combustibles, l'électricité ainsi que les matières d'alimentation, les pâtures et même les médicaments étaient mis sous le contrôle du gouvernement. De plus, le pouvoir fut donné à ce dernier de réquisitionner les ressources matérielles, surveiller l'orientation de l'investissement des entreprises, déterminer les profits de celles-ci, publier des lois concernant l'emploi et le licenciement des ouvriers, réglementer les salaires et les conditions de travail, interdire les grèves, dissoudre les syndicats, etc., plaçant ainsi la main-d'œuvre, les ressources matérielles et financières du pays entier sous son contrôle.

Afin d'attacher les zones occupées en Chine au char de

combat japonais pour les transformer en colonies contraintes de fournir au Japon des matières premières industrielles et des produits agricoles, les Japonais se livrèrent à une mise à sac frénétique de la Chine.

Au Nord-Est de la Chine, à partir de 1937, ils se mirent à l'exécution du prétendu « Plan quinquennal de l'exploitation et de la production » ; en novembre de la même année, ils y transférèrent l'ensemble du consortium Nisan et établirent la Société de l'Industrie Lourde de Mandchourie, qui coopérait avec le Mantetsu en pratiquant la division du travail et contraignait le peuple chinois du Nord-Est à travailler en vue d'augmenter la production des matières premières stratégiques à destination du Japon.

Outre le Nord-Est, les capitalistes monopolistes japonais s'efforcèrent de piller les autres zones occupées de la Chine en suivant de près les armées. En avril 1938, le Japon publia un plan de pillage, appelé « Directives sur la construction économique de la Chine du Nord ». En novembre 1938 l'Etat et les puissances monopolistes privées unirent leurs capitaux pour fonder conjointement la Société de l'Exploitation de la Chine du Nord et la Société du Développement de Chine centrale, annexant à leur gré les entreprises industrielles chinoises et monopolisant les transports et communications, les docks, la poste, l'électricité, les mines, la production du sel, la pêche, etc. des zones occupées.

En 1938 et en 1940, les Japonais fondèrent successivement à Pékin et à Shanghaï la Banque préparatoire unie de Chine et la Banque de Réserve de Chine, qui émirent en grande quantité des billets de banque inconvertibles afin de mettre en coupe réglée les biens du peuple chinois. En mars 1940, l'impérialisme japonais organisa à Nankin un autre régime fantoche, celui de Wang Jingwei pour

créer des conditions plus convenables à ses exactions dans les régions de la Chine centrale.

Après l'événement du 7 juillet 1937, le pillage du Japon en Corée se renforça de la même façon. Centrées sur Nidan, les entreprises japonaises intensifièrent la rafle des matières premières militaires. De 1937 à 1940, les matières premières et les munitions arrachées à la Corée par les Japonais augmentèrent de 670 millions à 1 650 millions de yen.

Dans les campagnes, les Japonais réquisitionnèrent les céréales, prélevant 70 à 80 % de la récolte des paysans. Outre cette exploitation des ressources matérielles et financières, de nombreux Coréens jeunes et forts furent recrutés et transférés au Nord-Est de la Chine (vers 1942, leur nombre dépassa 1,3 million) pour travailler dans la production des munitions et la construction des fortifications militaires secrètes. Les travaux terminés, ils étaient souvent massacrés en groupes sur place.

L'oppression du peuple japonais, des peuples des colonies et des pays occupés, les exactions commises sur eux, permirent à la production militaire du Japon d'obtenir un développement considérable ; aussi la puissance militaire se renforça-t-elle grandement.

Par exemple, de 1937 à 1941, le volume de production des camions pour gros transports du Japon s'accrut de 19 555 à 42 096 véhicules ; celui des avions s'accrut de 3 365 à 5 088 appareils ; la construction des navires pour usage militaire augmenta de 55 000 à 225 000 tonnes ; et vers 1941, le volume de production des tanks et des chars atteignit 5 000 à 6 000 blindés par an.

En ce temps-là, la puissance aérienne du Japon était égale à celle de l'Angleterre ; sa puissance maritime, inférieure seulement à celles de l'Angleterre et des Etats-Unis, occupait la troisième place dans le monde. Néanmoins, la croissance de l'industrie japonaise à cette époque se ralen-

tissait graduellement et les graves contradictions internes et externes de l'économie japonaise étaient mises à nu.

D'abord, pour faire face aux besoins grandissants de la guerre, les dépenses totales de l'Etat atteignaient annuellement 50 milliards de yen de 1937 à 1941, soit un chiffre cinq fois supérieur à celui des cinq années précédentes. Les dépenses militaires directes en occupaient plus de 70 %, pratiquement 1/3 du revenu national, tandis que les impôts perçus par l'Etat ne pouvaient contrebalancer qu'environ 1/3 de ces dépenses énormes, d'où un déficit toujours croissant. Le Japon fut alors obligé de recourir à une émission massive de billets de banque qui entraîna une hausse exorbitante des prix. Pendant les cinq années de 1936 à 1941, les prix augmentèrent de 100 % et les finances de l'Etat se trouvaient déjà au bord de l'effondrement.

De plus, le développement de l'industrie des munitions se dissocia sérieusement de la production des matières premières. Vers 1941, le charbon produit à l'intérieur du Japon, aux colonies et dans les zones occupées ne pouvait satisfaire que 88,3 % de la consommation ; le pétrole : 18,4 % ; le minerai de fer : 42,4 % ; le cuivre : 43 % ; l'aluminium : 15 % ; le zinc : 18,4 %.

Bien que les Etats-Unis eussent apporté au Japon un soutien considérable dans l'approvisionnement en matières premières et en équipements militaires, du fait de l'accentuation des rivalités en Asie entre ces deux pays, le volume de fournitures que les Etats-Unis offraient au Japon diminua sérieusement après 1939.

Dès lors, le ravitaillement en matières premières et en équipements se trouva dans une situation si difficile que le Japon fut obligé de réduire brutalement sa production non militaire pour assurer la production des munitions ; même la production du principal secteur industriel des exportations, le textile, subit cette exigence. Le volume de pro-

duction de la cotonnade passa de 4 milliards de mètres en 1937 à 1,1 milliard en 1941.

Troisièmement, les contradictions entre l'industrie et l'agriculture s'aggravèrent. Du fait qu'une main-d'œuvre agricole considérable était recrutée à l'armée ou transférée à l'industrie de matériel de guerre, que des terres cultivables étaient utilisées comme bases militaires et que l'approvisionnement en engrais chimiques baissait rapidement, la production agricole diminua tous les ans après avoir atteint son maximum en 1939.

En même temps, la quantité du riz exportée de Corée et de Taiwan décroissait sans cesse à cause de l'augmentation constante des besoins militaires de ces deux régions. De ce fait, l'approvisionnement en vivres à l'intérieur du Japon connut une crise et la pratique du marché noir s'étendit tellement qu'après 1939, le gouvernement japonais ordonna aux paysans de lui vendre aux prix officiels la plupart du riz, du blé, des différentes céréales et jusqu'aux feuilles et tiges des patates douces.

La débâcle de l'économie militariste après l'explosion de la guerre du Pacifique

S'enlisant de plus en plus sur le champs de bataille chinois, l'impérialisme japonais connut une série de conflits dont la cadence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, s'accéléra chaque jour ; il essaya de trouver un nouveau champ de bataille pour se sauver de sa propre perte. Tentant sa dernière chance, le Japon, après la capitulation de la France devant l'Allemagne et l'Italie en juin 1940, saisit le moment propice de l'ébranlement consécutif de l'autorité des gouvernements anglais et français en Asie du Sud-Est, mais aussi des préoccupations momentanées des Etats-Unis, entièrement orientés vers une stratégie de développe-

ment économique basé sur la guerre. Il déclencha lui-même la guerre du Pacifique le 8 décembre 1941, dans le dessein absurde de réaliser son rêve d'établir « la sphère de co-prospérité en Asie orientale ». L'impérialisme japonais, adoptant la tactique de l'attaque-éclair occupa en six mois de vastes territoires tels que les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam, la Thaïlande, la Birmanie, l'Inde, etc.

L'explosion de la guerre du Pacifique consacra la ruine des manœuvres criminelles des impérialismes américain et anglais qui soutenaient depuis longtemps l'impérialisme japonais en qualité de pionnier antisoviétique et anticommuniste. Comme lorsqu'ils avaient soutenu en Europe la montée de l'Allemagne hitlérienne, ils soulevaient cette fois encore une pierre pour la laisser tomber sur leurs propres pieds.

En mai 1938, le président Mao en fit la remarque : « *La politique intérieure du Japon ne peut se développer que suivant l'une de ces deux voies : ou bien les classes dirigeantes s'effondreront bientôt, le pouvoir passera au peuple et la guerre cessera, ce qui, pour l'instant, est impossible ; ou bien la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie s'enfonceront chaque jour un peu plus dans le fascisme et elles soutiendront la guerre jusqu'à leur perte — c'est cette dernière voie que le Japon suit actuellement* (1). »

Dans les six derniers mois de 1941, et particulièrement après l'explosion de la guerre du Pacifique, le régime fasciste japonais, en établissant ce qu'il nomma « le nouveau système politique » et « le nouveau système économique », accéléra la fascisation du pouvoir politique et la

(1) « De la guerre prolongée », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 201. E.P.

militarisation de l'économie, développant ainsi au plus haut degré une stratégie militaro-fasciste.

Le prétendu « nouveau système politique » n'était qu'une application ouverte de la dictature fasciste de la classe bourgeoise des propriétaires fonciers, débarrassée de tous les masques de la fausse démocratie bourgeoise. En octobre 1940, le gouvernement impérial japonais abolit tous les partis politiques et ordonna la dissolution du parlement. Au début de 1942 apparut un organisme royal-fasciste, dénommé « Omasayokusankaï ». Sous le prétexte d'aider l'empereur à appliquer la politique du gouvernement, cet unique organisme légal à vocation nationale était contrôlé de l'échelon central jusqu'à la base, par des bureaucrates, militaires fascistes, propriétaires fonciers, despotes locaux ou mauvais hobereaux pour réprimer de façon cruelle toutes les forces progressistes. « L'Omasayokusankai » propagea sans ménagement le chauvinisme et la pensée militariste. Dès lors, le cabinet ministériel japonais ne comprenait plus à part quelques seigneurs de guerre (Tojo Hideki, etc.), que les détenteurs des plus gros capitaux, tels le ministre des Finances Ikeda Shigeaki (directeur général de la Banque Mitsui et président du conseil d'administration de la Compagnie Gomei Mitsui), le ministre du Commerce Kobayashi Kazumi (président du conseil d'administration de la Société de l'électricité de Tokyo, appartenant à Mitsui), etc.

Le prétendu « nouveau système économique » fut l'établissement, après décembre 1941, d'associations de contrôle sur tous les secteurs-clés de l'industrie et des finances sur la base des « lois des principaux groupes de propriétés ». Ce système groupa de force toutes les entreprises d'après la production de matériels militaires maintenue par les capitaux monopolistes. Le gouvernement donna aux associations de contrôle des pouvoirs très étendus tels que la distribution des commandes de matériels mili-

taires, de matières premières, de main-d'œuvre et laissa aux entreprises le pouvoir de décision sur la production et les prix des marchandises. Les associations étaient dirigées par des ploutocrates et leurs agents ; par exemple, Okauchi Masatoushi, le directeur général du « Consortium Riken », était le président de l'association de contrôle de la machinerie ; Gokoketsu, le président du conseil d'administration de la Compagnie Mitsubishi de l'industrie lourde était le président de l'association de contrôle de l'industrie aéronautique et Yukio Toyokaro, président de la Banque Yasuda, était le président de l'association de contrôle des finances du pays. Ces associations de contrôle constituaient un lien direct entre le pouvoir d'Etat et les capitaux monopolistes.

Pour résoudre la question de l'insuffisance des matières premières et des équipements, « un organisme des équipements des entreprises » fut installé qui imposa le lock-out de nombreuses entreprises petites ou moyennes et laissa leurs équipements à la disposition des compagnies monopolistes. En 1942, la loi d'un arrangement sur les entreprises fut publiée, et de nombreux équipements et machines appartenant à des entreprises non militaires furent détruits et convertis en ferraille pour pourvoir aux besoins en acier. Quand la guerre fut terminée, les 2/3 des équipements de l'industrie textile étaient détruits.

Dans les colonies et les pays occupés les terres, les mines et les entreprises avaient été organisées par le gouvernement japonais en plusieurs « compagnies de la politique d'Etat » financées par les capitaux communs du gouvernement japonais et des ploutocrates. Les directeurs et les présidents des conseils d'administration de ces compagnies, tous désignés par l'Etat, s'acharnaient à piller les ressources locales. Sous le slogan « tout doit être fait pour la saisie rapide des ressources afin d'assurer les besoins de la guerre », le Japon vida de leurs ressources existantes et de

leurs biens les pays occupés de l'Asie du Sud-Est. Dans le Nord-Est de la Chine, sous les prétextes de « travailler diligemment » et « d'inciter chacun à donner gratuitement une contribution de travail pour la patrie », le Japon institua le travail forcé pour le peuple et les étudiants chinois afin de produire du matériel militaire et construire des fortifications. Les conditions de travail inhumaines aboutirent à l'établissement de charniers remplis d'ossements. Le Japon est donc chargé d'innombrables dettes de sang envers le peuple chinois. Sous la forme de « Shutsuka », le Japon s'empara sans ménagement des céréales du Nord-Est et priva les paysans de leur minimum vital ; ceux-ci étaient jetés en prison pour « crimes économiques » s'ils prenaient un repas de riz.

Avec l'extension de la guerre, les effectifs des armées de terre et de mer s'accrurent sans cesse ; ils étaient en 1937 de 1,1 million d'hommes ; de 2,41 millions en 1941 et atteignaient 7,13 millions au moment de la capitulation. Plus de 30 % de la population mâle était envoyée sur les champs de bataille. Pour supporter cette énorme machine de guerre, les dépenses du Japon s'élevèrent à la somme colossale de 93 400 millions de yen en 1944, soit 5 fois plus qu'en 1941 (16 500 millions de yen). Pour réunir cette somme exorbitante, le Japon en plus de l'augmentation d'impôts, de lancement d'emprunts publics et d'émission de monnaie à l'intérieur du pays, fit lourdement peser sur ses colonies et les régions qu'il occupait la charge de ses dépenses, en y émettant sans aucune garantie des billets de banque et des bons de l'armée, si bien que les prix des produits dans les territoires occupés par les Japonais en Chine, en Corée et dans les pays d'Asie du Sud-Est s'accrurent dans une proportion de 100 à 2 000 pendant la période 1941-1945.

A cette époque une énorme pénurie de main-d'œuvre se fit sentir du fait de l'absorption très importante de tra-

vailleurs par l'armée. Faisant suite « aux accords sur la contribution au travail » et « aux réglementations de l'emploi dans les plus grandes entreprises » adoptés en 1941, le gouvernement japonais prit en 1943 des mesures organisant la réquisition de « travailleurs pour la patrie » auxquels était appliqué un régime militaire et policier sans tenir compte des limites horaires de la journée de travail ; il organisa en outre la formation « d'équipes féminines de travail au service de la patrie » et contraignit les étudiants et les lycéens à participer au travail de production. En 1944 « la mobilisation du peuple tout entier » fut décrétée ; touchant tous les hommes âgés de 12 à 60 ans et toutes les femmes âgées de 12 à 40 ans, elle les contraignait à « un service obligatoire du travail ». En 1944 le nombre d'ouvriers employés dans les usines japonaises atteignait le chiffre de 8,26 millions, soit une augmentation supérieure à 200 % par rapport à 1936 où leur nombre atteignait 2,6 millions ; la main-d'œuvre féminine représentait le quart de la main-d'œuvre globale tandis que les jeunes de moins de 20 ans et formaient les 2/5. De plus, les travailleurs réquisitionnés de force entre 1939 et 1944 pour la production d'équipements militaires en Corée et en Chine représentaient respectivement 314 000 et 34 000 personnes. Le pays entier se transforma ainsi en un immense camp militaire où travaillaient des forçats.

Malgré l'utilisation de tels procédés fascistes, la production industrielle japonaise ne cessa de régresser après 1941 pour s'effondrer presque totalement à la fin de la guerre. Non seulement le Japon manquait de matières premières, mais ses principaux centres industriels étaient concentrés dans quatre régions (la région des arsenaux d'Osaka, la région Tokyo-Yokohama, la région Aïchi-Shizuoka, la région Fukuoka-Nagasaki). A la fin de la guerre, ces régions n'occupaient que 1/10 du territoire où s'entassaient les 2/5 de la population japonaise et les 3/4 de la

grosse industrie. A partir de 1942, les Etats-Unis accélérèrent les bombardements sur le Japon et généralisèrent leur blocus maritime. Le Japon se trouva rapidement dans l'incapacité de maintenir son industrie civile et même celle d'équipements militaires. Aussi fut-il obligé à partir de 1943 de mettre en pratique une « politique de l'essentiel » pour produire en priorité des avions, puis des bateaux et des armements lourds, sans pouvoir se préoccuper de la production d'autre matériel militaire. En 1945, 90 % de l'équipement industriel japonais était inutilisé, le niveau de la production minière n'atteignait plus que 28,5 % de celui des années 1935-1937, 30 % étant utilisés comme biens de consommation et 10 % employés comme moyens de production.

Quant à la production agricole, sa régression était aussi catastrophique que celle de l'industrie. Une part importante des terres cultivées fut réquisitionnée par l'armée comme terrains d'aviation ou terrains militaires ; tous les jeunes gens valides furent recrutés dans l'armée et mobilisés suivant les besoins dans divers secteurs militaires ; il ne restait plus dans les campagnes que des personnes âgées ou de jeunes enfants ; 1/3 des chevaux fut réquisitionné, le niveau de la production agricole à la fin de la guerre en 1945 atteignait à peine la moitié de celui de l'année 1937. A partir de 1941, la ration alimentaire journalière d'un adulte se situait environ à 0,66 livre ; l'orge, la patate douce, les légumes secs et la farine de gland occupèrent une place de plus en plus importante dans la production et devinrent les denrées alimentaires essentielles.

L'impérialisme japonais s'est nourri et enrichi de la guerre d'agression. Il a conduit le pays et le peuple vers la ruine. 6,46 millions de Japonais sont morts ou ont été blessés pendant la guerre ; 22 millions ont perdu leur foyer sous le coup des bombardements américains. Plus de

45 % des richesses nationales furent détruits pendant la guerre. Quant aux souffrances subies par les peuples des pays colonisés ou occupés par le Japon, des milliers de livres ne suffiraient pas à les décrire. Au cours des 8 années qui s'écoulèrent entre 1937 et 1945, l'impérialisme japonais piétina 930 villes chinoises, et massacra des dizaines de millions de Chinois, pilla et détruisit une quantité de richesses inestimable. Le militarisme japonais était l'ennemi commun du peuple japonais et de tous les peuples d'Asie.

Mais la guerre engraissa les ploutocrates japonais. De 1937 à septembre 1945 les capitaux des entreprises Mitsui crûrent de 1 180 millions de yen à 2 820 millions de yen, ceux de Mitsubishi passèrent de 850 millions à 2 160 millions de yen, ceux de Sumitomo de 380 millions à 2 820 millions de yen, ceux de Yasuda de 260 millions à 2 090 millions de yen, soit une augmentation allant de 150 à 700 % suivant les entreprises.

Dès 1938, le président Mao a indiqué : « *Dans les années 30 du XXe siècle, les contradictions internes et externes de l'impérialisme japonais ne l'ont pas seulement contraint à se lancer dans une guerre d'aventure d'une ampleur sans précédent, mais l'ont aussi placé au seuil d'une faillite définitive. Du point de vue de son développement social, le Japon n'est plus un pays en voie d'essor ; la guerre n'apportera pas aux classes dirigeantes du Japon la prospérité qu'elles en attendent, elle aboutira au résultat exactement inverse : la ruine de l'impérialisme japonais* (1). » Le processus historique a parfaitement démontré les prévisions clairvoyantes du président Mao. Sous les coups portés par toutes les forces antifascistes du monde entier et particulièrement par le peuple chinois sous la

(1) « De la guerre prolongée », *Œuvres choisies* de Mao Tsé-toung, t. 2, p. 127.

conduite du P.C.C. lors des 8 années de guerre de résistance antijaponaise, l'impérialisme japonais, fort en apparence mais faible en réalité, et dont les contradictions s'aiguisaient de plus en plus, se trouva chaque jour plus isolé pour accepter finalement le 15 août 1945 la proclamation de Potsdam et une capitulation sans condition.

ANNEXES

INTRODUCTION

Les annexes qui suivent donnent un bref aperçu statistique de l'économie des 5 pays étudiés dans ce livre. Ces tableaux ont pour but, à l'aide de chiffres concrets, d'apporter au lecteur une meilleure compréhension des changements intervenus dans l'économie de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne et du Japon, du XIXe siècle à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les chiffres cités sont tirés des recueils suivants (1) :

— « Statistiques économiques des principaux pays capitalistes » ;

— « Résumé statistique sur un siècle de l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon ».

— « Statistiques économiques de l'U.R.S.S. et des pays capitalistes » ;

— « Statistiques sur les Etats-Unis, l'U.R.S.S., le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre et la France » ;

— « La situation économique des pays capitalistes après la Seconde Guerre mondiale » ;

— « Bref aperçu statistique de l'économie mondiale (1960) » ;

— « La crise économique mondiale (1848-1935) » ;

— « Statistiques historiques des Etats-Unis (1789-1945) » ;

— « Statistiques économiques du Japon ».

Une partie de ces matériaux est très spécialisée. L'organisation des tableaux a demandé le reclassement et la conversion de certains chiffres, à partir des matériaux d'origine de différentes sources.

« — » signifie que les chiffres manquent ou qu'ils sont nuls.

« ... » signifie que les chiffres sont provisoires ou incomplets.

A la fin de l'annexe, on trouvera une table d'équivalence des systèmes de poids et mesures chinois et occidentaux ainsi qu'un tableau de conversion des différentes monnaies par rapport au dollar américain.

---

(1) Recueils en chinois (N.d.T.).

1. La place de la production industrielle dans le monde capitaliste par pays 519
2. L'accroissement annuel de la production industrielle par pays 520
3. La production de charbon par pays 520
4. La production de fer par pays 521
5. La production d'acier par pays 521
6. La distance des voies ferrées et le tonnage général des bateaux par pays 522
7. La place du commerce extérieur dans le monde capitaliste par pays 523
8. Le montant des exportations de capitaux par pays .. 523
9. Les possessions coloniales avant la Deuxième Guerre mondiale par pays 524
10. Les crises industrielles cycliques dans le pays capitalistes avant la Deuxième Guerre mondiale 525
11. Indices économiques de la Grande-Bretagne 526
12. La production industrielle et agricole de la Grande-Bretagne 527
13. Les chutes de la production anglaise au cours de chaque crise économique 528
14. Le nombre de chômeurs et de grévistes en Grande-Bretagne 529
15. Principaux indices économiques des U.S.A. 530
16. La production industrielle des U.S.A. 531
17. La production agricole des U.S.A. 532
18. Les chutes de la production américaine au cours de chaque crise économique 533
19. Le nombre de chômeurs et de grévistes aux U.S.A. . 534
20. Principaux indices économiques de la France 535
21. La production industrielle et agricole de la France .. 536
22. Les chutes de la production française au cours de chaque crise économique 537
23. Le nombre de grévistes en France 538
24. Principaux indices économiques de l'Allemagne 539
25. La production industrielle et agricole de l'Allemagne 540
26. Les chutes de la production allemande au cours de chaque crise économique 541

27. Principaux indices économiques du Japon 542
28. La production industrielle et agricole du Japon 543
29. La chute de la production japonaise au cours de chaque crise économique 544
30. Le nombre de chômeurs et de grévistes au Japon ... 544
31. Table d'équivalence des systèmes de poids et mesures chinois et occidentaux 545
32. Tableau de conversion des différentes monnaies par rapport au dollar américain 546

1. La place de la production industrielle de chaque pays dans le monde capitaliste (en prenant le chiffre 100 comme indice de la production industrielle globale du monde capitaliste).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*	*Total*
1820	50	10	15-20	...	...	
1840	45	11	...	12	...	...
1850	39	15	...	15	...	...
1860	36	17	12	16	...	81
1870	32	23	10	13	...	78
1880	28	28	9	13	...	78
1890	22	31	8	14	...	75
1900	18	31	7	16	1	73
1910	14	35	7	16	1	73
1913	14	36	6	16	1	73
1920	14	47	5	9	2	77
1930	10	42	8	11	3	74
1937	11	42	5	12	4	74
1948	11,2	53,4	3,9	3,6 (1)	1	73,1
1955	10,1	48,8	4,2	7,4	2,2	72,7
1960	9,3	44,2	4,9	8,7	4	71,1

(1) Les chiffres cités après la guerre sont ceux de l'Allemagne de l'Ouest.

2. L'accroissement annuel de la production industrielle de chaque pays (%).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*
	(1851-1873)				(1866-1873)
1861-1873	3,3	5,0	...	3,8	32,2
			(1870-1890)		
1874-1890	1,7	5,2	2,1	3;5	12,1
1891-1900	1,6	3,5	2,6	4,8	14,3
			(1901-1913)		
1901-1914	1,4	4,8	3,3	1,8	6,3
			(1914-1919)		
1915-1919	— 1,1	3,2	10,6	— 14,5	37,0
1921-1929	1,7	4,3	9,4	7,1	3,0
1930-1937	2,7	0,67	— 3,9	— 0,3	9,9
					(1938-1944)
1938-1948	0,8	4,9	0,4	...	3,1
1951-1970	3,0	4,1	5,9	7,5	14,1

3. Production de charbon de chaque pays (en milliers de tonnes).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*	*Total*
			(1802)			
1800	1 180	10	80	...	...	...
	(1816)		(1815)			
1810	1 630	20	90	...	...	...
1820	1 400	30	110	120	...	1 660
1830	1 600	80	190	140	...	2 010
1840	3 600	20	300	260	...	4 380
1850	5 000	60	440	670	...	6 870
1860	8 130	1 820	830	1 670	...	12 450
					(1874)	
1870	11 220	3 670	1 330	3 400	20	19 620
1880	14 930	7 200	1 940	5 910	90	30 070
1890	18 450	14 310	2 610	8 930	260	44 560
1900	22 880	24 470	3 340	14 980	740	66 410
1910	26 870	45 500	3 840	22 240	1 580	100 030
1913	29 200	51 710	4 080	27 730	2 140	114 860
1920	23 320	59 720	2 530	24 320	2 940	112 830
1929	26 200	55 230	5 500	33 790	3 340	124 160
1939	23 510	40 490	5 020	38 680	5 130	112 830
1946	19 310	53 930	4 930	10 550	2 270	90 990
1950	21 980	50 840	5 250	18 660	3 970	100 700
1960	19 680	38 870	5 820	23 840	5 250	93 460
1970	14 500	55 000	4 000	21 900	4 000	99 400

4. Production de fer de chaque pays (en milliers de tonnes).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*	*Total*
1790	70	30	40	30	...	170
1800	160	40	...	...	...	...
			(1814)			
1810	250	60	110	...	...	...
			(1819)	(1823)		
1820	370	20	110	40	...	...
1830	690	170	270	120	...	1 240
1840	1 420	290	350	170	...	2 230
1850	2 290	570	410	210	...	3 480
1860	3 890	840	900	530	...	6 150
1870	5 970	1 690	1 180	1 390	...	10 230
1880	7 870	3 900	1 730	2 730	160	162 460
1890	8 030	9 350	2 600	4 660	190	246 590
1900	9 100	14 010	4 240	8 520	230	358 930
1910	10 170	27 740	6 760	14 790	190	59 660
1913	10 420	31 460	9 070	19 310	250	70 510
1920	8 160	37 520	3 430	6 390	540	56 040
1929	7 710	43 300	10 300	13 240	1 110	75 660
1939	8 110	31 580	7 380	17 750	3 180	68 000
1946	7 890	41 910	3 440	2 080	220	55 540
1950	9 820	60 210	7 760	9 510	2 300	89 600
1960	16 010	61 070	14 340	25 900	12 340	129 660
1970	17 670	83 010	19 220	33 900	69 710	223 510

5. La production d'acier de chaque pays (en milliers de tonnes).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*	*Total*
1860	150	10	30	50	...	240
1870	220	70	80	170	...	540
1880	1 310	1 270	390	620	...	3 590
1890	3 640	4 350	680	2 160	...	10 830
1900	4 980	10 350	1 570	6 650	...	23 540
1910	6 470	26 510	3 410	13 700	...	50 100
1913	7 780	31 800	4 690	18 330	240	62 840
1920	9 220	42 810	2 710	8 360	810	63 910
1929	9 790	57 340	9 720	16 020	2 300	95 160
1939	13 430	47 900	7 950	23 730	6 700	99 710
1946	12 900	60 420	4 410	2 560	560	80 840
1950	16 550	87 850	8 650	12 120	4 840	130 010
1960	24 700	90 070	17 280	34 100	22 140	188 280
1970	28 320	119 140	23 770	45 040	93 320	309 590

6. Distance des voies ferrées et tonnage général des bateaux de chaque pays.
((En milliers de km pour les voies ferrées et en milliers de tonnes pour les bateaux.)

Années	G.-B.		U.S.A.		France		Allemagne		Japon	
	km de voie (1)	tonnage des bateaux	km de voie (2)	tonnage des bateaux	km de voie (2)	tonnage des bateaux	km de voie (3)	tonnage des bateaux	km de voie (4)	tonnage des bateaux
1830	(1835) 0,47		0,037	1 081	(1831) 0,031		(1835) 0,008			
1840	1,35	2 768	4,5	1 980	(1841) 0,48	663	0,81			
1850	10,65	3 565	14,5	3 206	(1851) 3,23	688	6,00			
1860			49,3	4 856	(1861) 9,61		5,63			
1870	24,5	5 691	85,2	3 852	(1871) 16,6	1 072	(5) 18,9	982	(1872) 0,028	15
1880			148,3	3 690	(1881) 24,1		33,6	1 200	0,157	41
1890	33		262,8	4 013	(1891) 33,3		41,8	1 400	0,88	94
1900		9 304	311,1	4 685	36,8	1 038	49,9	1 942	1,52	543
1910	38	11 700	386,6	6 810	39,0	1 463	59,0	3 000 (1914)	7,79	1 234
1913	32,6	18 683	401,9	7 154	39,5		61,2	5 100	8,29	1 528
1920	32,7	17 966	406,8	14 806			(1922) 55,4		10,9	3 047
1929	32,6	20 132	401,3	14 945	38,2		56,4	4 058	14,8	3 862
1938	32,2	17 733	381,1	13 288	42,3	3 303	(1935) 57,1	(1937) 3 928	18,2	5 140
1946	(1948) 31,5	17 705	363,3	34 920	42,6	(1937) 2 844		(1947) 591	19,7	(1948) 1 024
1950	31,3	18 866	360,1	28 312	40,6	(1947) 2 315		460	19,8	1 871
1659	29,9	21 127	(1958) 351,4	26 208	41,3	3 207 (1957) 4 010	36,9 (1958) 36,5	(1957) 3 606	20,4	(1957) 4 415

(3) Distances des lignes nationales à espacement standard uniquement.
(4) Lignes nationales uniquement.
(5) Lignes nationales prussiennes uniquement.

7. Le commerce extérieur de chaque pays, leur position respective dans le monde capitaliste (en prenant le chiffre 100 comme montant global du commerce extérieur du monde capitaliste).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*	*Total des 5 pays*
1820	18	8	...	...	...	26
1840	21	9	12	...	...	42
1850	21	10	11	...	...	42
1860	21	11	11	... (1872)	...	43
1870	22	8	10	13	...	53
1880	20	11	11	11	2	55
1890	20	10	9	11	3	53
1900	19	12	9	13	...	53
1910	16	11	8	13	...	48
1913	15	11	8	13	1	48
1925	15	14	7	8	1	45
1930	14	12	7	10	1	44
1937	16	13	5	9	4	47
1946	13	22	5	—		40
1950	12	17	9	4	2	44
1960	10	16	6	9	4	45
1970	7	15	6	11	7	46

8. Montant des exportations de capitaux de chaque pays (en millions de dollars).

Années	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*
1872	3 000	—	(1869) 2 000	—
1882	4 400	—	(1880) 3 000	...
1893	8 400	—	(1890) 4 000	...
1902	12 400	(1899) 500	5 400-7 400	2 500
1914	18 000	3 500	9 000	8 700
1919	13 400	17 400	4 300	—
1929	18 100	17 200	3 500	1 200
1938	22 900	(1) 11 500	3 900	4 000
1944	14 000	2 400	1 500-2 000	—
1955	15 000-17 000	2 660	4 000-5 000	700

(1) Non comprises les dépenses militaires de la Première Guerre mondiale.

9. Les possessions coloniales de chaque pays avant la Deuxième Guerre mondiale.
(Superficie : en millions de km²)
(Population : en millions d'habitants)

Années	G.-B.		U.S.A.		France		Allemagne		Japon	
	Superficie	Population	Superficie	Population	Superficie	Population	Superficie	Population	Superficie	Population
1815-1830	...	126,4			0,05 0,05	0,5 0,4				
1820	5,2	100			0,52	3,4				
1860	6,5	145,1			0,9	6				
1876	22,5	251,9			3,8	44,3	2,7	12,3		
1900	27,8	352,5	0,3	8	10,6	55,5	2,9	12,3	0,3	19,2
1914	33,5	393,5	0,5	9,7	11,7	58,8				
1920	34,6	406,2	0,3	12,4	11,9	65,1			0,3	28
1932	34,9	466,5	0,3	14,6					(1)	
1938	39,3	478,2	0,3	15,3	11,9	69,3				

(1) Comprend à partir de cette date les régions du Nord-Est de la Chine.

10. Les crises industrielles cycliques dans les pays capitalistes avant la Deuxième Guerre mondiale (1).

Monde capitaliste	*G.-B.*	*U.S.A.*	*France*	*Allemagne*	*Japon*
—	1825	—	—	—	—
—	1836	1837	—	—	—
—	1847	1848	1847	1847	—
1857	1857	1857	1857	1857	—
1866	1866	1865	1867	1866	—
1873	1878	1873	1873	1873	—
1882	1882	1882	1882	1883	—
1890	1890	1893	1891	1890	—
1900	1900	1903	1900	1900	1900
1907	1907	1907	1907	1907	1907
1920	1920	1920	—	—	1920
1929	1929	1929	1930	1929	1929
1938	1938	1938	1938	—	—

(1) Années où se sont déclenchées les crises.

11. Indices économiques de la Grande-Bretagne.

Années	Population (en millions d'hab.)	Revenu national (en millions de £) (4)	Indice général de la production industrielle (1913 = 100)	Valeur globale de la production industrielle (en millions de £) (4)	Volume du commerce extérieur (en millions de £)		Exportations de capitaux (en millions de £) (4)	Réserve d'or (en millions de £) (4)
					Importations	Exportations		
	(1801)				(1801)	(1801)		
1800	15,9	230	6,45		31,8	39,7		
	(1811)	(1812)						
1810	17,9	431	8,22		39,3	48,4		
	(1821)							
1820	20,89	...	10,46		32,4	36,4		
	(1831)							
1830	24,03	...	14,6		46,2	38,3		
	(1841)							
1840	26,73	515	20,4		67,4	51,4		
		(1851)						
1850	27,48	646	27,8		100,5	71,4		16,6
		(1864)						
1860	28,82	814	38,6		181,9	135,9	25,7	15,1
1870	31,21	929	52		258,8	199,6	51,2	20,8
1880	34,6	1 073	64		347,8	223,1	40,7	27,6
1890	37,52	1 399	74,2		420,7	263,5	101,3	21,8
1900	41,17	1 756	91,7		523,1	291,2	21,5	33,3
				(1907)				
1910	44,92	2 063	100,5	1 765	678,3	430,4	207,1	36,9
1913	45,68	2 368	100	...	768,7	525,2	160,5	37,6
				(1924)				
1920	46,59	5 664	95,1	3 747	1 932,6	1 334,5	39,5	116,9
				(1930)				
1929	45,67	4 178	112,3	3 371	1 220,8	729,3	87,2	146,9
			(1938)	(1935)	(1938)	(1938)		
1939	47,76	5 037	137	3 543	910,9	471,4		
								(1848)
1946	49,22	8 311	132	...	...	...		457
				(1951)				(2)
1950	50,33	10 710	182	18 554	2 609,4	2 174,2		1 178
		(1959)		(1957)				(2)
1960	52,38	18 931	243	24 884	4 558,8	3 555,6		1 154
								(2)
1970	55,7	...	322,2	...	217,25 (1)	193,51 (1)		13,49 (3)

(1) Unité : milliards de dollars.
(2) Comprend les réserves d'or et de dollars de fin d'année.
(3) Réserves d'or. Unité : milliards de dollars.

12. La production industrielle et agricole de la Grande-Bretagne.

Années	Capacité électrique (en millions de Kw)	Construction navale (en milliers de t)	Consommation automobile (en milliers de véhicules)	Consommation de coton (en milliers de livres) (1)	Consommation de laine (en milliers de livres (1)	Volume de production de blé (en millions de q)	Volume de production d'orge (en millions de q)	Volume de production de laine (en milliers de t)	Cheptel de moutons (en millions de têtes)
1870		340		1 075	323	30,7			32,8
1880		470					(1884)		
1890		810		1 361	371	20,4	18,1		30,2
1900		930		1 664	425	20,7	18,3	62,6	31,7
1910		700		1 737	500	14,8	15,5	64	31,1
1913	4 500	1 200	34	1 720		15,4	14,3	64,9	31,2
	(1923)		(1923)	1 920		16	16,1	56,7	27,6
1920	9 500	1 280	95						23,3
1929	15 800	930	239	1 690		15,6	15,8	45,4	24,3
				1 530		13,5	11,2	36,7	
1937	24 200	920	504			(1938)	(1938)		25,5
1946	42 700	890	365	1 431		19,9	9,2	34,9	20,4
1950	63 500	1 330	784	813	369	19,9	19,9	39	20,4
		(1959)		1 017	518	26,5	17,4	26,3	
1960	136 900	1 370	1 811	(1959)					27,9
1970	246 000	...	2 097	636	481	30,4	43	36,2	
				...	...	41,7	74,9	...	...

(1) 1 livre = 0,454 kg.

13. Les chutes de la production anglaise au cours de chaque crise économique.
(Pourcentage % entre le point le plus haut avant la crise et le point le plus bas pendant la crise.)

SECTEURS	1857	1866	1878	1882	1890	1900	1907	1920	1929
Volume de production de charbon ...	— 2,4	— 1,3	— 1,5	— 3,8	— 11,4	— 2,8	— 2,4	— 28,9	— 19,7
Volume de production de fer	— 5,5	— 6,1	— 9,3	— 18,4	— 19,4	— 15,8	— 11,1	— 67,4	— 52,9
Volume de production d'acier	—	—	+ 2,7	— 15,9	— 18,4	+ 0,1	— 18,8	— 59,2	— 46
Tonnage de la construction navale ...	— 25,6	— 37,7	— 13,8	— 62,8	— 31,6	— 22	— 48,4	— 68	— 91
Consommation de coton	— 4,5	— 8,1	— 7	— 19,7	— 34,3	— 8	— 14,1	— 42,9	— 27,5
Trafic portuaire des longs courriers ..	— 1,6	+ 3,3	— 0,9	— 3,1	— 2,8	— 0,3	— 2,4	+ 0,3	— 12,6
Indice général des prix de gros	— 13,3	— 5,9	— 25	— 22,7	0	— 7,9	— 8,7	— 48,6	— 57,8
Exportations (à l'exception des réexportations)	— 4,5	— 4,9	— 25,3	— 11,9	— 18	— 3,8	— 11,5	— 44,6	(1) — 66,4
Importations	— 13,6	— 6,1	— 10,3	— 18,7	— 7,4	— 1,2	— 7,3	— 41,8	— 62,2

(1) Calculé sur la base de l'or.

14. Nombre de chômeurs et de grévistes en Grande-Bretagne (en milliers de personnes).

Années	*Nombre de chômeurs (1)*	*Nombre de grévistes*	*Années*	*Nombre de chômeurs*	*Nombre de grévistes*
1922	1 560	550	1938	1 880	270
1923	1 300	410	1946	410	530
1924	1 090	610	1947	510	620
1925	1 410	440	1948	340	420
1926	1 750	2 730	1949	340	430
1927	1 070	110	1950	340	300
1928	1 270	120	1951	280	380
1929	1 160	530	1952	460	420
1930	1 910	310	1953	380	1 370
1931	2 710	490	1954	520	450
1932	2 840	380	1955	270	660
1933	2 500	140	1956	290	510
1934	2 120	130	1957	350	1 360
1935	2 000	270	1958	500	520
1936	1 710	320	1959		650
1937	1 370	600	1960	290	810

(1) Les chiffres des années 1922 à 1937 sont les chiffres officiels des ouvriers chômeurs ayant souscrit une assurance. Les chiffres des années 1938 à 1960 sont les chiffres enregistrés. Ces chiffres sont manifestement en deçà de la réalité.

15. Principaux indices économiques des U.S.A.

Années	Population (en millions d'hab.)	Revenu national (en millions de $)	Pourcentage de l'agriculture et de l'industrie		Commerce extérieur (en millions de $)		Exportations de capitaux d'or (en millions de $)	Revenus et dépenses internationales (1)		Réserve d'or (en millions de $)
			Industrie	Agriculture	Importations	Exportations		Revenus	Dépenses	
1800	5,30	(1799) 680						107	108	
1810	7,22	(1809) 920			61	42		117	110	
1820	9,62	(1819) 880			56	52		84	84	
1830	12,90	(1829) 980			63	59		86	79	
1840	17,12	(1839) 1 630	(1839) 26	(1839) 74	98	112		160	134	
1850	23,26	(1849) 2 420	(1849) 36,2	(1849) 63,8	174	135		166	210	
1860	31,51	(1859) 4 310	(1859) 36,2	(1859) 63,8	354	316		438	438	
1870	39,91	(1869) 6 830	(1869) 40,9	(1869) 59,1	436	377	(1869) 100	507	608	
1880	50,26	(1879) 7 230	(1879) 44,8	(1879) 55,2	668	824		963	848	
1890	63,06	(1889) 10 700	(1889) 59,1	(1889) 40,9	789	845		960	1 109	
1900	76,09	(1899) 15 360	(1899) 61,8	(1899) 38,2	850	1 371	(1897) 700	1 686	1 179	
1910	92,41	28 170			1 557	1 710	(1908) 2 500	2 160	2 114	
1913	97,23	31 450			1 757	2 448	(1914) 3 500	2 816	2 442	(1974) 1 526
1920	106,47	68 430	(1919) 62,2	(1919) 37,8	5 278	8 080	(1919) 7 000	10 264	6 741	2 639
1929	121,77	79 500	74,2	25,8	4 315	5 157	(1930) 17 200	7 034	5 886	3 997
1939	130,88	72 800	86,8	17,2	(1937) 3 102	(1937) 3 311	(1940) 12 300	4 432	3 366	17 644
1945	132,48	181 200	78,6	21,4	4 098	9 585	16 800	16 273	10 232	20 083
1950	151,23	241 900	81,6	18,4	8 743	10 142	32 800	14 427	12 098	22 820
1960	180,53	417 100	88,1	11,9	(1957) 12 921	(1957) 20 630	(1959) 64 800	(1959) 25 452	(1959) 23 560	17 804
1970	205,40	795 900	...	...	42 483	43 227	78 090	...	...	11 072

(1) En millions de dollars.

16. La production industrielle des U.S.A.

Années	Indice général de la production industrielle (1909 = 100)	Valeur globale de la production industrielle (en millions de $)	Energie électrique (en millions de Kwh)	Volume de production de pétrole (en millions de t)	Volume de production des automobiles (en milliers de véhicules)		Volume de production de bois (en milliers de stères anglaises (2)	Consommation de coton (en millions de £)	Consommation de laine (en millions de £) (3)
					Voitures	Camions			
				(1859)			(1849)		
1850	4			0,3			5 392	263	71
							(1859)		
1860	7			69,5			8 029	470	85
							(1869)		
1870	15			732			12 756	494	214
		(1879)					(1879)		
1880	29	5 670		3 550			18 125	953	340
		(1889)			(1895)		(1889)		
1890	47	9 830		6 190	0,3		27 039	1 164	382
		(1899)	(1902)			(1904)	(1899)		
1900	65	11 830	6 000	8 600	04,2	0,7	35 078	1 859	425
	(1909)	(1909)	(1907)						
1910	100	21 520	14 100	28 320	181	6	44 500	2 304	...
	(1914)	(1914)	(1912)						
1913	110	24 920	24 800	33 580	462	24	44 000	2 777	...
	(1919)	(1921)							
1920	141	45 480	56 600	59 860	1 906	322	35 000	3 246	...
1929	216	72 900	116 800	136 130	4 587	771	38 745	3 826	368
1939	214	60 650	161 300	170 950	2 867	710	28 755	3 700	397
1945	...	...	271 300	231 590	70	656	28 122	5 804	645
	(1949)								
1950	369	133 300	388 700	266 710	6 666	1 337	38 007	5 024	636
							(1957)	(1959)	(1959)
1960	145	233 700	844 200	347 700	6 676	1 194	34 596	4 743	431
	(1)								
1970	224	398 800	1 638 000	475 090	6 546	1 693	...	...	...
	(1)								

(1) Avec l'indice 100 à partir de 1950.
(2) 1 stère anglaise = 0,00234 m^3.
(3) 1 livre = 0,454 kg.

17. La production agricole des U.S.A.

Années	Indice général de la production agricole (1909 = 100)	Valeur globale de la production agricole (en millions de $)	Production de blé (en millions de boisseaux) (1)	Production de maïs (en millions de boisseaux) (1)	Production de coton (en milliers de balles)	Production de laine (en millions de £) (2)	Production d'élevage (en millions de têtes)		
							bovins	porcins	ovins
			(1839)	(1839)					
1840		760	84,82	377,53	1 350	3 568			
			(1849)	(1849)					
1850	22	900	100,49	592,07	2 140	52,42			
			(1859)	(1859)					
1860	29	1 580	173,11	838,79	3 840	60,35			
1870	37	2 770	254,43	1 124,78	4 350	162	31 080	33 780	36 500
1880	51	3 260	502,26	1 706,67	6 610	232,50	43 350	44 330	44 870
1890	59	3 400	449,04	1 650,45	8 650	276	60 010	48 130	42 690
1900	83	4 300	599,32	2 661,98	10 120	259,97	59 740	51 060	45 070
	(1909)								
1910	100		625,48	2 852,79	11 610	305,83	58 990	48 070	46 940
	(1914)								
1913	109		751,10	2 272,54	14 150	265,89	56 590	53 750	40 540
	(1919)								
1920	115		843,28	3 070,60	13 430	250,89	70 400	60 160	37 330
1929	125		824,18	2 515,94	14 830	327,80	58 880	59 040	43 480
1939	134		741,21	2 580,99	11 820	361,69	66 030	50 010	45 460
1945	...		1 107,62	2 868,80	9 020	307,98	85 570	59 330	39 610
	(1949)								
1950	177	17 400	1 010,34	3 074,91	10 010	216,94	77 960	58 940	26 180
						(1959)			
1960	...	25 700	1 350,30	3 891,00	14 270	257,18	101 520	58 460	29 480
1970	...	30 800	1 389,60	3 866,66	10 170	...	...	...	...

(1) 1 boisseau = 36 litres.
(2) 1 livre = 0,454 kg.

18. Les chutes de la production américaine au cours de chaque crise économique (pourcentage % entre le point le plus haut avant la crise et le point le plus bas pendant la crise).

SECTEURS	1857	1865	1873	1882	1893	1903	1907	1920	1929
Production de charbon	— 1,7	0,5	— 9,1	— 7,5	— 6,4	— 1,6	— 13,4	— 27,5	— 40,9
Production de fer	— 20,2	— 17,9	— 27	— 12,5	— 27,3	— 11,4	— 38,2	— 54,8	— 79,4
Production d'acier	—	—	+ 8,5	— 10,7	— 18,4	— 7,3	— 40	— 53,1	— 75,8
Consommation de coton	— 27,4	—	— 9	— 15,4	— 19,8	— 3,9	— 8,9	— 20	— 31
Production automobile	—	—	—	—	—	—	+ 47,7	— 28,3	— 74,4
Production pétrolière	—	— 6,6	— 16,3	— 28,3	— 10,8	+ 16,5	+ 7,4	+ 6,4	— 22,1
Construction de locomotives	—	—	—	— 64,9	— 69,8	— 33,2	— 68,2	— 58,2	— 94,6
Indice des prix de gros	— 16,2	— 2,5	— 19,1	— 24,1	— 10,3	0	— 3,2	— 37,6	— 53,9
Indice des prix agricoles	— 20	— 27,5	— 17,5	— 31,8	— 13,8	— 4,8	0	— 43,9	(1)
Exportations (à l'exception des réexportations)	— 10	— 26,3	— 12,3	— 13,4	— 15,7	— 2,2	— 16,2	— 53,4	— 75,7
Importations	— 27,2	— 30,2	— 28,6	— 22	— 20,2	+ 2,8	— 21,7	— 53,2	— 77,6

(1) Calculé sur la base de l'or.

19. Nombre de chômeurs et de grévistes aux U.S.A. (en milliers de personnes).

Années	*Nombre de chômeurs (1)*	*Nombre de grévistes*	*Années*	*Nombre de chômeurs*	*Nombre de grévistes*	*Années*	*Nombre de chômeurs*	*Nombre de grévistes*
1900	1 420	570	1921	5 010	...	1942	2 660	840
1901	710	560	1922	3 220	...	1943	1 070	1 980
1902	800	690	1923	1 380	...	1944	670	2 120
1903	800	790	1924	2 440	...	1945	1 040	3 470
1904	1 490	570	1925	1 800	...	1946	2 270	4 600
1905	1 000	300	1926	880	...	1947	2 140	2 170
1906	280	...	1927	1 890	330	1948	2 060	1 960
1907	600	...	1928	2 080	310	1949	3 400	3 030
1908	2 960	...	1929	1 550	290	1950	3 140	2 410
1909	1 870	...	1930	4 340	180	1951	1 880	2 220
1910	2 150	...	1931	8 020	340	1952	1 670	3 540
1911	2 290	...	1932	12 060	320	1953	1 600	2 400
1912	1 960	...	1933	12 830	1 170	1954	3 230	1 530
1913	1 680	...	1934	11 340	1 470	1955	2 650	2 650
1914	3 110	...	1935	10 610	1 120	1956	2 550	1 900
1915	3 840	...	1936	9 030	790	1957	2 940	1 390
1916	1 920	...	1937	7 700	1 860	1958	4 880	2 060
1917	1 920	...	1938	10 390	690	1959	3 810	1 880
1918	560	...	1939	9 480	1 170	1960	3 900	1 320
1919	950	...	1940	8 120	580	1970	...	3 300
1920	1 670	...	1941	5 560	2 360			

(1) Les chiffres ci-dessous donnent le nombre de chômeurs de plus de 14 ans. Un nombre important de grévistes ne sont pas compris dans ces chiffres.

20. Principaux indices économiques de la France.

Années	Population (en millions d'hab.)	Revenu national (en millions de francs) (1)	Indices de la production industrielle (1913 = 100)	Indices de la production agricole (1938 = 100)	Commerce extérieur (en millions de francs)		Exportations de capitaux (en millions de francs)	Réserve d'or (en millions de francs) (4)
					Importations	Exportations		
1850	35,63				791	1 068		458
1860	36,51		26		1 897	2 277		514
							(1869)	
1870	38,44		34		2 867	2 802	10 000	1 131
		(1878)						
1880	39,02	21 900	43		5 033	3 468	15 000	728
		(1892)						
1890	39,98	29 000-30 000	56		4 437	3 753	20 000	1 256
		(1903)					(1902)	
1900	40,61	27 800	66		4 698	4 109	27 000-37 000	2 103
1910	41,40		89		7 173	6 234		3 400
1913	41,69	32 400	100	91	8 421	6 880	60 000	3 343
1920	39	110 000	62	80	18 165	9 790		5 559
							(1924)	
1929	41,23	245 000	139	98	11 819	10 178	27 000	38 911
		(1938)	(1938)		(1937)	(1937)		(1937)
1939	41,90	369 000	72	99	1 705	957		2 749
			(2)		(3)	(3)		
1946	40,50	2 476 000	54	76	2 222	854		867
			(2)					
1950	41,74	7 280 000	88	103	3 030	3 037		737
			(2)	(1959)	(1958)	(1958)		
1960	45,54	193 400	176	124	5 604	5 118		1 627
			(2)					
1970	50,80	...	275	...	19 114	17 935		3 532
			(2)					

(1) Francs actuels.
(2) Avec pour indice 100 à partir de 1952.
(3) En millions de dollars à partir de 1937.
(4) En millions de dollars à partir de 1937.

21. La production industrielle et agricole de la France.

Années	Energie électrique (en millions de Kwh)	Pétrole brut (en milliers de t)	Production automobile (en milliers de véhicules)	Consommation de coton (en milliers de t)	Soie grège (en t)	Production de blé (en millions de q)	Production de pommes de terre (en millions de q)	Production de laine (en milliers de t)	Elevage (en millions de têtes)	
									bovins	ovins
1870				59		74,2	(1871) 84,7			
1880				89		75,5	104,7	40	(1882) 13	(1882) 23,81
1890				125	(1892) 727	89,7	110,4	59	13,56	21,66
1900			20	159	773	88,6	122,5	44	14,52	20,18
1910			38	158	772	68,8	85,2	33	14,53	17,11
1913			45	271	654	86,9	135,9	33	14,79	16,13
1920	(1921) 8 170	(1921) 56	40	202	292	64,5	116,4	18	13,22	9,41
1929	15 500	75	254	358	231	91,8	161,7	18	15,63	10,45
1939	21 970	70	229	...	142	73	144,1	17	14,19	8,95
1946	22 830	67	96	187	87	67,6	98,8	12	15,10	7,26
1950	33 030	151	2588		48	77	129,4	13	15,80	7,51
				(1959)	(1959)			(1959)	(1959)	(1959)
1960	72 100	1 980	1 349	271	11	108,8	150,8	17	18,74	8,94
1970	139 900	2 310	2 750	...	...	129,2	...	...	...	...

22. Les chutes de la production française au cours de chaque crise économique (pourcentage % entre le point le plus haut avant la crise et le point le plus bas pendant la crise).

SECTEURS	1857	1867	1873	1882	1891	1900	1907	1930
Production de charbon	— 6,3	+ 3,3	— 3,4	— 8,5	— 0,4	— 10,2	+ 1,6	— 15,8
Production de fer	— 12,9	— 2,5	— 0,9	— 26,7	— 3,3	— 12	— 5,3	— 46,6
Production d'acier	—	—	—	— 3,8	— 3,7	— 9	— 1,8	— 41,9
Consommation de coton	— 13,3	— 25,3	— 44,2	— 16,5	— 23	— 16	+ 1,4	— 38,3
Transports ferroviaires de marchandises	+ 24,6	+ 3,2	— 1,4	— 17,6	— 0,9	— 3,5	+ 0,1	—
Indice des prix de gros	— 12,2	— 2,2	— 10,4	...	— 18	— 5,1	— 7,3	— 45,1
Valeur globale des exportations ..	— 1,4	— 12,3	— 2,3	— 13,6	— 18	— 3,4	— 9,7	— 69,1
Valeur globale des importations ..	— 21,5	+ 5,8	— 1,7	— 18,8	— 22	— 7	— 9,4	— 64

23. Nombre de grévistes en France (en milliers de personnes).

Années	*Nombre de grévistes*	*Années*	*Nombre de grévistes (1)*	*Années*	*Nombre de grévistes (2)*
1890	119	1920	1 317	1941	
1900	223	1921	402	1942	
1901	111	1922	290	1943	
1902	213	1923	331	1944	
1903	123	1924	275	1945	
1904	271	1925	249	1946	
1905	178	1926	349	1947	
1906	439	1927	111	1948	6 561
1907	198	1928	204	1949	...
1908	99	1929	240	1950	1 527
1909	168	1930	582	1951	1 754
1910	281	1931	48	1952	1 155
1911	231	1932	72	1953	1 784
1912	268	1933	87	1954	1 269
1913	220	1934	101	1955	792
1914	161	1935	109	1956	666
1915	9	1936	2 423	1957	2 161
1916	41	1937	324	1958	858
1917	294	1938	1 333	1959	581
1918	176	1939		1960	1 070
1919	1 151	1940			

(1) Comprend à partir de 1924 l'Alsace-Lorraine.

(2) A partir de 1954, les grévistes ayant participé à plusieurs grèves dans la même année ne sont comptés qu'une fois.

24. Principaux indices économiques de l'Allemagne.

Années	*Population (en millions d'hab.)*	*Revenu national (en millions de marks)*	*Indices de la production industrielle (1913 = 100)*	*Commerce extérieur (en millions de marks)*		*Exportations des capitaux (en millions de marks)*	*Réserve d'or (en millions de marks)*
				Importations	*Exportations*		
				(1872)	(1872)		
1870	40,81		17,5	3 262	2 321		
						(1875)	
1880	45,10		24,6	2 803	2 923	2 000	226
		(1891)					
1890	49,24	24 800	40,3	4 146	3 327		519
1900	56,05	30 900	64,7	5 766	4 611	15 000	571
1910	64,57	44 000	88,6	8 934	7 475		778
1913	66,98	50 100	100	10 770	10 097	35 000	1 068
		(1925)					
1920	61,80	60 000	55,1	3 929	3 709		1 091
1929	64,74	75 900	102	13 447	13 483	5 000	2 258
			(1938)			(1938)	(1935)
1939	69,31	89 800	128,5	5 207	5 653	10 000	86
1946	40,18	...	...	643	854		—
				(2)	(2)		
						(1955)	(1951)
1950	47,85	74 500	113	11 374	8 362	2 900	28
			(1)				
1960	53,37	214 700	273,5	42 720	47 952	10 500	2 971
			(1)				
1970	61,70	534 500	480,3	109 600	125 300	19 300	14 933
			(1)				

(1) A partir de 1950, l'indice est calculé d'après 1936 = 100.
(2) Unité : millions de dollars.

25. La production industrielle et agricole de l'Allemagne.

Années	Energie électrique (en millions de Kwh)	Production pétrolière (en milliers de t)	Production automobile (en milliers de véhicules)	Consommation de coton (en milliers de t)	Production de blé (en milliers de t)	Production de pommes de terre (en millions de t)	Production de sucre de betterave (en millions de t)	Elevage (en millions de têtes)	
								bovins	ovins
1870				81				15,78	
		(1881)							
1880		4		137	2 350	19,47			
1890		15		233	2 830	23,32		17,56	13,59
			(1907)						
1900		50	4	308	3 840	40,59		18,94	9,69
1910		140	9	383	3 860	43,47		20,16	5,79
							(1909-1913)		(1915)
1913	5 100	121	16	486	4 660	54,12	13,986	18,57	5,07
	(1925)		(1825)				(1924-1928)		
1920	20 330	35	57	163	2 250	27,88	10,591	16,81	6,15
		(1)					(1929-1933)		(1930)
1929	30 660	103	115	342	3 350	40,08	10,711	18,03	3,51
				(1937)	(1937)	(1938)	(1934-1938)		
1939	61 380	741	338	257	4 160	50,89	4,118	19,91	5,21
							(1945-1949)		
1946	...	600	23	...	1 560	...	3,638	13,69	3,38
1950	44 470	1 119	305	207	2 610	19,54	6,981	14,20	2,92
				(1959)					
1960	116 400	5 532	2 054	305	4 960	24,55	12,325	12,87	1,04
1970	242 600	7 540	3 832	...	5 660	16,25	13,329	14,29	...

(1) Production de mai à décembre seulement.

26. Les chutes de production allemande au cours de chaque crise économique (pourcentage % entre le point le plus haut avant la crise et le point le plus bas pendant la crise).

	1857	*1866*	*1873*	*1883*	*1890*	*1900*	*1907*	*1929*
Production de charbon	— 3,2	— 0,9	— 1,4	— 0,3	— 3,1	— 1,6	+ 0,7	— 35,9
Production de fer	(1) — 25,4	+ 6	— 17,6	— 4,3	— 0,4	— 7,5	— 7,5	— 70,3
Production d'acier	(1) —	0	— 2,9	— 1,3	+ 6,9	— 3,8	— 13,1	— 64,9
Consommation de coton	...	+ 8,7	— 9,9	— 7,4	— 6,3	— 10,5	— 5,4	— 21,4
Production de sucre	+ 5	— 11,7	— 11,9	— 28	— 11	— 24,6	— 15,9	— 57,2
Valeur globale des exportations ..	— 0,7	—	— 0,8	— 12,4	— 11,2	— 3,9	— 6,5	— 69,1
Valeur globale des importations ..	— 9,2	—	— 6	— 11,2	— 5,1	— 6	— 12,4	— 70,8

(1) Chiffres de consommation de charbon et de fer.

27. Principaux indices économiques du Japon.

Années	Population (en millions d'hab.)	Revenu national (en millions de yens)	Indices de la production industrielle (1914 = 100)	Valeur globale de la production industrielle (3)	Valeur globale de la production agricole (3)	Commerce extérieur (en millions de $)		Excédent et déficit de la balance commerciale (en milliards de yens)	Réserve d'or (en millions de $)
						Importations	Exportations		
	(1872)								
1870	34,81		0,1						
1880	36,65		5,7	158	534	34	25		
1890	39,90	236	11,1	228	595	67	47		
								(1902)	
1900	43,85	736	42,4	1 060	933	142	101	+ 9	
1910	49,18	2 051	73,9	1 530	1 204	225	217	+ 79,2	
1913	51,31	2 335	104,7	2 030	1 975	346	298	+ 5,8	
1920	55,39	7 954	413,7	7 450	4 210	1 065	913	+ 713,1	
1929	62,93	11 510	539,5	9 130	3 480	1 022	991	— 73,5	
1937	70,04	18 600	1 144,1	18 810	4 050	1 089	914	— 353,2	38
1946	75,80	360 900	19,2	92 590	...	306	103	— 2	1
			(2)						
1950	83,20	3 381 500	48,6	3 680	2 400	974	820	+ 137	7
			(2)	(1)	(1)				
1960	92,84	36 800	2 242,2	15 900	5 300	4 491	4 055	+ 60,7	247
		(1)	(2)	(1)	(1)			(1)	
1970	103,07	156 800	781,0	75 700	12 300	18 881	19 318	+ 137,4	532
		(1)	(2)	(1)	(1)				

(1) Unité : millions de dollars.
(2) A partir de 1946, l'indice est calculé d'après 1955 = 100.

28. La production industrielle et agricole du Japon.

Années	Energie électrique (en millions de Kwh)	Pétrole brut (en milliers de t)	Automobiles (en milliers de véhicules)	Construction navale (en milliers de t)	Fils de coton (en milliers de t)	Riz (en millions de t)	Blé (en millions de t)	Soie grège (en millions de kuan) (2)	Pêche (en millions de kuan) (2)
1880		3			0,6	5,68	0,31	0,53	
1890		7			19	7,78	0,34	0,92	
1900		116		5	117	7,50	0,57	1,89	100,89
1910		258		30	206	8,43	0,62	3,17	177,78
1913		259		65	225	9,13		3,74	280,31
	(1926)								
1920	10,55	290		457	329	11,43	0,77	5,83	389,84
1929	15,12	291	0,5	164	507	10,77	0,83	11,29	569,22
1937	30,39	393	20	428	720	12,31	1,37	11,17	737,66
1946	29 06	213	14	118	59	11,45	0,62	1,52	388,85
1950	44,89	326	32	227	238	12,06	1,34	2,83	587.49
	(1955)							(1959)	
1960	65,25	530	760	1 732	551	12,86 (1)	1,53	5,06	1 650,66
1970	316,30	810	5 303	10 476	...	16,48 (1)	0.47	...	2 482.66

(1) Production de riz décortiqué.

(2) Mesure japonaise. 1 kuan = 3,75 kg.

29. Les chutes de la production japonaise au cours de chaque crise économique (pourcentage % entre le point le plus haut avant la crise et le point le plus bas pendant la crise).

SECTEURS	*1900*	*1907*	*1920*	*1929*
Production de charbon	(en aug.)	(en aug.)	— 16,1	— 18,3
Production de fer	— 46,4	— 0,7	— 17,7	— 15,3
Construction navale	— 27	— 54,5	— 88,2	— 67,1
Filés de coton	— 14,8	— 10,6	— 5,7	— 9,6
Cotonades	—	— 1,8	— 8	— 9,8
Soie grège	—	— 6,8	— 38	— 53,5 (1)
Volume global des exportations	— 4,9	— 12,5	— 40,3	62,3 (1)
Volume global des importations	— 11	— 20,3	— 30,9	— 62,3 (1)

(1) Calculé sur la base de l'or.

30. Nombre de chômeurs et de grévistes au Japon (en milliers de personnes).

Années	*Nombre de grévistes*	*Années*	*Nombre de chômeurs (1)*	*Nombre de grévistes*	*Années*	*Nombre de chômeurs (1)*	*Nombre de grévistes*
1914	79	1929	294	601	1949	380	11 172
1915	79	1930	367	649	1950	440	7 611
1916	84	1931	413	545	1951	390	11 597
1917	573	1932	489	460	1952	470	16 225
1918	665	1933	414	359	1953	450	13 335
1919	631	1934	374	421	1954	580	9 151
1920	364	1935	357	319	1955	680	10 286
1921	582	1936	341	268	1956	630	9 542
1922	415	1937	300	534	1957	520	15 568
1923	363	1938	242	128	1958	560	12 794
1924	489	1939	189	206	1959	580	12 159
1925	325	1940	...	242	1960	500	9 181
1926	636	1946	...	5 104	1970	590	...
1927	437	1947	...	2 121			
1928	369	1948	...	985			

(1) Une grande partie du nombre de chômeurs réels n'est pas mentionnée ci-dessous.

31. Tables d'équivalences.

Systèmes métriques et mesures chinoises

Système métrique	*Mesures chinoises*	*Systèmes métrique*	*Mesures chinoises*
1 mètre	3 chi	1 litre	1 sheng
1 km	2 li	1 picul (100 l)	1 dan
1 mile	3,704 li	1 kg	2 jin
1 hectare	15 mou	1 quintal	200 jin
1 mou	0,15 qing (ha)	1 tonne	2 000 jin

Système métrique et système anglo-américain

Système anglo-us	*Système métrique*	*Système anglo-us*	*Système métrique*
1 pied	0,305 mètre (m)	1 boisseau (G.-B.)	36,4 litres
1 yard	0,914 m	1 boisseau (U.S.A.)	35,2 l
1 square-yard	0,836 m^2	1 boisseau de maïs	
1 cube-yard	0,765 m^3	(G.-B., U.S.A.)	25,4 kg
1 acre	0,405 ha	1 boisseau de blé	
1 mile	1,609 km	(G.-B., U.S.A.)	27,4 kg
1 square-mile	2,59 km^2	1 boisseau d'orge	
		(G.-B.)	22,7 kg
1 mile marin		(U.S.A.)	21,8 kg
(G.-B.)	1,852 km	1 once	31 g
(U.S.A.)	1,853 km	1 livre	454 g
(Allemagne)	1,855 km	1 quintal	50,802 kg
		1 tonne	1,016 kg
		(G.-B.)	0,907 kg
1 gallon		(U.S.A.)	
(G.-B.)	4,546 l	1 tonneau (marin)	2,83 m^3
(U.S.A.)	3,785 l	1 bâle (coton)	
		poids brut	226,796 kg
		poids net	216,817 kg
1 baril			
(corps solides)	119,333 l	1 stère (bois)	0,00234 m^3
(corps liquides)	143,199 l		
(pétrole)			
(G.-B.)	163,65 l		
(U.S.A.)	158,75 l		

32. Tableau de conversion des monnaies étrangères par rapport au dollar U.S. (1).

Années	*G.-B. Livres sterling*	*France anciens francs*	*Allemagne marks*	*Japon yens*
1894-1902	4,90	0,200	0,24	0,51
1911-1914	5,00	0,200	0,24	0,53
1914	4,89	0,093	0,24	0,50
1925	5,00	0,070	0,24	0,50
1929	4,86	0,039	0,24	0,46
1930	4,86	0,039	0,24	0,50
1931	4,54	0,039	...	0,389
1932	3,51	0,039	...	0,281
1933	4,24	0,050	...	0,257
1934	5,04	0,066	...	0,297
1935	4,87	0,039	0,24	0,498
1936	4,97	0,060	0,40	0,29
1937	4,94	0,040	0,40	0,29
1939	4,68	0,027	0,40	...
1941	4,03	0,020	0,40	0,23
1944	4,04	0,020	0,20	...
1945	4,03	0,008	—	0,003
1948	4,03	0,003	0,30	0,003
1949.9	2,80	0,003	0,24	0,0028
1950-1958	2,80	0,002	0,24	0,0028
1959-1960	2,80	0,002	0,24	0,0028
1961-1967	2,80	0,002	0,25	0,0028
1968-1969	2,40	0,002	0,25	0,0028
1970-1972	2,40	0,002	0,27	0,0028
1972.9	2,44	0,002	0,31	0,0032

(1) Pour obtenir le coût du dollar dans la monnaie considérée, diviser 1 par le chiffre indiqué. Exemple : En 1972, 1 dollar valait

$$\frac{1}{0{,}002} = 500 \text{ AF.}$$

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS 3

CHAPITRE I — Présentation générale 7

CHAPITRE II — L'Angleterre 55

1. Genèse et développement des rapports de production capitalistes 57
2. La Révolution industrielle. L'Angleterre devient « l'atelier du monde » et le plus important pays colonial 78
3. Après les années 1870, lenteur relative du développement économique et formation de la domination du capital monopoliste 103
4. L'affaiblissement de la force économique de l'impérialisme anglais au cours de la Première Guerre mondiale 122
5. Le déclin économique de l'Angleterre entre les deux guerres mondiales 127
6. L'affaiblissement de la puissance économique de l'Angleterre pendant la Seconde Guerre mondiale et le déclin de l'empire britannique 146

CHAPITRE III — Les Etats-Unis 153

1. Economie de la période coloniale et révolution de l'indépendance 155
2. Etablissement du mode de production capitaliste 166
3. Les Etats-Unis deviennent l'Etat modèle du capitalisme monopoliste 191

4. Les Etats-Unis s'enrichissent considérablement grâce à la Deuxième Guerre mondiale 224
5. Ruine de la relative stabilité économique des années 20 et grande crise des années 30 232
6. Monstrueuse « prospérité » de l'économie américaine durant la Deuxième Guerre mondiale. Les Etats-Unis deviennent les plus gros exploiteurs internationaux du monde 255

CHAPITRE IV — La France 265

1. Du XVI[e] au XVIII[e] siècle, décadence du système féodal français et premier développement des rapports capitalistes 267
2. Le rapide développement de l'économie après la révolution bourgeoise et l'établissement du système capitaliste 284
3. La formation du capitalisme monopoliste ... 301
4. L'affaiblissement et les dommages causés à l'économie française par la Première Guerre mondiale 316
5. La perturbation de l'économie française et le renforcement du capital monopoliste entre les deux guerres mondiales 321
6. Graves dommages causés par la Deuxième Guerre mondiale à l'économie française et exacerbation des contradictions de classes et des contradictions nationales 333

CHAPITRE V — L'Allemagne 343

1. Avant le XVIII[e] siècle, lent développement de l'économie et apparition de la manufacture 345

2. Effondrement du système féodal et instauration du capitalisme 351
3. Formation en Allemagne de l'impérialisme des bourgeois et des junkers 366
4. Développement du capitalisme monopoliste d'Etat pendant la Première Guerre mondiale ... 382
5. Développement du capitalisme monopoliste d'Etat dans l'entre-deux-guerres 388
6. Appogée et déclin du capitalisme monopoliste d'Etat militariste lors de la Deuxième Guerre mondiale 406

CHAPITRE VI — Le Japon 415

1. La désagrégation du système féodal et les réformes de l'Empereur Meiji 417
2. La révolution industrielle et la consolidation du capitalisme 434
3. La formation du capitalisme monopoliste au Japon et ses caractéristiques féodalo-militaires . 451
4. L'expansion économique pendant la Première Guerre mondiale et le développement de l'oligarchie financière 469
5. Les crises latentes de l'économie japonaise aux années 20 du XX[e] siècle 478
6. Le développement et l'effondrement de l'économie militariste japonaise de 1931 à 1945 493

ANNEXES 515

ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR
L'IMPRIMERIE CH. CORLET
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU

N° d'Imprimeur : 2022
Dépôt légal : 4e trimestre 1977


prix conseillé
6
3040
prix fnac